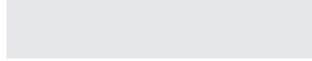


Anthologie réflexive

**20 ANS**



**REVUE  
COMMposite**

Ce livre est réalisé par  
La revue électronique *COMMposite*.  
[www.composite.org](http://www.composite.org)

Les publications de *COMMposite* utilisent  
*Open Journal Systems 2.3.8.0*, un logiciel  
de gestion et d'édition de revues à code  
source libre développé, pris en charge  
et distribué librement par le *Public  
Knowledge Project* sous la licence publique  
générale GNU.

ISSN 1206-9256

Imprimé au Québec sur du papier recyclé.

Montréal, 2017.

# TABLE DES MATIÈRES

## PRÉFACE

France Aubin, Éric George, Guillaume Latzko-Toth et Florence Millerand .....	7
--	---

## INTRODUCTION

William Grondin et Bachir Sirois-Moumni .....	11
---	----

## SECTION 1: Épistémologies

### De la créativité à la maturité académique : en conversation avec Guillaume Latzko-Toth

Siavash Rokni .....	16
---------------------	----

### De la difficulté d'étudier la communication (1997)

Guillaume Latzko-Toth .....	20
-----------------------------	----

### Pour un renouvellement critique de l'histoire des études en communication

Fabien Dumais .....	28
---------------------	----

### Théorie critique et histoire de la communication : La théorie de Max Horkeimer comme critique de la philosophie bourgeoise de l'histoire (2014)

Dominique Trudel .....	32
------------------------	----

### L'établissement des approches CCO et l'agentivité des non-humains : retour sur les textes de Fauré (2007) et Li Vigni (2013)

Geneviève Boivin .....	50
------------------------	----

### Les propriétés organisantes du langage des chiffres. Actes de calcul et esthétique des comptes : le cas de la fabrique du budget (2007)

Bertrand Fauré .....	54
----------------------	----

### Les non-humains peuvent-ils être des porte-paroles? (2013)

Fabrizio Li Vigni .....	81
-------------------------	----

<b>Pour une approche communicationnelle des processus organisant : le cas de la navigation aérienne</b>	
Marie Bénéjean .....	95
<b>Production et partage des connaissances : le système de retour d'expérience des contrôleurs aériens (2011)</b>	
Karolina Swiderek.....	99
<b>Les chemins de Thierry Bardini</b>	
Emre Sünter .....	117
<b>L'individuation à la lumière des notions de « junk » et de désaffectation : entretien avec Thierry Bardini (2010)</b>	
Sarah Choukah .....	121
<b>SECTION 2: Médias, culture et politique</b>	
<b>Du « macro » au « micro » : l'apport de la théorie critique pour penser les usages des médias numériques</b>	
Nadia Seraiocco .....	136
<b>Du concept d'espace public à celui des relations publiques généralisées (1999)</b>	
Éric George.....	140
<b>Revenir sur l'intelligence collective 15 ans après</b>	
Joëlle Gélinas .....	158
<b>La fin du politique : une critique de la cyberdémocratie (2004)</b>	
Félix Weygand .....	162
<b>Regard sur la recherche gouvernementale chilienne dans le domaine de la communication médiatique (1995-2000) (2003)</b>	
María Eugenia Domínguez .....	184
<b>Les <i>Cultural Studies</i> et la communication médiatique au Québec : « rendez-vous manqué » ou simplement retardé ?</b>	
Stéfany Boisvert .....	207
<b>Les études en communication médiatique au Québec et l'approche des <i>Cultural Studies</i> (2000)</b>	
François Yelle .....	212

<b>Visibilité et identifications lesbiennes à Montréal : articulations entre espaces physique et virtuel</b>	
Tara Chanady.....	232
<b>L'invisibilité lesbienne dans la sphère publique (médiatique) : pratiques et enjeux d'une identité proto-politique (2014)</b>	
Emma Goyette.....	235
<b>Penser le devenir citoyen des minorités culturelles à travers la communication politique</b>	
Sklaerenn Le Gallo.....	251
<b>La communication politique et diversité culturelle : état de la question (2009)</b>	
Marie-Michèle Sauvageau .....	256
<b>SECTION 3: Usages et technologies</b>	
<b>L'étude des usages : une entrevue</b>	
Gabrielle Silva Mota Drumond et Jean-Claude Domenget .....	273
<b>Usages des NTIC : les approches de la diffusion, de l'innovation et de l'appropriation (1<sup>re</sup> partie) (1998)</b>	
Florence Millerand.....	279
<b>Réflexion sur la temporalité et Internet</b>	
Luc Bonneville .....	301
<b>Temporalité et Internet : réflexion sur la psychologie du temps à la lumière des pratiques domiciliaires (2001)</b>	
Luc Bonneville .....	305
<b>SECTION 4: Écritures</b>	
<b>L'ethnographie et l'espace frontalier en architecture</b>	
Owen Rose .....	320
<b>Une approche communicationnelle de l'interdisciplinarité : regard ethnographique sur l'espace frontalier (2015)</b>	
Marie-Claude Plourde .....	324
<b>Infléchir le regard : retour réflexif et dialogue sur l'écriture autofictionnelle comme méthode de recherche-crédation</b>	
Cynthia Noury.....	344
<b>L'écriture créative et collaborative autofictionnelle comme méthode de recherche : une exploration (2016)</b>	
Karine Bellerive.....	349

**CONCLUSION**

Daphnée Boisvert, Sophie Del Fa, Nina Duque, Lena A. Hübner,  
Anne-Sophie Letellier, Lisiane Lomazzi et Dishani Samarasinghe .... 367

**REMERCIEMENTS**..... 369

**BIOGRAPHIES**

**Auteur.e.s réflexif.ve.s**..... 372

**Contributeur.rice.s** ..... 377

**Comité éditorial** ..... 383

## PRÉFACE

**France AUBIN**

**Éric GEORGE**

**Guillaume LATZKO-TOTH**

**Florence MILLERAND**

*COMMposite*, ce fut tout d'abord un nom choisi – après bien des débats – pour souligner la diversité des objets et des approches qui caractérise les recherches sur la communication, ainsi que la complexité des questions que cet objet d'étude soulève.

En fondant cette revue, nous<sup>1</sup> voulions que les « jeunes chercheur.e.s », à commencer par les étudiant.e.s de maîtrise et de doctorat puissent contribuer au débat sur cette discipline – à moins qu'elle n'en soit pas une ? – encore jeune. Ce n'est donc pas par hasard que la quasi-totalité des éditoriaux depuis le premier que nous avons rédigés ait été consacrée à ces interrogations.

Lire *COMMposite* et s'intéresser à la façon dont la revue a été produite, c'est aussi porter un regard sur vingt ans d'évolution du web. Lors du lancement de la revue en

1997, le travail de mise en ligne était largement effectué à la « main ». Nous n'avions d'ailleurs réussi à lancer la revue que parce que plusieurs d'entre nous – Florence Millerand, Guillaume Latzko-Toth et Maryse Rivard en l'occurrence – maîtrisaient le langage HTML. Puis, Michaël Totschnig, arrivé dans l'équipe éditoriale en 2000, attira notre attention sur l'importance de développer un outil faisant partie du monde du « libre » qui nous soit propre, afin de rationaliser les tâches d'édition. Cet outil, nommé *COMMpositeur* et lancé en 2003, eut toutefois une vie assez courte, car dès 2006, une nouvelle équipe éditoriale décida d'employer le système d'édition OJS, également libre, créé à l'Université Simon Fraser (Colombie-Britannique) qui allait largement contribuer à normaliser le fonctionnement de la revue. *COMMposite* a d'ailleurs été l'une des premières revues francophones à adopter ce système et elle l'utilise toujours, plus de dix ans après.

À plusieurs égards, nous avons fait preuve d'innovation. Ainsi *COMMposite* est-elle devenue la première revue en communication

<sup>1</sup> Notons que Maryse Rivard et Mario Beaulac sont également deux membres fondateurs de la revue.

entièrement en ligne. Cela peut paraître banal aujourd'hui alors que les créations de publications électroniques ont été fort nombreuses au cours des vingt dernières années, mais ça ne l'était pas à l'époque. Que de questions à propos, par exemple, de la périodicité de mise en ligne. Et d'ailleurs devions-nous publier les textes « au fil de l'eau » ? Nous avons finalement gardé le principe des numéros. Pour autant, nous ne voulions pas copier ce qui se faisait dans les revues imprimées traditionnelles pour en faire de simples « versions électroniques ». C'est ce souci qui fut à l'origine de la rubrique « Transit », qui permettait de donner accès à un vaste ensemble de contenus pertinents présents sur le web (sites d'autres revues, d'associations savantes, etc.). Mais là encore, que d'interrogations avons-nous dû surmonter ! À quel(s) type(s) de contenu(s) devions-nous limiter notre sélection de liens ? Devions-nous vérifier en permanence si ceux-ci étaient bien toujours valides ? Était-il nécessaire d'accompagner ceux-ci de commentaires expliquant la pertinence du contenu recommandé ? Nous avons aussi mis l'accent sur les potentialités du web concernant les échanges avec les auteur.e.s des textes publiés et le lectorat. À ce titre, nous étions précurseur.e.s des plateformes actuelles qui mettent l'accent sur la participation. Ce web-là ne savait pas encore qu'il constituait la version 1.0 ! Nous avons également fait preuve d'initiative en prenant la responsabilité, avec l'organisation non gouvernementale Vidéazimut, de mettre sur pied une conférence

virtuelle, et cela environ un an après notre lancement. Il s'agissait d'utiliser Internet pour assurer la tenue d'une conférence : « Le droit à communiquer et la communication des droits », du 11 mai au 26 juin 1998, à laquelle participèrent en ligne plusieurs dizaines de personnes de tous les continents, parmi lesquelles des chercheur.e.s de renommée internationale. Encore une fois, il s'agissait d'explorer les formes émergentes de la publication électronique, de faire bouger les cadres et les frontières entre des formats communicationnels et savants traditionnellement bien distincts.

*COMMposite* a évolué au fil du temps, mais une de ses caractéristiques premières n'a jamais changé, à savoir l'absence de professeur.e.s dans son comité scientifique. En tant que fondateurs et fondatrices, nous avons toujours accordé la priorité à notre IN-DÉ-PEN-DAN-CE. Nous voulions prouver qu'il était possible d'éditer une revue de qualité uniquement avec le concours de nos pairs, également étudiant.e.s de cycles supérieurs. La seule question qui fit débat à ce sujet a été de tracer une démarcation temporelle en deçà de laquelle nous pouvions être considérés comme « jeunes » du point de vue de la recherche. La réponse peut évidemment nous faire sourire quelques années après, mais un délai de deux ans fit l'unanimité. Autrement dit, deux ans après avoir obtenu notre dernier diplôme, de maîtrise ou de doctorat, si jamais nous n'avions pas poursuivi nos études, nous devions quitter la revue. Or, quelques an-

nées après le lancement, nous recevions des textes de chercheur.e.s confirmé.e.s que nous devions par conséquent refuser. Mais la réception de tels textes montrait bien le chemin parcouru ! Impertinent.e.s, nous l'étions donc parce que nous étions convaincu.es de pouvoir faire une revue de qualité sans aucune intervention professorale. Mais nous étions aussi en quête de légitimité, d'où la reprise du mode de fonctionnement traditionnel des revues scientifiques (avec la publication de numéros distincts et le mode d'évaluation par les pairs en double aveugle). Nous étions d'ailleurs particulièrement à cheval sur les critères d'évaluation. Et l'un d'entre nous en fut même une victime lorsqu'un de ses textes fut refusé !

Et puis, tour à tour, nous avons toutes et tous quitté l'équipe. Aujourd'hui, nous aimerions profiter de la parole qui nous est donnée par l'équipe éditoriale pour féliciter celles et ceux qui ont travaillé d'arrache-pied à l'édition de *COMMposite* après nous. Car rien ne garantissait ni que la revue existe encore dix ans après ni qu'elle perde vingt ans après ! À ce sujet, 2010 a dû être une année remarquable, parce que ce fut la première fois que deux numéros furent édités en douze mois. Et dire que nous arrivions toujours à bout de souffle au moment où nous nous apprêtions à mettre en ligne un nouveau numéro ! Soulignons aussi l'édition d'un numéro un peu à part, au cours du deuxième semestre de 2012, qui a permis de parler des luttes

sociales de cette année-là et notamment du mouvement qui a été qualifié au Québec de « printemps érable ». Composé de textes plus courts que d'habitude, ce numéro a réussi à maintenir l'exigence de réflexion tout en rendant le fruit de celle-ci plus rapidement accessible, alors que le plus souvent, la publication savante, qu'elle prenne la voie numérique ou celle des rotatives, n'a guère su s'affranchir de délais toujours aussi considérables ! Nous pourrions aussi mettre l'accent sur le partenariat mis en place, l'année suivante, avec le colloque annuel de l'Association des étudiant.e.s de maîtrise et de doctorat en communication (AEMDC) de l'UQAM, ou encore avec le colloque étudiant organisé à l'UQTR sur les perspectives critiques, donnant lieu à un numéro thématique sur la relève publié en 2014. Mentionnons aussi l'intégration de contenus relevant de la recherche-crédation, une dimension qui s'est ajoutée au fil des années et des équipes. À notre époque, celle-ci connaissait ses tout premiers développements à la maîtrise à l'UQAM et il n'en était pas encore question ni à l'Université de Montréal ni à Concordia.

Quant à nous... *COMMposite* fait dorénavant partie de notre passé, sans pour autant relever du passé, grâce à celles et à ceux qui nous ont succédé. Cela dit, la revue nous a apporté beaucoup sur deux plans : premièrement, le slogan que nous avons choisi pour le kiosque de *COMMposite* au Forum des études supérieures de l'UQAM,

« *COMMposite*, un tremplin vers la carrière en communication », s'est avéré très juste pour la grande majorité d'entre nous. Lancer puis développer cette revue nous a appris beaucoup pour la suite de nos carrières sur des plans tels que la publication scientifique et les relations entre pairs. Deuxièmement, la majorité d'entre nous a noué des relations amicales au fil des mois et des années. La convivialité avait d'ailleurs joué un rôle majeur dès le début ce qui a favorisé la cohésion du groupe. Elle fut même fort probablement centrale, car chaque

bouclage de numéro donnait lieu à quelques échanges orageux lors de réunions mémorables.

*In fine*, nous souhaitons à *COMMposite* de continuer d'exister, d'innover et de se transformer tout en maintenant les critères de qualité qui lui ont permis d'asseoir sa réputation dans le champ des recherches en communication, et, bien sûr, de continuer à former à l'édition scientifique de nouvelles générations de jeunes chercheur.e.s.

## INTRODUCTION

**William GRONDIN**

**Bachir SIROIS-MOUMNI**

20 ans de publications en ligne d'étudiant.e.s francophones en communication méritent d'être célébrés. Pour ce faire, le comité éditorial de *COMMposite*, avec l'aide d'une équipe *ad hoc*, s'est lancé dans la publication de cette anthologie réflexive. Parmi l'ensemble des articles publiés, 14 textes, représentatifs de la diversité de la recherche en communication, ont été sélectionnés. Afin de rendre justice à la mission de la revue – mettre de l'avant les travaux d'étudiant.e.s francophones en communication – ces articles originaux sont accompagnés d'un texte réflexif rédigé par de jeunes chercheuses et chercheurs, permettant de les éclairer, de les actualiser et d'ouvrir des perspectives de réflexions futures.

Si en 1997, lancer une revue web était un pari risqué, ce mode de diffusion est désormais répandu en matière de publication académique. Effectivement, si lors de la première parution de *COMMposite*, le nombre d'utilisateurs et d'utilisatrices du web

était estimé à environ 2 % de la population mondiale, l'accès à une connexion s'est depuis considérablement étendu, participant à sa pérennisation comme plateforme privilégiée pour la diffusion de la recherche étudiante francophone en communication. Néanmoins, pour la vingtième année de la revue, nous avons cru d'effectuer une sorte de renversement symbolique face au médium original de publication en produisant un livre papier. Divisé en quatre sections, il donne l'occasion aux lectrices et lecteurs d'explorer plusieurs thématiques ayant structuré la recherche étudiante francophone en communication.

La première section traite des enjeux épistémologiques en communication c'est-à-dire des façons théoriques et conceptuelles dont les objets d'études dans cette discipline sont abordés. Le premier article « De la difficulté d'étudier la communication » (1997) de Guillaume Latzko-Toth a été publié dans la première parution de *COMMposite* et pose la question de la complexité et des défis épistémologiques rencontrés dans l'étude de la communication. L'article « Théorie critique et histoire

de la communication : la théorie critique de Max Horkheimer comme critique de la philosophie bourgeoise de l'histoire » (2014) de Dominique Trudel prend pour point de départ la théorie critique d'Horkheimer pour formuler le projet d'une nouvelle histoire des études en communication. Bertrand Fauré dans son article « Les propriétés organisantes du langage des chiffres. Actes de calcul et esthétique des comptes : le cas de la fabrique du budget » (2007) souligne la fonction organisante du langage des chiffres au sein des organisations en s'intéressant à la comptabilité. En mettant de l'avant la théorie de l'acteur-réseau telle que développée par Callon et Latour, la contribution de Fabrizio Li Vigni « Les non-humains peuvent-ils être des porte-paroles? » (2013) soutient que la fonction de porte-parole doit être étendue aux non-humains, proposition théorique qui fait écho à celle de Akrich, Callon et Latour (2006). L'article « Production et partage de connaissances : Le système de retour d'expérience des contrôleurs aériens » (2011) de Karolina Swiderek explore les activités des contrôleurs aériens pour comprendre le processus d'intégration des connaissances à travers la construction discursive des interlocuteurs. Le dernier article de cette section « L'individuation à la lumière des notions de « junk » et de désaffection entretien avec Thierry Bardini » (2010) par Sarah Choukah propose une entrevue avec Thierry Bardini en interrogeant les relations entre la communication, la philosophie et la science.

La deuxième section – médias, culture et politique – explore les rapports de pouvoir à travers la cyberdémocratie, les transformations de l'espace public, la communication politique et l'interculturalité. Le premier article « Du concept d'espace public à celui de relations publiques généralisées » (1999) d'Éric George traite des mutations de l'espace public en un espace de relations publiques sous la lunette conceptuelle d'Habermas, de Miège et de De la Haye. L'article suivant, « La fin du politique : une critique de la cyberdémocratie », publié en 2004 par Félix Weygand aborde une thématique qui est toujours d'actualité puisqu'il analyse le discours technophile sur l'essence démocratique d'Internet et des médias sociaux. François Yelle dans « Les études en communication médiatique au Québec et l'approche des *Cultural Studies* » (2000) étudie et réfléchit la réception des *Cultural Studies* au Québec. L'article d'Emma Goyette « L'invisibilité lesbienne dans la sphère publique (médiatique) : pratiques et enjeux d'une identité proto-politique » (2014) examine l'identité collective lesbienne au regard de la visibilité et de la reconnaissance de ses discours dans la sphère publique. Quant au texte de Marie-Michèle Sauvageau « Communication politique et diversité culturelle : État de la question » (2009), il conclut la section en proposant une revue de littérature bien documentée sur la communication politique interculturelle.

La troisième section – Usages et technologies –, réunit deux textes

illustrant la place importante de la technique dans les recherches en communication. En effet, dans la mesure où le domaine communicationnel se transforme rapidement sous l'impulsion des changements sociotechniques, cet angle d'analyse permet de tenir compte de la pluridisciplinarité des objets de recherches en communication. Les articles de cette section reflètent cette réalité en traitant de la question des nouvelles technologies de l'information. Le premier article présenté « Usages des NTIC : les approches de la diffusion, de l'innovation et de l'appropriation (1re partie) » a été rédigé en 1998 par Florence Millerand et présente trois approches en études des usages, soit l'approche de la diffusion, de l'innovation et de l'appropriation. Le second article « Temporalité et Internet : réflexion sur la psychologie du temps à la lumière des pratiques domiciliaires » (2001) par Luc Bonneville s'intéresse à la nouvelle temporalité relative à l'utilisation d'Internet.

L'anthologie se clôt par une quatrième section la place de la recherche-création et des approches ethnographiques en communication. Marie-Claude Plourde dans l'article « Une approche communicationnelle de l'interdisciplinarité : regard ethnographique sur l'espace frontalier » (2015) s'intéresse à l'ethnographie en tant que méthode de recherche de processus collaboratifs en architecture. Karine Bellerive dans « L'écriture auto-fictionnelle comme méthode de recherche : une exploration » (2016) propose une conversation épistolaire pour engager des questionnements épistémologiques.

Les thématiques, les méthodes et les questionnements abordés dans cette anthologie célèbrent la communication en mettant en lumière ce qui fait sa force et son unicité : sa diversité. En permettant pour la première fois à *COMMposite* de sortir du Web, nous souhaitons souligner le dynamisme de la recherche en communication en rendant hommage à la recherche estudiantine passée comme *fundatio* de celle à venir.

Section 1

**ÉPISTÉMOLOGIES**

**Siavash ROKNI**  
De la créativité à la maturité académique: en conversation  
avec Guillaume Latzko-Toth

**Guillaume LATZKO-TOTH**  
De la difficulté d'étudier la communication (1997)

## De la créativité à la maturité académique: en conversation avec Guillaume Latzko-Toth

### Siavash ROKNI

Quels liens entretiennent nos expériences passées et nos manières de penser? Peut-on puiser dans le passé pour influencer nos processus de réflexion? Dans quelle mesure l'écriture représente-t-elle la voix d'un chercheur ou d'une chercheuse, façonnant sa crédibilité scientifique?

Ce texte examine ces questions à travers un entretien réflexif avec Guillaume Latzko-Toth, professeur de communication à l'Université Laval. Dans « De la difficulté d'étudier la communication », il aborde la communication sous un angle épistémologique. Rédigé en 1997, cet article a été inspiré par Edgar Morin et ses écrits sur la transdisciplinarité. Ce dernier tente de « rapprocher les sciences humaines et sociales d'une part dites "molles" des sciences dites "dures" d'autre part » (Morin, 1982). Selon Latzko-Toth, issu d'une formation en journalisme et en mathématiques, l'idée était « de jongler avec les concepts comme si ces derniers étaient des objets mathématiques dans le seul but de voir si quelque chose de signifiant pouvait ressortir de cet exercice purement formel ». Le résultat est un article avec un thème central extrêmement courageux : « toute épistémologie ne comporte-t-elle pas une forte dose de communication? » Au premier regard, Latzko-Toth voit son article comme une maladresse de jeu-

nesse parce qu'il n'a pas été écrit selon les standards académiques. Mais en lisant l'article, j'y ai vu une réelle créativité dans la formulation théorique qui provient d'une liberté n'ayant pas subi de formatage disciplinaire. Latzko-Toth confirme cette intuition : « j'avais transgressé sans vergogne tellement d'interdits liés aux affirmations spéculatives, aux raccourcis de pensée, aux arguments non appuyés sur la littérature, mais la honte que j'ai ressentie ensuite était celle d'avoir voulu censurer la créativité et la spontanéité de la personne que j'étais à vingt ans ». Notre discussion se centre sur la maturité intellectuelle au sein du milieu académique et sur le courage de rester créatif et d'explorer ce qui est hors de notre zone de confort.

**Siavash Rokni (S.R.)** — La maturité intellectuelle change-t-elle la manière dont vous réfléchissez aux différents sujets ?

**Guillaume Latzko-Toth (G.L.T.)** — Ce qu'on qualifie de maturité intellectuelle tient pour une bonne part d'un formatage, d'une discipline de la pensée. Dès les premiers cours de doctorat jusqu'aux publications évaluées par les pairs et les demandes de subvention, le parcours d'un chercheur ou d'une chercheuse est jalonné d'épreuves qui sanctionnent l'intériorisation des normes du discours savant. Donc presque par « design », un

chercheur ou une chercheuse qui détient un poste permanent à l'université réfléchit d'une manière infiniment moins libre et spontanée qu'un novice dans le monde académique. On apprend à soupeser les implications de chaque mot, à anticiper les objections des collègues à la moindre idée avancée, à s'inquiéter qu'une idée ne soit pas dûment attribuée à son auteur légitime, quand bien même on ignore si elle a déjà été formulée par quelqu'un. On se préoccupe de la cohérence épistémologique de son cadre conceptuel et des critiques de ceux qui sont plus experts que soi. Plus on « gagne en maturité », plus on marche sur des œufs, car le risque de perdre sa crédibilité chèrement acquise est grand. Si bien qu'on a tendance à se replier sur un tout petit domaine d'expertise presque exclusif où l'on est sûr de sa légitimité... et à ne plus guère s'aventurer à l'extérieur de ce petit périmètre intellectuel « sûr ». Tout cela tend à encarcanner la pensée.

S.R. — Pensez-vous que la créativité scientifique est influencée négativement par le cadre institutionnel de la vie universitaire ?

G.L.T. — Oui, et je le déplore. Au-delà des normes du discours scientifique (qui ne sont pas mauvaises en soi et qui découlent de valeurs auxquelles j'adhère), un autre phénomène est encore plus dommageable à la créativité : l'encadrement de plus en plus serré de la recherche par des politiques de gestion inspirées du monde de l'entreprise. D'une part, les chercheurs et chercheuses sont soumis

à une pression à la rapidité, et ce, dès leurs débuts comme étudiants et étudiantes aux cycles supérieurs. Cela se traduit concrètement par des incitatifs financiers à finir vite, par le chemin le plus court. Si cela semble partir d'une intention louable d'inviter les étudiants et étudiantes à se concentrer sur leurs études et à éviter de se disperser, cela les pousse également à fuir le risque, en choisissant des thèmes de recherche et des cadres théoriques consensuels. À rester dans les sentiers battus. Car tâtonner, hésiter, changer de sujet (j'en ai changé deux fois durant mon doctorat) se paye cher (littéralement). Cela se reproduit ensuite pour les jeunes professeurs et professeurs dans le processus menant à la permanence. Là encore, la prise de risque est dangereuse. Elle peut mener à des rejets d'articles, ou pire, à des refus de financement, la clé du succès. Or, les programmes de subventions gouvernementales sont de plus en plus assujettis à des « agendas » fixés par des décideurs politiques. L'économie numérique, la lutte contre le terrorisme, le Big Data ne sont que quelques exemples de modes dictées de manière extrinsèque aux chercheurs et chercheuses, lesquels et lesquelles doivent ensuite y arrimer leurs projets de recherche, en déployant des trésors d'astuce pour faire coïncider leurs intérêts scientifiques avec la mode et les mots-clés du moment. Ce n'est certes pas nouveau que savants et artistes ont à composer avec les commandes et desideratas de leurs bailleurs de fonds. Bruno

Latour et Antoine Hennion (Latour, 2001; Hennion, 1993), entre autres, l'ont montré de façon éloquente dans leurs travaux. Quant à savoir si cet ensemble de contraintes et de pressions a un impact sur la créativité intellectuelle, cela reste bien sûr à établir (notez ici la précaution oratoire!). Mais je crois profondément que l'originalité va de pair avec la prise de risque et que si le prix à payer est trop élevé (par exemple, voir un poste nous échapper quand on est en début de carrière), on ne prendra plus de risque et on sera dans la reproduction prudente et plus dans la création. Ou alors, la création va simplement se déplacer à l'extérieur de l'institution. Autrement dit, l'université ne sera plus un lieu d'innovation sur le plan intellectuel. C'est le grand danger qui la guette. Certains pensent même que la cause est entendue et que l'arbre est déjà mort à l'intérieur. J'ose espérer qu'ils exagèrent.

S.R. — Comment peut-on garder le courage d'explorer les sujets qui ne sont pas directement dans notre champ de recherche ? Autrement dit, comment peut-on sortir du petit espace confortable que l'on se crée en développant une expertise dans un domaine spécifique ?

G.L.T. — En ne renonçant jamais à sa curiosité. En la nourrissant de lectures non instrumentales. De sérendipité. De rêveries. De plein de trucs « non légitimes ». De discussions à bâtons rompus avec les gens les plus divers, pas seulement ses collègues universitaires. Cela dit, j'ai la chance d'avoir des amis et amies chercheurs et chercheus-

es (parmi lesquels plusieurs ex-COMMpositiens!), eux-mêmes très curieux, avec qui nous n'hésitons pas à nous lancer dans de grandes discussions spéculatives sur tous les sujets imaginables et de ces conversations germent beaucoup d'idées, s'affinent des hypothèses et des pistes de recherche qu'on va ranger dans un coin de sa tête et qui ressurgiront peut-être un jour sous la forme d'un projet d'article ou de recherche... À côté de cet espace d'échange informel (les « coulisses » de l'académie, pour paraphraser Goffman), un espace de liberté que j'affectionne particulièrement est celui des conférences, colloques, tables rondes, etc. On peut sans trop de risque s'aventurer dans des sujets qu'on maîtrise moins. En 10 à 20 minutes, on a de toute façon à peine le temps d'esquisser un argument. J'y ai maintes fois trouvé une façon d'explorer une intuition de recherche, de tester un concept, tout en me familiarisant par la même occasion avec une littérature nouvelle pour moi. Et les commentaires reçus après la présentation viennent prolonger ces amorces de pistes plus solides... ou pas. Beaucoup n'auront pas de suite si ce n'est, peut-être, un acte de colloque. Mais d'autres m'ont amené à m'approprier de nouveaux champs d'expertise, au fil de projets d'écriture plus formels. Je crois essentiel de se lancer des défis et d'accepter ceux qu'on nous propose, même (et surtout) quand ils nous insécurisent. Et ce, tout en s'accordant le droit à l'approximation et à l'incomplétude

en première instance. Se rappeler constamment que la production des connaissances est un processus itératif et collectif. Laisser aux autres le soin d'accueillir nos productions et d'y réagir (espérons-le, constructivement). Bref, il s'agit de

trouver un équilibre entre la posture stratégique (pour se tailler une place dans le champ académique) et la posture non calculatrice de l'exploration curieuse.

### **LISTE DE RÉFÉRENCES**

- HENNION, A. (1993). L'histoire de l'art : leçons sur la médiation. *Réseaux*, 60, 9-38.
- LATOUR, B.. (2001). *L'espoir de Pandore. Pour une version réaliste de l'activité scientifique*. Paris : La Découverte.
- MORIN, E. (1982). *Science avec conscience*. Paris : Fayard.

## De la difficulté d'étudier la communication

### Guillaume LATZKO-TOTH

La science est un ensemble d'énoncés en circulation (Schiele, 1984, p. 92), en renégociation constante entre des êtres humains. Un savoir *commun*, ou collectif, demeure intangible et ne peut entretenir l'impression de sa réalité que parce que les sujets connaissant *communiquent*. C'est dire à quel point la pratique scientifique est essentiellement un acte de communication. Or il n'est pas d'objet, de phénomène, d'activité affectant l'homme de près ou de loin, qui ne finisse par intéresser la science, qu'elle se dise « exacte » ou « humaine », « dure » ou « molle » — nous reviendrons d'ailleurs sur cette notion de *consistance*. Situé au carrefour de toutes les activités humaines, le phénomène communicationnel s'est donc naturellement constitué en objet d'étude scientifique. Et par là même ont commencé à surgir des paradoxes de circularité. En effet, une partie du processus épistémologique se confond avec le processus étudié par la théorie qu'il engendre.

### Comment une science devint schizophrène

Le nom que se donne un être nous renseigne souvent beaucoup sur lui. Il en va de même d'une discipline scientifique. L'étude de la communication s'appelle tout simplement *la communication*.<sup>1</sup> Cette confusion lexicale entre l'étude et son objet est loin d'être innocente et

reflète une confusion (au sens habituel) parmi les chercheurs, due à des difficultés épistémologiques profondes encore largement irrésolues. La première étant l'impossibilité ou le refus, c'est selon, de se distancier de l'objet, autrement dit, d'*objectiver* l'acte de communiquer. En effet, il existe au moins un autre prétendant au trône du nom de la science concernée, le néologisme *communicationologie*, qui désigne clairement un discours sur la communication, en quelque sorte un discours sur le discours. Mais il ne parvient pas à s'imposer. Quelques chercheurs (que je ne citerai pas!) ont adopté sur leur carte de visite le générique *communicationologue*, mais la discipline dans son entier le rejette, en raison d'une contradiction fondamentale en son sein, d'un risque de schisme qu'elle sent qu'il ne faut pas consommer si elle ne veut pas perdre son principe vital. Or comme l'écrivent Maturana et Varela (1994, p. 240) :

Un conflit est toujours une négation mutuelle. Il ne peut jamais se résoudre dans le domaine où il se développe si les protagonistes restent cramponnés à leurs certitudes. Il ne pourra être dépassé qu'en élaborant un autre domaine où la coexistence est possible.

Et que fait-on lorsqu'on ne peut trouver de niveau plus global — quoi de plus global que la communication ? On doit alors apprendre à penser la contradiction, à l'intégrer, à l'assimiler structurellement, au

<sup>1</sup> En France, la « 52e discipline » s'intitule : « sciences de l'information et de la communication » (SIC).

sens physiologique. Car cela signifie, comme le martèle Morin (1982), que la contradiction, loin d'être une pathologie dont il faudra guérir notre pensée, participe de la richesse, de la fécondité, de la force de la théorie.

Mais quelle est au fond la nature de cette aporie qui taraude la communication en tant que science ? Les critères de scientificité, d'abord. Les méthodes, ensuite. La diversité et l'inconciliabilité des paradigmes, enfin. Il en résulte, pour la discipline, une crise d'identité qui va jusqu'à la schizophrénie : en effet, on entend souvent parler *des sciences de la communication* : linguistique, psychologie, psychosociologie, cognition. La communication ne serait qu'une virtualité floue flottant dans un espace interdisciplinaire. Chacune des sciences citées ci-dessus peut édifier sa clôture en développant son propre formalisme, ce qui permet d'évacuer le douloureux problème d'une formalisation générale et unifiée de *la communication*. Si la linguistique est parvenue à un degré exceptionnel, pour une science humaine, de formalisation, c'est qu'elle a délibérément évacué le *contexte* culturel de son analyse (Hall, 1979, p. 88). Mais l'on attend d'une science complète de la communication qu'elle embrasse tous les niveaux du phénomène, qui en compte une infinité. Comme dirait Paul Watzlawick (1979), elle se retrouve à court de *types logiques*, autrement dit, par définition, la communication ne peut pas métacommuniquer sur elle-même et c'est là la cause de sa schizophrénie!

### **Parler le même langage : mission impossible ?**

Tout formalisme a pour fonction première : la distanciation dans l'optique d'une opérationnalisation manipulatoire. La philosophie des sciences nous montre que sans formalisme, sans langue de spécialité assurant la bi-univocité des énoncés, point de salut pour une science (Schiele, 1984). La chimie a été l'une des premières à effectuer sa conversion, ou *coupure épistémologique*, et toutes les autres sciences de la nature ont suivi. Ce serait maintenant au tour des dernières récalcitrantes, les sciences dites « de l'homme », d'effectuer la leur. Mais la communication est confrontée à l'énormité de son corpus d'analyse, puisque en définitive, tous les artefacts culturels, et en particulier le langage verbal, sont impliqués dans la communication. En pratique cela signifie qu'une science complète de la communication devrait au moins rendre compte de chaque mot de chaque idiome humain. Ce qui implique que le lexique du *super-métalangage* de la communication soit plus vaste que n'importe quelle langue commune. Ce qui nous apparaîtrait absurde et remet en question l'entreprise même de formalisation. Bien sûr, on pourra objecter qu'un formalisme aussi concis que l'alphabet permet d'écrire tous les mots de toutes les langues. Mais il y a une différence radicale entre écrire et décrire, entre *synthétiser* et *analyser*. Le simple peut engendrer le complexe, mais il ne peut pas le comprendre, ainsi que nous l'enseigne la théorie des systèmes. Autre-

ment dit, un formalisme susceptible d'expliquer tous les éléments de la communication serait aussi complexe que l'alphabet est simple.

Par ailleurs, nous nous souvenons que la science elle-même n'existe pas : seuls existent les hommes et les femmes qui la pensent. Puisque nous avons évoqué la diversité des langues, nous devons relever une difficulté très négligée par les communicologues eux-mêmes : ces derniers s'expriment dans une certaine langue, souvent leur langue maternelle. Dans ce domaine, le mythe de la langue scientifique — l'anglais, pour ne pas le nommer — fait long feu. Depuis Edward Sapir, on sait que la pensée n'est pas dissociable de la langue dans laquelle elle s'est formulée. Par conséquent, on ne compte pas les termes intraduisibles « importés » d'une langue à l'autre, ce qui est une manière d'étendre la langue pour les besoins de formalisation. L'allemand, l'anglais et le français s'échangent ainsi quantité de mots. La raison majeure en est simple : pour reprendre la brillante analogie avec l'oeil employée par Maturana et Varela (1994, p. 236), chaque système de communication produit nécessairement une « tache aveugle » qui nous interdit de cerner *par lui* son fonctionnement. D'où la nécessité de forger de nouveaux concepts puis de les nommer.

Dans l'optique idéale de construire un formalisme communicationnel indépendant des idiomes, mais néanmoins homogène à chacun — ce qui supposerait par la suite des protocoles de traduction officiels — il

serait souhaitable que chaque langue s'étende à l'intérieur d'elle-même. À cet égard, la langue française est particulièrement mal préparée. Car elle se prête mal à la sécrétion de « mots-valises » (ou acronymes) par fusion de plusieurs mots existants. On peut former un substantif par accolement de deux autres substantifs (courts de préférence, car le français est allergique aux mots longs) reliés par un trait d'union, et c'est tout. A part des exceptions comme *progiciel*, *inforoute* et tout récemment *courriel*<sup>2</sup>, on cherche en vain l'équivalent en français de l'efflorescence de mots anglais comme *infomercial*, *edutainment*, ou tout simplement *bit* ou *pixel*. En pratique, on est obligé de puiser dans les racines grecques et latines. Ce qui fait que pour comprendre un néologisme, il faut s'enquérir de son étymologie antique. Il n'est pas anodin que l'étymologie du mot « étymologie » soit : *le vrai langage*. Le français octroie l'apanage de la vérité à des langues mortes depuis des lustres et de surcroît préscientifiques. Tout se passe comme si nous cherchions à exprimer avec les mots du passé et des morts un phénomène intensément présent et vivant.

La plupart des langues romanes sont confrontées à ce problème. Au contraire, les langues germaniques (anglais, allemand) font preuve d'une grande plasticité favorisant une fécondité intrinsèque (ou hermaphrodite!) qui leur permet d'étendre leur vocabulaire à l'infini *sans sortir d'elles-mêmes*. Cela représente donc un avantage certain pour le projet d'une science complète de la

communication. Nous nous posons alors une angoissante question : faut-il renoncer à étudier la communication en français ?

Non; la solution est simple, et sa portée dépasse le particularisme francophone : faisons fi de la belle homogénéité phonétique/-émique des langues, et incorporons, empruntons sans vergogne des mots aux autres langues vivantes — c'est-à-dire vécutées. D'ailleurs il serait fou de croire que l'on puisse appréhender un phénomène multi- et inter-culturel — en l'occurrence, la communication — sans quitter notre îlot culturel. Alexis de Tocqueville en faisait même une condition de la démocratie : « J'aimerais mieux qu'on hérissât la langue de mots chinois, tartares ou hurons, que de rendre incertain le sens des mots français. » (1981, p. 86)

Car le consensus social sur la signification des mots est, selon Tocqueville, la clé de voûte d'une communication saine et efficace. Cela rejoint tout à fait les préoccupations des communicologues soucieux de s'entendre sur la signification des énoncés théoriques de leur discipline. Plus généralement, l'absence de toute équivoque sur les concepts référés par les mots du langage scientifique est l'essence même du formalisme, du moins selon le paradigme physico-mathématique et sa vision de la rigueur scientifique, à laquelle renvoie le qualificatif de « science dure ».

## **Penser les contraires : pour le développement d'une pensée complexe**

La notion de *consistance*, appliquée à une science, reflète en fait celle de ses *concepts*. Le principal reproche adressé aux sciences humaines concerne la « mollesse », autrement dit le manque de circonscription de leurs concepts fondamentaux. Plus précisément, les mots qui désignent ces concepts sont affligés d'une *polysémie* qui rend les concepts eux-mêmes protéiformes. Prenons le mot « communication »; en fonction des auteurs, il signifie partage (communio), et par extension *mise en relation*, tandis que chez d'autres, il signifie transmission d'information (Winkin, 1981, p. 14). La situation est encore pire avec le mot « culture », pour lequel il existe autant de définitions que d'auteurs.

Il en va de même pour le mot « média ». Finalement, la communauté des chercheurs en communication se divise en une multitude d'« écoles », ou groupes de chercheurs qui s'entendent sur une signification particulière à affecter aux mots du tronc commun. Sur le plan méthodologique, cela se traduit de la manière suivante. Tout article traitant de communication doit commencer par définir de manière non-équivoque le contenu conceptuel qu'il attribue aux mots qu'il va employer; autrement dit, l'auteur doit commencer par *définir ses concepts*. Le reste de l'article est constitué d'une série d'énoncés mettant en relation ces concepts provisoirement « durcis », en s'appuyant sur une documentation, c'est-à-dire en se réclamant d'autres auteurs de la discipline (voire d'autres disciplines).

Nous allons maintenant tâcher de démontrer que cette méthodologie repose sur le paradigme positiviste, ce qui la place en contradiction flagrante avec le paradigme constructiviste pourtant si largement défendu par les théories qu'elle a contribué à enfanter. Supposons qu'un auteur entreprenne la rédaction d'un article. Il va rechercher des références bibliographiques, c'est-à-dire d'autres articles conçus selon une démarche analogue. Par exemple, il va s'appuyer sur un auteur B, dont il est censé comprendre les énoncés grâce à la définition claire et sans ambiguïté des concepts impliqués qu'en a faite B. Ici surgit la première aberration positiviste : on présuppose en effet qu'il suffit de définir clairement les mots employés dans un énoncé pour que quiconque en le lisant saisisse exactement la pensée de son auteur au moment où ce dernier l'a écrite. En réalité, A ne reprend pas la théorie de B ; il utilise *ce qu'il a compris* de la théorie de B. Mais plus encore, A reformule selon son entendement la *traduction* par écrit de la pensée de B. Autrement dit, d'un auteur à l'autre, la pensée subit une double médiation, ou *diégèse*. En conséquence, quand A cite B dans son article, il croit lui rendre justice intellectuelle, alors qu'en réalité il le trahit.

En outre, ce qui précède nous montre qu'il est vain de vouloir expurger les concepts de toute ambiguïté. Nous pouvons alors y voir l'indice que la définition classique du concept de concept — un monolithe sémantique — est inadaptée à la science de la communication. Prenons le concept de média. Au départ, il s'agit

d'un adjectif latin qui signifie « situé au milieu », « intermédiaire ». Il n'y a pas de définition moins équivoque, et pourtant, nous pouvons percevoir un intermédiaire de deux façons, ou plutôt avec deux *valeurs* radicalement opposées. En effet, un intermédiaire est à la fois un *lien* et un *obstacle*. De fait, si l'on devait créer un mot franco-français pour contenir le concept de *média*, cela serait probablement : *une étendue-entre*. La mer en offrirait une bonne métaphore : pour les Anglais, la Manche est un *channel*, un canal, donc une voie de communication qui rapproche les hommes. Mais inversement, l'Atlantique est un océan qui sépare les nations. D'un côté, le média est un canal, un prolongement, de l'autre, une interface, un mur. Mais comme le fait remarquer Morin (1982, p. 299) : « c'est le phénomène lui-même qui nous présente ses deux versants contradictoires, antinomiques. Et il est beaucoup plus logique de les reconnaître que de nier les données empiriques qui conduisent à l'antinomie. »

### **Concepts duaux et théories... exponentielles!**

Le concept de média serait ainsi fondamentalement dual. Ainsi, nous émettons l'hypothèse que les polysémies ne sont ni des hasards, ni le symptôme d'une carence de mots plus adéquats ; elles sont *signifiantes*. En particulier, nous observons dans plusieurs cas une structuration du champ sémantique en *dipôle*. La constitution d'un pôle s'effectue par des équivalences, qui elles-mêmes s'appuient sur des structures fondamentales de l'esprit humain :

les valeurs. Voici quelques exemples de ce que nous proposons d'appeler « concepts duaux » :

#### MÉDIA

Pôle « + » : conjonction = relier = rapprocher

Pôle « - » : disjonction = isoler = séparer

#### JEU

Pôle « + » : liberté = spontanéité = gratuité = partenaire

Pôle « - » : contrainte = règles = enjeu = adversaire

#### PRAGMATIQUE

Pôle « antérieur » : action = cause = début

Pôle « postérieur » : effet = conséquence = fin

#### PARADIGME

Pôle « général » : modèle = type

Pôle « particulier » : image = variante

Et l'on pourrait multiplier les exemples; même le concept de « concept » est dual, puisqu'il est à la fois signifiant (mot) et signifié (idée). Avec son « principe de complexité », Edgar Morin (1982, p. 20) souhaite que le scientifique nouveau reconnaisse « l'inéliminabilité de la contradiction, de l'incertitude, de l'irrationalisable » inhérents à certains concepts, au lieu de les amputer de la moitié de leur être, comme la physique l'a fait naguère avec la lumière, longtemps considérée comme ou bien corpusculaire, ou bien ondulatoire. De même, il nous faudra bien accepter le double visage de la communication : infor-

mationnel (Shannon) et interactionnel (École de Palo Alto). Car comme le dit encore Morin (id., p. 299) : « rencontrer la contradiction, c'est rencontrer le réel là où il excède les possibilités de la logique humaine. »

Toutefois, nous ne partageons pas le pessimisme de Morin quant aux possibilités de la logique humaine, car elle a depuis longtemps assimilé le *complexe*. Une valeur complexe en mathématique et en logique formelle est un combinat qui unit ce que la nature oppose. Le nombre imaginaire  $i$  est tel que le produit de  $i$  par lui-même est à la fois un carré (donc positif par nature) et négatif. Il en va de même de la valeur booléenne imaginaire  $j$ , à la fois vraie et fausse, introduite par Nicolas Rescher dans sa logique « imaginaire » où la contradiction a pleinement droit de cité<sup>3</sup>.

Une théorie comporterait donc deux sortes de concepts : les concepts simples et les concepts duaux. Une conséquence fascinante de la notion de concept dual est qu'il autorise une double lecture de chaque énoncé qui le contient et ce, même si le contexte a tendance à tirer le concept vers l'un ou l'autre de ses pôles. Finalement, une théorie devient un ensemble de théories parallèles, toutes contenues dans le même énoncé. On peut même donner un ordre de grandeur du nombre  $N$  de théories parallèles :

$N = 2^{exp}$  (nombre de concepts duaux) où *exp* signifie *élevé à la puissance*.

<sup>3</sup> Voir le livre de Philippe Quéau, *Le virtuel : vertus et vertiges*, p. 63. Si  $P$  est une variable propositionnelle muette, on pose  $j = (P \text{ et } (\text{non } P))$ .

Le nombre de théories parallèles croît géométriquement avec le nombre de concepts duaux utilisés! L'apparition de la fonction exponentielle n'est vraisemblablement pas un hasard. En effet, par pur jeu de l'esprit, nous pouvons considérer non sans raison que la communication est la science qui solutionne l'équation : épistémologie = théorie. Or la théorie dérive du procès épistémologique. Et la théorie des équations différentielles nous dit que la seule fonction qui soit sa propre dérivée est l'exponentielle. Les fonctions numériques sont des relations entre des nombres; les théories scientifiques, des relations entre des concepts. Donc, en transposant, on obtient qu'une théorie communicationnelle est fonction exponentielle de ses concepts!

### Conclusion

Nous sommes bien conscients que ces jongleries fantaisistes ne

présentent aucunement la rigueur d'un raisonnement. Notre but était d'illustrer l'ampleur des implications de la prise en compte de ses propres avancées par l'étude de la communication. Cette science encore dans l'enfance est un système hautement *autopoïétique*, qui ne peut éviter de s'étudier lui-même. Comme l'a indiqué Jean Piaget, cité par Jean-Louis Le Moigne (1995, p. 176) : « le fait nouveau, et de conséquences incalculables pour l'avenir, est que la réflexion épistémologique surgit de plus en plus à l'intérieur même des sciences. »

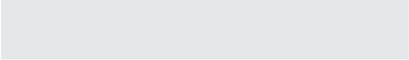
Nous avons vu qu'il en résulte dans un premier temps une série de paradoxes apparemment inextricables. Néanmoins, dès lors que nous les avons ressentis, nous ne pouvons plus les ignorer et continuer comme si de rien n'était avec nos anciens schèmes de raisonnement. Car pour lever ces paradoxes, nous n'avons pas d'autre choix que de révolutionner notre pensée, en lui faisant apprivoiser les vertiges de la complexité.

### LISTE DE RÉFÉRENCES

- HALL, E. T. (1979). *Au-delà de la culture*. Paris : du Seuil.
- LE MOIGNE, J. L. (1995). *Le constructivisme, t. 2 : Des épistémologies*. Paris : éd. ESF.
- MATURANA, H. R. et VARELA, F. J. (1994). *L'arbre de la connaissance, Racines biologiques de la compréhension humaine*. Paris : Addison-Wesley.
- MORIN, E. (1982). *Science avec conscience*, Paris : Fayard.
- QUEAU, P. (1993). *Le virtuel - vertus et vertiges*. coll. Milieux. INA, Paris : Champ Vallon.
- SCHIELE, B. (1984). Note pour une analyse de la notion de coupure épistémologique. *Communication-Information*. VI(2/3).
- TOCQUEVILLE, A. (1981). *De la démocratie en Amérique*. Paris : Flammarion, 86.
- WATZLAWICK, P. (1979). *Une logique de la communication*. coll. Points, Paris : Seuil.
- WINKIN, Y. (1981). *La nouvelle communication*. coll. Points, Paris : Seuil.

**Fabien DUMAIS**

Pour un renouvellement critique de l'histoire des études en communication



**Dominique TRUDEL**

Théorie critique et histoire de la communication : La théorie de Max  
Horkeimer comme critique de la philosophie bourgeoise de l'histoire (2014)

## Pour un renouvellement critique de l'histoire des études en communication

### Fabien DUMAIS

Contrairement à ce que Dominique Trudel suppose à la fin de son excellent article que j'ai le plaisir de présenter ici, les pistes qui y furent proposées pour renouveler la critique ainsi que les études en communication n'auront pas été « condamnées à mourir dans la guerre du temps ».

Grâce à la vigilance de *COMMposite* qui crut bon de redonner une visibilité à ce texte que tout professeur et professeure en communication aurait intérêt à lire avec attention, ne serait-ce que pour prendre conscience des habitudes « internalistes » d'une lecture historique à ne pas reproduire dans leurs cours. Cette paresse intellectuelle, Trudel la dénonce tout en élaborant quelques prescriptions de prudence qui en sont l'antidote.

C'est l'un des points forts de cet article que d'arriver à mettre en lumière cette habitude de raconter téléologiquement l'histoire de la communication, selon une ligne « interne » de progression, allant des théories déterministes de l'entre-deux-guerres à une compréhension de la réception des médias par le public, articulée via quelques grandes figures patriarcales et surtout selon une évolution des méthodes, participant à la création d'une mythologie difficile à remettre en question. Sous cet aspect, Trudel est l'un de ceux qui sortent du lot. Part-

ant d'un point de vue « externaliste » en histoire, sa connaissance évidente des nouveaux historiens et historiennes de la communication donne de nouvelles prises à ceux et celles qui voudraient le suivre dans cette remontée.

Contre un discours affirmant la nécessité de dépasser la critique, Trudel voit plutôt dans les travaux de Max Horkheimer (et en s'appuyant aussi sur ceux de Walter Benjamin) la mise en place d'une perspective critique en histoire. Cette perspective qu'il s'agirait aujourd'hui de renouveler par une pratique dialectique, fait se rencontrer le passé comme un élément « à présent » problématisant, qui apparaît comme un événement bousculant la stabilité du présent. Trudel amorce ainsi une véritable problématisation de la conception de la temporalité dans la production de l'histoire. Il se demande si le potentiel révolutionnaire de la démarche de Horkheimer pourrait être une source d'inspiration pour ce qu'il appelle le « projet d'une nouvelle histoire des études en communication », dont les assises sont habituellement associées à Michel Foucault.

Reprenant à son compte la critique horkheimienne de la philosophie bourgeoise de l'histoire (qui voit dans sa propre description de l'histoire le « sens » naturel de celle-ci), Trudel propose de suivre l'idée selon laquelle il n'y a pas d'essence du sens.

Ce dernier émerge plutôt d'une pratique dialectique par laquelle la société, dans son rapport au passé, peut parvenir à se transformer. Il s'agit pour Trudel de renouveler le mouvement dialectique entre une « histoire aliénée » — celle affublée de son illusion téléologique — et une « histoire messianique » qui arriverait à retrouver, dans ses conditions mêmes de détermination, des potentialités révolutionnaires.

Cette conception dialectique de la tâche de la recherche en histoire pourrait être féconde pour repenser l'histoire des études en communication. En bon pédagogue et en chercheur capable d'énoncer positivement des thèses, Trudel avance que les nouveaux historiennes et historiens devraient suivre trois idées directrices, soit: 1) « une histoire au présent » qui interroge le passé en vue de mieux comprendre et d'éclairer d'une nouvelle manière les situations actuelles problématiques; 2) « une histoire non causale » interrogeant plutôt les conditions historiques immanentes qui ont formé des problèmes ayant activé les recherches dans ce champ d'études; 3) « une histoire externaliste » à même de réfléchir aux conditions de sa propre construction passée et présente, mais aussi étant ouverte à de nouvelles voies de problématisation du récit via des sources externes à la lecture dominante.

J'ai cru bon de poser en ouverture quelques questions à ce chercheur. Il a accepté avec joie de se prêter au jeu!

**Fabien Dumais (F.D.)** — Vous soutenez dans votre article que la

conception de l'histoire dans la théorie critique de Horkheimer peut permettre de jeter un regard différent sur la mise en récit des transformations du champ des études en communication. Il serait tentant de vous rétorquer que la perspective critique ne jouit pourtant pas d'un statut surplombant sur l'ensemble du champ...

**Dominique Trudel (D.T.)** — Je suis tout à fait d'accord avec vous, la perspective critique ne surplombe pas les études en communication, dans la mesure où elle n'arrive pas à rendre compte exhaustivement d'un ensemble d'objets et de phénomènes qui sont au cœur du champ d'études. Je suis fortement attaché à la diversité des approches en communication et à l'interdisciplinarité. Il en est de même dans le champ de l'histoire, qui gagne à multiplier les approches et à s'ouvrir à de nouveaux objets. Dans mon texte, la référence à Horkheimer est centrale, mais l'enjeu est d'ouvrir des perspectives sur l'histoire du champ d'études, dans toute sa diversité et ses ramifications. Il s'agit plutôt d'ajouter aux perspectives existantes que de les oblitérer.

F. D. — À la position internaliste, vous opposez une histoire externaliste. Or, la théorie critique de l'histoire ne permet-elle pas au contraire de réarticuler dialectiquement ces deux positions, plutôt que de les opposer comme deux camps? Vous soulignez que c'est par la critique de la philosophie bourgeoise de l'histoire que Horkheimer extrait le potentiel révolutionnaire nécessaire à la transformation de

la société. Ne faudrait-il pas aussi partir du récit interne du champ des études en communication pour le critiquer par une approche externaliste, au lieu de produire des histoires alternatives ?

D. T. — Votre proposition me semble assez bien refléter mon travail sur l'histoire des études en communication. Dans une série de travaux antérieurs, je m'étais attaqué à des récits canoniques sur l'histoire du champ et à des figures paternelles, notamment celle tutélaire de Walter Lippmann (Trudel, 2012). Une telle histoire critique consiste en quelque sorte à passer les récits dominants à la moulinette du négatif, dans la perspective d'un dépassement dialectique « interne ». Le paradoxe consiste bien entendu à légitimer ces récits, alors même qu'on les critique, à s'y enliser tout en les dépassant. C'est la même limite, il me semble, que rencontre une première génération d'historiens et historiennes critiques de la communication à laquelle on peut associer des chercheurs comme James W. Carey (1989) et Todd Gitlin (1978). J'ai l'impression que les historiographies alternatives constituent un volet complémentaire à cette première perspective. Dans mon travail récent, j'ai tourné mon regard vers des objets marginalisés par l'historiographie, par exemple les marges de la cybernétique – thème sur lequel j'ai notamment coédité un numéro spécial du *Canadian Journal of Communication* (Theophanidis, Thibault, et Trudel, 2017) ainsi que sur différents pro-

jets qui n'ont finalement jamais vu le jour, comme le journal *Thought News* ou la *Tour Lumière Cybernétique* (De Maeyer et Trudel, 2017 ; Trudel, 2017). Si le statut marginal de ces objets est directement lié au bacille téléologique dominante, qui conduit à justifier ces échecs *a posteriori*, il n'est ni plus ni moins que le fruit des contingences de l'histoire. Le défi consiste à comprendre ces objets dans leur contexte spécifique, alors même qu'ils n'étaient pas marginaux. Ce faisant, l'imaginaire du champ se peuple de projets virtuels, à portée de notre réflexion.

F. D. — Le nœud conceptuel de votre argumentaire concerne la critique de la temporalité linéaire et progressiste qui est présupposée dans les lectures dominantes du développement des théories de la communication. Une communication non critique, par transmission d'une tradition, est ainsi critiquée. S'il en ressort une autre conception de la temporalité, cette fois dialectique, peut-on aussi y voir une autre définition, critique, de la communication ?

D. T. — Le paradigme de la transmission — central au champ de l'histoire et à celui de la communication — constitue effectivement un problème « commun ». Il y a une temporalité propre aux théories de la transmission, qui neutralise le moment critique / dialectique. Certains ont cru, selon moi à tort, que le virage vers la réception était suffisant pour réfléchir les différentes médiations, notamment temporelles, propres aux phénomènes de transmission. Or, c'est essenti-

ellement la même conception de la communication et de la temporalité qui est ici en jeu. La temporalité critique est bien différente et me semble nécessairement tournée d'abord vers le passé, entendu comme un matériel discontinu à exploiter, comme c'est notamment le cas chez Benjamin ou Foucault. L'analogie avec la communication est risquée, mais l'image qui me vient en tête est le médium communiquant avec les morts. Contrairement aux « récepteurs » des théories traditionnelles, le médium est littéralement à l'origine d'un processus de communication irréductible à un phénomène de transmission. Par

ailleurs, votre question soulève les rapports entre communication et histoire, une problématique qui me semble d'un grand intérêt pour renouveler les pratiques historiennes et les théories médiatiques. Des proximités mériteraient d'être abordées dans le sillage d'Harold Innis, qui a abordé les opérations de transmission et d'enregistrement comme pôles de la communication et de l'histoire. Comme l'a bien montré John Durham Peters (2008), l'historien, l'historienne propose une théorie des médias qui interroge les conditions de production, les trajectoires et les interprétations de documents de différentes natures.

## LISTE DE RÉFÉRENCES

- CAREY, J. W. (1989). *Communication as culture*. Boston : Unwin Hyman.
- DE MAEYER, J. et TRUDEL, D. (2017). *The Franklin Ford project*. <http://www.franklinford.org>.
- GITLIN, T. (1978). Media sociology: The dominant paradigm. *Theory and Society*, 6, 205-253.
- PETERS, J. D. (2008). History as a communication problem. Dans B. Zelizer (Ed.), *Explorations in Communication and History*. New York : Routledge. 19-34
- THEOPHANIDIS, P. THIBAUT, G. et TRUDEL, D. (2017). Guest editorial : At the margins of cybernetics. *Canadian Journal of Communication*, 42(3), 397-405.
- TRUDEL, D. (2017). L'abandon du projet de construction de la Tour Lumière Cybernétique de La Défense. *Le Temps des Médias*, 28 (1), 235-250.
- TRUDEL, D. (2012). Quelle nouvelle histoire pour la recherche en communication? Les cas de Walter Lippmann. *Communication*, 29 (2). <http://communication.revues.org/index2719.html>.

# **Théorie critique et histoire de la communication : la théorie critique de Max Horkeimer comme critique de la philosophie bourgeoise de l'histoire**

**Dominique TRUDEL**

En 2004, dans une intervention devenue célèbre, Bruno Latour observait que les approches critiques, comprises métaphoriquement comme des « armes », étaient désormais aux mains de nouvelles armées contre-révolutionnaires. Loin de constituer une avant-garde éclairée, la critique universitaire serait aujourd'hui impuissante, complètement dépassée par les évènements et l'objet des récupérations les plus perverses et inattendues. Que l'armée israélienne réinvente aujourd'hui ses stratégies à partir de Deleuze et de Debord – discutant espace lisse, espace strié et dérive psychogéographique (Weizman, 2006) – donne à la métaphore de Latour une inquiétante justesse. Faudrait-il alors conclure, à l'instar de Latour (2004), que les théoriciens critiques mènent les guerres d'aujourd'hui avec les armes d'hier, que l'histoire les a finalement disqualifiés, après une course aux armements qui a vu triompher les forces de la récupération ?

D'autres partagent la préoccupation de Latour, spécialement dans le champ des études en communication. Un important colloque se déroulait récemment sous le thème *Où (en) est la critique en communication?*, signe que la critique se

cherche et que certains, peut-être, la cherchent. Si le renouvellement de la théorie critique est nécessaire, car comme le disait Debord, « les théories ne sont faites que pour mourir dans la guerre du temps » (2006, p. 1354), une des prémisses de cet article consiste à réfuter la temporalité inhérente à certains discours insistant sur la « crise » et le nécessaire « renouvellement » de la critique, qui, à l'instar de Latour, mettent en scène une temporalité simpliste, comme si la critique était en retard sur les évènements ou passée de mode. À ce jeu du nouveau constant et de l'obsolescence programmée, qui place la théorie critique à la remorque de la réalité, la critique ne peut que perdre. En effet, cet agenda est celui de la sociologie empirique, dont Horkheimer (1993) raillait la tendance à baptiser « théorie » la présentation systématique des faits : « pareille théorie manque de réflexion sur soi, elle est stupide ». Quant à elle, la théorie critique, dans la tradition du matérialisme historique, est réflexive, c'est-à-dire, pour reprendre la fameuse expression de Marx, qu'elle a une conscience aiguë et s'élabore « dans des conditions directement données et héritées du passé » (1851, p. 13). Depuis les conditions données qui sont les siennes et qu'il hérite de l'histoire, le théoricien critique se tourne vers le passé, qu'il redécou-

1 Le colloque, organisé par le GRICIS (Groupe de recherche interdisciplinaire sur la communication, l'information et la société), s'est déroulé à Montréal les 7 et 8 mai 2012.

vre nécessairement d'une manière nouvelle. En proposant une conception « messianique » de l'histoire, c'est Benjamin qui a le mieux exprimé le potentiel révolutionnaire de la théorie critique redécouvrant sans cesse l'histoire depuis une perspective singulière :

L'histoire est l'objet d'une construction dont le lieu n'est pas le temps homogène et vide, mais le temps saturé d'« à-présent ». Ainsi, pour Robespierre, la Rome antique était un passé chargé d'« à présent », qu'il arrachait au continuum de l'histoire. La Révolution française se comprenait comme une seconde Rome. Elle citait l'ancienne Rome exactement comme la mode cite un costume d'autrefois. La mode sait flairer l'actuel, si profondément qu'il se niche dans les fourrés de l'autrefois. Elle est le saut du tigre dans le passé. Mais ceci a lieu dans une arène où commande la classe dominante. Le même saut, effectué sous le ciel libre de l'histoire, est le saut dialectique, la révolution telle que la concevait Marx (Benjamin, 2000, p. 439).

Dans les conditions actuelles, à l'heure du renouvellement nécessaire de la critique, comment les chercheurs critiques en communication peuvent-ils se tourner vers le passé afin d'y identifier « le signe d'une chance révolutionnaire dans le combat pour le passé opprimé ? » (Benjamin, 2000, p. 441). Quel « blo-

cage messianique » (Benjamin, 2000) – court-circuit entre un passé opprimé et les enjeux contemporains – est-il aujourd'hui possible d'opérer<sup>2</sup> ?

Telles sont les questions que cet article, qui prolonge une conférence prononcée à l'occasion du colloque *La pensée critique en communication après la fin de... la Fin de l'histoire*, tente d'explorer, à la fois dans leurs dimensions théoriques, historiques et pratiques. Pour ce faire, cet article propose d'abord un nouvel aperçu de l'histoire de la théorie critique en se concentrant surtout sur la genèse de celle-ci dans le travail d'Horkheimer, chez qui la théorie critique a pour objet premier la philosophie bourgeoise de l'histoire à laquelle elle tente de se substituer<sup>3</sup>. La théorie critique se présente ainsi comme une philosophie de l'histoire alternative dont le potentiel révolutionnaire peut aujourd'hui être réactivé. En tant

2 Comme le souligne Martin Jay, la théorie critique « croyait en la présence de l'universel dans des phénomènes historiques spécifiques qui pouvaient être, comme des monades, en même temps universels et particuliers » (1977, p. 104). Le geste critique consiste à identifier la résonance de l'universel dans les phénomènes historiques spécifiques afin de faire exploser le continuum spatiotemporel.

3 C'est également une telle critique que la conception benjaminienne de l'histoire tente de poursuivre. Par exemple, Benjamin écrit que la social-démocratie « a été guidée par une conception du progrès qui ne s'attachait pas au réel, mais émettait [sic] une prétention dogmatique [...] L'idée d'un progrès de l'espèce humaine à travers l'histoire est inséparable de celle d'un mouvement dans un temps homogène et vide. La critique de cette dernière idée doit servir de fondement à la critique de l'idée de progrès en général » (2000, p. 438-439).

que philosophie et épistémologie de l'histoire alternative, la théorie critique est ensuite mobilisée afin de reconstruire le projet d'une « nouvelle histoire » des études en communication (Pooley, 2008 ; Park et Pooley, 2008). Toutefois, dans la mesure où l'élaboration d'une nouvelle histoire de la communication constitue la motivation première de l'auteur de cet article (telles sont, pour paraphraser Marx, ses conditions directement données et héritées du passé qui informent son rapport au passé), l'histoire de la théorie critique est également l'objet de cet article, qui propose une nouvelle histoire d'une approche – la théorie critique – située au coeur des études en communication. La théorie critique constitue ici ce passé chargé d'« à-présent » dont l'historien matérialiste s'approche.

Ainsi, cet article cherche à articuler deux démarches (théorie critique et nouvelle histoire de la communication) en proposant deux reconstructions historico-théoriques distinctes, soit la théorie critique en tant que critique de la philosophie bourgeoise de l'histoire (et élaboration d'une démarche historique alternative) et la nouvelle histoire de la communication en tant qu'elle s'élabore à partir de la théorie critique, comprise en tant que philosophie et épistémologie matérialiste de l'histoire. Spécifions que notre intention n'est pas de rabattre ces deux démarches l'une sur l'autre, mais bien de considérer la manière dont elles peuvent contribuer à s'éclairer et à se réinventer l'une l'autre.

Avant de procéder aux deux reconstructions historico-théoriques qui sont l'objet de cet article et afin de bien en situer le contexte et les prémisses, quelques remarques liminaires sur l'histoire et l'historiographie des études en communication ainsi que sur la théorie critique d'Horkheimer s'imposent.

### **Remarques liminaires sur l'histoire des études en communication et la théorie critique**

Contrairement aux sciences exactes et à la plupart des sciences humaines, les études en communication ont longtemps hésité à s'interroger sur leur propre histoire. Encore aujourd'hui, pour une écrasante majorité de chercheurs, de professeurs et d'étudiants, l'histoire des études en communication se résume à un progrès constant qui va des théories spéculatives, européennes et « critiques » de l'entre-deux-guerres, alors qu'on croyait à un effet puissant des médias, à une compréhension de plus en plus sophistiquée de ces effets basée sur un nombre grandissant de recherches empiriques. Cette histoire des progrès constants effectués par une série de « grands hommes » ayant construit le champ d'études est le plus souvent évoquée afin de situer les développements contemporains du champ vis-à-vis de la tradition, contribuant ainsi au récit du long progrès des études en communication.

Ce récit, qui est un véritable canon disciplinaire, s'est largement imposé depuis les années 1960, dans un contexte où l'institutionna-

lisation rapide du champ d'études nécessitait ce qu'Hobsbawm (1995) appelle « l'invention de la tradition ». Ce récit, qui s'est imposé dans de nombreuses revues de littérature et manuels d'introduction, conjugue en fait deux trames narratives complémentaires ayant des origines distinctes (Pooley, 2008). D'une part, ce récit reprend le célèbre narratif historique de *Personal Influence* (Katz et Lazarsfeld, 1955) opposant les démarches empiriques et la sociologie des médias aux approches naïves de l'avant-guerre<sup>4</sup>. D'autre part, il incorpore le narratif des « pères fondateurs » de la communication – Kurt Lewin, Carl Hovland, Harold Lasswell et Paul Lazarsfeld auraient « inventé » les études en communication – d'abord élaboré par Berelson (1959) et ensuite popularisé par Schramm (1963).

C'est à la fin des années 1980 que s'est constituée une historiographie des études en communication rejetant le récit canonique des origines du champ. Pooley (2008) attribue rétrospectivement à six chercheurs (Christopher Simpson, Timothy Glander, Rohan Samarajiva, Brett Gary, William J. Buxton et J. Michael Sproule) l'élaboration d'une « nouvelle histoire » réflexive et critique des études en communication. Ces chercheurs, dont les travaux se démarquent par une importante recherche archivistique, ont notamment dévoilé le rôle structurant de la Rockefeller Foundation dans l'invention de ce qui deviendra le paradigme dominant des études

4 À propos des origines et des enjeux de ce récit, voir l'analyse de Pooley (2006).

en communication (Buxton, 1994 ; Gary, 1999) en plus d'exposer comment l'institutionnalisation des études en communication est largement redevable à la mise sur pied de différents projets de recherche portant sur la guerre psychologique et la propagande durant la Seconde Guerre mondiale et la guerre froide (Glander, 2000 ; Simpson, 1994)<sup>5</sup>.

Simpson (1994) décrit par exemple comment une bibliographie annotée préparée pour la RAND Corporation, originalement intitulée *International Propaganda and Psychological Warfare*, a finalement été publiée, en 1956, avec pour titre *International Communication and Political Opinion*. À l'époque, les labels « communication » et « guerre psychologique » pouvaient ainsi être utilisés invariablement afin de caractériser un vaste ensemble de travaux. L'abandon progressif du label « guerre psychologique » au profit de « communication » aurait constitué un effort concerté de « communication » (ou de « guerre psychologique », dans la mesure où il s'agit alors de la même chose) visant l'acceptation sociale des

5 Horkheimer avait bien compris le rôle important des *Foundations* dans le financement et le développement du savoir, lui qui écrivait déjà, au début des années 1950 : « Observons les gérants de la science, les agents des Foundations : leur regard froid, amer ; et l'on apercevra, derrière, les mandants par qui ils sont étroitement tenus. L'union si contradictoire de l'immense pouvoir objectif avec l'incertitude subjective, dans la société d'aujourd'hui, se reflète chez ces gérants, qui haïssent le neuf et l'aventure comme la peste et s'en remettent, même sur le plan scientifique, aux grands congrès. C'est là qu'afflue l'argent des *Foundations*, ainsi va la science » (1993, p. 46).

études en « communication ». À l'époque, Leo Bogart écrit que discuter ouvertement de guerre psychologique est l'équivalent de discuter ouvertement de séduction face à la personne que l'on cherche à séduire (cité dans Simpson, 1994). Écrire communication plutôt que guerre psychologique permettait de brouiller les pistes, et c'est de cette manière que le label communication se serait imposé, dans le cadre d'une stratégie de « communication » visant à dissimuler les origines gênantes du champ d'études.

Au cours des dernières années, l'historiographie des études en communication s'est significativement développée, notamment autour de nouveaux lieux institutionnels<sup>6</sup>. Si ce corpus résiste à toute synthétisation rapide, la nouvelle histoire de la communication se distingue notamment par l'accent qu'elle met sur les contextes particuliers dans lesquels les études en communication se sont développées. Plutôt que d'expliquer l'évolution du champ dans une perspective téléologique, c'est-à-dire comme le progrès constant et autonome des études en communication qui contiendraient en quelque sorte en elles-mêmes le potentiel de leurs développements, la nouvelle histoire insiste sur le développement contingent du champ, au carrefour de contextes et d'institutions qui

6 En témoigne entre autres la création récente de la *Communication History Division* au sein de l'*International Communication Association* ainsi que la publication de nombreux ouvrages (Zelizer, 2008 ; Park et Pooley, 2008 ; Simonson, Peck, Craig et Jackson, 2013) et numéros thématiques consacrés à l'histoire de la communication (tels *Hermès* en 2007 et *Medien & Zeit* en 2011).

l'ont façonné. Une telle perspective externaliste sur l'histoire du champ tranche radicalement avec les récits internalistes de Katz et Lazarsfeld et de Schramm, lesquels, rappelons-le, sont tributaires du contexte de l'institutionnalisation du champ et des enjeux inhérents à un tel processus (Pooley, 2008 ; Park et Pooley, 2008).

Cette insistance sur une histoire externaliste du champ peut d'emblée paraître hostile à l'histoire des idées, laquelle, dans sa forme caricaturale, impliquerait que le champ d'études contiendrait en lui-même, depuis ses origines, l'ensemble de ses développements futurs<sup>7</sup>. Or, certains chercheurs associés au renouvellement de l'historiographie des études en communication proposent des démarches clairement ancrées dans l'histoire des idées. Par exemple, Peters (1999) propose une riche histoire de l'idée de communication qui embrasse Platon et Jésus et discute entre autres de mesmérisme et de spiritualisme. D'une manière semblable, Simonson (2010) propose une histoire de l'idée de *mass communication* qui va de Paul de Tarse à Robert K. Merton, en passant par Walt Whitman et Charles Horton Cooley. De telles histoires des idées, plutôt que d'expliquer l'histoire du champ par le progrès constant de ses concepts et de ses méthodes, font exploser le champ en le repensant depuis l'extérieur. Paul de Tarse n'est pas, ici, à l'origine d'un concept (la communication de masse) qui s'est développé progressivement dans le cours de l'histoire, mais bien, pour re-

7 Voir la critique de l'histoire des idées proposée par Foucault (1969).

prendre à notre compte les termes de Benjamin, à qui Peters (1999) se réfère afin de qualifier sa propre enquête historique, à l'origine de ce « passé opprimé » qui sert aujourd'hui la revitalisation d'un concept moribond. Ainsi, ce type d'histoire des idées s'apparente bien plus au matérialisme historique de l'École de Francfort et à l'histoire externaliste des nouveaux historiens qu'à l'histoire internaliste des « pères fondateurs ».

Il est donc possible de placer rétrospectivement l'opposition entre histoire internaliste et histoire externaliste chère aux nouveaux historiens au cœur du projet de la théorie critique tel qu'il a été élaboré par Horkheimer dans son essai séminal de 1937, *Théorie traditionnelle et théorie critique*. À propos de la théorie traditionnelle, Horkheimer écrit alors que « la genèse sociale des problèmes, les situations dans lesquelles la science est utilisée, les buts auxquels elle est appliquée, lui apparaissent comme situés en dehors d'elle-même » (1974, p. 80). Il reproche alors à la théorie traditionnelle d'être complètement refermée sur elle-même, d'être (ou de représenter, constituer) une pure schématisation mathématique qui n'admet aucune contradiction (Horkheimer, 1974). Contrairement à la théorie traditionnelle, la théorie critique prend l'institution scientifique pour objet, s'intéresse à la genèse sociale des problèmes ainsi qu'aux contextes d'application des théories, et ce, d'une manière qui n'est pas sans rappeler les nouveaux historiens de la communication.

### **Les sources de la théorie critique d'Horkheimer comme démarche historique**

Une lecture rapide de *Théorie traditionnelle et théorie critique* pourrait laisser croire que la sociologie est l'ancrage disciplinaire premier d'Horkheimer. Cela est tout à fait conséquent avec l'association d'Horkheimer à la sociologie critique des médias qui a souvent cours en communication et qui n'est pas sans fondement. En effet, la théorie traditionnelle et la théorie critique se présentent d'emblée comme des théories du monde social. Horkheimer (1974) critique les « sociologues généralisant » et leur prétendue neutralité (théorie traditionnelle) et leur oppose en quelque sorte une conception de la sociologie en tant que processus sociologique (théorie critique). Mais bien que la démarche de la théorie critique ressemble de prime abord à la sociologie des sciences, à la sociologie du savoir, ou encore à l'étude des idéologies, qui chacune à leur façon interroge la science ou la théorie dans leurs contextes sociaux particuliers, Horkheimer refuse d'associer la théorie critique à ces démarches, qui, selon lui, « ne s'opposent en effet ni dans leur nature ni de par leurs ambitions à l'entreprise traditionnelle de classification scientifique » (1974, p. 41) et qui témoignent de la division capitaliste du travail intellectuel. Cette mise en abyme de la sociologie, qui se verrait en quelque sorte chargée d'analyser sociologiquement la sociologie, conduit résolument Horkheimer au-delà de cet ancrage disciplinaire, et

c'est dans l'histoire qu'il trouvera un ancrage épistémologique à la théorie critique<sup>8</sup>.

Il serait en fait peut-être plus juste de dire que c'est la théorie critique qui qualifie positivement le type de philosophie de l'histoire embrassé par Horkheimer. En effet, la publication de *Théorie traditionnelle et théorie critique* fait suite à un ouvrage important sur la philosophie de l'histoire, *Les débuts de la philosophie bourgeoise de l'histoire* (1930), lequel « se présente comme une sorte de laboratoire où se révèle la théorie critique in statu nascendi » (Horkheimer, 1970, quatrième de couverture). Dans cet ouvrage, Horkheimer tente d'exposer comment « la réflexion actuelle sur l'histoire est incluse elle aussi à l'intérieur de rapports historiques dont les racines plongent bien avant le présent », et ce, tout en admettant que « les idées qui sont à la base de [sa] conception de l'histoire ne sont pas suffisamment développées dans ce livre » (Horkheimer, 1970, p. 9). *A posteriori*, il est possible de lire ce passage comme l'esquisse d'un programme de travail annonçant l'élaboration d'une conception plus personnelle de l'histoire qui se concrétisera dans le projet de la théorie

critique, ainsi que l'identification de l'objet privilégié de la théorie critique dans la philosophie bourgeoise de l'histoire (O'Brien, 2013).

Dans son essai, l'objectif d'Horkheimer consiste à critiquer une philosophie bourgeoise de l'histoire qui domine le champ intellectuel depuis près de cinq cents ans. Selon cette conception, l'histoire aurait un sens prédéterminé, comme c'est notamment le cas chez Hegel (la deuxième partie du livre se présente comme un court essai sur la conception hégélienne de l'histoire). La critique d'Horkheimer s'emploie à identifier, dans l'histoire, le déploiement de cette philosophie de l'histoire particulière. Ce faisant, Horkheimer solidarise la démarche critique et historique, dans la mesure où sa propre critique de la philosophie bourgeoise de l'histoire se présente essentiellement comme une histoire de la philosophie bourgeoise de l'histoire qui va de Machiavel et Hobbes jusqu'aux travaux de Giambattista Vico (1668-1744). Une telle démarche n'est pas sans rappeler la *Contribution à la critique de l'économie politique* (1859) dans laquelle Marx propose de longues discussions sur l'histoire de l'économie politique et une vive critique des économistes bourgeois (en particulier Ricardo) ; un ouvrage qui, selon l'aveu même d'Horkheimer (1974), fonde la théorie critique. La *scienza nuova* de l'histoire de Vico apparaît également comme une source d'inspiration capitale d'Horkheimer,

8 Dans une discussion avec d'autres membres de l'*Institut für Sozialforschung*, Franz Neumann dit : « Après tout, nous nous distinguons de la sociologie au sens où nous considérons tous les phénomènes comme étant des phénomènes historiques tandis que les Américains ne le font pas. Nous devons souligner que nous ne faisons pas un travail sociologique, mais un travail en sciences sociales et nous devons l'expliquer. La différence est colossale, et c'est ce que nous devons montrer » (cité dans Adorno et Horkheimer, 2013, p. 147).

pour qui il s'agit d'une « doctrine historico-philosophique d'une immense portée » (1970, p. 127). Pour Vico, l'interprétation historique dérive de l'action humaine qu'elle ne surplombe jamais, de la même manière que pour Horkheimer, la théorie traditionnelle n'a de sens qu'en ce qu'elle s'inscrit « dans une activité historique concrète » (1974, p. 57)<sup>9</sup>.

Dans cette mesure, l'histoire pratiquée par Horkheimer est critiquée : contrairement à la philosophie bourgeoise de l'histoire, elle réfléchit constamment à sa propre historicité. Cette sensibilité historique propre à l'histoire distingue celle-ci des sciences humaines et sociales, dont l'institution s'inscrit dans le projet moderne du progrès et de la raison, lequel est lui-même tributaire de la philosophie bourgeoise de l'histoire. Or, la pratique de l'histoire, irréductible à la philo-

sophie bourgeoise de l'histoire, plonge ses racines dans la nuit des temps et précède l'avènement des sciences modernes critiquées par Horkheimer, face auxquelles elle a joué un rôle de repoussoir. Comme l'écrit Paul Veyne, et malgré les prétentions de certains courants qui considèrent l'histoire comme une science, « l'histoire n'a pas de méthode » (1978, p. 9). L'histoire est un « genre » qui fait le récit d'événements réels tout en tentant de les expliquer et, à ce titre, elle n'est « pas scientifique du tout » (p. 68). Refuser de concevoir l'histoire de manière exclusive, comme une discipline scientifique parmi d'autres ou un travail spécialisé, permet de l'articuler au projet de la théorie critique et de qualifier le rapport réflexif à la théorie qu'implique la théorie critique, dont l'ancrage épistémologique est étranger à celui des sciences sociales. Un tel étranagement est nécessaire au projet critique, puisque « [l]e savant et sa science sont intégrés à l'appareil social, les résultats positifs du travail scientifique sont un facteur d'autoconservation et de reproduction permanente de l'ordre établi, et peu importe l'interprétation que la science peut élaborer d'elle-même à ce sujet » (Horkheimer, 1974, p. 25).

C'est en outre la connaissance du passé par l'histoire, et plus précisément de l'historicité des normes de conduites, qui permet l'« attitude critique » prônée par Horkheimer (1974), c'est-à-dire une attitude qui prend pour objet la société dans le but de la transformer. Il faut rappeler que ce qui ultime-

9 Horkheimer considère néanmoins « bourgeoise » la philosophie de l'histoire de Vico, qui postule l'existence d'un sens de l'histoire qui dépasse les hommes. Mais comme la *scienza nuova* cherche à découvrir les lois de l'histoire, elle pourrait favoriser l'exercice de la raison humaine par la maîtrise de ces lois, ce qui est conforme à la perspective d'Horkheimer (1970). La sympathie d'Horkheimer envers Vico doit également beaucoup à son rejet farouche du cartésianisme qui dominait son époque : « Mais contre Descartes qu'il haïssait, Vico avait déjà reconnu qu'une réflexion partant de l'individu – présumé autonome – ne pouvait être que limitée et superficielle, et, avant tout, nécessairement. La connaissance que les hommes peuvent acquérir sur eux-mêmes ne se fonde que sur une analyse du procès historique à l'intérieur duquel les hommes agissent, et non sur une simple introspection, comme l'a cru l'idéalisme subjectif à toutes les époques » (Horkheimer, 1970, p. 118, mon emphase). Sur les rapports entre la *scienza nuova* et la théorie critique, voir Deneen (2000) et Jay (1977).

ment distingue la théorie traditionnelle de la théorie critique, ce n'est pas leurs objets, mais leurs sujets (Horkheimer, 1974). La théorie critique est celle d'un sujet méfiant – sinon révolutionnaire – qui, plutôt que de travailler au service de la réalité existante, « en dévoile seulement la face cachée » afin de la transformer (Horkheimer, 1974, p. 50). Le recours à l'histoire ne permet pas au penseur critique de s'abstraire de la réalité, ce qui serait contraire à la perspective d'Horkheimer, pour qui l'histoire éclaire la dimension contingente de la réalité et, ce faisant, permet le dévoilement de sa face cachée. Une riche tradition, à laquelle il est possible de rattacher Horkheimer, prête en effet à l'histoire une telle fonction de dévoilement. Foucault (1997) a très bien exposé comment les historiens modernes, de Boulaivilliers à Sieyès, ont inauguré un type d'histoire particulier, la contre-histoire, afin d'explicitier les rapports de force caractéristiques de leur époque, déchiffrant la guerre qui gronde sous la paix. Tandis que les historiens au service du pouvoir royal expliquaient l'histoire depuis le pouvoir royal – le plus infime des gestes du roi donnant rétrospectivement à l'histoire un sens nouveau –, la contre-histoire expose comment le pouvoir royal s'est établi dans la guerre et la défaite et réactive les forces des vaincus dans une réalité contingente, structurée par différents rapports de forces. D'une manière similaire, *Les débuts de la philosophie bourgeoise de l'histoire* cherche à diagnostiquer la montée

du Parti national-socialiste, qui a obtenu 18 % aux élections de 1930 et qui reprend à son compte certains des thèmes typiques de la philosophie bourgeoise de l'histoire (le sens de l'histoire, le progrès, etc.) (voir O'Brien, 2013). Cet enjeu n'est toutefois pas explicite dans l'ouvrage, bien qu'Horkheimer (1970) mentionne les implications contemporaines des problèmes historiques abordés dans son livre.

À propos de la philosophie bourgeoise de l'histoire, Horkheimer écrit : Le Fatum ne règne sur les événements humains que dans la mesure où la société n'est pas capable de diriger ses affaires consciemment, dans son propre intérêt. Lorsque la philosophie de l'histoire contient encore l'idée d'un sens de l'histoire, obscur, mais agissant de façon autonome et souveraine (sens que l'on tente de représenter par des schémas, des constructions logiques et des systèmes), il convient de lui opposer qu'il n'y a rien dans le monde de sens et de raison que dans la stricte mesure où les hommes les réalisent en lui (1970, p. 135).

Ce passage est révélateur du rapport complexe et crucial entre théorie critique et histoire. Il implique, en somme, que seule une conception de l'histoire affranchie de l'idée d'un « sens de l'histoire » permet aux hommes de réaliser la raison dans l'histoire. La tâche de la critique est alors d'identifier, dans des formes culturelles diverses, les

manifestations d'une telle philosophie de l'histoire et d'historiciser ses différentes manifestations. L'histoire est alors tout à la fois le remède et le poison de la théorie critique qui pose en contraste une histoire aliénée, c'est-à-dire la philosophie bourgeoise de l'histoire, et l'histoire messianique, c'est-à-dire le potentiel révolutionnaire que le critique identifie au sein même de l'histoire aliénée afin de le réactiver. C'est par exemple ce que fait Horkheimer avec la *scienza nuova* de Vico.

### **La nouvelle histoire de la communication comme théorie critique**

En dépit des quelques points de convergence entre la nouvelle histoire et la théorie critique que nous avons préalablement identifiés, il serait périlleux de poser une continuité complète entre la théorie critique et la nouvelle histoire des études en communication. Comme la plupart des nouveaux projets intellectuels, l'histoire de la communication est un projet ouvert dont les agendas sont multiples et dont la cohérence est nécessairement limitée. Dans un premier temps, notre reconstruction de la nouvelle histoire de la communication par la théorie critique explorera quelques-uns des principaux points de friction entre les deux projets en convoquant ce qui, dans la théorie critique, est chargé d'« à-présent ». Dans un deuxième temps, notre reconstruction prendra la forme d'une série de principes généraux qui pourraient guider des recherches sur l'histoire de la communication poursuivant le projet de

la théorie critique.

Le récit sur les origines du champ qui s'est imposé jusqu'ici en communication est complètement soluble dans la philosophie bourgeoise de l'histoire et la première tâche de l'historien critique est certainement d'identifier cette tare et d'en interroger les fonctions. Si bon nombre d'historiens du champ ont dévoilé les fonctions de légitimation de ce récit et la conception de l'histoire qui la sous-tend<sup>10</sup>, aucun ne considère ce récit dans le cadre plus général de la philosophie bourgeoise de l'histoire. Ce faisant, l'histoire des études en communication demeure largement un projet spécialisé dont les critiques spécifiques entrent peu en résonance avec d'autres objets abordés par la théorie critique, et cela même dans le champ des études en communication, où de riches traditions critiques sont établies depuis longtemps. Cela s'explique notamment par le développement rapide des études portant sur l'histoire du champ au sein même des études en communication, où l'histoire du champ constitue en quelque sorte un sous-champ naissant de la communication. Tandis que les nouveaux

---

<sup>10</sup> Par exemple, Carey écrit : « The narrative that emerges serves ultimately a variety of purposes : principally to focus, justify, and legitimate a 20th-century invention, the mass media, and to give direction and intellectual status to professional teaching and research concerning these same institutions. But it is hardly an innocent history, for it was invented for political reasons : to cast loyalties, resolve disputes, guide public policy, confuse opposition, and legitimate institutions ; in short, the history that emerged was a minor episode in the social-political and ideological struggles of the 20th century » (1996, p. 21-22).

historiens de la fin des années 1980 provenaient de champs divers et ne s'identifiaient pas complètement aux études en communication, l'institutionnalisation actuelle des études portant sur l'histoire de la communication implique nécessairement des enjeux de légitimation disciplinaire, lesquels sont souvent ignorés par les historiens. Pour le dire autrement, tandis que les nouveaux historiens considèrent les anciennes historiographies comme du matériel voué à l'élaboration politique, leur propre intervention est souvent présentée comme une intervention dépolitisée, certains n'hésitant pas à opposer histoire et politique (Jansen, 2008). Bref, le spectre de l'historicisme critiqué par Benjamin rôde parmi les historiens de la communication<sup>11</sup>, tout comme ceux du spécialiste et du sociologue généralisant.

L'insistance actuelle mise sur la recherche archivistique, qui serait centrale à la nouvelle histoire (Poolley et Park, 2008), témoigne bien de cette tentative historiciste post-politique de composer l'image éternelle du passé. L'historiographie actuelle est souvent critique envers ceux qui ont volontairement cherché à mobiliser les forces du passé afin d'agir sur le présent. Par exemple, certains reprochent à James Carey, qui est très certainement un des historiens les plus benjaminien du champ, d'avoir « redécouvert » une École

<sup>11</sup> Certains tentent de renouveler l'historicisme à partir des nombreuses critiques dont il a fait l'objet. Poolley et Park (2008) proposent ainsi un « qualified historicism » qui tenterait de reconstituer les contextes propres aux objets historiques étudiés tout en admettant qu'il s'agit d'un effort qui s'inscrit lui-même dans un contexte particulier.

de Chicago spécifique, soit celle qui servait bien sa propre conception rituelle de la communication, et, ce faisant, d'avoir négligé la recherche archivistique (Jansen, 2008). Si ces critiques peuvent parfois servir à identifier de profondes erreurs d'interprétation historique (ce n'est pas le cas de Carey, voir Trudel, 2012), une telle régression de l'histoire aux faits, en plus d'évoquer la sociologie empirique critiquée par Horkheimer (1993), rappelle essentiellement les historiographies positivistes prémarxistes du XIX<sup>e</sup> siècle, qui, sous l'influence des travaux de Leopold von Ranke (1795-1886), cherchaient à se modeler sur les sciences naturelles de l'époque afin d'établir des faits (Hobsbawm, 2008).

À l'encontre de la régression historiciste – et conséquemment avec la pratique de l'histoire matérialiste –, rappelons cette observation d'Horkheimer :

Dans le caractère obtus du spécialiste, l'ordre dominant est chaque fois affirmé. La pensée s'active dans la limite de la discipline et n'ose pas toucher à la totalité. Une bonne volonté de ce genre se réjouit lorsqu'elle a réussi à accomplir une tâche et demeure dans l'obscurité pour ce qui concerne la question de savoir quelles conditions son succès va promouvoir. Elle ne reconnaît donc pas si elle est bonne ou mauvaise volonté. Puisqu'elle a fait quelque chose de bien, elle laisse tomber le reste. Elle commet

l'erreur inverse du rebelle qui déduit d'une seule injustice la vilenie du tout. Mais les deux erreurs ne sont pas également fausses. Déduire de l'existence d'un seul mal la mauvaise constitution du monde est logiquement permis ; déduire de ses qualités sa bonté est en revanche une bévue (Horkheimer, 1993, p. 239).

Qualifiée positivement et pratiquement, une nouvelle histoire des études en communication informée par la théorie critique devrait minimalement tenter de mettre en œuvre les trois orientations suivantes, qui sont interdépendantes :

1) Une histoire écrite au présent. Pour l'historien matérialiste, ce sont toujours des situations actuelles, des problèmes concrets auxquels il tente d'échapper, qui motivent en premier lieu la recherche historique, laquelle s'effectue nécessairement depuis une position historico-politique particulière. Comme l'écrit Benjamin, « [f]aire œuvre d'historien ne signifie pas savoir "comment les choses se sont réellement passées." Cela signifie s'emparer d'un souvenir, tel qu'il surgit à l'instant du danger » (2000, p. 43). Ainsi, la position sociale historique et les motivations de l'historien (– les coordonnées de l'instant du danger qui informe son enquête) – doivent être minimalement explicitées, dans la mesure où cela est conséquent avec les objectifs critiques qu'il poursuit. Déterminés par leurs conditions spécifiques d'élaboration, tous les objets historiques sont po-

tentiellement « nouveaux » et peuvent être redécouverts afin de faire éclater le continuum de l'histoire. Par exemple, les historiographies féministes du champ et l'histoire oubliée de certaines de ses pionnières font aujourd'hui l'objet d'une attention nouvelle (Rakow, 2008 ; McCormack et Simonson, 2009) et permettent notamment de réfléchir à des inégalités et à des formes de précarité qui sont aujourd'hui au cœur du champ d'études. Il est également possible de revisiter des objets historiques qui semblent a priori épuisés afin de les redécouvrir dans le cadre d'un projet contemporain. Par exemple, les travaux de Walter Lippmann sont aujourd'hui redécouverts dans une perspective nouvelle afin de reconstruire une théorie pragmatiste-critique de la communication (Russill, 2008 ; Tell, 2013 ; Jansen, 2013). Cet ancrage temporel de la recherche historique implique également que le choix de l'objet historique à reconstruire est crucial. Cet objet doit être pertinent, c'est-à-dire chargé d'« à-présent », capable de trouver un écho en dehors de lui-même et, en ce sens, être à la fois particulier et universel (Jay, 1977 ; Benjamin, 2000).

2) Une histoire non causale, ou à tout le moins une histoire qui évite la succession simpliste des causes et des effets. L'histoire, du point de vue de l'École de Francfort, n'est pas une succession de causes et d'effets, ce qui évoque la philosophie bourgeoise de l'histoire. La critique d'Horkheimer (1970) à l'endroit de Machiavel est sans équivoque : les hommes ne sont pas tous

pareils dans le temps, il n'y a pas de nature humaine universelle qui puisse être considérée comme une « cause » des phénomènes humains. Une des leçons fondamentales du marxisme consiste d'ailleurs à affirmer que les « instincts » sont déterminés historiquement par des rapports de classe et de production qui n'ont rien de simple et ne constituent pas une « cause » (Hobsbawm, 2008). Une des manières d'éviter les explications causales consiste à identifier l'émergence de seuils historiques particuliers ou de problématisations particulières, lesquels doivent être qualifiés positivement, dans toute leur complexité. C'est par exemple ce que fait Trudel (2013) en exposant comment, dans le travail de Lippmann, prend positivement forme un nouveau problème, celui des relations entre transformations de la communication, mutations de la guerre et conceptions du public. Peters propose quant à lui une histoire non causale du problème moderne de la communication qui constitue simultanément

a critique of the dream of communication as the mutual communion of souls, a genealogy of sources and scenes of the pervasive sense that communication is always breaking down, and a reclamation of a way of thinking that avoids both the moral privilege of dialogue and the pathos of breakdown (1999, p. 1).

3) Une histoire externaliste. L'orientation externaliste privilégiée par la nouvelle histoire des

études en communication fait certainement écho à la critique de la philosophie bourgeoise de l'histoire d'Horkheimer. D'une part, cette orientation implique que le savoir s'inscrit dans un contexte, sur lequel il est nécessaire d'insister. Ainsi, dans *Théorie traditionnelle et théorie critique*, Horkheimer écrit :

Le fait qu'une découverte provoque la refonte d'opinions établies ne s'explique jamais exclusivement par des considérations de pure logique, en termes plus précis parce qu'elle contredit certaines parties des conceptions communément admises. Il est toujours possible d'échafauder des hypothèses de secours qui permettraient d'éviter de modifier la théorie dans son ensemble. Le fait que pourtant des opinions nouvelles parviennent à s'imposer s'inscrit toujours dans le contexte d'une situation historique concrète, même si le savant n'est personnellement déterminé que par des motivations scientifiques. La théorie moderne de la connaissance ne nie pas cela, encore qu'elle pense moins aux données sociologiques de la situation qu'au génie ou bien au hasard, lorsqu'elle examine les facteurs déterminants de nature extra-scientifique (1974, p. 23).

Or, contrairement à l'historicisme, le matérialisme historique tente non seulement de décrire les contextes historiques spécifiques

dans lesquels le savoir s'élabore, mais également de réfléchir, à travers l'enquête historique, au contexte contemporain dans lequel celle-ci s'élabore. Ce court-circuit des contextes prend la forme d'une réflexion dialectique constante qui, en évitant la réduction simple d'un savoir à son contexte (ou à ses « causes »), se distingue radicalement de l'historicisme.

D'autre part, une orientation externaliste implique que l'historien matérialiste identifie des problèmes, des auteurs ou des institutions, qui ne sont pas *a priori* propres à l'objet historique « études en communication ». Pour le dire autrement, les champs « histoire de la communication » ou « histoire des études en communication » sont radicalement indéterminés. On pourrait en effet y inclure à peu près n'importe quoi, des traités rhétoriques de Farabi en passant par la découverte de l'ADN. Il appartient ainsi à l'historien de construire ce champ en y posant de nouvelles déterminations, comme l'ont fait Simpson (1994) et Glander (2000) en liant le développement de la communication aux exigences de la guerre psychologique, ou Carey (1989) en inventant la tradition de l'École de Chicago. C'est également ce que permet l'histoire des idées pratiquée par Peters (1999) et Simonson (2010), laquelle fait éclater le champ des études en communication dans de nouveaux lieux et dans de nouvelles périodes historiques.

## Conclusion

Les deux entreprises de reconstruction historico-théoriques qui sont l'objet de cet article sont

évidemment embryonnaires et constituent des explorations à poursuivre. L'histoire de la théorie critique est ici esquissée de manière partielle et ne met pas suffisamment l'accent sur le contexte historique de son élaboration. Elle néglige également les riches problématisations de l'histoire et de la philosophie de l'histoire qui sont proposées par d'autres auteurs de la nébuleuse École de Francfort, lesquelles seraient susceptibles de contribuer aux deux entreprises poursuivies dans cet article. C'est, entre autres, le cas des travaux de Siegfried Kracauer, qui ont récemment été au cœur de la réflexion sur l'écriture de l'histoire (Acland, 2007)<sup>12</sup>.

Il serait également pertinent d'examiner comment les historiographies des autres sciences sociales ont adopté des perspectives héritées du matérialisme historique de Marx. Néanmoins, en proposant de refonder l'historiographie du champ à partir de la théorie critique, un des enjeux de ces reconstructions théoriques est celui de réfléchir (l'histoire de) la communication depuis une perspective communicationnelle (la théorie critique), tout comme Horkheimer proposait de réfléchir sociologiquement la sociologie. Ce projet devrait être davantage réfléchi en conjonction avec d'autres tentatives de fonder l'historiographie du champ depuis une perspective communicationnelle, notamment avec les prop-

<sup>12</sup> Une liste partielle de ces contributions inclut par exemple des titres tels *L'histoire des avant-dernières choses* (Kracauer, 2006) ou *L'espace public : archéologie de la publicité comme dimension constitutive de la société bourgeoise* (Habermas, 1993).

ositions de Robinsom (1996), qui vise à fonder l'historiographie du champ dans la sociologie de Merton, et de Peters (2008), qui suggère plutôt le secours d'Innis et de Benjamin.

En ce qui concerne le problème général de la « crise » et du « renouvellement » de la critique, les pistes qui sont ici proposées sont évidemment condamnées à mourir dans la guerre du temps. Le germe révolu-

tionnaire qu'elles tentent de semer est celui de l'histoire. Non seulement de l'histoire du champ d'études, mais également de l'histoire au sein du champ d'études, dont l'orientation dominante, l'étude sur les effets des médias, est implicitement synchronique. Considérant la solidarité profonde de l'histoire et de la critique, il n'est guère surprenant que la critique se cherche en communication.

## LISTE DE RÉFÉRENCES

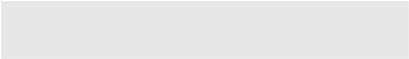
- ACLAND, C. R. (2007). Introduction. Dans C. R. Acland (dir.), *Residual Media* (xiii-xxvii). Minneapolis, MN : University of Minnesota Press.
- ADORNO, T. et HORKHEIMER, M. (2013). *Le laboratoire de la Dialectique de la raison. Discussions, notes et fragments inédits*. Québec : Presses de l'Université de Montréal / Éditions de la Maison des sciences de l'homme.
- BENJAMIN, W. (2000 [1942]). Sur le concept d'histoire ». Dans *Œuvres III* (pp. 427- 443). Paris : Gallimard.
- BERELSON, B. (1959). The State of Communication Research. *Public Opinion Quarterly*, 23(1), 1-17.
- BUXTON, W. (1994). From Radio Research to Communications Intelligence: Rockefeller Philanthropy, Communications Specialists, and the American Policy Community. Dans S. Brooks et A-G. Gagnon (dir.), *The Political Influence of Ideas. Policy Communities and the Social Sciences* (pp. 187-209). Westport : Greenwood.
- CAREY, J. (1989). *Communication as Culture*. New York, NY: Routledge.
- CAREY, J. (1996). The Chicago School and Mass Communication Research. Dans E. Dennis et E. Wartella Wartella (dir.), *American Communication Research – The Remembered History*. NJ : Lawrence Erlbaum, 21-38.
- DEBORD, G. (2006). *Œuvres*. Paris, France : Quarto.
- DENEEN, P. J. (2000). *The Odyssey of Political Theory: The Politics of Departure and Return*. Lanham, MD : Rowman & Littlefield.
- FOUCAULT, M. (1969). *L'archéologie du savoir*. Paris, France : Gallimard.
- FOUCAULT, M. (1997). *Il faut défendre la société*. Paris, France : Gallimard/Seuil.
- GARY, B. (1999). *The Nervous Liberals : Propaganda Anxieties from World War I to the Cold War*. New York, NY : Columbia University Press.
- GLANDER, T. (2000). *Origins of Mass Communications Research during the American Cold War*. Mahwah, NJ : Lawrence Erlbaum.
- HABERMAS, J. (1993 [1962]). *L'espace public: archéologie de la publicité comme dimension constitutive de la société bourgeoise*. Paris, France : Payot.
- HOBBSAWM, E. (1995). *Inventer des traditions*. Enquête, 2, 171-189.

- HOBBSAWM, E. (2008). *Marx et l'histoire*. Paris, France : Demopolis.
- HORKHEIMER, M. (1970 [1930]). *Les débuts de la philosophie bourgeoise de l'histoire*. Paris, France : Payot.
- HORKHEIMER, M. (1974 [1937]). *Théorie traditionnelle et théorie critique* (X<sup>e</sup> éd.). Paris, France : Gallimard.
- HORKHEIMER, M. (1993). *Notes critiques (1949-1969) : sur le temps présent*. Paris, France : Payot.
- JANSEN, S. C. (2008). Walter Lippmann, Straw Man of Communication Research. Dans D. W. Park et J. Pooley (dir.), *The History of Media and Communication Research* (pp. 71-112). New York, NY : Peter Lang.
- JANSEN, S. C. (2013). *Walter Lippmann. A Critical Introduction to Media and Communication Theory*. New York, NY : Peter Lang.
- JAY, M. (1977). *L'imagination dialectique. Histoire de l'École de Francfort et de l'Institut de recherches sociales (1923-1950)*. Paris, France : Payot.
- KATZ, E. et LAZARFELD, P. (1955). *Personal Influence: The Part Played by the People in the Flow of Mass Communications*. Glencoe, IL: Free Press.
- KRACAUER, S. (2006 [1969]). *L'histoire des avant-dernières choses*. Paris, France : Stock.
- LATOURE, B. (2004). Why Has Critique Run out of Steam? From Matters of Fact to Matters of Concern. *Critical Inquiry*, 30, 225-248.
- MARX, K. (1851). *Le 18 Brumaire de Louis Bonaparte*. Repéré à [http://classiques.uqac.ca/classiques/Marx\\_karl/18\\_brumaine\\_louis\\_bonaparte/18\\_brumaine\\_louis\\_bonaparte.pdf](http://classiques.uqac.ca/classiques/Marx_karl/18_brumaine_louis_bonaparte/18_brumaine_louis_bonaparte.pdf)
- MARX, K. (1859). *Contribution à la critique de l'économie politique*. Repéré à [http://classiques.uqac.ca/classiques/Marx\\_karl/contribution\\_critique\\_eco\\_pol/critique\\_eco\\_pol.pdf](http://classiques.uqac.ca/classiques/Marx_karl/contribution_critique_eco_pol/critique_eco_pol.pdf)
- MCCORMACK, N. et SIMONSON, P. (2009). *Out of the Question: Women, Media, and the Art of Inquiry*. Repéré à <http://www.outofthequestion.org/Download-Documentary.aspx>
- O'BRIEN, J. E. (2013). *Critical Practice from Voltaire to Foucault*, Eagleton and Beyond. Leiden, Pays-Bas : Brill.
- PARK, D. W. et POOLEY, J. (dir.) (2008). *The History of Media and Communication Research*. New York, NY : Peter Lang.
- PETERS, J. D. (1999). *Speaking into the Air: A History of the Idea of Communication*. Chicago, IL : University of Chicago Press.
- PETERS, J. D. (2008). History as a Communication Problem. Dans B. Zelizer (dir.), *Explorations in Communication and History* (p. 19-34). Londres/ New York, Royaume-Uni/NY : Routledge.
- POOLEY, J. (2006). Fifteen Pages that Shook the Field: Personal Influence, Edward Shils, and the Remembered History of Communication Research. *The Annals of the American Academy of Political and Social Science*, 608(1), 130-156.
- POOLEY, J. (2008). The New History of Mass Communication Research. Dans D. W. Park et J. Pooley (dir.), *The History of Media and Communication Research* (pp. 43-69). New York, NY : Peter Lang.

- POOLEY, J. et PARK, D. W. (2008). Introduction. Dans D. W. Park, et J. Pooley (dir.), *The History of Media and Communication Research* (pp. 1-15). New York, NY: Peter Lang.
- RAKOW, L. F. (2008). Feminist Historiography and the Field: Writing New Histories. Dans D. W. Park et J. Pooley (dir.), *The History of Media and Communication Research* (pp. 113-139). New York, NY: Peter Lang.
- ROBINSON, G. J. (1996). Constructing a Historiography for North American Communication Studies. Dans E. Dennis et E. Wartella (dir.), *American Communication Research – The Remembered History* (pp. 157-168). Mahwah, NJ: Lawrence Erlbaum.
- RUSSILL, C. (2008). Through a Public Darkly: Reconstructing Pragmatist Perspective in Communication Theory. *Communication Theory*, 18(4), 478- 504.
- SCHRAMM, W. (1963). Communication Research in the United States. Dans W. Schramm (dir.), *The Science of Human Communication* (pp. 1-16). New York, NY : Basic Books.
- SIMONSON, P. (2010). *Refiguring Mass Communication. A History. Urbana, Chicago/Springfield, IL : University of Illinois Press.*
- SIMONSON, P. et al. (2013). *The Handbook of Communication History*. New York, NY : Routledge.
- SIMPSON, C. (1994). Science of Coercion. *Communication Research and Psychological Warfare 1945-1960*. New York/Oxford, NY/Royaume-Uni : Oxford University Press.
- TELL, D. (2013). Reinventing Walter Lippmann: Communication and Cultural Studies. *The Review of Communication*, 13(2), 108-126.
- TRUDEL, D. (2012). Quelle nouvelle histoire pour la recherche en communication ? *Communication*, 29(2), doi : 10.4000/communication.2719
- TRUDEL, D. (2013). *Guerre, communication, public: Walter Lippmann et l'émergence d'un problème* (Thèse de doctorat). Université de Montréal.
- VEYNE, P. (1978). *Comment on écrit l'histoire suivi de Foucault révolutionne l'histoire*. Paris, France : Seuil.
- WEIZMAN, E. (2006). *Hollow Land*. New York, NY : Verso.
- ZELIZER, B. (2008). *Explorations in Communication and History*. Londres/ New York, Royaume-Uni/NY : Routledge.

**Geneviève BOIVIN**

L'établissement des approches CCO et l'agentivité des non-humains :  
retour sur les textes de Fauré (2007) et Li Vigni (2013)



**Bertrand FAURÉ**

Les propriétés organisantes du langage des chiffres. Actes de calcul et  
esthétique des comptes : le cas de la fabrique du budget (2007)

**Fabrizio LI VIGNI**

Les non-humains peuvent-ils être des porte-paroles? (2013)

# L'établissement des approches CCO et l'agentivité des non-humains : retour sur les textes de Fauré (2007) et Li Vigni (2013)

**Geneviève BOIVIN**

Depuis les années 2000, les approches constitutives de la communication (communément appelées approches CCO) s'établissent graduellement dans le champ d'études de la communication organisationnelle (voir Boivin, Brummans et Barker, 2017; Brummans, Cooren, Robichaud, et Taylor, 2014; Schoeneborn, Blaschke, Cooren, McPhee, Seidl, et Taylor, 2014). Avec trois écoles de pensées distinctes (l'École de Montréal, les quatre flux de communication de McPhee et l'approche systémique de Luhmann), le domaine de recherche CCO est reconnu pour avoir proposé une conceptualisation communicationnelle de l'organisation et de l'*organizing* (ou processus organisant).

Depuis quelques années, les travaux associés à l'une des écoles de pensée CCO, soit l'École de Montréal, sont même reconnus par certains chercheurs et chercheuses en communication organisationnelle (Putnam & Mumby, 2014) comme étant « la perspective primaire qui a émergé de notre champ d'études au lieu d'être un dérivé d'autres théories sociales ou organisationnelles » (p. 13, traduction libre)

S'inscrivant tous deux au sein des approches de l'École de Montréal<sup>1</sup>, les textes de Fauré (2007)

et de Li Vigni (2013) reflètent en partie, et chacun à leur manière, l'établissement du domaine de recherche CCO dans le milieu académique francophone. Par ailleurs, ils mettent en relief l'importance de l'agentivité non-humaine dans le développement des approches proposées par l'École de Montréal. De plus, ces deux articles mettent en évidence le rôle des jeunes chercheuses et chercheurs dans l'établissement de nouvelles approches dans un champ d'études tel que celui de la communication organisationnelle.

## L'approche CCO dans le milieu académique francophone

Depuis 2007, les approches CCO, dont celle proposée par l'École de Montréal, gagnent de l'importance dans le milieu académique francophone. Selon une récente étude empirique<sup>2</sup> relevant l'ensemble des textes CCO publiés depuis l'apparition du terme à l'an 2000, il semblerait que c'est à partir de cette date que s'amorce la multiplication de textes mobilisant les fondements CCO en français – un seul texte rédigé dans la langue de Molière et explicitement positionné dans les approches CCO aurait été publié

---

ple, les approches proposées par l'École de Montréal s'appuient sur de multiples racines théoriques et philosophiques dont, entre autres et non-exclusivement, les travaux de Karl Weick, Bruno Latour, Harold Garfinkel et Algirdas Greimas.

<sup>2</sup> Cette étude empirique a été réalisée dans le cadre de mes recherches doctorales.

<sup>1</sup> Ayant en commun une perspective communicationnelle de l'organisation, chacune des écoles de pensée CCO ont toutefois des racines théoriques distinctes. Par exem-

avant 2007. Par ailleurs, en France, ce n'est qu'en 2010 qu'est publié le premier texte anglophone explicitement positionné dans l'approche CCO écrit par un premier auteur affilié à une institution française (voir Fauré, Brummans, Giroux et Taylor, 2010). Tel qu'illustré par les articles de Fauré (2007) et Li Vigni (2013), l'intérêt pour l'approche CCO dans le milieu francophone peut en partie être attribué aux travaux de l'École de Montréal dont les recherches sont publiées à la fois en anglais et en français, mais qui également semblent lier « le pragmatisme américain avec le pragmatisme européen en s'appropriant des textes des deux côtés de l'océan centrés sur les conséquences de l'action dans un monde d'interactivité » (Brummans, 2006, p. 203, traduction libre).

Les articles de Fauré et Li Vigni reflètent donc en partie le parcours historique de l'établissement de l'approche CCO au cours des dix dernières années. Avec son texte explicitement positionné au sein des théories proposées par l'École de Montréal, Fauré contribuait déjà en 2007 à démontrer la pertinence de la relation conversation/texte proposée par Taylor et Van Every (2000) pour comprendre le langage des chiffres et son aspect performatif – cette relation conversation/texte étant une conceptualisation centrale dans les approches proposées par l'École de Montréal (Brummans *et al.*, 2014). De son côté, l'article de Li Vigni (2013), s'appuyant en partie sur les travaux de Cooren (2010) pour réfléchir au rôle de porte-pa-

role que peuvent avoir les non-humains, contribue à démontrer la pertinence de l'approche ventriloque pour comprendre le rôle des publications dans la sélection de futurs étudiantes et étudiants de troisième cycle.

C'est donc à travers leurs réflexions portant sur le rôle des non-humains dans *l'organizing* – les chiffres pour Fauré et les textes pour Li Vigni – que ces deux articles se rejoignent. Les travaux de ces deux chercheurs sont ancrés dans les approches proposées par les membres de l'École de Montréal, mais mobilisent deux cadres théoriques distincts – la dynamique de conversation texte pour l'un (Li Vigni) et la ventriloquie pour l'autre (Fauré). Par contre, ils mettent tous deux en relief les thématiques de l'agentivité non humaine dans les approches CCO. De son côté, Fauré démontre comment des acteurs organisationnels font parler les chiffres, mais également la manière dont ces chiffres font à leur tour parler les organisations. Li Vigni quant à lui explore la capacité d'action des textes en proposant qu'ils puissent être considérés comme porte-paroles. Ces deux articles reflètent donc la place qu'accordent plusieurs chercheurs et chercheuses CCO au rôle des non-humains dans *l'organizing*, une question qui demeure importante dans les approches proposées par les recherches de l'École de Montréal (Brummans *et al.*, 2014). Étant tous deux de jeunes chercheurs émergeant à l'époque de la publication de leurs articles, ces auteurs nous amènent également

à réfléchir sur le rôle des étudiants et étudiantes aux cycles supérieurs et aux jeunes chercheuses et chercheurs dans l'établissement d'un nouveau domaine de recherche.

### **Les jeunes chercheuses et chercheurs et l'établissement des approches CCO**

Kuhn (2005) et Kuhn et Shoeneborn (2015) ont récemment démontré que les étudiantes et étudiants peuvent jouer un rôle important dans le développement d'un domaine de recherche. Par exemple, dans son étude sur l'institutionnalisation de la conférence d'Alta dans le champ d'études de la communication organisationnelle, Kuhn (2005) propose qu'à travers l'enseignement « la validité des visions interprétatives et critiques devient de plus en plus enracinée dans la conscience du champ d'études » (p. 622, traduction libre).

Les recherches de Fauré (2007) et Li Vigni (2013) semblent également refléter le rôle des étudiantes et étudiants aux cycles supérieurs

et jeunes chercheuses et chercheurs dans l'établissement d'un domaine de recherche tel que les approches CCO. En mobilisant les théories et concepts de l'École de Montréal dans l'objectif de traduire des contextes empiriques et expériences concrètes, Fauré et Li Vigni participent à illustrer la légitimité et validité de l'approche. Par exemple, grâce à son travail empirique de longue haleine réalisé dans le cadre de sa thèse de doctorat, Fauré démontre la pertinence analytique de la dynamique conversation / texte pour comprendre des phénomènes comptables.

Finalement et tel que démontré, les textes de Fauré et Li Vigni mettent en lumière divers aspects propres aux approches de l'École de Montréal. Encore aujourd'hui des chercheurs comme Fauré semblent jouer un rôle actif dans la dissémination des idées des approches CCO. Il vient par exemple de publier un texte sur François Cooren et ses apports théoriques dans la revue *Mondes Sociaux* (Fauré, 2017).

### **LISTE DE RÉFÉRENCES**

- AXLEY, S. R. (1984). Managerial and organizational communication in terms of the conduit metaphor. *Academy of Management Review*, 9(3), 428-437. doi : 10.5465/AMR.1984.4279664
- BOIVIN, G., BRUMMANS, B. H., et BARKER, J. R. (2017). The Institutionalization of CCO Scholarship: Trends from 2000 to 2015. *Management Communication Quarterly*. doi : 0893318916687396.
- BRUMMANS, B. H. (2006). The Montréal School and the question of agency. Dans F. Cooren, J. R. Taylor, et E. J. Van Every (dir.), *Communication as organizing: Empirical and theoretical explorations in the dynamic of text and conversation* (pp. 197-211). Mahwah, NJ : Lawrence Erlbaum.

- BRUMMANS, B. H. et al. (2014). Approaches to the communicative constitution of organizations. Dans L. L. Putnam & D. K. Mumby (dir.), *The SAGE handbook of organizational communication* (3rd ed.) (pp. 173-194). Los Angeles, CA : SAGE.
- FAURE, B. et al. (2010). The calculation of business, or the business of calculation? Accounting as organizing through everyday communication. *Human Relations*, 63(8), 1249-1273. doi: 10.1177/0018726709355658
- KUHN, T. (2005). The institutionalization of Alta in organizational communication studies. *Management Communication Quarterly*, 18(4), 595-603. doi:10.1177/0893318904273851
- KUHN, T., et SCHOENEBOERN, D. (2015). The pedagogy of CCO. *Management Communication Quarterly*, 29, 295-301. doi: 10.1177/0893318915571348
- LAMBOTTE, F., WATHELET, E. (2016/2). Le cycle texte-conversation comme dispositif d'accompagnement du changement « catalyseur » des tensions au sein d'une organisation publique en restructuration. *Communication & management*, 13, 107-124. DOI: 10.3917/comma.132.0107.
- PUTNAM, L. L., et MUMBY, D. K. (2014). Introduction: Advancing theory and research in organizational communication. Dans L. L. Putnam & D. K. Mumby (Eds.), *The SAGE handbook of organizational communication* (3rd ed.) Los Angeles, CA: SAGE, 1-25.
- SCHOENEBOERN, D. et al. (2014). The three schools of CCO thinking: Interactive dialogue and systematic comparison. Dans *Management Communication Quarterly*, 28, 285-316. doi:10.1177/0893318914527000
- TAYLOR, J. R., et VAN EVERY, E. J. (2000). *The emergent organization: Communication as its site and surface*. Mahwah, NJ : Lawrence Erlbaum.

# Les propriétés organisantes du langage des chiffres. Actes de calcul et esthétique des comptes : le cas de la fabrique du budget (2007)

**Bertrand FAURÉ**

Cet article<sup>1</sup> s'intéresse à la façon dont on fait parler les chiffres dans les organisations – le fait qu'ils donnent lieu à de nombreuses communications internes et externes, écrites et orales, formelles et informelles – ainsi qu'à la façon dont, en retour, ils font eux-mêmes parler les organisations qui les produisent – le fait qu'ils rendent particulièrement visibles, manipulables, légitimes certains ordres de réalités (ce qui est mesurable, marchandable, rentable...).

Un exemple simple, tiré de travaux récents en sociologie de la comptabilité (Eyraud, 2003), permet de saisir cette nature discursive des informations économiques, comptables et gestionnaires. Dans la comptabilité occidentale, les salaires sont désignés par le terme « charges salariales » ce qui les destine explicitement à être « réduits ». Dans la comptabilité chinoise, ils étaient désignés par le terme « profit distribué ». Outil de mesure de la ressource humaine, la comptabilisation des rémunérations des salariés véhicule donc aussi tout un ensemble de représentations et de discours sur ce que sont – et ne sont

pas – l'entreprise, le travail, le système économique.

L'expression « faire parler les chiffres » évoque une profonde ambivalence entre manipulation et argumentation. Bien que l'idée selon laquelle « on peut tout faire dire aux chiffres » soit fausse, il n'en reste pas moins qu'un chiffre, surtout en matière de gestion, est toujours calculé selon certaines conventions, et que ces conventions ne sont pas neutres, car elles reposent sur des jugements de valeur implicites. La façon dont sont présentés les chiffres peut servir à soutenir le point de vue de ceux qui les communiquent, et certains sont mieux placés que d'autres pour les utiliser à cet effet, car ils en maîtrisent les conditions de production. Cette expression peut alors signifier une forme de rhétorique : tenter de persuader, d'influencer, de manipuler par des artifices de présentation des chiffres. A contrario, elle peut signifier une forme d'herméneutique des chiffres : chercher à interpréter des signes représentant des nombres, parfois incomplets ou contradictoires. Cette conception symbolique des chiffres peut donner à penser que ceux-ci ont une signification intrinsèque. Il s'agirait de découvrir et de révéler cette signification afin d'élargir notre compréhension des choses. Cet article soutient une position intermédiaire, selon laquelle les

1 Cet article reprend les principaux points d'une recherche doctorale soutenue en juin 2006 à l'Université Toulouse le Mirail (Fauré, 2006) et représentée en novembre 2006 dans le cadre de « L'Ouvroir de REcherche POTentielle » (OUREPO), atelier de recherche organisé par le laboratoire Langage, Organisation, Gouvernance (LOG, Université de Montréal).

chiffres sont parlants lorsqu'ils ont un sens qui est produit en commun entre ceux qui les rédigent et ceux qui les lisent<sup>2</sup>. Entre outil d'action et de compréhension du réel (on fait des choses avec les chiffres) et instrument de gouvernement et d'influence (les chiffres nous font des choses, parfois à notre insu), les chiffres constituent un langage, c'est-à-dire un système de communication, gouverné par des règles, et exerçant une influence structurante sur les représentations et les comportements dans les organisations, de quelques sortes quelles soient : petites ou grandes, publiques ou privées, hiérarchiques ou en réseau...

De nombreuses études ont porté sur la nature communicationnelle – symbolique, linguistique, discursive, performative ou rhétorique – des informations économiques, comptables et gestionnaires (Feldman et March, 1981, Lavoie, 1987, Chanlat, 1990, Miller et Napier, 1993, Mackensie et Millo, 2003, Young, 2003), ou sur le caractère socialement construit des outils de gestion comptable et de contrôle de gestion (Hopwood, 1987, Morgan, 1988, Ahrens et Chapman, 2007). Il existe aussi un ensemble de travaux concernant la construction d'outils statistiques de mesure ou d'indicateurs de gestion vraisemblables, plausibles, qui ne disent pas le vrai, mais qui sont des arrangements, des contrats, des conventions. Ceux-ci ne sont jamais complètement du côté de l'acteur, ni du système (Berry, 1983, Mois-

don, 1997, Boussard, 1998). Tous ces travaux mettent l'accent sur les opérations de traduction, avec leurs trahisons, leurs falsifications, qui s'opèrent lors de la transformation de la rationalité matérielle des activités opérationnelles en la rationalité formelle des indicateurs de mesure. Cependant, à notre connaissance, aucune étude ne s'est attachée à analyser des interactions de face à face où ces opérations s'effectuent et se perpétuent. Le rôle de la parole dans les situations de communication où les chiffres sont présentés, discutés, validés ou rejetés est souvent évoqué, mais jamais étudié empiriquement.

La première partie de cet article est une présentation « pédagogique » de l'École de Montréal et du modèle conversation/texte qui offre un cadre d'analyse pertinent pour étudier de telles situations. La seconde partie mène une analyse du langage des chiffres comme ensemble de texte (les documents comptables, budgétaires, de reporting) et de conversations (les situations d'interactions où ces documents sont élaborés) dans une entreprise du secteur de la construction.

### **L'École de Montréal et le modèle conversation/texte**

Les propriétés organisantes des processus de communication ont été mises en évidence par un courant de recherche dont l'objectif est de mieux comprendre comment les organisations émergent, se reproduisent et se transforment, notamment à travers la réalisation d'actes de communication écrits et oraux

<sup>2</sup> « Sensemaking is about authoring as well as reading » (Weick, 1995, p. 7)

(Taylor, 1993, Cooren, Taylor et Van Every, 2006). Entendons-nous bien. Il existe de multiples approches en sociologie, psychologie, anthropologie, économie et gestion qui abordent d'une façon ou d'une autre cette problématique. Il ne s'agit pas ici de les présenter toutes. Nous voudrions juste montrer en quelques lignes en quoi l'approche développée par cette école est originale et constitue une source d'investigations fécondes.

Le postulat de base consiste à dire que fondamentalement, s'organiser à plusieurs, c'est se parler et s'écrire. Par suite, les processus de régulation, de structuration et éventuellement d'institutionnalisation des organisations peuvent être appréhendés à travers l'étude des articulations entre les conversations et les textes, les communications orales et écrites<sup>3</sup>. Cette conception de l'organisation puise ses origines notamment dans les études anthropologiques de Goody sur l'influence de l'écriture et l'oralité dans l'évolution des sociétés (Goody, 1993). En proposant une focalisation sur deux modes de communication, cette conception permet :

- d'adopter une perspective radicalement empirique sur les phénomènes de communication,
- d'appréhender l'organisation comme un artefact de communication,
- d'offrir un cadre théorique pour penser les phénomènes

---

<sup>3</sup> En fait, la notion de « texte » renvoie à quelque chose de plus large que les seuls écrits dans l'organisation. Il renvoie au narratif et au concept foucauldien de « discours ».

d'autorité trop souvent ignorés dans les études sur les communications dans les organisations

Prenons un organigramme. À première vue, il s'agit d'un document officiel qui décrit les différents postes à responsabilité, les liens qui les lient et éventuellement les personnes qui y sont affectées. C'est une sorte de carte du « territoire » organisationnel avec des fonctions, des rôles et des langages associés : le marketing, la production, la comptabilité... Ces fonctions sont généralement décrites dans d'autres documents ou textes organisationnels (des fiches de postes, de missions, des contrats de travail...). Toute cette matière textuelle, inscrite sur des supports divers, hybrides, pluri référencés, fait système et structure profondément les interactions verbales au travail. Chaque acteur ou groupe doit littéralement parler le langage des textes qui régulent son activité : le commercial parle de ventes et de publicité, l'ingénieur parle de gammes et de modes opératoires et le comptable parle de chiffres et de calculs. Les textes constituent alors la matrice des actes de langage par lesquels les acteurs performant leur représentation organisationnelle.

Cependant, les meilleurs endroits pour « voir un coucher de soleil » ne sont pas sur les cartes et bien des chemins se découvrent en marchant : l'organisation ne se réduit pas à l'organigramme et ses multiples déclinaisons textuelles. Il existe tout d'abord de nombreuses paroles qui échappent à la sémantique des textes, soit parce que certaines choses sont destinées à demeurer « clan-

destines », soit parce que les acteurs peuvent parfois être conduits à sortir de leur rôle, c'est-à-dire à tenir des propos « hérétiques » au regard de leur doctrine professionnelle. Entre ces deux extrêmes que sont le tabou et le blasphème, se dessine un ensemble extrêmement complexe de ressources conversationnelles qui échappent, par définition, à la formalisation écrite, mais sans lesquelles il n'est guère possible qu'une organisation puisse changer. Réciproquement, ce changement ne peut devenir effectif et durable que s'il trouve un jour ou l'autre une manifestation écrite, plus ou moins formelle et officielle. L'organisation est ainsi redéfinie en permanence. Elle est aussi transformée par un travail d'écriture : compte rendu de réunions, notes de service, rapports d'audit, nouvelles directives. Les positions de chaque spécialité professionnelle dans la division de ce travail donnent généralement une assez bonne idée des structures de pouvoir interne.

Nous en arrivons à l'intérêt méthodologique du modèle conversation texte (CT). S'il n'existe pas d'organisation sans parole et sans texte, et si ces deux modes de communication sont les axes privilégiés par lesquels les organisations contemporaines coordonnent l'action collective de multiples entités géographiquement distantes, alors l'analyse des articulations entre ces deux modes de communication doit guider l'investigation. L'hypothèse est que l'étude simultanée des modifications des textes et des conversations permet de rendre compte effica-

cement des propriétés organisantes de la communication. Extrêmement empirique, cette méthode présente l'intérêt de ne pas réifier les notions de pouvoir, d'autorité, de contrôle<sup>4</sup> qu'elle réduit à leurs traces communicationnelles observables. Le pouvoir de X et Y, n'est pas un attribut immuable de X indépendant de Y, mais une propriété de leur relation qui repose sur l'acceptation, consciente ou inconsciente, par Y du pouvoir de X. Il s'exerce quotidiennement et sur le long terme par des actions communicatives écrites et orales. En ce sens, le modèle conversation/texte est aussi un modèle de la construction d'une structure d'autorité : pas d'autorité du texte sans auteur, pas d'autorité de la parole sans porte-parole.

Paradoxalement, alors même qu'ils constituent une des dimensions centrales par lesquelles les organisations contemporaines organisent leur contrôle sur les comportements et les choix de leurs membres (on parle de gestion à distance par les chiffres), les outils de gestion comptable et budgétaire n'ont jamais fait l'objet d'une étude spécifiquement communicationnelle, c'est-à-dire qui s'attache précisément aux modes de communication que ces outils génèrent ainsi qu'aux effets de ces communications sur l'organisation dans lesquelles elles se déploient. Poursuivons donc avec une analyse conversation/texte de ces communications.

---

4 La question des différences/continuités entre ces notions occupe une place centrale dans les travaux précurseurs de Weber, Barnard, Gamson et Etzioni. La place manque dans le cadre de cet article pour exposer les principaux arguments.

## **Le langage des chiffres dans une entreprise de BTP**

Le langage des chiffres est une expression qui désigne toutes les situations de communication (écrite ou orale) où il est question de chiffres économiques, comptables ou gestionnaires dans une organisation. Elle englobe la sémantique des chiffres (les discours, raisonnements, justifications qui les accompagnent) et la syntaxe des chiffres (les opérations logiques que l'on effectue sur eux) : pour parler et écrire des chiffres, il faut des mots et des calculs. On peut remarquer que si sa sémantique est vaste, voire ésotérique<sup>5</sup>, la syntaxe du langage des chiffres est relativement pauvre (la division est la formule la plus compliquée). Les outils de gestion sont de minuscules produits arithmétiques dotés d'une force rhétorique incroyable. La question de la nature pragmatique du langage des chiffres se pose alors : quelle influence exerce-t-il sur les comportements ? En quoi cette influence est-elle organisante ? Par quelles modalités certaines significations des chiffres font-elles autorité ?

<sup>5</sup> Au sens premier du terme les ésotériques étaient les privilégiés qui pouvaient assister aux enseignements de Pythagore, par opposition aux exotériques qui ne pouvaient entendre la voix du maître qu'à travers un rideau. Avec cette institutionnalisation d'une science mathématique, la connaissance s'éloigne des chiffres et de leur ancrage pratique (compter, calculer, évaluer des objets physiques ou des valeurs monétaires) pour s'appliquer à des relations abstraites entre des variables. Science du calcul, la comptabilité et ses multiples facettes (gestion de trésorerie, gestion budgétaire, comptabilité analytique...) a créé un corps d'ésotériques, mais, pour les non spécialistes, le rideau n'est-il pas devenu masque ?

À partir d'une étude de terrain d'un an, étude menée dans une entreprise du secteur de la construction, les deux premières parties présentent les notions de « fabrique du budget » et « d'actes de calcul » qui permettent respectivement de mieux comprendre les règles et les enjeux de la production du texte budgétaire, ainsi que les dynamiques conversationnelles qui parcourent les interactions où ces règles et enjeux sont confrontés, discutés, remis en question, critiqués, réaffirmés... La troisième partie met en évidence l'existence d'une norme informelle « d'esthétique des comptes », sous estimée dans la littérature, qui permet de mieux comprendre les processus d'ajustements et de construction des différents documents budgétaires et comptables entre des niveaux divers de l'organisation ainsi que la façon dont un certain ordre social émerge et se reproduit du fait de ces ajustements.

### **La production du texte budgétaire**

Le travail de terrain a porté sur le processus budgétaire des projets de construction dans deux filiales d'une entreprise française de Bâtiment Travaux Publics. L'analyse s'est appuyée sur des études de documents internes (guides de déroulement d'affaires, fiches de postes, liasses budgétaires...), des entretiens avec les principaux acteurs de la procédure budgétaire d'un chantier (2 directeurs financiers, 2 directeurs d'exploitation, 10 conducteurs de travaux, 3 chefs de chantier, 3 contrôleurs de gestion, l'informaticien, le chef comptable) et des observa-

tions de réunions mensuelles de contrôle budgétaire (30 réunions sur 10 chantiers). Le secteur de la construction présente de nombreuses caractéristiques pour qui s'intéresse aux nouvelles formes organisationnelles. Les modes de rationalisation inspirés du modèle taylorien et mis en œuvre dans les années 60 (standardisation des tâches, préfabrication, production de grandes séries...) ont connu un succès limité du fait d'une double variabilité du procès de travail (variabilité interne de la nature et de la quantité de travail sur le chantier, variabilité externe des marchés et des produits). Les plus-values se situent désormais dans la gestion des interfaces et de la coordination entre des acteurs multiples (architectes, bureaux d'études, gros œuvre, intervenants extérieurs...) sur des temporalités différentes. Les chiffres ont alors pour ambition de constituer un langage commun articulant la conception des projets de construction et leur réalisation, la maîtrise d'ouvrage et la maîtrise d'œuvre, les responsables de projet et le top management de l'entreprise.

### **La doctrine et les formules de calcul budgétaire**

Quatrième du secteur en France, l'entreprise construit des écoles, des mairies, des aéroports pour le compte de maîtrises d'ouvrage privées et publiques. Un budget est un document prévisionnel qui décrit les recettes d'un projet (les devis initiaux plus les avenants éventuels) et ses dépenses (l'étude de prix : salaires, matières, locations...) à différentes étapes des réalisations

(fondations, élévations, toiture, finitions). Document essentiellement interne, il se distingue des documents comptables officiels (bilan et compte de résultat), produits annuellement, certifiés « sincères et fiables » par des experts comptables, et destinés aux partenaires externes de l'entreprise. Malgré leurs différences, les documents comptables et budgétaires sont étroitement connectés : annuellement, lors de la consolidation comptable de tous les budgets des projets, ils doivent coïncider. Une semaine entière est consacrée à ce travail de mise en cohérence des chiffres, en janvier, avant l'arrivée des Commissaires aux Comptes. Nous reviendrons plus loin sur cette articulation entre comptabilité budgétaire et financière, et notamment sur cette étonnante norme d'esthétique des chiffres qui semble guider les contrôles et les expertises en matière de « sincérité et fiabilité des comptes ». Poursuivons l'analyse avec ce document encore proche de la vie matérielle du chantier qu'est un budget. Un budget, c'est tout d'abord un tableau rempli de chiffres. Chaque chiffre se trouve à l'intersection d'une ligne et d'une colonne. Chaque ligne désigne un type de dépenses. Il existe deux grandes catégories de dépenses :

- les dépenses directement affectables à des tâches (appelées « déboursés secs ») : main d'œuvre, acier, béton.
- les dépenses indirectes (appelées « frais de chantier ») : l'encadrement, la grue, les finitions.

Il est significatif qu'à ce niveau de représentation de la réalité

économique du chantier, les mots du métier trouvent encore leur place sur le document. À d'autres niveaux d'agrégation des chiffres, les dépenses sont appelées des charges, et sont classées globalement en charges directes/indirectes. Dans la catégorie charges indirectes peuvent être intégrées d'autres charges complètement extérieures au chantier (frais d'agence, frais de sièges, frais généraux). Cela est vrai au niveau du reporting de la filiale, ainsi qu'au niveau de la première étude de prix présentée au client. Tout le monde manipule des chiffres censés être identiques (des dépenses ou des recettes), mais chaque spécialité professionnelle (management, commerciaux, opérationnels) utilise des façons différentes de les nommer, de les regrouper, de les distribuer. D'emblée, la sémantique du langage des chiffres est donc saisie par des enjeux linguistiques renvoyant à des identités professionnelles. Chaque ligne renvoie ensuite à plusieurs colonnes (le nombre peut varier selon les formats d'écriture utilisés (impression d'un « État » issu du logiciel de gestion budgétaire, tableau élaboré sur Excel) et les utilisateurs du document (qu'ils soient initiateurs, exécuteurs ou cibles de son élaboration (Langley, 1989)). Chaque colonne désigne une signification de la dépense (prévisionnelle, comptabilisée, payée) et des calculs effectués sur sa valeur (ratio, écarts, projections linéaires et affines). Une formule synthétique résume tous ces calculs et permet de faire une simulation périodique du budget final du chantier intégrant les écarts

constatés durant la période entre les dépenses constatées et les dépenses qui auraient dû être réalisées à l'avancement constaté des travaux<sup>6</sup>.

Par exemple, 10 heures de travail sont prévues pour faire 10 m de fondation. Au bout de 5 heures, seulement 2,5 m sont réalisés. Au lieu d'une productivité moyenne de 1 m/h, la productivité moyenne constatée sur la moitié du temps prévu de réalisation de la tâche est de 0,5 m/h (2,5/5). Trois solutions apparaissent : soit cette productivité va s'améliorer, soit elle va se dégrader, soit elle va se maintenir. Si on fait cette dernière hypothèse, il est possible de dire qu'au bout de 10 heures, seulement 5 m seront réalisés au lieu de 10. Deux calculs permettent d'aboutir à ce 5 final :

$$- 5 = \text{temps total prévu} * \text{productivité moyenne constatée} (10 * 0,5)^7$$

$$- 5 = \text{temps constaté} + \text{productivité moyenne constatée} * \text{temps restant à faire} (2,5 + 0,5 * 5)^8$$

Ce qui semble n'être qu'un artifice de calcul est pourtant lourd d'implications pratiques en matière de contrôle, de vérification, d'inspection des comptes. La notion de « temps restant à faire » permet de tester la cohérence entre les dépenses initialement prévues, les dépenses constatées et les dépenses à venir. Cette recherche de cohérence des chiffres par des techniques d'égalisation est très courante dans les méthodes comptables (rapproche-

6 Cette formule correspond à la technique dite du « budget flexible ».

7 Fonction linéaire :  $y = a * x$

8 Fonction affine :  $y = a * x + b$

ment bancaire, circularisation des comptes)<sup>9</sup> ce qui explique l'attachement méticuleux qui est porté à la précision des montants (plus un chiffre est précis, plus il est confortable : si on en trouve un autre identique, il y a de fortes chances qu'il corresponde à la même dépense).

Tous ces termes et ces calculs, dont la connaissance est indispensable pour comprendre la signification de la structure formelle du texte budgétaire n'ont pas été inventés par l'entreprise. De nombreux termes (charges directes/indirectes) font partie d'une sémantique plus large, que l'on trouve dans les travaux académiques, les manuels, les plans comptables. Bien que la doctrine issue de ce corpus de textes soit manifestement présente dans le cas de cette entreprise, les mots de la gestion (Gouadain, 2001) cohabitent avec d'autres termes, d'autres interprétations des calculs. Ces calculs composent la syntaxe du langage des chiffres tel qu'il se manifeste dans la gestion budgétaire de cette entreprise. Cette syntaxe est peu complexe si l'on s'en tient à la nature des opérations effectuées (qui peuvent se ramener à une règle de trois). Sa complexité réside dans l'ordre d'application des calculs, le choix des chiffres pertinents auxquels les appliquer, ainsi que le document adéquat pour les faire valoir. Au total, le texte budgétaire se présente comme un document hybride, pluri-référencé, qui porte

l'inscription (Robson, 1992) de multiples sources externes et internes de l'entreprise en matière d'organisation des comptes.

### **Le texte budgétaire et ses zones d'ombre**

Dans l'entreprise étudiée, le budget est construit par les responsables des chantiers sur la base de l'étude de prix initialement effectuée à partir des plans de l'architecte. Cette étude de prix détaille les principaux postes du budget (main d'œuvre, béton, aciers, encadrements, locations...) sur la base de ratio de tâches (x heures de main d'œuvre et y tonnes de matières pour z mètres de fondation, par exemple). L'enjeu de la transformation de cette étude de prix en un budget opérationnel est de conserver le cadrage financier initial, en y incluant des informations relatives aux équipes de compagnons, à l'ordonancement des tâches et aux délais de paiement (x compagnons pour réaliser les fondations du sous-ensemble y dans un délai de z jours). Bien sûr, cette première opération est lourde d'enjeux.

Un budget, c'est des masses financières, des regroupements de charges. Tout le monde ne met pas forcément les mêmes charges aux mêmes endroits. Il y a des commerciaux trop optimistes et des conducteurs trop gourmands. Le commercial a plutôt intérêt à sous valoriser pour vendre. Le conducteur, il a plutôt intérêt à sur valoriser le coût pour se garder un « matelas de sécurité ». Donc on a souvent des écarts, il faut

<sup>9</sup> La circularisation des comptes consiste à comparer des chiffres censés être identiques sur des documents différents (bon de commande et factures, factures et billets de paiement...)

faire un compromis. (Un directeur financier, février 2004)

Dans l'entreprise, ce « matelas de sécurité » connaît une expression imagée : « faire des prévisions avec du gras ». L'analogie avec les réserves de graisse que constitue le corps en période de disette est suggestive. Le gras est un écart, un différentiel entre les chiffres annoncés et les performances personnellement estimées par les responsables<sup>10</sup>. Comment ce gras est-il formé ? Mensuellement, l'avancement constaté des travaux saisis dans le logiciel par le responsable du chantier est confronté, ligne à ligne, aux enregistrements comptables imputés à l'aide d'un système de codes. Cette façon de faire, qui a été imposée aux conducteurs lors de l'informatisation de la procédure budgétaire, a été présentée comme un outil d'aide à la décision et chaque ligne budgétaire doit être considérée comme un indicateur sur le tableau de bord du pilote du chantier. Mais, en entretien, personne n'est dupe : sous couvert d'une injonction à faire ses comptes, c'est bien de rendre des comptes qu'il s'agit. De ce fait, chacun adopte des stratégies pour pouvoir compenser certaines lignes déficitaires.

J'ai 30 K€<sup>11</sup> de gras supplémentaires dispersés sur les lignes. Après, du gras, il n'y en a pas ou il n'y en a pas. S'il y en a, c'est-à-dire si les dépenses

réelles sont inférieures aux dépenses prévues, on ajuste l'avancement physique du chantier en fonction des dépenses réelles qu'on a préalablement saisies. Comme ça, il n'y a pas d'écarts. (Un conducteur de travaux, juillet 2004)

Le fait de devoir présenter régulièrement un budget selon des normes de subdivision imposées est une perte d'autonomie. Un regroupement de lignes est une zone d'incertitude que le conducteur se ménage face aux gestionnaires. Une zone d'incertitude opérationnelle tout d'abord, puisqu'il ne rend pas compte d'un certain nombre de choix techniques relatifs à la division du travail et à l'échéancier des tâches. Une zone d'incertitude informationnelle ensuite puisqu'un regroupement de lignes constitue à la fois un gain de temps sur le travail de saisie et d'imputation sur le logiciel de suivi d'affaires et un moyen de compenser des pertes potentielles par des gains potentiels, donc de ne pas avoir à se justifier sur des écarts. Une partie de la négociation qui se noue informellement (c'est-à-dire qui n'a pas de trace écrite) durant les réunions concerne donc la structure finalement adoptée du budget, sa granularité. Plus le budget est subdivisé, moins le conducteur a d'autonomie. Quelle subdivision aurait-il spontanément adoptée pour « faire ses comptes » ? Quel travail supplémentaire implique le fait de « rendre des comptes » ? Ces questions animent en profondeur les réunions de ges-

10 Dans la littérature, ce phénomène est appelé « budgetary slack ou bias » : « Budgetary bias is defined as a deliberately created difference between the budgeting actor's forecast about the future ("honest budget estimate") and his submitted budget figure (budget proposal) (Lukka, 1988, 282). »

11 K€ = Kilo Euros = 1000 € (1 € = 1.3 \$ US)

tion<sup>12</sup>. Ces zones d'ombre du texte budgétaire sont rendues possibles par une grande variabilité du document lui-même. Un conducteur de travaux peut avoir dans son disque dur, pour un état donné du chantier, trois ou quatre versions différentes du « budget » selon la date à laquelle il arrête les comptes, selon ses destinataires (le client, le comptable, la hiérarchie...), selon les simulations qu'il veut faire. De ce fait, il est impossible de demander à tout moment une explication exhaustive sur tous les chiffres. Bien souvent le contrôleur ou la direction se contentent d'un contrôle de cohérence, en s'attachant aux gros montants, à leur articulation et à leur proportion. Cependant, des indicateurs indirects de l'existence de ces zones d'ombre ont été mis en place (suivi de la qualité des prévisions des conducteurs sur plusieurs chantiers, nombre d'opérations comptables « sans objets » signalant une manipulation des comptes).

### La fabrique du budget

Instrument de contrôle du travail de chantier, le budget doit être appréhendé comme étant lui-même le résultat d'un véritable travail – un travail d'écriture – c'est-à-dire un ensemble d'activités planifiées, ordonnées et contrôlées visant à produire un certain type de matière textuelle : la liasse budgétaire avec ses codes, ses lignes et ses colonnes de chiffres. L'analyse de « cette fabrique du budget » au sens où Latour parle de la « Fabrique du droit » (2002) permet de souligner l'exis-

tence d'une autre matière textuelle : le méta texte budgétaire constitué par la doctrine budgétaire avec sa sémantique et ses formules de calcul que l'on peut trouver dans les manuels de comptabilité générale et analytique et de gestion budgétaire qui sont autant de textes sur le texte et qui se retrouvent dans les codes de procédure, les guides de déroulement d'affaires, les logiciels de gestion, bref, toute la documentation interne à l'entreprise.

Ces textes internes sont un enjeu. Les acteurs passent du temps à les rédiger et ce nouveau travail d'écriture modifie les champs de compétences professionnelles : le métier de conducteur de travaux implique de plus en plus de tâches administratives, le métier des professionnels du chiffre devient de plus en plus un métier de modélisation et d'interprétation. Une analyse diachronique permet de mettre en évidence le fait que, dans cette division du travail d'invention organisationnelle, certains sont mieux placés que d'autres. Les comptables sont les artisans du logiciel de gestion qui leur permet d'automatiser les chaînes d'enregistrement et de réaliser des gains de productivité dans leur service. De nombreuses procédures découlent de ce logiciel, dont notamment l'obligation d'une saisie unique à la source : le chantier, c'est-à-dire les conducteurs de travaux. Ceux-ci produisent des documents collectifs dénonçant la perte de productivité que cette évolution implique sur le chantier. Cependant, ces textes ne sont ni repris, ni validés, ni diffusés officiellement. Élaboré dans

les années 90, le *Guide de Déroulement d'Affaires* fait toujours autorité. Chaque spécialité constitue des textes, critiquant la procédure existante et proposant des améliorations. En décrivant ce que doit être la procédure, ces textes disent aussi ce que doit être l'organisation dans son ensemble ainsi que la place occupée par la spécialité qui les rédige.

Un budget se présente généralement sous la forme d'un système de tableaux de chiffres référencés les uns aux autres par des codes et des sigles qualifiant les lignes et les colonnes. Il mobilise de nombreux acteurs (chefs de chantiers, conducteurs de travaux, directeurs d'exploitation, contrôleurs de gestion, directeurs financiers, comptables) de profession et de niveaux hiérarchiques différents. Le travail de construction, confrontation, mise en cohérence de toute cette matière textuelle, de ce système de documents hybrides, multi supports et pluri adressés, donne lieu à de multiples situations de parole formelles (réunion de validation de l'objectif de marge prévisionnelle, réunion mensuelle de contrôle budgétaire, réunions de chantiers, réunion de transfert au Service Après Vente) ou informelles (dans les couloirs, au téléphone, sur le chantier...).

Ces situations de communication s'enracinent dans la vie matérielle du chantier, dans son déroulement, ses événements, dans les récits qui en sont faits. Elles sont essentielles pour qu'une signification partiellement (et temporairement) partagée du texte budgétaire puisse se construire. Ce sont elles que nous allons étudier

maintenant. Bien que la procédure budgétaire soit censée garantir l'objectivité des chiffres, la signification de ceux-ci est indexée en permanence à la situation où ils sont mobilisés. En d'autres termes, le langage des chiffres est d'une nature pragmatique : il obéit moins à des critères de vérité qu'à des critères de plausibilité.

### **La nature pragmatique du langage des chiffres**

Dans le jeu formel des écritures comptables, il ne devrait, en théorie, jouer que du constatif : on mesure/recoupe/fiabilise des chiffres et on les transmet. Cet article soutient l'hypothèse contraire : la manipulation des chiffres dans une organisation détient un statut pragmatique élevé. Contrairement à l'évidence, la présence d'un chiffre, tel qu'il peut circuler dans une négociation, ne réduit pas la séquence des énoncés concernés à leur fonction descriptive ou constative ou encore simplement locutoire, selon l'ultime définition d'Austin. À partir de cette hypothèse, on peut proposer l'expression d'acte de calcul pour désigner un énoncé performatif destiné à la fois à accomplir un acte (c'est son objectif illocutoire, selon Austin) et, à travers la proposition chiffrée qu'il exprime, à dire quelque chose de vrai ou de faux en relation à un fait constaté susceptible d'être analysé au moyen d'un calcul.

### **Les actes de calculs**

Le calcul correspond, pour un acte de langage, à sa valeur propositionnelle ou, pour être plus précis et selon la terminologie de Searle (1972),

à son marqueur de contenu propositionnel (par opposition au marqueur de force illocutoire). Dans la négociation, l'énoncé « Je constate un écart de 12 » peut être décrit comme un ordre ou au plan général, comme une manière d'obliger l'interlocuteur à croire vraie la valeur annoncée. L'acte de calcul ne se limite donc pas à la classe des constatifs. Dans la mesure où il pèse, dans les transactions, sur les choix stratégiques, il est en mesure d'être exploité par le spectre le plus large des actes de langage. Notre hypothèse est que, dans certaines conditions de transactions, qui sont celles de la gestion de transactions budgétaires, les énoncés utilisant du calcul, loin d'aménager des pauses constatives dans les activités de production budgétaire, sont, au contraire, les instruments de stratégies pragmatiques susceptibles de réussir ou d'échouer. Les stratégies pragmatiques s'expliqueraient par la quête et l'intégration de savoirs d'experts dans des situations d'urgence et, parfois, de crise. Dans de tels contextes, seuls les actes langagiers, et, en particulier les actes incluant des références chiffrées, seraient en mesure de conférer aux acteurs la possibilité de construire, au niveau micro, des fragments décisifs d'organisation avec, pour avantage, de fixer à l'oral le « nécessaire » de confiance dans des situations de grande incertitude et d'urgence.

La notion d'acte de calcul vise à souligner que les modalités par lesquelles l'énoncé d'un calcul devient ou non « heureux » (au sens où tout le monde s'entend sur une présentation écrite du chiffre des-

tiné à être transmise à autrui) sont diverses, et ne se réduisent pas à la recherche rationnelle du résultat le plus formellement exact. La structure organisationnelle, le système de places et de positions (Goffman, 1987) qu'il est légitime de tenir lors des interactions, font aussi partie des conditions de félicité de cette classe d'actes de langage.

Les événements de parole pertinents pour analyser la nature pragmatique du langage des chiffres sont ceux où s'expriment verbalement un chiffre ou un calcul. Ces événements sont généralement liés à un travail de mise en forme de l'information économique, comptable ou gestionnaire : produire, interpréter et « éditer » un document. Le calcul et ses règles interviennent alors comme argumentaire, justification, ressource conversationnelle lors des négociations orales. Bien que d'autres situations de parole aient pu être analysées dans l'entreprise étudiée (la constitution de l'étude de prix, le transfert au conducteur, la validation de l'objectif de marge, la validation pour transfert au SAV) nous avons centré l'analyse sur les réunions de contrôle budgétaire qui sont un « théâtre » privilégié de mise en œuvre de calculs économiques : elles visent à réunir les conditions qui permettent de mener ces calculs et de leur donner du sens.

Mensuellement, le responsable du chantier (un conducteur de travaux) rencontre son supérieur hiérarchique (un directeur d'exploitation) et le gestionnaire de la filiale (un contrôleur de gestion). L'objectif de ces réunions est de « re prévoir le résultat à fin des travaux

et de comparer ligne à ligne les écarts par rapport aux prévisions initiales afin de mener les actions correctives nécessaires » (*Guide de déroulement d'affaires*, p. 12).

Durant ces réunions, les calculs sont omniprésents. Les façons dont l'activité de calcul est mise en œuvre varient considérablement selon les circonstances et les moyens utilisés (avec ou sans calculatrice, par écrit ou mentalement, ostentatoirement ou à la dérobee) de sorte que l'activité au cours de laquelle le calcul s'exprime peut être porteuse d'un sens différent de la seule recherche du résultat de ce calcul. Ainsi, les calculs ne sont parfois pas menés à bout, ou ils comportent des approximations ou des erreurs qui ne sont pas relevées par les autres participants. Il peut aussi arriver que l'incompréhension ou le désaccord ne soient pas manifestés (crainte de paraître incompetent, manque de temps, lassitude). Dans certains cas, le résultat est déjà connu et le seul but du calcul est de vérifier un chiffre en le retrouvant par une voie différente, ou de montrer qu'on a déjà mené le raisonnement qui le sous-tend. Des opérations arithmétiques simples (addition, soustraction, multiplication, division) ou combinées (calcul de coût moyen, de ratios...) connaissent des modalités d'énonciations orales qui ne visent pas seulement à décrire des étapes de calcul, mais proposent aussi un cadre dans lequel ces calculs ont un sens.

### Analyse d'un acte de calcul

L'interaction suivante a lieu dans un bungalow du chantier entre un

jeune conducteur de travaux (CT) et un contrôleur de gestion (CG). Dans cette interaction, le contrôleur et le conducteur sont en relation fonctionnelle et non hiérarchique. Les transactions, les transferts de valeur entre les partenaires, devraient être essentiellement horizontales. Cependant, pour de nombreuses raisons, le chantier est en déficit. Le conducteur rejette la responsabilité sur le chef de chantier<sup>13</sup>. La réunion dure depuis deux heures et le contrôleur a déjà plusieurs fois demandé des documents qui n'ont pas été fournis. Après avoir examiné les différentes lignes main d'œuvre et aciers, ils abordent le problème du béton. Le calcul de son coût moyen est alors riche de transactions nouées entre l'énonciation orale des chiffres et leur mise en forme écrite.

CG : En définitive, ce sont les 80 m<sup>2</sup> de béton qui coûtent très cher. Si on prend tous les postes, on a :

*Le bloc* :  $80 \times 10 \times 0,9 = 720$ .

*D'accord ?*

*La main d'oeuvre* :  $7 \times 25,6 \times 30 = 5376$ . *D'accord ?*

*Le béton* :  $90 \times 1,08 \times 10 = 972$ .

*D'accord ?*

*La pompe* :  $2 \times 450 = 900$ .

*D'accord ?*

*La redevance* :  $7,5 \times 12 = 90$ .

*D'accord ?*

*L'acier* : 600. *D'accord ?*

CT : Il y a la location et le transport.

<sup>13</sup> Le chef de chantier s'occupe plus spécialement de l'organisation du procès de travail sur le chantier (méthodes et mesure, planning des tâches, gestion des équipes). Il est officiellement le subordonné du conducteur, mais il est souvent plus expérimenté.

CG : Location : 10 jours \* 6 = 60 + transport 100. (Il tape sur sa calculatrice, regarde le résultat de la somme des composantes du coût de l'acier et brandit la calculatrice). On arrive à un total de 8800 euros<sup>14</sup>, par 80 m<sup>2</sup>. (Calculant de tête). Cela fait 110 euros le m<sup>2</sup>! Moi, je peux dire au chef, voilà, votre truc, il coûte, 110 euros/m<sup>2</sup>. Avec ce tableau (il montre du doigt l'opération posée par écrit sur la feuille de papier), tu vois, c'est facile.

Cette énumération prend en fait beaucoup plus de temps que sa lecture ne pourrait le laisser penser. La plupart des chiffres énoncés sont dispersés sur le document présenté par le conducteur et le contrôleur doit les retrouver un par un. Certains proviennent d'autres documents (les quantités qui sont dans le budget matière en quantité, les prix qui sont dans les dossiers de révision des prix). D'autres ne sont écrits nulle part (l'acier). Chaque fois, le contrôleur effectue un calcul avec sa calculatrice et inscrit le résultat sur une feuille de papier en face du nom de l'élément de coût correspondant. Il mène une analyse en coût unitaire chargé du m<sup>2</sup> : il intègre au coût d'achat du béton les autres charges telles que la main d'œuvre, la pompe... En même temps qu'il parle, il construit un tableau à la main qu'il donnera au conducteur. Ce tableau lui sert à convaincre le conducteur. Mais, il le fait aussi pour l'aider à diffuser une pédagogie de gestion auprès des chefs d'équipe : « Avec ce tableau, tu vois, c'est facile, tu peux aller voir le chef ». En d'autres termes, il lui fournit une ressource conversationnelle

future. Cette ressource est de nature économique : « Votre truc, il coûte tant ». En faisant cet acte de calcul, le contrôleur propose une définition de la situation dans laquelle la formule de calcul du coût moyen va circuler, être enchâssée dans des discours tenus en dehors de cette situation de rencontre particulière. En d'autres termes, il propose un nouveau cadre d'interprétation de la formule, et il se positionne comme énonçant une règle généralisable. Une première transaction verticale est donc réalisée ici : le calcul est énoncé pour pouvoir être répété, plus tard, en interne, sur le chantier par un supérieur hiérarchique à son subordonné (le conducteur de travaux au chef de chantier).

Par ailleurs, le contrôleur demande systématiquement au conducteur s'il est d'accord. Cet accord concerne tout à la fois les chiffres retenus pour faire les calculs, les modes de calcul proprement dit et les résultats de ces calculs. S'il prend le temps de s'assurer qu'il est bien compris, c'est pour que son raisonnement ne soit pas remis en question plus tard. Il procède ainsi d'une manière érotématique<sup>15</sup>. Par ailleurs, chaque fois qu'il demande un accord sur un chiffre, le contrôleur demande certes au conducteur s'il est d'accord sur le calcul et le montant, mais il lui signale aussi qu'il a dû rechercher le chiffre en question. Chaque « D'accord ? » signifie aussi : « On est d'accord que le chiffre n'est pas à sa place ». L'évaluation chiffrée est directement déterminée

<sup>15</sup> L'érotématique (méthode socratique) consiste à procéder par questionnements afin de déduire des concessions de l'adversaire la vérité de la proposition que l'on veut soutenir.

<sup>14</sup> Plus exactement 8818 euros.

par les moyens de mesure dont on se dote pour la produire. Ce n'est pas tant de pouvoir dire « le mètre coûte tant » qui est important, c'est le fait de pouvoir réunir tous les documents qui permettent de calculer ce coût, de définir des objets de coûts et des techniques de calcul qui font accord, de telle sorte que le coût ne puisse plus être réfuté par la suite. En énumérant les étapes du calcul du coût moyen, le conducteur réalise un acte de calcul au sens où l'énonciation du calcul vise à proposer une définition de la situation par laquelle les significations en jeu ne sont pas seulement relatives au résultat du calcul, mais aussi au travail de production de l'information nécessaire à ce calcul... et à la division de ce travail.

Bien que s'effectuant entre deux personnes en relation fonctionnelle, la transaction est verticale, car le sens de l'injonction ne fait pas de doute : la prochaine fois, le conducteur devra avoir fait le tableau. En entrant dans le cadre d'interprétation initiée par l'acte de calcul, il peut certes contester le calcul, mais il ne peut contester le fait qu'il soit nécessaire de le mener.

### **Acte de calcul et ordre social**

Saisi dans l'échange dialogique, l'acte de calcul permet de déclencher et de supporter des transactions dont la force contractuelle fonde la dynamique et la substance de l'organisation. Dès lors, l'analyse des transactions réalisées par des actes de calcul montre que les processus communicationnels autour des activités de production de l'information budgétaire reproduisent

des fragments d'ordre social (Fauré et Gramaccia, 2007). En ce sens, la procédure budgétaire contribue à faire exister un ordre social partiel. Cela veut dire que pour s'entendre sur un chiffre, il faut généralement aussi s'entendre sur un cadre d'interprétation de ce chiffre. Chacun propose donc un cadre d'interprétation. Mais en le proposant, chacun définit sa place dans l'interaction. Un contrôleur peut demander à un conducteur des précisions parce qu'il rentre dans sa fonction de la faire. Sa place dans l'interaction est donc celle que lui attribue l'organisation. Si le conducteur peut répondre, l'interaction se réalise dans les règles. Cependant, le conducteur peut ne pas pouvoir répondre. L'ordre social vacille. Il faut trouver une solution : redéfinir la situation de sorte que l'incomplétude de la réponse soit acceptable. Chacun va devoir changer de position, sortir quelque peu de la place que lui attribue l'organisation. Ces changements de position contribuent à produire et transformer l'ordre social interne. Ils sont la matrice des conditions de « félicité » des actes de calcul et des conditions d'autorité du langage des chiffres.

Annoncer un résultat, constater un écart, rappeler une contrainte de coût, s'entendre sur un budget, sont des actes de langage dans lesquels le chiffre – le marqueur propositionnel –, loin de réduire l'énoncé à l'affirmation d'une vérité concernant le réel, ce qui en ferait alors un constatif, ajoute au contraire à sa force illocutoire. L'acte de langage puise donc cette force dans la manière

dont l'énonciateur tire parti de l'effet de vérité que le marqueur chiffré entretient avec la réalité.

L'influence pragmatique de l'acte de calcul réside dans sa capacité à prescrire – sous l'apparence de la description – en décrivant, nommant, désignant les objets pertinents à chiffrer, il les rend visibles, traitables, manipulables, bref il les fait exister ainsi que les contextes dans lequel ils prennent leur sens. Parler de productivité, de compétitivité, de rentabilité n'a de sens qu'en référence à des chiffres, et ces chiffres permettent à ceux qui les énoncent de pouvoir, légitimement et sous des apparences objectives, tenir les discours, les raisonnements et les justifications associés à ces notions. Les cadres d'interprétation, d'explication et de justification des chiffres varient selon la position qu'occupent ceux qui les énoncent dans le système de relations et de rapports qui constituent l'ordre social. Ce système est produit, reproduit et transformé parce que les acteurs se manifestent les uns face aux autres, qu'ils occupent ces positions, notamment en proposant des descriptions de ce qui est ou devrait être et de qui peut dire ce qui est ou devrait être. Ce travail d'énonciation (Bourdieu, 1982) autour de l'activité de mise en forme de l'information, est une des dynamiques par lesquelles les participants produisent et transforment le système de relations et de rapports sociaux qui constituent les formes organisationnelles.

## **La norme d'esthétique des comptes**

Une analyse plus fine de l'évolution de la structure (nombre et regroupements de lignes) et des montants (lignes à lignes et consolidés) des budgets au cours des différentes étapes révèle l'existence d'une régularité clandestine : les résultats sont lissés. Si on essaye de représenter sur un plan l'évolution des résultats mensuels des chantiers, on constate que ceux-ci suivent des courbes anormalement régulières au regard des aléas de la vie du chantier. La courbe bouge à la baisse ou à la hausse en début de chantier, puis se stabilise jusqu'à la fin du chantier où elle connaît une nouvelle variation la ramenant au niveau du résultat finalement constaté (à la hausse ou à la baisse). Selon un directeur financier au langage imagé : « il y a plusieurs schémas possibles : l'atterrissage en douceur, le virage serré, la boule de neige. »

### **Le lissage des résultats**

Cette réduction de la variabilité des résultats annoncés est pratiquée à tous les niveaux de l'organisation : le chantier, la filiale, et jusqu'à la direction de l'entreprise. Dans la théorie financière, ce phénomène est appelé « *smoothing income* » (Trueman et Titman, 1988). Elle est pourtant considérée comme illicite par la doctrine économique, comptable et financière où elle est considérée comme une « manipulation intentionnelle des résultats en vue de réduire la présentation du risque de l'entreprise » (Chalayer, 1995, 102). Aucun texte offi-

ciel ne la promulgue. Il s'agit donc d'une norme informelle, c'est-à-dire élaborée en marge des prescriptions formelles par les exécutants. Elle soulève, parmi les différents métiers qui collaborent à la fabrique du budget, des débats sans fin sur ce qui est vrai ou faux dans les chiffres, sur ce qui est juste ou non en matière de rémunération, sur ce qui est bon ou mauvais pour l'entreprise (la transparence, l'autonomie). Plusieurs motivations sont avancées :

- « Il faut lisser sinon tu envoies de fausses alertes. » (Un contrôleur de gestion)
- « Si tu veux être cohérent au niveau du reporting, il faut présenter une courbe comme ça (il dessine une courbe croissante avec le doigt). » (Un directeur d'exploitation)
- « Le lissage, ça fait partie des moyens par lesquels tu montres que tu es bon. » (Un conducteur de travaux).

À ce stade de l'analyse, le chercheur en est réduit aux conjectures. Qu'est-ce qui se passe ? Comment cette norme est-elle négociée dans le quotidien de la fabrique du budget ? Elle fait partie du langage des chiffres, mais elle n'est pas officielle. Tout le monde la pratique, a des choses à dire dessus et donc des mots pour la nommer et la penser, mais aucun texte n'est produit sur elle. C'est une norme sans auteur, sans rédacteur. Pourtant, en tant que norme, il doit bien exister des situations où elle fait autorité. Comment est-elle parlée ? Qui l'énonce, à qui, dans quel contexte ?

## Analyse d'une réunion

La réunion que nous avons choisi de présenter ici permet de mettre en évidence certains enjeux généralement sous-estimés dans la production des comptes à travers l'analyse d'un échec de communication : la réunion sera reportée. Le chantier (deux bâtiments rectangulaires, de 3 étages pour des entraînements militaires) a commencé il y a un an. Le prix de vente de départ ne prévoyait pas de marge bénéficiaire une fois les frais généraux et les frais de siège couverts. Depuis 6 mois, les re-prévisions mensuelles de marge à fin des travaux se dégradent. À l'heure actuelle, la perte estimée se situe entre 150 000 et 170 000 euros. La réunion se déroule dans le bureau du contrôleur de gestion (CG), un mardi de janvier 2005 en fin d'après-midi. Le contrôleur de gestion et le directeur d'exploitation (DE) sont derrière le bureau du contrôleur. Le contrôleur est devant son ordinateur pour saisir en direct un compte rendu des décisions prises. Le conducteur de travaux (CT) entre et s'assoit en face d'eux. Il a préparé une liasse qui contient les documents édités par le logiciel de gestion d'affaires (budget d'exploitation, main d'œuvre, béton) et qui constitue le document budgétaire. Le directeur d'exploitation et le contrôleur disposent aussi du document validé lors de la réunion précédente. Tout en les saluant, le conducteur remet un exemplaire au directeur et au contrôleur. Ils formulent quelques politesses et prennent chacun leur document. Puis, ils tournent la page de garde et regardent la première

page « Résultat d'exploitation ». La dégradation mensuelle indique - 91 000 euros. D'une perte re-prévue à fin des travaux de 170 000, on passe à 260 000 euros. Le contrôleur et le directeur sont désagréablement surpris. Le contrôleur prend le premier la parole.

CG : Je n'avais pas vu le **chiffre en bas de la page**. C'est quoi ?

CT : C'est le chiffre.

CG : Qu'est-ce qui s'est passé ?

CT : On avait oublié des trucs.

CG : Quoi ?

CT : ... (Silence)

Toutes les réunions ne commencent pas forcément par une question aussi directe. Cependant, cette séquence introductive donne une bonne idée du format conversationnel des réunions de gestion. Le contrôleur et plus tard le directeur posent des questions et le conducteur doit pouvoir répondre. La question est en fait un ordre. D'une certaine façon, le conducteur subit un interrogatoire. Que se passe-t-il lorsqu'il ne répond pas, ou répond de manière incomplète comme c'est le cas ici ? Comment les acteurs en présence vont-ils s'entendre pour définir un cadre où cette non réponse est acceptable et présentable devant des tiers (la hiérarchie, les clients, les partenaires financiers...) ?

Comme nous allons le voir, dans cet échange, le monde matériel du travail de chantier ne sera que peu évoqué. L'objet de valeur de la réunion est bien le « chiffre en bas de la page », celui que tout le monde regarde et qu'il s'agira d'expliquer et de justifier

à la hiérarchie. La compétence technique du conducteur, sa capacité à prendre des décisions sur le chantier ne sera pas mise en question. Par contre, sa compétence de gestionnaire, sa capacité à savoir présenter les chiffres selon les normes et les règles de l'art en matière de gestion budgétaire, va être mise en défaut. Son silence ne va pas durer. Le directeur prend le relais du contrôleur.

DE : **J'ose espérer qu'il y a des erreurs**. C'est tout en Part Propre<sup>16</sup>.

CT : Il y a un peu de casse sur la main d'œuvre.

CG : Il y a 35 K€ sur le béton.

DE : Avec 29 K€ de Reste À Dépenser (RAD) ! ?

CT : Ça doit être ça le problème.

DE : Il n'y a pas un ajustement ?

CG : Le 29, il est sur deux postes et ils ne sont pas avancés.

CT : Si, ils sont à 100 %.

CG : Non, c'est ça ton problème, ils ne sont pas avancés.

CT : Ah oui, il y a eu un problème sur le module budgétaire.

DE : Sur le poste divers, on passe de 21 en décembre à 26 en janvier. Ça fait quand même 35000 F. Plus 13 K€ de main d'œuvre qui font 100 000 F.

**Si tu raisones en Francs, ça fait des gros montants.**

CT : C'est vrai.

DE : Sur la main d'œuvre, tu as 13,7 K€ de RAD. Avec un THM<sup>17</sup> de 24, ça te fait 570 h à faire. Tu as vraiment besoin d'autant d'heures pour finir ?

<sup>16</sup> La partie réalisée en Part Propre d'un chantier est celle qu'effectue l'entreprise maître d'œuvre, par distinction avec la partie réalisée par les sous-traitants.

<sup>17</sup> Taux Horaire Moyen = coût de l'heure de main-d'œuvre

CT : Non. En fait, j'ai besoin de 287 heures.

DE : 287 \* 24, ça fait 7 K€, c'est mieux que 13.

Lorsque l'on ose espérer, c'est que l'on est en droit d'attendre. Le silence du conducteur n'est plus tenable face à la question réitérée par le directeur. Il commence par évoquer le problème de la main d'œuvre, mais le directeur et le contrôleur identifient une erreur dans le chiffrage du Reste À Dépenser. Le RAD est une notion fondamentale en gestion de chantier. Comparé à la part du budget alloué, part qui est proportionnelle à l'avancement constaté des travaux sur le chantier, il permet de faire apparaître des écarts lignes à lignes (acier, béton, main d'œuvre...). Calculés à un instant T des travaux, ces écarts peuvent ensuite être projetés sur la date prévue de fin des travaux afin de fournir une version actualisée du résultat final.

Notons que cette première correction ne concerne pas une tâche sur le chantier ou une estimation de dépense à venir. Confrontés à un chiffre qui annonce de nouvelles pertes, le directeur et le contrôleur cherchent dans un premier temps des erreurs formelles dans la présentation des comptes. Ici, le conducteur a commis une erreur de manipulation en effectuant une saisie en double de 29 K€.

Un autre argument, qui nous éloigne considérablement d'une vision traditionnelle de la rationalité économique sera alors être avancé. Cet avancement concerne le poste

« divers ». Pour mieux faire prendre conscience au conducteur de l'importance des montants en jeu, le directeur effectue une conversion en francs<sup>18</sup>. A l'évidence, ce raisonnement n'apporte rien du point de vue d'une estimation objective des pertes. Par contre, il contribue à renforcer le jugement de valeur selon lequel le résultat présenté est inacceptable (« Si tu raisonnes en francs, ça fait de gros montants »).

Enfin, le cas de la main d'œuvre est abordé. À ce stade de l'interaction, il n'est plus question de savoir quelle est la réalité des pertes. Le directeur et le conducteur se sont forgé une opinion selon laquelle l'estimation présentée était « fausse » et ils cherchent par tous les moyens à la réduire.

Quelle est la vérité de cette estimation ? À travers cet échange, nous voyons que le chiffre, loin de créer un espace « constatif » dans l'univers complexe de la construction, il est au contraire d'un statut pragmatique élevé. Ce dont il question ici, c'est le chiffre « plausible », celui qui rend compte, au sens ethnométhodologique du terme, du sens de l'action qu'il s'agit de représenter. *Hic et nunc*, dans le cadre précis de cette réunion et pour le temps court qui met en présence les participants à la réunion, la promesse du conducteur concernant le nombre d'heures qui restent à effectuer (« En fait, j'ai besoin de 287 heures ») aura valeur de vérité et servira de base aux calculs. Ceux-ci se déploient

<sup>18</sup> Les francs n'existent plus depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2001, mais demeurent une référence.

alors sur des bases où l'information produite n'a de sens qu'indexée au cadre relationnel des acteurs qui la débattent.

DE : Encadrement, c'est le même RAD que décembre. Tu avais dit que tu finirais en janvier, en fait, ça va être février.

CG : C'est ce qu'il avait dit.

DE : Le - 13 en matériel ?

CT : **C'est un regroupement.** Il y a la mini pelle, les 3 K€ de voiries, les 2 K€ de clôture, les 1,5 K€ de sable et puis j'ai un peu provisionné. En plus, il y a les bungalows et le groupe électrogène que je suis obligé de garder et ça n'était pas prévu.

L'analyse se termine. Bien sûr l'examen du document fourni par le conducteur fut plus long que ce que cette retranscription peut le laisser croire. Les participants ont du faire des calculs, rechercher sur des feuilles séparées des informations contradictoires, éventuellement prendre des notes sur un cahier à part. D'une certaine façon, ce qui se donne à voir dans cette négociation et dans la circulation des arguments qui permettent, pour une durée de validité finie dans le temps, de s'entendre sur un chiffre, c'est toute la force performative du discours gestionnaire qui, en disant ce que doit être le « bon » chiffre, dit aussi ce que doit être l'entreprise ainsi que la place que doivent occuper les gestionnaires dans ce « devant être ». En se positionnant, ponctuellement, comme des pédagogues, comme des instructeurs qui cherchent des erreurs dans la copie,

le directeur et le contrôleur plantent un cadre relationnel auquel le conducteur ne peut se soustraire. La gestion devient un élément légitime et attendu de sa compétence.

DE : Bon, on ne va pas tout refaire. Il faut que tu réajustes le RAD sur la main d'œuvre, le divers et l'encadrement. Je ne comprends pas les écarts par rapport au mois dernier. Je sais que ce n'est pas tout de ta responsabilité, mais il faut faire gaffe quand on annonce un chiffre comme ça. Surtout sur la première feuille. C'est ça que tout le monde regarde. À la limite, c'est le seul chiffre important. **Si un jour le patron veut regarder les budgets** pour se faire une idée et qu'il tombe dessus, **il va falloir se justifier.** On ne peut pas dire : « Non, mais là c'est juste des erreurs de calcul ». - 91 K€ dans le mois, **ce n'est pas possible d'annoncer ça.** Bon, il y a 30 qui vont disparaître sur le béton. Sur la main d'œuvre tu passes de - 600 à - 182. Le matériel, si tu laisses - 13 de provisions, il n'y a peut-être plus besoin de RAD. En installation, on casse et en plus on augmente le RAD, il y a peut-être un doublon.

CT : C'est ça, j'ai gardé l'ancien RAD.

DE : Ne te mets pas à poil, mais essaye d'être plus juste. Les 90, ils sont là. Il faut que tu reprennes ta valorisation. Je préfère que tu prennes ton temps, mais que tu le fasses bien. Je sais que tu as d'autres impératifs. On peut attendre.

Ce passage est essentiel pour comprendre la dramaturgie organisationnelle qui se met en place lors

des interactions où les chiffres sont présentés, débattus, finalement acceptés ou rejetés. Le texte budgétaire devient l'objet d'un récit, d'une narration avec un objet de valeur (le chiffre en bas de la page), des personnages et une temporalité. Les chiffres ne sortent pas de nulle part. Ils ont un passé et un futur. La délibération dépend de délibérations antérieures durant lesquelles des promesses ont été faites, des verdicts ont été rendus et des pactes ont été noués. Ici, le directeur projette la délibération dans une situation future où des personnages extérieurs à l'interaction vont intervenir (« Si un jour le patron veut regarder les budgets »). Il fait alors référence à la figure de la direction pour démontrer le caractère inacceptable du chiffre (« On ne peut pas présenter ça »). Pour l'avoir bien des fois observé lors des réunions, ce procédé argumentatif est une ressource conversationnelle courante. Lorsqu'il s'agit de justifier une décision désagréable, de motiver un verdict défavorable, de refuser une transaction, la chaîne hiérarchique est introduite dans la conversation. Respectivement, il est courant que d'autres personnages extérieurs apparaissent comme, adjuvants ou opposants dans les récits qui sont donnés de l'action.

La réunion va se terminer. Elle a été rude pour le conducteur qui a été mis en défaut de production d'information. Sommé de rendre des comptes, il n'a pu donner les éléments nécessaires pour que le budget soit validé pour transmission au niveau supérieur et consolidation dans les comptes de la filiale. Dans un autre contexte, en employant

d'autres ressources argumentatives, peut-être une telle dégradation eut-elle pu être acceptée. Dans le cas présent, son travail est rejeté, la réunion va être reportée. Une sorte de tact conclusif de la part du directeur va permettre au conducteur de « sauver la face ».

DE : Quand est-ce que tu veux qu'on se revoie?

CT : C'est bon, je peux le faire dans la semaine. Vendredi, ça me va.

CG : Moi, à part demain (mercredi), je suis à votre disposition.

DE : Bon, vendredi 15h ?

CG : OK

CT : OK

DE : Tiens, reprends ça et **on fait comme si on n'avait rien vu.**

N'oublions par que cette réunion est une réunion « d'interprètes ». Une forme de complicité est de mise (« On fait comme si on n'avait rien vu »). Paradoxalement, pour que les chiffres puissent prendre un sens partagé, les stratégies dilatoires doivent pouvoir s'exprimer. Bien souvent, les acteurs passent un temps considérable à définir les conditions de vérité du chiffre, les moyens de les obtenir et le moment où on les obtiendra. La décision est souvent une décision de réinformation ou d'attente d'information. Dans l'entre-deux, les choix mûrissent grâce à de nouvelles données factuelles, ils se confrontent à la contradiction d'autrui.

### La mise en scène de la compétence gestionnaire

Échec de communication du point de vue des acteurs, la réunion

analysée plus haut illustre par son résultat négatif l'importance des communications dans le processus budgétaire : que se passe-t-il lorsque les acteurs ne trouvent pas de réponse complète, exhaustive à la question qui se pose dans le contexte de leur rencontre ? Nos observations nous permettent d'affirmer que cette situation n'est pas exceptionnelle, qu'elle est même plutôt la règle. D'une certaine façon, cette réunion est paradigmatique d'une situation courante dont le traitement, dans l'interaction, n'a jamais été étudié à notre connaissance.

La plupart du temps, l'incertitude domine et les acteurs doivent composer avec le flou, l'imprécision. Ils passent alors un temps considérable à « communiquer », c'est-à-dire non seulement à transmettre une information, mais aussi, et peut-être surtout à s'entendre sur un cadre où une signification de cette information, même conventionnelle ou arbitraire, peut-être ponctuellement partagée. Malgré tous les efforts déployés pour standardiser cette information, et pour en automatiser la production, le document budgétaire demeure irréductiblement une « production maison », datée, dont la présentation dépend du contexte du chantier, des enjeux d'autonomie du conducteur, des qualités pédagogiques des gestionnaires. Dans ces conditions, il est nécessaire de « méta-communiquer », c'est-à-dire de préciser le cadre relationnel dans lequel chaque acteur est légitime pour dire ce qu'il dit.

Ce « temps de communication » n'est pas dysfonctionnel si l'on considère qu'une des fonctions latentes de la procédure budgétaire est de constituer une certaine forme de liant organisationnel. Elle instaure de fait, par les procédures qu'elle impose, un certain nombre de situations de communication à distance ou de communication face à face, durant lesquelles un ordre social est produit, reproduit et éventuellement transformé. En communiquant autour des chiffres et de leur vérité, les acteurs communiquent aussi sur l'organisation et sur les formes que ces chiffres doivent prendre pour qu'ils aient une valeur. Dans un monde non monétaire, la notion de budget n'a guère de sens. Dans un système social non hiérarchisé, la notion de gestion budgétaire n'a pas de sens non plus. Chaque acteur de la production des comptes est aussi un représentant d'un groupe avec des rationalités et des logiques propres. Lors des situations de communication où des chiffres sont en jeu, ces « représentants » produisent des discours performatifs sur l'organisation des comptes qui, en disant ce que doit être l'organisation en général, disent aussi ce qu'est leur place dans ce « devant être » (Weber, 1995). En même temps qu'ils parlent du chiffre, ils parlent aussi des conditions de production et de validité du chiffre, c'est-à-dire des règles retenues pour produire l'information budgétaire et du statut conversationnel que leur confèrent ces règles.

Ainsi, la fabrique du budget met-elle en relation l'organisation.

La lente circulation des documents budgétaires et leur consolidation sur plusieurs niveaux hiérarchiques de l'organisation mobilisent de nombreux acteurs aux logiques et aux langages différents qui doivent s'entendre sur un chiffrage ponctuel de l'activité de chantier. Ce chiffrage – l'information budgétaire sous toutes ces formes – est à la fois un moyen de contrôle de l'activité est un moyen d'intelligence pour cette activité. Appréhendée comme un travail à part entière, c'est-à-dire comme un ensemble de tâches formellement identifiées, standardisées et planifiées, la production de l'information budgétaire apparaît comme profondément structurée par cette dialectique du rendre des comptes / faire ses comptes. Par-delà l'estimation contextuelle du résultat du chantier, se dessine tout un champ de délibération autour de l'évolution de la répartition des tâches de gestion ainsi que tout un espace de négociation « clandestine » sur la zone d'incertitude accordée aux conducteurs.

Une exigence implicite d'égalité des comptes doit alors être respectée. Ceux-ci doivent être égalisés deux à deux, c'est-à-dire présenter une symétrie entre des comptes réciproques. En effet, lorsqu'on peut retrouver deux chiffres par deux modes de calcul différents, ceux-ci gagnent en fiabilité. Une grande partie des techniques comptables (rapprochement, circularisation) reposent ainsi sur le respect d'une formule d'égalité : entre l'actif et le passif, le débit et le crédit, entre les prévisions et les réalisations. Dans les réunions, toute

inégalité est une anomalie, une différence qui mérite potentiellement d'être discutée. Or, si une inégalité peut parfois provenir d'une cause matérielle sur le chantier, elle peut aussi résulter d'une erreur d'imputation de la part du conducteur. Dans le premier cas, il convient qu'elle soit convenablement identifiée et expliquée. Dans le second cas, il y a erreur. C'est notamment pour cette raison que les conducteurs sont incités à « lisser les résultats ». Toutes choses égales par ailleurs, un conducteur qui produit ce travail sur l'information, qui pratique ce travail d'écriture sur les chiffres, est perçu comme plus responsable qu'un conducteur qui ne le fait pas. Dans des milieux organisationnels où le paradigme de l'autonomie et de la responsabilité devient dominant et où le langage des chiffres se diffuse dans des domaines sans cesse plus nombreux, cette norme d'égalisation, de symétrie, d'esthétique des chiffres va sans doute prendre une place de plus en plus importante dans l'appréciation de la compétence gestionnaire.

## **Conclusion**

Le langage des chiffres est une porte d'entrée originale et pertinente pour étudier les propriétés organisantes des communications (Cooren *et al.*). Angle aveugle des études en communications organisationnelles, les systèmes comptables et budgétaires, les tableaux de bord et les indicateurs de performance, les dispositifs de gestion à distance par des chiffres constituent pourtant un trait marquant des transformations que connaissent les organisations

contemporaines. Leur extension et leur prolifération concernent des domaines sans cesse plus nombreux de la vie des organisations, petites ou grandes, publiques ou privées. Ils forment et in-forment la plupart des décisions qui y sont prises. Ils structurent spatialement et temporellement les relations entre des acteurs d'appartenance, de niveaux hiérarchiques et de métiers différents. Surtout, ils donnent lieu à de multiples communications formelles et informelles, internes et externes, hiérarchiques et fonctionnelles, écrites et orales.

Dans l'entreprise étudiée, l'autorité des chiffres ne fait pas de doute. À tous les niveaux de « la fabrique du budget » ; du chantier au siège social en passant par les régions et les filiales, et dans tous les services ; du conducteur au responsable de centre en passant par les contrôleurs et les comptables eux-mêmes, chacun rend des comptes. Cette autorité est renforcée par le sentiment partagé qu'il est important de faire ses comptes, que la réflexion économique guidée par le budget comme outil d'aide à la décision est légitime. En effectuant les saisies, les calculs et les raisonnements prescrits, bref, en jouant *dans* les règles du jeu budgétaire, les acteurs constituent le jeu, le rendent jouable, car joué à plusieurs. L'ordre social ronronne, le langage des chiffres exerce son influence structurante. Qu'ils soient dits ou écrits, les chiffres font parler l'organisation qui les produit.

Cela veut dire que pour s'entendre sur un chiffre, il faut générale-

ment aussi s'entendre sur un cadre d'interprétation et un contexte d'énonciation de ce chiffre ; réaliser un « acte de calcul », c'est-à-dire un acte de langage énonçant un calcul. Chacun propose donc un cadre d'interprétation et d'énonciation. Mais en le proposant, chacun définit sa place dans l'interaction. Un directeur peut demander à un conducteur des précisions sur un chiffre parce qu'il est celui auquel on rend les comptes. Sa place dans l'interaction est donc celle attribuée par l'organisation. Si le conducteur peut répondre, « faire parler les chiffres » se réalise dans les règles. Cependant, le conducteur peut ne pas pouvoir répondre. L'ordre social vacille. Il faut trouver une solution : redéfinir la situation de sorte que l'incomplétude de la réponse soit acceptable. Chacun va devoir changer de position, sortir quelque peu de la place attribuée par l'organisation. Ces changements de position, dans l'interaction, contribuent à produire et transformer l'ordre social interne. Ils sont la matrice des conditions d'autorité du langage des chiffres. On peut contester les chiffres, pas le fait qu'il soit nécessaire de les fournir. C'est à partir de cette prémisse que s'exerce une grande part de l'influence du management actuel.

Une sorte de « norme informelle d'esthétique des comptes » semble alors gouverner les choix et les convictions en matière de présentation des documents. Dans un univers où la traduction, l'interprétation, le cadrage sont des opérations per-

manentes, des comptes égalisés, symétriques garantissent une lecture commune, une compréhension a minima entre des acteurs aux logiques et appartenances différentes. Bien que cette hypothèse mériterait d'être étendue à d'autres terrains, on peut supposer que la maîtrise de cette norme constitue un élément de plus en plus prégnant de la compétence gestionnaire.

À travers l'exemple paradigmatique du langage des chiffres tel qu'il s'écrit et tel qu'il se parle, l'intérêt du modèle CT pour appréhender les phénomènes d'autorité apparaît alors clairement. L'autorité, le pouvoir, le contrôle ne sont pas dissociables des modes de communications écrits et oraux par lesquels ils s'expriment. Une analyse simultanée des textes et des auteurs, de la parole et des portes-paroles permet de mettre à jour les processus par lesquels ces modes de communication structurent les cadres organisationnels.

Leur capacité à engendrer et légitimer des situations de communica-

tion sans cesse plus nombreuses fait partie des multiples mécanismes par lesquels les outils de gestion se diffusent ainsi que les idéologies, les discours et les langages qu'ils véhiculent. Ils imposent un rythme, un langage, des modèles de pensée au cœur même de l'interaction. Ils sont un des vecteurs importants de l'irruption de nouvelles ressources discursives dans les communications au travail, de la diffusion d'un nouveau modèle d'autorité et de responsabilité performativement construit. Dans des organisations où la responsabilité individuelle, l'auto-contrôle, l'intériorisation des objectifs formels sont en train de devenir un modèle dominant de comportement (Boltanski et Chiapello, 1999), rendre des comptes devient un impératif informationnel et communicationnel. Il faut non seulement les fabriquer, les produire physiquement, mais aussi maîtriser l'ordre interactionnel qu'ils instaurent, les règles du jeu de la mise en scène des compétences gestionnaires.

## LISTE DE RÉFÉRENCES

- AHRENS, T. et CHAPMAN, C. (2007). Management accounting as practice. *Accounting, Organizations & Society*, 32(1/2), 5-31.
- BERRY, M. (1983), *Une technologie invisible : l'impact des outils de gestion sur l'évolution des systèmes humains*, Paris : CRG.
- BOLTANSKI L. et CHIAPELLO, E. (1999). *Le nouvel esprit du capitalisme*. Paris : Gallimard
- BOURDIEU, P. (1982). *Ce que parler veut dire, Économie des échanges linguistiques*. Paris : Éditions de Minuit.
- BOUSSARD, V. (1998). Les indicateurs de gestion comme construction sociale : l'exemple des Caf. *Recherches et prévisions*, 54, 51-61.
- CHANLAT J.F. et BÉDARD. R. (1990). La gestion, une affaire de parole. Dans J.F. Chanlat (dir.), *L'individu dans les organisations : les dimensions oubliées* (pp. 79-100). Laval : Eska.

- CHALAYER, S. (1995). Le lissage des résultats : éléments explicatifs avancés dans la littérature. *Comptabilité, Contrôle, Audit*, 1(2), 89-104.
- COOREN F., TAYLOR, J. et VAN EVERY. E. (2006). *Communication as organizing Practical approaches to research into the dynamic of text and conversation*, Mahwah, NJ: Lawrence.
- EYRAUD, C. (2003). Pour une approche sociologique de la comptabilité : réflexions à partir de la réforme comptable chinoise. *Sociologie du travail*, 45, 491-508.
- FAURÉ, B. (2006). *Les activités de production de l'information budgétaire : communications organisationnelles et régulations. Le cas d'une entreprise de BTP*. Thèse de doctorat, Toulouse : Université Toulouse le Mirail, Sciences de l'information et de la Communication.
- FAURÉ, B. (2007a). Une approche communicationnelle des outils de gestion et de contrôle. Quels apports pour les SIC ?. *Communication & Organisation*, 31.
- FAURÉ, B. (2007b). La fabrique du budget : quelle mise en relation de l'organisation ?. Colloque AIMS, 9-12 juin, Montréal, <http://www.aims2007.uqam.ca/actes-de-la-conference/communications/FAUREb321>.
- FAURÉ, B. et GRAMACCIA, G. (2007). La pragmatique des chiffres dans les organisations : de l'acte de langage à l'acte de calcul. *Études de communication*, 29, 25-38.
- FELDMAN, M. et MARCH, J. (1981). Information in organizations as a signal and a symbol. *Administrative Science Quarterly*, 26, 171-186.
- Guide de déroulement d'affaires. (1992). Document interne de l'entreprise.
- GOFFMAN, E. (1987). *Façons de parler*. Paris : Éditions de Minuit.
- GOODY, J. (1993). *Entre l'écriture et l'oralité*. Paris : PUF.
- GOUADAIN, D. (2001). Les mots de la gestion. *Gérer & Comprendre*, 66, 58-79.
- HOPWOOD, A. G. (1987). The archeology of accounting system. *Accounting, Organizations & Society*, 12(3), 207-215.
- LANGLEY, A. (1989). In Search of Rationality: The Purposes Behind the Use of Formal Analysis in Organizations. *Administrative Science Quarterly*, 34(4), 598-631.
- LATOURE, B. (2002). *La fabrique du droit : une ethnographie du Conseil d'État*. Paris : Éditions de la découverte.
- LAVOIE, D. (1987). The accounting of interpretation and the interpretation of accounts: the communicative function of the language of business. *Accounting, Organizations & Society*, 12(6), 579-604.
- LUKKA, K. (1988). Budgetary biasing in organizations: Theoretical framework and empirical evidence. *Accounting, Organizations and Society*, 13(3), 281-301.
- MACKENZIE, D. et MILLO, Y. (2003). Construction d'un marché et performance théorique, Sociologie historique d'une bourse de produits dérivés financiers. *Réseaux*, 6(122), 15-61.

- MILLER, P. et NAPIER, C. (1993). Genealogies of calculation. *Accounting, Organizations and Society*, 18(7/8), 631-647.
- MOISDON, J.C. (dir.) (1997). *Du mode d'existence des outils de gestion*, Paris : Seli Arslan.
- MORGAN, G. (1988). Accounting as reality construction: towards a new epistemology for accounting practice. *Accounting, Organizations & Society*, 13(5), 477-485.
- ROBSON, K. (1992). Accounting numbers as "inscription": action at a distance and the development of accounting, *Accounting, Organizations & Society*, 17(7), 685-708.
- SEARLE, J. R. (1972). *Les actes de langage*, Paris : Hermann.
- TAYLOR, J. (1993). La dynamique de changement organisationnel. Une théorie conversation/texte de la communication et ses implications. *Communication & Organisation*, 3, 56-91.
- TRUEMAN, B. et TITMAN, S. (1988). An explanation for accounting income smoothing. *Journal of Accounting Research*, 26(3), 127-139.
- WEBER, M. (1995). *Économie et société, Tome 1*. Paris : Pocket.
- WEICK, K. E. (1995). *Sensemaking in organizations*. London : Sage.
- YOUNG, J. (2003). Constructing, persuading and silencing: the rhetoric of accounting standards. *Accounting, Organizations & Society*, 28(6), 621-638.

# Les non-humains peuvent-ils être des porte-parole?

**Fabrizio LI VIGNI**

Dans ce texte nous proposons l'extension de la fonction de porte-parole, telle qu'elle est décrite par Bruno Latour et Michel Callon dans leur théorie de l'acteur-réseau (*Actor-network Theory*<sup>1</sup> ou ANT, en anglais), aux acteurs non-humains. L'utilité de cette extension réside dans le fait qu'elle expliquerait pourquoi des artefacts tels que, par exemple, des textes écrits ont la capacité d'altérer les équilibres de pouvoir entre les humains.

Dans la première partie de ce texte, nous rappellerons brièvement le concept de porte-parole chez Latour et Callon avec l'exemple de Pasteur (Latour, 2011) et des coquilles Saint-Jacques (Callon, 1986). Dans la deuxième partie, nous avançons notre proposition théorique. La troisième partie s'inspirera d'un ouvrage de philosophie de la communication, écrit par François Cooren (2010), qui nous fournit un support théorique additionnel et plus général. La quatrième partie présente une expérience de pensée qui illustre l'idée exposée ici.

## La fonction de porte-parole chez Latour et Callon

Selon le récit épistémologique classique, Louis Pasteur « a découvert » les microbes pratiquement tout seul par l'entremise de l'immense puissance de son génie. L'analyse de Latour (1983, 2011) nous montre que la situation était

un peu plus complexe que cela. Tout d'abord, il y avait plusieurs acteurs impliqués : les hygiénistes, Pasteur lui-même, les pastoriens, les vétérinaires, les politiciens, les journaux, l'opinion publique, les éleveurs, les vaches, la maladie du charbon, les microbes. Latour montre également que la « révolution » pasteurienne ne se fit pas tout d'un coup, mais qu'elle s'est inscrite dans le mouvement de régénération porté par les hygiénistes dans les années précédentes, qui posait les problèmes et les priorités, qui distribuait les récompenses, trouvait les fonds, construisait les réseaux (Latour, 2011, p. 47). Latour montre ainsi comment le groupe des hygiénistes en est venu à traduire les intérêts et les réussites de Pasteur pour se les approprier et y pendre appui. De son côté, Pasteur est parvenu, selon Latour, à exploiter les buts et le pouvoir, surtout médiatique, de ce groupe en lui donnant, bien qu'avec un langage nouveau, ce que ses membres recherchaient. Cette alliance augmente ainsi la puissance à la fois des hygiénistes et des pasteuriens. Mais ce n'est pas la seule traduction qui a lieu dans le processus : la plus importante est celle de faire des microbes des protagonistes à part entière de l'histoire.

Nous rappellerons brièvement les principes qui fondent la théorie de l'ANT afin de montrer la cohérence de notre proposition avec ces prémisses. Tout d'abord, c'est le principe de symétrie qui amène Latour à inclure parmi les protagonistes les humains

<sup>1</sup> Callon (2006b) la traduit en français par « sociologie de l'acteur-réseau » ou SAR.

comme les non-humains. Le but philosophique de l'ANT est de rejeter la distinction nette entre société et nature. Les microbes ne sont pas seulement des objets passifs, ils ont aussi un rôle actif : dans un certain milieu, ils se développent, alors que dans d'autres ils ne se reproduisent pas. Le mérite de lier la cause de la maladie du charbon à la présence des microbes n'est pas seulement le fait de Pasteur : il revient aussi aux microbes eux-mêmes qui, dans le milieu que Pasteur leur fournit dans une boîte de Petri, commencent à se développer jusqu'à ce qu'ils deviennent visibles. Ils sont par conséquent des protagonistes de l'histoire de plein droit. Mais il y a encore un problème : ils ne sont pas seulement très petits – obstacle contournable –, ils sont aussi muets. Comment peuvent-ils être des protagonistes s'ils ne s'expriment pas ? Pasteur et les pasteuriens leur donnent la parole, en parlant pour eux, en leur nom. Ils montrent l'existence des microbes, ils s'en font les porte-parole, car ils interprètent leurs caractéristiques, leurs préférences relatives aux milieux où ils peuvent vivre et prospérer, leur biologie reproductive, et ainsi de suite.

Dans un travail précédent et fondateur de l'ANT, dédié au triangle « coquilles Saint-Jacques (*Pecten maximus*) / marin pêcheurs / chercheurs du CNEXO », Callon suggère que les scientifiques « font parler » des êtres sans parole, comme les délégués d'un syndicat parlent pour leurs membres. « En effet [...] la négociation entre les coquilles et les chercheurs tournent autour

d'une seule question : combien de larves se laisseront-elles prendre au piège? » (Callon, 1986, p. 194). Une fois que les chercheurs ont compté le nombre de coquilles prises dans les pièges, ils pourront, comme avec le processus démocratique qui élit des représentants, dire si les coquilles s'attachent ou pas aux collecteurs, ce qui leur donnera ainsi l'autorité de parler pour elles. Être porte-parole signifie donc ici faire taire ceux au nom de qui on parle, car on parle à leur place. Cela implique une traduction, laquelle peut être contestée à chaque moment, puisque les humains peuvent recommencer à parler, et les microbes ou les coquilles peuvent se comporter soudainement d'une façon bizarre ou contraire à ce que leurs porte-parole avaient prévu, ou cru, ou voulu faire croire.

### **Les non-humains peuvent-ils être des porte-parole ?**

Dressons à présent la liste d'éléments qui forment la base de notre argumentation. D'abord, l'ANT s'appuie sur le programme fort de David Bloor en partageant le principe de symétrie selon lequel il faut expliquer avec les mêmes termes les vérités et les erreurs tout au long de l'histoire des sciences et des techniques (Latour, 2005, p. 334, p. 352). Mais l'ANT s'en distingue en étendant ce même principe de symétrie (laquelle devient ainsi « généralisée ») au traitement des humains et des non-humains, qui doit être, lui aussi, impartial et équivalent. Si l'on choisit un terme pour les humains, l'on doit utiliser le même pour les non-humains, et vice versa. Avec cette règle, il devi-

ent évident que la distinction entre science et société – que l'ANT veut aplanir – découle d'un traitement asymétrique des acteurs humains et non-humains (Latour, 2011, p. 136). Que penser du rôle de porte-parole ensuite? Le porte-parole parle au nom de ce qui ne peut pas parler, il en interprète, traduit et représente les intérêts (Latour, 2011, p. 292). Mais, en respectant le principe de symétrie généralisée, on peut se demander pourquoi limiter la fonction de porte-parole aux humains? *En suivant ce principe et pour le réaliser jusqu'au bout*, on peut étendre cette fonction aux non-humains. Eux aussi peuvent parler de choses qui ne parlent pas. Si on doit utiliser ces mots – « parler », « ne pas pouvoir parler » – pour les humains, dans le premier cas, et pour les non-humains, dans le deuxième cas, pourquoi ne pourrait-on pas intervertir les termes et donc faire parler des non-humains au nom des humains qui, dans certaines circonstances, ne peuvent pas parler? « Faire parler » est ici entendu de façon ambiguë, pour inclure un texte écrit qui, rigoureusement, n'émet pas de sons. C'est ici le noeud de notre argumentation et c'est pour cela que nous nous référons au principe de symétrie généralisée, qui impose l'usage des mêmes mots à condition qu'ils soient employés de façon « floue », souple.

Notre proposition s'accorde avec les prémisses de la théorie de l'ANT, et s'insère dans sa structure de fond. Qui plus est, nous croyons que le fait de concéder le rôle de porte-parole aux non-humains respecte non seulement le principe de symétrie

généralisée, mais en est aussi l'une des conséquences naturelles. Latour affirme ainsi que « les entéléchies<sup>2</sup> ne peuvent être partagées en “animées” et en “inanimées”, en “humaines” et “non humaines”, en “objets” et en “sujets” car cette partition est toujours le moyen pour une force d'en séduire une autre. » (Latour, 2011, p. 292). Ce sont les acteurs eux-mêmes qui définissent les autres acteurs, les révolutions, les enjeux. Ce sont eux qui établissent, par exemple, ce qui est moderne et ce qui est ancien. Ce sont eux qui déterminent la nature du temps (Latour, 1997), pas nous : si nous le faisons, comme le font les épistémologues que l'ANT veut contrecarrer, cela voudrait dire que nous identifierions a priori la position des vainqueurs. Par conséquent, il faut inclure aussi les non-humains parmi les porte-paroles, précisément pour ne pas tomber dans cette erreur. Ne pas le faire équivaut à opérer une fracture arbitraire, comme de déterminer après coup qui est sujet et qui est objet, qui est primitif et qui est développé. Afin d'honorer cette position, il faut donner une définition plus « ample » du porte-parole, comme l'ANT l'a d'ailleurs déjà fait avec la figure de l'acteur<sup>3</sup> : le porte-parole est un actant qui « parle » (au sens flou, donc aussi de façon engravée, écrite) pour le compte de ceux qui,

2 Entéléchie est un synonyme d'actant, c'est-à-dire quelque chose qui tend par sa propre force vers un objectif.

3 En suivant le sémiologue Greimas, Latour utilise « acteur » en synonymie avec « actant », figure beaucoup plus générique, qui ne se limite donc pas aux humains: un actant est chaque entité capable de changer l'état d'une autre entité.

à un moment donné, ne peuvent pas parler. Les textes écrits, qui sont l'objet de notre propos, sont des énoncés, bien qu'ils ne soient pas prononcés à voix haute. Si la société et la nature forment un hybride unique et indivisible sous forme d'un réseau, tous les protagonistes de cet unique milieu doivent avoir des caractéristiques communes: c'est là la proposition de l'ANT.

Dans *Politiques de la nature*, Latour (2004) attribue la capacité aux non-humains de faire agir les humains: « Les non-humains [...] ne sont pas des objets et encore moins des faits. Ils apparaissent d'abord comme des entités nouvelles qui font parler ceux qui s'assemblent autour d'elles et qui discutent entre eux à leur propos » (p. 104). Mais il s'agit d'une activité passive, comme une sorte de moteur immuable aristotélicien, alors que nous proposons ici un rôle plus actif pour les non-humains. L'ANT ne met pas l'accent sur la possible « autonomie » des non-humains eux-mêmes, donc elle n'envisage pas qu'ils puissent être des représentants, des porte-parole, de plein droit. Une inscription, un modèle, un article, s'ils devaient être des porte-parole, le seraient toujours de non-humains (un article parle d'étoiles, de singes, de microbes, de marchés financiers, etc.). Certes, les articles font en quelque sorte figure de porte-parole des auteurs qui les ont écrits, mais il s'agit d'un acteur qui se fait porte-parole de lui-même à travers un instrument – le déplacement est assez limité.

Nous voulons mettre l'accent

d'abord sur une certaine autonomie du rôle de porte-parole des non-humains-textes, car ils accomplissent un déplacement beaucoup plus grand, et avec une fonction différente, car les humains ne s'auto-affirment pas grâce à un texte, mais par la valeur que quelqu'un d'autre a donnée à ce texte. Deuxièmement, nous essayons de rendre compte de la capacité des non-humains à faire figure de porte-parole pour des humains autres que les auteurs de ces textes. Donc le mouvement, suggéré par l'expérience de pensée dont on parlera plus bas, n'est plus: non-humains (i.e. microbes) ⇨ non-humains (i.e. un article) ⇨ humains (i.e. communauté de scientifiques), mais bien: humains (i.e. un candidat) ⇨ non-humains (i.e. sa liste de publications) ⇨ humains (i.e. le jury).

Nous voudrions rappeler que l'ANT est toujours une injonction à aller sur le terrain: Callon (2006b) écrit que la théorie est « un chantier ouvert et non une construction achevée et fermée [...] » (p. 275). Latour (2007) souligne aussi qu'elle ne donne pas une description valable pour tous les processus empiriques. Au contraire, il y a des événements dont il faut faire le compte rendu: à chaque cas le sociologue doit trouver l'outillage qui convient le mieux, en créant de nouveaux concepts si nécessaire.

### **Les non-humains et la ventriloquie**

Un support conceptuel ultérieur nous vient d'un travail de philosophie de la communication qui, parmi d'autres sources, utilise

précisément celles des *Science & Technology Studies (STS)*, notamment Latour et Callon, et celle de l'ethnométhodologie de Garfinkel. Ceci, tout en ayant des implications non seulement pour l'étude pratique de la communication, mais aussi pour l'anthropologie, et même la politique. Nous nous référons au livre *Action and Agency in Dialogue*, écrit par François Cooren (2010)<sup>4</sup>, qui prend en examen les formes du dialogue, en se concentrant sur un phénomène qu'il appelle « ventriloquie ». Son objectif est de démontrer que, s'il est vrai qu'il est possible de faire des choses avec les mots (en suivant en cela Austin, 1975), il est aussi bien vrai que les choses peuvent nous faire dire des mots (Latour, 2010, p. XIV). La thèse centrale est en effet que le phénomène de ventriloquie, selon lequel un acteur en fait parler un autre à travers la production d'un énoncé, est ubiquitaire (Cooren, 2010, p. 1). La première proposition, dans l'argumentation de Cooren, est que, parmi les protagonistes d'un dialogue, les humains ne sont pas les seuls acteurs à considérer (Cooren, 2010, p. 1). La seconde proposition consiste en ce que le dialogue est toujours un acte de déplacement (dislocation) parce que les acteurs mobilisent constamment d'autres entités qu'ils représentent (Cooren, 2010, p. 2-3). Or, comment les non-humains peuvent-ils agir (car ils influencent des humains)? Cooren définit l'action comme une

transformation d'état opérée par un acteur (2010, p. 17). Normalement cela est attribué aux humains, mais rien de cette définition n'empêche qu'elle soit étendue aux non-humains, puisqu'une transformation d'état n'a pas forcément besoin d'un acteur doué d'intentionnalité pour qu'elle se vérifie. Dire que les poissons ou les plantes respirent ne veut pas dire qu'ils respirent exactement de la même façon que nous humains; également, dire qu'un ordinateur apprend, ne veut pas dire que l'ordinateur apprend comme nous (ce qui est cependant soutenu par les défenseurs de l'Intelligence Artificielle Forte), ni que nous apprenons comme l'ordinateur (ce qui impliquerait une réduction de l'humain à une machine). Cooren utilise simplement les mots dans tout l'éventail de leurs possibilités de signification (2010, p. 19). Donc, si l'on accepte en général que des non-humains puissent agir (« Hubble a découvert telle galaxie »), on peut alors avancer que les textes<sup>5</sup> puissent aussi agir sur les humains, car la communication est une action. Cooren (2010) écrit :

[...] things like documents can be said to convince people. [...] convincing not only is a performance verb [...] but also a speech act, and more precisely a perlocutionary act [...] It is a perlocution in that it implies the interlocutor's reaction to what is said or put forward [...] While Austin and Searle implicitly or explicitly reduce this type of action to what humans

4 Ce livre vient d'être publié en langue française: (2013). *Manière de faire parler. Interaction et ventriloquie*, Lormont, France: Éditions Le Bord de l'eau.

5 Cooren entend par « texte » toute médiation symbolique, pas seulement écrite.

and only humans do, nothing should prevent us from attributing a perlocutionary act to a text. (p. 19-20)

L'action n'est pas une prérogative des humains, comme nous explique Cooren, en accord avec l'ANT : un texte de tout type peut donc être considéré comme un acte perlocutoire, à savoir un acte capable d'influencer la psychologie du récepteur. Reconnaître cela, tout en n'impliquant pas une réduction des humains aux non-humains, ni, à l'inverse, une identification des non-humains aux humains, nous permet de voir que nous agissons de la même façon que nous sommes agis (Cooren, 2010, p. 22). Ce qui amène Cooren à parler d'une nouvelle philosophie de l'action, dans laquelle nos actions sont possibles grâce à toute une gamme de sous-actions et de délégations. Lorsque j'allume la lumière, c'est moi, mais aussi l'interrupteur et le circuit électrique qui accomplissons l'action. L'action est donc partagée (Cooren, 2010, p. 23).

À chaque fois que deux personnes parlent en face à face ou à distance, par la médiation de leur voix ou d'un texte écrit, il y a toute une série d'acteurs non-verbaux qui entrent en jeu et qui parlent pour elles. En ce qui concerne la communication humaine, faisant écho à Derrida (1988), Cooren affirme que chaque acte de communication est, en fait, un acte de télécommunication. Non pas parce qu'il s'agit forcément d'un échange de messages à distance, mais parce que les textes, les intonations, les gestes que nous produisons

parlent *en notre nom* (Cooren, 2010, p. 27-28). Une notice ou une brochure avec des règles peut ainsi agir sur ceux qui y sont assujettis en altérant leur action, en leur faisant faire des choses qu'ils n'auraient pas fait sinon ou en les invitant à éviter de faire d'autres choses. Dire que la notice a fait quelque chose n'est pas seulement une façon de parler. Elle agit aussi parce qu'elle a été conçue par d'autres humains. Les humains qui agissent à cause de la notice, agissent aussi parce que la notice a été écrite et réalisée par d'autres acteurs. Mais désigner comme les seuls « vrais » acteurs les humains, en ignorant la fonction de la notice, ne rend pas justice au fait qu'elle agit effectivement, même si c'est différemment de la façon dont les humains agissent. Cooren écrit que rien n'empêche qu'on voit la notice comme un agent en quelque sorte autonome, malgré qu'elle soit la création d'une personne et malgré qu'elle agisse pour celle-ci (2010, p. 30). Les notices écrites comme « Interdiction de fumer » sont censées produire un résultat, dans ce cas rappeler aux gens de ne pas fumer. Et elles font leur travail sans que personne ne soit là avec elles pour renforcer ou permettre leur action (Cooren, 2010, p. 51-52).

Si nous prenons maintenant la définition de « passion » telle que conceptualisée par Cooren (2010), nous pouvons voir que, à la base de toutes les significations, il y a l'idée générale de quelqu'un ou quelque chose qui est agi, animé par quelqu'un ou quelque chose, que ce soit positivement ou négativement

(p. 58). Or, si l'action est bien partagée, cela signifie qu'il y a toujours action et passion, activité et passivité, et si tout peut agir, tout peut également être agi. Cela signifie que « the chain of agencies not only goes downstream – through the texts that come to speak and act on our behalf [...] but also upstream – through what appears to lead us to do what we do » (Cooren, 2010, p. 66).

La notion de ventriloquie, telle que mobilisée par Cooren, s'éloigne quelque peu de celle, plus classique, qui désigne un art du spectacle où un illusionniste projette sa voix de telle manière qu'elle semble provenir d'une marionnette qu'il manipule. Elle s'applique à n'importe quelle activité de production où le produit agit à son tour sur son producteur (Cooren, 2010, p. 85-86). Par exemple, dans le dialogue Criton de Platon, les personnages sont en réalité au nombre de trois : Socrate, Criton lui-même et les lois d'Athènes, que Socrate fait parler par un acte de ventriloquie, aussi appelé « prosopopée » (Cooren, 2010, p. 87). L'acte de ventriloquie met une distance ou une sorte d'indécidabilité entre l'auteur et son texte, et induit pour le récepteur un doute sur ce que l'auteur croit ou pense (Cooren, 2010, p. 88). Lorsque les textes nous font agir, ou lorsque nous les faisons agir, il peut y avoir une erreur d'interprétation du message lui-même, une trahison dans la traduction: cette distance entre l'auteur et le texte est en concordance avec l'ANT, qui rappelle que tout actant se trouve à l'intérieur d'un réseau où les autres acteurs transmettent, manip-

ulent, transforment plus ou moins consciemment le texte selon leurs caractéristiques, leurs fins, leurs intérêts. Indécidabilité, au moins dans ce cas et dans la perspective de l'ANT, veut dire cela : la chose dite ou écrite peut mettre son auteur dans une position qu'il ne voulait ni ne prévoyait (Cooren, 2010, p. 90). Interpréter, c'est d'ailleurs faire parler (Cooren, 2010, p. 98) – c'est la prérogative du porte-parole selon l'ANT, reprise par Cooren dans son texte. Ce qui est dit est aussi important que ce qui n'est pas dit: l'implicite agit également. Cet aspect nous intéresse parce que dans l'expérience de pensée que nous allons utiliser pour illustrer notre propos, le non-humain-texte qui agit comme porte-parole sera particulièrement sujet à l'aléatoire du réseau dans lequel il se trouvera à agir.

### **Une expérience de pensée**

Nous n'avons pas conduit une étude de terrain. Plutôt, la proposition que nous avançons dans ce travail nous a été suggérée par une « expérience de pensée » que nous avons menée relativement à un cas de la vie quotidienne d'un universitaire. En appliquant le cadre de l'ANT, nous avons mené un exercice mental et nous sommes demandé quel rôle possédait chaque actant dans une situation donnée. Nous sommes aperçu que des actants non-humains pouvaient être conçus comme des porte-paroles. Cette expérience mentale ne se veut pas une démonstration, mais plutôt une illustration de ce qui a été avancé de manière théorique jusque'ici.

Une des choses les plus intéres-

santes de l'ANT est qu'elle naît dans la sociologie des sciences et des technologies, mais ne s'y limite pas. Comme on l'a rappelé plus haut, pour les théoriciens de l'acteur-réseau, la théorie n'est pas achevée une fois pour toutes. Elle offre néanmoins un outillage conceptuel de départ, avec lequel il faut se confronter, et l'on a vu que notre proposition ne contredit pas ces prémisses.

Considérons un groupe d'étudiants à la maîtrise qui postulent à un concours de bourses doctorales. Voilà la liste des acteurs en jeu : les étudiants-postulants; le jury de professeurs; les tuteurs assignés à chaque étudiant; puis les organismes subventionnaires (État, Région, Université); les bourses elles-mêmes (avec leurs calendriers, leurs conditions, leurs salaires); les projets de thèse doctorale de chaque étudiant; le CV de chaque étudiant; le CV de chaque encadrant. Ce sont ici les éléments fondamentaux dans la négociation en question. Il y a peut-être d'autres protagonistes en jeu, éventuellement secondaires, mais faire une liste exhaustive n'est pas notre but à ce moment-ci. Concentrons-nous sur le contenu du CV.

Qu'est-ce qu'il y a dans un curriculum? Les données personnelles; les études faites; les financements reçus (s'il y en a eu); les positions ou les expériences de travail (si elles ont quelque pertinence avec la carrière académique); mais aussi l'annexe contenant les publications (si on en a fait quelques-unes). Chacune de ces sections sert à faire des professeurs du jury des

alliés de l'étudiant, qui doit, avec leur appui, prendre avantage sur les autres postulants avec qui il est en compétition. Un bon dossier doit convaincre le jury qu'il décrit un étudiant qui mérite qu'on y investisse des fonds. Dans ce cadre, du point de vue de l'ANT, le principe de symétrie généralisée est respecté : les protagonistes sont tantôt des humains (les étudiants, les professeurs) tantôt des non-humains (les bourses, les CV). Les rapports de force, la façon de faire des alliés et l'intéressement sont bien présents : chaque étudiant est en compétition avec les autres en cherchant l'appui des professeurs dans le jury, en essayant de les intéresser à son projet, à son cursus tant professionnel que personnel et à ses buts. Le projet de thèse met en exergue les curiosités et les aptitudes intellectuelles de l'étudiant qui veut les approfondir. Cependant, il doit aussi intéresser les professeurs en les convainquant de la cogérence du projet, de sa réalisabilité, de sa nouveauté et de son utilité pour la recherche, pour l'université et même pour la société. Y a-t-il des porte-paroles parmi ces acteurs? Oui, à commencer par le jury des professeurs, qui parlent au nom de l'État (dans le cas des bourses provinciale et fédérale), et en continuant avec les étudiants, qui parlent au nom des objets qu'ils voudraient investiguer. Mais quel est le rôle stratégique des non-humains dans le dispositif?

Un élément qui peut donner un avantage majeur au postulant est la publication d'articles. Quel est leur statut, selon l'ANT? Ces acteurs

non-humains sont des alliés de l'étudiant qui peuvent lui amener d'autres alliés, les professeurs. Mais quel est leur rôle dans le jeu? Quelle est leur fonction exacte? Nous proposons de les considérer comme des porte-paroles. Voici une contre-argumentation probable face à cette posture : les porte-paroles ne sont que des humains, puisque leur fonction est précisément celle de donner la *parole* à qui *ne l'a pas*, donc un acteur qui n'est pas doué de langage ne peut pas l'être. D'ailleurs, dans *La science en action*, Latour (2005) parle des porte-parole comme d'un problème uniquement entre humains:

Avoir affaire à un porte-parole n'équivaut pas à être face à n'importe qui. C'est se trouver face à face non plus avec Jean ou avec le Professeur, mais avec Jean et le Professeur plus les nombreuses choses ou personnes au nom de qui ou de quoi ils parlent. [...] Pourtant la force d'un porte-parole n'est pas si grande, puisqu'il n'est par définition qu'un homme ou une femme dont la parole peut être mise en doute – un Jean, un Professeur, un Davis. (p. 174-175)

Cependant, que font les articles qu'un étudiant a publiés et qu'il annexe à sa demande doctorale à être évaluée par un jury? Précisément, ils parlent (*in sensu lato*) au nom des comités rédactionnels de ces revues dans lesquelles ils ont été publiés. Les membres de ces comités ne peuvent pas parler au moment du jugement de l'étudiant par le jury. Chaque membre du jury ne

peut contacter chaque membre du comité d'une revue, et l'inverse n'est pas possible non plus. Les articles sont porte-paroles, traducteurs, interprètes, représentants du comité de la revue, parce qu'ils expriment le fait que ce comité a donné sa confiance et son crédit à l'étudiant, en acceptant son article. Ils représentent donc cette confiance, ce crédit; ils les retraduisent devant le jury de bourse en un signe de prestige et de valeur attribuée au postulant, afin de déplacer la décision du jury vers cet étudiant et non vers un autre. Les articles font comme si le comité de la revue était présent, lui aussi, face au jury et à côté de l'étudiant. Ces objets relativement petits et inertes ne sont en fait que la pointe de l'iceberg de réseaux grands et puissants. La fonction de porte-parole attribuée aux articles met en lumière leur rôle actif et leur donne de plein droit l'appellatif d'actants. Leur pouvoir d'influence ne serait pas justifié si l'on ignorait tout ce qu'il y a derrière en termes de réseaux, de prestige, de valeur sociale et de puissance.

Latour écrit qu'un porte-parole parle au nom d'actants qui sont muets ou qui deviendraient inaudibles car trop bruyants s'ils parlaient tous ensemble. Dans l'interprétation, il y a aussi toujours une traduction/trahison (Latour, 2011, p. 245). Où est la trahison dans notre cas? Même si le comité rédactionnel d'un journal est, disons, un « distributeur potentiel de prestige », on ne sait pas si, appelé à défendre l'étudiant-auteur au moment de la décision du jury, il lui donnerait un jugement positif pour

la bourse. En ce sens, les articles sont des « représentants » ou des « interprètes » de la volonté du comité, qui est muet puisqu'il n'a pas le pouvoir, ni d'ailleurs l'intérêt, d'intervenir directement sur les décisions du jury. Ce serait tout simplement une ingérence, aussi « trop bruyante » (car un comité est composé de plusieurs personnes), et qui n'est pas prévue par les règles de fonctionnement du processus pour l'assignation d'une bourse doctorale. Pour davantage de force, un actant doit s'adosser à une force plus grande et plus stable que lui. « Même minuscule, la différence de solidité suffit à créer ce gradient de résistance qui les rend tous les deux réels pour une autre entéléchie à laquelle il(s) se mesure(nt) » (Latour, 2011, p. 246). Entre l'étudiant et la revue, c'est bien la revue qui est la plus durable, et la solidité apportée à l'étudiant par cette alliance est mesurée par une troisième entéléchie, qui est le jury.

Latour parle de ceux qui ne peuvent pas parler comme des êtres « muets ». Pour inclure entre eux un comité de revue, fait par des acteurs qui pourraient parler dans d'autres occasions, il faudrait ajouter à « muets » l'adverbe « momentanément ». Le comité est hors-jeu momentanément, il est contextuellement muet au moment où le jury doit juger les candidats. Pour cette raison, il a besoin d'un porte-parole. On pourrait renverser les formes logiques de l'énoncé suivant : « Il n'y a rien qu'on ne puisse réduire au silence et rien non plus qu'on ne puisse faire parler » (Latour, 2011, p. 293). Avec ces deux « rien »,

Latour veut dire qu'il n'y a aucun acteur qu'on ne puisse faire parler à travers des porte-paroles. On pourrait aussi comprendre cette phrase ainsi : il n'y a rien qu'on ne puisse faire parler comme des porte-paroles. C'est seulement de cette façon que le principe de symétrie généralisée peut devenir tout à fait général.

Une fois cette situation analysée avec l'outillage de l'ANT, il nous reste à voir comment la théorie de Cooren s'applique au cas d'un étudiant postulant pour une bourse doctorale. La ventriloquie, comme nous l'avons vu, est un mouvement double qui va et vient en aval et en amont. Des humains, il va aux textes qui parlent pour les premiers (downstream). Par ventriloquie en amont, Cooren entend que les humains « ventriloquent » des êtres au nom desquels ils parlent implicitement ou explicitement : une organisation, un principe, une valeur. Ils peuvent aussi être animés par quelque chose : une émotion, une préoccupation, un texte. Latour, dans la préface du livre de Cooren, l'explique bien : « [...] ventriloquism is inverted: we, the human subjects, are the dummies toward which other entities are projecting their real voices as if they were coming from us » (Latour, 2010, p. XV). Le jury, sur la base des éléments à disposition dans le dossier (CV, articles, etc.), décide – parle – comme si ce qu'il dit venait de lui. La vision d'ensemble n'est pas simplement que des humains agissent sur d'autres humains à travers des textes, parce que ceux-ci agissent de quelque façon par eux-mêmes. Cooren rappelle en outre que la divi-

sion entre les formes de ventriloquie en aval et en amont est de nature analytique, car les deux phénomènes se réalisent toujours en même temps (2010, p. 112).

Pour résumer: le postulant présente ses publications au jury, pour les faire parler en son nom et au nom des comités rédactionnels des revues – le mouvement en aval ou *downstream*. Le jury peut être mû par les publications dans sa décision<sup>6</sup> par rapport à l'attribution de la bourse au postulant –le mouvement en amont ou *upstream*. Il s'agit d'un tout qui est uni et inséparable, où chaque actant est agi, et chaque agi est actant. Cooren écrit en effet : « Communication is ecstatic (in the etymological sense of 'being out of place') in that it is the very nexus where figures with variable ontologies come to be incarnated, embodied, and re-presented, in other words, made present » (2010, p.112).

La question est assez complexe, ce qui n'est pas un défaut : elle fait ressortir davantage l'utilité de tous ces concepts pour une analyse plus profonde des phénomènes sociologiques et communicationnels. Le postulant parle au nom des comités de revue à travers ses publications, tandis que les publications parlent au nom des comités et du postulant, tout en faisant parler en même temps les comités pour le postulant. Il y a donc un mou-

6 Qu'elle soit positive ou négative. En effet c'est ici que la distance entre l'auteur et son texte joue une importance fondamentale. C'est elle qui permet la trahison: le postulant enrichit son dossier de ses publications avec l'intention d'augmenter ses chances, mais ce choix pourrait se révéler insuffisant ou même contre-productif (par exemple lorsque le jury juge ses écrits de mauvaise qualité).

vement multiple, où chaque actant est agi. Le postulant fait parler les publications, mais les publications, grâce à leur pouvoir, font parler le postulant au nom des comités. De l'autre côté, le jury est bien agi par les publications, puisque les comités ne sont pas là et pourtant c'est comme s'ils y étaient. La décision du jury n'est pas compréhensible si nous ne comprenons pas les articles comme étant capables d'accomplir une action, notamment celle de porte-parole. Enfin, si le jury décide de donner la bourse au postulant grâce au nombre et à la qualité de ses publications, il parlera au nom des comités de revue. Par conséquent, le support de Cooren est utile parce qu'il nous donne un autre point de vue pour soutenir notre proposition et enrichir notre argument. Comme Cooren lui-même le dit,

Latour ne s'intéresse pas vraiment à la communication, donc la ventriloquie permet d'apporter une réponse communicationnelle à une prise de position métaphysique (au sens Latourien du terme, s'entend). Il s'agit de prolonger sa réflexion, mais aussi peut-être d'en montrer les limites<sup>7</sup>.

Mais d'ailleurs tout phénomène social n'implique-t-il pas en fait la communication? Le concept de porte-parole n'implique-t-il pas le langage? Même si les disciplines de référence, les langages et les outils conceptuels sont différents, il y a des points en commun entre la proposition de Cooren et la théorie de Latour. Premièrement, l'usage de Cooren des concepts de traduction, d'auteur-ac-

7 Courriel de François Cooren reçu le 07/05/2012.

tant (agent), qu'il remplace par le terme « figure », et de porte-parole (*spokesman*). Deuxièmement, la commune volonté de Cooren et de l'ANT de décrire tout événement participant à l'interaction entre acteurs, pour rendre justice jusqu'au bout à ce qui se passe dans la relation étroite, indissoluble et irréductible entre humains et non-humains, pour contrecarrer la « bifurcation de la nature », telle que dénoncée par Whitehead (1920, cité par Cooren, 2010, p. 170), ou le « grand partage » (Latour, 1997).

Il y a bien d'autres exemples de textes qui peuvent être des porte-paroles et qui correspondent à la « suite » humains ↔ non-humains ↔ humains : les parties des CV dédiées aux études et aux professions, car elles témoignent de ces expériences, des personnes qui ont donné des notes au postulant ou qui l'ont embauché; les ordonnances médicales, car elles rapportent la volonté du médecin de permettre au pharmacien de vendre ce médicament au patient-client; le permis de conduire (ou d'autres types) qui atteste que des personnes qualifiées et expertes nous ont jugés aptes ou en état de conduire (ou de faire autre chose); la justification signée par le parent qui témoigne que l'enfant n'est pas allé à l'école parce qu'il se sentait mal ce jour-là; les versions originales, et les copies authentifiées, des titres académiques; les traductions certifiées conformes, et similia.

## Conclusion

La fonction de porte-parole attribuée aux non-humains-textes enrichit le « parlement des choses », dont Latour parle à la fin de *Nous*

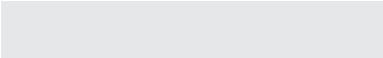
*n'avons jamais été modernes* (1997, p. 197). Ce parlement représente le réseau d'« objet-discours-nature-société » où humains et non-humains cohabitent et créent ensemble le monde hybride dans lequel nous vivons depuis toujours. Le parlement des choses ne peut être complet que si nous y incluons des non-humains étant capables d'agir de façon semblable aux humains. Le principe de symétrie généralisée n'est véritablement général que si les non-humains peuvent faire figure de porte-paroles de la même façon que les humains peuvent le faire pour eux. L'extension de la capacité de « parler » à des actants non-humains peut rendre plus précise et détaillée la description des tentatives d'enrôlement de la part de certains acteurs envers d'autres acteurs, situation qui est aussi toujours une situation de communication. Une telle ouverture conceptuelle desserre des possibilités dont la portée explicative ne pourra être connue que par son application éventuelle à des études de terrain. Vraisemblablement elle pourra aider à mieux comprendre la raison pour laquelle un article, un CV, un document d'identité ou un carnet de conduire peuvent jouer un si puissant rôle dans nos sociétés: ces textes ne pourraient pas exercer autant de pouvoir perlocutoire s'ils ne faisaient figure de porte-paroles au nom d'acteurs extrêmement influents. Compléter ce Parlement n'est pas qu'une question épistémologique; comme le dit Latour, elle est aussi un geste nécessaire pour la démocratie du futur.

## LISTE DE RÉFÉRENCES

- AUSTIN, J. L. (1975). *How to do things with words*. Cambridge, MA : Harvard University Press.
- CALLON, M. (1986). Éléments pour une sociologie de la traduction. La domestication des coquilles Saint-Jacques et des marins pêcheurs en baie de Saint-Brieuc. *L'Année sociologique*, 36, 169-208.
- CALLON, M. (2006a). Quatre modèles pour décrire la dynamique de la science. Dans M. Akrich, M. Callon et B. Latour (dir.), *Sociologie de la traduction. Textes fondateurs* (pp. 201-251). Paris, France : Les presses de l'École des Mines.
- CALLON, M. (2006b). Sociologie de l'acteur réseau. Dans M. Akrich, M. Callon et B. Latour (dir.), *Sociologie de la traduction. Textes fondateurs* (pp. 267-276). Paris, France : Les presses de l'École des Mines.
- CALLON, M. et LATOUR, B. (2006). Le grand Léviathan s'approprie-t-il ? Dans M. Akrich, M. Callon et B. Latour (dir.), *Sociologie de la traduction. Textes fondateurs* (pp. 11-32). Paris, France : Les presses de l'École des Mines.
- COOREN, F. (2010). *Action and Agency in Dialogue*. Philadelphia, PA : John Benjamins B.V.
- DERRIDA, J. (1988). *Limited Inc*. Evanston, IL: Northwestern University Press.
- LATOUR, B. (1983). Give me a laboratory and I will raise the world. Dans K. Knorr et M. Mulkay (dir.), *Science Observed* (pp. 141-170). Londres, Royaume-Uni : Sage.
- LATOUR, B. (1996). *La vie de laboratoire. La production des faits scientifiques*. Paris, France : La Découverte.
- LATOUR, B. (1997). *Nous n'avons jamais été modernes*. Paris, France : La Découverte.
- LATOUR, B. (2004). *Politiques de la nature. Comment faire entrer les sciences en démocratie* (2e éd.). Paris, France : La Découverte.
- LATOUR, B. (2005). *La science en action. Introduction à la sociologie des sciences*. Paris, France : La Découverte.
- LATOUR, B. (2007). *Changer de société, refaire de la sociologie*. Paris, France : La Découverte.
- LATOUR, B. (2010). Who is making the dummy speak ? Dans F. Cooren (dir.) (2010). *Action and Agency in Dialogue* (pp. XIII-XVI). Philadelphia, PA : John Benjamins B.V.
- LATOUR, B. (2011). *Pasteur : guerre et paix des microbes. Suivi de Irréductions*. Paris, France : La Découverte.
- WHITEHEAD, A. N. (1920). *Concept of nature*. Cambridge, MA : Cambridge University Press.

**Marie BÉNÉJEAN**

Pour une approche communicationnelle des processus organisant :  
le cas de la navigation aérienne



**Karolina SWIDEREK**

Production et partage des connaissances : Le système de retour  
d'expérience des contrôleurs aériens (2011)

## Pour une approche communicationnelle des processus organisant : le cas de la navigation aérienne

**Marie BÉNÉJEAN**

De manière générale, les études consacrées au domaine de la navigation aérienne sont principalement le fait de chercheurs et chercheuses en sciences de l'ingénierie, en sciences cognitives ou en sciences du langage. Les recherches en sciences de l'information et de la communication ayant investi celui-ci sont aujourd'hui encore peu nombreuses.

Cependant, ces environnements étant soumis à l'incertitude, à la panne et aux transformations technologiques et réglementaires quasi constantes, les activités de production d'informations et de communication sont essentielles dans la compréhension et la résolution des problèmes, dans la gestion des aléas et dans la prise de décision. Or, dans le domaine aérien (et dans d'autres domaines d'ailleurs, comme, par exemple, le médical), la communication au/de travail a été reléguée au rang de fonction technique de transmission efficace de l'information (Lacoste, 2001). Trop évidente ou trop impalpable, elle a en effet souvent été occultée comme ingrédient indispensable du travail réel et de la coopération (Grosjean et Bonneville, 2011).

Dans son article, Karolina Swiderek propose de sortir d'une vision fonctionnaliste de la communication en s'intéressant plus particulièrement au processus de production de sens

et de partage de connaissances des événements indésirables en confrontant deux systèmes de retour d'expérience des contrôleurs aériens et contrôleuses aériennes. L'analyse qu'elle entreprend porte d'une part sur « le processus officiel de production de la connaissance théorique et pratique de la sécurité et du risque dans les situations inhabituelles telles qu'elles sont mobilisées et produites dans des interactions formelles » (p. 56), et d'autre part sur « les modalités informelles qui prennent la forme d'échanges dans des forums de discussions dédiés aux professionnels de l'aéronautique » (*ibid.*). En inscrivant sa recherche dans le champ de la communication organisationnelle — notamment en prenant appui sur les travaux de Sylvie Grosjean (2007) et sur le cadre théorique de l'École de Montréal (Taylor, 2006) — elle appréhende la communication comme « constitutive de formes d'actualisation des connaissances qui apparaissent dans les interactions et dans les élaborations collectives au cours desquelles la communication devient organisante (Grosjean, 2007) » (p. 58). Une telle approche lui permet de s'intéresser aux dynamiques interactionnelles qui s'opèrent à l'aide de deux dispositifs de retour d'expérience en accordant une place centrale à la forme que prennent les espaces d'échange, de négociation et d'interprétation et à la façon dont ceux-ci permettent aux acteurs de produire

et d'actualiser leurs savoirs. Elle nous montre notamment que, bien que le dispositif officiel de retour d'expérience permette la récolte et le partage de la quasi-totalité des éléments factuels d'un incident/accident, les supports utilisés prennent la forme de fiches et de formulaires standardisés fortement cadrés qui ne donnent finalement accès qu'à un nombre réduit de paramètres en accordant peu de place au contexte. Les interactions qui en découlent se limitent alors à de la transmission d'informations ayant valeur d'instruction (dans les deux sens du terme, il me semble : savoir et ordonner). Les éléments d'analyse qu'elle avance mettent au jour le primat d'une vision fonctionnaliste où la communication n'est envisagée qu'au travers des seuls échanges par lesquels les individus transmettent de l'information. C'est une communication formelle qui est perçue comme une entité distincte de l'organisation et sur laquelle on peut avoir un certain contrôle. Dans cette conception canonique de la communication, la préoccupation principale a trait à l'énoncé qui est produit. L'ancrage contextuel de la communication est ignoré ; seules comptent les propriétés tangibles du message.

Or, Karolina Swiderek montre à travers l'étude des échanges qui ont cours sur les forums de discussion que la construction de sens des situations qui font l'objet d'un retour d'expérience (et, *in fine*, participe d'un partage et d'une actualisation des connaissances) ne se limite pas à la transmission formelle d'un ensemble de données factuelles. En effet, nous dit-elle, « les connais-

sances sont liées aux situations dans lesquelles elles sont mises en pratique, ainsi qu'aux activités des sujets. L'actualisation et la transformation des savoirs et des traces d'expériences émergent de constructions interactives, d'élaborations collectives, de situations dialogiques (Grosjean, 2007) » (p.60). Dès lors, la mise en récit (voire en débat) contextuelle, expérientielle et collective de l'événement permet la production de sens et le partage de connaissances — ce que semble offrir l'espace de discussion du forum. Par ailleurs, l'auteure dévoile qu'un des éléments distinctifs agissant dans la (co)construction du savoir entre le dispositif officiel et le forum tient à la pluralité des acteurs présents en ligne. Sur ce point, je souhaiterais souligner que l'activité des pilotes et celle des contrôleurs-es aériens-nes (et de fait les études les concernant) se sont développées de façon relativement indépendante et cloisonnée alors même qu'ils sont de plus en plus mutuellement dépendants de l'exercice de l'autre et des représentations qui y sont associées. C'est un élément qui me semble d'autant plus important à souligner que l'organisation d'un vol et des communications dont elle dépend relève bien d'une construction conjointe des pilotes et des contrôleurs.

Finalement, sans que l'auteure le mentionne en ces termes, la critique dont il me semble être question porte sur l'hypothèse selon laquelle un processus formel et normalisé serait suffisant pour mener à bien l'activité et faire face aux situations complexes, évolutives et pour par-

tie imprévisibles auxquelles sont confrontés les contrôleurs aériens et contrôleuses aériennes (et les pilotes) — et desquelles ils doivent « tirer leçon ». C'est une « pensée ingénieur » (Scardigli, 2001) dont l'enjeu consiste à identifier puis à anticiper le plus possible l'ensemble des variables susceptibles d'influer sur le fonctionnement de l'activité. Dans cette optique, chaque élément a une fonction précise, un rôle à tenir pour que l'ensemble soit viable. La méthode consiste ainsi à découper les tâches en éléments constitutifs et à rechercher la meilleure façon de les exploiter. Selon Alain Gras *et al.* (1994), les ingénieurs et ingénieures évoluant dans le domaine aéronautique se sont en partie formés selon cette vision du monde. Souvent établis à des postes décisionnels ou au sein de l'administration ou encore parmi les conceptrices et les concepteurs chargés d'organiser la gestion des flux d'aéronefs ou participant aux réflexions sur les postes de travail, ce sont également ces personnes qui vont accompagner le développement des projets d'automatisation de la navigation aérienne (Scardigli, 2001). Le postulat étant que « la mathématique — disons aujourd'hui les sciences exactes et quantitatives — peuvent et doivent décrire tous les rapports entre l'homme et son environnement, depuis la physique du vol jusqu'aux facteurs humains » (Gras *et al.*, 1994, p. 239).

Il me semble qu'un des enjeux de l'appropriation de ces objets d'étude par les sciences de l'information et de la communication consiste à prendre de la distance vis-à-vis du

paradigme fonctionnaliste pour lequel l'organisation est conçue comme un ensemble structuré, objectif et statique, à l'intérieur duquel se déroulent des activités de communication et où les acteurs sont réduits aux rôles d'émetteurs et de récepteurs ; une prise de distance également vis-à-vis de la vision de la communication conçue dans son rôle instrumental, avec un intérêt qui se porte sur la transmission formelle et planifiée des messages. En effet, le sens de l'action ne se situe pas dans de l'organisé a priori, mais se construit localement (Suchman, 1987). Agir ne se limite pas à exécuter un plan préétabli qui serait équivalent en tout lieu et tout moment, mais nécessite d'interpréter la situation afin de s'ajuster aux circonstances particulières et, quelque part, toujours uniques, du contexte dans lequel elle se déroule. Cette contextualisation est en effet nécessaire pour prendre la mesure de ce qui est en train de se dérouler et des actions à mener pour ajuster, résoudre la situation.

Observer et analyser ces situations de communication, comme nous y invitent à le faire les sciences de la communication, permet d'adopter une perspective ethnographique plus située afin de rendre compte des dynamiques communicationnelles dans leurs dimensions organisantes.

## LISTE DE RÉFÉRENCES

- GRAS, A. et al. (1994). *Face à l'automate : le pilote, le contrôleur et l'ingénieur*, Paris : Publications de la Sorbonne.
- GROSJEAN, S. et BONNEVILLE, L. (dir.). (2011). *La communication organisationnelle : approches, processus et enjeu*. Montréal : Chenelière Education.
- LACOSTE, M. (2001). Peut-on travailler sans communiquer ?. Dans A. Borzeix et B. Fraenkel (dir.), *Langage et Travail : Communication, cognition, action*, CNRS Communication, 21-54.
- SCARDIGLI, V. (2001). *Un anthropologue chez les automates : de l'avion informatisé à la société numérisée*, Paris : PUF.
- SUCHMAN, L. A. (1987). *Plans and situated actions: the problem of human-machine communication*. New York : Cambridge University Press.

# **Production et partage de connaissances : le système de retour d'expérience des contrôleurs aériens**

**Karolina SWIDEREK**

Tout un courant de la recherche propose de sortir d'une vision rationaliste de l'acquisition et de la transmission de connaissances en considérant que l'actualisation des connaissances ne peut pas être réduite à une transmission de codes (Brassac, 2004 ; Grosjean, 2007). Ces auteurs considèrent que cette « actualisation » des connaissances est une (re)construction, une transformation de traces d'expériences, d'événements passés qui, à leur tour, permettent de faire sens de la situation présente.

Tout un courant de la recherche propose de sortir d'une vision rationaliste de l'acquisition et de la transmission de connaissances en considérant que l'actualisation des connaissances ne peut pas être réduite à une transmission de codes (Brassac, 2004 ; Grosjean, 2007). Ces auteurs considèrent que cette « actualisation » des connaissances est une (re)construction, une transformation de traces d'expériences, d'événements passés qui, à leur tour, permettent de faire sens de la situation présente. L'apprentissage consiste à réfléchir, agir, se demander pourquoi est menée une action et en parler avec d'autres. Les individus créent leur savoir par la négociation des significations des mots, des actions, situations et artefacts (Gherardi, 2006). Néanmoins, l'automatisation de la circulation et du traitement des informations que nous observons dans

les organisations est souvent basée sur un postulat qui consiste à ramener le processus d'apprentissage aux supposées « simples » actions de formalisation des informations ou de transmission.

Cependant, le développement d'Internet et de nouvelles technologies favorise certains changements. En effet, ces moyens simplifient la participation active des individus au processus de production, de partage de l'information ainsi que d'actualisation des connaissances. Nous nous demandons donc si l'existence des dispositifs d'échange sur Internet, par leur caractère non institutionnel, participent à de nouvelles formes de communication, en intégrant certaines dimensions nécessaires à l'élaboration de savoirs. Quelle est la place d'un système informel, tel que le forum de discussion, auprès d'autres dispositifs plus formels ?

Cette recherche reprend et vise à approfondir le questionnement sur la production du sens dans le champ de la communication organisationnelle. Nous nous concentrons spécifiquement sur les sujets qui traitent des situations inhabituelles. Nous faisons l'hypothèse que les forums peuvent permettre des échanges de connaissances en situations de risque afin de résoudre un problème ou de prévenir un événement semblable dans le futur.

Dans un premier temps, nous nous concentrons sur le processus de partage d'expérience et la (re)con-

struction des savoirs impliquant la participation des acteurs humains et des artefacts. Nous mobilisons, d'une part, le cadre théorique de l'École de Montréal, qui définit la communication comme création et transmission de valeurs, et d'autre part, celui développé par Sylvie Grosjean, qui interroge la production et le partage de connaissances. Ces deux approches sont développées de manière complémentaire. Dans un deuxième temps, nous présentons la démarche méthodologique et le terrain de recherche pour arriver à une première analyse des échanges dans le système officiel et non-officiel de retour d'expérience des contrôleurs aériens. Enfin, nous concluons avec un débat sur les résultats de notre recherche.

### **Principes de l'approche pragmatique de la communication**

Pour problématiser la production de connaissances, nous adoptons une approche pragmatique de la communication dans les organisations. Cette conception considère la communication comme constitutive de formes d'actualisation de connaissances qui apparaissent dans les interactions et dans les élaborations collectives au cours desquelles la communication devient organisante (Grosjean, 2007). Tant le dispositif officiel que le forum en ligne permettent, à leur façon, une mise en commun d'expériences à la fois élaborées et soumises à la controverse. Ainsi, les représentations ne préexistent pas aux situations, mais prennent forme et évoluent dans ces élaborations individuelles et collectives qui

contribuent à produire l'organisation (Berg, 1996).

### **Caractère actionnel du savoir et de la communication**

Cette approche définit l'apprentissage comme un processus social et culturel lié à d'autres activités et expériences. Apprendre c'est réfléchir, agir, penser, ainsi qu'interroger individuellement et collectivement nos actions. Il s'agit de l'actualisation de connaissances mémorisées qui n'est pas une restauration des savoirs mais une (re)construction, une modification de traces d'expériences, d'événements passés dans le but qu'elles fassent sens dans la situation présente (Gherardi, 2006). Les gens créent le savoir par la négociation des significations de mots, actions, situations et artefacts (objets) au cours d'un accomplissement pratique (Gherardi, 2006). Il est important d'interroger la place et le rôle de divers types de médiations dans le processus d'actualisation de connaissances. Nous distinguons les médiations langagières, sous forme de récits, histoires ou conversations, et les médiations artefactuelles, comme des rapports, documents numériques et différents textes.

Suivant cette réflexion, nous tenons à souligner le caractère actionnel du savoir et de la communication qui prend en compte les processus de coopération entre les sujets, de même qu'entre ces derniers et les artefacts (Grosjean, 2011). C'est entre autres dans et par l'interaction que la mémoire perdure (Grosjean et Bonneville, 2009 ; Taylor, 1993). Il faut donc

analyser les aspects dynamiques, constructifs et interactionnels de la communication pour montrer que c'est en construisant discursivement du sens que les interlocuteurs y installent leurs connaissances, les rendent visibles et disponibles (Grosjean et Bonneville, 2009). Il s'agit d'étudier les processus par lesquels se pratique la formation des connaissances, se transforme la mémoire, la façon dont des savoirs passés sont exercés, (re)créés, actualisés pour soutenir les activités présentes. De même, la signification et le sens d'une situation ne peuvent être compris sans contexte, sachant que le contexte lui-même n'est pas donné, mais construit, sélectionné dans ce qui prend force dans l'interaction. Le contexte c'est tout ce qui est extérieur au langage et qui fait partie d'une situation d'interaction : le cadre spatio-temporel, l'âge, le sexe des/du locuteur(s), le moment d'interaction, le statut social des acteurs, des détails de la situation, des outils de grammaticalisation, etc. Tous ces éléments peuvent jouer sur le processus du partage et de la construction des savoirs.

### **Processus de production de sens partagé**

En prenant appui sur la théorie d'apprentissage de Silvia Gherardi (2006), ainsi que sur l'approche pragmatique de la mémoire organisationnelle de Sylvie Grosjean (2007), nous proposons d'éclaircir ce que nous entendons par le processus de production et de partage de connaissances. Tout d'abord, il faut rappeler que cette approche

« traite les sujets, les compétences, les contextes non pas comme des éléments prédéfinis ou donnés à l'avance, mais comme se déterminant mutuellement » (Grosjean, 2007, p. 159). Nous pouvons donc parler de plusieurs dimensions de production de connaissances. Néanmoins, il est difficile de les différencier avec précision car des phases diverses s'entremêlent dans ce processus. Les connaissances sont liées aux situations où elles sont mises en pratique et aux activités des sujets. L'actualisation et la transformation des savoirs et des traces d'expériences émergent de constructions interactives, d'élaborations collectives, de situations dialogiques (Grosjean, 2007). C'est le moment au cours duquel nous construisons les savoirs à la base du vécu, non seulement à partir de notre propre expérience mais aussi de l'expérience des autres pour identifier ce qui peut aider à la compréhension. Nous essayons donc de saisir le sens dans la situation présente, mais aussi dans des situations futures, pour que nous puissions (ré) utiliser les nouvelles connaissances et soutenir les activités futures (résolution de problèmes, prise de décisions, diagnostic, etc.).

C'est l'espace de négociation et d'interprétation où s'actualisent et se produisent les savoirs qui nous intéressent dans ce processus. C'est là où peuvent intervenir des évolutions éventuelles des valeurs professionnelles qui guident le comportement. Une critique des savoirs déjà existants peut être suscitée et

introduire des changements dans la perception de situations.

### **Problématique**

Dans le milieu du contrôle aérien, les dispositifs de retour d'expérience sont fondés sur l'analyse des incidents, de façon à prévenir les accidents en renforçant les protections existantes à tous les niveaux d'activités, tout en faisant en sorte que les contrôleurs apprennent des erreurs des autres et qu'ils puissent les éviter dans leur travail futur. Cependant, il semble que dans ce système très formel, la plus grande importance ait été accordée aux messages et à leur transmission. Dans cette organisation du retour d'expérience (REX), l'interaction entre les spécialistes de l'analyse des événements et les contrôleurs repose essentiellement sur des supports formalisés tels que des fiches de notification d'événement et des analyses. Or si l'on se réfère aux approches précédemment évoquées sur les conditions de production des connaissances, il convient de considérer que les contrôleurs les confrontent avec leur propre expérience et les connaissances qu'ils maîtrisent déjà. Ces professionnels sont amenés à mettre en question tout ce savoir en le liant avec la situation actuelle, qui exige une nouvelle résolution de problème déjà survenu ou similaire à celui qui est arrivé dans le passé. Ils mobilisent les connaissances pour créer le sens de la nouvelle situation, sachant qu'une situation à risque se reproduit rarement de manière identique.

Au-delà des pratiques profes-

sionnelles qui conduisent les contrôleurs à interagir au quotidien, nous proposons de questionner la coproduction de sens entre ces professionnels de l'aéronautique au travers des échanges portant sur les événements de risque. Nous faisons l'hypothèse que le système officiel de retour d'expérience ne prend pas en charge des aspects importants requis par la production de savoirs relatives aux situations à risque, ce qui explique qu'il soit accompagné par un ensemble de démarches entreprises par les salariés, sous la forme notamment des interventions dans les forums.

### **Méthodologie de recherche**

Pour approfondir cette problématique, nous entreprenons une démarche compréhensive. Tout d'abord, pour bénéficier d'une connaissance nécessaire à l'analyse des incidents à partir de cas réels, nous effectuons une analyse de textes officiels traitant des règles de sécurité en aéronautique. Ensuite, grâce à des observations dans une tour de contrôle et à des entretiens auprès de professionnels de la Subdivision de Qualité de Services, nous voulons saisir le système officiel du REX et ses dispositifs. Il s'agit de voir comment les contrôleurs aériens emploient les dispositifs du REX, comment ils construisent du sens au cours de réunions officielles proposées par d'autres entités, comme la subdivision Qualité de Service/Sécurité. Cela nous permettra de saisir la dynamique des échanges ainsi que ce qui peut favoriser ou entraver la coproduction

de connaissances entre les professionnels de l'aéronautique.

En même temps, nous étudions un forum de discussion dédié aux professionnels de l'aéronautique en tant que support technologique de remémorisation, d'actualisation, de (re)construction et de transformation des savoirs. Nous allons nous focaliser sur l'étude du contenu du forum pour voir dans quelles situations les professionnels de l'aéronautique l'utilisent pour échanger. Il s'agit aussi de comprendre ce qui se joue dans ces échanges et ce qui peut favoriser ou entraver leur développement et efficacité.

Néanmoins, il est nécessaire de compléter et confronter les observations et analyses faites à partir des forums avec d'autres méthodes. Notre principal outil de production des données est l'entretien approfondi auprès de contrôleurs (dont certains contribuent sur les forums). L'objectif est de répondre aux questions qui se posent autour de notre problématique, telles que la connaissance et l'utilisation des outils du REX ainsi que la façon dont prend forme l'apprentissage dans les échanges via le forum. Ceci afin d'interroger leurs formes de contribution au regard d'autres dispositifs plus formels tels que les dispositifs de retour d'expérience.

### **Système officiel du retour d'expérience**

Le système de retour d'expérience vise à favoriser le partage d'expérience parmi les acteurs d'une organisation afin que chacun puisse en tirer parti dans son travail quotidien. Dans

le milieu du contrôle aérien, le but est d'assurer le retour d'expérience auprès des contrôleurs suite à l'analyse des incidents afin de prévenir les accidents, en renforçant les protections existantes à tous les niveaux du système. Ceci afin d'éviter que des situations du même type ne se reproduisent pas, et que les contrôleurs apprennent des erreurs des autres.

Ce système s'établit à trois niveaux : international (Eurocontrol), national (en France, Direction Générale de l'Aviation Civile) et local. Dans cet article, nous nous intéressons particulièrement à l'organisation du REX au niveau local et au travail d'une cellule Qualité de Service/Sécurité du Service de la Navigation Aérienne. Cette subdivision essaie de répondre aux questions : « que s'est-il passé ? », « comment cela est-il arrivé ? », « qu'aurait-il pu arriver ? », etc., en utilisant des informations rassemblées via divers équipements et logiciels. Les spécialistes de sécurité représentent le processus de retour d'expérience sous la forme classique en matière de gestion des risques, c'est-à-dire une « boucle sécurité », dans laquelle s'enchaînent plusieurs phases : le recueil d'événements, l'analyse de l'événement, les actions correctives et préventives puis la propagation de l'expérience acquise (la diffusion d'un document REX).

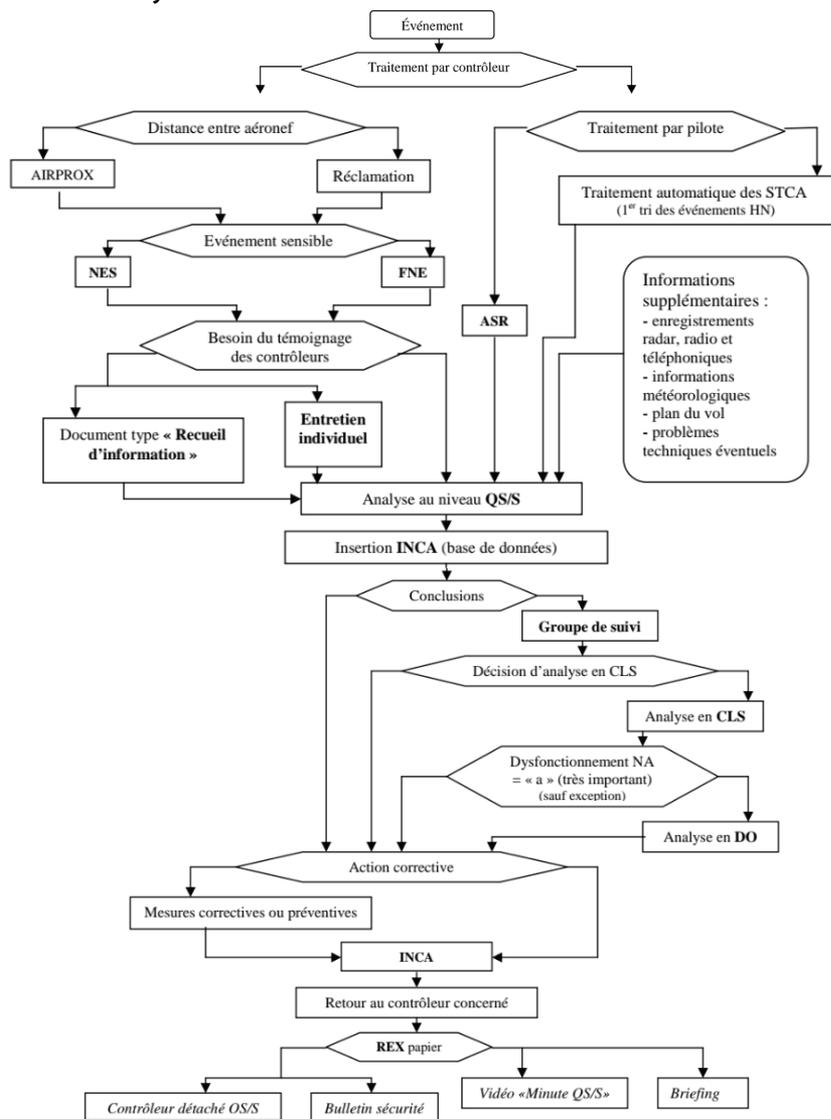
### **Traitement des événements de sécurité**

Pour mieux comprendre le processus de recueil d'informations et d'analyse des événements, nous avons construit un organigramme

du système officiel de retour d'expérience à partir du *Manuel de Traitement des Evénement de Sécurité* et des renseignements auprès des membres de la QS/S. Grâce à cette représentation schématique, nous pouvons voir toutes les étapes de traitement d'un événement in-

désirable, à partir de la notification jusqu'aux actions correctives et l'élaboration d'un REX papier. Nous nous intéressons plus spécifiquement à trois étapes dans ce processus : le recueil d'informations, l'analyse et le retour d'expérience, ainsi que ce qui vient les équiper.

### Système de traitement des événements sécurité



Concernant la collecte d'informations, suivant les documents officiels (ESARR<sup>1</sup>), tous les événements au cours desquels la sécurité a été mise en jeu doivent être repérés et analysés. Il existe plusieurs moyens de rassembler les informations sur les incidents. Dans le cas d'incidents qui concernent un contrôleur, ce dernier doit remplir des formulaires tels que la Fiche de Notification d'Événement (FNE) ou la Notification d'Événement Sensible (NES). Ces fiches, remplies à la main, sont composées de champs prédéfinis tels que : date, heure, position de contrôleur, fréquence radio, type d'événement, informations concernant les aéronefs, ainsi qu'une case consacrée à la description d'événement. Les fiches ne sont pas anonymes au niveau local, le contrôleur indique son numéro d'employé et d'équipe. L'auteur reste alors repérable. Si l'analyse nécessite d'autres informations, la subdivision peut demander au contrôleur de produire un « Recueil d'information », sinon un entretien est réalisé (non pratiqué par les spécialistes de la QS/S étudiée, obligatoire à partir du janvier 2011). Les pilotes disposent d'un *Air Safety Report* (ASR), une fiche similaire à celle des FNE et NES.

La QS/S recueille aussi les enregistrements issus des systèmes de détection automatique d'événements, tel que *Short Term Conflict Alert* (STCA), les enregistrements radar, radio et téléphoniques, les

informations météorologiques du jour concerné, les données de plan de vol, les problèmes techniques éventuels ainsi que les témoignages des contrôleurs concernés. Cette subdivision a accès à la grille de présence du personnel en salle de contrôle et à une base de données nationale (INCA) qui contient l'enregistrement de tous les événements notifiés et des résultats d'analyse, en l'occurrence la codification des causes identifiées, le suivi de leur traitement, le suivi des mesures correctives associées.

Les événements peuvent être analysés aux trois niveaux selon leur gravité. Au niveau local ce sera fait par la subdivision QS/S, en Commission Locale de Sécurité (CLS). Au niveau national ce sera fait par la Direction des Opérations (DO). Les objectifs de ces instances sont de procéder à l'analyse détaillée des événements (déterminer les causes de chaque événement, classifier la gravité ATM globale et le dysfonctionnement de la navigation aérienne) et de proposer les mesures destinées à éviter le renouvellement de l'événement.

La plupart des résultats du REX apparaissent sous format papier, tels que le « Bulletin Sécurité » ou « Contrôleur détaché QS/S » qui traitent des événements concrets et qui donnent des corrections et des conseils en analysant les éléments détaillés avec la chronologie des faits, des schémas, des captures d'écran et des radars scannés. Un autre dispositif est la « Minute QS/S », une vidéo constituée de quelques diapositives qui présente

<sup>1</sup> Les ESARR sont des exigences réglementaires d'Eurocontrol applicables dans tous les États de la CEAC (Conférence Européenne de l'Aviation Civile).

un événement concret. Elle est disponible sur Intranet, depuis n'importe quel ordinateur du centre du contrôle. Sinon, les données rassemblées dans la phase d'analyse sont exploitées par la subdivision Instruction. Elle organise deux types de stages qui sensibilisent les contrôleurs au REX : « Maintien de Compétences » et « Formation aux situations Inhabituelles en Route ».

### **Dynamique des échanges dans le système REX**

Dans le cadre de notre questionnement sur l'apprentissage et le processus de production et du partage de connaissances, nous interrogeons la dynamique interactionnelle autour du REX. Quels sont les enjeux qui favorisent ou entravent les échanges dans ce processus d'apprentissage organisationnel ?

### **Nature de la communication**

Nous avons précisé dans la première partie de ce document que la communication peut être médiée de deux façons : par l'usage du langage et par la manipulation d'artefacts présents dans l'environnement de l'interaction. Dans le cas du système officiel du REX, nous observons la domination de la communication à travers les artefacts, donc la médiation dite artefactuelle. Les supports proposés par les institutions qui assurent le REX sont des textes très formalisés (par exemple : fiches de notification d'événement, formulaires, retour d'informations aux personnes intéressées et analyses). Ils favorisent l'émergence de représentations fondées sur un nombre réduit

de paramètres et accordant peu de place au contexte. Le but est de rassembler un ensemble d'informations précises, compte tenu des méthodes utilisées pour l'analyse, et de produire des textes ayant valeur d'instruction. L'interaction est réduite aux moments de transmissions d'information. Les fiches sont transférées à la QS/S qui procède à une analyse. La subdivision renvoie ensuite une réponse personnalisée au contrôleur concerné ou diffuse les résultats d'enquête auprès des contrôleurs. Suivant cette analyse, nous pouvons constater que la priorité est accordée aux messages et à leur diffusion.

Pour Taylor (1993), le transfert de messages n'est que la manifestation superficielle d'un échange plus profond. Il comprend plutôt la communication comme la création et la transmission de valeurs d'une personne à une autre. Dans un échange il faut spécifier à la fois les partenaires de l'échange, les biens à échanger, les droits et les obligations de chaque partie dans les interactions présentes, futures et passées.

Selon les membres de la QS/S eux-mêmes, les contrôleurs n'ont souvent pas le temps (ou peut-être l'envie) de lire tous ces documents : (... ) quand il y avait un Rex, un compte rendu, une CLS, tout ça on mettait sur intranet mais... mais les gens ne les lisent pas. Peut-être c'est dû un peu au fait que quand ils sont en pause, ils n'ont pas envie de lire ça et peut-être aussi qu'en vigie il y a qu'un seul écran pour ça.

Les professionnels du risque en ont conclu qu'il pourrait être utile de trouver un support de diffusion qui attire mieux l'attention. D'après certains, les contrôleurs qui travaillent avec les ordinateurs et les radars seraient plus sensibles à la visualisation d'un événement qu'à son récit dans un article. Les spécialistes ont donc décidé de mettre en avant l'aspect visuel au travers de supports multimédia, tel que « Minute QS/S », pour stimuler leur attention.

Un autre problème de ce système est le manque de discussion entre les experts et les contrôleurs :

On a toujours le problème de joindre le contrôleur. Le contrôleur soit quand il est ici, il travaille, quand il est chez lui, il est de repos. Entre les deux... voilà. Alors l'appeler chez lui quand il est au repos, ça... s'il refuse parce que... bon, il veut pas être embêté avec les problèmes de travail. Quand il est ici, il est sur la position de travail donc on va pas aller non plus lui parler d'événement (...). Donc c'est un peu la difficulté... » Un autre membre de la QS rajoute : « (...) quand je suis là [à la vigie], effectivement ils me posent des questions relatives au travail, (...) sur des dernières consignes, sur les dernières FNE, sur ce type de choses. Mais après ils sont entre eux... (...) soit ils se reposent, soit ils vont voir la télé, ce genre de choses, ils vont lire des consignes, mettre à

jour le manuel d'exploitation. Mais je pense pas que, je suis sûr, je suis sûr que pendant les pauses... c'est pas forcément le lieu d'échange.

Il n'est pas difficile de remarquer que l'espace de négociation et d'interprétation est peu valorisé dans le REX. La plupart des conversations ne sont pas directes, elles sont médiatisées par des formulaires, des courriels ou éventuellement par téléphone. Nous avons aussi précisé dans la partie précédente que les entretiens face à face ne sont pas une pratique courante. Même pendant les CLS, au cours desquels l'ordre du jour et la prise de parole sont définis en avance, les échanges restent formels, on observe peu de spontanéité. Cela ne change guère pendant les réunions du Groupe de suivi qui sont organisées au niveau local par la QS/S. Ces rencontres ont pour but d'ouvrir l'espace à la discussion et aux explications des éléments faisant controverse. Tous les participants sont invités à prendre la parole et à spontanément s'introduire dans la conversation. Cependant, dans les deux cas, les interventions semblent limitées aux seules personnes choisies par la QS/S.

### **Problème d'anonymat**

Lorsque nous étudions la production et surtout le partage de savoirs, il semble justifié de considérer d'autres phénomènes tels que l'anonymat et l'engagement dans les échanges. Notifier un événement, c'est rendre visible des pratiques professionnelles, reconnaître une erreur (Bazet, Mayère et

al., 2007). Cela nécessite d'abord d'instaurer la confiance en soi, puisque les contrôleurs traitent souvent ces erreurs comme des fautes personnelles. Pour en parler plus facilement il faut que la confiance envers autrui soit possible, dans notre cas tout particulièrement vis-à-vis du personnel de la subdivision QS/S qui traite les événements rapportés. Il est important que soit également établie la confiance dans le mécanisme officiel de retour d'expérience, car les contrôleurs doivent surmonter l'incertitude qu'ils peuvent avoir concernant les dispositifs et leur fonctionnement. Conséquemment, les spécialistes essaient d'obtenir la confiance des contrôleurs. Ainsi ne figurent pas les noms des personnes concernées. Néanmoins chaque fiche est signée par le numéro de l'employé. L'auteur de la notification reste toujours repérable. Ce choix est compréhensible du point de vue du processus de recueil d'informations dans la mesure où l'expert peut avoir besoin de contacter la personne impliquée dans l'événement, mais cela peut devenir un empêchement pour les contrôleurs. Les modalités du retour d'information auprès du contrôleur concerné interviennent également dans un tel système. Ce retour met en jeu la crédibilité du travail de la subdivision.

Sur la base des premières analyses des textes officiels du retour d'expérience, tel que le *Manuel de Traitement des Événement de Sécurité*, des outils de recueil d'informations (ex. : FNE, « Recueil d'information »), d'analyse (pré-analyse,

CLS, Groupe de Suivi) et de diffusion de résultats (« Bulletin Sécurité », « Contrôleur détaché QS/S »), ainsi que des renseignements auprès des membres de la QS/S, nous pouvons constater la complexité de l'organisation et de ses méthodes et outils. L'ensemble est très cadré et formalisé au moyen des textes officiels qui servent de référence pour la sécurité et des dispositifs du REX.

### **Système non-officiel du retour d'expérience**

Le système formel de retour d'expérience vise à permettre aux contrôleurs de prendre connaissance de plusieurs analyses de situations inhabituelles et d'acquérir de nouvelles connaissances du métier. Néanmoins, ces connaissances sont toujours confrontées avec leur propre expérience et les connaissances déjà possédées. Les professionnels sont amenés à mettre en question tout ce savoir en le liant avec une situation particulière, qui exige une nouvelle résolution du problème au regard de ce qui est déjà survenu ou bien qui est similaire à ce qui est déjà arrivé dans le passé.

Nous allons nous focaliser sur le rôle des forums de discussion en tant que dispositif de communication, de partage du savoir et de l'expérience. Dans le cadre de cet article, nous allons traiter le forum en tant que support technologique qui permet l'observation des échanges et d'analyser ses conditions.

### **Forum de discussion**

Pour notre étude nous avons choisi le forum RadioCoco proposé par le site Eurocockpit. Il s'agit d'un

site de professionnels de l'aéronautique, ce qui signifie que pour entrer dans les forums et obtenir le mot de passe, il faut certifier que l'on fait partie de cette communauté. Ce site existe depuis l'année 2000 et fédérait 17 567 membres en octobre 2010. Il offre plusieurs types de forums qui traitent de sujets différents. La rédaction relevait à la même date 35 163 sujets et 448 804 commentaires. Les visiteurs du site ont accès à certains sujets mais la plupart ne sont accessibles qu'aux personnes inscrites. L'index du site est structuré selon les destinataires et ensuite selon le thème de la conversation (« Forums généraux », où les gens discutent des sujets actuels et des rumeurs ; « Forums personnel navigant », destinés aux techniciens,

au personnel navigant commercial ainsi qu'aux problèmes des escales ; « Forums contrôle aérien » qui portent sur les questions de la profession du contrôleur, la communication contrôleur-pilote, etc.)

### **Communication médiatisée à travers un dispositif sur Internet**

Sur les forums de discussion nous observons une double médiation : langagière et artefactuelle. La conversation prend une forme indirecte et en même temps informelle, indépendante de toutes les organisations, tout en respectant la charte du site. Suivant le raisonnement de Taylor (1993), la conversation est une représentation de l'interaction. Elle est toujours insépara-

Extrait n° 1 « (...) c'est un attentat suicide, highjack, ou pétard dans la soute. Al Quaïda? mais c'est en tout cas pas un petit problème technique. L'avion a la radio à bord, et le téléphone satellite ainsi que les avions autour de lui avec qui il peut communiquer. Si il y avait un problème, il aurait contacté sa base ou un avion qui le suivait. Le radar, y en a pas au dessus de la mer à cause de la courbature de la terre. Là, apparemment, rien...c'est un accident qui est survenu sur le coup, ce qui me laisse penser à un attentat, pas de revendication pour l'instant. »

Extrait n° 2 « Pour rester dans le technique et le factuel, ci-joint le lien de la carte Atlantique Sud. (...) Ce qui m'étonne, c'est que l'heure présumée de perte de contact radio et le fait que le Brésil lance des recherches vers Fernando de Noronha ne coïncident pas du tout. Entre cette zone et la FIR Canaries, il y a 5 points de report ATS obligatoires, et personne ne semble savoir où s'est fait le dernier contact. (...) »

Extrait n° 3 « Une question à 100 sous SVP : Pour tirer à droite ou à gauche il faut savoir qu'il y a qq chose à éviter, non? (à droite d'habitude c'est mieux, ce genre de cochonnerie se déplaçant vers l'ouest...) Mais si on tire tout droit, est-ce que l'on ne sait pas? ou ne veut-on pas savoir? Vous me suivez? Alors, radar inop ou viscosité mentale??? Vous comprenez pourquoi ils ne trouveront pas les boîtes oranges... Après c'est comme pour Concorde, une fois le feu allumé, la messe est dite, pour AF447 c'est le froid qui a gagné, depuis le temps que ces pitots givraient... Des dizaines de cas, depuis au moins 2003, couverts par les BEA's, les compagnies, AI, résultat 228 morts, sans compter les blessés graves des turbulences subies dans les Cb capables de givrer les pitots. Et givrer un trou de 0.8 mm c'est pas compliqué avec de l'eau surfondue à -20 °C »

ble du contexte. Sur le forum nous trouvons des discussions sur des événements divers. Les gens racontent des histoires riches en détails, développent le contexte, cherchent

les raccords entre les situations pour arriver à une meilleure explication des faits. Les interlocuteurs essaient de comprendre le sens d'une situation précise.

Extrait n° 4 « Autant la recherche technique sur le fonctionnement des systèmes dans laquelle tu te lances est parfois intéressante, autant ton acharnement à juger des choix et décisions prises en leur temps, hors de leur contexte (...). Le monde n'est pas parfait, tu le sais, et si les normes et règles en vigueur laissent une liberté de choix dans la mise à jour de certains équipements, c'est pour permettre à toutes les compagnies, dont la tienne, de ne pas mettre la clé sous la porte à chaque innovation technique.»

On voit ici que les participants échangent différents avis et tentent de construire des analyses claires, logiques et structurées. Cet espace d'échanges offre une ouverture à la négociation de valeurs et l'interprétation de leurs significations.

Sur le forum nous observons les interactions entre différents acteurs de l'aéronautique. Les *briefings* organisés au sein d'un Centre de la Navigation Aérienne permettent la rencontre des professionnels ainsi que l'échange sur les sujets les plus importants, sur les questions les plus inquiétantes. Les spécialistes de sécurité et les contrôleurs choisissent de débattre des problèmes qui sont apparus et cherchent des actions correctives, des améliorations. Néanmoins, pendant les *briefings* les équipes ne sont pas mélangées. Cet échange n'implique que les professionnels de la navigation aérienne. Sur le forum, contrairement à la situation des *briefings*, toutes les personnes ont accès. L'interaction peut avoir lieu à n'importe quel moment, lors de la connexion. Pendant les discussions sur Internet, il y a un mélange d'expériences

et d'avis des personnes de différentes CRNA et de différentes spécialisations, pas seulement des contrôleurs, mais aussi des pilotes et d'employés de plusieurs services techniques.

Nous pouvons faire l'hypothèse que dans chaque équipe de contrôleurs, dans chaque compagnie aérienne, il existe une culture qui uniformise les méthodes de travail. Les contrôleurs ont tendance à partager le même point de vue et pendant les *briefings* le débat se termine très rapidement. Sur les forums on observe que les échanges sont plus riches, compte tenu de la diversité des personnes engagées dans la conversation. Ce dispositif permet la participation de tous les professionnels de l'aéronautique. C'est un échange entre différents acteurs qui travaillent dans le même domaine. Cela donne l'opportunité aux personnes intéressées de voir l'événement sous différents angles, de partager leurs doutes, leurs réflexions et leurs opinions.

Les pilotes et les « aiguilleurs du ciel » n'ont pas le même cadre de travail. Il arrive parfois que les pi-

lotes ne comprennent pas certaines décisions du contrôleur puisqu'ils n'ont pas une vision similaire de la situation. Cette incompréhension apparaît essentiellement en période de fort trafic ou de situations inhabituelles, un moment où le contrôleur doit être le plus concis possible pour rester toujours en avance sur le trafic. La relation entre ces deux groupes d'acteurs est donc parfois très délicate. Dans ce cas là, le forum est un endroit où ils cherchent à comprendre le métier de l'autre et à trouver un consensus.

Les spécialistes du retour d'expérience ont réfléchi à des solutions, comme celle consistant à organiser des stages ou des formations rassemblant les pilotes et les contrôleurs, pour qu'ils puissent s'engager ensemble dans l'amélioration du système du retour d'expérience. Néanmoins, le coût financier a été jugé trop élevé, surtout selon les compagnies aériennes, et le projet n'a jamais été mis en place. Dès lors on peut se demander si le forum sur Internet n'a pas pris une place importante pour remplir ce vide dans le système et diminuer la distance entre ces deux types de spécialistes.

### **Engagement dans les échanges informels**

Les professionnels partagent leurs connaissances non seulement grâce à diverses méthodes du retour d'expérience appliquées par l'institution (QS/S) mais aussi dans la conversation quotidienne grâce aux échanges avec les autres. Le forum leurs offre une opportunité de discussion directe avec les personnes

intéressées par le sujet précis. Nous faisons l'hypothèse que dans ces instances de conversations l'interlocuteur s'engage plus fortement ; tout d'abord, parce que l'interaction est volontaire. À l'inverse, dans le système officiel, il y a une obligation de faire remonter les informations d'une façon très formelle et brève. Il est probable que le fait d'avoir à remplir des fiches et des formulaires devient mécanique avec le temps et l'expérience. Sur le forum, le contrôleur peut être plus actif. Il est obligé de mobiliser lui-même plusieurs connaissances, celles acquises pendant la formation spécialisée, durant le travail dans l'organisation spécifique (la tour de contrôle). Au cours de tels échanges, parfois, le contrôleur peut revivre des situations déjà vécues. De plus, la conversation peut, parfois plus que la lecture sur papier, éveiller les émotions, lesquelles peuvent jouer un rôle dans le processus de l'apprentissage et de production du sens (Grosjean, 2007). La discussion, si les sujets touchent les interlocuteurs, joue sur leurs émotions qui favorisent l'attention et l'appropriation des informations. Le message est beaucoup plus percutant et en même temps plus convaincant. De telles conversations peuvent aider à la mémorisation dans la mesure où les interlocuteurs sont plus impliqués personnellement.

La discussion engage l'interlocuteur. Dans la discussion l'interlocuteur repense à ce qu'il a appris, ce qu'il a entendu et essaie de le modifier, de l'actualiser, pour mieux le représenter et le mettre

en accord avec de nouvelles informations. Il mobilise tout un savoir pour mieux comprendre la nouvelle situation, pour répondre aux doutes des collègues.

## Anonymat

L'anonymat est un phénomène qui favorise l'interaction et la prise de parole. Dans le cas du système officiel du retour d'expérience, si quelqu'un veut parler d'un événement ou bien reporter un incident,

l'anonymat n'est pas assuré. Toutes les fiches de notification doivent être signées. Les contrôleurs remplissent ces documents en marquant leur nom, leur fonction, le nom de l'équipe et également ils complètent la case avec leur numéro d'employé. Sur le forum, les participants choisissent un pseudonyme pour ne pas être identifiés. Sur ce site, la plupart des surnoms ont une liaison avec l'aéronautique (*Fly, Rewind, SF310, turn left 15 degrees, etc.*).

Extrait n° 5 « (...) Mon plus mauvais souvenir a été pendant un vol de jour en Lear Jet quand mon collègue et moi pensions pouvoir « passer au dessus » d'un CB à son stade *built-up*. Nous étions CDB tous les deux et à cette époque nous échangeons nos sièges à chaque escale. Un Lear 25, même à MTOW ça monte à plus de 40.000ft comme qui rigole ! Le CB que nous avons cru survoler, a été plus rapide que nous. Alors que le passage était libre 3 minutes avant, nous nous sommes retrouvés nez à nez avec une masse bien blanche, bien joufflue, bien ondulée avec des veloutes en mouvement. [/color[color=#FF0000]] « Trop tard pour faire demi-tour ! » Cela a duré moins d'une minute mais ça a fait mal à tout le monde. Des vitesses incroyables dans les 2 sens, des positions que l'ont ne voit que dans les Grands 8, des breakers qui sautent et des rec-tums devenus tellement serrés que même une aiguille n'aurait pas pu y passer. (...) »

Protégés par un surnom, les membres du forum peuvent communiquer plus facilement. Cela leur permet de parler de leurs expériences négatives autant que positives : « (...) Quand je veux affronter certaines situations vécues très difficiles à accepter, je vais sur Radioco (...) ». Nous pouvons faire l'hypothèse que le forum favorise le partage des « mauvaises expériences » et des fautes commises.

Sous couvert d'anonymat, les participants ont moins peur d'être jugés comme des professionnels incompetents, puisqu'ils ne peuvent pas être identifiés. De même, les débutants osent plus facilement poser des questions, demander des conseils ou des informations

supplémentaires sur les sujets qui les intéressent. Pour eux c'est une occasion d'acquérir de nouvelles connaissances et de mener un échange avec des collègues plus expérimentés. Cette liberté d'expression permet aux interlocuteurs de dévoiler leurs opinions, critiques et interprétations, même si elles diffèrent du cadre institutionnel. Comme relevé ci-dessus, les échanges traitent notamment de conditions pratiques en situation qui peuvent être bien éloignées des rapports épurés ou même des formations en simulation, alors même que le bruit, le stress, contribuent à la difficulté des actions à mener.

## Diversité de sujets

Certains événements ne présentent pas un grand intérêt pédagogique (par exemple une plainte concernant l'attitude d'un pilote, ou bien un incident déjà connu et analysé). Ils ne font pas l'objet d'un REX « papier » ou d'un article. Si c'est le cas, le contrôleur qui a porté la plainte aura une réponse directement. Cette réponse sera mise dans le classeur dans l'espace sécurité et chaque personne intéressée peut y avoir accès. Néanmoins, ce papier ne garantit pas que l'on ait la réponse complète, qui répond à tous les doutes. C'est là où le forum joue un rôle complémentaire par rapport au système formel du retour d'expérience. Sur le forum les participants discutent de tous les sujets. Les contrôleurs, les pilotes et les techniciens débattent non seulement des difficultés des échanges sur la fréquence radio, mais aussi sur la culture des échanges et la courtoisie. Par ces interactions entre les différents représentants de chaque métier, qui ne peuvent pas exister l'un sans l'autre, les employés essaient d'expliquer, justifier ou critiquer les comportements de certaines personnes pendant les échanges radio.

## Rôle d'amateur-expert

Souvent les discussions sur le forum sont déclenchées par des événements qui préoccupent un grand public, tels que les accidents d'avions ou d'autres problèmes qui touchent le domaine de l'aéronautique. Le besoin d'explications amène les participants sur le forum afin d'obtenir des informations

supplémentaires ou des opinions de professionnels. Ils recherchent toutes les informations fiables et vérifiables qui peuvent leur permettre de construire une histoire cohérente (Grosjean et Bonneville, 2009). La discussion de tels cas, selon ce que nous avons pu observer, commence par une simple réflexion sur le sujet ou par la demande d'informations (« Je viens d'entendre ça au journal quelqu'un aurait des infos ? », « Je ne sais pas si le sujet a déjà été abordé ici, mais j'ai remarqué quelque chose d'étrange concernant les pannes d'ADIRUs (...) »).

La « première » information est la plus durable, elle sert de filtre permanent pour les informations qui vont suivre. Ensuite, apparaissent les commentaires en apportant de plus en plus de détails, de questions, d'hypothèses ou de jugements. Les professionnels qui se rencontrent sur le forum essaient de faire une analyse d'incidents ou d'accidents parallèlement à l'analyse officielle entreprise par les institutions spécialisées. Probablement à cause de la lenteur des procédures d'une analyse experte, ils cherchent à accéder à des explications avant les déclarations officielles. Ils joignent des matériaux tels que documents, photos, images, schémas, etc., qui approfondissent la recherche. Ils essaient de comprendre, d'analyser et d'expliquer. Certains deviennent plus qu'une source d'information. L'opportunité de pouvoir s'exprimer librement en public les encourage à s'engager dans un « travail de spécialistes ». Sur le forum, ils se transforment en experts amateurs qui conduisent leur propre enquête.

## Conclusion

Dans cet article nous avons essayé de montrer que la construction de sens des situations à risque s'effectue par la mobilisation de plusieurs connaissances, de l'expérience personnelle d'individus et d'autres acteurs qui se trouvent dans l'interaction. L'approche pragmatique nous a permis de mettre de l'avant l'importance d'une coopération entre les interlocuteurs eux-mêmes, de même qu'entre ces derniers et les artefacts dans le processus interactionnel.

Nous avons fait l'hypothèse que le système officiel de retour d'expérience est accompagné d'un ensemble de pratiques entreprises par les employés, notamment au travers d'interventions sur le forum, qui permettent l'assimilation de connaissances et l'élaboration d'argumentations. Nous nous sommes concentrés sur l'étude des échanges entre les professionnels en aéronautique en soulignant que notre objectif n'était pas de juger si le système officiel du REX est bon et efficace, mais plutôt de réfléchir aux deux types d'interactions, formelles et informelles, afin d'interroger leur rôle dans la production de connaissances relatives aux situations à risque. Nous avons pu constater que dans le système officiel la plus grande importance a été accordée aux messages et à leur transmission. Ce système complexe repose essentiellement sur des supports formalisés tels que des fiches de notification, d'événement et d'analyses. Il laisse peu de place aux discussions. Nous avons pu voir des différences essentielles avec des interactions

instaurées dans un espace indépendant de la structure institutionnelle. Les forums de discussion permettent des rencontres entre divers interlocuteurs en ouvrant l'espace de débats sur différents sujets riches en contextes, détails et raccords avec les situations similaires, ce qui aide à la compréhension de la situation.

## Glossaire

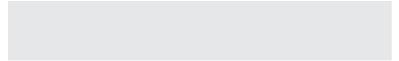
AIRPROX - AIRcraft PROXimity (une situation d'incident dans laquelle la distance entre des aéronefs se déplaçant, aussi bien que leurs positions et vitesses relatives, sont telles que la sécurité des aéronefs en cause pourrait être compromise en vol ou au sol sur l'aire de manœuvre)  
ASR - Air Safety Report  
CLS - Commission Locale de Sécurité  
CRNA - Centre en Route de la Navigation Aérienne  
DGAC - Direction Générale de l'Aviation Civile  
DO - Direction des Opérations  
ESARR - Eurocontrol Safety Regulatory Requirement  
FNE - Fiche de Notification d'Événement  
HN - Hors Normes  
INCA - base de données nationale des Incidents de la Circulation Aérienne  
NES - Notification d'Événement Sensible  
QS/S - subdivision Qualité de Service/Sécurité  
REX - retour d'expérience  
STCA - Short Term Conflict Alert  
TCAS - Traffic Alert and Collision Avoidance System

## LISTE DE RÉFÉRENCES

- AKRICH, M., et MÉADEL, C. (2009). Les échanges entre patients sur l'Internet. *La presse médicale*, 38, 1484-1490.
- BAZET, I., MAYÈRE, A., et al. (2007). *Conception et appropriation d'un dispositif de gestion d'événements indésirables*. Rapport final MiRe – DREES, 138.
- BERG, M. (1996). Practices of reading and writing : the constitutive role of the patient record in medical work. *Sociology of Health & Illness*, 18(4), 499-524.
- BOUILLON, J.-L. (2004). Du partage des savoirs à « l'économie cognitive » : quelles rationalisations informationnelles et communicationnelles ? Dans J.-P. Metzger (dir.), *Le partage des savoirs en contexte : logiques, contraintes et crises* (pp. 63-81). Paris : L'Harmattan.
- BRASSAC, C. (2004). Action située et distribuée et analyse du discours : quelques interrogations. *Cahiers de Linguistique Française*, 26, 251-268.
- FERNANDES, A., et DRAVERS, M. (2005). Améliorer l'efficacité du Retour d'Expérience, étude de faisabilité au CRNA Sud-Ouest. Mémoire de fin d'études – ENAC.
- GHERARDI, S. (2006). *Organizational knowledge the texture of workplace learning*. New York : Blackwell Publishing.
- GROSJEAN, S. (2007). Mémoires organisationnelles en action : du sens en construction. Dans L. Bonneville et S. Grosjean (dirs.), *Repenser la communication dans les organisations* (pp. 143-173). Paris : L'Harmattan.
- GROSJEAN, S. et BONNEVILLE, L. (2009). Saisir le processus de remémoration organisationnelle des actants humains et non humains au cœur du processus. *Anthropologie des connaissances*, 3(2), 339-368.
- GROSJEAN, S. (2011). Actualisation et « mise en scène » des savoirs organisationnels : Ethnographie des réunions de travail. *De l'usage des perspectives interactionnistes en recherche*, 30(1).
- KOENIGSAECKER, M. (2006). *Le REX CA à Strasbourg Entzheim*. Mémoire de fin d'études – ENAC.
- MARCOCCIA, M. (2004). L'analyse conversationnelle des forums de discussion : questionnements méthodologiques. *Les carnets du Cediscor*, 8, 23-37.
- ORUBA, A. et TEA, C. (2007). *Le processus du retour d'expérience, efficacité du retour d'expérience*. Mémoire de fin d'études – ENAC.
- TAYLOR, J. R. (1993). La dynamique de changement organisationnel : Une théorie conversation/texte de la communication et ses implications. *Communication et Organisation*, 3, 51-94
- TAYLOR, J. R. et LABORDE, O. (2006). Communication et la constitution de l'organisation : La perspective de l'École de Montréal. *Org&Co*, 16, www.orgnet.fr.
- VASQUEZ, C. et MARROQUIN, L. (2008). À l'intersection du texte et de la conversation : Comment jongler avec l'effet et le processus ? *Sciences de la société*, 74, 27-41.
- Documents internes consultés**
- Manuel QS/S de traitement des événements sécurité*, MAN-20080711/DO/D1/5.0, 11 juillet 2008.
- Procédure de traitement des constats et des actions correctives et préventives*, PRO\_003/DSNA, 30 novembre 2009.

**Emre SÜNTER**

Les chemins de Thierry Bardini



**Sarah CHOUKAH**

L'individuation à la lumière des notions de « junk » et de désaffectation :  
Entretien avec Thierry Bardini (2010)

## Les chemins de Thierry Bardini

Emre SÜNTER<sup>1</sup>

Quelles sont les implications de la révolution informatique aux niveaux personnel, culturel et philosophique ? Comment le desktop est-il devenu une métaphore de notre rapport personnel avec l'interface des ordinateurs ? Qu'est-ce qui rapproche des principes cybernétiques du fonctionnement des systèmes biologiques à l'aube de la révolution moléculaire ? Quel est le rôle des métaphores dans la compréhension de la réalité ? Pourquoi notre conception classique de la causalité est-elle ébranlée et, par conséquent, comment pouvons-nous penser différents modes de causalité à l'âge des biotechnologies ? Finalement nous, les êtres humains, comment sommes-nous affectés par les développements — surtout scientifiques et technologiques — qui façonnent notre époque ?

Répondre à ces questions exige de parcourir plusieurs pistes conceptuelles et méthodologiques. C'est ce que tente de faire Sarah Choukah dans sa discussion avec Thierry Bardini au cours de laquelle ce dernier dévoile les lignes directrices de sa pensée en explorant différents parcours possibles pour réfléchir à ces questions. Cet essai vise à survoler ces lignes de réflexions comme elles sont posées dans l'entretien de Sarah Choukah, et finalement à tirer quelques conclu-

sions générales sur le parcours de recherche de Thierry Bardini.

Il semble que les métaphores jouent un rôle essentiel dans la pensée de Thierry Bardini. D'abord, le « Bootstrapping », qui initie « un diagnostic, une description et aussi une conjuration » de notre époque, montre par le double jeu de la métaphore du *desktop*, que l'informatique devient personnelle par le biais de l'interface, et par la même occasion, que le personnel ou — l'identité personnelle — devient l'interface (un mouvement conceptuel imbriqué dans l'expression du titre alternatif du livre : *The Personal Interface*). Cette récursivité entre le fonctionnement circulaire de l'ordinateur et l'implication réflexive de l'utilisateur, saisie par une généalogie laborieuse et tortueuse de l'informatique personnelle, porte en germe le double mouvement de la métaphore : se déplacer vers un autre domaine et faire un nouveau départ par un point de rupture ; « la montée en puissance » (Choukah 2010 : 54) et le *feedback* ; un passage de l'informatique à la biologie moléculaire et l'émergence des nouvelles métaphores. *Junkware*, le deuxième livre de Thierry Bardini, lance un nouveau défi en suivant ce dynamisme des métaphores. Cette fois-ci, le code et le programme passent au premier plan comme deux termes métaphoriques qui deviennent porteurs des principes cybernétiques jusqu'à ceux de la biologie moléculaire. Si le *Bootstrapping* signalait la première initiation de

<sup>1</sup> Je remercie Ricardo Vidal pour la révision de cet article, et les éditrices de la revue *COMMposite*, Anne-Sophie Letellier et Sophie Del Fa pour leurs contributions.

l'individu dans un monde construit par une tautologie qui rapproche l'informatique et le personnel, par conséquent la relativité de l'identité personnelle, le « junkware » noue les nouvelles approches dans le domaine des sciences de la vie, surtout la génétique et la biologie moléculaire, qui héritent de certains principes de la cybernétique tels que la régulation, la téléologie, et la circularité, avec les types émergents des subjectivités, des discours et des formes de la « modernité tardive » (Choukah 2010 : 55, 57).

Ici apparaît la deuxième insistance thématique de Thierry Bardini : quel type de causalité est à l'œuvre lorsque la téléologie se transforme en téléonomie en conséquence de la détermination du fonctionnement du code génétique — alors que ni l'origine ni le but ultime ne sont déterminés au tout début, mais n'émergent dans le processus ? Dans un monde qui oscille entre l'être et le devenir, l'être et le non-être, le sens et le non-sens, comment faut-il réfléchir et surtout se positionner entre l'unité et la multiplicité, l'univocité et la plurivocité, l'immanence et la transcendance, mais « sans principes » et en absence de la cause première et de la cause finale ? La scène désignée pour remplir cette tâche implique tout ce qui déborde et reste de soi-disant l'identificateur de l'être humain à un niveau capillaire : la partie non codante de l'ADN, le « junk DNA ». Il ne s'agit pas du tout d'un déterminisme biologique qui se définit plutôt par une modélisation de toute réalité à travers laquelle le moteur de tout devenir est ancré

dans les lois biologiques. Avant tout, le « junk », c'est déjà une sociologie, puisque cette partie non codante de l'ADN « fait essentiellement de nous du “junk” ». Le passage à la culture, au plan molaire<sup>2</sup>, se réalise donc grâce aux articulations entre les diverses dimensions : de la loi romaine aux groupes de discussions de Yahoo, des entretiens avec les spécialistes à la philosophie de Moyen-Âge.

L'humain désaffecté est à la fois une partie et un résultat de cette complexité. Il n'est ni un humain désespéré ni un être dépourvu des possibilités. Le thème de la désaffectation doit être pensé à travers « un nouveau devenir du capitalisme ». Dans cette nouvelle modalité, la propriété intellectuelle devient une valeur économique, et la production immatérielle est portée au premier plan, surtout comme un résultat des développements scientifiques et technologiques. Le « junk » et le recyclage sont les deux faces d'une même médaille, et se coïncide bizarrement dans la logique du « capitalisme du quatrième type » (Bardini 2010; Choukah 2010 : 53-54). Bardini, avant de proposer une solution qui pourrait potentiellement résoudre tous les problèmes immanents à cette nouvelle modalité du capitalisme,

---

2 Dans *Junkware*, Thierry Bardini suit Gilles Deleuze et Félix Guattari sur la distinction entre le moléculaire et la molaire. Tandis que le niveau molaire est un site des codes préétablis tendant vers un état d'équilibre, et signifie ainsi le mode de l'être, le moléculaire est le champ des devenirs imperceptibles, qui exprime les singularités ou les événements. Voir Deleuze, G. et F. Guattari. (1980). *Capitalisme et Schizophrénie 2 : Mille Plateaux*. Paris : Minit.

propose plutôt d'en identifier ses tensions, impasses, et transformations. Cependant, il n'est pas sans solution, dans un vocabulaire simondonien, sans résolution. La forme et le contenu de *Junkware* convergent vers un dialogue permanent que la méthode et le style se fusionnent dans la zone d'indistinction de l'écriture. Le polymorphisme et la pluridimensionnalité du livre émergent une méthodologie qui incarne la signifiante suspendue de la métaphore et la téléologie différée de la causalité. Une causalité récursive qui avance par les sauts brusques; une métaphorisation de type « catachrèse » qui guette pour s'ouvrir aux autres réalités. C'est une approche médiatique qui conçoit *le médium* dans son intermédialité, dans son caractère d'être toujours entre-deux.

Cette approche médiatique ne dit ni le dernier mot et ne présente pas un système fermé qui présuppose une approche omnisciente. L'effort d'éviter toute « base dogmatique » de Bardini dans *Junkware* ne donne pas lieu seulement à une invention d'un style original, insinué sous la figure de « *stand-up* comique », mais actualise également un mode de co-constitution des choses, des formes, des figures, des concepts, et des autres voix, dans un mode de vivre-ensemble avec les autres, humain/non-humain, vivant/non-vivant, organique/non-organique, qui serait le point de support et de départ pour d'autres projets. À cet égard, donner la parole « aux autres » dans l'ouvrage *On Human Individuation* (à paraître) n'est pas simplement un choix fait pour

s'adresser aux opinions des spécialistes, ce qui signifierait d'accepter les limites préétablies des domaines de spécialités, mais une trame ajoutée à l'individuation humaine qui parcourt de multiples voies de l'être, et qui résume en soi la transativité des autres individuations : « la vraie individuation est...transindividuelle ». « Je est un autre », non pas à cause du caractère mystérieux et aliéné du Je, mais parce que chaque Je est une multiplicité des « mois dissous » qui rencontrent éventuellement d'autres JEs. En ce sens, l'approche de chaque figure entrevue dans *On Human Individuation* sur ce vers de Rimbaud et sur la question de l'individuation en général exprime une singularité, mais toujours en résonance avec d'autres réalités. Ce mouvement dynamique visé par le projet accentue ainsi notre devenir ensemble avec le monde, caractérisé par son environnement, et délinéé par ses relations. Il se faufile et résonne avec ses autres livres *Bootstrapping* et *Junkware* ».

Regrouper les thèmes et les problématiques de Bardini de manière cohérente est une tâche colossale. D'une certaine manière, cette difficulté n'est pas de conséquence de l'incapacité d'une telle tentative, mais plutôt la caractéristique inhérente de sa pensée. Toutefois, la manière dont Sarah Choukah a mené sa discussion notamment à travers son choix de s'impliquer en tant qu'interlocutrice — au lieu d'être simplement interrogatrice — et de volontairement se placer à côté du locuteur assure un dialogue entre Choukah, Bardini, et les lecteurs. Les interventions

de Choukah ébauchent le parcours de recherche de Bardini, et soulignent les moments importants de ses projets. Si le rapport empirique est « un prisme sur le monde », alors chaque projet abordé dans la discussion représente une réfraction et une diffraction de la constellation

des points de vue spécifiques aux thèmes et problématiques issues des recherches de Bardini. C'est peut-être cette pluralité et donc l'infiltration du collectif à la pensée qui fonctionne comme la motivation et le fondement de la continuation des projets de Thierry Bardini.

### **LISTE DE RÉFÉRENCES**

- BARDINI, T. (2000). *Bootstrapping*. Douglas Englebart, Coevolution, and the Origins of Personal Computing. Stanford, CA: Stanford University Press.
- BARDINI, T. (2010). *Junkware*. Minneapolis : University of Minnesota Press.
- BARDINI, T. (en préparation). De l'humaine Individuation/On Human Individuation.
- CHOUKAH, S. (2010). L'individuation à la lumière des notions de «junk» et de désaffection : entretien avec Thierry Bardini. *Commposite*, 13(1), 48-64.
- DELEUZE, G. et F. GUATTARI. (1980). *Capitalisme et Schizophrénie 2 : Mille Plateaux*. Paris : Minuit.

# L'individuation à la lumière des notions de « junk » et de désaffection : Entretien avec Thierry Bardini

**Sarah CHOUKAH**

Le parcours des recherches de Thierry Bardini, professeur au Département de communication de l'Université de Montréal, se trouve filé des métaphores qui constituent leurs objets. Pour tenter de comprendre comment la communication – à travers ces métaphores – participe à la constitution du devenir humain, Thierry Bardini a sondé les lieux situés entre les domaines disciplinaires composant les sciences de la nature et les sciences humaines contemporaines.

Les métaphores qu'il explore entre ses projets de recherche forment une constellation conceptuelle qui, au-delà des questions d'unité et de vérité de la science du XXI<sup>e</sup> siècle, tentent d'en tracer les conditions d'émergence et la portée effective.

Ingénieur diplômé de l'École Nationale Supérieure Agronomique de Montpellier (France), Thierry Bardini a séjourné en Chine, puis au Venezuela avant de terminer un doctorat en sociologie à Paris (Nanterre) en 1991. Arrivé à Los Angeles, il rencontre Everett Rogers qui dirige son post-doctorat à l'Annenberg School of Communication de l'Université South California (USC). Bardini y entreprit une synthèse du modèle diffusionniste et de la sociologie de l'innovation de l'École des Mines de Paris pour développer un modèle hybride issu de ses recherches sur l'histoire de l'infor-

matique personnelle. La jonction théorique et épistémologique fit naître un personnage, l'utilisateur réflexif, ainsi que son interface, le « desktop » (bureau). Cette dernière figure du bureau l'invite alors à comprendre l'informatique comme un développement investi de métaphores créatrices de sens.

## **Du « desktop » et de l'ADN non codant<sup>1</sup>**

**Thierry Bardini (T.B.)** — J'avais trouvé, dans mon travail sur l'informatique personnelle, la métaphore du « desktop » qui m'a beaucoup intéressé. L'idée, c'était de me dire, par exemple, que la réussite extraordinaire de cette métaphore dans ce domaine technique qu'est l'informatique personnelle a été telle que maintenant elle a reconfiguré peut-être à jamais nos notions de ce qu'est une interface et a fait en sorte qu'une interface, c'est devenu « personnel ». D'ailleurs c'est le titre original de mon livre *Bootstrapping*, dont le titre n'était pas *Bootstrapping* au départ, mais *The Personal Interface*.

Plus tard, j'ai découvert le travail de mes collègues historiens de la biologie, en particulier de la biologie moléculaire. Il faut tout de suite citer Lily Kay, qui est une ex-collègue

---

<sup>1</sup> Les questions posées par Sarah Choukah durant l'entretien ne sont pas retranscrites ici de façon volontaire, afin de laisser place à des interventions ou des précisions ajoutées à la suite de l'entretien. Ces interventions de l'auteure sont en italiques.

du MIT (*Massachusetts Institute of Technology*), maintenant décédée depuis quelques années. Evelyn Fox Keller, et surtout Richard Doyle, qui avait écrit, dans la même collection où est sorti *Bootstrapping* (2000), un livre très intéressant, *On Beyond Living* (1997), où il parle de ce qu'il appelle « the rhetorical software »<sup>2</sup>. Doyle, en plus, écrit merveilleusement bien et manipule à peu près les mêmes références que moi : de (William) Burroughs à la culture des hallucinogènes en occident. Enfin, beaucoup de choses nous rendent très proches. J'ai pu correspondre avec lui. Il a compris que je faisais alors une inversion dans ma tête; que je faisais de l'ordinateur une biotechnologie comme les autres.

**Sarah Choukah (S.C.)** — Cette inversion – servant de fil d'Ariane à *Junkware* (2010), un projet de recherche entamé en 2001 – traduisait un mouvement sémiotique que Bardini observait en même temps au cours de ses lectures.

T.B. — Il y a un type de métaphores particulières qui m'intéressaient, les catachrèses, qui consistent à déplacer, comme les autres métaphores, du sens d'un domaine connu vers un autre, mais dans le cas des catachrèses l'autre se caractérise par une absence de sens (on pourrait dire une virginité sémiotique) ou par une insignifiance.

Beaucoup de philosophes de la science ont écrit sur le rôle nécessaire de la métaphore dans le processus de découverte : Max Black, Nelson Goodman, Richard Doyle. En les lisant, j'ai découvert cette idée sur la biologie

<sup>2</sup> Note au lecteur : il serait possible de traduire par « logiciel rhétorique ».

moléculaire qu'elle est l'autre hameau de la cyberculture : les gens ont tendance à limiter la cyberculture à une compréhension des technologies informatiques, mais les biotechnologies sont pour moi une émanation directe des pensées de la cybernétique des années quarante et cinquante. Ces auteurs ont montré qu'on pouvait comprendre toutes les références sémiotiques qui émanent de la biologie moléculaire sur le mode métaphorique, en particulier la notion de code génétique. Ce qui m'intéressait au début dans *Junkware*, c'était de poursuivre ce travail d'historien au sens de faire une histoire immédiate, une espèce de généalogie.

S.C. — D'ailleurs, une anecdote historique ancre le premier chapitre du livre à un questionnement critique. Alors qu'en 2003, l'International Human Genome Sequencing Consortium américain annonce le succès de son projet de séquençage d'ADN humain, très peu de gènes se trouvent catalogués dans les bases de données publiques de l'organisme. La recherche de Bardini le mène à une controverse scientifique retrouvée dans des pages du journal *Nature* publiées quinze ans auparavant. Ses traces remontent à 1972, lorsque Susumu Ohno, généticien coréen-américain, désigne la présence d'ADN non-codant (ne participant pas à la séquence de traduction de l'ADN vers l'ARN nécessaire à la transmission d'information génétique vers les protéines cellulaires) par celle de « garbage » ou « junk » (Bardini, 2010, p. 61). Un débat biosémiotique ébranlait le paradigme central de la biologie moléculaire : l'utilité tout au-

tant que les fonctions présupposées du « junk DNA » (c'est le nom donné en anglais à l'ADN non-codant) se projetaient dans la raison d'être de l'ADN, dans l'examen de formules et de métaphores décrivant la formation de la vie moléculaire, la transmission de l'hérédité et l'évolution des organismes vivants. Parallèlement à cette généalogie, un projet de cartographie du « Junk DNA » sur le moteur de recherche Google (« The most efficient detector of immaterial scrap in the world », Bardini, 2010, p. 12), signalait aussi l'amorce d'une prospection lexicographique. Des archives, des blogues, plus de cinq mille signets, des groupes de discussion Yahoo!, une douzaine de spécialistes repérés sur le sujet et trois ans plus tard, les entretiens à mener pour la suite du projet étaient sélectionnés à partir de cette collecte. Des carrés sémiotiques inspirés de la grammaire narrative de Greimas permirent à Thierry Bardini de situer la formation discursive du « junk DNA » à partir de quatre vocabulaires empruntés respectivement de la première et de la deuxième vague de la cybernétique, de la théorie de l'évolution, puis d'un ordre de préoccupations métaphysiques (Bardini, 2010, p. 14). Les liens tracés à l'aide du carré sémiotique annonçaient la continuité conceptuelle pouvant être établie entre l'informatique personnelle, la cybernétique, la biologie et le « junk DNA ».

T.B.—La cybernétique, dans son noyau dur, est construite sur deux piliers conceptuels. D'un côté il y a la notion de « feed-back<sup>3</sup> », donc de régulation, de téléonomie, téléologie, etc.

De l'autre côté, il y a la théorie de l'information de (Claude) Shannon. Voilà d'où émerge la conceptualisation de cette trame de code génétique. Je me disais : « D'accord, c'est beau, mais la métaphore a toujours un résidu, un point de rupture parce que ce n'est pas une tautologie! » Le « comme » de la métaphore suppose qu'il y ait un moment où ça ne marche plus. J'avais retenu ça aussi de l'histoire du *desktop*. Le « desktop » ne marche plus comme métaphore depuis pas mal de temps. Il n'était pas fait pour gérer les milliers de fichiers qu'on a dans nos ordinateurs, ça pose des problèmes sur les plans cognitifs, sur les pratiques ergonomiques et ainsi de suite. En lisant Lily Kay, Rich Doyle, Evelyn Fox Keller et même Judith Roof, je me suis dit : « Ils font ce procès de la métaphore mais ne se posent jamais la question de son point de rupture ».

C'est pour ça que je me suis intéressé à l'ADN non codant, qui me semblait fournir exactement l'opportunité d'une telle chose, puisque à cette époque là, l'expression « junk DNA » était assez communément utilisée pour parler de la partie non codante qu'on chiffrait encore à plus de 98 % des bases de l'ADN humain : ça c'est fantastique. Comme résidu on ne peut pas faire mieux. On développe des métaphores médiatiques pour parler de l'ADN, donc l'ADN est un medium, le medium de l'hérédité qui correspond à un code, même si ce code est métaphorique par rapport à la théorie de Shannon. Si nous acceptons ça, qu'est-ce que ça fait ? Ça fait un système émetteur-récepteur tel que décrit par Shannon qui se-

rait caractérisé par un ratio signal sur bruit de deux ou quelques pourcents... C'est trop énorme, il y a quelque chose là...

Dans ma tête, je commence à dissocier la notion de code de la notion de programme. Je trouve ces deux notions au cœur de la construction cybernétique, et en particulier en biologie moléculaire, ce qui soulève alors toute la question du design et de la cause finale. Mais en biologie moléculaire, la notion de téléologie se transforme en téléonomie. J'observe que des processus téléologiques deviennent des processus téléonomiques où le projet, le but, devient émergeant suite au fonctionnement d'un programme.

Donc, les biologistes moléculaires croient s'ensortir au début en disant : « Non non, nous n'avons pas de problèmes avec la cause finale, nous n'avons pas de problèmes avec la téléologie parce qu'il n'y a pas un but qui serait inscrit dès le début. » Un but émerge au fur et à mesure qu'un programme fonctionne et c'est comme ça qu'ils pensent le programme génétique, le code et ainsi de suite. Je me suis aussi demandé si les points de rupture d'une métaphore c'était aussi – si la métaphore est particulièrement puissante – les endroits où elle se reproduit, où elle se recrée différente, semblable et différente.

### **L'information moléculaire et la biologie de la modernité tardive**

S.C. — Bardini voit bien plus qu'une reproduction de la métaphore. Les transferts de contenus sémantiques contaminent la biologie moléculaire

et atteignent la bioinformatique. Ce dernier paradigme brouille aussi la distinction que la biologie fondait entre les matières organiques et inorganiques. La substance du vivant s'enrichit de modélisations, d'équations, de corrélations, de graphiques, de protocoles, de méthodes d'analyse et de séquençage qui s'autonomisent peu à peu de leur référent. Provoquant l'inversion faite auparavant par la cybernétique, le code génétique est plus que l'expression d'un code ou d'un langage à déchiffrer pour comprendre l'évolution et la nature humaine, il devient à la fois code, langage et expression d'une vie qui transcende la distinction entre programme et cerveau, entre machine et humain pour l'incarner dans le nouveau paradigme ontologique de la modernité tardive. Le medium génétique devient lui aussi message.

T.B. — La première partie du travail, c'était déjà une sociologie, puisque caractériser 98 % des bases de ce qui nous constitue (l'ADN) comme étant du « junk », ça fait essentiellement de nous du « junk ». Mais ça restait, dans le cadre que j'allais développer ensuite, une question moléculaire, dans les deux sens du terme, au sens précis de la biologie moléculaire et dans le sens de (Gilles) Deleuze. Il y n'avait pas encore de travail molaire jusque-là, pas de tentative de passer de l'un à l'autre avant cela.

S.C. — En chemin, la génétique cybernétique se fait connaître comme un capitalisme du quatrième type (Bardini, 2010). Le post-scriptum sur les sociétés de contrôle deleuzien (Deleuze, 1990) s'actualise autrement : aux machines

des sociétés de souveraineté, aux machines motorisées des sociétés disciplinaires, aux machines informatiques des sociétés de contrôle succèdent des machines cybernétiques formant un quatrième type de processus machinique :

Il y a asservissement lorsque les hommes sont eux-mêmes pièces constituantes d'une machine, qu'ils composent entre eux et avec d'autres choses (bêtes, outils), sous le contrôle et la direction d'une unité supérieure. Mais il y a assujettissement lorsque l'unité supérieure constitue l'homme comme un sujet qui se rapporte à un objet devenu extérieur, que cet objet soit lui-même une bête, un outil ou même une machine : l'homme alors n'est plus composante de la machine, mais ouvrier, usager...il est assujéti à la machine, et non plus asservi par la machine (Deleuze, 1980, pp.570-571, cité dans Bardini, 2010).

S.C. — En tant que régime de sujétion, la machine cybernétique agrège les concepts d'asservissement machinique et d'assujettissement social en des pôles extrêmes entre lesquels la nature humaine est décodée et organisée en flux qui complètent l'énumération « choses (bêtes, outils) » (Bardini, 2010).

T.B.—Mais la question se doit d'être aussi pratique. La métaphore, ce n'est pas juste une question d'analogie, de rapport, de plausibilité ou de gain explicatif. D'abord, la métaphore, ce n'est pas « X est

comme Y », c'est « X est à Y ce que Z est à T ». C'est un jeu de rapports. Et ce qui me vient vraiment à l'esprit, c'est toujours cette question de la montée en puissance. Je la tiens autant des cybernéticiens, et en particulier de Bateson, (cette question du « méta »), que de Russell et Whitehead avec les types logiques, par exemple. Ce qu'expriment ces notions, ce n'est pas une simple relation de contradiction, ce sont deux types de contradiction. Contrariété et contradiction. Ce n'est jamais juste conjonctif, c'est disjonctif aussi et dans la conjonction il y a plusieurs modes de disjonction, et ainsi de suite.

J'en arrive alors à cette notion de la « désaffectation », dans les deux sens du terme. Je la lis sous la plume de Bernard Stiegler, avec qui je trouve beaucoup de convergences au niveau des constats. La question de la désaffectation devient mon entrée, sur le plan molaire, dans cette cyberculture triomphante. Ce n'est pas seulement une question sur le mode de la perte de l'affect, c'est aussi (et ça va très bien avec le « junk »), cette notion d'une désaffectation comme on parlerait d'une friche industrielle ou des abattoirs de la ville de Nice aujourd'hui : quelque chose qui est en attente d'être recyclé. Pour moi, l'individu désaffecté devient assez vite ce sujet de la modernité tardive qui se demande bien en quoi nous pourrions le recycler demain ou en quoi il va devoir lui-même se recycler demain : en une marque personnelle, un terme de passage vers une nouvelle espèce. Et là, évidemment, la connexion avec les biotechnologies

se refait à un autre niveau : et si ce sujet désaffecté contemporain n'était que le brouillon, l'esquisse, le matériau de base pour faire un nouvel homme nouveau comme dit Robitaille (2007) ou tout simplement une nouvelle espèce dont nous serions les ingénieurs, les créateurs et ainsi de suite.

Ça résonne à son tour avec la métaphysique nietzschéenne, avec tous les discours entre autres sur le devenir, sur l'éternel retour, sur le surhomme, et ainsi de suite. À ce moment-là tout gèle, tout commence à marcher ensemble et je commence à réaliser que j'ai deux bras à mon modèle et que les deux correspondent à une seule structure pour *Junkware*.

Le deuxième bras donne naissance à un personnage distinct de l'utilisateur réflexif. Si celui-ci se sert d'un desktop en tant que modèle d'usage, celui-là se sert de dispositifs, de savoirs, de connexions, de réseaux, de branchements, de nodes, au point de leur être annexé. *L'Homo Nexus* est plus qu'un modèle d'usage; il personnifie la nature d'une dette contractée par l'utilisateur. La loi romaine pré-byzantine traite déjà le *nexus* et l'*addictus* comme des catégories particulières d'esclaves. Alors que ces derniers, dégradés d'humanité, ne peuvent être sujets de l'empire, le *nexus* cautionne ses dettes auprès de ses créanciers avec son propre corps. *L'addictus*, devenu *nexus* financier insolvable, s'assujettit ainsi à ses créanciers : il leur appartient faute d'existence d'un système carcéral qui lui permettrait de purger ses

peines auprès de l'État, les romains ne disposant pas de prisons pour les citoyens accablés de comptes en souffrance (Long, 1975, cité dans Bardini, 2010). Le *nexus* personnifie le contractant et préfigure l'économie de tout contrat (Bardini, 2010, p.139).

T.B.—J'en développe une reprise de la formule lacanienne sur l'angoisse comme manque de manque, donc comme manque de manque d'origines ou manque de manque de buts. Ce n'est même pas qu'on manque de buts ou qu'on manque d'origines, c'est qu'on manque du manque. C'est toujours cette manière d'élever à une puissance supérieure le problème. Ça me fait dire dans un aphorisme que l'identité ne devient remarquable que quand elle est mise au carré. Pas avant, car ça n'a pas de sens.

Debord est l'un des premiers à le voir clairement très tôt, dès les années cinquante. Je pense que la révolution de mai 1968 est le moment où l'on instaure cela presque en critère biopolitique. Puis le mouvement « punk », qui est peut-être le dernier soubresaut d'une tentative de révolution sur fond de désespoir, de sida, de premier puis de deuxième choc pétrolier, de chômage, de crise profonde en occident... C'est l'histoire de ma génération aussi. À l'école, nous étions au fond de la crise, on continuait de nous tenir les mêmes discours, « Travaillez en classe » en même temps que l'on nous disait : « C'est bloqué, il n'y a ne serait-ce que dix ans, on vous aurait offert un emploi à la sortie, mais maintenant c'est fini... » Plus tard, je

suis très frappé en septembre 2001 par ce qui se passe. Je lis Baudrillard et ses réflexions sur l'événement dans les pages du Monde, avec ce texte qui va devenir l'esprit du terrorisme. Je lis les échanges que Derida a sur cette question-là... Bref, cela me marque beaucoup.

### **La conjuration des désaffections**

Ainsi, capitalisme et technologie, deux paradigmes porteurs des espoirs de la modernité, co-constituent le régime de changes flottants de l'individualité contemporaine. Or, pour Bernard Stiegler, dont la réflexion est inspirée de la philosophie de Simondon, cette « misère symbolique » détruit tout autant les processus de constitution ontologique individuelle que collective. La constitution des idées propres à l'aspiration humaine à la connaissance n'est possible que par une médiation collective locale composée d'un savoir-faire et d'un savoir-vivre pratiques. Cette déroute éthique conduit en retour à une « désindividuation psychique » menant à une désaffection soulignant non seulement la dissolution des capacités affectives individuelles, mais aussi du sentiment d'« une perte de place » au sein de la société, de la perte d'un ethos (Stiegler, 2006, p. 14-19).

T.B.—Ce constat de la désaffection, ce n'est pas pour moi un constat distancié jeté sur la masse de mes semblables. Au contraire, je m'inclus dans cette masse de désaffectés et j'en cherche les symptômes, en particulier dans l'étude de l'addiction. Je

ne m'excluspas du tout de la masse de ces pauvres sujets de la modernité tardive. Pour moi, la désaffection n'est pas du tout une tare du sujet que mon savoir va aider à guérir, je ne suis pas le docteur de ce phar-makon. Disons qu'essayer de décrire cette situation, de l'analyser, de la mettre en rapport avec un nouveau devenir du capitalisme, une nouvelle forme de la machine au sens deleuzien, ça m'aide à poser un regard qui se veut un diagnostic, une description et aussi une conjuration de ces méfaits de la désaffection. Dans *Junkware*, il y a une vraie décision dans la manière d'écrire : de multiplier les niveaux de discours, les formes, de passer de la rigueur du conceptuel analytique par la critique à toutes les citations des entretiens, ou alors d'adopter le styles des journaux scientifiques et de passer à l'espèce de style qui ressemble presque à du « stand-up » comique. Il y a une tentative de ne pas fixer ni la forme ni le contenu du livre.

Dans cette tentative de retrouver une voix critique, il fallait que la critique soit intégrale. Pas « intégriste », mais « intégrale ». Il fallait qu'elle mobilise tout. Qu'elle mobilise une voix, un style, des formes, des figures, des concepts, qu'elle infuse tout, qu'elle prenne tout sans jamais avoir une base dogmatique comme, par exemple, critiquer selon telle ligne marxiste ou post-marxiste ou debordienne ou post-debordienne. Évidemment je suis influencé par l'histoire de la critique de Kant jusqu'à Debord, Tiqqun et Agamben. Bien sûr ce sont des gens que je lis et qui m'importent, et qui me forment, forment mon esprit, mais il

y avait aussi une tentative de les traiter eux-mêmes comme matériaux, de refuser complètement cette position de surplomb. Je ne suis pas passé par toute cette post-phénoménologie interactionniste qui refuse le dévoilement, la dénonciation et ainsi de suite. J'ai retenu de ça une nécessité de se jeter dans la bagarre, de ne pas être hors du coup, de pas être sur le côté de la manifestation à regarder les types passer en brandissant le poing mais d'essayer de contribuer, en passant par l'écriture même, au phénomène que j'étudie en considérant autant que mes pairs, mes maîtres, sont partie du problème comme de la solution.<sup>4</sup>

S.C. — Dans le livre *On Human Individuation / De l'individuation humaine* (en préparation), cette voix critique se retrouve, par l'intermédiaire d'entretiens, dans le traitement des concepts développés par Jean Duns Scot, Gilbert Simondon, Carl Jung et Bernard Stiegler. Bien qu'elle succède aux personnages de l'usager réflexif et de l'Homo Nexus, la notion d'individuation les interrogeait déjà en amont, puisqu'elle organise des agencements humains, machiniques et animaux, dont nous retrouvons les traces dans les deux projets qui précèdent ce troisième sur l'individuation.

<sup>4</sup> Bardini a non seulement un projet de livre sur le thème de l'individuation, mais il explore aussi sa propre individuation au cours des entretiens qu'il réalise. L'idée d'une réflexivité, d'abord rencontrée dans le programme fort de la sociologie de la science de Bloor et Barnes (1991, p.7), devient une nécessité d'appliquer les motifs d'explications issus d'une problématique aux champs disciplinaires dans lesquels s'est engagé le chercheur, à ses influences théoriques, à ses interlocuteurs et surtout, à lui-même.

T.B.—L'idée, c'est de prendre ce concept d'individuation et de le mettre en tension entre un désir d'univocité et une plurivocité absolue. À l'époque de Duns Scot, par exemple, on vit encore pleinement les quatre formes de causalité aristotéliennes. Alors nous avons non seulement la cause finale, mais aussi la cause formelle, la cause efficiente et la cause matérielle. Les modernes n'ont gardé qu'une seule causalité. Cette notion de « sans principe » me fait réfléchir beaucoup : cela voudrait dire sans cause première, sans cause finale aussi. Essayer de réfléchir l'être et le devenir tendu entre l'absence d'origines et l'absence de buts...Tendu par ça quand même, et en particulier par toutes ces tentatives de se trouver des origines et de se donner des buts. Je pense qu'une individuation, c'est aussi un éternel retour de la problématique de l'origine et du but toujours aporétique. Toujours impossible à répondre, mais toujours là comme un moteur. L'arché et le telos se rejoignent continuellement dans le maintenant et je pense qu'ils se rejoignent dans des « haecités », dans notre « être ici » et « maintenant », en nous constituant, malgré leur impossibilité, d'une certaine manière. Il est finalement impossible pour un être humain de connaître ses origines. Il peut s'en construire des représentations, il peut accumuler les représentations que les autres sont prêts à lui donner, ses géniteurs, sa famille, etc. De la même manière qu'il est probable-

ment impossible, jusqu'au dernier moment, de savoir s'il y a un but à notre vie.

Simondon (2005, p. 165) explique bien que la problématique de l'« affect » n'échappe pas non plus à l'animal. Il dit que c'est une question de fréquence. Il a cette phrase absolument fantastique : « l'animal est mieux équipé pour vivre que pour penser, et l'homme pour penser que pour vivre ». La question de l'angoisse se pose quand l'affect, la problématique affective, devient à la fois la source de la disparation, donc de la métastabilité qui va permettre l'individuation, mais aussi son impossibilité : l'être individué psychiquement et collectivement s'individue par la problématique affective, qui remet en cause son équilibre. Il l'explique très bien et c'est quelque chose dont j'ai fait et je fais encore l'expérience, c'est-à-dire qu'il y a un véritable rapport empirique à cette chose-là qui est à la fois un rapport subjectif, personnel, etc., mais aussi, d'une manière, un prisme sur le monde<sup>5</sup>.

S.C. — Ainsi, même s'il n'est que le moyen d'autre chose, à la manière

5 La problématique de l'affect fait appel à des rapports qui dépassent la logique classique dans l'appréhension de la question de l'être. Kant, dans sa Critique de la raison pure, postule déjà que la logique ne peut, dans ses critères formels, accepter l'existence comme prédicat (ce qui reviendrait à une tautologie dont il se sert pour réfuter la preuve ontologique de l'existence de Dieu) : « Être n'est à l'évidence pas un prédicat réel, c'est-à-dire un concept de quelque chose qui puisse s'ajouter au concept d'une chose. C'est simplement la position d'une chose ou de certaines déterminations en soi » (2006, p. 533). L'existence, comme détermination fondamentale des réalités qui constituent un monde, ne peut être parfaitement représentée conceptuellement.

d'un œuf qui se reproduirait par l'entremise d'une poule (Butler, 1878), l'être humain se trouve quand même confronté à envisager sa filiation à des termes qui portaient autrefois une genèse et une finalité absolue.

T.B.—C'est une des grandes figures de la pensée... ce schéma d'ailleurs faux que l'ontogenèse récapitule la phylogenèse. J'en retire cette notion qu'il y a un lien étrange entre les deux et surtout qu'il manque un terme. Qu'ontogenèse et phylogenèse sans épigenèse ça ne veut rien dire. On devient par rapport à un environnement, par rapport à un monde, par rapport à des relations et ainsi de suite.

S.C. — Tenter de penser le problème de l'individuation, de l'affect et de l'angoisse requiert alors des rapports qui dépassent les principes leibniziens d'identité des indiscernables, de raison suffisante et de raison nécessaire, et a fortiori ceux de la logique aristotélicienne.

T.B.—Mais il faut bien faire la distinction entre « anti » et « non » aristotélicien. Il ne s'agit pas de jeter le bébé Aristote avec l'eau du bain. Peut-être même faut-il, comme Einstein l'a fait avec Newton, Bourbaki avec Euclide, englober le système aristotélicien dans un système plus large. De penser qu'une chose peut très bien être et ne pas être, qu'une chose peut être telle et son contraire. Et ça, ça vient de Korzybski, et après Korzybski de Van Vogt, de Burrows, de (Philip K.) Dick. Ce sont toutes des références sensibles pour moi, c'est là où les causalités s'inversent. Tout cela souligne aussi

le refus de se laisser épingler sous un mode unique. C'est une notion d'une identité modale, déclinable, qui serait pleine de ses virtualités et qui ne se contenterait jamais d'une actualisation, comme si elle était complète. Et je la retrouve avec (William) James et d'autres, cette notion d'une logique processuelle, d'une ontologie qui se pense avant tout comme une ontologie de l'événement, du devenir, ce que je découvre après beaucoup plus tard avec Deleuze entre autres et Simondon aussi, ce rapport au préindividuel, à toutes ces choses qui nous font.

Duns Scot est le dernier de deux générations de philosophes. Il y a ces deux premières générations des philosophes de la modernité, c'est à dire tout ce qui va de Saint Albert le Grand en passant par Bonaventure à Occam. C'est un moment incroyable pour la pensée, et ce moment c'est le moment de la redécouverte du corpus aristotélicien, puisque quand Saint Albert commence au début du treizième siècle, on a à peine quelques traités d'Aristote. Quand Occam termine sa carrière, nous avons déjà presque tout ce que nous avons maintenant. Il y a un renouveau... et c'est intéressant que par « renaissance » nous gardions plutôt l'image de la redécouverte du platonisme, des classiques grecs en Italie, les quattrocento, et qu'ensuite on oublie la première renaissance, qui est la renaissance aristotélicienne.

S.C. — La lecture de Duns Scot oriente le chercheur vers deux réalités, l'une intelligible, l'autre proprement esthétique et sensible, pour

faire face à ce qui reste inexprimable à propos de l'étant : toute substance s'individue, d'une part, par une nature commune dont il se sert « pour désigner tout ce qui — quantité, qualité, etc — est réellement commun à plusieurs individus : une qualité, telle que la blancheur, une qualité, telle que la grandeur, sont des natures prises en ce sens » (Sondag, 2005, p.33). Le principe d'individuation de Scot opère également par une signature, une haecceité ou singularité possédée seulement par l'individu et le distinguant de tout autre : « l'actualitas ultissima formae, l'actualité ultime d'une forme » (Sondag, 2005, p. 34).

T.B.—Voilà le postulat à partir de Simondon : chaque individuation est singulière tout en actualisant, si l'on en croit Duns Scot, une nature commune. Mais l'actualisation, dit Duns Scot, n'épuise pas la virtualité du pré-individuel, si nous parlons comme Simondon. Elle choisit des lignes de force en se différenciant, comme dit Deleuze : une différenciation au contact du réel et donc, chaque individuation est singulière, y compris l'individuation de la pensée de l'individuation. Ce qui fait que ce caractère un peu hétéroclite de ma recherche ne me posait pas du tout problème, d'autant plus que c'était lié à mon projet sur le « junk », où la question de l'hétéroclite, ou de l'hétérogène, est aussi une question assez centrale. Dans ce livre-ci, il y aura pour chaque entretien une introduction de quelques pages qui dans chaque cas créera une sorte de lien entre elles. Plutôt que de les juxtaposer tout simplement comme

ça, il y aura un travail à faire pour les lier avec un fil directeur.

**L'itération métaphorique : « Je est un autre »**

T.B.—Il y avait une question dans les entretiens qui a été la seule posée systématiquement à tous mes interlocuteurs, qui vient d'un passage de Deleuze sur le « je fêlé » et le « moi dissous ». Je pense que c'est au moment où Deleuze cite Rimbaud. J'avais évidemment la citation littérale et je leur ai demandé à tous de réagir à ce même bout qui est une façon pour moi de partir sur cette question avec cet extrait de Rimbaud dans la fameuse lettre dite du voyant, souvent résumée à un aphorisme, une phrase : « Je est un autre ». Donc c'est ce jeu sur l'identité et l'altérité que je tenais à explorer, et qui au lieu de les opposer les réconcilie dans chacun d'entre nous.<sup>6</sup>

J'ai depuis longtemps l'impression d'être, comme le dit un autre poème, jamais ni tout à fait le même ni tout à fait un autre et j'avais envie de les faire réagir à ça. Les réactions étaient très différentes, certains ont dits simplement : « Ah! c'est tellement beau ! » comme s'ils voyaient Deleuze comme un poète. D'autres

ont dit « Ah oui, ça m'évoque quelque chose » et ont poursuivi là et à chaque fois il y avait presque autant d'interprétations possibles de cette phrase qu'il y avait d'interlocuteurs. C'est là aussi où j'ai compris que ce parti pris de ma part, de partir d'une notion relative de l'identité, ce qui entre parenthèses résulte de mon travail précédent, puisque dans *Bootstrapping* je conclusais sur cette question-là. En fait je faisais plus que conclure là-dessus, je montrais comment le relativisme, et en particulier le relativisme culturel de Benjamin Lee Whorf, était fondateur non seulement pour les sciences sociales mais aussi pour la cybernétique. Il l'était même pour son devenir machinique avec (Douglas) Engelbart, pour conclure à la toute fin à cette notion relative de l'identité personnelle, puisque le livre devait s'appeler « l'interface personnelle ».

L'idée était de terminer par une quasi tautologie : l'ordinateur personnel, c'est l'ordinateur qui a été construit pour qu'une personne l'utilise, la personne de l'informatique personnelle. C'est un sujet qui a été inventé pour utiliser l'ordinateur dit personnel, donc il y a deux demi-tautologies qui en font presque une. Il y a longtemps déjà j'étais convaincu de cette notion que notre identité, s'il jamais y en une, ne peut être que relative. J'ai donc assumé ça dès le début du projet sur l'individuation, comme un postulat sur lequel j'ai demandé un retour à mes multiples interlocuteurs à l'aide de Deleuze, et je pense que c'est ça qui m'a permis de le gérer.

Ça, et aussi le fait que j'ai accepté

6 L'extrait en question est tiré de *Différence et Répétition*. Deleuze y rapproche la volonté de puissance ou le monde dionysiaque nietzschéen à un processus d'individuation. Ayant compris la volonté de puissance comme une force qui dépasse tous les « Je » et les « Moi » « impersonnels », « universels abstraits », Deleuze reprend Rimbaud en écrivant que « [c]'est pourquoi l'individu en intensité ne trouve son image psychique, ni dans l'organisation du moi, ni dans la spécification du Je, mais au contraire, dans le Je fêlé et dans le Moi dissous, et dans la corrélation du Je fêlé avec le Moi dissout. » (1968, p. 332)

que je parlais à des singularités, des singularités instruites, vis-à-vis desquelles je me plaçais en position d'humilité. Donc, il n'y avait pas de tentative de ma part au début, à part cette question deleuzienne, de les confronter à une même grille; j'avais envie de voir comment ils s'y prenaient sur cette question, et d'accepter chacune de leur lignes comme une ligne de recherche ou de questionnement possible intéressante. Le fait que j'allais chercher de l'aide aussi m'a peut-être évité d'avoir un jugement a priori de ce que je voulais entendre ou pas entendre. Du coup, j'étais plus à même de les écouter, de les laisser parler et de tenter de faire quelque chose avec ça. Il y avait donc ce choix de ne pas faire des entrevues au service de mon questionnement, même si ceci pouvait m'aider, mais de faire des entrevues qui vaudraient chacune en elle-même comme un chapitre du livre. Tout cela a rendu la chose beaucoup plus facile.

C'est ce qui me fait penser que la vraie individuation, pour un être humain, elle est transindividuelle, c'est-à-dire que pour Simondon, le niveau le plus abouti de l'individuation humaine c'est l'individuation collective (cf. Simondon, 2005). On se désindividue d'une certaine manière d'une personne égocentrée pour, au contact des autres, s'individualiser vraiment, à notre plein potentiel en tant qu'humains. Ça aussi c'était quelque chose que j'avais intégré et accepté depuis le début. Je dis toujours que les idées ne nous appartiennent pas, sans qu'on en soit non plus des vecteurs neutres, des espèces de récipiens qu'on peut remplir d'idées,

mais il y a quand même cette notion que ce qui nous fait penser et même aimer et vivre en général ne nous appartient pas en propre. C'est quelque chose qui est d'autant plus fort que c'est partagé y compris avec des tensions, des oppositions et ainsi de suite. Mais être humain, et en plus, être chercheur ou être philosophe ou quoi que ce soit de ce genre, c'est aussi vivre en permanence avec les idées des autres, ou avec l'expression des autres, des idées qui nous tiennent à cœur. Je n'avais pas de problèmes avec ça et c'est peut-être dans ce sens-là que le livre témoigne d'une certaine étape dans mon propre devenir, à un moment où cette désindividuation et cette transindividuation est entrain de se faire par ce livre. Disons que c'est le vecteur que j'aurai, la forme que j'aurai choisi de lui donner à ce moment-là.

### **Conclusion**

Chez Deleuze et Guattari, les trois incarnations de la pensée que sont la science, la philosophie et l'art se recoupent, « se croisent, s'entrelacent, mais sans synthèse ni identification » (1991, p.187). Le processus de recherche de Thierry Bardini suit des mouvements similaires. Les percepts, affects et concepts qui informent ces mouvements ne lui appartiennent pas en propre et ne cessent de refaçonner son identité en une altérité nouvelle. Ce processus, irréductible à la recherche, permet néanmoins au chercheur d'être attentif aux bifurcations et aux individuations qui l'interpellent en chemin.

## LISTE DE RÉFÉRENCES

- BARDINI, T. (2000). *Bootstrapping. Douglas Englebart, Coevolution, and the Origins of Personal Computing*. Stanford, CA : Stanford University Press.
- BARDINI, T. (2010). *Junkware*. Minneapolis: University of Minnesota Press.
- BARDINI, T. (en préparation). *De l'humaine Individuation / On Human Individuation*.
- BLOOR, D. (1991). *Knowledge and Social Imagery*. Chicago : University of Chicago Press.
- BUTLER, S. (1878). *Life and habit*. Oakland, CA : Pierce Press.
- DELEUZE, G. (1990). Post-scriptum sur les sociétés de contrôle. *L'autre journal*, 1(1).
- DELEUZE, G. (1968). *Différence et répétition*. Paris : PUF/Épiméthée.
- DELEUZE, G. et GUATTARI. F. (1991). *Qu'est-ce que la philosophie ?* Paris : Minuit.
- DELEUZE, G. et GUATTARI. F. (1980). *Capitalisme et Schizophrénie 2 : Mille Plateaux*. Paris : Minuit.
- KANT, E. (2006). *Critique de la raison pure*. Paris : Flammarion.
- LONG, G. (1975). Nexum . In W. Smith (Ed.), *Dictionary of Greek and Roman Antiquities* (p. 795-798). Londres: John Murray. Retrieved September 10, 2009, from [http://penelope.uchicago.edu/Thayer/E/Roman/Texts/secondary/SMIGRA\\*/Nexum.html](http://penelope.uchicago.edu/Thayer/E/Roman/Texts/secondary/SMIGRA*/Nexum.html).
- NEWITZ, A. (juin 2002). Hacking the Genome: Home-built Honeybees -Hold The Venom. *Wired*. [en ligne], <http://www.wired.com/wired/archive/10.06/start.html?pg=18>, (consulté le 28 septembre 2009).
- ROBITAILLE, A. (2007). *Le Nouvel Homme nouveau : Voyages dans les utopies de la posthumanité*. Montréal : Boréal.
- SCOT, J. D. (1988). *Sur la connaissance de Dieu et l'univocité de l'étant*. Paris : PUF.
- SCOT, J. D. (2005). *Le principe d'individuation /De principio individuationis*. Introduction de Gérard Sondag. Paris : Vrin.
- SIMONDON, G. (2005). *L'individuation à la lumière des notions de forme et d'information*. Grenoble : Éditions Jérôme Millon.
- STIEGLER, B. (2006). *Mécréance et discrédit, 2. Les sociétés incontrôlables d'individus désaffectés*. Paris : Galilée.

Section 2

**MÉDIAS, CULTURE  
ET POLITIQUE**

**Nadia SERAIOCCO**  
Du « macro » au « micro » : l'apport de la théorie critique pour penser les usages des médias numériques

**Éric GEORGE**  
Du concept d'espace public à celui des relations publiques généralisées (1999)

# Du « macro » au « micro » : l'apport de la théorie critique pour penser les usages des médias numériques

**Nadia SERAIOCCO**

C'est en lisant Alice Marwick et danah boyd, deux auteures reconnues autant pour leur apport à la recherche académique que la recherche en entreprise (boyd a travaillé pour Microsoft et Marwick a travaillé quelques années dans Silicon Valley avant de faire sa thèse) puis par leur truchement, Tom Boellstorff, que j'ai constaté que mon expérience de plusieurs années dans le secteur des communications numériques me reliait aux approches ethnographiques dans la recherche en communication.

Comme pour boyd et Marwick, c'est dans le secteur de l'entreprise numérique que m'est apparu la nécessité de traiter de l'intrication toujours plus grande des réseaux socionumériques dans toutes les sphères de la vie quotidienne, jusque dans des expériences émotives profondes, comme celle du deuil, qui est devenu le centre d'intérêt de mes recherches au doctorat. Selon cette perspective, j'exposerai ici comment les enjeux macro de la posture critique défendue par Éric George quant à l'espace public permettent de positionner dans un cadre plus large « le micro », c'est-à-dire les usages observés sur le terrain et les limites que posent les gestionnaires des sites socionumériques. De plus, il démontre comment cette analyse macro sied au concept des réseaux

socionumériques comme récent maillon de l'évolution des médias vers un rétrécissement de l'espace public au profit des relations publiques généralisées.

George, s'appuyant sur la conception de l'espace public de Jürgen Habermas, montre en quoi la « marchandisation progressive de la presse » et la montée des relations publiques généralisées pressenties par Miège (1995, 1997) s'effectuent au détriment d'un espace public. En citant Habermas, il affirme que « l'État en vient à s'adresser à ces citoyens comme à des consommateurs », les dirigeants utilisant le pouvoir de la publicité. Ce constat toujours valable peut être appliqué à une analyse des usages du numérique dans la sphère politique actuelle. Prenons en exemple l'utilisation de Twitter par ses dirigeants des États. Stephen Harper<sup>1</sup> a certainement été le premier dirigeant près de nous à utiliser exclusivement les réseaux socionumériques pour diffuser des annonces publiques, ce qui venait confirmer une certaine distance avec la presse parlementaire qui était jusque-là convoquée pour chaque annonce publique. Le Premier ministre ac-

<sup>1</sup> Au moment de l'entrée au pouvoir de Stephen Harper, une série de nouvelles consignes ont été acheminées aux organismes gouvernementaux susceptibles d'organiser des mêlées de presse : parmi ces consignes, des distances obligatoires entre le lutrin et les membres de la presse.

tuel, Justin Trudeau, utilise aussi les réseaux sociaux numériques chaque jour, mais sans omettre de rencontrer aussi les journalistes pour répondre directement à leurs questions. De même, depuis son arrivée au pouvoir — et bien avant même diront certains —, Donald Trump utilise Twitter tant pour communiquer avec les citoyens qu'avec les journalistes, les mettant sur le même horizon d'accès à l'information. Certains critiques des pratiques du nouveau Président ont même suggéré que les tweets du président américain émis sur son compte personnel (@realDonaldTrump) devaient être archivés au même titre que toutes les communications présidentielles, que le président ne devrait pas pouvoir bloquer des usagers sous peine de contrevenir au Premier Amendement et que son compte devrait être déclaré « espace public »<sup>2</sup>. Or, la critique de l'évolution des médias de George mène à ce constat sur l'état actuel de la circulation de l'information : alors que les médias sont maintenant en grande partie tributaires des géants du numérique pour la diffusion de leurs contenus et la collecte de maigres revenus publicitaires (comparativement à ce que le réseau peut obtenir de ces contenus) pour assurer leur survie.

La diffusion de l'information fait maintenant partie d'une économie numérique privée. Elle se trouve d'une part contrainte

2 Funk, D. Poynter Institute, 11 juillet 2017 : <https://www.poynter.org/news/knight-institute-sues-president-trump-over-twitter-blocking>

par ses impératifs commerciaux<sup>3</sup> et d'autre part « éditée » mécaniquement par des algorithmes, dont le but est de créer des expériences consommateur agréables (Rouvroy, Berns, 2013). Une bonne information plaît, elle est « formatée » en amont par les « médias personnels » des entreprises — publicité et information se confondant ici — diminuant la visibilité des médias d'information qui subissent une pression grandissante liée à l'économie numérique<sup>4</sup>. Au final, elle doit garantir qu'un usager se reconnaît dans ce qui circule dans son « fil d'actualités ». Ainsi la solution envisagée pour faire de Twitter un média au ton plus « policé » (pour répondre aux critiques qui soulignent fréquemment la violence verbale qui a cours sur le réseau) et donc plus profitable, a été de le munir d'un algorithme régissant les publications et publicités du fil d'actualités de chaque usager<sup>5</sup>.

3 On notera que la censure de propos de diffamatoires ou racistes comme a vu à l'été 2017, à la suite des événements de Charlottesville, ne s'effectue que dans la peur de perdre des « annonceurs » et des consommateurs-usagers du réseau : <https://techcrunch.com/2017/08/16/hatespeech-white-supremacy-nazis-social-networks>

4 Le nombre de clics, de partages et de « j'aime » sur un article étant désormais un critère de performance économique, il s'est aussi développé une économie de la vente « de clics » en Asie : <http://mashable.com/2017/06/13/thailand-click-farm-caught/#onG4nhCTTOqr>

5 Ce changement annoncé en 2016 est devenu effectif en 2017, comme le rapporte cet article de Stale : [http://www.slate.com/articles/technology/cover\\_story/2017/03/twitter\\_s\\_timeline\\_algorithm\\_and\\_its\\_effect\\_on\\_us\\_explained.html](http://www.slate.com/articles/technology/cover_story/2017/03/twitter_s_timeline_algorithm_and_its_effect_on_us_explained.html) (lien en date du 18 août 2017)

Observer le terrain des relations publiques généralisées et des réseaux socionumériques permet de rejoindre la position de George qui, déjà en 1999, constatait une « certaine homogénéité des produits proposés par les différents médias » attribuée au fait que les journalistes écoutent et lisent les produits de leurs concurrents. Aujourd'hui, s'ajoute à cette concurrence entre les médias, l'intelligence artificielle des algorithmes qui vient consolider l'homogénéisation, réduisant la possibilité de trouver un espace public où des opinions différentes se juxtaposeraient. Selon cette perspective, Rouvroy et Berns en concluent que nous assistons « à une colonisation de l'espace public par une sphère privée hypertrophiée », c'est-à-dire par ce regard personnalisé conçu pour conforter chacun dans sa vision du monde. Rouvroy et Stiegler citant Desrosières rappellent « (...) que l'espace public est un espace de délibération à propos des choses collectives non rabattues sur la seule concurrence des intérêts individuels égoïstes. » (Rouvroy, Stiegler, 2015 : p. 138). Facebook a répondu à cette demande de lieu de conversation par des « espaces sécuritaires » en créant ces espaces de consensus où l'on peut éliminer la confrontation. Ainsi, on nous fait échapper à « ce désaccord, qui n'a pas été prévu, [qui] constitue le commun. » (Rouvroy, Stiegler, 2015 : p. 138). Les réseaux socionumériques contribuent donc à ce « consensus fabriqué » pour les lecteurs des médias qu'a identifié George.

L'analyse d'Éric George permet ensuite de relever que les intérêts

économiques ont reformaté graduellement les médias d'opinion du XVIII<sup>e</sup> siècle pour les ouvrir un public toujours plus grand, faisant du lecteur un consommateur. Dans le numérique, chaque citoyen devient un média personnel agissant sur une plateforme Web dont il est à la fois le producteur de contenus, le produit et le consommateur, donc le « prosumer ». Les réseaux socionumériques, au contraire de la promesse faite au départ, n'offrent pas forcément un espace public, car la mobilisation citoyenne qui semblait si naturelle sur ces réseaux « dits sociaux » a vite été réprimée par un « contrôle technologique » instigué par les créateurs des plateformes et par un « contrôle étatique » (Landry 2012b; Brooke, 2011, cité dans Landry et al. 2014). Effectivement, si ces réseaux ont eu une influence certaine sur les mouvements sociaux entre 2002 et 2012, l'action politique reste désormais limitée par le désir des plateformes à encourager un usage plus léger et par les autorités qui utilisent ces groupes pour suivre et surveiller les mobilisations (Landry *et al.*, 2014). Pour effectuer leur contrôle technologique, les gestionnaires des réseaux socionumériques créent plutôt une « expérience consommateur » toujours plus personnalisée et surtout toujours plus agréable, ne générant pas de « désagrément » pour l'utilisateur-consommateur.

George conclut, en « conséquence, continuer à étudier la façon dont la marchandisation des médias structure l'offre en matière d'information nous apparaît plus que jamais d'ac-

tualité pour comprendre l'évolution de l'espace public ». Or, en mettant en parallèle ces deux façons d'appréhender l'évolution des médias — l'une ancrée dans le macro qui relie la théorie à l'état actuel des médias et l'autre dans le micro, qui part de l'expérience pour rejoindre la théorie —, il apparaît la possibilité d'effectuer des correspondances entre la perspective apportée par les éléments des analyses théoriques et l'observation sur le terrain. De fait, les observations sur le terrain, comme les exemples de l'évolution de ce qui est considéré « privé » ou de l'ajout de rituels liés au deuil en ligne sont resitués et mis en contexte pour l'analyse macro de la marchandisation des médias que la théorie apporte. Ainsi, les cas rele-

vés par ces observations et la mise en contexte des usages deviennent autant de preuves ou de révélateurs du prolongement des jalons théoriques que l'analyse macro de George a posé. Les réseaux socio-numériques faisant font désormais partie du système des médias, leur impact sur la transformation des médias de masse, comme celle de l'espace public, se fait sentir toujours un peu plus à chaque percée technologique. Or, l'étude de leur impact sur la transformation des médias de masse, comme sur celle de l'espace public, permet de créer des ponts conceptuels riches pour la recherche en communication entre ces phénomènes « micro » et le contexte plus large dans lequel ils s'inscrivent et auquel ils contribuent.

### **LISTE DE RÉFÉRENCES**

- HORST, H. A. et MILLER, D. (2012). *Digital anthropology*. London, New York: Berg. ISBN: 978-0-85785-291-5.
- ROUVROY, A., et BERNIS, T. (2013). Gouvernamentalité algorithmique et perspectives d'émancipation : Le disparate comme condition d'individuation par la relation ?. *Réseaux*, 177(1). [En ligne]. <http://www.cairn.info/revue-reseaux-2013-1-page-163.htm>.
- ROUVROY, A. et STIEGLER, B. (2015). Le régime de vérité numérique. *Socio*, 4. [En ligne]. <http://socio.revues.org/1251>

## Du concept d'espace public à celui de relations publiques généralisées

Éric GEORGE

Dans une contribution à un ouvrage collectif paru en 1995, Érik Neveu propose une réflexion sur « les usages contemporains d'un livre inséparablement fécond et encombrant, comme le sont souvent, avec l'écoulement des jours et des travaux ultérieurs, les grands textes fondateurs par lesquels naît une réflexion sur une facette du monde social, un déplacement du projecteur sur des objets à l'égard desquels jouait l'illusion de la familiarité.<sup>1</sup> » (1995, p. 38)

Ce livre, il s'agit de *L'espace public. Archéologie de la publicité comme dimension constitutive de la société bourgeoise*, plus connu sous la simple dénomination *L'espace public* du nom du concept qu'aborde et développe son auteur, Jürgen Habermas. Paru en 1962 en allemand, cet ouvrage fait suite à la thèse de doctorat de son auteur effectuée au sein de l'École de Francfort sous la direction de Theodor W. Adorno<sup>2</sup>. Il symbolise

1 Il montre également à l'occasion la dimension contingente de la réflexion scientifique, la plupart des auteurs anglo-saxons ayant découvert l'ouvrage du chercheur allemand quelques vingt-neuf années après sa publication dans la langue de Goethe, un caractère contingent qu'il considère comme bienvenu car le décalage avec l'édition originale fournit la possibilité de tenir compte « des formes contemporaines des espaces publics réellement existants » (1995 : 38)

2 Jürgen Habermas a été l'assistant de Theodor W. Adorno entre 1956 et 1959. Il a enseigné la philosophie à Heidelberg jusqu'en 1964 puis la philosophie et la sociologie à Francfort de 1964 à 1971. Il a ensuite dirigé de 1971 à 1983 l'institut de recherche sociale Max Planck à Munich et

« l'entrée en scène » d'un chercheur aujourd'hui considéré comme l'un des principaux intellectuels du XX<sup>e</sup> siècle. Si l'on en juge à partir du nombre de problématiques qui ont été consacrées à l'espace public suite aux travaux de Jürgen Habermas, c'est assurément le cas. Toutefois, d'après Érik Neveu, ces problématiques sont désormais largement routinisées, voire épuisées suite à une multiplication de travaux allant dans deux directions. D'une part, bon nombre d'auteurs ont effectué une analyse critique des thèses de Jürgen Habermas en comparant ses propos avec les savoirs accumulés dans les disciplines dont il s'était inspiré dans ses recherches. D'autre part, certains auteurs ont semblé reprendre à leur compte la thèse centrale de la dégénérescence de l'espace public sans avoir vraiment lu l'ouvrage de Jürgen Habermas, cette absence de lecture étant compensée par un bref survol.

Dans le premier cas, les critiques ont porté sur des thèmes tels que la dimension idéale d'un âge d'or qui n'a jamais existé, la comparaison rapide entre plusieurs époques, l'absence de prise en compte de la marginalisation des femmes dans l'espace public et les lacunes dans l'état de la connaissance des sciences sociales du moment. Or, ces critiques se sont multipliées alors que le chercheur reconnaissait lui-même un certain nombre d'insuffisances. C'est ainsi que, dans un ar- depuis 1983, il enseigne à l'Université J.W. Goethe à Francfort.

ticle intitulé en français « L'espace public, trente ans après <sup>3</sup> », il a reconnu qu'au moment même de son élaboration, son travail « reposait sur la synthèse d'un foisonnement à peine maîtrisé de contributions provenant de nombreuses disciplines » (1992, p. 161). Il estime, par exemple, s'être trompé dans son jugement sur le comportement du public : « j'ai évalué de façon trop pessimiste la capacité de résistance, et surtout le potentiel critique d'un public demasse pluraliste et largement différencié, qui déborde les frontières de classe dans ses habitudes culturelles » (*ibid.*, p. 174) et il émet l'hypothèse qu'une nouvelle analyse des transformations structurelles de l'espace public pourrait éventuellement « offrir une évaluation moins pessimiste qu'autrefois et [...] une perspective moins chagrine et simplement hypothétique » (*ibid.*, p. 188). Il mentionne d'ailleurs les travaux dans différentes disciplines, notamment les sciences politiques, qui ont mis en évidence le rôle actif du public. Abordant brièvement les questions relatives au champ de la communication, il souligne que grâce à l'établissement d'une distinction en trois catégories des stratégies d'interprétation des récepteurs, les recherches de Stuart Hall ont bien illustré le dépassement d'approches trop linéaires. Mais il explique son positionnement antérieur en reconnaissant l'influence exercée par la théorie de la culture de masse

3 Cet écrit constitue la traduction en langue française de la préface rédigée par l'auteur en 1990 pour le compte de la dix-septième édition de l'ouvrage en langue allemande.

développée notamment au sein de l'École de Francfort par Theodor W. Adorno. Par ailleurs, il admet aussi dans cet article que « la sélection, la pertinence statistique et l'évaluation des tendances et des exemples historiques constituent un problème qui comporte des risques importants, surtout lorsqu'on n'a pas recours aux sources comme l'historien, et que l'on s'appuie davantage sur une littérature de seconde main » (*ibid.*, p. 162).

Dans le deuxième cas, Érik Neveu fait plutôt référence aux chercheurs qui utilisent abusivement le concept d'espace public pour développer des énoncés sommaires de la sorte : « la « culture de masse », spécialement sous ses formes télévisuelles, est une culture de pure distraction, elle sollicite la démagogie ou les pulsions, renonce à toute dimension formatrice d'un esprit critique ; l'espace public devient le théâtre de manipulations multiformes, au détriment d'un travail d'*Aufklärung*, de confrontation des arguments » (1995, p. 44). Le résultat est alors « une adhésion réfléchie ou... simplificatrice » aux thèses de Jürgen Habermas (*ibid.*, p. 46), ce qui favorise le plus souvent la réalisation d'un exercice de surenchère sur les horreurs de la dégénérescence de l'espace public... comme c'est le cas d'auteurs comme Neil Postman (1986) d'après Érik Neveu.

Après avoir recensé ces critiques, Érik Neveu ajoute toutefois que le philosophe allemand a fourni à « son lecteur-sociologue un véritable programme d'investigation, le plan d'un énorme chantier de

fouilles<sup>4</sup> » (1995, p. 49). Parmi les pistes de recherche proposées par le chercheur français, on trouve :

1. L'analyse des évolutions de la sociabilité familiale et conviviale et le déplacement des frontières entre espaces publics et privés. Il mentionne ici les réflexions de Paul Beaud au sujet de « l'intellectualisation de la vie privée ». À titres d'exemples, on peut également noter les réflexions de Pierre Chambat (1995) et de Serge Proulx (1996) à ce sujet. Ainsi, avec cette croissance du rôle des techniques de l'information et de la communication, il devient de plus en plus difficile de distinguer espaces public et privé. Les TIC « brouillent la distinction public / privé à travers l'assignation des lieux et des activités, l'exemple type étant la publicisation de l'intime dans les médias audiovisuels ou les messageries télématiques » (Chambat, 1995, p. 69). La différence est de taille avec le modèle grec au sein duquel il y avait une nette séparation entre les différents types d'activité et qui supposait simultanément la co-présence des hommes et leur délibération en commun.

2. La prise en compte de nouveaux lieux de débat, comme les tribunes téléphoniques à la radio et les talks-shows télévisés, et leur importance en tant que lien social. On peut penser ici aux recherches de Dominique Mehl sur la télévision en France (1992). Au Québec, on peut mentionner, entre autres, les travaux de Florian Sauvageau,

4 Il suffit pour s'en convaincre de lire l'ouvrage écrit en 1992 sous la direction de Craig Calhoun « Habermas and The Public Sphere ».

Pierre Trudel et Marie-Hélène La-voie (1995) qui ont analysé les tribunes téléphoniques à la radio.

3. La réflexion autour de l'existence d'espaces publics partiels et pluriels qui remet en cause une vision trop unitaire de l'espace public, ainsi que certains présupposés contestables relevant de l'individualisme méthodologique, chaque individu étant censé se faire sa propre opinion rationnelle. Or, les personnes agissent certes comme des individus mais comme des individus qui font partie de différents groupes selon les moments de leur vie. Érik Neveu fait ici référence aux travaux de Hoggart et Thompson sur les espaces publics propres aux classes populaires. On pourrait également mentionner les travaux de John Keane qui met en évidence trois types d'espaces publics tenant compte de leur « taille » (1995)<sup>5</sup>.

Pour notre part, nous proposons d'aborder dans cet article le concept d'espace public dans un contexte dominé par le double processus d'industrialisation et de marchandisation de la culture. Afin d'éviter le deuxième écueil mis en évidence par Érik Neveu, nous commencerons par revenir sur la façon dont Jürgen Habermas envisageait au début des années 60 le développement de la presse en tant qu'élément constitutif de l'espace public. Afin d'éviter le premier écueil mis en évidence par Érik Neveu, nous ne nous sommes pas fixé pour but de porter un regard critique sur une analyse qui

5 Cet article a également été l'occasion d'un échange stimulant avec son compatriote Nicholas Garnham sur les caractéristiques de l'espace public.

aura bientôt quarante ans mais de montrer au contraire en quoi cette analyse est utile à la compréhension de la transformation de l'espace public. C'est dans le même esprit que nous présenterons les travaux plus récents d'Yves de la Haye et de Bernard Miège qui développent le concept de « relations publiques généralisées » qui nous semble particulièrement pertinent pour caractériser l'évolution de l'espace public depuis ces vingt dernières années. Enfin, nous verrons justement en quoi ces deux concepts sont susceptibles d'éclaircir quelques travaux effectués depuis une dizaine d'années sur le rôle des journalistes dans des sociétés prétendument démocratiques<sup>6</sup>.

### **De l'espace public...**

Jürgen Habermas s'est intéressé à analyser « le processus au cours duquel le public constitué par les individus faisant usage de leur raison s'approprie la sphère publique contrôlée par l'autorité et la transforme en une sphère où la critique s'exerce contre le pouvoir de l'État » (1978, p. 61). Au moment où l'Ancien Régime bascule sous la poussée de la bourgeoisie et où le Contrat social remplace le Droit divin en tant que base philosophique de l'organisa-

6 Nous nous sommes essentiellement concentré sur les travaux de trois auteurs français, Yves de la Haye, Bernard Miège et Érik Neveu, ainsi que plus généralement sur les travaux d'auteurs francophones (Pierre Bourdieu, Jean-Marie Charon, Anne-Marie Gingras, Serge Halimi, Gaëtan Tremblay, etc.). Ceci ne signifie évidemment pas pour autant que bon nombre d'autres chercheurs parmi lesquels on peut citer Nancy Fraser, Nicholas Garnham ou John Keane n'ont pas produit de réflexions très intéressantes à partir du concept d'espace public.

tion de la société, un espace public de discussion s'avère nécessaire entre la société civile (l'ensemble des intérêts privés) et l'État responsable de faire appliquer les règles communes. Naît alors la sphère publique bourgeoise, « la sphère des personnes privées rassemblées en un public ». « Sans précédent dans l'histoire », le médium de l'opposition entre cette sphère et le pouvoir est « l'usage public du raisonnement » (*ibid.*, p. 38). Le principe de Publicité — que Jean-Michel Salaün (1987, p. 45) qualifie de droit à l'information — est opposé par les bourgeois cultivés, capables de raisonner, à la pratique dusecret, caractéristique de l'État monarchique absolu. La ville n'est plus au centre de la société uniquement pour des raisons économiques. Elle comprend également les cafés, les salons, les réunions d'habituez qui constituent autant de lieux où se développe cette sphère publique littéraire, une sphère qui s'ouvre également à l'ensemble du marché des biens culturels (1978, p. 41).

En fait, Jürgen Habermas montre que, dès le XIV<sup>e</sup> siècle, les grands centres de commerce ont également été des lieux où l'on échangeait des informations. À cette époque, les nouvelles transmises à des fins professionnelles n'étaient pas encore rendues publiques et les nouvelles irrégulièrement publiées n'étaient pas encore des informations à prétention objective (*ibid.*, p. 27-28). En fait, les premiers journaux qui ont commencé à paraître chaque semaine puis, à partir du milieu du XVII<sup>e</sup> siècle, quotidienne-

ment, n'étaient pas très intéressants car on y trouvait essentiellement » des nouvelles de l'étranger, de la Cour et des informations commerciales sans importance » (*ibid.*, p. 31). « Ainsi, les informations qui [parvenaient] à être publiées [provenaient] des rebuts du matériel qui eût été virtuellement disponible » (*ibid.*, p. 32). L'invention de l'imprimerie ne semble d'ailleurs pas avoir eu, dans un premier temps du moins, un rôle majeur dans la nature des nouvelles relatées, les journaux imprimés ayant pris leur essor « à partir des mêmes agences d'information qui rédigeaient déjà les journaux manuscrits » (*ibid.*). Cette presse était « au service de l'administration d'État » (*ibid.*) qui s'adressait « en principe à tous les sujets » mais qui de cette façon, ne touchait habituellement pas « l'homme du peuple », tout au plus les « couches cultivées » constituées par les juristes, les médecins, les prêtres, les officiers, les professeurs, et l'ensemble des gens instruits (*ibid.*, p. 33). Auteur d'un travail considérable consacré à la presse en France, Daniel Cornu confirme au sujet de celle-ci qu'au début du XVII<sup>e</sup> siècle, « il ne [serait pas venu] à l'idée des premiers lecteurs de cette presse qu'une liberté d'expression quelconque prétende contrecarrer l'affirmation d'un pouvoir séculier qui renforce la raison d'État inventée par Machiavel ou qui vient tout droit de Dieu selon la doctrine de Bossuet. » (1994, p. 153)

C'est toutefois au cours de la première moitié du XVII<sup>e</sup> siècle que l'analyse critique a fait son entrée dans la presse quotidienne par le

biais de ce qui a été appelé l'article de fond, et c'est dans le dernier tiers du XVII<sup>e</sup> siècle que des revues contenant non seulement « des informations mais aussi des articles didactiques, voire des critiques et des compte-rendus » ont été ajoutées aux journaux (1978, p. 35). Jusqu'à la première moitié du XIX<sup>e</sup> siècle, « en tant qu'institution d'un public dont elle reflétait les discussions, la presse d'opinion avait pour objectif premier d'en affirmer la fonction critique ; l'infrastructure financière de l'entreprise n'était [...] qu'une préoccupation de second ordre, quand bien même d'ailleurs un capital y eût été investi dans le but d'y être rentablement exploité » (*ibid.*, p. 192). D'après Jürgen Habermas, on peut donc considérer qu'à cette époque, la logique capitaliste n'était pas dominante dans le cadre du fonctionnement de ce type de média. Cette « presse qui s'était développée à partir de l'usage que le public faisait de sa raison et qui se contentait d'être le prolongement des discussions [était] un médiateur et un stimulant des discussions publiques » (*ibid.*, p. 191). Pour illustrer son propos, Jürgen Habermas prend l'exemple de la vitalité de ce type de presse au cours des périodes révolutionnaires comme ce fut le cas en 1789 et en 1848 à Paris<sup>7</sup>. Le philosophe allemand note que :

Ce n'est qu'avec l'établissement de l'État constitution-

7 On peut noter ici que Jürgen Habermas ne traite pas dans son ouvrage de ce qu'il appelle lui-même « la sphère publique plébéienne ». Pourtant, les ouvriers ont joué un rôle considérable dans certaines situations comme celle de la Commune de Paris.

nel bourgeois et une fois que la sphère publique politiquement orientée a été légalisée que la presse critique a vu se lever les interdits qui entravaient la liberté d'opinion. Elle put dès lors abandonner son attitude polémique et s'ouvrir aux possibilités de réaliser un profit, comme n'importe quelle entreprise commerciale (*ibid.*, p. 192).

C'est en effet à peu près au même moment — dans la première moitié du XVIII<sup>e</sup> siècle — que la presse d'opinion a commencé à devenir un commerce, tant en Angleterre, aux États-Unis, qu'en France. Jürgen Habermas estime qu'à partir de ce moment-là, le fait même de procurer « aux masses » un accès à la sphère publique par le biais du développement de la « grande presse » « en éliminant les informations et les éditoriaux politiques » a fait perdre à cette sphère publique « son caractère politique ». Ceci a été le cas lorsque les moyens mis au service de l'« accessibilité psychologique » ont pu être transformés en une fin en soi : « maintenir la consommation à un niveau déterminé par les lois du marché » (*ibid.*, p. 177). Jürgen Habermas met l'accent sur le fait qu'à ce moment-là :

les prises de position de la rédaction cèdent le pas aux informations transmises par les agences spécialisées et aux reportages des correspondants ; les décisions, prises en comité restreint, sur la sélection et la présentation de la matière prennent le pas

sur le raisonnement, et l'on n'accorde plus la même place aux informations politiquement orientées ou qui ont une signification sur le plan politique : les affaires publiques, les problèmes sociaux, les questions économiques, l'éducation, la santé — [...] — c'est-à-dire précisément « les informations dont le bénéfice n'est pas immédiat » ne sont pas seulement évincées au profit des « informations dont l'aspect gratifiant est immédiat : bandes dessinées, faits divers, catastrophes, sports, loisirs, nouvelles de la haute société, histoires vécues », elle sont aussi effectivement moins lues et plus rarement, comme l'indique déjà la distinction opérée par les auteurs. Les nouvelles finissent par être essentiellement travesties et sont assimilées à un récit (*news stories*) dont elles adoptent le format et jusqu'aux caractéristiques stylistiques ; la stricte frontière entre fait et fiction ne cesse de s'estomper<sup>8</sup> (*ibid.*, p. 177-178).

Au total, le déclin de la sphère publique littéraire peut se résumer ainsi :

la surface de résonance que devait constituer cette couche sociale cultivée, et éduquée

8 En effectuant ici un lien entre la nature de la production médiatique - la nouvelle de la presse à grand tirage dans ce cas - et le contenu des informations, Jürgen Habermas montre un certain cousinage avec les préoccupations de ses prédécesseurs, Théodor W. Adorno et de Max Horkheimer. Nous y reviendrons plus tard.

pour faire de sa raison un usage public, avolé en éclats ; le public s'est scindé d'une part en minorités de spécialistes dont l'usage qu'ils font de leur raison n'est pas public, et d'autre part en cette grande masse des consommateurs d'une culture qu'ils reçoivent par l'entremise de média publics (*ibid.*, p. 183).

Progressivement, la publicité en tant que manipulation a pris le dessus sur la Publicité critique et la sphère publique a été envahie par la commercialisation. Dès lors, la presse a été gérée par de véritables entreprises, qui ont visé le marché naissant des annonces de façon à diminuer le prix de vente, afin que celui-ci soit de plus en plus attractif pour le consommateur. Cela a entraîné un accroissement de plus en plus considérable de la surface consacrée aux petites annonces par rapport aux textes rédactionnels, ce qui a fait écrire à K Bücher : « un journal revêt le caractère d'une entreprise dont les marchandises qu'elle produit sont les espaces réservés aux annonces, tandis que la partie réservée à la rédaction se charge de les vendre.<sup>9</sup> » (cité par Habermas, *ibid.*, p. 192)

Jürgen Habermas affirme que l'étude de l'histoire des grands quotidiens de la deuxième moitié du XIX<sup>e</sup> siècle prouve que la presse est devenue d'autant plus manipulable qu'elle s'est commercialisée et technicisée. Il observe que le rapport en-

tre l'éditeur et le rédacteur a obéi « à cette transformation structurelle ». Les termes employés par Jürgen Habermas sont ici particulièrement évocateurs. Le rédacteur a subi « la pression des progrès techniques accomplis dans la transmission des informations » (*ibid.*, p. 193). À ce moment-là, le choix du matériel informatif est devenu plus important que la rédaction de l'éditorial :

C'est pour l'essentiel à partir des années 1870 qu'on voit se dessiner la tendance selon laquelle ce ne sont plus au premier chef les journalistes de talent, mais des éditeurs habiles qui font le renom des journaux et leur permettent d'occuper un bon rang. Les éditeurs nomment les rédacteurs et attendent d'eux qu'ils travaillent dans l'intérêt d'une entreprise privée cherchant à réaliser un profit, et qu'ils se conforment à cet impératif (*ibid.*, p. 194).

En conséquence, le « laborieux processus d'*Aufklärung* », c'est-à-dire l'usage public de la raison par l'argumentation et l'échange des idées — les médias ayant pour objectif de contribuer au débat entre lecteurs (et avec éventuellement les collaborateurs de ces journaux) — a fait place à un « consensus fabriqué. » « L' "intérêt général", sans la présupposition duquel il serait impossible de réaliser librement un accord rationnel entre des opinions ouvertement concurrentes, a disparu dès l'instant que des intérêts privés privilégiés s'en sont emparés pour se représenter eux-mêmes à

9 Dallas Smythe a tenu des propos similaires pour le cas de la télévision en 1977 dans le *Canadian Journal of Political and Social Theory*.

travers la publicité » selon Jürgen Habermas (*ibid.*, p. 203). Jadis, la Publicité (avec un « p » majuscule) consistait à « démystifier la domination politique » grâce à l'usage public de la raison. Elle visait à remettre en cause « la politique du secret pratiquée par l'absolutisme » (*ibid.*, p. 209) et avait un objectif émancipatoire. Elle s'adressait à l'opinion publique. Avec la marchandisation progressive de la Presse, la publicité (avec un « p » minuscule) n'a plus été qu'une accumulation de comportements-réponses « dictés par un assentiment passif » (*ibid.*, p. 203), s'adressant à une « opinion non-publique » (*ibid.*, p. 247). Quelques années auparavant, Theodor W. Adorno et Max Horkheimer écrivaient déjà :

Dans la société concurrentielle, la publicité avait pour fonction sociale d'orienter le consommateur sur le marché, elle facilitait les choix et aidait le fournisseur inconnu et moins habile à écouler sa marchandise. Au lieu de coûter du temps, elle en faisait gagner. Aujourd'hui, le marché libre est en train de disparaître et la publicité sert de refuge à ceux qui organisent le système et le contrôlent. Elle resserre les liens qui lient les consommateurs aux grands trusts (1974, p. 170-171).

Dans cette partie de son ouvrage consacrée au développement de la presse en tant que média émancipatoire, puis en tant que média récupéré par la sphère marchan-

de, Jürgen Habermas adopte une démarche très proche de celle des Theodor W. Adorno et Max Horkheimer, ses « maîtres » de l'École de Francfort. Ainsi, estime-t-il, que la constitution des agences de presse se double d'une « standardisation du travail rédactionnel », là où est justement utilisée cette information déjà préparée (1978, p. 194). Il pense d'ailleurs que cette tendance ne peut qu'empirer avec les nouveaux médias comme la radio et la télévision, à cause de leurs besoins en capital (*ibid.*, p. 195).

En ce qui concerne justement ces « nouveaux<sup>10</sup> » médias, pour Jürgen Habermas, leur développement ne favorise aucun échange du même genre que ceux effectués jadis dans le cadre de la sphère publique littéraire. La nature des échanges au sein de cette dernière était étroitement liée au fait que l'on pratiquait la lecture au sein de la sphère privée domestique. Or, « même dans le fait d'aller ensemble au cinéma, d'écouter ensemble la radio ou de regarder ensemble la télévision, rien ne subsiste des relations caractéristiques d'une sphère privée corrélative d'un public ». Et ceci est dû, selon lui, à la raison suivante : « les occupations dont le public consommateur de culture meuble ses loisirs se déroulent au contraire au sein d'un climat social, sans qu'elles aient aucunement besoin de se poursuivre sous la forme de discussions » (*ibid.*, p. 171).

Jürgen Habermas ajoute que « la radio, le cinéma et la télévision font radicalement disparaître la dis-

<sup>10</sup> Le qualificatif dépend évidemment de la période à laquelle celui-ci est employé.

tance que le lecteur est obligé d'observer lorsqu'il lit un texte imprimé - distance qui exigeait de l'assimilation qu'elle ait un caractère privé, de même qu'elle était la condition nécessaire d'une sphère publique où pourrait avoir lieu un échange réfléchi sur ce qui avait été lu » (*ibid.*, p. 178). Le philosophe allemand va encore plus loin quand il affirme que « les nouveaux mediatransforment la structure de la communication en tant que telle » (*ibid.*, p. 178). Ainsi, estime-t-il sur un ton voisin de celui de Theodor W. Adorno, que ceux-ci « captivent le public des spectateurs et des auditeurs, mais en leur retirant parla même occasion toute « distance émancipatoire » (*Mündigkeit*), c'est-à-dire la possibilité de prendre la parole et de contredire.<sup>11</sup> » (*ibid.*, p. 179)

Enfin, Jürgen Habermas en vient à conclure :

puisque les entreprises privées prêtent à leurs clients la conscience qu'ils agiraient en citoyens lorsque leurs décisions sont celles des consommateurs, l'État se voit contraint de s'« adresser » à ses citoyens comme à des consommateurs. C'est ainsi que les pouvoirs publics s'ingénient eux aussi à bénéficier d'une publicité (*ibid.*, p. 204).

Comme nous allons le constater ci-dessous, on trouve déjà ici l'ébauche du concept de « relations publiques généralisées » tel qu'il a été développé dans les années quatre-vingt par Yves de la Haye et Bernard Miège.

### ... aux relations publiques généralisées

En s'intéressant aux médias, Bernard Miège a mis en évidence quatre modèles correspondant aux différentes formes prises par l'espace public à l'époque moderne (1995, pp. 165-169, 1997, p. 113-126). Nous allons aborder ces modèles à partir de l'article écrit par le chercheur français en 1995 et de l'ouvrage rédigé en 1997, tout en faisant part de l'analyse plus ancienne d'Yves de la Haye (1984) qui fut son plus proche collaborateur et qui travailla avec lui sur les relations entre espace public et communication.

À l'instar de Jürgen Habermas, Bernard Miège rappelle que l'espace public s'est tout d'abord développé autour de la presse d'opinion, souvent réprimée par les autorités politiques et produite selon des critères qui ne relevaient pas de la logique de la marchandisation. Le processus de production était artisanal, les tirages peu importants, la pagination faible et les parutions irrégulières. Les lecteurs étaient peu nombreux et entretenaient de bons rapports avec les collaborateurs des journaux. Étant donné la violence du style polémique, les lecteurs pouvaient même être amenés à contribuer à payer les frais de justice de leur journal préféré. Cette situation développée par Jürgen Habermas (1978) a correspondu à la pratique de l'*Aufklärung*. Yves de la Haye mentionne le fait que « le journaliste de la presse militante du XIX<sup>e</sup> siècle, bourgeoise ou ouvrière, est un "intellectuel organique" au sens où Gramsci l'entend : il con-

<sup>11</sup> Il recommande de lire à ce sujet « The age of the television » de Leo Bogart (1972).

dense, explique, dirige les intérêts de la classe ou de la couche qu'il représente ; l'identité des récepteurs et de l'émetteur est très grande » (1984, p. 14)

Le deuxième modèle est né avec le développement de techniques de production plus modernes, l'alphabétisation d'une partie importante de la population, et l'apparition de la publicité commerciale<sup>12</sup>. Cet ensemble de facteurs a favorisé la marchandisation de la presse. Dès lors, il a été possible de parler de presse commerciale ou de presse de masse. On a constaté une séparation entre la possession du journal et la rédaction de ce même journal mais il faut bien admettre que les journalistes n'ont pas bénéficié pour autant d'une réelle liberté. Le ton est d'ailleurs devenu nettement moins polémique, alors que se précisait la formation de rubriques bien identifiées visant à remplacer l'ancienne formule où le commentateur tenait une place importante. Yves de la Haye note à ce sujet :

un même concept — la presse — s'applique [...] à désigner deux réalités distinctes ! et par leurs fonctions : d'un côté rassembler, consolider, organiser des couches sociales aux intérêts communs, de l'autre rassembler, affaiblir, désorganiser des classes aux intérêts contradictoires ; et par leur organisation : d'un côté une presse de militants qui coûte de l'argent, de l'au-

tre une presse de professionnels qui en rapporte ; et par leur postérité : d'un côté une presse aux aguets du tirage et de la publicité dont le modèle de communication va être le creuset véritable de la radio et de la télévision de masse, de l'autre une presse aux tirages limités, à la publicité réduite dont l'histoire va se confondre à celle des périodes chaudes qui enserment la sève et celle des périodes froides qui les réduiront comme peau de chagrin (*ibid.*, pp. 15-16).

Annoncé ci-dessus par Yves de la Haye, le troisième modèle s'est développé dans un autre cadre que l'écrit, à savoir l'audiovisuel. Les trois médias situés au centre de ce modèle sont le cinéma, la radio et la télévision. Par rapport aux deux modèles précédents, celui-ci est caractérisé par une place relativement faible de l'information par rapport au divertissement, voire par l'introduction d'une dimension ludique au sein de programmes qui avaient au départ une ambition informative. On s'en rend compte par exemple à la télévision dans le cadre des émissions d'informations qui intègrent des rubriques plus « légères » et dans le cadre d'émissions distrayantes qui adoptent la forme journalistique du débat d'opinion. La création de ce type d'émission au caractère ambigu a amené les États-Uniens à créer le néologisme d'*infotainment*. On peut dès lors en effet se poser la question du recul de l'*Aufklärung* avec la domination actuelle de

<sup>12</sup> On trouve ici trois facteurs qui relèvent successivement du processus de production, du développement d'usages potentiels et du mode de financement.

cemodèle. C'est d'ailleurs l'une des conclusions d'une étude réalisée par Gaëtan Tremblay et Roch Harvey à propos de l'évolution des programmes de la télévision québécoise. Ceux-ci concluent notamment à « l'hybridation des genres télévisuels » (1991, p. 64).

Enfin, Bernard Miège introduit un quatrième modèle, celui des « relations publiques généralisées » (1995, p. 167) qu'il a commencé à mettre en évidence avec Yves de la Haye dans les années quatre-vingt<sup>13</sup>. En 1984, Yves de la Haye écrivait :

Nous faisons l'hypothèse que les balbutiements et le développement des politiques publiques de communication participent d'une recherche plus vaste, d'un autre modèle de communication politique général, c'est-à-dire d'un autre mode de coagulation des individus et des groupes sociaux à la société telle qu'elle est, d'autres habitudes de délégation et de représentation plus souples, moins permanentes, et plus déliées du territoire (1984, p. 87).

Ce modèle englobe l'ensemble des politiques de communication effectuées par les pouvoirs publics, les administrations, les entreprises et les organismes de la société civile. Encore une fois, d'après Bernard

<sup>13</sup> D'après l'état actuel de nos connaissances, l'expression « relations publiques généralisées » apparaît pour la première fois dans l'ouvrage *Dissonances. Critique de la communication* dans lequel Yves de la Haye s'interroge avec Bernard Miège sur l'avènement d'une nouvelle phase justement à partir des écrits de Jürgen Habermas (1984, p. 141).

Miège, on s'éloigne un peu plus de toute possibilité d'affrontement entre les arguments :

Il paraît assuré que, plus encore que les médias audiovisuels de masse, les relations publiques généralisées mettent l'accent sur les thèmes consensuels ; elles visent, dans tous les domaines de la vie sociale, à fabriquer de l'adhésion et elles tendent à s'adresser surtout aux individus / consommateurs / citoyens, de préférence aux groupes et aux « audiences. » (1995, p. 168)

Dans son ouvrage de 1997, le chercheur français précise sa pensée en mettant en avant trois dimensions constitutives de ce quatrième modèle (1997, p. 120-126). Le modèle implique tout d'abord la mise en oeuvre par les États, les entreprises et les institutions sociales, de techniques de gestion du social dans le cadre de stratégies élaborées avec plus ou moins de précision. Il mentionne notamment à ce sujet la communication politique avec, dans le cas de l'élection présidentielle française de 1995, un recours du candidat vainqueur à des méthodes plus sophistiquées qu'antérieurement (et justement peut-être moins visibles). Ensuite, ce modèle s'appuie sur la possibilité d'avoir recours à une gamme de plus en plus complète de dispositifs techniques. La sortie quasi-continue de nouveaux appareils peut même éventuellement freiner l'adoption de certains dispositifs techniques par les usagers et ainsi modifier la composition de l'espace

public. Enfin, ce modèle contribue à remodeler les médias existants, qu'il s'agisse de la presse écrite ou de la télévision, les figures emblématiques des deuxième et troisième modèles.

Bernard Miège écrivait d'ailleurs dès 1995 que ces modèles ne se succédaient pas sur une base régulière et qu'ils pouvaient fort bien se chevaucher. Ainsi, les lettres professionnelles confidentielles à destination des « décideurs » peuvent être considérées comme les descendantes des journaux d'opinion. On pourrait sans doute également classer ici des parutions largement diffusées comme *Le Canard Enchaîné* et *Charlie Hebdo* qui échappent partiellement à la logique capitaliste en termes de financement, mais qui tiennent également un rôle contestataire qui rappelle la nature polémique des journaux d'opinion traités par Jürgen Habermas.

Enfin, Bernard Miège propose de mettre en avant trois caractéristiques précisant son analyse de l'évolution de l'espace public. Premièrement, l'espace public perdure car il permet toujours l'échange des opinions et l'usage de l'argumentation, même si ces pratiques d'échanges diminuent suite à leur remise en cause due au renforcement permanent du processus de marchandisation de cet espace. Deuxièmement, l'espace public s'élargit car il comprend un plus grand nombre de personnes, bien que celles-ci participent désormais à cet espace de diverses façons. Ce phénomène d'inclusion est lié à un autre phénomène, celui de différenciation, car au fur et à

mesure que l'espace public s'ouvre à l'extérieur, il accepte de plus fortes inégalités entre ses membres. Troisièmement, l'espace public voit ses fonctions s'étendre progressivement et a tendance à se fragmenter, avec des espaces de communication auxquels la quasi-totalité des citoyens participent en tant que spectateur (la télévision), et des espaces de communication réservés à des cibles extrêmement pointues (la presse professionnelle).

Pour sa part, comme nous l'avons déjà précisé, Jürgen Habermas est revenu trente ans après sur ses travaux antérieurs consacrés à l'espace public. Il a abordé à nouveau la question de la marchandisation de la culture mais il a plutôt confirmé ses analyses précédentes en la matière. À titre d'exemple, il a ainsi noté que de nouvelles formes d'organisation, de distribution et de consommation reliées au processus de production de livres sont apparues, caractérisées par une plus grande professionnalisation de ce processus et une plus grande adaptation de celui-ci à de nouvelles catégories de lecteurs (1992, p. 172). Mais les nouvelles formes d'organisation, de distribution et de consommation de la culture ont aussi été dues au développement des médias de masse électroniques, à l'importance grandissante de la publicité, au mélange croissant entre distraction et information, au déclin de la vie associative, des espaces publics locaux, etc. (ibid, p. 173). Il en a résulté pour le chercheur allemand une plus forte canalisation

des voies de communication et un renforcement des contraintes de sélection en ce qui concerne l'accès à la communication publique, avec la « commercialisation et la condensation du réseau communicationnel, la croissance des investissements en capital et du degré d'organisation des institutions médiatiques » (*ibid.*).

Pour notre part, nous estimons que ces concepts d'espace public et de relations publiques généralisées peuvent être extrêmement fécondes pour les chercheuses et les chercheurs qui s'intéressent au rôle des médias de masse par rapport aux questions relatives à la médiation de l'information, à la pratique du journalisme et en toute fin, aux questions relatives aux problématiques consacrées à la démocratie, dans un contexte d'industrialisation et de marchandisation toujours croissantes de la culture et de l'information.

### **De l'utilité actuelle de ces deux concepts**

Précisons tout d'abord en préambule qu'il convient dans une démocratie telle que nous la concevons d'encourager les échanges d'information. Au sujet de la démocratie — concept que Bernard Miège n'aborde d'ailleurs pas de façon directe dans son travail d'analyse de l'évolution de l'espace public — nous estimons à l'instar de Chantal Mouffe qu' :

au lieu de considérer la démocratie comme quelque chose de naturel et qui va de soi, il importe de percevoir

son caractère improbable et incertain. Il s'agit de quelque chose de fragile et qui n'est jamais définitivement acquis car il n'existe pas de *seuil de démocratie* qui, une fois atteint, garantisse à jamais sa permanence. C'est donc une conquête qu'il est constamment nécessaire de défendre (1994, p. 16) (c'est l'auteure qui utilise les italiques).

En d'autres termes, la démocratie constitue une quête sans fin. Pour échapper au caractère quelque peu figé du terme « démocratie », il conviendrait d'ailleurs peut-être mieux de parler de « démocratisation ». Ce n'est pas sans raisons que Jean Baechler oppose aux régimes totalitaires les régimes qu'il appelle volontiers « en voie de démocratisation ». Il s'agit bien ici de considérer qu'une démocratie pure et parfaite n'existe pas et que la démocratie est toujours un processus à renforcer (1997, p. 25). À propos de l'information et de la communication, nous pensons, à l'instar de Marc Raboy et de Peter A. Bruck, que la communication ne peut être considérée comme émancipatoire que si elle favorise l'émergence de conditions objectives de façon à ce que l'être humain puisse construire une relation plus autonome et plus compréhensive de la réalité (1989, p. 11).

Ces deux postulats étant posés, à partir de la lecture d'un ensemble de travaux portant sur l'évolution de l'accès à l'information issue des médias de masse et du rôle des journalistes tant en Amérique du Nord qu'en Europe (Chomsky, 1988, Charon,

1993, Gingras, 1995, Mouchon, 1995, Bourdieu, 1997, Halimi, 1997), on peut émettre l'hypothèse qu'au XVIII<sup>e</sup> siècle étudié par Jürgen Habermas, on est ensuite passé au journalisme d'information propre aux médias de masse et que l'on passe désormais au journalisme structuré par les pratiques de relations publiques dans le cadre du développement du modèle des « relations publiques généralisées ». À chaque glissement, on assiste en fait à un affaiblissement du rôle du journaliste au sein même de la structure qui l'emploie : « Sans avoir totalement disparu, la conception civique d'une information constitutive de la démocratie, où les journalistes contribueraient à former des citoyens par le débat d'idées, la pédagogie des faits ou la révélation des enjeux essentiels, est désormais en recul, relativisée par d'autres conceptions » explique Jean-Marie Charon, observateur attentif du milieu journalistique français (1993, p. 313). Alors que pendant longtemps, le journaliste pouvait revendiquer une certaine autonomie, notamment financière, ses budgets sont de plus en plus sévèrement contraints dans le cadre de la domination de plus en plus systématique de la logique capitaliste. Deux conséquences naissent de ce renforcement de la concurrence

D'une part, les rédactions peuvent de plus en plus difficilement se passer aujourd'hui des facilités offertes par les directions de la communication des institutions de toutes sortes (entreprises, gouvernements et organisations internationales notamment) qui les alimentent régulièrement

en informations et leur « mâchent » considérablement le travail avec des outils de mieux en mieux maîtrisés : communiqués et dossiers de presse, voyages, visites et rencontres effectués avec les dirigeants, ou bien encore organisation de conférences de presse et d'entretiens privés. Déjà en 1992, une enquête auprès de deux cents journalistes de la presse écrite économique française confirmait cette situation : 50 % d'entre eux reconnaissaient ne pas avoir toujours le temps nécessaire pour vérifier leurs informations (1992). Or, les institutions pensent plus à communiquer qu'à informer réellement. Fondées sur la notion d'image et de message, les politiques de communication portent et soutiennent des produits dans le but d'engendrer des profits. Leur espace d'origine est celui du marché. En revanche, à l'opposé, l'information diffusée contient des faits et des idées afin d'établir des vérités alimentant le débat social et politique. Son espace est celui de la démocratie. Où l'on retrouve une nouvelle fois l'opposition entre capitalisme et démocratie<sup>14</sup>.

14 Bernard Dagenais et Florian Sauvageau abordent l'hypothèse selon laquelle ce sont les journalistes qui ont largement contribué à la montée en puissance des métiers de relationniste « en érigeant en dogme, en norme absolue, le spectacle et le temps réel » (1996, p. 150). Tout en affirmant que ces métiers sont « fondamentalement différents, voire opposés » (*ibid.*), ils énoncent les raisons qui expliquent l'ambiguïté de leurs statuts respectifs, source de confusion : absence de formation spécifique à chacun des deux métiers ; accès ouvert aux deux professions de l'extérieur ; passage de l'un à l'autre de ces deux métiers ; caractère ambigu du journalisme dans certains domaines comme le sport, les arts, la mode, ou le tourisme où la frontière entre critique et promotion est difficile à cerner (*ibid.*, p. 152-155).

D'autre part, en complément du concept de relations publiques généralisées d'Yves de la Haye et Bernard Miège, on trouve celle de « circulation circulaire de l'information » de Pierre Bourdieu (1997, p. 22). S'il y a une certaine homogénéité des produits proposés par les différents médias — il suffit pour s'en convaincre de voir que ce sont souvent les mêmes sujets qui sont traités à la radio, à la télévision et dans la presse écrite — c'est parce que les journalistes lisent les journaux, écoutent la radio et regardent la télévision afin de savoir en permanence quels sont les sujets abordés par leurs confrères (et concurrents). Cette tendance n'est-elle d'ailleurs pas métaphoriquement mise en avant lorsque les studios de télévision dans lesquels les journalistes s'expriment devant la caméra sont truffés de récepteurs branchés sur d'autres chaînes de télévision ? Une fois de plus, la limitation drastique des budgets empêche de plus en plus de partir effectuer des reportages sur le terrain, d'aller à la source de l'information. « Cette sorte de jeu de miroirs se réfléchissant mutuellement produit un formidable effet de clôture, d'enfermement mental, » estime Pierre Bourdieu. (*ibid.*, p. 25) Cette interdépendance mutuelle entre sources d'informations ne doit toutefois pas amener à conclure à l'égalité des supports entre eux. L'agenda est surtout structuré, sinon déterminé par les choix effectués au sein des principales chaînes de télévision. Par ailleurs, un deuxième phénomène vient se greffer sur celui-ci. Sous la pression de plus en

plus forte due à la marchandisation généralisée, les journalistes des rédactions des médias les plus importants ont désormais tendance à s'auto-censurer, quand ce n'est pas leur direction qui le fait. À titre d'illustration, en 1995, a eu lieu, dans le cadre de l'émission « 60 Minutes » du réseau de télévision états-unien CBS, la réalisation d'un reportage dans lequel était mis en évidence le fait que les compagnies de tabac trichaient sur le taux de nicotine indiqués sur les paquets de cigarettes. La direction de la chaîne censura le reportage et on découvrit après, d'une part que si ce reportage avait été diffusé, CBS aurait couru le risque d'être poursuivie devant les tribunaux, ce qui aurait été du plus mauvais effet pour les actions de l'entreprise à la veille du rachat par le géant Westinghouse ; et d'autre part que l'entreprise CBS avait elle-même pour filiale une entreprise, Loews Corporation, qui possédait elle-même une société, Lorillard productrice de cigarettes (Ramonet, 1997, en ligne).

L'ensemble des facteurs abordés ci-dessus amène en conséquence à s'interroger sur la qualité et sur la diversité des informations diffusées par les médias. Bien entendu, comme l'ont montré les études sur la réception, le rôle de l'adomination d'un discours idéologique sur la population ne correspond pas à un simple rapport de cause à effet. Mais entenan compte des travaux de George Gerbner, on peut émettre comme hypothèse, à l'instar d'Anne-Marie Gingras (1995, p. 30) que si l'impact des discours est

négligeable à court et moyen terme, l'impact de ceux-ci — par exemple les discours sur des sujets récurrents tels que la dette ou la nature du système économique — à long terme peut exercer une influence beaucoup plus grande sur la population. En conséquence, continuer à étudier la façon dont la marchandisation des médias structure l'offre en matière d'information nous ap-

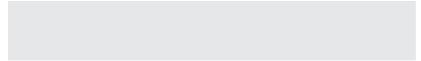
paraît plus que jamais d'actualité pour comprendre l'évolution de l'espace public. Bernard Miège estime d'ailleurs que la marchandisation constitue certainement « l'aspect de l'évolution de l'espace public qui est le plus méconnu, et qui peut, à terme, se révéler le plus fondamental », la « régulation marchande [tendant] à contrôler l'ensemble des pratiques sociales » (1995, p. 173).

### LISTE DE RÉFÉRENCES

- ADORNO, T. et HORKHEIMER, M. (1974). La production industrielle de biens culturels. *La raison dialectique*, Paris : Gallimard, 129-176.
- BAECHLER, J. et WALLERSTEIN, I. (1997). L'avenir du capitalisme. *La Revue du M.A.U.S.S., Comment peut-on être anticapitaliste ?* (pp. 13-35). Paris : La Découverte/M.A.U.S.S.
- BOURDIEU, P. (1997). *Sur la télévision*, Liber éditions. Coll. Raisons d'agir. Paris.
- CHAMBAT, P. (1995). Espace public, espace privé : le rôle de la médiation technique. Dans I. Paillart (dir.), *L'espace public et l'emprise de la communication*, (pp. 65-98). Grenoble : Ellug.
- CHARON, J.-M. (1993). *Cartes de presse*. Paris : Stock.
- CHOMSKY, N. et HERMAN E. S. (1988). *Manufacturing Consent. The Political Economy of the Mass Media*. NY : Pantheon Books.
- CORNU, D. (1994). *Journalisme et vérité. Pour une éthique de l'information*. Genève : Labor et Fides.
- DAGENAIS, B. et SAUVAGEAU, F. (1996). La démocratie, la communication et la confusion des genres. Dans T. Paquet-Sévigny (dir.), *Communication et développement international* (pp. 143-164). Presses de l'Université du Québec.
- GILDER, G. (1994). *Y a-t-il une vie après la télévision ?*. Paris : Dagorno.
- GINGRAS, A.-M. (1995). Les médias comme espace public : enquête auprès de journalistes québécois. *Communication*, 16(2), 15-36.
- HABERMAS, J. (1978). *L'Espace public. Archéologie de la publicité comme dimension constitutive de la société bourgeoise*. Paris : Payot.
- HABERMAS, J. (1992). L'espace public, 30 ans après. *Quaderni*, Dossier Les espaces publics, 18, 161-191.
- HALIMI, S. (1997). *Les Nouveaux Chiens de garde*. Coll. Raisons d'agir, Paris : Liber éditions.
- KEANE, J. (1995). Structural Transformations of the Public Sphere. *The Communication Review*, 1(1), 1-22.

- LA HAYE (de), Y. (1984). *Dissonances. Critique de la communication*. Grenoble : La Pensée sauvage.
- MEHL, D. (1992). *La fenêtre et le miroir*. Paris : Payot.
- MIÈGE, B. (1995). L'espace public : perpétué, élargi et fragmenté. Dans I. Paillart (dir.), *L'espace public et l'emprise de la communication* (pp. 163-175). Grenoble : Ellug.
- MIÈGE, B. (1997). *La société conquise par la communication. 2 : La communication entre l'industrie et l'espace public*. Grenoble : Presses Universitaires de Grenoble.
- MOUFFE, C. (1994). *Le politique et ses enjeux. Pour une démocratie plurielle*. Paris : La Découverte/MAUSS.
- NEVEU, E. (1995). Les sciences sociales face à l'Espace public, les sciences sociales dans l'espace public. Dans I. Paillart (dir.), *L'espace public et l'emprise de la communication*, (pp. 37-64 ). Grenoble : Ellug.
- PROULX, S. (1996). La vie quotidienne à l'heure de la mondialisation des médias: les paradoxes de la réception active. Colloque international « Approches de la mondialisation : universalisme, technique et recomposition des sociétés », Bordeaux, 7 et 8 novembre.
- RABOY, M. et BRUCK, P. A. (Eds.) (1989). *Communication for and against Democracy*. Montréal, Cheektowaga, New York: Black Rose Books.
- RAMONET, I. (avril, 1997). Apocalypse médias. *Le Monde Diplomatique*. [En ligne] : <http://www.monde-diplomatique.fr/md/1997/04/RAMONET/8128.html>.
- SAUVAGEAU, F., TRUDEL, P. et LAVOIE, M.-H. (1995). *Les tribuns de la radio. Échos de la crise d'Oka*. Québec : Institut québécois de recherche sur la culture.
- TREMBLAY, G. et HARVEY, R. (1991). Évolution des stratégies de programmation des radiodiffuseurs conventionnels. *Communication*, 12(2), 53-80.

**Joëlle GÉLINAS**  
Revenir sur l'intelligence collective 15 ans après



**Félix WEYGAND**  
La fin du politique : une critique de la cyberdémocratie (2004)

## Revenir sur l'intelligence collective 15 ans après

**Joëlle GÉLINAS**

Avec cette analyse menée en 2004, Weygand propose une critique des thèses de Pierre Lévy (2000, 2002) dont les notions de cyberdémocratie et d'intelligence collective ont marqué les discours sur le potentiel émancipateur des technologies de l'information.

Cette critique n'a rien perdu aujourd'hui de sa pertinence, voire de sa nécessité, considérant le caractère désormais habituel des prémisses techno-utopistes et des mots-clés de Lévy que l'on entend couramment — quinze ans plus tard ! — de la bouche non seulement des dirigeants GAFAM (Google, Apple, Facebook, Amazon, Microsoft) ou autres promoteurs de l'« économie du partage » (Uber et Airbnb par exemple), mais également de celle des politiciens et politiciennes et de certains chercheurs et chercheuses en sciences sociales.

Avant de discuter de l'actualité de l'article de Weygand, soulignons d'abord une dimension qui nous apparaît significative dans le cadre des célébrations qui sous-tendent cette édition et celui, plus général, des recherches en communication, soit le contexte marquant de mise en place d'une « société globale de l'information » dont il témoigne. Le tournant des années 1990 à 2000 a été une période critique de discussions politiques entourant les infrastructures de communication et la possibilité de concilier des objectifs sociétaux et des visées commerciales. À cet égard, l'importance du projet de

développement international d'infrastructures (le *Global Information Infrastructure* ou plus couramment appelé, « les autoroutes de l'information ») initié par Bill Clinton et Al Gore, qui s'accompagnait d'ailleurs d'un discours annonçant les effets émancipateurs de l'ère de l'information, a été maintes fois soulignée<sup>1</sup>. Notamment, en ce qu'il réunissait sous une même proposition — d'envergure mondiale — un projet de développement économique à des idéaux de participation démocratique grâce à la double portée que peut revêtir l'expansion d'infrastructures de télécommunication et d'informatique connectée. Le développement des industries de la communication qui a eu cours durant ces années est marqué par une importance croissante des infrastructures donc, de même que par une volonté de réforme institutionnelle qui a notamment abouti en 2003 au Sommet mondial de la Société de l'Information. Ce premier Sommet, comme Weygand le fait remarquer, marque l'émergence d'un certain consensus sur l'existence et la légitimité de la « société globale de l'information ». En ce sens, ce moment charnière a été le lieu d'une rupture par rapport aux débats internationaux antérieurs vis-à-vis des médias principalement perçus comme des instruments de domination occidentale (Mansell et Raboy, 2011). À partir de ce « virage », les délibérations politiques

<sup>1</sup> Voir par exemple Bulbulian, M. (2002). Gouvernance électronique et marchandisation de la démocratie. Montréal : Cahier de recherche – CEIM.

sur les communications ont eu pour point focal l'accès aux technologies de l'information subsistant à l'heure actuelle sous l'appellation de « fracture(s) numérique(s) ».

Cet accord politique sur le développement mondial d'un nouvel ordre économique et social fondé sur la production d'information a été soutenu par les thèses contemporaines sur la nature des transformations sociales en cours. Parmi ces thèses se trouvent, entre autres, celles en économie politique de Castells (1998) sur la « société en réseau » et le « capitalisme informationnel » de même que celle de Hardt et Negri, dont l'ouvrage *Empire* (2000) propose également que le nouveau mode de production immatériel, décentralisé et déterritorialisé du capitalisme avancé a mené à une réorganisation des fondements matériels de la société. Puis, voient le jour parallèlement les thèses qui passent outre les effets structurants des technologies de l'information sur l'économie pour exalter les répercussions culturelles et politiques, apparemment immédiates, notamment le potentiel démocratique d'Internet avancé par les thèses de Lévy dont traite ici l'auteur. C'est donc en réponse à ce qui se constituait comme discours dominant à l'époque, que de nombreuses critiques théoriques — les contributions de Musso (2002) ou encore de Garnham (2000) mobilisé par Weygand par exemple — vinrent questionner déjà à ce moment-là les fondements de la « société de l'information » et en éclairer la dimension idéologique soit son instrumentalisation par les autorités politiques et

économiques pour légitimer les politiques de déréglementation des communications, naturaliser les inégalités qui en découlent et implanter un ordre économique et social « globalisé et ultra-libéral » (p.2).

La brève présentation du contexte d'émergence de l'article de Weygand permet de mettre en lumière sa valeur historique, en particulier cette transition à la fois politique et théorique à la « société de l'information » notoire pour la recherche dans le champ des communications. Du même coup, il atteint l'un de ses objectifs, nous rappeler que la responsabilité des transformations sociales de cette « nouvelle ère de l'information » ne revient pas aux technologies elles-mêmes, mais se rattache à une volonté politique. Alors que la libéralisation des communications est encore largement perçue comme une idéologie du « laissez-faire », selon une vision binaire opposant contrôle gouvernemental et non-intervention (Freedman, 2010), la critique de Weygand est encore à ce jour essentielle pour saisir que derrière des processus que l'on attribue au marché et aux technologies, se trouvent des politiques volontaristes. Sur ce point par contre, l'intégration politique d'une logique économique telle que Weygand l'analyse en ayant recours aux théories économiques d'Adam Smith bénéficierait d'une réactualisation. Plusieurs travaux, dont ceux de Dardot et Laval (2010), ont montré depuis l'importance des économistes de l'École de Chicago dans les transformations

des États contemporains occidentaux. À la différence des économistes libéraux qui privilégiaient une gouvernance au nom de et dans l'intérêt économique, l'École de Chicago considère les sphères sociales et politiques en tant que sphères économiques. Selon cette perspective, l'État lui-même devient une entreprise. Ainsi, la dissolution de la médiation de l'espace public présente dans la thèse de Lévy, selon Weygand, serait sans doute plus près des théories de Hayek (1945), tenant de cette école, que de celles de Smith.

Maintenant, si l'on revient à la contemporanéité de la pensée et du vocabulaire de Lévy, il est frappant de constater à quel point l'« intelligence collective » — les collaborations entre public, privé et recherche universitaire dans le développement des technologies de l'information — s'est complètement intégrée aux langages et aux pratiques politiques, en particulier, en ce qui concerne les politiques urbaines. Prenons le cas de la Ville de Montréal et de ses politiques de « ville intelligente et numérique » en développement depuis 2014. Le principe de la « ville intelligente » place l'information au centre de la régulation sociale, c'est-à-dire qu'elle mise sur la collecte, le traitement et l'analyse de quantités massives d'information — de données numériques — pour le développement économique du territoire ainsi que pour l'amélioration des services urbains et de la qualité de vie de ses citoyens. N'ayant pas les compétences pour gérer de telles infrastructures techniques dans la réali-

sation de ce projet, l'administration publique a établi un nombre devenu difficile à calculer de partenariats avec les entreprises technologiques et les centres de recherche en science des données tels le CRIM (Centre de Recherche informatique de Montréal) ou encore l'IVADO. Pour sa gestion de la mobilité urbaine, la Ville a par ailleurs formé une collaboration avec Waze (qui appartient à Google) de manière à obtenir les données de circulation en temps réel échangées sur cette plateforme.

La légitimation politique qui accompagne cette mise en œuvre d'une « culture ouverte et numérique » s'appuie sur un discours de renouveau démocratique dans lequel la mobilisation de l'« intelligence collective » que supportent les infrastructures technologiques est synonyme de participation citoyenne et de transparence. De la même manière que les propositions de Lévy donc, le discours sur la « ville intelligente et numérique » de Montréal crée une équivalence entre les réseaux informatiques et les réseaux intersubjectifs de la communication humaine. En fait, ils apparaissent jouer un double rôle démocratique, c'est-à-dire à la fois pour un public démocratique par les possibilités d'accès à l'information qu'ils offrent (*Open Data* par exemple) et comme un public démocratique, lorsqu'il y a adéquation entre l'expansion de l'infrastructure technique et la démocratisation ; entre le réseau et les citoyens eux-mêmes (Dean, 2003).

Ce ralliement des idéaux de communication démocratique aux processus de valorisation économique, tant dans les pratiques que dans les

discours, a depuis le texte de Weygand engendré une remise en question des capacités critiques de la notion d'espace public. Des auteurs tels que Olivier Voirol (2008), Jodi Dean (2009) et Stéphane Haber (2012) ont en effet interrogé la théorie habermassienne de l'espace public et la place privilégiée de la communication dans le capitalisme avancé. Pour Haber (2012) par exemple, ce capitalisme amène un rapport plus intime à l'espace public qu'Habermas faisait valoir dans sa

théorie de l'agir communicationnel puisqu'il n'est plus son opposé, mais se nourrit au contraire « [...] d'échanges, de délibérations collectives, de critiques et d'initiatives qui meublent et agrandissent le monde public » (Haber, 2012, p. 8). Ainsi, le principal besoin que soulève la lecture du texte de Weygand une dizaine d'années après son écriture est celui d'outils théoriques critiques capables d'interroger la communication fétichisée.

## **LISTE DE RÉFÉRENCES**

- BULBULIAN, M. (2002). *Gouvernance électronique et marchandisation de la démocratie*. Montréal : Cahier de recherche — CEIM.
- CASTELLS, M. (1998). *La société en réseaux*. Paris : Fayard.
- DAROT, P. et LAVAL, C. (2009). *La nouvelle raison du monde : essai sur la société néolibérale*. Paris : La Découverte.
- DEAN, J. (2003). Why the Net is not a public sphere. *Constellations*, 10(1), 95-112.
- DEAN, J. (2009). *Democracy and Other Neoliberal Fantasies, Communicative Capitalism and left politics*. Londres : Duke University Press.
- HABER, S. (2012). Un espace public néo-capitaliste ? Habermas, un demi-siècle après. [En ligne] [www.theoriecritique.com](http://www.theoriecritique.com).
- GARNHAM, N. (2000). La théorie de la société de l'information en tant qu'idéologie : une critique. *Réseaux : communication, technologie et société*, 18 (101), 53-91.
- HARDT, M. et NEGRI, A. (2000). *Empire*. Paris : Exils.
- HAYEK, F. (1945). The use of Knowledge in Societies. *American Economic Review*, 35(4), 519-530.
- LEVY, P. (2000). *World Philosophie. Le marché, le cyberspace, la conscience*, Paris : Odile Jacob, Le champ médiologique.
- LÉVY, P. (2002). *Cyber démocratie*. Odile Jacob.
- MANSELL, R. et RABOY, M. (2011). Foundations of the Theory and Practice of Global Media and Communication Policy. Dans R. Mansell et M. Raboy, (Eds.), *The Handbook of Global Media and Communication Policy* (pp. 1-20). MA : Wiley-Blackwell.
- MUSSO, P. (2002). L'économie symbolique de la société d'information. *Revue européenne des sciences sociales*, XL(123), 91-113.
- VOIROL, O. (2008). Médiations ethéorie critique. Questions et actualité d'un projet sociologique. *Réseaux*, 2 (148-149), 47-78.

# La fin du politique : une critique de la cyberdémocratie

Félix WEYGAND

Le contexte créé par la réunion d'un premier Sommet mondial sur la société de l'information (SMSI) à Genève en décembre 2003 renforce l'intérêt d'une critique de ce que Nicholas Garnham appelle « la théorie de la société de l'information en tant qu'idéologie » et qu'il désigne comme : « Une théorie de la communication qui se présente partout comme le moyen de comprendre la période historique actuelle et les tendances de développement dominantes dans notre société, mais aussi simultanément comme l'idéologie de légitimation privilégiée des détenteurs du pouvoir économique et politique. » (Garnham, 2000, p. 55)

C'est ce second point qui nous intéresse ici : l'idéologie de la société de l'information visant à légitimer le développement contemporain d'un ordre économique et social, que l'on peut brièvement décrire comme globalisé et ultra-libéral. Le contenu en terme de philosophie politique de cette idéologie est résumé ici sous le vocable de « cyberdémocratie ».

Cet aspect politique, dans la constitution progressive de l'idéologie de la société de l'information, a été repéré de manière précoce par de nombreux auteurs<sup>1</sup>. Patrice Flichy, dans son ouvrage *L'imaginaire d'Internet, indique* qu'« en se pro-

<sup>1</sup> On pourra notamment se référer à l'ouvrage d'Armand Mattelart *Histoire de la société de l'information* qui montre comment celle-ci s'empare des mythes fondateurs très anciens de la langue universelle, de l'agora universelle et de la bibliothèque universelle (Mattelart, 2001, p. 8 et suivantes).

posant de rabattre l'économique sur le politique, elle [l'idéologie] développe l'illusion qu'il n'y a pas de différence entre le libéralisme économique et le libéralisme politique. L'utopie juridique revient à faire disparaître toute spécificité à la sphère politique » (Flichy, 2001, p. 202-203). Nous partageons totalement cette analyse et allons la développer essentiellement au travers d'une critique du travail de Pierre Lévy, notamment de ses deux derniers livres *World philosophie* et *Cyberdémocratie*. Notre critique n'a pas pour objet de réfuter les rares propositions concrètes de Pierre Lévy mais de montrer que sa pensée, même si elle se donne comme absolument moderne et innovatrice, est en fait la réécriture d'une position pluriséculaire : la constitution de la théorie économique libérale en idéologie politique.

Pierre Lévy voit dans l'interconnexion mondiale des ordinateurs, c'est-à-dire dans la convergence technologique grâce au protocole internet et plus encore dans l'Internet grand public, l'avènement de la communication universelle entre les êtres humains de toute la planète et, au-delà, la fusion de toutes les intelligences humaines dans une « intelligence collective ». Cette pensée a déjà fait l'objet de fortes critiques, notamment de la part de Philippe Breton (2000) dans son ouvrage *Le Culte de l'Internet*, et l'apport de Lévy consiste essentiellement dans une

assimilation du discours mystique de Pierre Teilhard de Chardin sur la constitution de la *noosphère*, avec un certain nombre d'espoirs, plus ou moins fondés, exprimés tout au long du développement de l'informatique et des télécommunications de ces quarante dernières années. On trouvera une description de cette assimilation dans l'article de Jean-François Dortier *Vers une intelligence collective ?* (2001). On peut notamment suivre l'histoire du concept d'intelligence collective revendiqué par Lévy depuis les travaux de Douglas Engelbart en 1957 (Flichy, 2001).

Malgré ces critiques, les thèses de Lévy suscitent l'adhésion d'un public de plus en plus large et influent. D'ailleurs, un récent rapport sur la réforme de l'administration française, *L'Hyper République*, réalisé par le consultant Pierre de La Coste (2003), pour le ministre chargé de cette réforme, contient des références explicites à *Cyberdémocratie*. Cet ouvrage peut être considéré comme l'expression la plus aboutie, parfois même caricaturale, de l'utopie dénoncée plus haut par Patrice Flichy. En ce sens l'apport de Pierre Lévy à l'idéologie de la société de l'information fait bien partie de la problématique dont nous souhaitons rendre compte et il est particulièrement significatif d'aller y repérer le fonctionnement de ce discours qui vient « rabattre le politique sur l'économique ».

Avant de rappeler la pensée de Pierre Lévy et d'en conduire la critique, il nous faut présenter les présupposés à partir desquels se

construit ce discours. Nous allons pour cela faire référence à un texte éclairant d'un des pères fondateurs des sciences économiques, Adam Smith ; nous mobiliserons également la théorie de l'espace public développée par Jürgen Habermas ainsi que sa critique de l'idéologie techniciste dont l'idéologie de la société de l'information est une forme contemporaine.

### **Politique, technique, économie et communication**

Notre conception du politique dans la société contemporaine procède d'un parti pris qu'il nous faut énoncer et décrire : le politique comme domaine, la philosophie politique comme discipline théorique et la politique comme pratique traitent de l'intérêt général, de la manière dont on le conçoit collectivement et dont les institutions politiques, les parlements, les gouvernements, les États et les administrations le mettent en œuvre pratiquement. La conception collective de l'intérêt général, le contrôle par l'opinion publique de la mise en œuvre des politiques qui en découlent ainsi que l'organisation des institutions publiques exigent un fonctionnement démocratique du politique. Celui-ci relève essentiellement de la communication : il faut que les idées puissent être produites et partagées, qu'elles soient exprimées et portées à la connaissance de tous de manière intelligible, qu'elles bénéficient de *publicité*<sup>2</sup>; qu'elles présentent des

<sup>2</sup> Le caractère public que cette Publicité produit, doit ici être compris comme le caractère de ce qui est ouvert à tous, que

*possibilités de choix et des options différentes*, que ces options soient discutées et amendées au travers d'un *débat public informé, raisonné et argumenté* préalablement à la décision. L'« espace public » est celui dans lequel se déploie cette communication.

Pour préciser notre propos, nous nous rallions ici à la définition normative que donne Habermas d'une démocratie dans la société contemporaine marquée par la puissance et l'omniprésence des technologies :

On entendra par démocratie-les formes institutionnelles garanties d'une communication universelle et publique qui est consacrée à la question pratique de savoir comment les hommes peuvent et veulent vivre ensemble dans le cadre des conditions objectives déterminées par le pouvoir immensément accru dont ils disposent sur les choses (Habermas, 1973, p. 88).

Habermas approche ainsi : le sujet de cette sphère publique est le public (das Publikum) en tant que support d'une opinion publique à la fonction critique de laquelle se réfère la Publicité (die Publizität), c'est-à-dire à peu de chose près la publicité des débats judiciaires. La première section du chapitre Propédeutique de son Espace Public, est consacrée à distinguer les différents sens de public et publicité, celui qui nous occupe ici, celui de l'État en tant que pouvoir public et celui de la publicité en tant que réclame. Ces distinctions sont celles que nous adoptons ici, nous ne parlerons pas de la publicité au sens commercial (réclame), en revanche le sens de public en tant que pouvoir public et de public en tant qu'ouvert à tous seront parfois entrelacés dans notre propos, Habermas décrit ainsi la relation entre les deux sens : L'État est le pouvoir Public. Il doit cet attribut à la tâche qu'il assume : se préoccuper de l'intérêt général, public, de tous les citoyens. (Habermas, 1993, p. 14).

## **Le politique et la théorie économique libérale comme idéologie**

Présente dans la pensée grecque du V<sup>e</sup> siècle avant notre ère puis presque totalement effacée pendant plus de vingt siècles, la problématique des hommes communicant entre pairs dans l'espace public pour définir l'intérêt général a ressurgi avec l'expansion marchande et capitaliste vers les XVI<sup>e</sup>, XVII<sup>e</sup> siècles. Le développement de l'économie marchande, la division du travail, le commerce avec la généralisation des échanges monétaires précipitent le changement social et du même coup disqualifient la légitimation religieuse ou mythique du pouvoir politique et de l'ordre social qui prévalaient dans les sociétés traditionnelles marquées par la lenteur des évolutions. Habermas décrit ainsi cette transformation :

Au seuil de l'époque moderne la rationalité des jeux de langage liés aux activités de communication se trouve confrontée à une rationalité des relations entre la fin et les moyens qui est liée aux activités instrumentales et stratégiques. Dès lors que cette confrontation devient possible, c'est la fin de la société traditionnelle. La forme traditionnelle de légitimation de la domination a fait faillite. Le capitalisme se définit par un mode de production qui non seulement pose ce problème mais aussi le résout. Il offre une légitimation de la

domination qui ne descend plus du Ciel de la tradition culturelle mais peut être établi sur la base du travail social (Habermas, 1973, p. 29-30).

Pour les philosophes, qui les premiers cherchent à théoriser ce nouvel état des lieux de la société, les activités économiques apparaissent comme le vecteur fondamental de la formation du lien social. Dans cette approche, l'ordre social et ses évolutions sont le fait du jeu, *spontanément harmonieux autant qu'involontaire*, de l'interaction des comportements individuels.

L'ouvrage fondateur d'Adam Smith en 1776, *Recherches sur la nature et les causes de la richesse des nations*, en même temps qu'il atteste de la création d'une nouvelle science, l'économie, réfute l'idée d'une définition politique de l'intérêt général : la « main invisible » des marchés produit un optimum d'opulence et de bien-être matériel qui n'exige ni débat, ni décision collective, ni même exercice d'un gouvernement.

L'État se trouve réduit à quelques rares fonctions extra-économiques, sachant que l'économique, désormais constitutif de tout le lien social, est bien un domaine dont il ne doit *surtout pas* s'occuper. Smith règle ainsi la question :

Ainsi en écartant entièrement tous ces systèmes ou de préférence ou d'entraves, le système simple et facile de la liberté naturelle vient se présenter de lui-même et se trouve tout établi. Tout homme, tant qu'il n'enfreint pas les lois et la justice, de-

meure en pleine liberté de suivre la route que lui montre son intérêt, et de porter où il lui plaît son industrie et son capital, concurremment avec ceux de tout autre homme ou de toute autre classe d'hommes. Le souverain se trouve entièrement débarrassé d'une charge qu'il ne pourrait essayer de remplir sans s'exposer infailliblement à se voir sans cesse trompé de mille manières, et pour l'accomplissement convenable de laquelle il n'y a aucune sagesse humaine ni connaissances qui puissent suffire, la charge d'être le surintendant de l'industrie des particuliers, de diriger vers les emplois les mieux assortis à l'intérêt général de la société (Smith, 1976, p. 352-353).

Dès lors que l'ordre social ne dépend plus du souverain, mais s'équilibre invisiblement, l'État devient une espèce derégulateur externe de la société. La théorie économique libérale, comme elle se présente dès son origine, n'est en rien une théorie politique. Elle constitue davantage une théorie de la *réduction du politique au minimum* (pour Smith : la défense, la justice, la construction d'infrastructures à fonds perdu), parce que pour elle, le politique est inévitable mais pas très important pour la réflexion, en ce sens qu'il n'est pas organisateur de la société, et donc les modalités d'exercice de la souveraineté sont sans grand intérêt et n'exigent qu'« une intelligence ordinaire ».

Les sociétés développées du XX<sup>e</sup> siècle ne sont pas des modèles purs du capitalisme tel que pouvait le concevoir Adam Smith. L'idéologie sous-jacente au libéralisme économique tel qu'il le décrivait à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, qui postulait l'égalité des hommes face au marché et la régulation des sociétés humaines par la main invisible, n'a résisté qu'un temps à la critique des théories alternatives et à la critique en acte des luttes sociales. L'éviction du politique qu'il préconisait n'a pas pu se produire dès lors que des modalités politiques de régulation extérieure à la rationalité marchande devaient apparaître :

La régulation permanente du processus économique grâce à l'intervention de l'État est issue d'une réaction de défense contre un certain nombre de dysfonctionnements dangereux pour le système, qui menaçaient le capitalisme abandonné à lui-même, dont le développement réel allait si manifestement à l'encontre de l'idée, propre à ce capitalisme, d'une société bourgeoise s'émancipant de la domination et neutralisant les relations de pouvoir. L'idéologie de l'échange équitable qui était à la base et que Marx avait démasquée d'un point de vue théorique craquait dans la pratique ; la forme privée de la mise en valeur du capital ne pouvait plus être maintenue qu'en ayant recours aux correctifs d'une politique économique et sociale visant à stabiliser les

différents cycles. Le cadre institutionnel de la société s'est retrouvé ainsi être repolitisé (Habermas, 1973, p. 37).

### **La technique et la science comme idéologie**

Face à l'échec, au moins partiel, de la théorie économique libérale comme idéologie politique proposant la fin du politique, doit alors apparaître ce que Habermas appelle un « programme alternatif » qui légitime l'ordre social tel qu'il existe réellement, c'est-à-dire incluant à côté du marché un pilotage par l'État qui assure un bien-être satisfaisant à l'immense majorité de la population. Cette nouvelle idéologie c'est justement l'idéologie techniciste que le titre de l'ouvrage de Habermas, traduit en France en 1973, désigne comme *La technique et la science comme idéologie* : une idéologie de la régulation dans laquelle il n'y a plus que des choix techniques assumés par des spécialistes, désignés à l'époque comme des « technocrates ».

Comme le résume Jean-René Ladmiral dans sa préface à la traduction française de l'ouvrage de Habermas :

Pour cette conscience technocratique, il n'y a jamais d'autres problèmes que ceux auxquels la science et la technique finissent par trouver des solutions. Les solutions techniques précèdent même les problèmes humains auxquels elles apportent réponse et elles exigent en quelque sorte d'elles-mêmes leur mise en application. Dans ces conditions la catégorie même de politique apparaît

comme une survivance, comme l'expression d'une attitude régressive et misonéiste [...]. Le propre de cette idéologie technocratique est de se présenter comme étant sans alternative : on n'a pas le choix ! (Préface de J.-R. L., dans Habermas, 1973, p. XVII-XVIII).

Contrairement à la précédente, cette idéologie ne nie pas frontalement l'importance du politique, mais elle le réduit en le vidant de sa capacité à produire des alternatives. Son projet, son illusion fondatrice est d'appliquer la technologie à la société, *comme le projet historique des sociétés humaines est d'appliquer la technologie à la nature pour la transformer et la domestiquer*. Le critère de réussite devient donc le même, *le succès compris comme l'efficacité des processus mis en œuvre pour réaliser la fin de l'activité*.

Cependant, dans son projet de rationaliser le fonctionnement social en le réduisant à une suite de choix techniques dont les réponses sortent unilatéralement de la technologie, l'idéologie techniciste laisse ouverts deux angles d'attaque pour la critique :

- D'une part, elle s'interdit de découvrir et donc de révéler quels sont les intérêts sociaux en œuvre dans le progrès technique, intérêts qui ne seraient pas nécessairement ceux promus par des choix démocratiques.
- D'autre part, elle confond « l'aptitude à disposer des choses que les sciences empiriques rendent possibles

et les aptitudes à l'action éclairée » (Habermas, 1973, p. 86).

Le projet d'une maîtrise politique par l'humanité de son devenir au travers de la définition collective et démocratique de son intérêt général est donc différent de celui que propose l'idéologie techniciste. D'un côté, parce qu'il reconnaît la conflictualité des intérêts sociaux que cette idéologie vient masquer, de l'autre, et c'est le plus important pour notre propos, parce que la rationalité politique de l'intérêt général ne se confond pas avec la rationalité économique du progrès technologique, même si les bienfaits matériels issus du progrès contribuent à l'intérêt général :

[...] les technologies, ne dispensent pas les hommes d'agir (Habermas, 1973, p. 87).

[...] La rationalisation sur le plan du cadre institutionnel ne peut s'accomplir qu'au sein du milieu de l'interaction médiatisée par le langage elle-même, c'est-à-dire grâce à une libération de la communication. Une discussion publique sans entraves et exempte de domination, portant sur le caractère souhaitable et approprié des principes et normes orientant l'action [...]. Intentionner une vie bonne ne revient pas à un accroissement des forces productives, un tel accroissement peut tout au plus y contribuer [...]. Le problème n'est pas de savoir si nous exploitons à fond un poten-

tiel disponible ou susceptible d'être développé, mais si nous choisissons celui qu'il nous est loisible de vouloir dans une perspective d'apaisement et de satisfaction de l'existence (Habermas, 1973, p. 62-69).

### **Enseignements à tirer pour la « société de l'information »**

Moins d'une quarantaine d'années après, nous parlons d'une société qui est celle que Habermas décrivait alors, au sein de laquelle les tendances qu'il analysait se sont développées. Deux évolutions importantes doivent retenir notre attention. Alors que dans les années 1960 les logiques technocratiques pouvaient sembler prendre le pas sur les logiques marchandes, on peut considérer qu'au travers de la globalisation libérale les logiques marchandes sont en train de reprendre le dessus. D'autre part, les technologies qui se sont le plus développées durant ces années et, surtout, qui ont généré des usages divers intervenant dans la plupart des aspects de la vie, sont justement les technologies de l'information.

Ce dernier point ajoute une coordonnée particulière à l'analyse de l'idéologie techniciste que nous avons exposée en suivant Habermas. Là où il critiquait la confusion entre « l'aptitude à disposer des choses que les sciences empiriques rendent possibles et les aptitudes à l'action éclairée », l'idéologie de la « société de l'information » découvre dans les techniques de l'informatique et des télécommunica-

tions la réponse même à la critique de l'idéologie techniciste qu'il conduisait. Dans cette conception, les possibilités de communication universelle disponibles sur Internet viennent ouvrir à tous l'accès aux informations et aux débats des spécialistes, ainsi que la possibilité de participer aux débats, à la discussion libre, préalable non seulement à la décision *mais aussi à la formulation des problèmes*.

Il y a là, selon nous, de nouvelles ouvertures à la critique :

- L'aptitude à disposer techniquement des choses est toujours confondue avec l'aptitude à avoir une intelligence claire du monde et de la société, à confronter et à débattre sur la base de valeurs et d'intérêts matériels différents, à négocier et arbitrer, à désigner l'intérêt général et à choisir les moyens d'y parvenir. *Ce n'est pas parce quelque chose est techniquement possible que cela devient ipso facto socialement souhaitable et donc politiquement choisi.*
- Dès lors que « les choses » dont nous disposons techniquement sont de l'« information » et que celle-ci s'identifie au langage et aux autres éléments culturels permettant le fonctionnement de la communication politique dans l'espace public, l'instauration des conditions de communication nécessaires au fonctionnement démocratique se trouve

réduite aux actions de développement des technologies de l'information et de résorption du fossé numérique. Or ce n'est pas parce que l'on accède à des bibliothèques en ligne et à des forums électroniques que s'instaure du même coup un contexte culturel partagé par tous les utilisateurs du réseau permettant la compréhension et le débat.

- Du moment que ces mêmes actions sont *organisées* par les promoteurs de l'idéologie techniciste légitimant les intérêts sociaux particuliers à l'œuvre dans le progrès technique, elles sont nécessairement contraintes par la représentation du monde de ces promoteurs. C'est notamment autour de cette question que tournent les débats qui sont au cœur du SMSI sur la diversité culturelle et linguistique sur Internet et sur sa gouvernance, ainsi que ceux sur la brevetabilité des logiciels.

Cette vision du monde et du rôle des technologies de l'information se cristallise dans la notion d'intelligence collective dont Pierre Lévy s'est fait le héraut. Appliquée au politique via l'idée de cyberdémocratie, elle débouche sur l'apologie du projet libéral étendu au monde entier par la globalisation et résumé dans ses aspects culturels par ce qu'il finit par appeler l'« Amérique monde » (il veut en fait signifier les « États-Unis monde »).

## Critique de la philosophie politique de Pierre Lévy

Dans ses deux derniers ouvrages, *World Philosophie* (2002) et *Cyberdémocratie* (2000), Pierre Lévy décrit une l'histoire de l'humanité depuis les origines : un fil du destin ininterrompu nous ayant conduits collectivement de l'oral, la chasse, la cueillette et la tribu au « cyberspace », à la « Nouvelle Économie des idées » et à « la confédération mondiale à démocratie électronique ». L'écriture, l'alphabet, l'imprimerie dans le champ de la communication et, dans celui du politique, l'État, la cité, la démocratie contemporaine, ayant été les étapes intermédiaires de cette évolution linéaire dont la société de l'information (Lévy préfère le terme « cyberspace ») est l'aboutissement.

Cette évolution de l'humanité est résumée dans le « tableau des civilisations de l'oralité, de l'écriture, de l'imprimerie et du cyberspace », qu'il propose à la page 247 de *Cyberdémocratie* (voir page suivante).

L'aboutissement du rôle du politique dans l'histoire est donc la « confédération mondiale à démocratie électronique », ou cyberdémocratie, dont l'auteur pense qu'elle est en cours d'établissement. Les technologies de l'information permettent le « développement remarquable d'une nouvelle sphère publique où les agoras virtuelles renouvellent les formes de la délibération et du débat politique » (Lévy, 2002, p. 166). Cet espace public est d'emblée mondial, car de même que l'expansion de l'économie marchande il y a cinq siècles avait conduit à

	<b>Oralité</b>	<b>Écriture</b>	<b>Alphabet</b>	<b>Impri- merie</b>	<b>Cybere- space</b>
<b>Économie</b>	Chasse, cueillette.	Agriculture, élevage.	Commerce, monnaie.	Industrie de masse, marché mondial, capitalisme.	Intelligence et créativité collective, <i>nouvelle économie</i> des idées.
<b>Politique</b>	Tribu.	État, loi, justice.	Cité, citoyenneté, démocratie.	Opinion publique, démocraties modernes, droits de l'homme.	Vers une confédération mondiale à démocratie électronique.
<b>Religion</b>	Animisme.	Polythéisme à clergé.	Mono-théisme, bouddhisme.	Réforme, religions du salut terrestre (libéralisme, socialisme...).	Synchrétisme planétaire Orient / Occident, évolutionnisme.
<b>Savoirs</b>	Mythes.	Savoirs systématiques.	Sciences et philosophie rationnelles à prétention universelle.	Science expérimentale moderne, technoscience.	Production de connaissances par l'ensemble de la société (économie de l'information), omnivision.
<b>Espace</b>	Cosmos, centré.	Territoire.	Universel, abstrait.	Interconnexion de la planète.	Espace virtuel : le vrai territoire est sémantique.
<b>Temps</b>	Cycle.	Histoire.	Conscience de l'histoire.	Révolutions (politiques, scientifiques, industrielles).	Temps réel.
<b>Domination</b>		Grandes civilisations de lecture : Égypte, Chine, Mésopotamie.	Empires alphabétiques : Alexandre, César, Mahomet.	Civilisation de l'imprimerie : Europe.	Civilisation de l'ordinateur et des réseaux : Amérique-monde ?

l'élaboration progressive d'un cadre permettant la communication et le fonctionnement d'institutions politiques au niveau national, la globalisation économique vient constituer « la locomotive » d'un gouvernement démocratique planétaire.

Cette réalisation conjointe de la mondialisation économique et de la cyberdémocratie planétaire, repose d'un côté sur la convergence entre une société civile de plus en plus marchande :

La caractéristique du monde contemporain est donc, désormais, que tout le monde fait du commerce, c'est-à-dire achète et vend des biens et des services. [...] Il y aura de moins en moins de métiers bien délimités et de fonctions précises, tout le monde sera constamment occupé à faire du business à propos de tout : sexualité, mariage, procréation, santé, beauté, identités, connaissances, relations, idées (Lévy, 2000, p. 82).

Et de l'autre côté sur des modalités de fonctionnement spontané d'Internet coïncidant avec le fonctionnement démocratique de la société civile :

En offrant l'Internet au monde, la communauté scientifique lui a fait le cadeau de l'infrastructure technique d'une intelligence collective qui est sans doute sa plus belle découverte. Elle a ainsi transmis au reste de l'humanité sa meilleure invention, celle de son propre mode de sociabilité, de son type humain et de sa communication.

[...] Le marché s'est emparé des infrastructures de communication et des modes de fonctionnement de la communauté scientifique parce que, lui aussi, depuis l'avènement de l'économie de l'information ne vise plus qu'à l'intelligence collective (Lévy, 2000, p. 91).

Au terme de sa démonstration l'auteur a toutefois peu de propositions opérationnelles à formuler pour mettre en œuvre pratiquement les institutions qu'il appelle de ses vœux et dont il considère l'avènement inéluctable parce qu'inscrit dans le sens de l'histoire de l'humanité. Dans son ouvrage *Cyberdémocratie*, il propose finalement un mixage planétaire de démocratie directe et de démocratie représentative, prévoyant pêle-mêle et entre autres : élection en ligne au parlement mondial, référendums d'initiative citoyenne par Internet et élection d'un président de la Fédération mondiale au suffrage universel électronique (Lévy, 2002, p. 210-211).

Le travail de philosophie politique de Pierre Lévy ouvre la porte à de nombreuses critiques ; nous n'en retenons ici que trois principales :

- La première, c'est l'ethnocentrisme de Pierre Lévy. En effet, il se décrit en quelque sorte comme le prototype de l'humain de la société mondiale de l'information sans s'interroger davantage sur la place de la pluralité culturelle dans la société qu'il prophétise.
- Ensuite, l'auteur postule une indifférenciation entre économique et politique,

ce qui n'est en fait qu'une réécriture de la théorie économique libérale constituée en idéologie, prenant ici la figure de l'idéologie de la « société de l'information ».

- Enfin, dans son extension du concept d'intelligence collective au champ du politique, l'auteur postule également une indifférenciation entre technologies de l'information et communication humaine.

### **Planétaires ou ethnocentristes ?**

*World Philosophie* s'ouvre sur un chapitre intitulé « Manifeste des planétaires », lui-même commençant par une section « Autoportrait des planétaires » dont les premiers mots sont : « Nous voici. Nous. Les planétaires. » Et les derniers mots, cinq pages plus loin : « nous inventons dans l'avenir que nous inventons en arpenter notre planète. »

Pierre Lévy décrit le mode de vie des « planétaires » qui partagent les mêmes objets techniques, les mêmes moyens de paiements, qui ont les mêmes goûts culturels, artistiques, culinaires, parfaitement métissés et cosmopolites ; qui voyagent constamment et changent sans cesse d'identité, de nation, de religion et de régime alimentaire ; qui fréquentent et organisent des colloques internationaux et, bien sûr, qui sont connectés à tous les réseaux... Bref, les « planétaires » sont « la première génération globale ».

Ce qui est remarquable dans cette description ce n'est pas tant que l'au-

teur postule qu'un tel mode de vie, qui rappelons-le ne concerne aujourd'hui qu'une partie infinitésimale de la population mondiale, soit progressivement généralisable à la totalité de l'humanité. Après tout pourquoi pas ? Ce qui étonne c'est plutôt le caractère typiquement gratuit de cette affirmation. Lévy postule implicitement que ce mode de vie est désirable et désiré par tout le monde, c'est-à-dire au fond que le mode de vie qui est le sien aujourd'hui possède une supériorité intrinsèque qui conduira à son adoption par chacun dès lors que cette possibilité sera offerte : comment peut-on ne pas être planétaire ? Cependant, les conditions pratiques de la réalisation de cette projection sont si éloignées de la réalité contemporaine qu'on peut difficilement préjuger de ce qui se passerait si elle se trouvait un jour réalisée.

Dans la préface de son ouvrage, l'auteur prévient : « Je ne regarde pas tout à fait les mêmes objets que les grincheux » (Lévy, 2000, p. 13). Sans doute est-ce une réponse préventive à la critique d'ethnocentrisme que l'on serait tenté de lui faire. Selon lui, l'arrivée de toute l'humanité à ce mode de vie et à ce rapport au monde est inéluctable du fait de trois processus, les deux premiers et le dernier étant d'une nature en partie différente :

Dans les premières décennies du XXI<sup>e</sup> siècle plus de 80 % des êtres humains auront accès au cyberspace et s'en serviront quotidiennement. La majeure partie de la vie sociale empruntera ce médium. (Lévy, 2000, p. 57)

Nous tendons vers une situation où la majorité des gens auront poursuivi des études supérieures [...]. La population est donc de mieux en mieux éduquée. [...] Les prolétaires qui n'avaient que leurs bras ont cédé la place aux cognitaires qui associent leurs cerveaux (Lévy, 2002, p. 171-172).

Plus un régime politique, une culture, une forme économique ou un style d'organisation a d'affinité avec la densification des interconnexions et mieux il survivra et rayonnera dans l'environnement contemporain. [...] Il se produit une sorte de course de vitesse entre le mouvement des centres vers l'avenir, qui poursuit sa tendance vers une interconnexion croissante, et le résultat de ce mouvement, à savoir le rétrécissement de l'espace qui réduit la distance entre le centre et la périphérie. Plus les centres interconnectent le monde, plus ils rapprochent d'eux les périphéries. Inversement plus ils densifient leurs interconnexions et plus ils creusent la distance avec le reste du monde. C'est cette tension dialectique qui explique que les centres de puissance entraînent dans leur sillage le reste de la planète (Lévy, 2000, p. 29 et 35).

Lévy a la conviction que la majorité de la vie sociale se « virtualisera » dans le cyberspace sous

l'effet conjugué de ces trois processus qu'il estime être automatiquement à l'oeuvre dans nos sociétés. Pourtant, la disparition (presque totale) du fossé numérique ainsi que l'élévation massive et généralisée du niveau d'éducation de la population mondiale ne sont pas, ou plutôt ne peuvent pas être, des tendances automatiquement à l'oeuvre dans les processus actuels, car ils reposent sur des actions politiques volontaristes. L'auteur postule en fait que ces tendances ne sont inéluctables parce que la globalisation économique les porterait en elle tout naturellement, mais les infrastructures de télécommunications comme les infrastructures éducatives sont des investissements qui ne s'allouent sur le territoire, et donc au milieu des populations, que pour bénéficier d'un retour d'investissement raisonnablement proche du taux de rentabilité moyen du capital, ou si possible supérieur. Dans la théorie économique libérale le marché n'est supposé *in fine* réaliser un équilibre tendant à l'unification des taux de profit que parce que les facteurs de production sont parfaitement mobiles et que l'information dispensée par le marché est parfaitement fiable et transparente. De fait un tel équilibre ne se rencontre jamais, ne serait-ce que parce que les conditions de mobilité et de transparence ne sont jamais parfaites ; ce qui tend éventuellement à établir de relatives homogénéités de situation des territoires et des populations. Ce sont des politiques (d'aménagement du territoire ou de formation des populations) qui décident et

mettent en œuvre des allocations de ressources selon une rationalité extra-marchande qui vise la réalisation d'objectifs d'intérêt général contre les déséquilibres issus des allocations marchandes spontanées.

Le troisième processus que décrit Pierre Lévy est d'ailleurs une illustration de ce phénomène. Les espaces où la « société de l'information » est déjà émergente se développent encore plus vite et, ce faisant, entraînent les autres espaces tout en leur fournissant des modalités d'organisation qui leur servent en plus de modèle. Toutefois, même si l'on admet que le développement du centre et l'entraînement des périphéries se produisent (et on peut à tout le moins remarquer qu'ils ne se produisent pas partout), le double mouvement est loin d'avoir la linéarité postulée par l'auteur. L'attraction du centre peut tout autant signifier le freinage du développement des périphéries par le drainage des élites les plus mobiles et les mieux formées ou la fuite des capitaux locaux et, réciproquement, l'entraînement des périphéries peut consister en une captation par celles-ci d'une partie des emplois du centre, et des capitaux qui les mettent au travail. La dialectique qu'il voit à l'œuvre a finalement des effets qui sont au mieux indéterminés et qu'on ne peut rendre à coup sûr positifs que par la mise en œuvre de politiques de codéveloppement, telles par exemple que celles qui ont permis les rattrapages irlandais, portugais ou grec au sein de l'Union Européenne.

La proposition de Pierre Lévy ne fonctionne finalement qu'au profit de ce postulat ethnocentriste : l'hu-

main est inéluctablement en train de devenir un intellectuel occidental cosmopolite et mobile, bénéficiant d'un accès égalitaire à l'éducation, aux réseaux de télécommunications et à un marché du travail mondial sur lequel il pourra valoriser librement ses potentialités et son capital de créativité et de connaissance. C'est donc finalement le retour de « l'homme en pleine liberté de suivre la route que lui montre son intérêt, et de porter où il lui plait son industrie et son capital » qui est ici annoncé tel que décrivait déjà Adam Smith.

### **La fin du politique**

Sur cette base, et bien qu'il s'en défende vigoureusement, l'auteur finit par réécire la démonstration de la disqualification du politique qu'avait effectuée l'économiste écossais du XVIIIe siècle. Comme Adam Smith, il prive, en quelque sorte, le politique de son intérêt à être organisé spécifiquement et indépendamment de l'économique et il vient affirmer l'importance de le constituer à l'échelle globale en le référant à une dimension éthique extérieure à la sphère économique.

*L'Homo economicus* n'est pas une fiction théorique de la science économique, c'est la peinture morale de la société dans laquelle nous entrons irréversiblement. Et c'est ce modèle que la compétition culturelle, la sélection culturelle des civilisations a choisi ! [...]. C'est l'intérêt bien compris de chacun, le moteur massivement distribué de l'intérêt individuel

qui tend à maximiser à long terme une fonction globale de coopération sociale (Lévy, 2000, p. 83).

Dans la société mondiale de l'information telle que la voit Pierre Lévy, cette caractéristique de la maximisation de l'intérêt général par le jeu d'équilibre spontané des intérêts particuliers, propre à la théorie économique libérale classique, se réalise au travers de la convergence avec l'éducation.

Le marché s'est emparé des infrastructures de communication et des modes de fonctionnement de la communauté scientifique parce que, lui aussi, depuis l'avènement de l'économie de l'information ne vise plus qu'à l'intelligence collective. *L'Homo economicus* et *L'Homo academicus* fusionnent au moment où l'économie devient virtuelle, à l'instant historique où le marché devient un lieu sans frontières de circulation des nouvelles, d'échange d'informations et de compétition des idées (Lévy, 2000, p. 83).

À partir de là, il tente de montrer que c'est le même processus qui globalise l'économie et qui constitue automatiquement le politique à l'échelle globale.

La mondialisation économique et financière semble représenter le triomphe du marché sur la démocratie. Mais ce schéma est trop grossier. [...] Trois arguments me forcent à remettre en question la prétendue opposition du capitalisme et de la démocratie et l'appré-

ciation négative du rôle du cyberspace dans le rapport entre la loi du marché et celle de la cité.

Le premier de ces arguments fait valoir le développement remarquable d'une nouvelle sphère publique sur Internet et l'augmentation corrélative des possibilités d'information, d'expression libre, de discussion citoyenne et de coordination autonome des mouvements politiques et sociaux [...]. Mon second argument concerne la perspective d'un gouvernement démocratique planétaire dont la mondialisation économique constitue précisément la locomotive. L'unité écologique, scientifique, technique, médiatique, commerciale et financière de la terre devient tellement palpable que nous finirons, selon des modalités et des délais difficiles à prévoir, par instaurer une loi démocratique mondiale afin de réguler et d'équilibrer des processus eux-mêmes planétaires [...].

Mon troisième argument consiste à montrer que des finalités civiques ou politiques peuvent s'exercer par le moyen du marché, et cela d'autant mieux que le cyberspace crée un marché de plus en plus transparent où les choix peuvent s'opérer parmi des éventails de possibles de plus en plus larges. [...] Plutôt que de considérer le marché, et particulièrement le marché en ligne, comme un

dictateur antidémocratique, regardons-le comme un instrument de pilotage, un vaste système électoral permanent au sein duquel l'acte d'achat représente un vote (Lévy, 2002, p. 165-168).

Dans cet exposé, l'auteur ne termine pas sa démonstration ; il ne fait, nous semble-t-il, que réaffirmer la contradiction qu'il veut résoudre. Même si l'on admet la réalisation de son présupposé ethnocentriste, la création d'une humanité unifiée et égalisée (tous interconnectés, tous également éduqués, tous cyberconsommateurs) et la réalisation des conditions de parfaite transparence grâce au cybermarché ne font pas apparaître comment les choix des consommateurs planétaires vont réaliser les « fins civiles et politiques » sauf à faire intervenir un *ailleurs*.

À partir de là, cet *ailleurs* ne peut plus provenir que de deux sources : soit il est immanent au marché, c'est une main invisible qui fait que les rationalités individuelles de chacun des *Homo economicus* s'agrègent spontanément pour obtenir inconsciemment l'optimum, soit il est extra-économique et provient d'une délibération préalable des hommes ensemble pour définir consciemment l'intérêt général et ses conditions pratiques.

Si c'est une main invisible, alors il en faut tirer les conséquences jusqu'au bout et prononcer l'inutilité du politique dans un système où tout est économique et où on vote sur tout, ou presque, en achetant. Aucune autre instance de décision

n'est nécessaire et il ne faut surtout pas que des délibérations collectives s'instaurent pour orienter les actes d'achat, car soit elles aboutissent au même résultat optimal que celui des actes d'achat non concertés, et donc elles ne servent à rien, soit elles aboutissent à un résultat différent mais qui va être nécessairement non optimal.

Si c'est la délibération qui produit des lois et se donne les moyens de les mettre en œuvre, alors il faut bien conclure que cette opération renvoie à une rationalité différente de celle des *Homo economicus* séparés, en prononçant que l'intérêt général défini par la délibération est supérieur à l'optimum issu des allocations marchandes, ce qui autorise des choix collectifs différents qui doivent s'imposer aux marchés par des voies extra-économiques, incitatives ou contraignantes.

Pierre Lévy ne veut pas prononcer ce choix ; il ne veut pas renoncer à l'identité qu'il pense que le cyberspace tend à instaurer entre économie et politique. L'instrument qui lui permet de soutenir cette identité c'est justement ce qu'il appelle l'« intelligence collective », là où les technologies de l'information et la communication humaine sont fusionnées.

### **L'intelligence collective**

Nous n'allons pas reprendre la définition, plus ou moins stricte d'ailleurs, que l'auteur donne de l'intelligence collective : les citations et analyses que nous avons faites de ses ouvrages permettent de bien comprendre sa conviction.

En se référant à ces derniers, on peut remarquer que dans la notion d'intelligence collective convergent en fait des éléments assez différents qui concernent la productivité du travail intellectuel en équipe.

L'accès en ligne à une documentation exhaustive et le fait de pouvoir disposer d'outils automatiques de recherche documentaire font gagner un temps précieux pour tout travail de recherche et d'étude. Le technicien ou l'ingénieur qui travaille sur un dispositif technique important et compliqué gagnera beaucoup à accéder à la documentation sous forme numérique, l'urbaniste ou le gestionnaire de réseaux préférera manipuler un système d'information géographique plutôt que des plans, des photos et des cartes hétérogènes. Dès lors que ces tâches doivent s'accomplir en équipes et que les équipes ne sont pas réunies en un même lieu, courriers électroniques, logiciels de travail coopératif et forums rendront l'activité plus facile et plus efficace, et même permettront des travaux collectifs qui seraient impossibles autrement.

Cette amélioration de la productivité culmine pour les besoins des informaticiens et des ingénieurs télécoms. Par exemple, un gros atelier de génie logiciel ou la conception de l'architecture d'un grand réseau et son administration mobilisent des méthodes et des moyens informatiques distribués que seul le réseautage informatique des intervenants rend possible.

Dans ce sens-là, il nous semble qu'il est possible de partager

l'idée qu'il y a bien constitution et mise en œuvre d'une « intelligence collective » : la multiplication des processus de travail collectif et leur banalisation est certainement une caractéristique de la « société de l'information », qui participe fortement de sa fécondité technique.

Toutefois, nous nous situons toujours clairement du côté de l'aptitude à disposer des choses, c'est-à-dire du côté de la technique. Ceux qui collaborent possèdent préalablement une proximité de contexte suffisante, liée à leur métier, et c'est pour cela qu'ils peuvent être intelligents ensemble sur les problèmes qui les occupent. Le plus souvent ce contexte commun va se limiter aux activités professionnelles qui les réunissent : les mêmes outils de travail collaboratif ne leur permettraient pas de s'atteler de la même manière et avec la même efficacité à la résolution d'autres problèmes en dehors de leur champ de spécialité.

Pour le dire autrement, il faut que les collaborateurs aient l'intelligence préalable du sujet sur lequel ils vont collaborer pour que le gain de productivité réalisé par la mise en commun ait lieu. L'intelligence collective peut certes fonctionner dans des collectifs étendus, mais d'une certaine façon ces collectifs préexistent — au moins virtuellement, c'est bien le cas de le dire — à sa mise en œuvre, et cette préexistence est la condition de son fonctionnement.

Pierre Lévy indique que ce phénomène d'intelligence collective s'universalise en s'appliquant à tout et à tous, et que, par inférence, il permet la constitution d'un es-

pace public global, engendrant directement un politique global et une démocratie planétaire. Dans cette affirmation, il postule nécessairement que nous partageons le même contexte culturel et politique qui permet en quelque sorte aux technologies de l'information de fonctionner comme communication humaine. Il n'y a pour cela que deux possibilités qui s'entrecroisent dans son discours sans être jamais démêlées.

Première hypothèse, il faut considérer que son rêve ethnocentriste est déjà réalisé, et que parce que nous partageons le même contexte, nous pouvons former ensemble une société politique globale grâce aux technologies de l'information. Seconde hypothèse, *les technologies de l'information transportent en même temps le contexte permettant la communication*.

Nous avons déjà discuté de la première possibilité ; quant à la seconde, nous allons voir que soit elle recèle une contradiction, soit elle se résout à la seule condition que soit admise la fusion entre économique et politique, que nous avons étudiée dans la section précédente, ce qui nous ramène à la contradiction évoquée à ce propos.

Dans *Cyberdémocratie* Pierre Lévy affirme :

L'opinion publique se forgera de plus en plus dans des listes de discussion, forums, *chat rooms*, réseaux de sites web interconnectés et autres dispositifs de communication propres aux communautés virtuelles dont certains mé-

dias *classiques* seront tout au plus des points de ralliement. Dans ce cadre, le texte d'un journaliste se distinguera de moins en moins de l'avis d'un expert reconnu ou d'un internaute à l'écriture habile dans un groupe de discussion. [...] L'expansion de l'Internet est portée par une vague de fond dont on n'a pas fini de mesurer l'ampleur et la force : la libération de la parole. [...] le cybercitoyen peut découvrir sur le réseau une multitude d'idées et de propositions qu'il n'aurait jamais imaginée s'il ne s'était pas branché. De plus sur le Web, les idées sont exprimées par ceux qui les produisent et les pensent et non par des journalistes obligés de simplifier, voire de caricaturer par manque de temps ou de compétence. Le nouveau médium est donc particulièrement favorable à un dépassement de l'espace public classique (Lévy, 2002, p. 58 et 62).

Ce seul exposé ne résout pas le problème évoqué : nous discutons en ligne et allons nous informer des points de vue des uns et des autres sur Internet, mais ce, dans la mesure où nous partageons déjà un contexte et des intérêts suffisamment proches pour que cette démarche puisse être initiée. Les hommes de marketing qui travaillent sur Internet appellent cela du *pull* : nous allons *tirer* l'information qui nous intéresse déjà. Lorsque les éditeurs et les médias en ligne nous

apportent l'information à laquelle ils veulent que nous nous intéressions, ils appellent cela du *push* ; à partir d'une analyse de notre comportement en ligne : ils *poussent* vers nous l'information dont nous avons besoin ou envie, même sans le savoir consciemment.

Transposé au sujet dont traite Pierre Lévy, c'est comme cela que le contexte peut nous arriver en même temps que l'information qu'il permet d'interpréter. L'auteur l'expose ainsi dans *World philosophie* :

Entre une œuvre de l'esprit et une publicité il n'y a qu'une différence de degré. [...]

Nous pouvons généraliser la notion de vente d'états de conscience préfabriqués — ou de travail sur la conscience — à la plupart des produits, et non seulement ceux du secteur de la culture, du spectacle et de la communication. L'éducation et l'enseignement travaillent eux aussi directement sur l'esprit. [...] Tous les biens et les services vendus sur le marché se présentent en définitive comme des *modificateurs d'expérience*, que leur action passe principalement par des signes, des corps physiques ou des relations. [...] Les entreprises en concurrence sur le marché planétaire doivent occuper des zones de l'esprit collectif pour survivre. [...] Elles s'emparent de l'attention du public avec de l'argent, avec de l'information utile, avec des idées, avec de la séduction et finalement

dans le cyberspace, avec ce qui est ici le plus nécessaire, des aides à l'orientation dans le monde virtuel. [...] Le principal problème, encore une fois, est d'attirer, de canaliser, de stabiliser l'attention. Or il se trouve que la meilleure façon de polariser l'attention dans un marché aussi libre et ouvert que le cyberspace est de *rendre service*, d'écouter exactement ce que veulent les gens — du rêve, de l'amour, des jeux, du savoir, des marchandises de toute sorte — et de le leur donner (Lévy, 2000, p. 126 et 129).

Pierre Lévy considère donc que *la libération des diverses manifestations de la parole* qui nous permet de dépasser l'espace public classique et que les techniques pour attirer, canaliser notre attention, modifier nos expériences et nous vendre *des états mentaux préfabriqués* sont les mêmes choses.

Pour cet auteur, nous voulons librement ce que l'on nous offre, les techniques de *push* captent notre attention que parce qu'elles nous proposent ce que nous voulons vraiment, et c'est au fond notre désir de consommateur qui façonne le monde où nous vivons : le cybermarché branché sur l'intelligence collective accuse réception sans médiation de nos désirs pour produire le meilleur des mondes possibles.

## Conclusion

Dans le système que construit Pierre Lévy, on se trouve à l'opposé de la définition normative que

nous avons reprise de Habermas : pour que l'espace public global soit rendu possible par les technologies de l'information, il faut accepter qu'elles transportent et stockent les contextes humains et culturels de la communication en même temps que les bits d'information. Cependant, pour que cela soit vrai, il faut que l'espace public et le marché soient confondus. Il faudrait aussi que l'intelligence collective, appliquée au politique comme à l'économique, réalise cette unité de l'information en tant que chose à laquelle s'appliquent les techniques et l'information comme processus de communication humaine permettant d'éclairer l'action collective.

Comme le marché à concurrence pure et parfaite de la théorie libérale, ce système repose sur une axiomatique qui exige un être hu-

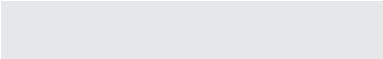
main construit de toutes pièces pour la vérifier, le planétaire pour l'un, l'*Homo economicus* pour l'autre. *La société que forment ces humains-là se passe bien du politique; l'optimum économique et l'intérêt général y sont d'emblée la même chose, la médiation de l'espace public y est superflue.*

Sans doute les intuitions sur lesquelles Pierre Lévy travaille reposent-elles sur des éléments assez repérables : la disponibilité des informations, la possibilité de s'exprimer et de débattre en ligne qui font bon ménage avec la démocratie. Mais de *bon ménage avec à fondateur de*, il y a un fossé que cet auteur ne peut franchir qu'en renonçant au réel ; son projet de « cyberdémocratie » ne se résume *in fine* qu'à une déclinaison de la théorie économique libérale constituée en idéologie politique.

## LISTE DE RÉFÉRENCES

- BRETON, P. (2000). *Le culte de l'Internet. Une menace pour le lien social ?*. Paris : La Découverte, Coll. Surle vif.
- DE LA COSTE, P. et BENARD, V. (2002). *L'Hyper République : bâtir l'administration en réseau autour du citoyen*. Secrétariat d'État à la réforme de l'État, Ministère de la fonction publique, de la réforme de l'État et de l'aménagement du territoire, Paris : France. [En ligne] [www.ladocumentationfrancaise.fr/brp/notices/034000010.shtml](http://www.ladocumentationfrancaise.fr/brp/notices/034000010.shtml)
- DORTIER, J.-F. (avril/mai/juin, 2001). Vers une intelligence collective ? *Sciences Humaines*, 32, 22-26.
- FLICHY, P. (2001). *L'imaginaire d'Internet*. Paris : La Découverte, Sciences et société.
- GARNHAM, N. (2000). La théorie de la société de l'information en tant qu'idéologie. *Réseaux*, 18(101), 53-91.
- HABERMAS, J. (1993). *L'espace public. Archéologie de la publicité comme dimension constitutive de la société bourgeoise*. Paris : Payot.
- HABERMAS, J. (1973). *La technique et la science comme idéologie*. Paris : Gallimard.

- LEVY, P. (2002). *Cyberdémocratie. Essai de philosophie politique*, Paris : Odile Jacob.
- LEVY, P. (2000). *World Philosophie. Le marché, le cyberspace, la conscience*. Paris : Odile Jacob, Le champ médiologique.
- MATTELART, A. (2001), *Histoire de la société de l'information*. Paris : La Découverte, Repères.
- SMITH, A. (1976). *Recherches sur la nature et les causes de la richesse des nations (The Wealth of Nations, 1776)*. Paris : NRF Gallimard.



**María EUGENIA DOMÍNGUEZ**

Regard sur la recherche gouvernementale chilienne dans le domaine de la communication médiatique (1995-2000) (2003)

**Pour des raisons hors de notre contrôle, nous  
n'avons pu obtenir un texte réflexif pour cet article.  
Cependant, nous avons tout de même tenu à  
l'intégrer à l'anthologie.**

# Regard sur la recherche gouvernementale chilienne dans le domaine de la communication médiatique (1995-2000)

**María Eugenia DOMÍNGUEZ**

La préoccupation pour l'histoire et pour l'état de la recherche chilienne en communication a été relativement absente des textes et des débats pendant la dictature militaire et les premières années de la période post-militaire. Cette absence s'explique d'abord par les urgences de la survie dans un contexte hostile à la recherche sociale. Elle s'explique ensuite par les nombreux déplacements théorico-méthodologiques des années 1980 et, plus récemment, par l'urgence de la réinstallation du et dans le système démocratique. Ces contraintes permettent de comprendre, pour reprendre la phrase de Jesús Martín Barbero (1999), qu'il y a dix ans, « les temps n'étaient pas propices aux synthèses. »

Au cours des dernières années, plusieurs textes soulèvent la nécessité d'articuler la recherche en communication aux questions et aux défis posés par les changements économiques, culturels et technologiques. Néanmoins, peu de questions touchent les manières dont ces changements ainsi que le contexte historique et institutionnel qui les explique, affectent, voire déterminent les trajectoires investigatrices et discursives dans ce champ.

Dans le cas chilien, certaines institutions gouvernementales sont, depuis une dizaine d'années, des lieux clés de réarticulation de la recherche en communication média-

tique<sup>1</sup>, et c'est pour cette raison que nous croyons pertinent de nous y attarder.

Le regard que nous y portons s'appuie sur l'ensemble des textes produits au sein de deux institutions gouvernementales entre 1995 et 2000. Cette coupure temporelle résulte de problèmes rencontrés dans le processus de construction d'un corpus correspondant à une entreprise plus large qui incluait l'ensemble des publications universitaires, gouvernementales et des centres privés de recherche (Domínguez, 2001). Néanmoins, les textes traités ici représentent la presque totalité de la production gouvernementale recensée pour ces institutions entre 1990 et 2000<sup>2</sup>.

Du point de vue du nombre, 127 textes portant sur les communications médiatiques ont été produits au Chili<sup>3</sup>. Ces textes ont été publiés

---

1 Ce statut découle du nombre de recherches publiées, du poids assigné à ces recherches par des publications universitaires et du lien institutionnel entre les chercheurs gouvernementaux et universitaires.

2 Entre 1990 et 2000, nous avons recensé 51 publications. Cette recherche en examine 43.

3 Dans le cadre de notre recherche initiale, nous avons recensé un total de 163 textes. Nous avons par la suite identifié des documents à partir d'un certain nombre de critères. Le premier étant que ces textes devaient provenir d'un milieu institutionnel reconnu, soit à cause de leur importance historique, soit par leur apport dans le champ des communications. De plus, ces publications devaient émaner d'un milieu institutionnel ayant clairement énoncé ses orientations à l'égard de la recherche. Certaines de ces recherches pouvaient bénéfi-

par des institutions universitaires, des centres académiques privés<sup>4</sup> et par les deux institutions du gouvernement chilien dont la mission inclut explicitement la recherche en communication médiatique : le Secrétariat de la Communication et de la Culture (SECC) du Ministère du Secrétariat Général du Gouvernement et le Conseil national de télévision (CNTV). Le nombre des publications gouvernementales sur cet ensemble est de 43, ce qui leur confère un poids numérique très important.

De plus, les textes publiés par ces institutions, et tout particulièrement

par le Conseil national de télévision, constituent l'une des références les plus souvent citées par l'ensemble des études en communication et ce, indépendamment de leur origine institutionnelle. Le statut conféré à ces publications nous oblige à nous interroger sur les questions que ces publications abordent et les problématiques qu'elles mobilisent, de manière à mieux expliquer les trajectoires actuelles de la recherche chilienne en communication.

Dans cette perspective, cet article propose tout d'abord une description de l'ensemble des publications gouvernementales entre 1995 et 2000 ainsi qu'une première cartographie conçue à partir des critères suivants : thématiques, objectifs explicites des recherches, méthodes employées et principales références bibliographiques citées dans ces textes. Dans la deuxième partie de l'article, nous dégagerons et commenterons sommairement les principales définitions des problématiques qui émergent de ces textes et qui tracent un premier portrait du champ des communications lié aux institutions de l'État. Nous nous arrêterons plus particulièrement sur les études publiées par le Conseil national de télévision (CNTV) en raison de leur objectif explicite qui est de contribuer au développement des études en communication et au débat public entourant la télévision.

**Tableau 1. Répartition des publications selon les institutions**

Institution	N
CNTV	28
SECC	15
Université Diego Portales	8
Univeristé Arcis	24
Université catholique du Chili	16
Université du Chili	11
Autres	25
Total	127

cier d'un financement. Ainsi les publications isolées, provenant d'universités qui n'avaient pas de pratiques systématiques de recherche, n'ont pas été retenues. Nous avons finalement conservé 127 documents qui constituent un corpus exhaustif des publications dans la période mentionnée.

<sup>4</sup> Nous entendons par centres académiques privés, des institutions vouées à la recherche académique, mais qui ne font pas partie du système universitaire. Nous suivons ici la proposition faite par Brunner (1985).

## Les institutions d'État et la recherche en communication médiatique

Les directions prises par la recherche en communication médiatique réalisée par les organismes publics chiliens s'articulent d'une part à l'importance du média télévisuel en tant qu'agent discursif, dont l'importance a été démontrée notamment lors de la défaite des militaires au Référendum de 1988<sup>5</sup>. D'autre part, elles répondent aux politiques de modernisation du secteur public initiées par la Concertation des Partis pour la Démocratie, au pouvoir depuis 1990.

### Le Secrétariat de la communication et de la culture (SECC)

Le Secrétariat de la communication et de la culture (SECC) compte dans ses fonctions le développement et la coordination de la politique de communication du gouvernement. Le SECC doit aussi fournir de l'information sur le développement de l'industrie des médias. Pour accomplir cette tâche, il s'appuie sur un département d'études. Celui-ci publie régulièrement trois types de rapports : *Bitácora médi-*

5 Voir notamment : Piñuel Raigada J.L. (1992), *Cultura política y TV en la transición en Chile*, Madrid (Espagne) : Ed. CEDEAL. Cette recherche, financée par la Comisión Interministerial de Ciencia y Tecnología (Espagne) entre 1988 et 1989, analyse les pratiques de communication politique pendant le référendum de 1988. Concrètement, elle s'intéresse aux campagnes politiques télévisuelles et aux représentations sociales qui ont rendu possible la transition, à partir de l'analyse de contenu des publicités électorales et d'un sondage auprès des audiences qui ont regardé ces publicités et leurs choix de vote.

al qui porte sur les contenus de l'agenda médiatique, *Estudios de Opinión* qui s'intéresse aux perceptions de l'opinion publique par rapport à la gestion du gouvernement et *Reseña de medios* qui traite des sujets relatifs au développement du secteur des communications. De plus, le site web du SECC diffuse les présentations réalisées par les autorités du Ministère du Secrétariat Général du Gouvernement sur divers sujets reliés aux communications. Le tableau qui suit présente les principaux sujets abordés par les différents types d'études réalisés par le Département d'études du SECC. Il nous permet de constater que les principaux champs d'intérêts portent sur l'état des différentes industries culturelles et sur leurs perspectives générales de développement (neuf études) ainsi que sur la perception de l'opinion publique vis-à-vis de divers aspects de la gestion du gouvernement (quatre études) et sur des thèmes de débat public (deux études).

**Tableau 2. Sujet des études du SECC 1995-2000**

Sujet	Total
Industries culturelles et consommation médiatique	9
Perception sur la gestion gouvernementale et thèmes de débat public	6
Total	15

Les rapports publiés sous la catégorie *Estudios de Opinión* et *Bitácora medi*al sont des analy-

ses secondaires de données portant sur des enquêtes d'opinion publique, de l'agenda médiatique et des cotes obtenues par les divers programmes d'information et d'actualité. Ces études ont un caractère éminemment descriptif et sont dépourvues d'analyse interprétative. Leurs données proviennent des résultats de sondages effectués par les principales firmes et centres d'études privés qui réalisent des études d'opinion publique (Time S.A., CERC, Feddback S.A., entre autres).

Les documents publiés dans *Reseña de medios* ont un caractère différent car il s'agit de documents de travail qui ont pour objectifs de fournir une contribution à la discussion et à l'élaboration de politiques publiques. Comme il est possible de le voir dans le tableau 3, leurs thématiques se rapportent au développement des industries culturelles et à certains aspects spécifiques de la consommation médiatique, plus particulièrement la consommation télévisuelle.

La plupart de ces rapports sont aussi élaborés avec des données secondaires, particulièrement en ce qui concerne la consommation télévisuelle. Le désavantage de ces données (issues de firmes orientées à la mesure des auditoires pour le compte des principaux réseaux et de l'industrie publicitaire) est l'exclusion de la mesure de la strate E de la population urbaine (le secteur le plus pauvre qui représente, selon les statistiques officielles, 13,3 % des foyers), ainsi que de la population rurale et

semi-rurale. Il ne s'agit pas d'une difficulté mineure puisque, au-delà du niveau socioéconomique des populations, le taux de pénétration de la télévision parmi la population totale est de 95 %. De plus, les études assignent explicitement à la télévision une fonction sociale « modernisante » vis-à-vis des secteurs démunis.

Les préoccupations exprimées dans les contenus des *Reseña de medios* répondent ainsi aux objectifs prioritaires des politiques publiques dans le domaine des communications (sources documentaires : Ministère du Secrétariat Général du Gouvernement). Ces objectifs visent le développement et la massification de l'usage des nouvelles technologies de l'information. Nous pouvons mentionner, qu'en ce qui concerne le développement de l'infrastructure de l'information, les plans gouvernementaux incluent depuis l'année 2000 des incitatifs au développement du commerce électronique, à la promotion de l'industrie de contenu ainsi qu'au développement de l'accès à ces réseaux et de l'apprentissage de leur utilisation. Ils portent aussi sur la diffusion de la culture et de l'éducation par la voie numérique. Ces mesures ont favorisé la réalisation de nombreuses recherches dans le domaine de la communication et des nouvelles technologies et ont eu un impact considérable dans la configuration des programmes universitaires de formation en communication et en éducation (Domínguez, 2001, p. 44).

**Tableau 3. Caractéristiques des études du SECC 1995-2000**

Publication	Sujet	Objectifs	Propositions/ Résultats
<i>Reseña de medios</i> n.28 (Annexe : SECC, 1995a)	Analyse équipement communicationnel dans les foyers	Analyse des pos- sibilités d'intégra- tion des secteurs démunis aux changements qui ont lieu au niveau de la communication massive.	Rapport entre le niveau de dévelop- pement d'un pays et le type d'accès de la population à la communication massive.  Ce rapport a un car- actère mutuellement déterminant.
<i>Reseña de medios</i> n.29 (Annexe : SECC, 1995b)	Analyse équipement télévisuel dans les foyers, excluant les secteurs ruraux et le secteur plus démuné.	Établir un diag- nostic des modèles de consommation télévisuelle dans les strates les plus démunies de la population. Établir des projec- tions sur la contribu- tion de la télévision à l'incorporation de ces secteurs à la modernité.	L'incorporation des secteurs les plus démunis à la modernité permet d'améliorer leurs conditions de vie.  Actuellement, la télévision est le produit culturel qui identifie le plus la modernité.
<i>Reseña de medios</i> n.30 (Annexe : SECC, 1995c)	Synthèse des modes d'intégration des industries cul- turelles aux accords de l'ALENA (accord de libre-échange nord-américain).	Déterminer les sujets et les domaines les plus sensibles pour les IC chiliennes face : <ul style="list-style-type: none"> <li>• à l'intégration à l'ALENA ;</li> <li>• aux défis posés par l'incor- poration des nouvelles technologies de l'information.</li> </ul>	Tout traité d'in- tégration suppose des avantages et des désavantages parti aux pour les différents secteurs productifs. L'effort d'intégration doit compter avec des politiques de développement non protectionnistes. Ces politiques visent l'intégration et la compétitivité inter- nationale des IC.

<p><i>Reseña de medios</i> n.31 (Annexe : SECC, 1995d)</p>	<p>Enquête sur le processus de régionalisation et les médias de communication.</p>	<p>Collaborer à la connaissance générale sur les médias de communication régionaux.</p>	<p>Analyse des forces, faiblesses, menaces et opportunités selon la perception des participants au séminaire <i>Regionalización y medios de comunicación social</i>.</p>
<p><i>Reseña de medios</i> n.32 (Annexe : SECC, 1996)</p>	<p>Analyse du développement de la radio dans le contexte médiatique des années 1990.</p>	<p>Définition des caractéristiques des auditoires et de leurs préférences quant à la programmation.</p>	<p>La radio est un média flexible et capable de s'adapter au nouveau scénario social et médiatique. Les facteurs qui lui permettent cette adaptation sont à caractère structurel :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• coûts d'opération faibles ;</li> <li>• dispersion géographique ;</li> <li>• incorporation des intérêts locaux ;</li> <li>• rapports directs aux auditoires ;</li> <li>• expression du conflit.</li> </ul>
<p><i>Reseña de medios</i> n.33 (Annexe : SECC, 1997a)</p>	<p>Étude descriptive de la situation de l'offre audiovisuelle nationale dans le système de télévision par câble.</p>	<p>Identification des facteurs qui limitent et qui stimulent le développement de la télévision locale dans le système de télévision par câble.</p>	<p>Il y a des ressources productives spécifiques qui permettent de développer ce type de diffusion.</p> <p>Néanmoins, des forces externes déterminent le succès ou l'échec de ces initiatives, notamment l'absence de cadre légal susceptible de les protéger.</p>

<p><i>Reseña de medios</i> n.34 (Annexe : SECC, 1997b)</p>	<p>Enquête auprès des médias (télévision, presse et radio) portant sur leurs perceptions du système médiatique chilien.</p>	<p>Délimiter un profil du secteur, leurs consensus, différences et tensions.</p>	<p>Le secteur est hétérogène quant à ses caractéristiques techniques et leur degré d'inscription dans les dynamiques de changement dans le secteur.</p> <p>Le rapport établit différentes opinions sur les audiences, contenus, rôle de l'État et concentration de la propriété.</p>
<p><i>Reseña de medios</i> n.35 (Annexe : SECC, 1999a)</p>	<p>Synthèse d'études diverses (qualitatives et quantitatives) sur la consommation d'émissions d'information, particulièrement télévisuelles.</p>	<p>Description du rapport consommation-perception des auditoires en relation à l'information présentée par les médias.</p>	<p>Identification de deux pôles d'opinion :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Signaux de valorisation des médias ;</li> <li>• signaux de mécontentement et mise en rapport de ces signaux avec les facteurs et aspects de l'exercice informatif.</li> </ul>
<p><i>Reseña de medios</i> n.36 (Annexe : SECC, 1999b)</p>	<p>Étude descriptive de la situation du marché audiovisuel chilien, particulièrement sur l'industrie télévisuelle.</p>	<p>Identification, à partir des acteurs engagés dans cette industrie, des facteurs favorisant son développement.</p>	<p>Description de facteurs qui favorisent et limitent l'exportation de contenus télévisuels.</p>

Un regard sur les références bibliographiques permet d'établir que ces documents s'appuient sur les travaux de chercheurs chiliens dans le domaine des communications et des industries culturelles.

Les auteurs les plus cités individuellement sont dans l'ordre, Guillermo Sunkel, Valerio Fuenzalida, Carlos Catalán et José Joaquín Brunner.

Guillermo Sunkel, qui a réalisé ses études doctorales au Centre

d'études culturelles à l'Université de Birmingham, estactuellement coordonnateur de l'unité d'analyse statistique du CNTV et professeur à l'Université du Chili. Valerio Fuenzalida est l'un des créateurs du modèle de réception critique ou active<sup>6</sup>. Fuenzalida travaille présentement à la Corporation de promotion universitaire, CPU<sup>7</sup>. Carlos Catalán a une longue trajectoire dans le domaine de la recherche en communication et est l'un des principaux consultants du gouvernement dans cette matière. Finalement, José Joaquín Brunner, sociologue et ex-ministre du Ministère du Secrétariat Général du Gouvernement, est l'un des intellectuels les plus influents au Chili.

---

6 L'approche de la réception active se développe au Chili à partir de l'étude de l'influence de la télévision sur les enfants. Elle propose des activités qui visent à développer des attitudes d'observation critique face aux différents genres de messages présentés à la télévision. Au plan méthodologique, on veut profiter de l'efficacité du groupe au moment de la réception de la communication télévisuelle pour développer cet esprit critique. Cette approche repose sur une stratégie de résistance face aux contenus télévisuels et se veut une façon d'atténuer l'influence de ce média. Notons finalement que la méthode de réception active a été développée par Valerio Fuenzalida, María Eugenia Hermosilla et Paulina Edwards, entre autres chercheurs, dans le cadre des activités du CENECA, l'un des principaux centres académiques privés travaillant sur la culture et les communications (1982-1990).

7 La Corporation de promotion universitaire (CPU) est un centre académique privé qui s'oriente fondamentalement vers la production de connaissances dans le cadre de la définition des politiques publiques (modernisation de l'État, réforme du système éducatif, gestion et gouvernance locales).

## Le Conseil national de télévision (CNTV)

Le CNTV a produit, entre 1995 et 1999, vingt-huit publications qui ont été mises à la disposition du public sur le site web de l'organisme. Il s'agit de recherches réalisées par le Département d'études et de supervision, parfois avec la collaboration d'institutions universitaires et/ou privées. Ces recherches sont d'envergure variable. On y retrouve des études étalées sur deux ans qui ont exigé des ressources considérables pour la collecte des données, mais aussi des études de moindre envergure portant sur l'état des lieux de la littérature disponible sur un sujet donné.

Il nous paraît nécessaire de signaler que la mission du Département d'études est de développer la recherche au Chili sur les impacts de la télévision sur la société, d'appuyer, avec des données empiriques et des connaissances, les fonctions de régulation du Conseil, ainsi que l'élaboration des politiques et des actions dans le domaine télévisuel. En ce qui concerne la supervision, le département focalise ses efforts sur l'étude et la détection des contenus qui sont en conflit potentiel avec la loi (sexe, violence, politique). Les recherches produites par le département sont donc conçues comme des outils pour la réalisation de la mission du Conseil, c'est-à-dire l'étude des effets de la télévision sur la population.

L'analyse des thématiques des vingt-huit textes publiés par le CNTV dans la période décrite permet de signaler que la violence, l'enfance et l'éducation ainsi que

les expériences internationales en matière de recherche et de mise sur pied d'instruments d'analyse et de réglementation des contenus télévisuels constituent des sujets d'études privilégiés. En effet, le tiers des rapports de recherche (huit) portent sur les caractéristiques de la consommation télévisuelle chez les enfants, l'offre de programmation qui leur est destinée et l'expérience internationale à ce sujet.

Cinq autres textes sont liés à une étude en profondeur de la violence dans les différentes émissions. En ce qui concerne les expériences internationales qui sont analysées, le regard est orienté vers le Canada<sup>8</sup>, l'Angleterre, l'Australie, la Nouvelle-Zélande et les États-Unis. On s'intéresse aussi au *Livre vert de la Communauté Européenne sur la protection de la dignité des personnes et les services audiovisuels et d'information*. L'analyse des expériences internationales n'inclut ni les expériences ni les différents modèles théoriques et méthodologiques développés pendant les deux dernières décennies en Amérique latine.

La plupart des études publiées par l'État ont été réalisées par le Département d'études du CNTV, à l'exception de deux. La première de ces publications porte sur les perceptions des enfants de la programmation télévisuelle et a été exécutée par l'École de Psychologie de l'Université Catholique du Chili (PUC), qui a aussi réalisé une étude générale sur la perception des publics de la qualité de

<sup>8</sup> Particulièrement le rôle du CRTC, dont les rapports sont souvent cités.

la programmation télévisuelle. La deuxième publication, *Cinco estudios sobre violencia y television en Chile*, qui englobe cinq études, a été réalisée en collaboration avec les représentants au Chili de la firme de consultants MORI (*Market Opinion Research International*), dont la maison-mère est en Angleterre. Cette dernière publication, qui comporte l'analyse de la violence dans la programmation télévisuelle, est souvent citée dans les rapports du CNTV. De plus, le Ministère de l'Éducation est co-responsable de trois études portant sur les enfants, la télévision et son potentiel éducatif.

La question de la transition technique vers la télévision numérique est aussi abordée à travers les expériences internationales. Une fois de plus, les expériences analysées sont celles des pays développés (États-Unis et Grande-Bretagne).

Bien que le CNTV ait comme mission d'assurer la pluralité politique dans l'information transmise par les différentes chaînes (sources documentaires : Centre national de télévision), seule une étude, *Pluralismo en Televisión. Peíodo pre-electoral*, aborde le sujet (Annexe : CNTV, 1997b).

Finalement, on constate qu'à partir de 1994, les différentes études du CNTV s'efforcent de décrire les changements à l'œuvre dans le secteur de la télévision et les caractéristiques nouvelles de l'offre et de la consommation télévisuelles. Ainsi, deux études abordent la question de la définition des « genres télévisuels », l'une d'entre elles s'intéres-

sant plus particulièrement la question du vidéo-clip.

Le tableau 4 regroupe les vingt-huit études recensées selon leurs sujets explicites. Ces études sont d'ampleur différente, tant du point de vue de la profondeur des problématiques abordées, que de leur portée. Néanmoins, cette première classification permet d'établir l'importance des questions relatives à la consommation télévisuelle, spécialement chez les enfants.

#### Les principales préoccupations du CNTV

Nous avons regroupé les textes selon quatre types de thématiques ou problématiques générales dominantes. Celles-ci correspondent aux préoccupations présentes, soit dans les sujets abordés, soit dans les questions de recherche et les conclusions de chaque étude. Ces préoccupations sont : les effets de la violence télévisuelle sur les publics, les fonctions sociales de la télévision, les transformations de la télévision et les potentialités du médium à des fins éducatives.

La question des effets de la télévision est la préoccupation principale qui se dégage de ces études. En effet, 20 des 28 publications touchent cette problématique et 13 d'entre elles en font leur principal thème. Cette thématique correspond à l'accomplissement de deux des missions du Conseil : l'étude des effets de la télévision sur la population d'une part, la supervision et la sanction des contenus qui vont à l'encontre des normes définies par la loi d'autre part.

**Tableau 4. Sujets des études du CNTV 1995-2000**

Sujet	Total
Études qualitatives et quantitatives sur la consommation télévisuelle (général)	6
Études sur la consommation de télévision chez les enfants, la qualité et le potentiel éducatif de la télévision pour enfants	6
Violence dans la programmation télévisuelle	5
Rapport quantitatif sur les sanctions du CNTV	3
Bilan des études sur la télévision/enfants et de l'expérience internationale dans la réglementation de la télévision pour enfants	2
Analyse de contenus et caractérisation des genres télévisuels	2
Transition vers la télévision numérique aux États-Unis et en Grande-Bretagne	1
Synthèse études CNTV	1
Les transformations de la télévision chilienne et ses effets sur l'identité	1
Études sur le pluralisme à la télévision en période préélectorale	1
Total	28

Les études qui portent sur les fonctions sociales de la télévision s'intéressent à l'articulation entre communication et éducation, plus particulièrement aux possibilités de la télévision en tant qu'instrument pédagogique. Ces études, réalisées avec la collaboration du Ministère de l'Éducation, de l'Université Diego Portales et de l'Université Catholique du Chili, répondent, de façon explicite, au processus de réforme de l'éducation entreprise par le gouvernement chilien en 1995. Cette réforme accorde un rôle central aux médias audiovisuels et aux nouvelles technologies de l'information.

Les transformations technologiques de la télévision font l'objet de trois études différentes. Ces études s'intéressent aux recherches et aux expériences en matière de réglementation dans les pays développés, particulièrement aux États-Unis, en Angleterre et au Canada. La référence aux expériences et aux études latino-américaines dans le domaine est pratiquement inexistante, malgré leur nombre, leur qualité et la diffusion des études produites dans certains pays comme le Brésil, le Venezuela et le Mexique, entre autres.

Finalement, la question des transformations culturelles associées à l'expansion de la télévision dans le contexte de la globalisation des marchés est aussi examinée dans une communication du conseiller du CNTV, Carlos Catalán et de la directrice de son Département d'études, María Dolores Souza (Annexe : Catalán et Souza, 1999). C'est le premier et unique texte qui

touche cette problématique. Notons que cette communication est signée par la directrice du Département d'études et par le principal consultant du CNTV. Ceci est un signe de l'émergence de cette préoccupation au sein de l'institution.

Le tableau 5 inclut une traduction des extraits des formulations des problématiques principales en lien avec les quatre thématiques générales énoncées à la page précédente. Ces données ont été retenues en fonction de l'importance attribuée aux documents par la Présidente du CNTV. De plus, les extraits ont été sélectionnés en fonction de la justification de l'étude, des questions de recherche et de leur articulation avec les objectifs de chacune des études.

Le tableau 6 montre que les approches méthodologiques privilégiées dans les études du CNTV ont un caractère souvent qualitatif (11/28). Neuf autres, à caractère exploratoire, combinent des analyses quantitatives et qualitatives (*focus group*). Le *focus group* est la technique la plus souvent privilégiée, ce qui s'explique par le fait que plusieurs des études sur la consommation télévisuelle explorent des perceptions des auditoires, particulièrement dans le cas de la programmation destinée aux enfants (perceptions des enfants, des parents et des enseignants).

Un regard chronologique sur les textes nous permet d'affirmer qu'une partie importante des efforts déployés dans ces recherches visent à doter le Conseil d'un bagage conceptuel et méthodologique

**Tableau 5. Principales formulations des problématiques soulevées par le CNTV**

Problématique	Définition problématique	Questions politiques soulevées
Effets de la violence dans la programmation télévisuelle	La multiplication de l'offre télévisuelle et de la concurrence entre les chaînes incite à présenter davantage d'émissions à contenu violent. L'opinion publique perçoit une augmentation de la violence au sein de la société. (Annexe : CNTV, 1998d, p. 3)	Est-ce que l'on doit montrer des contenus violents à la télévision? Quelle est la façon dont la violence doit être traitée dans le débat public? (Annexe : CNTV, 1998d, p. 14)
Télévision et identité culturelle	Le processus de globalisation redéfinit de façon radicale les effets des médias dans les mécanismes de construction des identités culturelles et, particulièrement, des identités nationales dans la région. Le public développe des préférences pour la programmation nationale. (Annexe : Souza, 1998, p. 5)	Quelles sont les potentialités que ce transformations offrent pour le développement des productions nationales à la télévision. (Annexe : Souza, 1998, p. 13) Pourcentage de contenus nationaux dans la télévision de libre réception.
Développement des fonctions éducatives de la télévision	Le système éducatif chilien doit prendre en charge les défis de la transition vers la société de l'information. L'intégration massive des ordinateurs dans le système scolaire a une valeur symbolique : celle de la modernisation. (Annexe : Souza, 1998, p. 8, 96)	Quelles politiques permettront d'assurer le développement de l'industrie des contenus multimédias destinés à l'éducation? Comment faciliter la participation des professeurs, dans l'intégration des NTI à l'éducation scolaire?
Changements technologiques	Les changements dans l'industrie des communications exigent que le Chili prenne, à court terme, des décisions stratégiques. (Annexe: CNTV, 1998k)	Comment assurer que ceux qui n'ont pas accès aux nouvelles technologies télévisuelles puissent accéder à l'information?

actualisé. Ainsi, en 1994, on introduit dans les études du Conseil une approche méthodologique destinée à mieux connaître les comportements, les perceptions et les demandes des auditoires face à la programmation télévisuelle. Cette approche, qui utilise le focus group et l'observation participante comme principaux instruments, a été mise en place en 1994 par le sociologue de l'Université Catholique, Carlos Catalán<sup>9</sup>.

**Tableau 6. Techniques employées par les études du CNTV 1995-2000**

Techniques de recherche	Total
Focus group	9
Combinés (qual. et quant.)	9
Systématisation d'écrits/Revue Lit.	4
Entrevues	1
Analyse de contenus	1
Observation participante	1
Autres	3
Total	28

En 1998, par la publication de *Cinco Estudios Sobre Violencia y Televisión en Chile*<sup>10</sup>, le CNTV établit une première définition de la violence dans la programmation

<sup>9</sup> Voir : Consejo nacional de televisión (CNTV) (1994), *Estudio de tendencias de la programación en la televisión chilena de libre recepción*, Département d'études.

<sup>10</sup> Cette étude est le résultat de deux années de recherche sur les perceptions des auditoires à ce sujet. Elle est fréquemment citée tant dans les textes du Conseil comme dans des textes publiés par d'autres institutions. Voir : Annexe : Liste des publications chiliennes en communication médiatique 1995-2000 (CNTV-SECC).

télévisuelle, de ses rapports avec les auditoires et avec l'ensemble de la société. Dans cette étude, le CNTV standardise une méthode de mesure de la violence et une grille de codification des actes de violence et explicite une vision institutionnelle de l'état et des défis des études en communication au Chili. Cette grille est adaptée au contexte chilien à partir de la méthode mise sur pied par Georges Gerbner et longtemps utilisée aux États-Unis ainsi que dans plusieurs autres pays<sup>11</sup>. De façon explicite, l'étude reconnaît l'adaptation des variables utilisées dans *The UCLA Television Violence Monitoring Report* et dans une étude réalisée par le *Center for Communication Policy de l'Université de Californie (UCLA)*, dirigée par Georges Gerbner (sources documentaires : UCLA Center for Communication Policy).

L'analyse fréquentielle (tableau 7) des références bibliographiques des

<sup>11</sup> Nous faisons allusion concrètement au projet initié par George Gerbner en 1967 à l'Université de Pennsylvanie. Ce projet, nommé *Cultural Indicators* cherche à produire des données annuelles systématiques sur le climat culturel et ses impacts sur les collectivités. Il y a deux types de mesures. D'une part, celles qui comprennent l'analyse des messages et des faits, en tant que système, tels que présentés par la télévision (« message system analysis »). De l'autre, la « cultivation analysis », où l'on cherche à déterminer la contribution indépendante de la télévision aux conceptions de la réalité sociale. L'hypothèse centrale de ce deuxième type d'analyse est que plus longtemps les personnes regardent la télévision, plus il est probable que leur perception du monde corresponde aux représentations transmises par ce médium. Voir entre autres : Gerbner, G., L. Gross, M. Morgan et N. Signorielli (1980), « Aging with television : images on television drama and conceptions of social reality », *Journal of Communication*, n° 30, p. 37-47.

études du CNTV montre que les auteurs les plus souvent mentionnés (à l'exception des études du CNTV et des auteurs nationaux) sont les suivants :

- des études publiées (13) par le Annenberg Public Policy Center de l'Université de Pennsylvanie. Amy Jordan (10) est l'auteure la plus citée, notamment avec ses textes parus dans le *The State of Children's Television Report*, entre 1997 et 1998 ;
- des études publiées par des chercheurs anglais (16), dont huit par des institutions gouvernementales. Le chercheur le plus cité est Barrie Gunter, professeur à l'Université de Sheffield, Essex ;

- des études réalisées par des chercheurs de l'Université du Texas (5). C'est le cas d'Ellen Wartella, doyenne du Austin College of Communications, de Charles Wright et d'Aletha Huston<sup>12</sup> ;
- des études publiées par *The Children and the Media Program* de l'organisation Children Now, Californie (3). Ce programme est dédié à l'analyse de la qualité des images destinées aux enfants dans les médias.

Quant à l'origine et à la langue de publication, l'analyse des citations indique une prédominance des publications en langue anglaise. En effet, 64 des 90 citations analysées ont été publiées en

**Tableau 7. Techniques employées par les études du CNTV 1995-2000**

Auteur	États-Unis	Espagne	Royaume-Uni	UNICEF
Jordan, A.	10			
Gunter, Barrie			6	
University of California, et al.	5			
Children Now	3			
Wartella, Ellen	3			
UNICEF				2
Vilches, Lorenzo		2		
Wright, Charles; Huston, Aletha C.				
<b>Total</b>	23	2	6	2

<sup>12</sup> Études publiées par le Center for Research on the Influences of Television on Children, Department of Human Development, Texas

langue anglaise (42 aux États-Unis, 19 en Grande-Bretagne, deux en Australie et une au Canada<sup>13</sup>); 15 en espagnol (12 en Espagne et 3 au Mexique), une en France et une en Italie. En ce qui a trait aux textes chiliens les plus souvent cités (tableau 8), ils correspondent aux propres études du Conseil (37), à celles qui sont produites par le Ministère de l'Éducation (7) et à des auteurs reconnus soit pour leur expertise dans le champ des études sur la télévision (Valerio Fuenzalida et Edison Otero), soit pour l'analyse sociologique appliquée à l'ensemble des transformations de la société chilienne, comme c'est le cas du sociologue José Joaquín Brunner. Celui-ci a publié de nombreux livres et articles sur les questions relatives à la culture, aux communications et à l'éducation. Carlos Catalán, consultant du CNTV, a élaboré une partie importante des outils méthodologiques utilisés par le département d'études du Conseil. Claudio Avendaño est le directeur du programme de maîtrise en communication de l'Université Diego Portales, l'une des institutions universitaires qui collaborent avec le CNTV aux questions relatives à l'éducation et aux communications.

Les textes de José Joaquín Brunner ont une importance fondamentale dans les études du CNTV. En effet, ils servent d'assise aux problématiques relatives au développement de l'industrie télévisuelle, à l'insertion de la société chilienne

13 CRTC (1996), *Respecting Children: A Canadian Approach to Helping Families Deal With Television Violence*, communiqué, 14 mars (cité dans CNTV, 1998d).

**Tableau 8. Auteurs chiliens les plus souvent cités dans les études du CNTV 1995-2000**

Auteur	(N)
Brunner, José Joaquín	7
MINEDUC	7
Otero, E.	4
Catalán, Carlos	3
CNTV; MINEDUC	3
Fuenzalida, V.	3

dans la société de l'information, aux rôles de l'éducation et de l'État, ainsi qu'aux principaux défis de la modernisation du pays. À titre d'exemple, nous pouvons signaler deux des livres les plus cités de cet auteur : l'un est un recueil de discours sur la communication et la société, publié alors qu'il était ministre du Secrétaire Général du Gouvernement ; l'autre, réalisé avec Carlos Catalán, porte sur les réactions et mécanismes de contrôle de la société sur la télévision (Brunner, 1995; Brunner et Catalán, 1995).

### Principales problématiques traitées dans les études du CNTV

Dans cette dernière partie, nous allons dégager et commenter les principales problématiques qui émergent des textes décrits ci-haut. Celles-ci nous permettent de tracer un premier portrait du champ des communications lié aux institutions de l'État.

Nous pouvons distinguer deux grands axes problématiques transversaux dans les études du CNTV :

- a. le processus accéléré de

changements technologiques et les caractéristiques des téléspectateurs en tant que sujets actifs et compétents dans l'analyse de la programmation. Ce processus oblige, dans le contexte de la globalisation des marchés, à considérer des nouvelles formes de réglementation. L'État doit, dans ce contexte, concilier trois types de tâches. La première est de faciliter le développement de l'industrie des télécommunications et, particulièrement celle du multimédia, avec des capitaux nationaux et étrangers. Les différents textes ne signalent pas d'intérêt pour le développement d'une industrie à caractère national dans ces secteurs. La deuxième tâche est d'assurer la formation des compétences des individus dans le domaine des NTI. Cette tâche s'inscrit dans le processus de réforme de l'éducation engagé en 1996 et dans le contexte des « exigences d'un monde interconnecté et globalisé, où les nations sont en concurrence sur la base de leur capital humain et des habilités qu'elles ont pour profiter des connaissances et de l'information disponible » (annexe : Souza, 1998, p.36). La troisième tâche consiste à assurer le droit à l'information des secteurs sociaux qui n'auront pas accès aux nouvelles technologies. À ce sujet, il n'y a pas de définition de politiques ou d'actions.

b. le deuxième axe est plus complexe quant à son développement et à ses articulations théoriques et conceptuelles. En effet, on cherche, d'une part à connaître les effets potentiels des contenus télévisuels sur les différents types d'auditoires ; de l'autre, on reconnaît aux auditoires

une capacité d'évaluation et d'analyse très précise de l'offre télévisuelle. Les publics signalent les documents analysés, développent des opinions de plus en plus élaborées à propos des tendances de l'industrie, des caractéristiques de la programmation, de l'évolution des genres télévisuels, de l'offre globale du système, de même que des différences entre les divers systèmes techniques de diffusion (libre réception, câble, satellite) (annexe : CNTV, 1999c, p. 3). Selon les résultats des études analysées, dans la programmation télévisuelle, les téléspectateurs valorisent l'accomplissement des fonctions qu'ils assignent à la télévision (annexe : CNTV, 1996a, p. 3-4) : l'information, l'éducation, le divertissement, la détente et l'instruction ou la prévention vis-à-vis des questions de conjoncture (annexe : CNTV, 1999c, p 6).

La consommation télévisuelle est aussi définie à partir des différentes façons de « regarder » la télévision (annexe : CNTV, 1996b, p. 3). Les téléspectateurs réinterprètent ce qu'ils ont « vu » à la télévision à partir de leur propre cadre conceptuel et culturel (annexe : CNTV, 1996c, p. 4). Autour de cette complexité du discours sur les téléspectateurs, où l'on conjugue des valorisations positives, négatives, des critiques et des demandes générales sur les contenus télévisuels, la dimension de la qualité émerge, de façon explicite ou implicite, comme une question centrale. (annexe : CNTV, 1999c, p. 3)

Nous pensons qu'il y a là une tension entre deux formes d'approche du

sujet : la première est celle des effets (quel effet a la télévision sur l'audience?) qui est formulée dans le cadre du modèle des effets des médias ; la deuxième cherche à comprendre les usages de la télévision et à articuler une vision à partir du modèle des usages et gratifications, celui de la réception, et du courant latino-américain de l'usage social des médias, développé par Jesús Martín Barbero et Guillermo Orozco (Orozco, 1997).

Ces deux approches sont liées à deux ordres de questions à propos de l'interaction entre audiences et télévision. L'un met l'accent sur le pouvoir des médias et leur capacité à induire des comportements, l'autre sur les mécanismes de consommation des téléspectateurs et l'importance de leur opinion sur les contenus présentés. Par exemple, la publication *Cinco estudios sobre violencia y television* en Chile affirme que la violence est présente à la télévision et conclut que cette présence oblige à une discussion sur les mécanismes de réglementation. En même temps, elle affirme l'importance de connaître ce que les Chiliens pensent de la violence à la télévision et à quel point cela les préoccupe. L'analyse se déploie autour des préoccupations de parents et de l'acceptation ou du refus de certains contenus, des styles et de la réalité versus la fantaisie.

### **Quelques conclusions et quelques questions à propos des recherches gouvernementales**

Les études publiées par *Reseña de medios* constituent un premier effort des institutions gouvernemen-

tales pour répondre à l'absence de connaissances systématiques sur les industries et la consommation culturelles. Cet effort est centré sur le domaine audiovisuel et tout particulièrement télévisuel, reconnaissant ainsi l'importance de ce médium comme source d'information et de divertissement dans la société chilienne. Au-delà des remarques méthodologiques déjà formulées sur les limitations des données disponibles en ce qui concerne les auditoires, nous nous interrogeons sur le fondement de la fonction sociale assignée à la télévision (élément modernisateur) et l'absence de qualification de cette fonction : quelle est cette « modernisation » ? Quel type de valeurs mobilise-t-elle ? Quel type d'intégration permet-elle et quelles sont les tâches qui incombent à l'État dans cette perspective ? Nous croyons que ces questions sont pertinentes car si la télévision est considérée comme le média qui peut le plus contribuer aux processus d'inclusion et de participation à l'espace public, il en découle que, comme l'a signalé le chercheur Juan Pablo Arancibia (1999, p. 18), l'État devrait garantir l'expression des divers acteurs sociaux, leurs opinions et leurs sensibilités, de manière à assurer que l'espace télévisuel constitue un lieu représentatif de débat et d'échange.

Pour leur part, les études du CNTV sur les audiences et les contenus ne semblent pas non plus laisser de place pour problématiser les contenus diffusés et le contexte plus large dans lequel les audiences développent les compétences de réception qu'on leur reconnaît. Ainsi, bien que le CNTV

reconnaisse que la télévision s'est constituée pendant les 15 dernières années comme un agent discursif de premier ordre dans la société, l'analyse des contenus vise seulement à déterminer et à mesurer ce qui a été montré et dit de façon explicite. Les objectifs de cette mesure correspondent aux attributions du Conseil, c'est-à-dire déterminer le correct fonctionnement du médium quant à assurer un certain ordre de valeurs morales, culturelles, nationales et de protection de la famille et de l'enfance (sources documentaires : Conseil national de télévision). Cette mission, orientée vers le contrôle et la sanction des contenus, n'inclut pas un mandat plus flexible en relation aux diverses autres fonctions de la télévision, comme l'intégration de contenus culturels, d'information, d'éducation et en général une représentation démocratique et plurielle de la société (Brunner et Catalán, 1995, p. 59).

Cette limitation du mandat se combine à l'absence d'analyse de l'articulation entre ces contenus et les demandes sociales, les dynamiques culturelles et les logiques du marché, situation qui constitue une limite au développement de la connaissance sur ce médium. Nous croyons que si cet ordre de questionnement peut déborder la mission et les objectifs institutionnels, il reste néanmoins que c'est une dimension importante

si l'on tient compte, par exemple, du phénomène des *telenovelas*. Celles-ci, diffusées dans l'horaire prime time, ont une capacité de convocation et de résonance si élevée qu'elles occupent une partie importante des informations de spectacles dans les autres médias et engendrent une série d'opérations de marché et de toute une industrie associée incluant la vente de produits dérivés (Santa Cruz, 1999).

Les limites des problématiques ont sans doute plusieurs explications. D'un côté, il s'agit d'une recherche institutionnellement récente qui cherche encore à se doter de cadres théoriques et conceptuels, ainsi que d'instruments méthodologiques nécessaires. De l'autre, on cherche aussi à accomplir une mission encadrée par les fonctions de réglementation du Conseil et des priorités de l'agenda gouvernemental en matière de communication et d'éducation, ce qui oblige à établir des priorités de recherche. Cette mission impose que les recherches composent avec des approches théoriques et méthodologiques destinées à vérifier empiriquement les effets de la télévision. L'introduction des questions relatives aux auditoires et, plus concrètement, aux processus de la réception constitue, en soi, un premier déplacement important pour enrichir la perspective des études sur la télévision.

## LISTE DE RÉFÉRENCES

- ARANCIBIA, J. P. (1999). Notas acerca de la televisión chilena en los '90 : Tópicos, perspectivas y críticas. *Revista de investigación crítica*, 1(2), 15-44.
- BRUNNER, J. J. et CATALÁN, C. (1995). *Televisión, mercado y moral*. Santiago: Editorial Los Andes
- BRUNNER, J. J. (1995). *Procesos de Comunicación en una sociedad abierta*. Santiago: Secretaría de Comunicación y Cultura.
- BRUNNER, J. J. (1985). La participación de los centros académicos privados. *Estudios Públicos*, n° 19.
- DOMÍNGUEZ, M. E. (2001). La recherche chilienne en communication mass-médiatique 1995-2000. Mémoire de maîtrise, Montréal : Université de Montréal, Faculté des arts et des sciences, Département de communication.
- GERBNER, G., GROSS, L. et MORGAN, M. (1980). *Trends in network television drama and viewer conceptions of social reality*. Philadelphia : University of Pennsylvania.
- MARTÍN-BARBERO, J. (1999). Aventuras de un cartógrafo mestizo en el campo de la comunicación. *Revista Latina de Comunicación Social*, 19, [En ligne] [www.ull.es/publicaciones/latina](http://www.ull.es/publicaciones/latina).
- OROZCO, G. (1997). *La investigación en comunicación desde la perspectiva cualitativa*. México : Instituto Mexicano para el Desarrollo Comunitario.
- SANTA CRUZ, E. (1999). La telenovela chilena, discurso social y ficción dramática. *Revista de investigación crítica*, 1(2), 45-66.

## Annexe : Liste des publications des institutions gouvernementales chiliennes 1995-2000 (CNTV-SECC)

- VENDAÑO, C. et al. (1999). *Los profesores y los medios de comunicación*. CNTV. Proyecto Interdisciplinario Psicología y Periodismo de l'Universidad Diego Portales.
- CABEZAS, A. B. (1999). *Transición a la televisión digital en Estados Unidos y Gran Bretaña: Claves depolítica pública para un proceso de convergencia*, Departamento de Estudios, CNTV.
- CATALÁN, C. et SOUZA, M. D. (1999). Calidad, identidad y televisión. Comunicación présentée dans le Encuentro Latino americano sobre Televisión y Calidad, Sao Paulo, Brésil, tenu les 13 et 14 août 1999.
- ÉCOLE DE PSYCHOLOGIE DE LA PONTIFICIA UNIVERSIDAD CATÓLICA DE CHILE. (1999). *La televisión y los niños en Chile: percepciones desde la audiencia infantil*, CNTV, Departamento de estudios.
- SOUZA, M. D. (1999). *Televisivo : percepciones y valoraciones*. Département d'études, CNTV.
- SOUZA, M. D. (1999). *¿Qué opinaron los chilenos de la televisión en 1995?* Département d'études, CNTV.
- SOUZA, M. D. (1998). *Los profesores y los medios de comunicación*. Santiago, CNTV.
- SUNKEL, G. (1999). *¿Cuánta televisión consumen los chilenos?*. Departamento de Estudios, CNTV.

### **CNTV 1999**

- Consejo nacional de televisión (CNTV) (1999a), Estado del arte de la investigación sobre niños y televisión, Departamento de Estudios, 95 p.
- Consejo nacional de televisión (CNTV) (1999b), Informe estadístico televisión de libre recepción. Agosto/octubre 1996-1998, Departamento de estudios, 25 p.
- Consejo nacional de televisión (CNTV) (1999c), Percepciones sobre calidad en la televisión, Departamento de Estudios, 50 p.
- Consejo nacional de televisión (CNTV) (1999d), Televisión abierta y por cable. Balance de supervisión 1989-1998, Departamento de Supervisión, 33 p.

### **CNTV 1998**

- Consejo nacional de televisión (CNTV) (1998a), Televisión abierta y por cable. Balance de supervisión 1998, Departamento de Supervisión, 25 p.
- Consejo nacional de televisión (CNTV) (1998b), Informe de generos n° 1, Departamento de Estudios, 105 p.
- Consejo nacional de televisión (CNTV) (1998c), Informe de generos n° 2, « El videoclip en la televisión chilena 1998 », Departamento de Estudios, 62 p.
- Consejo nacional de televisión (CNTV) (1998d), Cinco estudios sobre violencia y televisión en Chile, Departamento de Estudios.
- Consejo nacional de televisión (CNTV) (1998e), Memoria Consejo nacional de televisión, CNTV, Departamento de Estudios, 13 p.
- Consejo nacional de televisión (CNTV) (1998f), Televisión abierta y por cable. Balance de supervisión 1997, Departamento de Supervisión, 33 p.
- Consejo nacional de televisión (CNTV) (1998g), Transición a la televisión digital en Estados Unidos y Gran Bretaña. Claves de política pública para un proceso de convergencia, Departamento de Estudios, 42 p.

### **CNTV 1997**

- Consejo nacional de televisión (CNTV) (1997a), Consumo televisivo infantil : El caso del cable. Un estudio cualitativo de observación participante. Departamento de Estudios, 35 p.
- Consejo nacional de televisión (CNTV) (1997b), Pluralismo en televisión. período pre-electoral 1997, Departamentos de Supervisión y de Estudios, 18 p.
- Consejo nacional de televisión (CNTV) (1997c), Programación de mayor impacto en la televisión. una evaluación cualitativa, Departamento de estudios, 31 p.

### **CNTV 1996**

- Consejo nacional de televisión (CNTV) (1996a), ¿Qué opinaron los chilenos de la televisión en 1995?, Departamento de estudios.
- Consejo nacional de televisión (CNTV) (1996b), ¿Cuánta televisión consumen los chilenos?, Departamento de estudios.
- Consejo nacional de televisión (CNTV) (1996c), Estado del arte de la investigación sobre niños y televisión, Departamento de estudios.

## **CNTV 1995**

Consejo nacional de televisión (CNTV) (1995), Programación de mayor impacto. Departamento de estudios, 21 p.

## **CNTV et Ministère de l'Éducation**

Consejo nacional de televisión et Ministère de l'Éducation (1999a), Regulación de la televisión infantil : La experiencia internacional. CNTV/Ministère de l'Éducation, 85 p.

Consejo nacional de televisión et Ministère de l'Éducation,(1999b), Televisión y educación. Percepciones de los alumnos, CNTV/Ministère de l'Éducation, 15 p.

Consejo nacional de televisión et Ministère de l'Éducation (1998),La televisión y niños : percepciones de los padres, Departamento de estudios (Ministère de l'Éducation), 30 p.

## **SECC**

Secrétariat de la communication et de la culture (SECC) et TIME S.A. (1999), Percepciones ciudadanas acerca del programa radial del Presidente Frei, Département d'études, 11 p.

Secrétariat de la communication et de la culture (SECC) et Search Marketing S.A (1999),Percepciones ciudadanas acerca de la crisis de energía eléctrica, Département d'études, 7 p.

Secrétariat de la communication et de la culture (SECC) (1999a), « Audiencias y evaluación de infomativos », dans Reseña de Medios n° 35, Département d'études, 40 p.

Secrétariat de la communication et de la culture (SECC) (1999b), « Situación de la producción audiovisual en Chile », dans Reseña de Medios n° 36, Département d'études, 40 p.

Secrétariat de la communication et de la culture (SECC) (1999c), Estudio de las percepciones acerca del rechazo a las reformas laborales, Département d'études et Feedback, 7 p.

Secrétariat de la communication et de la culture (SECC) (1999d), La familia chilena de los Noventa : Percepciones y Opiniones de la Gente en Noviembre 1999, Département d'études, 9 p.

Secrétariat de la communication et de la culture (SECC) (1999e), Percepciones públicas acerca de la percepción del Gobierno y la marcha del país, Département d'études, 7 p.

Secrétariat de la communication et de la culture (SECC) (1997a), « TV local a bases del cable. département d'études », dans Reseña de Medios n° 33, Département d'études, 50 p.

Secrétariat de la communication et de la culture (SECC) (1997b), « Estudio nacional de percepciones de los medios de comunicación en Chile », dans Reseña de Medios n° 34, Département d'études, 38 p.

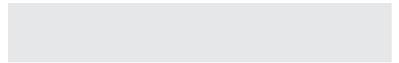
- Secrétariat de la communication et de la culture (SECC) (1996), « Perspectivas de la radio en Chile », dans *Reseñade Medios* n° 32, Département d'études, 51 p.
- Secrétariat de la communication et de la culture (SECC) (1995a), « Comunicación masiva y desarrollo », dans *Reseña de Medios* n° 28, Département d'études, 59 p.
- Secrétariat de la communication et de la culture (SECC) (1995b), « Televisión, modernización social y pobreza », dans *Reseña de Medios* n° 29, Département d'études, 64 p.
- Secrétariat de la communication et de la culture (SECC) (1995c), « Nafta e industria cultural », dans *Reseña de Medios* n° 30, Département d'études, 38 p.
- Secrétariat de la communication et de la culture (SECC) (1995d), « Estado y perspectivas de los medios de comunicación regionales », dans *Reseña de Medios* n.31, Département d'études, 29 p.

### **Sources documentaires**

- Ministère du Secrétariat Général du Gouvernement, « Discours du Ministre Alvaro García à Silicon Valley », dans Site du Gouvernement du Chili, <<http://www.gobiernodechile.cl/>>, consulté le 28 mars 2001.
- Conseil national de télévision, « Mission du Conseil national de télévision », dans Site du Conseil national de télévision, <<http://CNTVNT1.CNTV.CL/CNTV/>>, consulté le 17 mai 2001.
- UCLA Center for Communication Policy, Television Violence Monitoring Reports, <<http://ccp.ucla.edu/pages/VReports.asp>>, consulté le 15 mai 2001.

**Stéfany BOISVERT**

Les *Cultural Studies* et la communication médiatique au Québec :  
« rendez-vous manqué » ou simplement retardé ?



**François YELLE**

Les études en communication médiatique au Québec et l'approche  
des *Cultural Studies* (2000)

## Les Cultural Studies et la communication médiatique au Québec : « rendez-vous manqué » ou simplement retardé ?

**Stéfany BOISVERT**

C'est en 2000, alors qu'il était doctorant en communication, que François Yelle a publié un article dont l'ambition première était de proposer un récit explicatif de la faible pénétration des *Cultural Studies* au sein des études en communication médiatique au Québec.

En tant que champ de recherche issu des travaux du Center for Contemporary Cultural Studies (CCCS) de l'Université de Birmingham durant les années 1960, les *Cultural Studies* ont depuis connu un important mouvement d'internationalisation (Turner, 2012) ; elles ont en effet donné lieu à la création de multiples programmes d'études, centres de recherche et publications, et ce, dans plusieurs pays, ce qui témoigne de leur vitalité, non pas simplement en tant que canon relativement fixe de textes, mais bien en tant que tradition intellectuelle composée de multiples « centres » et sachant s'adapter à d'autres contextes culturels. Au vu de la popularité et de la mobilité des *Cultural Studies*, l'interrogation au centre de l'article de Yelle apparaissait alors en ne peut plus pertinente : pourquoi en effet les *Cultural Studies* ont-elles peu percé au Québec, plus spécifiquement au sein des études francophones en communication médiatique ? Quelles sont les causes qui pourraient expliquer le « manque de séduction » de cette approche au sein de la pro-

vince, et plus spécifiquement au sein de ce « sous-champ des études en communication » ?

L'article propose ainsi une étude nuancée des multiples causes pouvant expliquer ce « rendez-vous manqué » ou, du moins, cette moins grande appropriation des *Cultural Studies* au Québec. Certes, la différence linguistique et les retards dans la traduction de textes fondateurs expliquent en partie la situation, mais d'autres facteurs doivent être pris en compte. Le survol historique proposé par Yelle permet de mettre en évidence d'autres causes ayant favorisé au Québec une étude du « champ de la culture par le biais de l'économie politique des industries culturelles » (p. 7) — l'économie politique étant perçue comme l'approche opposée, plutôt que potentiellement complémentaire, aux *Cultural Studies*<sup>1</sup> —, ainsi que le frein représenté par des instances politiques adoptant majoritairement une conception marchande de la culture. Plus généralement, il est manifeste que les études médiatiques au Canada, influencées par une conception dominante des médias en tant qu'outils de *nation building* et mues par une volonté de documenter les « [...] modes de production/survie de la culture nationale » (p. 11), se sont davantage

<sup>1</sup> Au sujet de l'opposition entre *cultural studies* et économie politique, voir Hesmondhalgh, 2008; Mattelart et Neveu, 1996, 2008.

concentrées sur les questions de réglementation et de financement (Beaty et Sullivan, 2006, p. 4), ce qui a pu rendre moins attrayante l'approche des *Cultural Studies*, davantage intéressée par le contenu idéologique des « textes » et les pratiques de réception.

17 ans après la parution de l'article de Yelle, il importe toutefois de mentionner que les choses ont changé. Certes, l'approche des *Cultural Studies* n'est pas devenue dominante au Québec, mais nous observons néanmoins une diffusion plus importante de textes issus de ce courant de recherche au sein des études en communication médiatique. D'ailleurs, comme le mentionne François Yelle lui-même dans un texte ultérieur (2009), un regard rétrospectif permet de constater que « le territoire bilingue montréalais des études en communication » aurait finalement constitué un « espace de croissance favorable » (p. 79) aux *Cultural Studies*. En ce sens, le Québec ferait figure d'exception, ayant adopté les *Cultural Studies* beaucoup plus rapidement que le reste de la francophonie (Yelle, 2009, p. 78). Dans un autre ordre d'idées, le regain de popularité des études sur la télévision, favorisé notamment par un important mouvement de sériophilie (Glevarac 2012), ainsi que l'accroissement des recherches sur la culture populaire et numérique, ont rendu plus manifeste la pertinence que peuvent avoir les *Cultural Studies* pour une étude nuancée, critique — mais non condescendante ou élitiste — de la culture et des médias. Plus encore,

au sein de la francophonie, les nouvelles études sur les médiacultures (Maigret et Macé, 2005 ; Maigret, 2005, 2009, 2013<sup>2</sup>) se présentent ouvertement comme un prolongement des *Cultural Studies* et une revalorisation de leur tradition critique ; plusieurs de ces travaux connaissent actuellement un rayonnement au Québec. Pour toutes ces raisons, l'article de Yelle me semble revêtir une autre utilité pour les chercheurs et chercheuses d'aujourd'hui qui seraient intéressés par les *Cultural Studies*, à savoir celle de résumer succinctement, mais efficacement les préceptes fondamentaux de cette approche.

Comme le résume bien l'article, l'un des legs les plus importants des *Cultural Studies* pour les études en communication est sans conteste leur intérêt pour la culture populaire, ce qui n'est pas un synonyme d'étude complaisante, mais simplement un refus des traditionnelles hiérarchies culturelles. S'appuyant sur une conception anthropologique de la culture (Barker, 2000 ; Hall, 2008, Maigret et Macé, 2005 ; Maigret, 2009), les *Cultural Studies* refusent ainsi d'entériner l'opposition classique entre les « produits de la culture populaire [et] l'authenticité des cultures supérieures » (p. 4) et, de ce fait, ont favorisé une étude plus large des pratiques quotidiennes (Turner, 2012) et médiatiques. Plus encore, l'article de Yelle rappelle d'entrée de jeu que l'utilité centrale des *Cultural*

2 À ce propos, voir également l'anthologie de Glevarac, Macé et Maigret (2008) constituée de textes en *Cultural Studies* qui furent traduits en français

*Studies* réside dans leur théorisation de la culture en tant que lieu complexe de lutte de sens et de pouvoir. Autrement dit, cette approche reconnaît *a priori* la « complexité des pratiques culturelles » (p. 4), ce qui s'oppose à des conceptions homogènes ou déterministes de la culture — parfois encore perceptibles dans certaines études en communication — qui consistent souvent, comme l'a bien résumé Éric Maigret, à appréhender les médias comme une forme de « domination idéologique unifiée venue d'en haut » (2005, p. 27).

De manière connexe, l'un des apports les plus importants des *Cultural Studies* est sans conteste leur reconnaissance de la polysémie des textes et, par conséquent, des capacités interprétatives des individus, notamment leur capacité de procéder à des lectures négociées, voire oppositionnelles (Hall 1980). L'article de Yelle introduit également bien cet apport théorique incontournable des *Cultural Studies*. Comme il l'explique, c'est véritablement à travers une démarche inductive qu'il en est venu à s'intéresser aux *Cultural Studies*. Comme d'autres chercheurs en communication médiatique — moi y compris —, Yelle a rapidement ressenti une insatisfaction face à certaines approches traditionnelles en communication, infléchies notamment par l'économie politique ou un marxisme réducteur, qui ont tendance à ne voir dans le contenu idéologique des médias que l'imposition d'une « fausse conscience », et dans les pratiques spectatorielles, des signes d'aliénation. Or, quiconque

s'intéresse réellement à la culture populaire ne peut que constater qu'il existe une complexité et une diversité de discours médiatisés et de pratiques interprétatives. Comme l'affirmaient d'ailleurs récemment Maxime Cervulle et Nelly Quemener, les *Cultural Studies* adoptent « une posture critique établissant l'émancipation en horizon normatif de la connaissance » (2015, p. 42), c'est-à-dire qu'elles sont critiques et sensibles aux rapports de pouvoir, mais tout en refusant les théorisations simplistes de la culture ou des capacités interprétatives des membres du public. Dans le contexte actuel où règne encore une propension à s'intéresser aux médias selon une approche déterministe, en supposant d'emblée leurs effets directs et indifférenciés sur une population toujours perçue comme plus vulnérable que ses « porte-paroles », l'article de Yelle me semble donc livrer un témoignage encore d'actualité. Certes, il aurait été utile que l'auteur mette davantage l'accent sur la tradition interdisciplinaire voire indisciplinaire (Maigret, 2005, p. 28, 2009, p. 14 ; Turner, 2012) des *Cultural Studies*, puisque ceci m'apparaît être une autre raison de leur fréquent discrédit dans le monde universitaire, mais aussi un argument en faveur de leur réhabilitation, surtout au sein des études en communication médiatique dont les objets de recherche requièrent souvent une telle interdisciplinarité. Nonobstant ce détail, l'article de Yelle représente une belle entrée en matière pour les chercheurs et chercheuses souhaitant découvrir

une approche critique et interdisciplinaire qui refuse de « réduire l'examen de la communication médiatique à l'obsession des effets, et ce, en stimulant l'étude du politique et de l'idéologique tout en refusant l'obligatoire "soumission sans lutte" des citoyens. » (p. 3)

Si 17 ans après la parution de cet article, l'« impatience manifestée envers ceux qui pratiquent » (p. 15) les *Cultural Studies* semble s'être quelque peu estompée, force est pourtant d'admettre qu'elle n'a pas disparu. Et ces critiques, rappelées par Yelle à la fin de son article, demeurent pertinentes et ne doivent pas être occultées : les *Cultural Studies* ont en effet pu mener à certaines dérives populistes (la valorisation du statu quo ou la publication de recherches se faisant le relai d'intérêts capitalistes, sous prétexte d'une valorisation de la liberté interprétative des individus), élitistes (la publication d'ouvrages volontairement hermétiques), ou encore à un manque de cohérence épistémologique ou de rigueur scientifique, sous prétexte d'une indisci-

pline. Encore aujourd'hui, ces critiques doivent être prises en compte, car elles assurent la vitalité d'une approche qui, afin d'être cohérente, doit savoir être autocritique. Néanmoins, comme le rappelle l'auteur de cet article, bien qu'il soit nécessaire de prendre en compte ces dérives potentielles des *Cultural Studies*, la critique manque trop souvent de nuance, refusant de reconnaître les dimensions potentiellement bénéfiques et instructives de cette approche dans le cadre de « la recherche de nouveaux modes de compréhension des réalités culturelles et sociales québécoises » (p. 15). Considérant l'intérêt actuel pour l'étude des productions médiatiques populaires et/ou convergentes (Jenkins, 2006), un point de vue nuancé, tel que celui proposé par Yelle, apparaît donc encore pertinent... ceci afin que nous puissions dire, avec recul, que les chercheuses et chercheurs québécois francophones en communication médiatique n'ont pas tout bonnement « manqué » le rendez-vous avec les *Cultural Studies*, mais l'avaient simplement retardé.

## LISTE DE RÉFÉRENCES

- BARKER, C. (2000). *Cultural Studies: Theory and Practice*. London/Thousand Oaks/New Delhi : Sage Publications.
- BEATY, B. et SULLIVAN, R. (2006). *Canadian Television Today*. Calgary: University of Calgary Press.
- CERVULLE, M. et QUEMENER, N. (2015). *Cultural studies : Théories et méthodes*. Paris : Armand Colin.
- GLEVAREC, H., MACÉ, É. et MAIGRET, É. (dir.). (2008). *Cultural Studies : Anthologie*. Paris : INA/Armand Colin.
- GLEVAREC, H. (2012). *La sériephilie. Sociologie d'un attachement culturel*. Paris : Ellipses.
- HALL, S. (1980). Encoding/Decoding. Dans S. Hall, D. Hobson, A. Lowe et P. Willis (dir.), *Culture, Media, Language* (p. 128-139). Londres : Hutchinson.

- HALL, S. (2008). *Identités et cultures. Politiques des cultural studies*. (édition et préface par Maxime Cervulle). Paris : Éditions Amsterdam.
- HESMONDHALGH, D. (2008). Industries culturelles et cultural studies (anglophones). Dans H. Glevarec, É. Macé et É. Maigret (dir.), *Cultural Studies : Anthologie* (pp. 275-294). Paris : INA/Armand Colin.
- JENKINS, H. (2006). *Convergence Culture: Where Old and New Media Collide*. New York : New York University Press.
- MAIGRET, É. et MACÉ, E. (2005). *Penser les médiacultures : Nouvelles pratiques et nouvelles approches de la représentation du monde*. Paris : INA/Armand Colin.
- MAIGRET, É. (2005). Après le choc Cultural Studies. Dans É. Maigret et É. Macé, *Penser les médiacultures : Nouvelles pratiques et nouvelles approches de la représentation du monde* (pp. 17-40). Paris : INA/Armand Colin.
- MAIGRET, É. (2009). *Médiacultures » et coming out des cultural studies en France*. Cahiers de recherche sociologique, (47), 11-21.
- MAIGRET, É. (2013). Ce que les cultural studies font aux savoirs disciplinaires. *Questions de communication*, (24), 45-168.
- MATTELART, A. et NEVEU, É. (1996). Cultural studies' stories. La domestication d'une pensée sauvage ? *Réseaux*, 14(80), 11-58.
- MATTELART, A. et NEVEU, É. (2008). *Introduction aux Cultural Studies*. Paris : Éditions La Découverte.
- TURNER, G. (2012). *What's Become of Cultural Studies?* Londres : SAGE.
- YELLE, F. (2009). Cultural studies, francophonie, études en communication et espaces institutionnels. *Cahiers de recherche sociologique*, (47), 67-90.

# Les études en communication médiatique au Québec et l'approche des Cultural Studies

François YELLE<sup>1</sup>

Nous sommes souvent portés à croire que l'université québécoise a l'avantage d'être positionnée au confluent des univers académiques anglo-saxon et francophone. Au-delà du lieu commun que constitue une telle affirmation, certains domaines de recherche au Québec ont démontré, au cours des vingt dernières années, qu'ils avaient su tirer profit de certaines conversations théoriques, méthodologiques et philosophiques : en témoignent les travaux des chercheur-e-s en littérature comparée, en études cinématographiques et en communication, pour ne nommer que les champs que je connais pour les fréquenter, parfois assidûment, parfois à la dérobée.

<sup>1</sup> Cet article est un résumé succinct de deux communications scientifiques, différentes mais complémentaires, que l'auteur a présentées en 1998. La première s'intitulait « *Cultural Studies*, communication et espaces francophones » et fut présentée au Congrès annuel de l'ACFAS à l'Université Laval à Québec ; la seconde avait pour titre « *Media Studies in Québec and the Low Profile of Cultural Studies* » et fut prononcée au 84<sup>e</sup> Congrès annuel de la National Communication Association (NCA) à New York, le 21 novembre 1998. L'auteur tient à remercier Maria Nengeh Mensa et Serge Proulx pour leurs commentaires et leur participation et, tout particulièrement Bram Abramson, avec qui l'idée de la proposition d'un panel sur le Québec et les *Cultural Studies* au Congrès de la NCA fut mijotée et réalisée. Je remercie ma directrice et mon directeur de thèse, Line Grenier et Claude Martin, pour leurs constants encouragements, ainsi que Christine Rolland pour ses commentaires sur une première version de ce texte. Enfin, mes félicitations et mes remerciements au comité de lecture de COMMPosite pour le sérieux de ses commentaires qui m'ont permis, je crois, d'améliorer la teneur de cet article.

Toutefois, ces conversations n'assurent pas nécessairement chez les universitaires la curiosité ou l'intérêt qu'elles laissent supposer. Dans le sous-champ des études en communication que constituent les études en communication médiatique<sup>2</sup>, je crois pouvoir affirmer que les universitaires québécois francophones ne semblent pas avoir été séduits par l'apport de l'approchédite des *Cultural Studies*<sup>3</sup>.

L'intention première de cet article est d'offrir quelques pistes de recherche qui permettront de réfléchir à la circulation limitée des *Cultural Studies* dans le domaine des études universitaires en communication médiatique au Québec. D'entrée, je propose aux lecteurs une suite de tableaux esquissés à grands traits, qui présentent quelques-unes des réalités de la recherche universitaire québécoise sur les médias et la culture. J'en profite immédiatement

<sup>2</sup> Le sous-champ des études en communication médiatique englobe les études sur les médias et les nouvelles technologies et se distingue des autres sous-champs comme celui des études en communication organisationnelle, celui des études en communication interculturelle, etc. Je préfère cette appellation à celle de « communication masse-médiatique », laquelle à mon sens est limitative, dépassée et tendancieuse.

<sup>3</sup> Je préfère utiliser l'expression anglo-saxonne, historiquement et politiquement située dans le contexte britannique des années 1960-1970 et directement associée aux travaux du Center for Contemporary Cultural Studies (CCCS) de Birmingham, plutôt que la traduction particulièrement vague et imprécise « d'études culturelles » que nous retrouvons dans certains textes publiés en France et au Québec.

pour préciser que cette suite de tableaux ne se veut pas un narratif descriptif et objectif des événements et des contextes propres à la réalité québécoise universitaire des soixante-dix dernières années ; le lecteur y retrouvera plutôt des dates, des lieux, des noms, mais également quelques *a priori*, des impressions et des notes plus personnelles. Par ailleurs, le milieu dépeint dans cet article est celui de la recherche universitaire en communication médiatique au Québec, principalement celle qui a été menée par les chercheur-e-s francophones, à l'intérieur des départements de communication ; toutefois, il devient de plus en plus difficile et arbitraire de maintenir cette cloison entre la recherche francophone et la recherche anglophone, surtout depuis la fondation du programme de doctorat conjoint en communication à Montréal (Joint Ph. D Program in Communication) en 1987. L'espace de la recherche québécoise en communication s'avère de plus en plus un espace bilingue, malgré la résistance manifestée par quelques îlots dans les deux camps. Cela dit, je rappelle la précision apportée plus haut : l'objectif de ce texte est de commenter l'observation voulant que les chercheurs francophones universitaires en communication médiatique semblent, dans l'ensemble, peu intéressés par l'approche des *Cultural Studies*.

### **Mon intérêt pour les Cultural Studies**

En 1988, lorsque j'ai commencé mon mémoire de maîtrise sur le dis-

cours du vidéoclip québécois, j'ai constaté que la littérature traditionnelle sur le sujet (celle de la communication, de la sociologie des médias et de la culture, des études féministes et cinématographiques québécoises) ne m'offraient pas les outils nécessaires pour théoriser d'une façon plus globale et réflexive le rôle et la participation du clip dans la production de la culture. Le même constat s'appliquait à la littérature sur la musique populaire, à propos de l'articulation de la culture jeune à l'identité nationale ; de même, une question aussi innocente que celle-ci, soit « qu'est-ce que la culture jeune ? », se voyait habituellement expliquée à l'intérieur de cadres fonctionnalistes plutôt conservateurs.

De plus, l'économie politique traditionnelle développée au cours des années 1970 proposait encore un économisme réducteur des phénomènes culturels, tout comme le féminisme de ces mêmes années. Le fait que l'idéologie ne soit définie que sous l'équation de la « fausse conscience » (*false consciousness*), que le sujet soit incontestablement et irrémédiablement défini selon le rapport des classes sociales, proposait ainsi une représentation de la population comme étant aliénée et soumise, ce que d'ailleurs Stuart Hall résuma par l'expression plutôt cynique de *Cultural Dupes*<sup>4</sup>.

Enfin, ma lecture du texte *Encoding-Decoding*<sup>5</sup> de Stuart Hall en

4 Traduction littérale: « dupes de la culture ».

5 HALL, Stuart. 1980. « Encoding/Decoding » dans Stuart HALL, Dorothy HOBSON, Andrew LOWE & Paul LEWIS. *Culture*,

1988 me permettait de relier l'apport des approches européennes (sémiologie, structuralisme et Francfort) à la dynamique des études nord-américaines sans avoir à réduire l'examen de la communication médiatique à l'obsession des effets et ce, en stimulant l'étude du politique et de l'idéologique tout en refusant l'obligatoire « soumission sans lutte » des citoyens. Le texte de Hall propose plus une proposition schématique qu'un véritable modèle de la circulation du sens, fortement politique (son marxisme est prédominant), tout en étant relativiste (la notion d'articulation commence à y germer mais n'y est pas encore définie).

### Un bref rappel nécessaire

Comme le répète, ou plutôt l'a répété Stuart Hall durant de nombreuses années, « *Cultural Studies* are politics by other means.<sup>6</sup> » Inspirés par les travaux marxistes de Raymond Williams, de jeunes chercheurs-e-s comme Stuart Hall, Richard Hoggart, Charles Taylor et Dorris Lessing fondent la revue *New Left Review* en 1956. Le projet des *Cultural Studies* est indissociable de l'implication politique (*praxis*) de l'intellectuel sur le terrain. L'expérience de Stuart Hall, Jamaïcain immigré à Londres en 1954 pour y faire ses études supérieures (mais

également dans le but de retourner aux Britanniques la politesse de leur séjour dans les Antilles!<sup>7</sup>), peut être considérée comme un exemple de la post-colonialité : le retour du balancier, la chute de l'Empire, le clash des cultures, la reformulation de l'identité britannique... Ce terrain, au début des années 1960, est celui de la culture et du politique, selon les fondateurs du *Center for Contemporary Cultural Studies (CCCS)* à Birmingham.

Jusqu'au projet *New Times*, soutenu par Hall et lié au mensuel *Marxism Today* en 1988-1990, lequel s'attaquait au thatchérisme (entre autres), on ne peut pas dire, à la suite d'Hanno Hardt<sup>8</sup>, que les *British Cultural Studies*, en tant que mouvement politique, aient très bien fonctionné. Cependant, les répercussions des *British Cultural Studies* dans la vie quotidienne furent — et sont encore — ressenties aujourd'hui par le biais de nombreuses expériences pédagogiques, comme celles développées à l'Open University où enseigne encore aujourd'hui Stuart Hall.

Les recherches effectuées à Birmingham au cours des années 1960-1970 démontraient la nécessité d'examiner les relations inter-médiatiques plutôt que les

7 Dans l'introduction de leur livre intitulé *Stuart Hall. Critical Dialogues in Cultural Studies* et David MORLEY et Kuan-Hsing CHEN affirment que : « Hall figures himself as the sugar at the bottom of the English cup of tea... the sweet tooth, the sugar plantation that rotted generations of english children-teeth » (p. 14).

8 HARDT, Hanno. 1997. « Beyond Cultural Studies Recovering the "Political" in Critical Communication Studies », *Journal of Communication Inquiry*, vol. 21, no. 2, Fall, pp. 70-78.

*Media, Language, Working Papers in Cultural Studies, 1972-1979*, London, Hutchinson/CCCS, University of Birmingham, 311 p. Pour la version française de ce texte: HALL, Stuart. 1994. « Codage / Décodage », *Réseaux*, no. 68, pp. 27-39.

6 Cité dans l'article : JOHN STOREY. 1997. « There's No Success like Failure : Cultural Studies, Political Resource or Discipline ? », *Journal of Communication Inquiry*, Fall, p. 98-109.

effets d'un seul média, plus propices à l'examen des productions/interprétations de significations (*meanings*) qui mobilisent et démobilitent les cultures populaires ; de plus, ces travaux contestent l'*a priori* cultivé par plusieurs d'opposer obligatoirement les produits des cultures populaires à l'authenticité des cultures supérieures. Ces études étaient politiquement et idéologiquement critiques, tout en affirmant l'importance des dimensions relativistes des contextes sociaux et culturels, engageant ainsi la théorie, ce « détour nécessaire » pour paraphraser Lawrence Grossberg<sup>9</sup>, à devoir saisir la complexité des pratiques culturelles. L'objectif des *Cultural Studies* est donc de saisir comment, selon les contextes constamment reformulés, l'identité de différentes pratiques culturelles détermine les relations qui y ont cours et comment ces identités sont déterminées à leur tour par ces pratiques<sup>10</sup>. Enfin, l'approche des *Cultural Studies* tend à considérer la culture comme le site :

(...) of the production and struggle over power, where power is understood, not necessarily in the form of domination, but always as an unequal relation of forces, in the interests of particular fractions of the population<sup>11</sup>.

9 GROSSBERG, Lawrence. 1993. « Can Cultural Studies Find True Happiness in Communication ? », *Journal of Communication*, vol. 43, no. 4, Winter, p. 89.

10 *Ibid.*, p. 90.

11 GROSSBERG, Lawrence. 1995. « Cultural Studies: What's in a Name (One More Time) », *TABOO*, vol. 1, no. 1, Spring, p. 4.

## Les débuts des sciences sociales au Québec

De toute évidence, une brève généalogie de l'évolution de l'institutionnalisation des sciences sociales et humaines dans les universités québécoises s'impose afin que le lecteur puisse appréhender le statut particulier des études en communication au Québec, en comparaison des diverses réalités américaines et françaises. Cette généalogie permet également de constater le rôle des États-Unis et de la France dans le développement et l'orientation des sciences humaines au Québec. Comme le soulignait récemment le président de l'*International Sociological Association*, Immanuel Wallerstein, [les sciences sociales] furent construites, en tant que disciplines universitaires, seulement à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle et dans cinq pays principalement: le Royaume-Uni, la France, l'Allemagne, l'Italie et les États-Unis<sup>12</sup>

Au Québec, l'Université de Montréal et l'Université Laval fondent chacune une école des sciences sociales entre 1920 et 1932; cependant, la recherche qui y est effectuée s'inscrit à l'intérieur de l'idéologie cléricalo-nationaliste ou, exprimée autrement, la sociologie qui y est développée se déploie, comme on l'entend souvent, à « la lumière de l'enseignement social de l'église ».

12 WALLERSTEIN, Immanuel. 1998. « L'internationalisation de l'AIS », Lettre du Président/Letters From the President, International Sociological Association (ISA)/Association Internationale de sociologie (AIS), no. 4, 1996, Montréal, été, p. 34.

La recherche québécoise en sciences sociales traverse le rideau de la modernité en 1938 lorsque le Père dominicain Georges-Henri Lévesque<sup>13</sup> fonde une nouvelle école des sciences sociales, toujours à Québec, avec l'approbation nécessaire et obligée du Cardinal Villeneuve, alors recteur<sup>14</sup> de l'Université Laval<sup>15</sup>. Un personnage important et renommé s'avère déterminant pour ce passage québécois dans la modernité : le professeur Everett-C. Hughes de l'Université de Chicago. Invité par le Père Lévesque en 1942, Hughes apporte à l'Université Laval son expérience en enseignant les méthodes d'enquête de l'école de Chicago et en rédigeant pour Lévesque un Programme de recherches sociales pour le Québec, un document qui orientera le développement de la sociologie au Québec pendant plusieurs années<sup>16</sup> et assurera le passage de l'école des sciences sociales au statut de faculté universitaire.

Notons qu'à l'époque, le « fait français québécois » ne peut inciter les

13 Le Père Georges-Henri Lévesque est décédé à la mi-janvier 2000. Dans un hommage publié dans le quotidien *Le Devoir* le 25 janvier 2000, le professeur Marcel Fournier écrit que le Père Lévesque « fait partie de cette génération (...) qui, dès l'entre-deux-guerres, osent remettre en question les idées reçues et qui, non sans difficultés, ouvrent de nouvelles voies pour la réflexion, la création et la recherche, contribuant ainsi tant au plan institutionnel qu'intellectuel à "moderniser" la société québécoise. », FOURNIER, Marcel. 2000. « La parole et l'action », *Le Devoir*, 25 janvier.

14 Le titre de l'époque était celui de Chancelier. Le Cardinal Villeneuve était également l'Archevêque de la ville de Québec.

15 FALARDEAU, Jean-Charles. 1974. « Antécédents, débuts et croissance de la sociologie au Québec », *Recherches sociographiques*, vol. 15, no. 2-3, pp. 135-165

16 *Ibidem*.

chercheurs à rechercher des modèles en France car la suite d'événements dramatiques qui s'y déroulent de 1939 à 1945, sans oublier la reconstruction du pays qui prolongera la peine jusqu'en 1950, exclut toute référence immédiate. Les diplômés québécois se tournent tout naturellement vers les États-Unis (Chicago et Boston) pour y effectuer leur doctorat avant de revenir enseigner au Québec. L'influence américaine marquera les orientations méthodologiques et théoriques des sciences sociales (et surtout de la sociologie) de l'époque et culminera dans l'emprunt par les directions universitaires de Québec et de Montréal, du modèle universitaire américain (départements et facultés)<sup>17</sup>.

### **La révolution tranquille et le passage à la modernité**

L'expression « Révolution tranquille<sup>18</sup> » fait référence à cette période — les années 1960 — où le Québec développe et applique de nombreuses réformes sociales, économiques et étatiques afin de rattraper un retard croissant, mais également afin d'affirmer un projet de société responsable où l'identité québécoise

17 Il faut noter l'existence de quelques originalités comme les modules, instance complémentaire que l'on retrouvait et retrouve encore dans le réseau de l'Université du Québec.

18 L'expression « Révolution tranquille » fait référence « au vaste mouvement de changement et de modernisation de la société québécoise » (FOURNIER, Marcel, 2000, op. cit.) qui fit suite au long règne du Premier Ministre Duplessis (1944-1959). Cette période se particularise par ses nombreuses réformes fondées sur la laïcisation et l'ouverture du système de l'éducation et du système de santé, l'affirmation du « fait français » et du nationalisme québécois, la montée du syndicalisme, etc.

s'impose comme une caractéristique sociologique incontournable. Je tiens à préciser que l'engagement des intellectuels et des spécialistes des sciences sociales des années 1950 aura bénéficié directement à la mise en marche de la « Révolution tranquille » des années 1960.

Au cours de cette période, l'orientation de la sociologie québécoise fut à la fois « au service de l'État » (comme le dit Marcel Fournier<sup>19</sup>) — et celle-ci se constitua parallèlement comme une science critique, inspirée explicitement par le marxisme (cf. la revue *Socialisme* et la revue *Parti pris* fondée en 1963) — et impliquée dans les problématiques liées à la syndicalisation, à l'indépendance, à la laïcisation de l'éducation et à la langue. Le champ de la recherche sociologique affirme alors son identité québécoise et francophone, et s'impose rapidement comme un domaine quasi autonome, guidé par des chercheurs qui ont marqué la scène universitaire et politique québécoise (Rocher, Rioux, Dumont, entre autres) et capable de fonder des revues académiques sérieuses, indépendantes du Canada anglais. De même, les jeunes sociologues québécois découvrent la nouvelle sociologie française au début des années 1960 (Aron, Balandier, Stoetzel, Gurevitch, Touraine et Bourdieu), favorisant ainsi une critique de l'héritage américain de l'école de Chicago au Québec.

Au cours des années 1960, les

19 FOURNIER, Marcel. 1974. « La sociologie québécoise contemporaine », *Recherches sociographiques*, vol. 15, no. 2-3, pp. 167-201.

départements de sociologie voient leurs clientèles doubler et tripler<sup>20</sup>. Avec la fondation de l'UQAM en 1968, un nouveau département de sociologie est fondé, animé par de jeunes professeur-e-s qui ont obtenu pour la plupart leur diplôme de doctorat à l'extérieur du Québec et qui s'impliquent activement dans la cause nationaliste et syndicaliste. En parallèle, on assiste à un déploiement des nouveaux sociologues vers d'autres disciplines comme l'anthropologie, la criminologie et la communication, afin d'y obtenir des postes au cours des années 1970.

### **La fondation des départements de communication au Québec**

Les principaux départements de communication apparaissent au Québec au début des années 1970 (à l'exception de celui de l'Université Concordia, fondé en 1965 et de celui de l'Université Laval, fondé en 1968<sup>21</sup>). Il n'est pas question ici de faire l'histoire de ces départements, mais précisons seulement que l'institutionnalisation disciplinaire de ces départements n'a pas reposé sur les mêmes stratégies d'affirmation face au Ministère de l'éducation et aux autres disciplines et facultés déjà établies dans ces universités (discipline pour l'Université de Montréal; non-discipline pour l'UQAM; champ pour McGill et

20 *Ibid.*

21 LARAMÉE, Alain et Bernard VALLÉE. 1991. *La recherche en communication. Éléments de méthodologie*. Ste-Foy, Presses de l'Université du Québec, 378 p

Laval). D'une certaine façon, la problématique de l'identité des études en communication au Québec, à savoir s'il s'agit d'une discipline ou d'un champ, fut principalement articulée à l'intérieur des procédures politiques d'institutionnalisation universitaires<sup>22</sup>. À l'opposé, ce débat est toujours d'actualité aux États-Unis.<sup>23</sup>

22 Comme l'écrivait Gaëtan Tremblay, professeur au Département des communications de l'UQAM, il y a presque vingt ans: « Les communications: discipline ou champ d'études ? Vieux débat...d'jà! Mais académique, formel. Il en est de la promotion d'un champ d'étude au rang d'une discipline comme de la promotion d'un dialecte au statut de langue nationale: c'est davantage une question politique que scientifique. » TREMBLAY, Gaëtan. 1981. « Preface » dans Liora SALTER (Ed.) *Communication Studies in Canada / Études Canadiennes en Communication*, Toronto, Butterworths, pp. vii-x.

23 Voici quelques exemples: HALL, Stuart. 1989. « Ideology and Communication Theory » dans B. DERVIN, L. GROSSBERG, B. O'KEEFE & E. WARTELLA (Eds.) *Rethinking Communication: Paradigm Issues* (volume 1), SAGE-ICA; BERGER, Charles R. 1991. « Communication Theories and other Curios », *Communication Monographs*, vol. 58, no. 1, March, pp. 101-113; *Journal of Communication*, 1993. vol. 43, no 3 & 4; DALY, John A. et al. (Eds.) 1993. *Teaching Communication: Theory, Research and Methods*, Hillsdale, Lawrence Erlbaum Associates Publishers; STREETER, Thomas. 1995. « Introduction for the Study of Communication and Against the Discipline of Communication », *Communication Theory*, vol. 5, no. 2, May; DEETZ, Stanley A. (Ed.) 1997. *Communication Yearbook*, 17, Thousand Oaks, SAGE Publications / ICA; GRONBECK, Bruce E. 1998. *Paradigms of Speech Communication Studies: Looking Back Toward the Future*, The Carroll C. Arnold Distinguished Lecture. Conférence présentée lors du Congrès annuel de la National Communication Association, le 21 novembre 1998 à New York, Boston, Allyn & Bacon; 23 p. ; WHITE, William J. 1999. « Academic Topographies: A Network Analysis of Disciplinarity Among Communication Faculty », *Human*

Parmi les premiers professeurs embauchés, de nombreux sociologues, mais également des chercheurs-e-s provenant de la linguistique, des sciences de l'éducation, de la psychologie, de l'anthropologie, etc. Au même moment, les initiatives communautaires et les projets et décisions étatiques dans le domaine des communications sont envisagés par les nouveaux professeur-e-s en communication comme des enjeux sociaux face auxquels ils doivent prendre position politiquement. La réflexion se conjugue avec l'action, débouchant sur des groupes d'intervention, des projets communautaires ou des actions à caractère politique ou social<sup>24</sup>. Le tout mobilise une plateforme théorique critique qui fait intervenir des auteurs étrangers comme Mattelart, Schiller, la lignée de Francfort, une littérature qui dans l'ensemble stimule au Québec les questions relatives aux droits des individus et des communautés en matière de télécommunications et d'éducation.

Mais comme le démontrait déjà Serge Proulx il y a vingt ans, la création des programmes universitaires en communication au Québec fut directement liée aux besoins de l'État

*Communication Research*, vol. 25, no. 4, June, pp. 604-617; ROGERS, Everett M. 1999. « Anatomy of the Two Subdisciplines of Communication Study », *Human Communication Research*, vol. 25, no. 4, June, pp. 618-631.

24 LACROIX, Jean-Guy. 1988. « Les études sur les médias au Québec: État de la question », *Communication-Information*, vol. 9, no. 2, pp. 59-83; LACROIX, J.-G. & B. LÉVESQUE. 1985. « L'émergence et l'institutionnalisation de la recherche en communication au Québec », *Communication-Information*, vol. 7, no. 2, pp. 7-33.

québécois. Dans une étude réalisée auprès de l'ensemble des vingt-cinq professeurs en communication en 1979, Serge Proulx soulignait que certains d'entre eux considéraient « se retrouve[r] à la remorque des organismes gouvernementaux dans la définition même des objets de recherche<sup>25</sup> ». Le désir d'indépendance des chercheurs, dans leur poursuite d'une sociologie critique de l'État, se voyait contrecarré par les contraintes « utilitaristes » de ce même État qui, selon Lacroix et Lévesque, vise à soumettre l'ensemble de la recherche québécoise en communication « aux impératifs marchands<sup>26</sup> ».

### La culture...

Ces différents facteurs ou nécessités de la recherche universitaire québécoise, sociologique et communicationnelle confondues, peuvent être croisés avec cette observation du doyen actuel de la sociologie au Québec, Guy Rocher, pour qui la recherche portant sur la « culture » a connu sa période de gloire au Québec entre 1965 et 1969. Cette période correspond à l'expansion des départements de sociologie, mais surtout à l'affirmation du jeune projet souverainiste qui propose une définition de l'identité culturelle québécoise<sup>27</sup>,

25 PROULX, Serge. 1979. « Les communications: vers un nouveau savoir savant », Recherches sociographiques, vol. XX, no. 1, janvier-avril, p. 115.

26 LACROIX, J.-G. & B. LÉVESQUE. 1985. « L'émergence et l'institutionnalisation de la recherche en communication au Québec », Communication-Information, vol. 7, no. 2, pp. 7-33.

27 Je retiendrai ici, à titre d'exemple, le livre de René Lévesque, intitulé *Option Québec*, paru aux Éditions de l'Homme en 1968 (173 p.).

souvent articulée selon l'opposition historique de « minorité anglaise dominante/majorité française dominée », laquelle incite à l'examen des réalités socioéconomiques urbaines et rurales<sup>28</sup>.

Toujours selon Rocher, cette période glorieuse de l'étude de la culture fut suivie par une éclipse de près de sept ans (1970-1977), avant de manifester un regain entre 1978 et 1985. L'éclipse de la « culture » de l'agenda sociologique et communicationnel me semble des plus intéressantes lorsque nous réalisons qu'elle correspond aux années où furent fondés plusieurs des départements de communication à Montréal. Par ailleurs, ce regain de l'étude de la culture coïncide avec la parution en 1978 de l'incontournable ouvrage intitulé : *La politique québécoise du développement culturel*, rédigé par le sociologue Fernand Dumont et commandé par le nouveau Ministère d'État au Développement culturel du gouvernement péquiste de René Lévesque. L'année suivante, en 1979, Dumont fonde l'Institut Québécois de la Recherche sur la Culture (IQRC) qui s'imposera au Québec comme le lieu principal de réflexion sur la culture. Je pense que l'existence de l'IQRC incita les chercheurs en communication à laisser la culture à ces nouveaux experts pour se concentrer avec encore plus d'obstination sur les médias et les nouvelles technologies.

28 Je précise que c'est également durant cette période, plus précisément en 1968, que sont fondés le Ministère des Communications du Canada et le CRTC, en parallèle avec l'adoption de la nouvelle loi canadienne de la radiodiffusion.

Il n'est pas encore question ici de formuler une hypothèse, mais bien d'identifier quelques causes au fait que l'approche des *Cultural Studies* ne se soit pas développée dans les départements québécois de communication au cours des années 1980. Ainsi, la fondation de l'IQRC érige une nouvelle barrière face à l'objet « culture » et les contraintes utilitaristes de l'État envers la recherche universitaire en communication peuvent avoir détourné les chercheurs des problématiques dites idéologiques. En revanche, plusieurs chercheurs québécois en communication<sup>29</sup> investirent le champ de la culture par le biais de l'économie politique des industries culturelles, reflétant d'une certaine manière une préoccupation mobilisée par les nationalismes canadien et québécois en ce qui concerne la sauvegarde des dimensions symboliques et économiques de la culture.

### ...Et les industries culturelles

Il importe maintenant de rappeler en quelques lignes le contexte particulier du début des années 1980 afin de situer l'affirmation de l'économie politique et celle de la notion d'industries culturelles. Il est commun de parler de la dépression post-référendaire qui a suivi le résultat de 1980 au Québec<sup>30</sup>. La

célébration véhiculée par la culture populaire, surtout musicale, s'estompait brutalement pour laisser la place à un désengagement face à la nécessité de chanter en français et, même, de faire un cinéma francophone. L'ombre néolibérale des politiques de Reagan et Thatcher planait sur les nouvelles politiques sociales du Canada et du Québec ; sans oublier le rapatriement unilatéral de la Constitution par le gouvernement Trudeau lequel, associé à la nouvelle crise économique, accentua le malaise au Québec quant à son autonomie politique et culturelle. L'idée que la culture n'était plus qu'une donnée marchande comme les autres fit son chemin dans l'indifférence presque générale avant de se faire interpeler sur la place publique dans la seconde partie des années 1980.

Cette interpellation fut provoquée en 1986 par la publication du *Rapport fédéral du Groupe de travail sur la politique de la radiodiffusion au Canada* (mieux connu sous le nom de ses auteurs, soit le Rapport Sauvageau-Caplan). Ce rapport de près de 800 pages témoignait de l'urgence de réinscrire à l'agenda politique la nécessité de soutenir la différence culturelle canadienne et de protéger le caractère unique de la culture québécoise par l'entremise des supports fournis par les industries culturelles. La thèse de la lutte contre l'impérialisme culturel américain est ici « revisitée » sous l'angle de la survie du système canadien de radiodiffusion et des télécommunications. Les médias et les industries

29 Je pense ici à Gaëtan Tremblay, Jean-Pierre Desaulniers, Claude Martin, Roger de La Garde, Line Ross et Marc Raboy.

30 À titre d'exemple, le lecteur pourra lire la section 5 du *Guide de la chanson québécoise*, intitulée « 1978-1984: la crise économique et l'identité culturelle ». Le guide fut publié en 1991 sous la direction de Robert GIROUX aux Éditions Syros/Alternatives et Triptyque, Paris & Montréal.

culturelles retrouvent leur charge symbolique, culturelle et sociale aux yeux des experts. Au Québec, les rapports gouvernementaux<sup>31</sup> sur les industries de la musique, de la télévision et du livre confirment la fragilité de ces industries culturelles et plusieurs universitaires, canadiens et québécois, affirment l'im-

portance de ces mêmes industries<sup>32</sup>.

Cette préoccupation à l'endroit des industries culturelles par l'entremise de l'économie politique (qui est encore présente actuellement) se manifestait aussi bien dans les revues scientifiques que dans les publications gouvernementales. Et comme les cher-

**Tableau 1. Liste chronologique**

- 1983: STRAW, Will. « Viewing the Media audience as “active”: issues and problems ». Communication présentée au Congrès annuel de l'ACC-CCA à Vancouver. Le texte de cette communication fut photocopié et a circulé dans tout le pays pendant plusieurs années.
- 1983: ATTALLAH, Paul. « Axes d'une recherche sur le référendum » in *Communication-Information*, volume 5, numéro 2-3.
- 1984: ROSS, Line et Roger DE LA GARDE. « Les médias et l'industrialisation de la culture » in *Les rapports culturels entre le Québec et les États-Unis*, Québec, IQRC. Ce texte faisait partie des lectures dans certains cours de baccalauréat à Montréal dans les années 1980.
- 1985: STRAW, Will. « Teaching Critical Media Analysis » dans la revue scientifique *Canadian Journal of Communication*, volume 11, numéro 1.
- 1986: RAVAUULT, René-Jean. « Défense de l'identité culturelle » in *Revue internationale de science politique*, volume 7, numéro 3, juillet.
- 1987: Début du Programme de Doctorat conjoint en communication à Montréal
- 1987: ATTALLAH, P., MARSHALL, D., STRAW, Will. *Watching All the Music: Rock Video and Beyond*, *Working Papers in Communications*, McGill University.
- 1987: MARSHALL, David. « La musique vidéo: un mariage de convenance entre la télévision et la musique populaire » in *Communication Information*, volume 8, numéro 2.
- 1988: PROULX, Serge. « De la métaphore télégraphique à celle de la conversation : représentations du pouvoir des médias et modèles de la communication ». Communication présentée au colloque *Épistémologie et symbolique de la communication*, Cérisy-la-Salle, juin.
- 1988: ATKINSON, Dave. « Culture, Entertainment et identité nationale ». Document de travail, colloque du Centre québécois de relations internationales (CQRI), Faculté des sciences sociales, Université Laval, Québec, octobre.
- 1988: MARTIN, Claude. « L'économie politique des industries culturelles et la prise en compte des auditoires » in *Communication-information*, volume 9, numéro 3.
- 1988: ALLOR, Martin. « Relocating the Site of the Audience » in *Critical Studies in Mass Communication*, volume 5, pages 217 à 233. Revue américaine associée à la National Communication Association (NCA).

31 Je pense ici au très important Rapport du comité consultatif sur la musique de langue française commandé par le CRTC (1985), mais aussi au document public du Ministère des Communications du Canada intitulé *Nos industries culturelles: des liens essentiels* (1987).

32 Quelques exemples: le numéro de la revue *Cahiers de recherche sociologique* intitulé « Les industries culturelles: un enjeu vital! » vol. 4, no. 2, 1986; le livre de PAULAUDLEY intitulé *Canada's Cultural Industries*, Toronto, James Lorimer & Co., 1983, 346 p.

cheurs en économie politique et les chercheurs de l'approche des *Cultural Studies* se montraient les uns pour les autres une suspicion grandissante au cours des années 1980<sup>33</sup>, il est possible de considérer que la popularité de l'économie politique au Québec (et au Canada) ne favorisait pas l'intérêt, ni la curiosité des chercheurs québécois envers la seconde approche.

### **Les premières citations et les premiers échanges au Québec à propos des Cultural Studies**

En 1988, un numéro spécial de la revue *Communication-Information* (seule revue québécoise francophone d'études sur la communication) paraît sur l'état de la recherche québécoise en communication, dont le texte d'ouverture rappelle la nécessité d'examiner la relation communication/culture sous un angle plus critique et moins

déterministe<sup>34</sup>. Plus précisément, la leçon proposée par ce texte (que je considère révélateur et important, non par sa diffusion — faible — mais bien à cause de la nouveauté de son propos) se résumerait ainsi : si nous désirons réarticuler la dyade communication/culture et la réinscrire à l'agenda de nos recherches, aussi bien le faire avec un nouveau regard qui tiendra compte des différences qui traversent le social.

Ce positionnement rompt avec l'approche traditionnelle canadienne de l'économie politique. Parallèlement, de nouvelles façons d'examiner la communication médiatique, la culture et l'idéologie entrent en scène, mais principalement en langue anglaise, grâce aux recherches des jeunes chercheurs du *Graduate Program in Communications* de l'Université McGill. Un des premiers textes à avoir circulé au Québec à propos des *Cultural Studies* et des études en communication a justement été écrit par Will Straw en 1983, alors étudiant au Doctorat en communication à McGill. Enfin, chez les francophones, Serge Proulx et Claude Martin furent parmi les premiers professeurs en communication à commenter en 1987 les réflexions de Stuart Hall et ce, afin de proposer des modèles moins contraignants des processus de production du sens au Québec.

Je propose ci-dessous une liste brève et partielle des premiers tex-

33 CAREY, James W. 1985. « Overcoming Resistance to Cultural Studies » dans M. GUREVITCH & M. R. LEVY (Eds.) *Mass Communication Review Yearbook*, vol. 5, Beverley Hills, SAGE; NELSON, Cary & Lawrence GROSSBERG. 1987. *Marxism and the Interpretation of Culture*, Urbana, University of Illinois Press; GROSSBERG, Lawrence. 1989. « MTV: Swinging on the(Post-modern) Star », dans Ian ANGUS & Sut JHALLY (Eds.) *Cultural Politics in Contemporary America*, London, Routledge; CURRAN, James. 1992. « La décennie des révisions. La recherche en communication de masse des années 80 », *Hermes*, no.11-12; GROSSBERG, Lawrence. 1995. « Cultural Studies Vs Political Economy: Is Anyone Else Bored with this Debate? », *Critical Studies in Mass Communication*, vol. 12, no. 1, March; MURDOCK, Graham. 1995. « Across the great Divide: Cultural Analysis and the Condition of Democracy », *Critical Studies in Mass Communication*, vol.12, no.1, March.

34 DE LA GARDE, Roger. 1988. « Le déclin de l'Empire, monsieur Innis ? » Conférence Southam, *Communication-Information*, vol. 9, no. 2. Il s'agit de la reproduction de la conférence prononcée au Congrès annuel de l'Association Canadienne de Communication (ACC) en juin 1987, au moment de son acceptation du prix Southam.

tes académiques québécois en communication médiatique qui font référence ou qui commentent les travaux britanniques associés à l'approche des *Cultural Studies*. La raison pour laquelle je circonscris ainsi une période définie par les années 1983-1988 est arbitraire mais simple; le texte de Will Straw s'avère être le premier texte québécois en communication sur les *Cultural Studies* et bien qu'écrit en anglais, il est présenté devant un public composé de plusieurs francophones qui citeront par la suite le texte et la présentation dans leurs écrits. L'année 1988 délimite, à mon sens, la période des premiers pas des *Cultural Studies* au Québec et aux États-Unis, bien que deux revues américaines commentent déjà dans le détail les recherches du CCCS depuis 1985<sup>35</sup>. L'année 1988 correspond ainsi aux débuts du programme de doctorat conjoint de Montréal<sup>36</sup>, lequel repose sur la mise en commun des ressources des départements de l'UQAM, de l'Université de Montréal et de Concordia University, constituant dès lors un espace où s'entrechoquent les traditions et les nouveautés et où les *Cultural Studies* et les méthodologies interprétatives nord-américaines (Geertz, Clifford, Marcus) émergent comme de nouveaux horizons épistémologiques qui stimulent la confrontation et la collaboration des chercheur-e-s francophones et anglophones, les amenant à synchroniser leurs connaissances du champ; ce qui incita

les chercheurs francophones, étudiant-e-s et professeur-e-s, à s'intéresser à l'héritage de Raymond Williams et Richard Hoggart.

Cela dit, l'importance du McGill Graduate Program in Communications, composé d'un tout petit nombre de professeurs dont G. J. Robinson et George Stanzos et de quelques étudiants inscrits au doctorat, est indéniable, d'autant plus que certains de ces étudiants collaborent déjà avec des chercheur-e-s du Département de communication de l'Université de Montréal: Will Straw assiste Annie Méar dans son étude du téléroman québécois en 1982; Paul Attallah est professeur au même département alors qu'il complète son doctorat (1985-1986) avant de se retrouver brièvement à Télé-Université.

Si la découverte des travaux de l'école de Birmingham fut tardive dans les départements de communication du Québec, il est nécessaire de préciser qu'elle ne fut pas plus précoce en France, ni même dans la plupart des lieux académiques-américains, malgré le fait que les chercheur-e-s des États-Unis ne souffraient pas, eux, des aléas de la traduction des idées et des textes... Cette dimension, celle de la traduction (ou de son absence), s'avère à mon sens incontournable lorsqu'il s'agit d'examiner les conditions de l'émergence des *Cultural Studies* au Québec et dans la francophonie. De nouveau, il ne s'agit pas d'une hypothèse, mais plutôt d'une piste de réflexion afin d'examiner les causes qui pourraient expliquer l'attention tardive et limitée des chercheurs

35 Communication de l'Université d'Illinois et *Journal of Communication Inquiry* de l'Université d'Iowa.

36 Précisément l'année scolaire 1987-1988.

québécois francophones envers l'approche des *Cultural Studies*.

### De la traduction

Une dimension souvent oubliée de la recherche francophone en communication est ce que je nomme « l'asynchronie » des champs géopolitiques de la recherche, laquelle est relative à la traduction/non-traduction des textes/idées qui mobilisent ou peuvent mobiliser de nouvelles problématiques. Le décalage entre la parution originale d'un article ou d'un livre et sa traduction constitue à mon sens une caractéristique importante de l'histoire de la circulation des idées dans le domaine des études en communication.

Au cours des années 1960-1970, les sociologues québécois, puis les communicologues qui travaillaient à la construction d'une sociologie de la société québécoise, se référaient principalement aux travaux de leurs collègues québécois, contrairement aux sociologues canadiens-anglais qui s'inspiraient beaucoup plus facilement des travaux étrangers<sup>37</sup>. D'une certaine façon, cette particularité peut s'expliquer par le désir commun des universitaires de l'époque de créer une sociologie québécoise, préoccupée par les problématiques québécoises et visant à offrir des explications proprement québécoises. À la fin des années 1970, les chercheur-e-s québécois en communication intéressés par l'économie politique des médias et des industries culturelles se

tournèrent vers les travaux canadiens-anglais afin de réfléchir à la situation québécoise (en témoigne l'importance des recherches de Dallas Smythe et Paul Audley par exemple, justifiée par ailleurs en raison des ressemblances entre les contextes canadien-anglais et québécois). Au même moment, l'économie politique contemporaine se voyait développée par des chercheurs français comme Bernard Miège, Patrice Flichy et Armand Mattelart qui reçurent au Québec une attention particulière. L'importation des méthodes et des démarches est intéressée en ce sens qu'elle invite des stratégies qui recourent l'approche dominante au Québec, soit celle de l'étude des modes de production/survie de la culture nationale.

Cela dit, il ne faudrait pas oublier que la sémiologie française de Barthes, Greimas, Genette et Metz, le marxisme althussérien, la sociologie critique d'Edgar Morin, les textes de Marcuse, les écrits traduits d'Adorno et Horkheimer et les pronostics de McLuhan<sup>38</sup> circulent au Québec dès leur parution au cours des années 1960 et nourrissent les problématiques développées par les chercheur-e-s en communication<sup>39</sup>. De façon plus générale, les chercheur-e-s en sciences sociales et humaines, sans oublier les théoriciens littéraires — comme le prouve le numéro anniversaire de la revue

38 Les écrits du Canadien Marshall McLuhan furent traduits immédiatement au Québec par Jean Paré pour les Éditions de l'Homme.

39 LACROIX, Jean-Guy. 1988. « Les études sur les médias au Québec: État de la question », *Communication-Information*, vol. 9, no. 2, pp. 59-83.

37 FOURNIER, Marcel. 1974. « La sociologie québécoise contemporaine », *Recherches sociographiques*, vol. 15, no. 2-3, p. 167-201.

*Spirale* en 1996<sup>40</sup> qui célébrait ses 15 ans — sont demeurés très proches de l'activité intellectuelle française et européenne.

D'une certaine manière, les *Cultural Studies* de Birmingham sont absentes du paysage de la recherche en communication médiatique au Québec dans les années 1970 et au début des années 1980 car, tout simplement, elles ne sont pas utilisées ou commentées au Canada-anglais, aux États-Unis<sup>41</sup> et en France. En ce qui concerne le Canada-anglais, il est nécessaire de rappeler que les départements de communication y sont très peu nombreux à l'époque et qu'ils possèdent des ressources professionnelles limitées; en ce qui concerne la France, la question de la traduction des ouvrages demeure fondamentale; pour ce qui est des États-Unis, je renvoie le lecteur à un texte de Stuart Hall<sup>42</sup> et à un texte de James W. Carey<sup>43</sup> en disant simplement que l'importance accordée au concept d'*idéologie* par les *Cultural Studies* a certainement retardé leur introduction dans les

40 *Spirale*, no 150, septembre-octobre 1996, 36 p.

41 Sauf James W. Carey à Urbana-Champaign qui écrit plusieurs articles sur les liens entre la culture et la communication au cours des années 1970 et Lawrence Grossberg qui quitte Chicago afin de poursuivre ses études doctorales à Birmingham vers 1978.

42 HALL, Stuart. 1989. « Ideology and Communication Theory » dans B. DERVIN L., GROSSBERG, B. O'KEEFE, & E. WARTELLA (Eds.) *Rethinking Communication : Paradigm Issues* (volume 1), SAGE-ICA.

43 CAREY, James W. 1983. « The Origins of the Radical Discourse on Cultural Studies in the United States », *Journal of Communication*, vol. 33, no. 3 (« Ferment in the Field »)

départements de communication aux États-Unis<sup>44</sup>.

Un autre facteur, moins négligeable qu'il n'y paraît, est que les chercheurs universitaires francophones doivent enseigner à des étudiants réticents, sinon opposés à la lecture de textes en version anglaise (et cela n'a pas changé!), alors que la recherche en communication en est une, à l'époque, résolument américaine. En effet, si les grands départements américains en *communication studies*, *journalism* et *speech communication* sont fondés dès les années 1920 et se dotent de leurs programmes de doctorats vers 1950 (presque tous fondés à ce moment par Wilbur Schramm), les départements québécois francophones ne surgissent qu'au début des années 1970. Où sont donc les textes québécois ou francophones en communication? Que faire lire aux étudiant-e-s ?

Francis Balle « répond » de la France en 1973 en offrant un recueil des premières traductions des textes de Lasswell, Katz et Lazarsfeld, Wright, Riley et Riley, Manning White, etc., vingt-cinq ans après leur première publication. Balle offrira en parallèle un ouvrage historique et pédagogique, réédité à neuf reprises depuis, qui établira le narratif historique francophone de la recherche occidentale en communication<sup>45</sup>. La course à la traduction évoque simultanément une course

44 HALL, Stuart. 1982. « The Rediscovery of Ideology: The Return of the Repressed in Media Studies », Gurevitch, M & al., (Eds.) *Culture, Society and the Media*, Londres, Hutchinson.

45 BALLE, Francis, *Médias et sociétés*, Montchrestien.

de rattrapage, lequel permettra au fonctionnalisme, sociologique et psychologique, approches dominantes aux États-Unis de 1945 à 1977<sup>46</sup>, de s'imposer à l'agenda de l'enseignement universitaire en communication au Québec. J'ajouterai qu'il est impossible de passer à côté des livres d'Abraham Moles, tout particulièrement l'encyclopédique *La communication et les mass media*<sup>47</sup> publié dans la collection « Les dictionnaires Marabout Université » en 1971, ainsi que de la publication, dans la collection « Point », des succès traduits de l'école de Palo Alto dès 1971<sup>48</sup>. Encore aujourd'hui, un bref examen des plans de cours enseignés en 1998 dans quelques départements francophones en communication au Québec<sup>49</sup> révèle que ce qui est lu en classe par les étudiant-e-s doit être écrit dans la langue de Molière. Toujours en ce qui concerne le domaine des études

46 Les années 1977 et 1978 verront la parution de plusieurs ouvrages et articles aux États-Unis qui formulèrent à la fois une critique du paradigme dominant (*Media Sociology: The Dominant Paradigm* de Todd Gitlin en 1978) et qui proposeront de nouvelles pistes de réflexion et de recherche (les livres de Gaye Tuchman, Stuart Ewen, Dave Altheide, George Gerbner, etc.).

47 L'importance de Moles dans la diffusion de la cybernétique dans le monde francophone et, surtout, de la théorie mathématique de l'information de Shannon et Weaver, est difficile à contester!

48 HALL, E. T. 1971. *La dimension cachée*, Paris, Seuil et WATZLAWICK, P. et al. 1972. *Une logique de la communication*, Paris, Seuil; pour ne nommer que les deux premiers.

49 Université de Montréal, Université du Québec à Montréal (UQAM), Université de Sherbrooke et Université du Québec à Trois-Rivières (UQTR); des collègues de l'Université Laval m'ont aussi témoigné les mêmes contraintes.

en communication médiatique, la recherche administrative américaine sur les médias obtient donc une place importante dans le curriculum des départements québécois, au même titre que les émio-structuralisme français<sup>50</sup>. Par la suite, les liens entre les chercheurs québécois et français se voient renforcés au cours des années 1980 et quelques échanges avec les États-Unis s'établissent. Encore une fois, l'apport britannique subira l'indifférence des chercheurs québécois et français, jusqu'à ce que les Américains les découvrent et les médiatisent... À noter que les premières traductions d'écrits associés aux *Cultural Studies* ne seront publiées qu'au début des années 1990, grâce à l'intérêt porté par les revues scientifiques françaises *Hermès* et *Réseaux*. Il faudra attendre jusqu'en 1994 pour que soit enfin traduit le célèbre *Encoding-Decoding* de Stuart Hall, dont la version originale remonte à 1973. Si notre travail en tant que chercheur passe avant tout par l'enseignement, comme l'a si bien exprimé Stuart Hall il y a quelques années<sup>51</sup>, j'ajouterai que ce qui est enseigné, lu et discuté en classe participe tout autant à l'iden-

50 ATTALLAH, Paul. 1983. « Axes d'une recherche sur le référendum », *Communication-Information*, vol. 5, no. 2-3.

51 « We talk about intellectual practice as if it is the practice of intellectuals in the library reading the right canonical texts or consulting other intellectuals at conference or something like that. But the ongoing work of an intellectual practice for most of us, insofar as we get our material sustenance, our modes of reproduction, from doing our academic work, is indeed to teach. ». HALL, Stuart. 1992. « Cultural Studies and its Theoretical Legacies » dans L. GROSSBERG, C. NELSON & P. A. TREICHLER (Eds.) *Cultural Studies*, New York, Routledge, p. 290.

tité du champ de la recherche que la recherche elle-même. Toutefois, je tiens à souligner que la traduction des oeuvres ne s'avère pas une donnée secondaire dans le processus de la circulation des idées et que les quelques traductions tardives (toutes françaises!) d'une dizaine de textes liés à l'approche des *Cultural Studies* révèlent d'une certaine façon le faible intérêt porté à cette approche par les enseignants francophones québécois.

Enfin, le phénomène de l'asynchronie est vérifiable dans « l'autre sens », comme l'a montré la traduction tardive en anglais du livre *Mythologies* de Roland Barthes en 1972, paru à l'origine en France en 1957 et qui influença une génération entière de chercheurs anglo-saxons associés justement aux *Cultural Studies* au cours des années 1970.

### **L'américanisation des Cultural Studies et l'obsession du diable : un regard très personnel**

J'ai mentionné plus tôt l'importance des articles écrits par James W. Carey au cours des années 1970 et dans la première partie des années 1980, des textes précurseurs en ce qui concerne la prise en compte des dimensions anthropologiques et politiques de la culture dans les études en communication médiatique<sup>52</sup>. De même, le rôle et l'importance de Lawrence Grossberg et de ses collègues de la

défunte revue *Communication* de l'Illinois sont incontournables: ils furent parmi les premiers à commenter, disséquer et interpréter les travaux du CCCS de Birmingham, participant ainsi directement à la découverte américaine de Raymond Williams, Stuart Hall, David Morley, Paul Willis et compagnie.

Vers 1987-1988, la nouvelle édition du très populaire livre d'Horace Newcomb, intitulé simplement : *Television*<sup>53</sup>, intègre dans plusieurs de ses études de cas de nombreuses combinaisons théoriques et méthodologiques inspirées des travaux du CCCS. Cependant, le choc américain survient à mon avis la même année avec l'ouvrage de John Fiske, *Television Culture*<sup>54</sup>. J'y retrouvais les travaux et l'inspiration de Barthes, d'Eco, de Hall, de Williams, des néo-féministes américaines, appliqués aux produits médiatiques contemporains, selon une approche anthropologique et politique. Quel bonheur!<sup>55</sup>

Paradoxalement, *Television Culture* constitue pour plusieurs la réification du projet des *Cultural Studies* : la lutte idéologique ne devient qu'une lutte sémiotique et la manifestation et

53 NEWCOMB, Horace. 1987. *Television*. 4th édition.

54 FISKE, John. 1988. *Television Culture*, London, Methuen.

55 Bien entendu, cette sélection historique que je propose ne reflète que ma perception de la suite des événements. J'étais alors un jeune étudiant à la maîtrise et je cherchais désespérément des pistes originales qui me permettraient de réfléchir d'une façon différente aux liens qui unissent la culture populaire et les médias et des périodiques scientifiques comme *Journal of Communication* et *Communication Research* étaient loin à l'époque de fournir cette originalité recherchée !

52 Plusieurs articles écrits durant cette période se retrouvent dans son livre publié en 1989, intitulé *Communication as Culture: Essays on Media and Society*, Boston, Unwin Hyman.

la prise de plaisir sont transformées en mode de résistance politique. La notion de « plaisir du texte », que Fiske emprunte à Barthes et à un autre niveau à Bakhtine, se voit appliquée à tous les modes de pratiques culturelles (alors que Barthes avait développé cette notion en rapport à la lecture et à la photographie) et en généralise la portée socialisante (alors que Barthes l'inscrivait presque dans une phénoménologie de l'intimité). À mon avis, les attaques répétées et portées à l'endroit du populisme des *Cultural Studies* depuis 1992<sup>56</sup>, comme celles de James Curran<sup>57</sup>, de Ian Tester<sup>58</sup>, d'Armand Mattelart<sup>59</sup> et de plusieurs autres, résultent de la popularité et de la célébration de cet ouvrage de John Fiske, mais également de celui de Ian Chambers<sup>60</sup> et à un autre niveau, de celui de David Morley<sup>61</sup>. Ces critiques, exprimées selon un point de vue « de gauche », suggèrent un postulat implicite voulant que « l'américanisation » des *Cultural Studies* les ait détournées de leur charge politique.

56 L'examen de ces critiques ne sera pas développé ici car l'exercice en question nécessiterait la mise en place d'une problématique qui se substituerait à l'objectif de cet article.

57 CURRAN, James. 1992. « La décennie des révisions. La recherche en communication de masse des années 80 », *Hermès*, no. 11-12.

58 TESTER, Keith. 1994. *Media, Culture and Morality*, London :, Routledge, 137 p.

59 MATTELART, Armand & Érik NEVEU. 1996. « Cultural Studies. La domestication d'une pensée sauvage ? », *Réseaux*, no. 80, novembre-décembre, p. 11-59.

60 CHAMBERS, Iain. 1985. *Urban Rhythms: Popular Music and Popular Culture*. New York, St-Martin's Press.

61 MORLEY, David. 1986. *Family Television: Cultural Power and Domestic Leisure*, London, Comedia.

À l'opposé, le débat sur les *Cultural Studies* qui a cours aux États-Unis émerge de la droite et condamne tout ce qui peut leur être associé, allant du postmodernisme aux programmes d'accès à l'égalité<sup>62</sup>; de même, le traitement journalistique s'avère particulièrement sévère, souvent peu documenté et fréquemment exprimé sur le ton péremptoire du règlement de compte<sup>63</sup>.

Au Québec, les critiques écrites sur les *Cultural Studies* et émanant du domaine des études en communication, médiatiques ou autres, n'existent pas. À la rigueur pourrais-je trouver quelques articles en sociologie ou en théorie littéraire qui effleuraient le sujet. Cependant, cela ne veut pas dire que les critiques n'existent pas ! Au contraire, quiconque fréquente le milieu universitaire des études en communication sait très bien que les *Cultural Studies* constituent très souvent le sujet de discussions très animées et l'objet de critiques virulentes, sans oublier qu'il est possible d'entendre

62 SLACK, Jennifer Daryl & M. Mehdi SEMATI. 1997. « Intellectual and Political Hygiene: The 'Sokal Affair' », *Critical Studies in Mass Communication*, vol. 14, no. 3, p. 205.

63 Des exemples: GROSS, P. R. & N. LEWITT. 1994. *Higher Superstition: The Academic Left and its Quarrel with Science*; KIMBALL, R. 1996. « A Painful Sting Within the Academic Hive », *Wall Street Journal*, May 29, p. A18; KIMBALL, Roger. 1996. « Diversity, "Cultural Studies" & Other Mistakes », *The New Criterion*, May 26, 5p. ; Auteur inconnu. 1996. « Serious Prank in Scholarly World: Physicist's Hoax Attacks the Field of Cultural Studies », *Los Angeles Times*, May 27, p. B4; POLLITT, Kathya. 1996. « Pomolotov Cocktail », *The Nation*, vol. 262, June 10, p. 9; GROSS, Paul R. 1997. « The So-called Science Wars and Sociological Gravitas », *The Scientist*, vol. 11, no. 9, April 28, p. 8.

des commentaires où l'on associe les personnes qui « pratiquent » les *Cultural Studies* à une idéologie néfaste, parfois relativiste, parfois élitiste... Ce qui ne pourra favoriser la possibilité des échanges entre les chercheur-e-s, ni l'intérêt pour un examen réflexif et critique des postulats et de l'utilité des *Cultural Studies* au Québec.

### Pour terminer

Au contraire des États-Unis, les départements de communication au Québec sont encore très jeunes, tout juste âgés de vingt-cinq ans. Les recherches sur les médias et la culture qui y furent menées dévoilent des contraintes étatiques, des préoccupations nationales, une généalogie disciplinaire mobilisée par la sociologie québécoise, des influences françaises, des inspirations américaines et des problématiques propres à la société et à la culture québécoises.

L'apport des *Cultural Studies* au champ québécois des études en communication médiatique ne s'est fait ressentir qu'à travers le travail des chercheur-e-s/professeur-e-s de la seconde génération, celle qui s'établit dans les différents départements à partir de la seconde moitié des années 1980. La contribution apportée par le travail de jeunes professeur-e-s comme Will Straw de l'Université McGill, Marty Allor, Lorna Roth, Kim Sawchuk et Chantal Nadeau de l'Université Concordia, Line Grenier de l'Université de Montréal, etc.<sup>64</sup>,

64 Sans oublier ceux et celles qui ont quitté le Québec depuis 15 ans pour de nouveaux lieux de travail; ils / elles sont (malheureusement pour ceux et celles qui restent) nombreux et nombreuses...

qui neproposent pas nécessairement les même stratégies mais qui développent des modes d'appréhension du « culturel » inspirés par ce que nous nommons les *Cultural Studies*, ont stimulé des chercheur-e-s de la troisième génération (les étudiant-e-s demaîtrise et de doctorat depuis 1988) à examiner de nouvelles pistes de recherche qui rompent avec ce qui s'est fait en communication médiatique au Québec depuis vingt ans. De même, certains chercheurs de la première génération<sup>65</sup> furent réceptifs et enthousiastes face à cette nouvelle exigence de déconstruire les modes traditionnels qui établissent la culture québécoise comme « une évidente évidence<sup>66</sup> ».

Il n'en demeure pas moins que les *Cultural Studies* se sont peu développées dans les départements de communication au Québec et que ce sont d'autres champs de recherche comme la littérature comparée et l'histoire de l'art qui se sont activés à interpréter les *Cultural Studies* à la lumière des problématiques québécoises. Cela dit, les façons d'approcher ces problématiques n'interrogent pas nécessairement les dimensions communication-

65 Je pense ici à un livre récent de Serge PROULX intitulé *Accusé de réception; le téléspectateur construit par les sciences sociales*, Québec, Presses de l'Université Laval, 197 p. ; ainsi qu'aux travaux actuels de Roger DE LA GARDE qui seront publiés sous peu. Je retiens toutefois sa dernière publication qui date de 1997: *National Television Across Cultural Boundaries*, Edizioni Fondazione, Hypercampo, Firenze, coll. « Interferenze », no. 2, 40 p.

66 GRENIER, Line et Roger DE LA GARDE. 1997. « La non évidence de la culture ». Communication présentée au colloque *La légitimité culturelle: le canon, le palmarès et l'institution*, Québec, 18 septembre, 9 p.

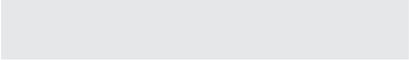
nelles, médiatiques, politiques ou celles des industries culturelles!

Les *Cultural Studies* ont-elles ouvert de nouvelles pistes de recherche en ce qui concerne l'examen de la culture et des médias dans l'espace francophone? Je répondrai que oui. Toutefois, comme je l'ai souligné tout au long de ce texte, ces pistes sont peu nombreuses et surtout, peu suivies. Ce que je déplore de cette situation n'est pas fondé sur une croyance aveugle dans les possibilités offertes par les *Cultural Studies*, mais plutôt sur l'impression que les chercheurs québécois francophones en communication médiatique sont passés à côté de l'occasion de débattre des potentialités théoriques et méthodologiques d'une approche complexe mais fructueuse, laquelle a retenu l'attention depuis les années 1980 de nombreux chercheurs du Canada anglais, de l'Australie, de Taiwan, de l'Inde, de l'Italie, des États-Unis, de l'Amérique du Sud et même de France. Une des conséquences de ce « rendez-vous manqué » s'avère être l'impatience manifestée envers ceux qui pra-

tiquent (parfois de façon réflexive, mais dans certains cas aussi avec maladresse) les *Cultural Studies*; ainsi, se contenter d'émettre une fin de non-recevoir fondée sur l'*a priori* que ceux et celles qui pratiquent les *Cultural Studies* proposent des études idéologiques peu scientifiques ne change en rien la nécessité du débat et de la recherche de nouveaux modes de compréhension des réalités culturelles et sociales québécoises.

Dans cet article, j'ai proposé un bref tour d'horizon des pistes de réflexion possibles sur la question de la popularité limitée des *Cultural Studies* dans les études universitaires en communication médiatique au Québec. Il ne reste plus qu'à en discuter. Tant et aussi longtemps que le dialogue et l'échange ne seront pas valorisés, tant et aussi longtemps que sera refusée ou reportée la nécessité d'examiner nos positions de chercheur-e-s et de les remettre en question, l'importance de la pensée critique nécessaire au travail universitaire en communication médiatique deviendra accessoire.

**Tara CHANADY**  
Visibilité et identifications lesbiennes à Montréal :  
articulations entre espaces physique et virtuel



**Emma GOYETTE**  
L'invisibilité lesbienne dans la sphère publique (médiatique) :  
pratiques et enjeux d'une identité proto-politique (2014)

# Visibilité et identifications lesbiennes à Montréal : articulations entre espaces physique et virtuel

**Tara CHANADY**

Le sujet de la visibilité et de l'(in)visibilité lesbienne est fréquemment soulevé au sein de collectifs lesbiens, bisexuels et queers Montréalais. Une grande diversité de représentations et de points de repère informe les identifications et les revendications au sein de ces communautés, notamment le réseau Lezspreadthework, le Village, la Dyke march, Fierté Montréal, les applications comme Her, le Réseau des lesbiennes du Québec, le Centre de solidarité lesbienne ou encore Arc-en-ciel d'Afrique pour ne citer ici que quelques exemples.

La visibilité lesbienne à Montréal, particulièrement hétérogène et éclatée en raison notamment de la disparition des bars lesbiens (le nombre de bars lesbiens entre 1992 et 2003 est passé de 7 à 1), de la faible présence de femmes dans le Village et de la multiplicité des façons de s'identifier (Podmore 2006), des contributions comme celle de Goyette dans les sphères publiques alternatives montréalaises apparaissent dès lors particulièrement pertinentes pour explorer les relations entre les différentes constructions collectives des identités lesbiennes dans les espaces publics et médiatiques montréalais.

En effet, peu d'études se sont penchées sur la visibilité lesbienne dans le contexte actuel montréalais, documentant surtout ces transformations entre les années

1970 et 2010 avec les travaux de Line Chamberland (1996, 2009, 2015) et de Julie Podmore (2001, 2006, 2013, 2015). Comme l'explique Podmore, les travaux sur la visibilité mettent souvent une emphase problématique sur un endroit particulier (comme le village gai), alors que détecter la présence lesbienne nécessite une autre façon de regarder : « few have focused on how lesbians produce place and become visible to each other within the city » (Podmore, 2001, 348). Plusieurs auteurs et auteures évoquent le manque de territorialité des lesbiennes, s'intéressant plutôt à la question du queering of spaces, soit la communication d'une présence non hétérosexuelle à travers des actes de performance destinés à se rendre visible (comportements, démonstrations publiques d'affection, habillement, style, présence d'icônes culturelles lesbiennes, socialisation) (Podmore, 2001, 346). Podmore affirme que certains lieux, tels que le Plateau dans les années 1980, le boulevard Saint-Laurent dans les années 1990 et le Mile-End à présent, accommodent davantage ce type de pratiques, favorisant le développement de réseaux liant des espaces publics et privés :

[...] lesbian communities were constituted in space through fluid informal networks that

linked a variety of public and private sites and, as a result, were quasi-underground in character and imperceptible to outside observers (see Binnie and Valentine, 1999). Lesbian communities are constituted either through informal networks or mixed sites in the Village gai (The Village), the city's gay and queer enclave » (Podmore, 2006, p. 596).

Les questions de visibilité et d'identités lesbiennes, bi et queers requièrent une attention particulière quant à la variété de sites et de points de repère hétérogènes, ainsi qu'à la création de réseaux sociaux et virtuels. Comme l'indique Goyette, il importe de comprendre le rôle important des espaces médiatiques (représentations, événements Facebook, sites web, applications de rencontres comme *Tinder* et *Her*) comme plateformes discursives présentant des objets d'identification et des outils de rassemblement. Des sociologues comme Susan Driver insistent sur l'importance de la structure participative des médias : internet créant des espaces de discussions et de négociations identitaires pour les communautés lesbiennes, bi et queers (Driver 2007, 2008). En effet, à Montréal, les soirées lesbiennes les plus importantes en fréquentation et en fréquence depuis 2012/2013 sont organisées par le réseau *lezspreadtheword*, cette plateforme « se (voulant) un site web rassembleur qui permet de lire, écouter, visionner, partager et communiquer une multitude de renseignements sur divers

sujets entourant l'univers lesbien<sup>1</sup>. » Quelles formes de dialogue et de visibilité favorisent ces espaces au sein des communautés lesbiennes ?

Goyette apporte des pistes de réflexion intéressantes par rapport à cette question, notamment en mettant de l'avant la création de zones de consensus au sein de ces plateformes, ce qui favorise en retour une plus grande visibilité lesbienne hétérogène dans les espaces publics. Ainsi, avec la disparition de bars et de lieux de rassemblement plus fixes, la visibilité lesbienne passe par une mobilité médiatique, comme avec le réseau *lezspreadtheword* qui annonce ses évènements par le biais de Facebook, et qui a également créé la première websérie lesbienne québécoise, *fémnin/fémnin*, en 2014. En effet, la construction des identifications découle d'un processus de construction et de circulation de sens inhérent à la représentation médiatique. Par diverses logiques de production, de consommation et de régulation, « meanings are produced at different sites and circulated through several different processes or practices; meaning is what gives us a sense of our own identity, of who we are and with whom we belong » (Hall, 1997, p. 3).

C'est pourquoi il est pertinent, comme le fait Goyette, d'étudier la question de la visibilité et des identifications en s'intéressant à la manière dont les communautés lesbiennes hétérogènes transforment les significations par le biais de

<sup>1</sup> ([www.facebook.com/pg/lezspreadtheword/about](http://www.facebook.com/pg/lezspreadtheword/about))

plateformes médiatiques. En créant une rencontre entre le personnel et le social, comment les médias permettent-ils aux membres de communautés minoritaires d'articuler des significations au sein d'un espace social alternatif? Explorer l'enjeu de la visibilité lesbienne dans les espaces publics et médiatiques est essentiel afin de comprendre la multiplicité des points d'ancrage

participant à la construction des identifications lesbiennes, bi, queer ou pansexuelles. L'article de Goyette constitue ainsi un excellent point de départ pour explorer comment « s'actualise le virtuel politique de la collectivité lesbienne par la diversité des plateformes discursives » (Goyette, 2014, p. 34).

### **LISTE DE RÉFÉRENCES**

- HALL, S. (1997). *Representation: cultural representations and signifying practices*. London Thousand Oaks : California.
- DRIVER, S. (2007), *Queer Girls and Popular Culture: Reading, Resisting, and Creating Media*. New York : Peter Lang.
- DRIVER, S. (2008). *Queer youth cultures*, State University of New York Press.
- PODMORE, J. (2006). Gone 'underground'? Lesbian visibility and the consolidation of queer space in Montréal . *Social and Cultural Geography*, 7(4), 595-625
- PODMORE, J. (2001). Lesbians in the Crowd: Gender, sexuality and visibility along Montréal's Boul. St-Laurent. *Gender, Place and Culture: a Journal of Feminist Geography*, 8(4), 333-355.

# L'invisibilité lesbienne dans la sphère publique (médiatique) : pratiques et enjeux d'une identité proto-politique

Emma GOYETTE<sup>12</sup>

Les recherches en communication, de par leur caractère interdisciplinaire, sont privilégiées pour analyser les enjeux de participation démocratique et de justice sociale auxquels font face les sociétés d'aujourd'hui. Aux dires de Craig (2009), les recherches en communication ont ainsi pour mission d'offrir « une réponse pratique aux problèmes sociaux contemporains tels ceux qui émergent de l'érosion des fondations culturelles des institutions et idées traditionnelles » (p.9).

Plus particulièrement, les approches critiques en communication, grâce au rapport qu'elles établissent entre théorie et pratique, sont d'autant plus riches pour contribuer aux discussions et aux solutions de problèmes sociaux. C'est dans cette optique que la posture adoptée dans cet article est celle d'une critique sociale, posture nous permettant de mûrir une réflexion quant à l'(in) visibilité<sup>3</sup> des lesbiennes dans la

1 L'auteure aimerait remercier le Conseil de recherche en sciences humaines (CRSH) et le Fonds de recherche sur la société et la culture (FQRSC) pour leurs appuis financiers. Merci également à Mme Consuelo Vásquez pour ses conseils toujours judicieux et sa bienveillance, de même qu'à Catherine Duclos et Lindsey Kirby-McGregor pour leur second regard sur le résumé anglophone. Merci, en terminant, à Andréanne Collin pour sa patience inouïe.

2 L'emploi du masculin est utilisé ici dans le seul but d'alléger le texte et n'implique en aucun cas une déconsidération du féminin.

3 La parenthèse insérée ici cherche à faire ressortir le caractère simultané de la visibilité/invisibilité lesbienne, et laisse présager

sphère publique (médiatique)<sup>4</sup> et à la construction de leur(s) identité(s) collective(s), le but étant de prendre conscience du lien entre la reconnaissance sociale des lesbiennes et une meilleure appropriation de la sphère publique. Le slogan en exergue, issu du manifeste de la Marche Dyke publié sur Facebook à l'occasion de leur première marche à Montréal, illustre bien les fondements qui animent cette réflexion. En effet, au cœur de ces quelques lignes transparait toute la question de l'invisibilité des lesbiennes en lien avec un désir d'(auto)reconnaissance, ce « nous » auquel la marche devrait ressembler. La réflexion critique que nous élaborerons aura le mérite de dévoiler cette invisibilité vraisemblablement ressentie par cette collectivité, de même que les rapports de pouvoir présents dans les sphères publiques (médiatiques). Nous souhaitons également contribuer à long terme à des changements émancipateurs, ce qui nous apparaît comme étant l'objectif premier et la force des recherches critiques (George, 2014).

En outre, les approches critiques sont des plus pertinentes

---

par sa potentielle substitution que cette (in) visibilité peut (à la fois) être imposée, recherchée et choisie par divers publics lesbiens.

4 La parenthèse intégrée à cette locution vise à souligner l'aspect médiatique caractéristique de la sphère publique dominante d'aujourd'hui, mais souhaite également faire valoir qu'il existe d'autres formes de sphères publiques alternatives à la sphère médiatique.

pour interroger l'identité collective dans un contexte d'effritement des grands récits et d'ébranlement des certitudes (Taylor, 1999). En l'occurrence, notre regard portera sur la construction identitaire collective des lesbiennes problématisée dans son rapport à l'(in)visibilité dans la sphère publique (médiatique). Cette construction identitaire implique, selon nous, la reconnaissance sociale de cette collectivité comme étant distincte, mais associée, d'une part, aux mouvements féministes et, d'autre part, à la « communauté LGBT<sup>5</sup> ». Dans le contexte sociohistorique de l'entre-deux-guerres, la collectivité lesbienne émerge de tensions qui ne sont pas sans lien avec l'histoire des femmes: invisibilité, dépendance et marginalité en sont les mots d'ordre (Tamagne, 2001). Encore aujourd'hui, alors que la dépendance des femmes, et des lesbiennes par ricochet, s'est atténuée, l'invisibilité lesbienne reste un phénomène très discuté par cette collectivité (Ciasullo, 2001; Roripaugh et Wolfe, 2006; RQASF, 2013). De plus, les lesbiennes n'occupent que très peu de place dans une communauté LGBT principalement représentée, dans le Village gai montréalais comme dans l'espace public, par des hommes (blancs) gais (Cattan et Clerval, 2011; Podmore, 2006). Cette

5 L'emploi de l'expression « communauté LGBT » réfère à l'usage courant de ces termes pour regrouper tout individu s'identifiant comme lesbienne, gay, bisexuel, transsexuel ou transgenre. Elle n'implique pas à proprement parler de points de convergences, d'intérêts ou de réalités semblables qui caractériseraient une communauté.

marginalisation des lesbiennes dans les regroupements féministes et gais s'explique par plusieurs facteurs, à la fois structurels, historiques et sociaux, qui, faute de temps et d'espace, ne seront pas développés ici. Toujours est-il que le contexte d'invisibilité dans lequel évoluent les lesbiennes risque de nuire à la parité de participation publique essentielle à une réelle démocratie et à « la réalisation d'un projet de transformation positive de la société » (Fontan, 2000, cité dans George, 2014, p. 5).

Nous argumenterons donc que la visibilité dans la sphère publique (médiatique) peut valider l'existence et la reconnaissance sociale d'un groupe. En effet, elle permet de véhiculer des discours alternatifs, émancipateurs des stigmates quotidiens associés à l'invisibilité et à la négation de certaines questions propres à cette collectivité (par exemple les enjeux de santé sexuelle spécifique sous la violence conjugale dans des couples lesbiens). Cela dit, bien que cette visibilité médiatique détienne un potentiel émancipateur, elle comprend aussi des risques de diffamations pouvant miner la légitimité de certains groupes ou mouvements sociaux ne cadrant pas avec le formatage médiatique (Voirol, 2005). En effet, les médias sont influencés par des rapports de pouvoir structurels (Koopmans, 2004; Simone, 2006; Thompson, 2005). La thèse guidant cet argumentaire est que coexistent une multitude de publics lesbiens, visibles et invisibles dans diverses sphères publiques (médiatiques),

aux intérêts et aux champs d'activités parfois divergents. Chacun de ces publics contribue de diverses façons à l'(auto)reconnaissance<sup>6</sup> et à la construction identitaire des lesbiennes. Nous souhaitons par le fait même démontrer la pertinence du rôle joué par les publics invisibles, qui complètent les actions des publics lesbiens visibles dans les médias. Ainsi, cette participation politique médiatisée ne saurait s'effectuer sans une construction identitaire collective qui permettrait de clarifier les revendications et de déceler certaines zones de consensus, aussi diffusées soient-elles, entre les multiples discours et intérêts véhiculés au sein d'une collectivité lesbienne considérée comme hétérogène. Ces potentiels consensus interpublics (qui forment la conscience de ce « nous qui nous ressemble » tel que l'exergue le note) sont à notre avis une première étape vers une visibilité (politique) dans la sphère publique (médiatique), première étape que nous proposons de nommer « identité proto-politique. »

Dans ce qui suit, nous développerons cet argumentaire en explicitant tout d'abord ce qui est entendu par sphère(s) publique(s), ce qui

6 À nouveau (voir notes 3 et 4), cette parenthèse entourant le suffixe « auto » vise à souligner la simultanéité de besoins parfois divergents au sein d'une même collectivité lesbienne: alors que certains publics contribuent à l'autoreconnaissance des lesbiennes, à savoir l'appréciation de leurs spécificités et diversités, d'autres publics cherchent plutôt à obtenir la reconnaissance de l'extérieur. La parenthèse laisse également entrevoir que la reconnaissance et l'autoreconnaissance sont liées, sans présumer la préférence de l'une sur l'autre.

nous permettra de souligner l'importance de la présence dans une sphère publique politique<sup>7</sup> pour le développement identitaire et la reconnaissance sociale d'un groupe. Nous détaillerons ensuite les nouvelles réalités imposées par l'arrivée de médias de masse (radio, télévision, Internet, etc.), agissant aujourd'hui comme contrôleurs de la visibilité, et nous présenterons l'impact de ce contrôle sur la reconnaissance sociale des groupes marginalisés. Nous verrons alors qu'il existe plusieurs formes de visibilités, de publics et de contre-publics, chacune agissant dans un champ d'activités discursives distinct selon des intérêts parfois divergents. Nous terminerons en soulevant des questions concernant le thème transversal de l'article, à savoir de quelle identité collective il s'agit. En guise de réponse, nous proposerons l'« identité proto-politique », c'est-à-dire une identité mouvante et émergente des zones de consensus entre les publics lesbiens, identité permettant à cette collectivité de mieux s'approprier la sphère publique (médiatique). Ce concept, en raison du suffixe proto, nous permettra de mettre en tension le caractère préalable de cette construction identitaire, « avant » la visibilité médiatique, ainsi que le côté « potentiel » et habitant de cette identité pour que s'actualise le virtuel politique de la collectivité lesbienne.

7 La sphère publique politique, en opposition à la sphère civique, se caractérise par l'organisation d'individus vis-à-vis de l'État. Selon Breese (2011), « the existence of political public spheres opposes inaction and uncritical subjectivity, while the existence of civic public spheres opposes social isolation » (p. 136).

## De l'espace public aux sphères publiques (médiatiques)

De nombreuses réflexions ont été menées depuis la traduction en 1989 de *The Structural Transformation of the Public Sphere*, initialement écrit en 1962 par Jürgen Habermas. En effet, cet ouvrage, retraçant l'émergence de l'espace public bourgeois aux 18<sup>e</sup> et 19<sup>e</sup> siècles, a jeté un pavé dans la mare, jusqu'à constituer un exemple paradigmatique dans les études sur les sphères publiques (Calhoun, 1992). Habermas définit, dans ses premiers travaux, la notion d'espace public comme une arène discursive, distincte de l'État et de l'économie officielle, où les a priori de classe et de statut sont mis entre parenthèses pour que soient discutés les enjeux d'intérêt strictement public. Bien que nous concordions avec Habermas sur la définition d'espace public comme étant discursif et politique, l'idéal de consensus rationnel-critique sur lequel se base cette acception nous semble utopique, car il obscurcit les dissensions et les turbulences formant l'opinion publique (DeLuca et Peeples, 2002, p. 128). En outre, tout comme Fraser (1992), nous interrogeons la réelle accessibilité de tout citoyen (et a fortiori de toute citoyenne) à cet espace public, ainsi que la capacité des participants à faire abstraction de leurs différences de classe ou d'appartenance. Pensons notamment à l'exclusion des femmes, de la classe ouvrière ou tout simplement des personnes illettrées qui n'avaient aucun accès à l'espace public bourgeois et qui pourtant faisaient partie de la

vie publique (Landes, 1988; Ryan, 1990). Nous nous distançons également de la conception habermassienne d'un espace public unique et global, qui ne permet pas, selon nous, d'explorer les multiples publics et plateformes de construction identitaire et de reconnaissance sociale, publics et plateformes marqués par des questions d'(in) visibilité. Il nous semble donc plus judicieux de parler des espaces publics ou des sphères publiques, pluralisation qui rend mieux compte, selon nous, de « l'étendue des institutions, groupes et médias formant les sphères publiques de leurs discours, actions, représentations et critiques » (Breese, 2011, p. 134, traduction libre). Traditionnellement, les approches critiques se sont davantage appuyées sur une conception politique de la sphère publique. Cela dit, la question se pose à savoir si une sphère publique politique doit forcément être guidée par une discussion (médiatisée ou en face-à-face) et un consensus rationnel-critique, comme le propose Habermas, ou si elle doit plutôt s'ancrer dans la pluralité d'acteurs en face-à-face et de discours en coprésence agissant de concert, comme le propose Hannah Arendt (Breese, 2011, p. 141).

En effet, Arendt (1988), dans son ouvrage *Condition de l'homme moderne*, avance que l'expression de la pluralité humaine et des points de vue doit être assurée par la sphère publique, lieu d'apparition et de révélation authentique de soi. Comme idéal type de cette sphère publique, Arendt se base sur la *polis* des Grecs anciens, c'est-à-dire le

domaine public en tant qu'espace d'action politique. D'après cette conception, les personnes n'ayant pas accès à la vie publique, celles qui étaient confinées à la vie privée, étaient littéralement « privées » de quelque chose et n'étaient pas pleinement considérées comme humaines (Arendt, 1988, p. 77). Plus explicitement, la *polis*,

c'est l'organisation du peuple qui vient de ce que l'on agit et parle ensemble [...]. C'est l'espace du paraître au sens le plus large : l'espace où j'apparais aux autres comme les autres m'apparaissent, où les hommes n'existent pas simplement comme d'autres objets vivants ou inanimés, mais font explicitement leur apparition (p. 258).

Arendt (1988) fait également valoir que c'est par l'acte et la parole, jouissant de la plus grande visibilité, que les hommes révèlent leur identité personnelle et unique (p. 236). Ce qui resterait dans l'intime et le privé mènerait « une vague existence d'ombre » (p. 90) à côté de l'action publique. Dans cette optique, la construction identitaire collective des lesbiennes dépendrait de leur capacité de se dévoiler dans la *polis*, et la capacité d'y délibérer d'enjeux publics et politiques serait inséparable de la liberté et d'un accès à la réalité du monde et à la réalité de soi. À nouveau, cette conception de l'espace public est fondamentalement politique et reste ancrée dans la coprésence. Nous sommes d'accord avec Arendt lorsqu'elle souligne l'importance pour la validation et la

construction identitaire d'une apparition dans une sphère publique qui soit politique, et nous sommes également d'avis que la sphère publique doit être composée d'une pluralité d'acteurs et de points de vue; nous remettons toutefois en question ce qui nous apparaît comme l'hégémonie de la coprésence comme idéal démocratique. Pour reprendre les mots de De Luca et Peebles (2002): « the dream of the public sphere as the engagement of embodied voices, democracy via dialogue, cloisters us, for perforce its vision compels us to see the contemporary landscape of mass communication as a nightmare » (p. 130).

En effet, Breese (2011) souligne – et nous abondons dans son sens – que la phère publique d'Arendt, impliquant coprésence et délibérations en face-à-face, a peu à peu laissé la place aux journaux puis aux médias électroniques, modifiant profondément par ce fait les structures d'influence et de discussions publiques. Selon Thompson (2005), ces médias ont permis l'intégration d'un « 'savoir non-local' [sic] pouvant être incorporé de manière réflexive dans le processus de formation de soi » (p. 66), ce qui laisse présager l'importance de la visibilité pour les constructions identitaires. Plus concrètement, « le développement des médias créé [sic] de nouveaux champs d'action et d'interaction qui impliquent des formes distinctes de visibilité et dans lesquelles les relations de pouvoir peuvent se déplacer rapidement, fortement et de manière imprévisible » (Thompson, 2005, p. 66). L'enjeu dans la

sphère publique (médiatique) devient donc de gagner en crédibilité en contrôlant son image et les discours y étant associés. Nous nous demandons alors: qu'en est-il de la situation des lesbiennes, dont la visibilité médiatique est à peu près nulle? Et quel impact cela a-t-il sur leur potentiel d'émancipation?

### **Reconnaissance sociale: enjeux et risques de l'(in) visibilité dans les sphères médiatiques**

Sans grande surprise, les nouvelles technologies amènent la sphère publique à se dilater, joignant des publics n'étant plus forcément dans le même espace-temps. Cette nouvelle réalité a progressivement augmenté l'importance d'être présent dans la sphère publique (médiatique); en effet, la couverture médiatique est peu à peu devenue un indicateur de la légitimité accordée à un sujet ou un groupe, témoignant ainsi de la reconnaissance sociale qui leur est associée (Koopmans, 2004). C'est donc dire que, bien qu'il existe plusieurs sphères publiques médiatiques qui sont tant de plateformes d'expression pour divers publics (blogues, réseaux socionumériques, communautés virtuelles, médias indépendants, etc.), l'apparition dans les médias de masse influe davantage sur la construction identitaire d'une collectivité et sur son potentiel d'émancipation. Avec leur métaphore d'écran public, DeLuca et Peebles (2002) poussent l'importance de la visibilité médiatique un peu plus loin en affirmant que les médias ne sont pas que des canaux *de transmis-*

*sion*, mais bien des canaux *de production* de culture. Selon eux, les médias sont la première scène sur laquelle la culture est produite et mise en acte (p. 132). Suivant cette logique, les images apparaissant dans les médias, qui sont autant d'écrans publics, « [images] are the place where collective social action, individual identity and symbolic imagination meet – the nexus between culture and politics » (Hartley 1992, cité dans DeLuca et Peebles, 2002, p. 133).

Ainsi, pour exister aux yeux de la société, il n'est plus seulement nécessaire pour la collectivité lesbienne d'apparaître dans une sphère publique, par exemple lors de manifestations, d'activités de loisir ou par la présence sur le terrain d'organisations communautaires; cette apparition, pour obtenir une reconnaissance, doit parallèlement faire l'objet d'une couverture par les médias de masse. Cependant, la sphère médiatique étant limitée et le nombre de messages à véhiculer étant extrêmement élevé, il existe une grande compétition entre les acteurs (Koopmans, 2004) et ce ne sont pas tous les mouvements sociaux ou toutes les revendications qui apparaissent dans les médias. Pour illustrer cette réflexion, prenons par exemple la Marche des lesbiennes radicales (subséquemment Marche Dyke), qui se déroule depuis bientôt trois ans à Montréal et gagne en popularité en Amérique du Nord depuis 1993. Cette manifestation autofinancée, organisée par un collectif lesbien du même nom, dénonce l'invisibilité lesbienne et revendique la considération so-

ciale de leurs enjeux propres<sup>8</sup>. Néanmoins, malgré plusieurs apparitions dans les presses gaies ou dans les médias alternatifs, pratiquement aucune mention de cette marche n'a été faite dans les grands médias, qu'il s'agisse de reportages télévisés ou d'articles de fond, par exemple. Elle n'a pas eu l'occasion d'engendrer une discussion riche auprès du grand public et a donc eu très peu d'impact sur la reconnaissance sociale des lesbiennes au-delà des initiés. Il n'est cependant pas aisé d'attirer l'attention des médias sur un groupe marginal comme des lesbiennes radicales, puisque les catégories d'intelligibilité des médias, qui ne considèrent pas « dignes d'être vus » ce qui ne correspond pas à leurs codes et symboles (Voirol, 2005, p. 110), ne permettent pas leur apparition.

La visibilité médiatique n'est donc pas donnée au hasard et dépend de structures de pouvoir sociétales. Cela indique également qu'elle n'est pas systématiquement gage de reconnaissance et d'émancipation, puisqu'elle comprend certains risques pouvant nuire à la collectivité lesbienne. En théorie, pour assurer une réelle démocratie, tous les groupes sociaux devraient pouvoir diffuser des messages dans une parité de visibilité. Or, dans la pratique, non seulement cette parité est loin d'être atteinte, mais la distorsion des contre-discours dans les médias de masse ne leur permet pas de gagner en légitimité. Ainsi, bien qu'il soit possible que la visibilité des lesbiennes dépende de leur ca-

pacité à relier leurs revendications à un contexte discursif plus large (par exemple en se joignant aux luttes féministes ou gaies), nous mettons en doute, à l'instar de Koopmans (2004), le réel contrôle que peuvent exercer les groupes marginaux sur leur potentiel d'intéresser les médias (*newsworthiness*). En effet, ce potentiel est déterminé par certaines structures externes aux médias de masse, comme les rapports de pouvoir, ce qui restreint les possibilités de contrôle de la visibilité. Cette collectivité se trouve donc dans une situation délicate, où le modèle d'une sphère publique politique ancrée dans la coprésence tel qu'Arendt le propose (1988) devient de plus en plus inatteignable, tandis que l'apparition dans la sphère médiatique nécessite, la plupart du temps, des compétences communicationnelles particulières (Voirol, 2005; Thompson, 2005) permettant de (tenter de) contrôler le cadrage des discours effectué par les médias. Cette situation est d'autant plus délicate pour les groupes marginalisés, dont les ressources matérielles et discursives parfois limitées ne permettent pas toujours le développement de ces compétences, et qui sont ainsi plus à risque de subir des disqualifications symboliques. Nous sommes donc plutôt d'avis que les lesbiennes auraient avantage à développer des sphères publiques alternatives, non pas pour supplanter, mais pour compléter les médias de masse.

En effet, nous pensons que certains contre-discours sont véhiculés et peuvent prendre de l'ampleur en dehors des médias de masse, nota-

8 Leur manifeste peut être consulté sur la page Facebook du mouvement (<https://www.facebook.com/marche.dyke>)

ment – mais pas uniquement – grâce aux médias numériques et à Internet qui, de par leur débit et leur portée d'informations, constituent un espace de contestation des discours véhiculés dans les médias traditionnels (presse écrite, télévision, etc.). En considérant que la collectivité lesbienne ne détient pas toujours les ressources pour composer avec les mécanismes des médias de masse, nous avançons que son potentiel d'émancipation se situe dans une forme alternative d'(in)visibilité complétant la visibilité médiatique, ce que nous développerons dans les sections suivantes.

### **Contre-publics et (in)visibilité : diversité et convergence**

Nous l'avons vu, l'espace public habermassien a été maintes fois critiqué<sup>9</sup>. Selon Fraser (1992), ce modèle d'espace public n'est pas forcément souhaitable, puisqu'il reproduit des inégalités sociétales au sein de l'espace public. Pour préparer les groupes marginaux à la sphère publique (médiatique) et favoriser la parité de participation essentielle à une réelle démocratie, Fraser propose l'idée de contre-publics subalternes, qui « constituent des arènes discursives parallèles dans lesquelles les membres des groupes sociaux subordonnés élaborent et diffusent des contre-discours, afin de formuler leur propre interprétation de leurs identités, leurs intérêts et leurs besoins » (Fraser,

1992, p. 138). Tout comme l'auteure, nous croyons qu'il existe une multiplicité de publics de tailles et de forces inégales. Ce concept nous semble riche pour illustrer que des activités discursives identitaires et émancipatrices s'effectuent parfois dans l'invisibilité, ainsi que pour reconnaître l'existence de conflits politiques au sein des discussions supposées rationnelles-critiques tel qu'Habermas le propose (Squires, 2002). En outre, l'idée de contre-publics permet aux lesbiennes d'éviter la reproduction des rapports de domination présents dans une sphère publique globale (Fraser, 1992), rapports de domination décelables notamment, mais pas uniquement, par l'imposition de catégories d'intelligibilité par les médias. À titre d'exemple, le collectif de la Marche Dyke constitue l'une des plateformes où s'actualise le contre-discours lesbien. En effet, il fait partie de ces contre-publics subalternes qui :

[...] fonctionnent comme des espaces de repli sur soi et de regroupement ; [...et qui] fonctionnent aussi comme des bases et des terrains d'essai pour des activités d'agitation dirigées contre des publics plus larges. C'est précisément dans la dialectique entre ces deux fonctions que réside leur potentiel émancipateur (Fraser, 1992, p. 139).

C'est dans cet ordre d'idées que les membres du collectif affirment dans leur manifeste que l'« on crée un espace pour nous qui partageons cette identité et vivons des oppres-

9 Habermas lui-même est d'ailleurs revenu sur son ouvrage majeur à la suite des critiques qui lui ont été adressées. Voir Habermas, J. (1992). « L'espace public », 30 ans après. Quaderni, 18, p. 161-191

sions communes<sup>10</sup>. » Les revendications du collectif sont on ne peut plus explicites sur la question identitaire: il revendique la reconnaissance des besoins spécifiques à la collectivité lesbienne et dénonce le patriarcat et la déformation de l'image lesbienne par l'industrie pornographique (McSorley, 14 août 2012). Néanmoins, il importe de rappeler que ces contre-publics sont loin d'être nouveaux pour les lesbiennes à Montréal. En effet, le tracé historique des lieux de sorties lesbiennes effectué par Podmore (2006) en offre quelques exemples:

*Towards the end of the period, Coop-femmes (1976-1979) created the first independent and explicitly lesbian-feminist community space on Boul. St-Laurent. Coop-femmes continued the 'gay women's' practice of hosting social activities and discussion groups, but, in addition, this site was used to develop a specifically lesbian culture by producing magazines, holding concerts and video-showings, and staging theatrical events (Hildebran, 1998) (p. 608).*

Ainsi, il est vraisemblable de croire que la collectivité lesbienne constitue l'un de ces contre-publics subalternes où, par des manifestations, des délibérations, une culture télévisuelle, littéraire ou lors de rencontres localisées, s'effectue la construction de ses fondements identitaires préalables à la participation publique et politique. Néanmoins, les activités discursives de

la Marche Dyke, comme celles de Coop-Femmes, ne sont pas forcément représentatives de l'ensemble des lesbiennes. Ces deux exemples soulignent par ailleurs la variété des groupes d'intérêts au sein même de contre-public(s) subalterne(s).

En effet, la définition proposée par Fraser (1992) distingue les publics en deux catégories, à savoir, d'une part, l'espace public dominant occupé par des hommes blancs aisés et, d'autre part, les contre-publics subalternes exclus de l'espace public dominant sur la base d'identités sociales (Squires, 2002). Cependant, cela ne rend justice ni à la variété de sphères publiques problématisées aujourd'hui (Breese, 2011) ni aux divergences de discours regroupés sous une même identité sociale. Ce concept mérite donc d'être peaufiné et précisé à la lumière de multiples sphères publiques qui, dans ce cas précis, impliquent une variété de groupes lesbiens. Pour ce faire, Squires propose une typologie permettant de nuancer ce qu'elle appelle les « publics marginaux » selon les relations que ceux-ci entretiennent avec les discours dominants. Cette typologie, élaborée à partir de l'histoire de la sphère publique noire, nous permet d'éclairer les différents publics participant du discours des lesbiennes dans les sphères publiques (médiatiques) en faisant ressortir la diversité des discours identitaires internes, de même que la variété de leurs champs d'activités.

Ainsi, dans cette typologie, le public marginal de type « enclave » agit pour préserver la culture du

<sup>10</sup> <http://www.facebook.com/MarcheDyke>

groupe, entretenir la résistance au discours dominant et générer des stratégies d'actions futures (Squires, 2002, p. 458). Or, il est intéressant de noter que le public enclave réduit au maximum ses relations avec la sphère du grand public de manière à passer inaperçu. En effet, les « enclaves » sont la garantie d'un espace sécuritaire où il est possible d'échanger librement et d'innover. L'enclave contribue donc tout autant à la construction identitaire et à la reconnaissance des lesbiennes que les publics apparaissant dans la sphère publique (médiatique). Nous ajoutons également que ces enclaves contribuent à l'autoreconnaissance de la collectivité lesbienne, qui peut reproduire des stéréotypes et des discours lesbophobes. En effet, elle s'évalue parfois d'après le discours et la taxinomie du groupe dominant, ainsi que selon sa proximité ou sa distance par rapport à la classe sociale la véhiculant. Les publics enclaves, en réduisant leurs contacts avec les groupes dominants, sont plus à même de proposer une taxinomie qui leur est propre.

Le deuxième type de public marginal proposé par Squires, le « contre-public », contribue à la construction identitaire collective lesbienne d'une tout autre manière. Comme son nom l'indique, ce type de public rejoint davantage le concept de contre-public subalterne tel que le propose Fraser (1992), puisque son existence n'est pas camouflée et qu'il adopte une posture ouvertement critique: « Counterpublic discourses travel outside of safe, enclave space to argue against dominant conceptions

of the group and to describe group interests » (Squires, 2002, p.460). Visant à changer les mentalités et à faire reconnaître leurs enjeux propres, ces contre-publics recherchent la visibilité (médiatique) et la solidarité avec d'autres groupes marginaux pour confronter les discours dominants et modifier l'ordre établi<sup>11</sup>.

En bref, l'apport de Squires est important pour problématiser l'identité collective lesbienne, puisque l'auteure met de l'avant la diversité interne des contre-publics subalternes – ce qu'elle appelle des publics marginaux – ainsi que les multiples champs d'action de chacun de ces sous-groupes. Nous abondons également dans le sens de l'auteure lorsqu'elle affirme que, bien qu'il n'y ait plus de grandes actions collectives ou de grande idéologie rassembleuse, cette diversité n'est pas nuisible aux publics marginaux (Squires, 2002, p. 453), puisque ceux-ci agissent à différents niveaux et sphères de la vie en société pour construire collectivement, en mosaïque, l'identité collective lesbienne. Dans le même esprit, nous sommes plutôt d'avis que l'hétérogénéité des publics mar-

---

11 Il est à noter qu'un troisième type de public, le « satellite », est répertorié par Squires (2002): « In contrast to an enclaved-public, where distance from wider publics is the result of oppression, satellite public spheres are formed by collectives that do not desire regular discourse or interdependency with other publics. [...] Satellite publics enter into wider public debates when there is clear convergence of their interests with those of other publics or when their particular institutions or practices cause friction or controversies with wider publics » (p. 463). Ce type de public ne servant pas le propos, il n'a pas fait l'objet d'un approfondissement dans le cadre de cet article.

ginaux, loin de signifier l'affaiblissement de l'action politique, témoigne de la richesse et du progrès obtenus en matière de droits et de liberté pour les lesbiennes. Il s'agit d'un grand apport des luttes féministes et lesbiennes (Chamberland, 2002) : il est aujourd'hui possible de se diversifier, et l'identité sociale de femmes lesbiennes n'est plus aussi monolithique; ces femmes peuvent privilégier d'autres aspects de leur vie individuelle et contribuent vraisemblablement à une (auto) reconnaissance plus diversifiée. En effet, la multiplication des sous-groupes agissant sinon de concert, du moins simultanément dans plusieurs champs d'activités, permet de créer et de véhiculer de nouveaux discours (Squires, 2002). À titre d'exemple, il n'y a pas de hiérarchisation à faire entre les actions sociales ou politiques de *Lez Spread the Word*<sup>12</sup> (LSTW) et de la *Marche Dyke*: alors que la première met l'accent sur la socialisation à travers des sorties festives, la dédramatisation du lesbianisme et la création d'une culture populaire (entretien personnel avec la fondatrice, 4 octobre 2014), la deuxième organise annuellement des manifestations politisant l'identité lesbienne, dénonçant la lesbophobie, le capitalisme et l'appropriation de l'image lesbienne par le patriarcat. Les deux organisations véhiculent des discours très différents, et ce, à travers des plateformes tout aussi distinctes: d'un côté, LSTW privilégie les réseaux de festivités éphémères (Cattan et Clerval, 2011); d'un autre côté, la *Marche Dyke* favorise des manifestations dans la rue. Toutes

les deux contribuent pourtant à la visibilité lesbienne et à leur reconnaissance sociale.

La question se pose désormais à savoir quels sont les intérêts propres à chaque public lesbien. Selon Squires (2002), « contemporary incarnations of these [marginal] publics may be relatively weaker in terms of deployment of direct action strategies; however, they are still rich in discourse, which takes place in many forum » (p. 455). Quels sont ces forums et quelles sont les zones de consensus entre les discours divergents qui y sont véhiculés? Concrètement, comment ces activités discursives agissent-elles dans la construction identitaire collective des lesbiennes?

### **Identité proto-politique et dialogue interpublics**

Nous avons vu jusqu'à maintenant que les champs d'activités (in) visibles alimentés par divers types de publics marginaux agissent tous, quoique pas forcément de concert, pour la construction identitaire et la reconnaissance sociale des lesbiennes. Nous avons vu également que les contre-discours visibles dans la sphère médiatique sont souhaitables, essentiels pour des changements concrets, mais ne sont pas forcément la panacée et ne constituent pas toujours le meilleur moyen pour émanciper la collectivité lesbienne. En effet, les interactions entre contre-publics subalternes et grand public sont affectées d'une façon qui échappe au contrôle des groupes marginaux (Koopmans, 2004; Simone, 2006; Squires, 2002). Cette difficulté à véhiculer un mes-

12

[www.lezspreadtheword.com](http://www.lezspreadtheword.com)

sage « authentique » dans la sphère publique (médiatique) souligne l'importance de la construction collective d'une identité proto-politique pour les lesbiennes. Issue du suffixe proto-signifiant « qui se situe au commencement de » ou « qui est immédiatement antérieur à » (CNRTL, 2014), cette identité est préalable et habitante à la politique, en l'occurrence à l'apparition dans une sphère publique politique. L'importance et la valeur du suffixe *proto* tiennent dans l'aspect médiatique de la visibilité et de la politisation; ainsi, malgré un riche historique de luttes féministes et lesbiennes passées, et malgré l'existence de plusieurs mouvements politiques au sein de la collectivité lesbienne actuelle, peu de ces mouvements politiques de terrain atteignent la sphère médiatique, celle qui témoigne aujourd'hui du degré de légitimité d'un groupe social (Koopmans, 2004).

Ainsi, dans l'optique où l'apparition politique médiatique n'est pas forcément atteinte, ou du moins ne donne pas toujours lieu à une émancipation et une légitimité sociale, il nous apparaît primordial de faire valoir non seulement les activités discursives qui sont visibles dans la sphère publique (médiatique), mais également la place de publics invisibles qui génèrent des discours à l'abri des groupes dominants. D'ailleurs, varier les plateformes discursives permet de mieux contrôler et nuancer les discours véhiculés, puisqu'il est alors possible d'éviter un cadrage ou une interprétation unique du discours par un seul média. Ces forums sont aujourd'hui très diversifiés et semblent de plus

en plus prendre place sur les médias numériques et Internet. En effet, le Web semble constituer une sphère médiatique dont les caractéristiques et les modalités s'éloignent de celles de la sphère médiatique dominante. Le « flot d'information incontrôlable » qui caractérise Internet (Thompson, 2005, p. 85) permet, d'une part, de contourner les contraintes liées à la visibilité et de mieux orienter et nuancer son propre discours (Simone, 2006). D'autre part, il permet d'aménager des espaces « enclaves » où générer des discours identitaires (Squires, 2002).

Nous proposons alors que cette construction collective d'une identité proto-politique passe par la mise en dialogue des contre-publics avec les autres types de publics marginaux, de même qu'avec des contre-publics n'ayant pas forcément les mêmes activités discursives, par exemple les mouvements féministes et les mouvances queer. Ces réseaux de communication entre les diverses sphères publiques constituent une piste d'analyse des zones de consensus entre les divers champs d'intérêts et d'activités des groupes lesbiens. Comment articuler, par exemple, les liens entre publics enclaves, qui génèrent des discours identitaires et élaborent des stratégies discursives, et les contre-publics, qui performent ces discours, qui les mettent en actes? La diversification des plateformes discursives nous semble également constituer une piste intéressante pour faire émerger les zones (diffuses) de consensus entre les publics marginaux et leurs champs d'activ-

ités respectifs, zones de consensus qui sont les piliers de l'identité proto-politique des lesbiennes.

**Plus d'(in)visibilité...  
Pour que toutes ces marches  
nous ressemblent!**

En conclusion, nous avons soutenu, au fil de ce texte, que la construction identitaire collective des lesbiennes est préalable et habilitante à l'apparition dans la sphère publique médiatique et politique. Pour ce faire, nous avons argumenté en première partie que l'apparition dans la sphère publique politique est essentielle à un « sens de soi non altéré » et à une validation de l'existence. Nous avons alors fait état des changements de l'espace public occasionnés par l'arrivée des médias de masse, dont les codes et les catégories d'intelligibilité façonnent les enjeux de visibilité et entraînent des risques d'invalidation des groupes marginaux. Considérant que la visibilité médiatique comporte parfois plus de dommages que de gains et que les groupes marginaux sont régulièrement disqualifiés, nous avons alors remis en question la place des contre-publics (Squires, 2002) et de la visibilité médiatique comme unique moteur d'émancipation des lesbiennes. Les contre-publics et la visibilité médiatique contribuent-ils à la parité de participation publique essentielle à une réelle démocratie? Et s'il fallait réenvisager les enjeux et les contributions des (in)visibilités, quelles autres possibilités seraient offertes?

En deuxième partie, nous avons considéré les façons alternatives par

lesquelles évolue la construction collective des lesbiennes, que ce soit dans le visible ou l'invisible. Le concept de contre-public subalterne de Fraser (1992) nous a permis de comprendre qu'il existe des sphères publiques critiques des discours dominants, qui agissent comme catalyseurs identitaires et favorisent la parité de participation publique. Nous avons également vu avec Squires (2002) que ces contre-publics subalternes, délimités sur la base d'identités sociales, sont en fait constitués de multiples publics hétérogènes, aux objectifs et aux intérêts différents, agissant au sein de plateformes discursives distinctes. Il n'existerait donc plus de grandes actions collectives ou d'idéologie rassembleuse, ce qui n'implique toutefois pas que cette diversité soit nuisible aux possibilités d'émancipation des publics marginaux. En effet, chacun d'eux, visible ou invisible, contribue à l'élargissement du spectre discursif de la collectivité lesbienne et à une (auto)reconnaissance plus diversifiée.

En troisième et dernière partie, nous avons tenté de répondre à une question transversale de cet article, à savoir de quelle identité il est question lorsqu'on parle de la construction collective de l'identité lesbienne. Nous avons proposé comme réponse l'identité proto-politique, qui met en lumière les rapports entre construction identitaire invisible, reconnaissance médiatique et émancipation dans et par la pluralité de publics constituant la sphère publique lesbienne. Nous avons également avancé qu'une piste d'analyse pour dévoiler

cette identité en constante mutation consiste à mettre en relation ces publics marginaux, dialogue permettant de cibler les zones de consensus entre ces champs d'activités discursifs parfois divergents.

Adopter une perspective critique pour mener à bien cette réflexion nous a permis de commencer à dévoiler les pistes d'actions émancipatrices pour la collectivité lesbienne, dont l'(auto) reconnaissance des actions invisibles et la mise en dialogue des différents publics pour une meilleure appropriation de la sphère publique (médiatique). Nous avons par ce fait remis en question non seulement l'existence d'une seule sphère publique (médi-

atique), mais également celle d'un contre-public uni et homogène. En effet, nous avons mis en valeur la multiplicité des actions et la diversité des groupes et des intérêts, considérées comme une richesse pour l'amélioration globale des conditions de vie des lesbiennes. La pierre angulaire de notre argument avance donc que la coexistence de plusieurs publics lesbiens (in)visibles est plus émancipatrice que la visibilité médiatique à elle seule. Pour paraphraser le slogan de la Marche Dyke, il ne s'agirait donc plus d'en « finir avec l'invisibilité », mais de revendiquer plusieurs formes d'(in)visibilité.

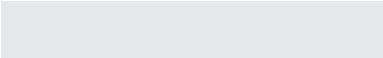
## LISTE DE RÉFÉRENCES

- ARENDE, H. (1988 [1958]). *Condition de l'homme moderne*. Paris, France: Pocket.
- BREESE, E. B. (2011). Mapping the Variety of Public Spheres. *Communication Theory*, 21,130-149.
- CALHOUN, C. (dir.). (1992). *Habermas and the public sphere*. Cambridge, MA : MIT Press.
- CATTAN, N. et CLERVAL, A. (2011). Un droit à la ville? Réseaux virtuels et centralités éphémères des lesbiennes à Paris. *Justice spatiale / spatial justice*, 03. Repéré à <http://www.jssp.org>
- CENTRE NATIONAL DE RESSOURCES TEXTUELLES ET LEXICALES (CNRTL). (2012). Proto. Repéré à <http://www.cnrtl.fr/definition/proto>
- CHAMBERLAND, L. (2002). La place des lesbiennes dans le mouvement des femmes. Dans F. Descarries et E. Galerland (dir.), *Le féminisme comme lieu pour penser et vivre diversité et solidarité*. Actes du colloque de l'Association de recherche IREF/Relais-femme.
- CIASULLO, A. M. (2001). Making Her (In)Visible: Cultural Representations of Lesbianism and the Lesbian Body in the 1990s. *Feminist Studies*, 27(3), 577-608.
- CRAIG, R. T. (2009[1999]). La communication en tant que champs d'étude. (traduit par J. Saint-Charles). *Revue internationale de communication sociale et publique*, 1, 1-42.
- DELUCA, K. M. et PEEPLES, J. (2002). From Public Sphere to Public Screen: Democracy, Activism, and the "Violence" of Seattle. *Critical Studies in Media Communication*, 19(2), 125-151.

- FONTAN, J.-M. (2000). Le Net au service de la pensée critique. *Possibles*, 24(2-3), 62-78.
- FRASER, N. (1992). Repenser la sphère publique: une contribution à la critique de la démocratie telle qu'elle existe réellement. Dans C. Calhoun (dir.), *Habermas and the public sphere* (pp. 109-142). Cambridge, MA : MIT Press.
- GEORGE, É. (2014). Éléments d'une épistémologie critique en communication – Au carrefour et au-delà de l'école de Francfort, des cultural studies et de l'économie politique de la communication. Dans É. George et F. Granjon (dir.), *Critique, sciences sociales et communication* (pp. 97-136), Paris, France : Mare et Martin.
- HABERMAS, J. (1989). *The Structural Transformation of the Public Sphere: An Inquiry into a category of Bourgeois Society*. Cambridge, MA: Polity.
- HARTLEY, J. (1992). *The Politics of Pictures*. New York, NY : Routledge.
- KOOPMANS, R. (2004). Movements and media: Selection processes and evolutionary dynamics in the public sphere. *Theory and Society*, 33, 367-391.
- LANDES, J. (1988). *Women and the Public Sphere in the Age of the French Revolution*. Ithaca, NY : Cornell University Press.
- MARCHE DYKE. (1<sup>er</sup> juillet 2014). Marche Dyke. Section À propos. [Message sur Facebook]. Repéré à <https://www.facebook.com/marche.dyke/about>
- MCSORLEY, T. (2012, 14 août). Montreal Dyke March Will Be a Collective Coming Out. Coop média de Montréal. Repéré à <http://montreal.mediacoop.ca/story/montreal-dyke-march-will-be-collective-coming-out/12100>
- PODMORE, J. A. (2006). Gone 'underground'? Lesbian visibility and the consolidation of queer space in Montréal. *Social & Cultural Geography*, 7(4), 595-625.
- RÉSEAU QUÉBÉCOIS D'ACTION POUR LA SANTÉ DES FEMMES (RQASF). (2013). *Lesbiennes. Invisibles parmi nous*. Repéré à [http://www.fss.ulaval.ca/cms\\_recherche/upload/clair\\_bon/fichiers/santelesbiennesfr.pdf](http://www.fss.ulaval.ca/cms_recherche/upload/clair_bon/fichiers/santelesbiennesfr.pdf)
- RORIPAUGH, L. A. et Wolfe, S. J. (2006). The (in)Visible Lesbian: Anxieties of Representation in the L Word. Dans K. Akass et J. McCabe (dir.), *Reading the L Word* (pp. 43-54). London, Royaume-Uni : I. B. Tauris.
- RYAN, M. (1990). *Women in Public: Between Banners and Ballots, 1825-1880*. Baltimore, MD : Johns Hopkins University Press.
- SIMONE, M. (2006). CODEPINK Alert: Mediated Citizenship in the Public Sphere. *Social Semiotics*, 16(2), 345-364.
- SQUIRES, C. R. (2002). Rethinking the Black Public Sphere: An Alternative Vocabulary for Multiple Public Spheres. *Communication Theory*, 4, 446-468.
- TAMAGNE, F. (2001). L'identité lesbienne: une construction différée et différenciée? *Cahiers d'histoire. Revue d'histoire critique*, 84. Repéré à <http://chrhc.revues.org/1871>
- TAYLOR, C. (1999[1992]). *Le Malaise de la modernité*. Paris, France : Les éditions du Cerf.
- THOMSON, J. B. (2005). La nouvelle visibilité. *Réseaux*, 129-130, 59-87.
- VOIROL, O. (2005). Les luttes pour la visibilité. *Réseaux*, 129-130, 89-121.

**Sklaerenn LE GALLO**

Penser le devenir citoyen des minorités culturelles à travers la  
communication politique



**Marie-Michèle SAUVAGEAU**

La communication politique et diversité culturelle :  
État de la question (2009)

## Penser le devenir citoyen des minorités culturelles à travers la communication politique

**Sklaerenn LE GALLO**

Dans son article « Communication politique et diversité culturelle : état de la question » paru en 2009, Marie-Michèle Sauvageau s'intéressait à l'enjeu de la diversité culturelle qui est toujours prégnant à l'heure actuelle dans nos sociétés occidentales. Partant du constat d'une augmentation croissante du nombre de nouveaux arrivants au Canada, l'auteure nous propose une revue de littérature quant à l'instauration de techniques, de tactiques et de stratégies de communication politique pouvant être mises en place afin de rejoindre les citoyens issus de l'immigration.

Revenant, dans un premier temps, sur les différentes conceptualisations du comportement électoral de ces personnes, Sauvageau propose un état des lieux de la question avec pour postulat impli cite qu'il est nécessaire pour les personnes œuvrant dans le milieu de la communication politique d'orienter le discours des candidats et candidates des partis vers des considérations propres aux différentes communautés culturelles constituant le bassin d'électorales et d'électeurs en Amérique du Nord. Une telle préoccupation est ainsi déclinée en deux volets.

D'abord, le recours à des techniques de communication politique s'appuie sur les relations interpersonnelles. Le modèle proposé repose ainsi sur les prémisses de

Katz et Lazarsfeld qui, à travers l'étude des élections présidentielles américaines de 1940, en arrivèrent à la conclusion que les effets des médias sur les individus n'étaient pas directs, mais plutôt limités, attribuant alors aux relations interpersonnelles — amitiés, personnes de l'entourage immédiat, etc. — le rôle central dans la circulation de l'information (Katz, 1973). Une telle orientation viendrait donc privilégier la mise en place de tactiques de communication plutôt dirigées vers le face-à-face, le contact direct, la mobilisation de porte-paroles issus de la même communauté culturelle que les électrices et les électeurs visés par un parti, par un candidat ou une candidate. Au-delà de l'efficacité observée de telles techniques (Michelson, 2003 ; Parenti, 1967 ; Shaw, de la Garza, & Lee, 2000), Sauvageau identifie deux limites, la première qui pourrait être qualifiée de logistique, puisqu'il s'avère complexe de mobiliser suffisamment de personnes pour mener à bien ces stratégies, et la seconde qui découle plutôt de la nécessité du contrôle de l'information diffusée qui ne peut être assuré complètement.

La seconde orientation proposée par l'auteure s'appuie sur le recours aux médias de masse afin d'influencer les électrices et électeurs issus de l'immigration. En effet, il semblerait que les nouveaux arrivants tendent davantage à se tourner vers les médias de masse afin de s'accli-

mater à la culture politique de leur pays d'accueil, et ce, avant même d'obtenir le droit de vote (Chaffe, Nass, et Yang, 1990 ; Martinelli et Chaffe, 1995). Il s'agit donc de réfléchir à l'efficacité des publicités politiques dans un but de mobilisation électorale (DeFrancesco Soto et Merolla, 2006). Il apparaît dès lors que, dans le cas étudié de l'électorat latino-américain aux États-Unis, le facteur linguistique joue un rôle central dans l'identification des personnes issues de l'immigration à certaines propositions politiques.

La piste que nous souhaitons privilégier pour ce retour critique part d'un point qui nous semble central, mis de l'avant par Sauvageau dans son introduction. « La propagation du devenir citoyen » (Sauvageau, 2009, p. 2), permet de faire le lien entre communication politique et exercice démocratique, au sens où le processus d'inclusion des minorités culturelles à la société d'accueil joue un rôle prépondérant dans leur implication politique. En effet, il nous apparaît que produire une actualisation d'une telle revue de littérature en considérant le cadre du présent exercice, ne saurait rendre justice ni au texte initial ni aux intentions de l'auteure. Nous souhaitons ainsi proposer un prolongement du texte, et notamment, de le rattacher à la question sociale, à la lumière de différents événements qui ont eu lieu au Québec ces dix dernières années.

La question de la diversité culturelle, religieuse et linguistique au Québec semble occuper le devant de la scène politique et médiatique

de la province depuis le début des années 2000. Qu'il s'agisse des différents cas d'accommodements raisonnables, de l'intérêt porté à la commission Bouchard-Taylor dont le rapport publié en 2009 proposait un certain nombre de pistes pour une « sortie de crise », en passant par l'instauration du « code de vie » d'Hérouville en 2007, et ce, jusqu'à la polémique entourant le projet de Charte des valeurs québécoises proposé par le Parti Québécois en 2013, la diversité tient une place centrale dans le débat social. La cristallisation d'enjeux et de problématiques liés à la question du vivre ensemble autour du projet de Charte des valeurs a longtemps fait parler au sein de l'espace public québécois. S'orientant vers des considérations liées à la laïcité, la neutralité religieuse, l'égalité entre les femmes et les hommes, le respect des droits individuels et la place des droits collectifs, le débat tend à influencer les représentations sociales et médiatiques des personnes issues de l'immigration, de la diversité culturelle caractérisant le Québec, et plus généralement, le Canada.

La question de la « propagation du devenir citoyen » dans le cas québécois nous apparaît capitale pour penser le social et le politique. Au regard de l'histoire du Québec, il ressort ainsi de cette question et de manière assez évidente que la question de l'identité nationale a toujours joué un rôle important dans le développement d'un socle social commun ainsi qu'au niveau de la mise en place de politiques publiques. Du fait que le Québec représente une mi-

norité — linguistique, culturelle — au sein d'un espace majoritaire qu'est le Canada, certaines stratégies ont été engagées afin d'obtenir un statut singulier et légitime, et ce notamment en ce qui a trait à la gestion de la diversité. Ainsi, face au multiculturalisme canadien s'est développée la proposition d'un interculturelisme québécois (Bouchard, 2014), conceptualisé comme projet politique (Juteau, 2015 ; Juteau & McAndrew, 1992 ; Labelle, 2007) visant à l'inclusion des minorités dans une optique pluraliste et présentant une vision qui souhaite, d'une part, reconnaître la diversité au sein de la société québécoise, tout en respectant, d'autre part, les droits et les acquis de celle-ci.

C'est cette question de l'inclusion qui nous semble importante à traiter afin de pouvoir envisager la volonté des minorités à se rattacher au devenir citoyen. En effet, il est possible de percevoir la chose de la façon suivante : « quand la société d'accueil ne reconnaît pas suffisamment les différences des personnes issues de l'immigration [...], elle limite la capacité des immigrants de dépasser les barrières à l'inclusion » (White, Gratton, et Rocher, 2015, p. 14). En ce sens, les questions de représentations sociales et médiatiques des communautés culturelles au Québec jouent un rôle majeur dans le sentiment d'appartenance de celles-ci à leur société d'accueil. Plus particulièrement, au niveau de la « crise » des accommodements raisonnables, et plus tard, des débats entourant le projet de Charte des valeurs, le rôle des médias sem-

ble avoir été prépondérant dans la construction de représentation des communautés culturelles, et, plus particulièrement, des communautés juives hassidiques au début des années 2000, puis musulmanes en 2013. Ceux-ci ont effectivement une responsabilité dans notre capacité à faire sens avec le monde, à organiser nos pensées, nos représentations sociales, à nommer les choses (Jodelet, 1989 ; Moscovici & Abric, 2003). Ainsi, « au Québec, la représentation de la crise des accommodements semble déboucher sur une crise généralisée de sens. Le sens ambigu des représentés (une entité nébuleuse et peu définie) ; le sens de soi (sommés-nous racistes ?) ; le sens de la religion (sommés-nous laïques ?) ; le sens du multiculturalisme (modèle d'intégration en crise). Par conséquent, la représentation sociale de la crise des accommodements serait aussi une crise de la représentation » (Chahid, 2011, p. 215). Si la communication politique, au sens où elle est présentée dans l'article de Sauvageau, vise à cerner les outils et les pratiques visant à rejoindre un bassin de potentiels électrices et électeurs, il ne faut pas oublier que le processus de construction et de transmission de représentations en politique s'effectue avec un objectif de « contrôle de la construction d'une réalité à travers les représentations » (Gerstlé, 1992, p. 69). C'est notamment en cela que les représentations des minorités culturelles jouent un rôle dans la construction de discours politiques, et que des moments de cristallisation

du débat comme l'ont été la crise des accommodements raisonnables ou la Charte des valeurs, peuvent venir servir certaines prises de position qui tendent à instrumentaliser ces mêmes communautés à des fins électoralistes.

Qu'il s'agisse alors de mettre en place des techniques s'appuyant sur les relations interpersonnelles, ou sur des stratégies basées sur les médias de masse afin de rallier un électorat issu de l'immigration, il nous apparaît primordial de repenser, parallèlement, les représentations sociales et médiatiques des minorités culturelles qui sont véhiculées au Québec, et ce, afin de permettre à ces sociétés de se sentir à leur place au sein de leur société

d'accueil et ainsi de sortir du fait que « les préjugés des uns et des autres créent un cycle de distanciation et de renfermement qui représente un obstacle considérable à l'inclusion des personnes issues de l'immigration (White *et al.*, 2015, p. 14). Cette proposition, plutôt que de venir remettre en cause les prémices disciplinaires de la communication politique, présentées dans la nécessaire réflexion de Sauvageau, tend davantage à venir renforcer l'interdépendance entre social et politique, à penser l'insertion des personnes issues de l'immigration au sein de l'espace public québécois afin de, justement, tendre vers cette « propagation du devenir citoyen ».

## LISTE DE RÉFÉRENCES

- BOUCHARD, G. (2014). *L'interculturalisme : un point de vue québécois*.
- CHAFFE, S., Nass, C., & Yang, S.-M. (1990). The bridging role of television in immigrant political socialization. *Human Communication Research*, 2(17), 266-288.
- CHAHID, M. (2011). Représentation de la crise et crise de la représentation. Dans G. Hsab & C. Agbobli (Éd.), *Communication internationale et la communication interculturelle : regards épistémologiques et espaces de pratique* (p. 202-222). Québec : Presses de l'Université du Québec.
- DEFRANCESCO SOTO, V., & MEROLLA, J. (2006). Vota por tu futuro : Partisan mobilization of Latino voters in the 2000 presidential election. *Political Behavior*, (28), 285-304.
- GERSTLÉ, J. (1992). *La communication politique*. Paris : Presses universitaires de France.
- JODELET, D. (1989). *Les Représentations sociales*. Paris : Presses universitaires de France.
- JUTEAU, D. (2015). *L'ethnicité et ses frontières*, 2e éd. Montréal : Les Presses de l'Université de Montréal. Consulté à l'adresse <http://public.ebiblib.com/choice/publicfullrecord.aspx?p=4750109>
- JUTEAU, D. et MCANDREW, M. (1992). *Projet national, immigration et intégration dans un Québec souverain* (version préliminaire) : mémoire. Montréal ? La Commission.

- KATZ, E. (1973). Les deux étages de la communication. Dans F. Balle & J.-G. Padioleau, *Sociologie de l'information : Textes fondamentaux* (pp. 285-304). Paris : Larousse.
- LABELLE, M. (2007, février). La nation « ethnique » et la nation civique : une fausse opposition. Le Devoir. Consulté à l'adresse <http://www.ledevoir.com/politique/canada/129921/la-nation-ethnique-et-la-nation-civique-une-fausse-opposition>
- MARTINELLI, K. & CHAFFE, S. (1995). Measuring new-voter learning via three channels of political information. *Journalism and Mass Communication Quarterly*, 1(72), 18-32.
- MICHELSON, M. (2003). Getting out the Latino vote: How door-to-door canvassing influences voter turnout in rural Central California. *Political Behavior*, 3(25), 247-263.
- MOSCOVICI, S. et ABRIC, J. C. (2003). *La Psychologie sociale* (1re éd. « Quadrige ».). Paris : Presses universitaires de France.
- PARENTI, M. (1967). Ethnic politics and the persistence of ethnic identification. *The American Political Science Review*, 1(63), 717-726.
- SAUVAGEAU, M.-M. (2009). Communication politique et diversité culturelle : État de la question. *COMMposite*, 12(1), 1-18.
- SHAW, D., DE LA GARZA, R. & LEE, J. (2000). Examining Latino turnout in 1996: A three-State, validated survey approach. *The American Political Science Review*, 2(44), 332-340.
- WHITE, B., GRATTON, D., et ROCHER, F. (2015). *Les conditions de l'inclusion en contexte interculturel* (Mémoire). Québec : Commission des relations avec les citoyens.

# La communication politique et diversité culturelle : état de la question

## Marie-Michèle SAUVAGEAU

Les sociétés occidentales doivent toutes composer avec la pluriethnicité de leurs membres, laquelle est attribuable à la hausse incessante de l'immigration. D'ailleurs, malgré certaines fluctuations, on observe généralement une hausse constante du nombre de nouveaux arrivants au Canada : ainsi, si le Canada comptait 99 351 résidents permanents en 1986, ce nombre est passé à 226 071 en 1996 et à 251 649 en 2006 (Citoyenneté et Immigration Canada, 2008).

La problématique de la pluriethnicité prend donc une nouvelle ampleur, tout particulièrement pour les partis politiques. Ceux-ci doivent effectivement composer avec un électeurat nouveau dont les choix ont une influence de plus en plus marquée sur l'issue du vote. Toutefois, avant même de convaincre l'électeur issu de l'immigration de préférer un parti politique à un autre, il faut que celui-ci soit intéressé à participer à l'élection. Les techniques de communication politique visant les électeurs issus de l'immigration doivent donc non seulement s'intéresser à l'élaboration d'attitudes partisanes, mais également à la propagation de l'idée du devoir citoyen. Étant donné cette situation, nous nous attarderons donc à décrire les apports théoriques et méthodologiques de certains auteurs s'étant penchés sur les questions d'attitude partisane et de participation électorale, afin d'avoir un portrait plus juste de la réalité interculturelle en communication

politique. Cet état de la question est réalisé dans le but d'offrir une revue de la littérature récente des travaux de communication politique en situation interculturelle. Le lecteur qui s'intéresse à ces questions y trouvera donc un point de départ intéressant pour découvrir la diversité des travaux théoriques mais surtout empiriques réalisés dans le domaine.

De toutes les études présentées, nous retiendrons un clivage important entre celles qui se sont attardées à décrire et à analyser les techniques de communication politique reposant sur les relations interpersonnelles et celles qui se sont plutôt penchées sur les techniques reposant sur l'utilisation des médias de masse. Nous commencerons toutefois notre état de la question par un tour d'horizon des études qui se sont attardées à comprendre le comportement électoral des membres des minorités culturelles dans les sociétés occidentales.

## Comportement électoral des membres des minorités culturelles

### Les deux caractéristiques du « vote ethnique »

L'intérêt d'étudier spécifiquement le comportement électoral des membres des minorités culturelles réside dans le fait que ces groupes développeraient des comportements différents face au vote et face aux partis politiques. C'est du moins l'avis du chercheur américain Wolfinger

(1965), pour qui l'ethnicité serait une variable importante qui influencerait le comportement électoral des immigrants. Dans une étude portant sur le développement et la persistance de ce type précis de comportement, qui se traduit selon l'auteur par le terme « vote ethnique », Wolfinger identifie deux prémisses qui caractériseraient le phénomène. D'abord, il constate que les membres d'un groupe ethnique donné développeraient des affinités particulières avec un certain parti politique plutôt qu'un autre : « Members of an ethnic group show an affinity for one party or the other which cannot be explained solely as a result of other demographic characteristics » (Wolfinger, 1965, p. 896). La deuxième caractéristique du vote ethnique est que les membres d'un groupe ethnique généralement affilié à un certain parti politique seront prêts à changer d'allégeance politique pour voter pour (ou contre) un candidat issu d'un groupe ethnique particulier.

Les deux prémisses de Wolfinger ont toutefois été contredites par une étude exploratoire plus récente et menée au Canada par Stasiulis et Abu-Laban (1991). Ces auteurs ont cherché à étudier l'activisme ethnique durant les élections fédérales de 1988 et durant le congrès de direction à la chefferie du Parti libéral du Canada en 1990. La méthodologie des auteurs repose « (...) en bonne partie sur les opinions, les perceptions et les interprétations de militants et de responsables de parti » (Stasiulis & Abu-Laban, 1991, p.5). Des entretiens ont donc été effectués avec des personnes, immigrantes ou

non, membres d'un des trois grands partis politiques fédéraux de l'époque (Parti libéral du Canada, Parti progressiste-conservateur, Nouveau Parti démocratique).

Selon les conclusions de ces auteurs, la participation des groupes ethniques montre que ces derniers n'étaient pas politiquement passifs et que l'on ne pouvait les considérer comme un bloc monolithique. En effet, sur les plans politique et social, plusieurs distinctions peuvent être faites entre les diverses communautés et même entre les individus qui composent ces communautés.

Si les groupes ethniques ne votent pas toujours en bloc, il n'en demeure pas moins que certains groupes ethniques ont tendance à être associés de façon classique à un parti politique (on peut penser par exemple aux membres de la communauté italienne du Québec et à leur attachement au Parti libéral du Canada : voir Stasiulis & Abu-Laban, 1991). En ce sens, la deuxième prémisses de Wolfinger peut s'avérer particulièrement attrayante pour les stratèges de la communication politique parce qu'elle indique que des allégeances classiques peuvent être bouleversées par la présence d'un candidat lui-même issu du groupe culturel (représentant un parti autre que celui auquel la communauté est habituellement associée). Cette tactique communicationnelle poserait donc moins sur le message que sur son émetteur et pourrait par conséquent être facilement mise en place par les partis politiques qui souhaitent faire élire un candidat dans des circonscriptions fortement

constituées de membres d'une même communauté culturelle. Michelson (2005) s'est intéressée à vérifier la véracité d'une telle proposition.

Selon Michelson, il est déjà connu que les électeurs préfèrent des candidats qui sont de leur groupe ethnique (Wofinger, 1965; Parenti, 1967). Le fait de privilégier un candidat issu du même groupe ethnique s'explique d'abord par le fait qu'un candidat qui partage la même culture d'origine ou le même passé ethnique<sup>1</sup> que l'électeur a, dans l'esprit de l'électeur, généralement les mêmes préoccupations politiques (Michelson, 2005). Il se peut toutefois qu'un candidat d'un même groupe ethnique se présente pour un parti qui n'est pas celui privilégié par l'électeur. Dans cette perspective, Michelson s'est attardée à étudier un cas bien précis qui illustre cette réalité : l'élection de 2000 pour le congrès du district de la Californie qui opposait un républicain d'origine latino-américaine à un démocrate anglo-américain. Il faut savoir que le district californien est composé à 55 % de Latino-Américains et que ceux-ci sont traditionnellement associés au Parti démocrate<sup>2</sup> (Michelson, 2005). Malgré la présence d'un candidat latino-américain dans ce comté, c'est le candidat démocrate, Carl Dooley, qui a remporté l'élection avec 52,4 % des appuis (avec un fort appui du côté des électeurs

latino-américains) contre seulement 45,5 % des appuis pour son adversaire d'origine latino-américaine, Rich Rodriguez.

Pour comprendre cette élection, l'auteure s'en remet à la théorie de la socialisation. Selon Michelson, les opinions politiques sont une forme de déclaration de notre identité sociale (Kinder, 1998 dans Michelson, 2005) :

Moreover, there is considerable evidence that citizens use references to broad social groupings to assess candidates and parties [...] Because individuals can belong to multiple groups, the potential exists for these memberships to provide competing cues about political candidates. (Michelson, 2005, p. 4).

L'aspect identitaire qui prédominera est très variable et dépend en partie des circonstances politiques. Le choix des minorités de voter soit du côté du candidat membre de leur propre communauté ethnique ou encore du côté de leur préférence partisane dépend de leur choix identitaire entre leur identification à un groupe ethnique ou de leur identification à un parti politique. Selon Kinder et Sears (1985, dans Michelson, 2005), l'identification partisane demeure cependant le meilleur indicateur du vote des électeurs. Cette conception s'oppose donc à celle de Wolfinger (1965) qui prône davantage l'identification ethnique.

En réalisant des entretiens avec des électeurs d'origine latino-américaine, Michelson a constaté que les membres de la communauté latino-américaine étaient favor-

1 Nous entendons par « passé ethnique » des événements comme l'expérience migratoire, l'expérience au sein du pays d'origine ou l'expérience dans le pays d'accueil en tant que citoyen issu de l'immigration

2 À l'exception des Américains d'origine cubaine qui sont davantage associés au Parti républicain. (Michelson, 2005)

ables à l'élection d'un candidat latino-américain et étaient prêts à lui accorder leur vote, mais pas à n'importe quel prix :

However, when informed that Rodriguez was running as a Republican, most withdrew their initial statement of support, saying they were not interested in voting for a Latino that was part of the Republican Party, or that they would only vote for a Latino if he was running as a Democrat because Republicans did not represent their beliefs. (Michelson, 2005, p. 13).

En effet, les gens ont démontré une tendance à croire que le Parti républicain était « anti-latino-américain ». Dans d'autres entretiens menés plus tard dans la campagne, les gens ont mentionné vouloir voter pour le meilleur candidat, qu'il soit ou non latino-américain.

Selon l'auteure, l'identité ethnique n'a pas vraiment été délaissée par les Latino-Américains au profit de l'identité partisane. C'est simplement que, de leur point de vue, un Latino-Américain ne peut pas être Républicain. Ainsi, l'ethnicité influence l'identité partisane qui elle-même influence le vote : l'ethnicité n'a qu'un très léger impact direct sur le vote. Michelson n'est donc pas en total désaccord avec Wolfinger sur l'influence de l'origine ethnique du candidat sur le vote. En effet, Michelson indique que l'identité ethnique peut fortement influencer dans certains cas le choix des électeurs immigrants : tout dépend du contexte politique

qui peut favoriser l'ethnicité ou l'identification partisane.

### Le développement du « vote ethnique »

Pour tenter de comprendre les phénomènes particuliers liés au vote ethnique (tel qu'il est considéré par Wolfinger, c'est-à-dire le fait qu'un groupe ethnique donné s'attache à un certain parti), une première théorie, la théorie de l'assimilation, fait son apparition dans les années 1960. Elle tire son origine d'une vaste étude menée par Dahl (1961). Le chercheur américain s'est penché sur le cas d'une petite communauté américaine, celle de New Haven au Connecticut, et s'est attardé à comprendre le comportement politique des électeurs issus de l'immigration. Selon Dahl, les minorités culturelles de New Haven passeraient par trois stades. Dans le premier stade, les gens qui composent la minorité culturelle ont un mode de vie socioéconomique très homogène et celui-ci se reflète sur leurs attitudes politiques et leur identité partisane. Durant le deuxième stade décrit par Dahl, l'installation économique du groupe minoritaire est plus solide : l'homogénéité caractéristique au groupe aurait donc tendance à s'effriter. Selon Dahl, si les attitudes politiques demeurent assez homogènes, certaines idées politiques commencent à différencier les membres de la minorité culturelle des classes inférieure ou moyenne à ceux de la classe supérieure. Enfin, dans le troisième stade, les membres de la minorité culturelle sont bien intégrés économiquement et so-

cialement. À ce stade, les attitudes politiques ne seraient plus liées à l'ethnicité, mais davantage à des facteurs d'ordre socioéconomique. Ainsi, selon la théorie de l'assimilation, le vote ethnique s'observerait surtout dans les premières années d'installation d'une communauté au sein d'un pays d'accueil. L'homogénéité politique associée à un groupe ethnique aurait tendance à s'effriter à mesure que les membres du groupe participent à la société d'accueil. « Along with middle-class status, these group members are said to acquire different political interests and to identify more with the majority society and less with their nationality group: in short, they become assimilated » (Wolfinger, 1965, p. 896). Selon Miller (1971), la théorie de l'assimilation proposée par Dahl combine les facteurs ethniques et économiques : l'identité ethnique aurait alors sa pleine influence sur les membres d'une minorité ethnique lorsque ceux-ci partagent non seulement la même ethnicité, mais également la même classe économique. Or, ce phénomène se produirait selon les observations de Dahl lors des premières années d'installation d'une minorité ethnique au sein d'une nouvelle communauté culturelle d'accueil. L'évolution économique du groupe aurait donc une influence première sur le comportement politique de ses membres : « As the group becomes heterogeneous through social mobility, the ethnic influence wanes » (Miller, 1971, p. 485). Le processus d'assimilation, d'un point de vue politique, se terminerait au mo-

ment où la distribution du vote au sein du groupe ethnique serait la même qu'au sein de la population en général : à ce moment, l'ethnicité n'apparaîtrait plus comme un facteur d'influence du vote.

Wolfinger (1965) démontre toutefois que la théorie de l'assimilation n'est pas toujours garante du comportement de l'électeur. Pour ce faire, Wolfinger décide d'étudier la même communauté américaine que son professeur Dahl : New Haven. Wolfinger décide toutefois de concentrer son étude sur le cas particulier de la puissante communauté italienne de la région. Il constate que malgré le fait que cette communauté soit installée depuis bien longtemps dans cette ville et que ses membres soient très impliqués au sein de la société d'accueil, ces Italo-Américains persistent toujours à voter en bloc pour le Parti républicain.

En étudiant l'histoire du comté de New Haven et sa composition ethnique, Wolfinger remarque l'importance de la solidarité ethnique pour cette ville du Connecticut. En effet, il constate au fil du temps qu'un fossé s'est creusé entre les immigrants d'origine italienne et la population américaine originaire du comté, créant par le fait même une importante conscience ethnique typique de la région. En réponse à ce clivage, les politiciens ont tenté d'adapter leurs discours et leurs promesses aux besoins des membres des minorités culturelles. Ainsi, deux événements locaux ont favorisé les rapprochements entre la communauté italienne et le Parti républicain. D'abord, l'auteur

rappelle la grande séduction à l'endroit de l'électorat d'origine italienne instaurée par les deux leaders du Parti républicain de New Haven au début du XX<sup>e</sup> siècle, Louis et Isaac Ullman. Parmi les tactiques employées par les Républicains pour attirer le vote des membres de la communauté italienne, notons le fait de les aider à obtenir leur reconnaissance de citoyenneté, de leur trouver des emplois, d'utiliser leur influence politique pour leur éviter des ennuis légaux ou administratifs, etc. Bref, ils ont eu recours à des stratégies de communication politique directe, c'est-à-dire à des tactiques communicationnelles qui n'utilisent pas le recours aux médias, mais qui privilégient les contacts interpersonnels, le but visé étant de toucher personnellement et directement chacun des électeurs. De plus, la présentation d'un candidat d'origine italienne aux élections municipales par le Parti républicain a eu pour effet de consolider de façon magistrale les appuis des électeurs d'origine italienne envers le Parti républicain.

Le cas de New Haven confirmerait d'une part les deux prémisses de Wolfinger mais surtout, il serait en contradiction avec la théorie de l'assimilation. En effet, pour Wolfinger, la théorie de l'assimilation néglige de prendre en compte le fait que, peu importe la force du sentiment d'identité ethnique qui occupe un individu, son influence ne se fera sentir sur le vote que si l'individu est en mesure de voir un lien entre son identité et le choix électoral qu'il doit faire. Pour expli-

quer le phénomène observé à New Haven, l'auteur propose un nouveau modèle explicatif, la théorie de la mobilisation. La théorie de la mobilisation combine l'intensité de l'identité ethnique et le degré d'intérêts ethniques présentés durant l'élection. Pour l'auteur, le meilleur intérêt ethnique réside dans la présentation d'un candidat lui-même issu du groupe culturel. Selon lui, pour que cette stratégie soit véritablement efficace, il faut également tenir compte du statut général du groupe ethnique. En effet, celui-ci doit posséder suffisamment d'habiletés politiques et d'influence pour pouvoir avoir un véritable impact sur l'issue de l'élection. Pour Wolfinger, ce phénomène ne peut se produire de façon véritablement efficace que si le groupe ethnique a « produit » une classe moyenne, c'est-à-dire au moment où la communauté est habituellement rendue à une immigration de deuxième ou de troisième génération. Le vote ethnique ne serait donc pas ici la prérogative des immigrants de première génération, comme dans la théorie de l'assimilation, mais davantage des groupes d'immigrants des générations suivantes : « (...) it does say that, in a given political arena, and for a given nationality group, the development of voting solidarity requires a middle class; and that such alignments are more durable than the political candidacies that produce them » (Wolfinger, 1965, p. 905).

Parenti (1967) reprend dans son étude les explications de Wolfinger sur le comportement électoral des membres des minorités culturelles.

Si Parenti accepte les prémisses de Wolfinger sur le vote ethnique, il ne croit toutefois pas que Wolfinger pose correctement le problème du rapport entre l'assimilation et le vote des immigrants. Parenti croit en effet que, même après plusieurs générations, l'assimilation des immigrants au sein de la société d'accueil n'est pas chose faite et que, conséquemment, cette réalité se reflète dans leur comportement électoral : « And the question, why do ethnics continue to vote as ethnics despite increasing assimilation, becomes the wrong one to ask – because the answer may simply be that minorities are not assimilating » (Parenti, 1967, p.718). Selon l'auteur, les immigrants auraient peut-être vécu une acculturation, mais non une assimilation : les immigrants (et leurs enfants particulièrement) se sont davantage intégrés culturellement à la société américaine. Ils ont adapté des pratiques et des croyances de la culture américaine, mais ils n'ont pas nécessairement développé des liens sociaux avec les membres de leur société d'accueil.

Dès sa naissance, un individu est appelé à répondre à des indices culturels qui viennent forger la structure de sa personnalité, dont l'identité ethnique est l'un des traits importants (Parenti, 1967). Selon Parenti, plusieurs facteurs expliquent la durabilité de cette identification. D'abord, malgré les contacts sociaux extérieurs à sa culture qu'un individu peut avoir, l'attachement filial, le nom de famille de l'individu et ses expériences au sein de son groupe ethnique sont déterminants

et peuvent implanter chez l'individu une socialisation première, voire une certaine fierté face à ses origines ethniques. L'identité ethnique peut contribuer à la construction par un individu de ce qu'il est. Le contact avec la société d'accueil, même s'il est fait dans la plus totale harmonie, ne peut que renvoyer l'individu à sa propre marginalité :

Even if full social acceptance is won without serious encounters with bigotry, it is unlikely that from childhood to adulthood one will have escaped a realization that some kind of stigma is attached to one's minority identity, that one is in some way 'marginal'. (Parenti, 1967, p. 723).

La compréhension des mécanismes d'identification ethnique apparaît, pour Parenti, essentielle en communication politique. Dans sa conclusion, l'auteur démontre que les particularités ethniques doivent être prise en considération par les politiciens dans leurs discours : « The political practitioner who chooses to ignore the web of formal and informal ethnic sub-structures on the presumption that such groupings are a thing of the past does so at his own risk » (Parenti, 1967, p. 725). Il s'agit également pour les politiciens et leurs stratégies de trouver les moyens les plus utiles et les plus efficaces pour joindre d'une façon toute particulière cette partie de la population. Il apparaît selon les conclusions de Parenti que des tactiques communicationnelles doivent être spécifiquement développées pour

joindre les groupes culturels parce que leur rapport à leur spécificité ethnique fait en sorte que l'on ne peut pas les joindre en utilisant les mêmes outils que l'on utiliserait pour joindre les citoyens issus de la culture majoritaire

### **Les techniques de communication politique reposant sur les relations interpersonnelles**

Dans son analyse du développement du vote ethnique, Parenti (1967) est d'avis que les politiciens doivent absolument prendre en compte la particularité des membres des minorités culturelles s'ils veulent réussir à établir un véritable dialogue avec eux. Il est d'avis que le moyen le plus efficace et le moins coûteux pour un candidat de joindre l'électorat ethnique minoritaire est d'utiliser les réseaux formels et informels des membres de la communauté culturelle dont il fait partie : « (...) reaching the people is often a matter of reaching particular people who themselves can reach, or help him reach, still other people » (Parenti, 1967, p.725). Ainsi, les politiciens peuvent être amenés à cibler par leurs actions médiatiques certains membres des minorités culturelles qui vont eux-mêmes joindre d'autres individus au sein de la communauté.

La communication interpersonnelle est en soi un élément de recherche important de la communication politique. Selon Trent et Friedenberg (1995), ce moyen communicationnel est particulièrement utilisé dans les cas où il y a un manque d'information sur le candidat ou sur ses prop-

ositions politiques dans les médias. L'un des avantages principaux de la communication interpersonnelle sur la communication de masse est la possibilité de rétroaction directe qu'elle offre. Les interlocuteurs sont en effet en mesure de se donner une rétroaction continue sur la conversation en cours.

Cette technique communicationnelle n'est pas sans rappeler la théorie de la communication en deux étapes (*two-step flow*) élaborée par Lazarsfeld. Dans *The People's Choice*, une étude de 1944 portant sur les élections américaines présidentielles de 1940, l'auteur devait étudier les facteurs qui déterminaient le vote chez les électeurs (dans Katz, 1973). Or, on a surtout retenu de l'étude de Lazarsfeld son analyse des effets limités des médias, idée qui s'est traduite par la théorie de la communication en deux étapes (Ostbye, 2002).

Selon cette théorie, les messages passeraient des médias à des leaders d'opinion qui passeraient à leur tour le message à des membres de leurs groupes sociaux. Cette théorie repose sur plusieurs constats émanant d'abord de l'étude réalisée dans *The People's Choice*. D'abord, on a découvert que les répondants qui avaient fait leur choix électoral en toute fin de campagne seulement et ceux qui avaient changé leur intention de vote en cours de campagne avaient agi d'une telle façon après avoir subi une certaine influence de la part d'une personne de leur entourage (membre de la famille ou ami) (Katz, 1973). De même, on a re-

marqué que les répondants participaient davantage à des discussions sur le thème de la politique qu'ils n'écoutaient un discours électoral ou qu'ils ne lisaient un éditorial sur la politique : « De tout ceci, les auteurs concluent que les contacts personnels semblent avoir une influence à la fois plus fréquente et plus efficace que les mass media sur les choix des autres » (Katz, 1973, p. 288).

Si la théorie de la communication en deux étapes a été contestée et modifiée à quelques reprises, il n'en demeure pas moins que plusieurs chercheurs en communication politique s'en sont servis comme point de départ à leurs travaux. C'est notamment le cas de Robinson (1976), qui a découvert l'influence que pouvait avoir une personne très attentive aux médias sur une autre qui ne l'était pas. Un tel scénario serait typique chez certaines familles nucléaires américaines d'après les travaux de Robinson :

Robinson does find one situation in which the basic two-step flow scenario of a downward communication flow still takes place (...) Husbands and wives seem to have more influence on each other's votes than do other conversational partners. Moreover, Robinson reports that generally the husband is more attentive to politics and plays the influential role in deliberations with his wife. (Trent & Friedenberg, 1995, p. 258)

À la lumière de ces travaux, on peut penser qu'un tel phénomène

peut également se produire au sein de certaines communautés culturelles minoritaires. À ce propos, l'efficacité de l'utilisation de techniques de communication directe dans la diffusion de messages politiques au sein des membres de minorités culturelles a été étudiée notamment par Shaw et al. (2000) et par Michelson (2003), qui se sont surtout penchés sur la question de la participation électorale des Latino-Américains aux États-Unis.

Shaw et al. (2000) ont constaté que les électeurs d'origine latino-américaine qui avaient le plus participé aux élections présidentielles de 2000 étaient ceux qui avaient eu des contacts directs avec des personnes d'origine latino-américaine membres de groupes de mobilisation visant la participation électorale massive des immigrants. Shaw *et al.* sont catégoriques quant à la ressemblance qui doit exister entre les leaders d'opinion et ceux que l'on souhaite influencer. Selon cette étude, pour être efficace, le message de mobilisation devait provenir de membres de la communauté latino-américaine elle-même. Plus encore, on a remarqué que les citoyens qui n'étaient pas d'origine latino-américaine ne se voyaient pas influencés de façon significative par la mobilisation directe, ce qui renforce l'idée de l'influence particulière de cette technique communicationnelle auprès des groupes latino-américains (Shaw et al., 2000).

Michelson (2003) s'intéresse elle aussi à l'efficacité des techniques di-

rectes de communication politique en situation interculturelle. Pour Michelson, il est étonnant de constater que les taux de participation électorale des immigrants d'origine latino-américaine ne sont pas aussi élevés que les immigrants d'autres origines. L'auteure se demande si ce résultat s'explique par un mauvais choix de tactiques communicationnelles de la part des partis. Michelson pose l'hypothèse que le retour à d'anciennes tactiques communicationnelles réalisées en face à face (canvassing) pourrait permettre une plus grande participation électorale des membres de la communauté latino-américaine : « If the decline of political machines, and the concurrent decline in traditional voter mobilization tactics, is partially responsible for low rates of Latino political participation, then the use of such tactics should have a significant impact on turnout » (Michelson, 2003, p. 248).

L'auteure a donc choisi de réaliser une étude expérimentale consistant en une campagne de sensibilisation, réalisée par porte-à-porte, à propos de l'importance d'aller voter aux élections scolaires du Dos Palos-Oro Loma Unified School District (Californie). Les personnes en charge du porte-à-porte étaient 30 étudiants bilingues (10 hommes et 20 femmes) de la California State University, tous d'origine latino-américaine.

Les résultats de l'étude semblent confirmer l'importance du contact direct avec des personnes issues du même groupe ethnique dans l'acceptation d'un message politique.

En général, les Latino-Américains rencontrés ont plus souvent voté que ceux non rencontrés : « This suggests that it is not so much a matter of convincing Latinos that it is important for them to participate but that they need only to be asked » (Michelson, 2003, p.258).

Les études citées dans cette partie (Michelson, 2003; Shaw et al., 2000; Parenti, 1967) semblent démontrer l'efficacité des techniques de communication directe sur la persuasion des électeurs issus de l'immigration. Il faut toutefois considérer les points négatifs de l'utilisation de telles tactiques communicationnelles. D'une part, il est difficile pour les partis de déléguer suffisamment de personnes membres des minorités culturelles afin qu'elles rencontrent un nombre important de leurs concitoyens. D'autre part, en utilisant une telle technique, les partis politiques perdent le contrôle du message et ne peuvent s'assurer que tous les porte-paroles le diffuseront correctement.

### **Les techniques de communication politique reposant sur l'utilisation des médias de masse**

Certains auteurs ont plutôt tenté d'identifier les rapports entre les techniques de communication reposant sur l'utilisation des médias de masse et le comportement des électeurs issus de l'immigration. D'abord, il semble que les médias de masse soient essentiels à la diffusion auprès des immigrants et à la compréhension par ceux-ci des principaux enjeux politiques portés

par les partis. Pour Chaffee, Nass et Yang (1990), les immigrants qui s'installent dans un nouveau pays d'accueil ne peuvent pas participer immédiatement au processus politique : ils doivent d'abord l'apprivoiser et les médias de masse semblent être le médium idéal pour amorcer cet apprentissage. D'après les conclusions de Chaffee, Nass et Yang, la télévision jouerait un rôle de premier plan dans cette incursion dans le monde politique. En effet, les immigrants ne seraient pas préparés à lire les journaux produits par les médias de la société d'accueil et il serait plus facile de regarder et de comprendre les faits politiques tels qu'ils sont présentés à la télévision que lorsqu'ils sont noyés dans une mer de détails dans les journaux. La télévision permettrait donc un compromis intéressant, tout particulièrement, selon Chaffee, Nass et Yang, pour les personnes qui ne connaissent pas le système politique américain ou pour celles qui ne maîtrisent pas l'anglais.

Martinelli et Chaffee (1995) abondent dans le même sens que Chaffee, Nass et Yang à propos de l'importance des médias de masse comme source d'information politique qui oriente les décisions des nouveaux électeurs. À l'aide d'un questionnaire auto-administré, les auteurs ont pu comparer l'influence de divers médias sur les connaissances politiques des immigrants interrogés. Leurs résultats confirment ceux de Chaffee, Nass et Yang sur la supériorité de la télévision comme média de référence pour les immigrants. Martinelli et Chaffee-

notent toutefois l'efficacité accrue des publicités télévisées comme moyen communicationnel permettant d'informer les citoyens issus de l'immigration des principaux enjeux d'une campagne. Cet outil aurait donc une fonction informationnelle mais également une fonction persuasive, puisque les immigrants peuvent prendre connaissance des positions des partis sur divers enjeux puis éventuellement se laisser convaincre par l'une ou l'autre des options proposées.

Dans cette perspective, DeFrancesco Soto et Merolla (2006) ont cherché à évaluer l'efficacité des publicités politiques télévisées à mobiliser l'électorat d'une certaine ethnicité autour d'un parti. De façon plus précise, elles ont voulu savoir si les publicités orientées spécialement vers les membres de la communauté latino-américaine avaient un effet direct et distinct sur le comportement politique de ceux-ci. Pour répondre à ces questions, DeFrancesco Soto et Merolla ont utilisé des données provenant du *Campaign Media Analysis Group* à propos des publicités politiques recueillies durant les élections présidentielles américaines de 2000 de même que des données provenant du *National Annenberg Election Survey* de la même année.

Les publicités politiques ne facilitent pas l'implication et la mobilisation du citoyen de la même façon que les contacts directs. Pour DeFrancesco Soto et Merolla, il n'en demeure pas moins qu'elles peuvent tout de même faciliter la mobilisation, notamment parce qu'elles

facilitent le processus de recherche d'information du citoyen. Les publicités donnent en effet des informations sur les attitudes politiques et sur les habiletés des candidats qui se présentent. Elles pourraient également selon les auteures augmenter l'intérêt autour des enjeux de la campagne et ultimement favoriser la participation.

DeFrancesco Soto et Merolla croient également que le type de publicité peut avoir une influence sur la mobilisation. Ainsi, elles s'en remettent à une étude conduite par Clinton et Lapinski (2004, dans DeFrancesco Soto et Merolla, 2006) selon laquelle les publicités politiques tentent d'attirer l'attention des électeurs en activant des prédispositions qu'ils possèdent déjà. Pour ce faire, les stratèges politiques segmentent la population selon des variables démographiques, sociales ou ethniques et réalisent des publicités s'adressant à ces segments.

Les résultats de l'étude ont démontré que les publicités en espagnol étaient celles qui avaient le plus grand impact sur la participation électorale des électeurs d'origine latino-américaine. On remarque également que les publicités non ciblées diffusées en anglais ont un effet de démobilisation tout particulièrement chez les électeurs dont la langue principale est l'espagnol. Selon les auteures, un tel résultat pourrait indiquer un manque d'identification ou un rejet de l'identification avec les symboles de la société dominante. Dans une proportion moins forte, il semble également que l'on assisterait

à une démobilisation chez les Latino-Américains dont la langue principale est l'anglais lorsque ceux-ci se retrouvent devant des publicités produites en espagnol (DeFrancesco Soto et Merolla, 2006).

Pour DeFrancesco Soto et Merolla, les résultats de cette étude sont multiples pour les partis politiques. En effet, les partis devront être alertes face aux gains qu'ils peuvent faire en présentant un certain type de publicité (par exemple, des publicités en espagnol) parce que ces gains peuvent également être contrecarrés par des influences négatives chez d'autres personnes au profil différent : « In other words, the parties would be wise to work toward generating campaign media strategies that have more uniform effects and are no zero-sum in their effects upon different language groups » (DeFrancesco Soto et Merolla, 2006, p. 301).

## **Conclusion**

Sur le plan fondamental, la communication politique en contexte interculturel peut ne pas sembler différente de celle qui cherche à joindre les électeurs issus de la société d'accueil. En effet, dans les deux cas, il s'agit d'un processus de dialogue constant entre les politiciens et les électeurs. Nous avons montré qu'il existe toutefois des différences entre ces deux contextes communicationnels, la principale étant que, en situation de communication interculturelle, les politiciens s'adressent à des citoyens particuliers qui ont certaines préoccupations similaires à leurs concitoyens de la

société d'accueil, mais également un vécu différent et des problèmes spécifiques. Les études présentées semblent toutes conclure à l'importance de reconnaître cette distinction, tant pour favoriser la participation électorale des immigrants que pour les inciter à voter pour un parti plutôt qu'un autre. Par ailleurs, les études présentées ci-dessus démontrent l'importance des techniques de communication de masse pour diffuser l'information, alors que les techniques de communication directe seraient plus utiles pour persuader l'électeur de la pertinence d'un enjeu ou du bien-fondé des propositions d'un parti politique.

Les études sur la communication politique en situation interculturelle sont encore jeunes. La plupart d'entre elles se sont exclusivement concentrées sur le cas de la communauté latino-américaine aux États-Unis. Au Québec et au Canada, les études en science politique se sont surtout attardées à étudier la représentativité des mi-

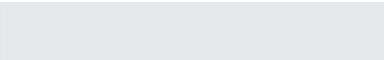
norités ethniques dans les sphères politiques canadiennes de même que la participation électorale des électeurs de minorités ethniques (Lapp, 2001; Pelletier, 1989; Simard, 1999, 2001). Les relations entre la communication politique et les comportements électoraux demeurent encore toutefois bien peu étudiées. Pourtant, le sujet demeure un enjeu important tant pour les partis politiques, qui devront inévitablement convaincre les électeurs issus de l'immigration du bien-fondé de leurs propositions, que pour les institutions démocratiques, qui doivent compter sur la participation de tous les citoyens pour assurer la bonne marche du système. Voilà donc un défi de taille pour les spécialistes de la communication, dont la participation à ce défrichage intellectuel et empirique apparaît essentielle dans un monde où la communication est pour plusieurs la base épistémologique des études électorales (Trent & Friedenber, 1995).

## LISTE DE RÉFÉRENCES

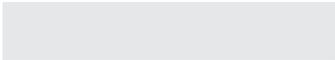
- CHAFFE, S., NASS, C. & YANG, S.-M. (1990). The bridging role of television in immigrant political socialization. *Human Communication Research*, 17(2), 266-288.
- CIToyenneté ET IMMIGRATION CANADA. (2008). *Résidents permanents selon la catégorie*. Consulté le 7 octobre 2008 à [<http://www.cic.gc.ca/francais/ressources/statistiques/faits2007/permanents/01.asp>.]
- CORNWELL, E. (1960). Party absorption of ethnic groups: the case of Providence, Rhode Island. *Social Forces*, 38(3), 205-210.
- DAHL, R. (1963). *Who Governs?* New Haven : Yale University Press.

- DEFRANCESCO SOTO, V. & MEROLLA, J. (2006). Vota por tu futuro : Partisan mobilization of Latino voters in the 2000 presidential election. *Political Behavior*, 28, 285-304.
- KATZ, E. (1973). Les deux étages de la communication. Trad. de l'anglais. Dans F. Balle et J.-G. Padioleau (dir.), *Sociologie de l'information : Textes fondamentaux* (pp. 285-304). Paris : Librairie Larousse.
- LAPP, M. (1999). Ethnic group leaders and the mobilization of voter turnout: Evidence from five Montreal communities. *Canadian Ethnic Studies*, 31(2), 17-42
- MARTINELLI, K. & CHAFFE, S. (1995). Measuring new-voter learning via three channels of political information. *Journalism and Mass Communication Quarterly*, 72(1), 18-32.
- MICHELSON, M. (2003). Getting out the Latino vote: How door-to-door canvassing influences voter turnout in rural Central California. *Political Behavior*, 25(3), 247-263.
- MICHELSON, M. (2005). Does ethnicity trump party? Competing vote cues. *Journal of Political Marketing*, 4(4), 1-25.
- MILLER, A. (1971). Ethnicity and political behavior: A review of theories and an attempt at reformulation. *The Western Political Quarterly*, 24(3), 483-500.
- OSTBYE, H. (2002). The two-step flow of communication hypothesis. Dans Larsen, S. U. (dir.). *Theory and methods in the social sciences*. New York : Columbia University Press.
- PARENTI, M. (1967). Ethnic politics and the persistence of ethnic identification. *The American Political Science Review*, 61(3), 717-726.
- PELLETIER, A. (1989). Ethnie et politique : La représentation des groupes ethniques et des minorités visibles à la Chambre des communes. Dans Megyery, K. (dir.). *Minorités visibles, communautés ethno-culturelles et politique canadienne. La question de l'accessibilité* (pp. 111-178). Montréal : Wilson et Lafleur.
- ROBINSON, J. (1976). Interpersonal influence in election campaigns: Two-step flow hypotheses. *Public Opinion Quarterly*, 40(3), 304-319.
- SHAW, D., DE LA GARZA, R. & LEE, J. (2000). Examining Latino turnout in 1996: A three-State, validated survey approach. *The American Journal of Political Science*, 44(2), 332-340.
- SIMARD, C. (1999). *La représentation politique des élus issus des groupes ethniques minoritaires à Montréal*. Montréal : Chaire Concordia-UQAM en études ethniques, Cahiers de recherche, 8.
- SIMARD, C. (2001). *La représentation des groupes ethniques et des minorités visibles au niveau municipal : candidats et élus*. Montréal : Rapport remis au Conseil des relations interculturelles, Immigration et Métropoles.
- STASIULIS, D. et ABU-LABAN, Y. (1991). Partis et partis pris – La représentation des groupes ethniques en politique canadienne. Dans Megyery, K. (dir.). *Minorités visibles, communautés ethno-culturelles et politique canadienne – La question de l'accessibilité* (pp. 3-110). Montréal : Wilson et Lafleur.

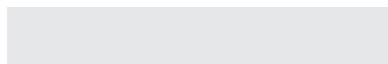
- TOGEBY, L. (1999). Migrants at the polls: An analysis of immigrant and refugee participation in Danish local elections. *Journal of Ethnic and Migration Studies*, 25(4), 665-684
- TRENT, J. & FRIEDENBERG, R. (1995). *Political campaign communication*. Wesport : Praeger Publishers.
- WOLFINGER, R. (1965). *The development and persistence of ethnic voting*. *The American Political Science Review*, 59(4), 896 -908.



Section 3  
**USAGES ET  
TECHNOLOGIES**



**Gabrielle Silva Mota DRUMOND et Jean-Claude DOMENGET**  
L'étude des usages : une entrevue



**Florence MILLERAND**  
Usages des NTIC : Les approches de la diffusion, de l'innovation et  
de l'appropriation (1<sup>re</sup> partie) (1998)

## L'étude des usages : une entrevue

**Gabrielle Silva Moto  
DRUMOND**

**Jean-Claude DOMENGET**

La réflexion sur l'évolution des pratiques aux niveaux social, économique et politique repositionnerait l'étude des usages et permettrait de saisir les comportements microsociaux et les tendances macrosociales (Millerand, 1998, p. 7). Dans son ouvrage « Usages des NTIC : les approches de la diffusion, de l'innovation et de l'appropriation (1re partie) », Millerand expose les intentions des chercheuses et des chercheurs en Sociologie des usages, à cette époque, d'allier les analyses des micro et des macro contextes afin de mener de recherches qui rendent compte de la complexité des usages des technologies de l'information et de la communication.

**Gabrielle Silva Mota Drumond (G.D.)**—Avons-nous actuellement des appareillages conceptuels et méthodologiques complexes qui nous permettent d'analyser les niveaux micro et macro dans l'étude des usages des TIC ? Quels sont ces appareillages ? Comment les différentes vagues de la Sociologie des usages nous ont-elles permises de développer des études d'une telle complexité ?

**Jean-Claude Domenget (J.C.D.)**—Les questions de la complexité et du passage entre niveaux micro et macro renvoient tous les deux aux ambitions des chercheurs et chercheuses lorsqu'ils entreprennent une approche d'usages. Il ne s'agit pas de

rester uniquement à un niveau micro d'analyse de l'utilisation d'une NTIC en particulier, d'un dispositif socionumérique de communication pris isolément, mais de l'inscrire dans une analyse de pratiques sociales plus larges, afin de tenir compte de « l'épaisseur sociale » des usages. De tels limites ou « garde-fous » ont été maintes fois soulignés par les fondateurs de la sociologie des usages (Chambat, 1994 ; Jouët, 2000, 2011 ; Jauréguiberry, 2008). Ces points d'analyse questionnent également les relations entre les approches d'usages et d'autres courants de recherche, lesquels se heurtent aux mêmes problèmes de l'articulation de niveaux et de la complexité : approches dispositives (Monnoyer-Smith, 2013), approches sociotechniques (Akrich, Callon, Latour, 2006 ; Coutant, 2015).

De nombreux programmes complexes ont nourri l'histoire des approches d'usages, notamment l'approche sociopolitique (Vedel, 1994), l'approche critique (Granjon, 2004, 2012) ou encore les différentes pistes de dialogue avec d'autres courants de recherche dans le but de construire une théorie des usages (Proulx, 2005 ; Jauréguiberry et Proulx, 2011). Afin que ces programmes ambitieux ne restent pas lettre morte, nous avons proposé de mieux situer l'objectif d'une recherche dans une perspective de montée en généralité, à travers la proposition d'un cadre épistémologique d'analyse des usages (Coutant, Domenget, 2014).

Aujourd'hui, nous disposons de nombreux concepts dans les approches d'usages afin d'analyser la complexité d'une situation et d'articuler les niveaux d'études. Je pense notamment au concept d'appropriation, central dans les recherches faisant partie de la 1<sup>re</sup> topique des approches d'usages (Jauréguiberry et Proulx, 2011). La 2<sup>e</sup> partie du texte de Florence Millerand (1999) en propose une excellente synthèse, en soulignant comment l'inscription de l'usage d'un objet technique au sein d'une pratique individuelle ou sociale est caractéristique de l'appropriation sociale des TIC. Autre concept que j'aime à mobiliser, celui de généalogie des usages (Mallein et Toussaint, 1994) qui s'inscrit dans une approche sociohistorique des usages (2<sup>e</sup> topique). Il permet d'intégrer le temps long dans l'analyse, de prendre en compte les « trajectoires d'usages » entre les objets techniques ou les enjeux de pouvoir au moment de l'introduction d'une TIC, en fonction du contexte social ou organisationnel donné. Sans oublier bien sûr le concept de double médiation sociotechnique (Jouët, 1993) qui permet de mettre à distance le déterminisme technique et de remettre en question la construction de nouvelles pratiques sociales. Car le questionnement a évolué, caractérisant un processus de dissémination de la sociologie des usages dans le courant interdisciplinaire des SIC (Jouët, 2015) et l'émergence de nouvelles thématiques (les travaux sur les sites communautaires et sur les médias sociaux, les différentes figures de

l'identité numérique, le matérialisme numérique, etc.).

G.D.—Quels sont les plus grands défis rencontrés actuellement par les chercheuses et les chercheurs qui font des recherches sur les usages des technologies numériques, que ce soit aux niveaux épistémologique et méthodologique ?

J.C.D.—Les approches d'usages ont toujours posé des défis épistémologiques et méthodologiques aux chercheuses et aux chercheurs. Sur ce point, le texte de Florence Millerand reprenait l'évolution soulignée par Pierre Chabot (1994), à savoir la formation de courants spécialisés, éclairant chacun une partie des questions soulevées par les programmes évoqués précédemment (un modèle diffusionniste, concentré sur l'offre disponible et le taux d'équipement ; un modèle macrosocial, focalisé sur les imaginaires convoqués dans les discours d'accompagnement des TIC et un modèle de l'appropriation, s'intéressant au sens que donnent les usagers à leurs pratiques.). De nos jours, les enjeux épistémologiques et méthodologiques ont évolué. Ils soulignent le renouvellement des approches d'usages liés aux technologies numériques.

D'un point de vue épistémologique, j'ai déjà évoqué la nécessité de situer son apport (conceptuel, descriptif, théorique). L'interrogation principale peut être résumée ainsi : les concepts phares des approches d'usage sont-ils toujours pertinents compte tenu des changements de contextes, de dispositifs, de questions de recherche ?

Pour donner un exemple, la continuité d'un usage a été la condition afin d'analyser le processus complexe d'appropriation. Aujourd'hui face à des dispositifs instables par conception (Garud, Jain et Tuertscher, 2008 ; Latzko-Toth, 2014), de telles approches en matière de continuité restent-elles pertinentes ? Ne faut-il pas au contraire, analyser les dynamiques, les variations des usages constitutives des pratiques sociales ou des identités en ligne ?

D'un point de vue méthodologique, nous vivons une période charnière au cours de laquelle une profusion de méthodes et de techniques d'enquête sont à notre disposition. Les techniques « classiques » d'observation participante et d'entretiens de type compréhensifs ont fait leurs preuves. Elles sont indispensables pour contextualiser les usages observés. Le recueil de traces d'usage est aujourd'hui plus accessible et permet d'analyser les usages sur une certaine durée. Des méthodes « hybrides » invitent à une coanalyse avec les usagers, à partir justement de leurs traces d'usages. Ainsi, en fonction de leurs objectifs de recherche, les chercheuses et les chercheurs ont à leur disposition un ensemble de méthodes efficaces, leur permettant une analyse complexe du web (Barats, 2016) ou plus spécifiquement des médias socationumériques (Sloan et Quan-Haase, 2017).

G.D.—A l'heure actuelle, nous voyons de plus en plus l'emploi de technologies de Big Data qui suivent et surveillent les usages en ligne ainsi que modifient l'ordre de circu-

lation des contenus en fonction de plusieurs facteurs, comme le comportement des usagers en ligne. Le traitement des « méga données » est devenu de plus en plus présent dans la relation entre les objets, les contenus et les usagers. Parallèlement à cela, dans l'évolution des approches théoriques et méthodologiques de la Sociologie des usages, on peut remarquer un déplacement des intérêts de recherche vers les usagers, ce qui peut être observé dans le recours croissant aux méthodes ethnographique ou microsociologique (Millerand, 1998, p. 8). Ce déplacement se ressemblerait aux à celui retrouvé dans la sociologie des médias de masse et marqué par la montée des analyses de la réception, au détriment des analyses des effets (Ibid.). Dans ce contexte où nous voyons la montée des recherches issues des *Algorithm Studies*, des *Software Studies* et des *Surveillance Studies*, pourrions-nous penser à un nouveau déplacement des intérêts de recherche vers les technologies ? Comment est-ce que cela peut marquer l'évolution de la Sociologie des usages en ce qui concerne notamment les objets d'études et les méthodes de recherche ?

J.C.D.—Cette question permet d'aborder le mouvement de va-et-vient entre un intérêt plutôt situé autour des usagers, de leurs comportements, avec des analyses en termes de significations d'usages (Mallein et Toussaint, 1994) ou actuellement en termes identitaires, et un autre pôle, constitué des approches technologiques, concer-

nant hier les NTIC et aujourd'hui la matérialité des dispositifs, à laquelle sont associés les big data. La tendance actuelle est clairement marquée par un fort pouvoir d'attirance du second pôle, au risque encore une fois de perdre l'épaisseur sociale des usages.

Pour ne pas tomber dans une nouvelle forme de déterminisme technique, les approches d'usages doivent garder une position d'entre-deux dans le questionnement lié au « tournant » du numérique. Ainsi, parmi les objets de recherche récents, les systèmes de recommandation (Chartron, Saleh, Kembellec, 2014) et les logiques de prescription associées<sup>1</sup> suscitent de nombreuses recherches. Il est alors utile d'interroger les significations des pratiques des usagers associées aux procédés de prescription et aux dispositifs de recommandation.

Plus largement, cette vague de recherche est marquée par des questions liées aux *big data*, aux algorithmes et au *machine learning*. Encore une fois, l'ancrage épistémologique des approches d'usage, le souci maintes fois souligné de prendre en

compte les usagers doit permettre d'éviter une attirance exclusive vers le tout technique, d'autant plus que la promesse d'anticipation des comportements humains, derrière les algorithmes et le *machine learning*, relève en fait de calcul probabiliste à partir de comportements anciens (Cardon, 2015).

Les systèmes de recommandation, les logiques de prescription, voire la « prescription » des usages caractérisent les technologies numériques. Pourtant les tactiques des usagers persistent, déjouant les stratégies des plates-formes. Vous aurez reconnu la référence à de Certeau (1990) dont la fulgurance des analyses reste une source d'inspiration pour « donner la parole » aux usagers.

En tout cas, la situation actuelle tend clairement vers une hégémonie des approches macro-sociologiques s'appuyant sur les big data. Face à ce risque, des voix se font déjà entendre pour réintégrer de l'épaisseur sociale et travailler plutôt des thick data (Latzko-Toth, Bonneau, Millette, 2017).

---

1 Voir à ce sujet, le numéro 49 de la revue *Études de communication* consacré à « Prescription et recommandation : agir et faire agir ? » (2017).

## LISTE DE RÉFÉRENCES

- AKRICH, M., CALLON, M. et LATOUR, B. (2006). *Sociologie de la traduction. Textes fondateurs*. Paris : Presses des Mines.
- BARATS, C. (dir.). (2016). *Manuel d'analyse du web en Sciences Humaines et Sociales* (2e éd.). Paris : Armand Colin.
- CARDON, D. (2015). *A quoi rêvent les algorithmes. Nos vies à l'heure des big data*. Paris : Seuil.
- CERTEAU de, M. (1990). *L'invention du quotidien, tome 1 : arts de faire*. Paris : Gallimard.
- CHAMBAT, P. (1994). Usages des technologies de l'information et de la communication (TIC) : évolution des problématiques, *Technologies de l'information et société*, 6(3), 249-269.
- CHARTRON, G., SALEH, I. et KEMBELLE, G. (dir.). (2014). *Les systèmes de recommandation*. Paris : Hermès Science.
- COUTANT, A. (2015). Les approches sociotechniques dans la sociologie des usages en SIC. *Revue française des sciences de l'information et de la communication*, (6). Repéré à <https://rfsic.revues.org/1271>
- COUTANT, A. et DOMENGET, J.-C. (2014). Un cadre épistémologique pour enquêter sur les dispositifs sociotechniques d'information et de communication. Dans D. Douyère et H. Bourdeloie (dir.), *Méthodologies d'information et de communication* (pp. 231-253). Paris : Mare & Martin.
- GARUD R., JAIN S. et TUERTSCHER P. (2008). *Incomplete by Design and Designing for Incompleteness*. *Organization Studies*, 29(3), 351-371.
- GRANJON F. (2004). *De quelques éléments programmatiques pour une sociologie critique des usages sociaux des TIC. Communication présentée à la journée d'étude les rapports société-technique du point de vue des sciences de l'homme et de la société*, Rennes. Repéré à [https://halshs.archives-ouvertes.fr/sic\\_00001136/document](https://halshs.archives-ouvertes.fr/sic_00001136/document)
- GRANJON, F. (2012). *Reconnaissance et usages d'Internet. Une sociologie critique des pratiques de l'informatique connectée*. Paris : Presses des Mines.
- JAURÉGUIBERRY F. (2008, juillet). *Sociologie des usages des technologies de la communication*. « L'école française » des années 80. Actes du 18e congrès des sociologues de langue française (AISLF) (pp. 12-18), Istanbul.
- JAURÉGUIBERRY F. et PROULX S. (2011). *Usages et enjeux des technologies de communication*. Toulouse : Éditions Érès.
- JOUËT, J. (1993). Pratiques de communication et figures de la médiation. *Réseaux*, 60, 99-120.
- JOUËT J. (2000). Retour critique sur la sociologie des usages. *Réseaux*, 100, 486-521.
- JOUËT, J. (2011). Des usages de la télématique aux Internet Studies. Dans J. Denouël et F. Granjon (dir), *Communiquer à l'ère numérique : Regards croisés sur la sociologie des usages* (pp. 45-90). Paris : Presses des Mines.

- JOUËT, J. (2015). De l'enfance à la maturité : « la sociologie des usages » des technologies de communication. Dans C. Paradeise, D. Lorrain et D. Demazière (dir.), *Les sociologies françaises. Héritages et perspectives 1960 – 2010* (pp. 585-597). Rennes : Presses universitaires de Rennes.
- LATZKO-TOTH, G. (2014). La contribution des usagers au développement des médias numériques. In S. Proulx, J. L. Garcia et L. Heaton (dir.), *La contribution en ligne. Pratiques participatives à l'ère du capitalisme informationnel* (pp. 129-141). Québec : Presses de l'Université du Québec
- LATZKO-TOTH, G., BONNEAU, C. et MILLETTE, J. (2017). Small Data, Thick Data: Thickening Strategies for Trace-Based Social Media Research. In L. Sloan et A. Quan-Haase (dir.), *The SAGE handbook of Social Media Research Methods* (pp. 199-214). London : Sage.
- MALLEIN, P. et TOUSSAINT, Y. (1994). L'intégration sociale des TIC : une sociologie des usages. *Technologie de l'Information et Société*, 6 (4), 315-335.
- MILLERAND, F. (1999). Usages des NTIC : les approches de la diffusion, de l'innovation et de l'appropriation (2e partie), *COMMposite*, 1. Repéré à <http://www.composite.org/index.php/revue/article/view/17/16>
- MONNOYER-SMITH, L. (2013). Le Web comme dispositif : comment appréhender le complexe ? Dans C. Barats (dir.), *Manuel d'analyse du web en Sciences Humaines et Sociales* (pp. 11-30). Paris : Armand Colin.
- PROULX, S. (2005). Penser les usages des technologies de l'information et de la communication aujourd'hui : enjeux – modèles – tendances. Dans L. Viera et N. Pinède (dir.), *Enjeux et usages des TIC : aspects sociaux et culturels, tome 1* (pp. 7-20). Bordeaux : PUB.
- SLOAN, L., QUAN-HAASE, A. (dir.). (2017). *The SAGE handbook of Social Media Research Methods*. London : Sage.
- VEDEL, T. (1994). Sociologie des innovations technologiques des usagers : introduction à une socio-politique des usages. Dans A. Vitalis (dir.), *Médias et nouvelles technologies. Pour une socio-politique des usages* (pp. 13-43). Rennes : Éditions Apogée.

# Usages des NTIC : les approches de la diffusion, de l'innovation et de l'appropriation (1<sup>re</sup> partie)

Florence MILLERAND

Le contexte actuel est marqué par la profusion des « nouvelles technologies de communication », qui font l'objet de nombreux discours, tantôt apologétiques, tantôt apocalyptiques, que le phénomène de l'Internet a contribué à amplifier de façon considérable. L'introduction de ces nouvelles technologies dans les foyers a commencé il y a déjà quelques années, notamment avec l'introduction du magnétoscope et les premières expérimentations de réseaux télématiques dans les années 80. À l'heure actuelle, ces « objets techniques » sont beaucoup plus nombreux et plus complexes. Un inventaire réaliste des objets généralement présents dans la plupart des domiciles pourrait être le suivant : téléviseur, magnétoscope, console de jeux vidéo, chaîne hi-fi, téléphone, télécopieur, répondeur ou autre boîte vocale, télévision interactive (au Québec) ou Minitel (en France), micro-ordinateur, etc. Un grand nombre de ces objets pourrait être écrit au pluriel, vu le phénomène du multi-équipement : le nombre de téléviseurs ou de téléphones notamment, est en évolution constante.

Depuis quelques années, la tendance est aux « machines intelligentes » ; on s'efforce de rendre plus « intelligentes » aussi bien la télévision que la machine à laver, par exemple en les parant de microprocesseurs, de systèmes de recher-

che automatique ou de programmeurs. Il reste que les technologies que nous appelons « interactives »<sup>1</sup>

<sup>1</sup> La notion d'interactivité fait partie de ces notions fourre-tout dont on trouve quantité de définitions différentes d'un auteur à l'autre. Certains y voient une norme idéale à atteindre en matière de communication, d'autres l'identification du principe de réciprocité à l'oeuvre dans toute communication interpersonnelle, ou encore, plus simplement, la possibilité de choisir des options parmi un ensemble délimité de possibilités. Les définitions techniques de la notion et des adjectifs qui s'y rattachent (interactif, interactive) existent depuis déjà quelques temps, même si elles ont été presque toujours absentes des discours sur les technologies de communication. Elles sont intéressantes dans la mesure où elles mettent l'accent sur la finalité proprement instrumentale de l'interactivité. Ainsi, selon le Commissariat Général de la Langue française, l'adjectif interactif qualifie les « matériels, programmes, ou les conditions d'exploitation qui permettent des actions réciproques en mode dialogué avec des utilisateurs ou en temps réel avec des appareils ». Dans cet ordre d'idée, la notion d'interaction renvoie l'idée d'une « fonction réflexive assurant les différentes phases du dialogue personne-système, ou terminal-ordinateur », et le néologisme interactivité est relatif au « degré d'interaction entre l'utilisateur et le système informatique lors d'un traitement en mode dialogué ». De plus, nous considérons la notion d'interactivité comme étant intimement liée à l'idée de simulation ; l'interactivité permet la simulation d'une activité langagière (un dialogue entre une personne et un système), ainsi que la simulation d'un rôle (simulation de partenaire humain, par exemple dans le cas d'un guichet automatique). Dans notre perspective, la propriété d'interactivité caractérise essentiellement un mode d'accès, qui peut être considéré comme étant interactif s'il permet à un utilisateur de dialoguer quasi instantanément avec un système pour orienter le déroulement d'un programme. Pour les définitions techniques, voir : Commissariat Général de la

se différencient des autres appareils domestiques par la complexité de leurs modes opératoires, et par l'étendue de la gamme d'usages qu'ils permettent. À la différence du réfrigérateur ou du four à micro-ondes par exemple, la télévision peut servir de gardienne d'enfants, de compagnon de jeux, de bruit de fond assumant l'illusion d'une présence ou d'un accès à de l'information — si elle est, en plus, interactive. Elle peut offrir des sujets de conversation au bureau, permettre aux différents membres d'un foyer de « se retrouver », devenir un enjeu de pouvoir entre les parents et les enfants, etc. Elle peut divertir, informer, enseigner, et éduquer.

Le propos contenu dans ce texte concerne de très près les « nouvelles technologies », les « outils de communication », les « machines à communiquer »<sup>2</sup> ou encore les

---

Langue française. (1989). *Lexique usuel des nouvelles technologies de communication*, Paris : DAICADIF. Sur la notion d'interactivité et la simulation informatique, voir l'article de J.L. WEISSBERG dans le numéro 33 de la revue Réseaux, CNET/Issy Les Moulineaux, (1989). Sur « l'idéologie de l'interactivité », voir : PROULX, S. et SENEAL, M. (1995). « L'interactivité technique, simulacre d'interaction sociale et de démocratie ? », *TIS*, 2, 239-255. Voir aussi le numéro du Bulletin de l'IDATE sur l'interactivité (1985)

2 Le concept de « machines à communiquer » a été inventé par Pierre Schaeffer en 1971. Schaeffer désignait à travers lui l'ensemble des médias de l'époque, à savoir le cinéma, la télévision et la radio, aujourd'hui appelés communément les « médias traditionnels ». Nous reprenons ici ce concept en l'étendant aux nouvelles technologies telles le magnétoscope, le téléphone, la télévision interactive, le micro-ordinateur, etc., et conservons de la définition de Schaeffer la notion de simulacre : « Les machines à communiquer produisent des simulacres [...] qui se donnent

« technologies interactives », qui se présentent à nous sous la forme d'objets techniques, et qui peuplent nos domiciles. Dans ce texte, nous nous intéressons plus spécifiquement aux aspects sociaux de ces technologies interactives de communication, dans un contexte où la médiation technique occupe une place cruciale dans les activités quotidiennes, qu'elles soient de communication ou non. À travers un questionnement centré sur l'usage de ces technologies - qui, souvent, semble être considéré comme allant de soi - nous étudierons la question de l'appropriation sociale de celles-ci et interrogerons le rapport des individus aux objets techniques - ainsi qu'à leur contenu - à la lumière de différentes approches théoriques et méthodologiques.

Quelques décennies de recherche sur les médias et les technologies permettent de donner suffisamment de visibilité aux travaux sur la question des usages. Nous présentons ici les trois courants de recherche que nous regroupons sous le vocable de « sociologie des usages »<sup>3</sup>, à savoir les approches de la diffusion, de l'innovation et de l'appropriation. L'objectif de ce travail consiste moins à défendre une thèse particulière qu'à faire état des différentes théories et méthodologies utilisées dans les recherches du domaine. Pour ce faire,

---

pour réalité ». Voir SCHAEFFER, P. (1971). *Machines à communiquer*, Paris : Le Seuil.

3 Ce que nous désignons par « la sociologie des usages » n'est ni une sous-discipline ni un courant de recherche en tant que tel. Elle représente surtout un ensemble de recherches aux préoccupations communes, qui s'inscrivent dans le champ des usages sociaux des médias et des technologies.

nous nous basons sur le travail de Pierre Chambat publié en 1994 dans un article intitulé « Usages des TIC : évolution des problématiques », article que nous utiliserons ici comme canevas pour notre synthèse. L'analyse de Pierre Chambat est, à notre connaissance, la seule à présenter de façon aussi étayée les différentes approches dans le domaine de la sociologie des usages<sup>4</sup>. Il est intéressant dans la mesure où il met en perspective celles-ci en les faisant dialoguer sur la base de trois « problèmes » qu'il pose comme des questions nodales, à savoir la technique, les objets et le quotidien. Nous reprendrons ici ces distinctions. En ce qui concerne la présentation des approches, nous avons choisi de présenter rapidement celles de la diffusion et de l'innovation, pour insister davantage sur celle de l'appropriation.

<sup>4</sup> Nous renvoyons le lecteur aux travaux suivants, qui présentent les différentes approches en sociologie des usages de façon plus ou moins synthétique, en insistant en particulier sur l'approche de l'innovation : FLICHY, P. (1995). *L'innovation technique. Récents développements en sciences sociales vers une nouvelle théorie de l'innovation*, Paris : La Découverte ; MIÈGE, B. 1997. *La société conquise par la communication. Tome 2. La communication entre l'industrie et l'espace public*, Grenoble : Presses Universitaires de Grenoble ; VEDEL, T. (1994). « Sociologie des innovations technologiques des usagers : introduction à une socio-politique des usages », dans *Médias et nouvelles technologies. Pour une socio-politique des usages*, sous la direction de A. Vitalis, Rennes : Éditions Apogée, 13-43. Pour une présentation synthétique des différentes problématiques liées à l'étude des usages et pratiques des nouveaux outils d'information et de communication, se référer à : JOUËT, J. (1993). « Usages et pratiques des nouveaux outils de communication », dans *Dictionnaire critique de la communication*, sous la direction de L. Sfez, Paris : Presses Universitaires de France.

ation. Cette dernière semble être en effet la moins bien documentée bien qu'elle regroupe une grande quantité d'études et de travaux de recherche.

Nous discuterons dans un premier temps de la place du « technique » et du « social » et nous traiterons ensuite de la « mise en objet » de la technique sous la forme d'objets matériels ou « dispositifs techniques ». Les approches théoriques et les options méthodologiques utilisées dans les recherches sur les usages des médias et des technologies seront présentées par la suite ; les divers clivages théoriques et méthodologiques existant entre ces approches y seront explicités. Pour chacune des trois approches (approche de la diffusion, de l'innovation et de l'appropriation), nous tâcherons de préciser le contexte intellectuel qui les a fait émerger, les postulats sur lesquels elles sont basées et le paradigme dans lequel elles s'inscrivent. Dans la mesure du possible, nous nous efforcerons de dégager les positions théoriques et méthodologiques de chacune des approches, ainsi que les principales questions de recherche abordées. Nous dégageons le ou les modèle(s) de l'usager à l'oeuvre ainsi que les différentes acceptations des notions d'usage et d'appropriation.

### Sur la notion d'usage

Avant de poursuivre plus avant, la notion d'usage doit être précisée. Cette notion connaît de nombreuses acceptations différentes, qui sous-tendent des conceptions tout aussi différentes de la « technique » et du « social ». Une lecture rapide de la

littérature du domaine suffit se rendre compte de la confusion entre les termes ; le terme usage est utilisé pour celui d'emploi, d'utilisation, de pratique, ou encore d'appropriation. L'ambiguïté qui entoure la notion d'usage tient également au fait, comme le souligne Chambat, qu'elle est utilisée à la fois pour « repérer, décrire, et analyser des comportements et des représentations relatifs à un ensemble flou : les NTIC (...) » (1994, p. 250).

Jouët fait une première distinction entre les notions d'usage et de pratique : « l'usage est [...] plus restrictif et renvoie à la simple utilisation tandis que la pratique est une notion plus élaborée qui recouvre non seulement l'emploi des techniques (l'usage) mais les comportements, les attitudes et les représentations des individus qui se rapportent directement ou indirectement à l'outil » (1993b, p. 371). Toutefois, dans la plupart des recherches, cette distinction n'est pas reprise et usages et pratiques se confondent. En revanche, l'expression « usages sociaux » semble s'imposer. Lacroix propose une définition intéressante : « les usages sociaux sont des modes d'utilisation se manifestant avec suffisamment de récurrence et sous la forme d'habitudes suffisamment intégrées dans la quotidienneté pour s'insérer et s'imposer dans l'éventail des pratiques culturelles préexistantes, se reproduire et éventuellement résister en tant que pratiques spécifiques à d'autres pratiques concurrentes ou connexes » (1994, p. 147).

Pour conclure et de notre point

de vue, nous retenons ici les considérations suivantes : l'usage renvoie à l'utilisation d'un média ou d'une technologie, repérable et analysable à travers des pratiques et des représentations spécifiques ; l'usage devient « social » dès qu'il est possible d'en saisir - parce qu'il est stabilisé - les conditions sociales d'émergence et, en retour d'établir les modalités selon lesquelles il participe de la définition des identités sociales des sujets.

## **De la technique au social**

### **Penser la technique**

Le statut de la technique est particulier selon les approches théoriques mobilisées dans les diverses recherches sur les usages des technologies. Au risque d'un réduction abusive, et même si les conceptions ne sont pas aussi prononcées, nous posons le problème de la technique sur un continuum allant du déterminisme technologique à son symétrique, le déterminisme social en passant par les positions plus nuancées qui caractérisent la majorité des chercheurs en sociologie des usages.

La tendance au déterminisme technologique est forte et de nombreuses recherches, qui pourtant cherchent à s'en écarter, montrent certains glissements, syntaxiques notamment. Les expressions « impacts des TIC » ou « effets des TIC » (très présentes dans la littérature journalistique, mais également dans les écrits scientifiques) révèlent une forme de déterminisme technologique qui analyse les rap-

ports entre la technique et la société en termes d'impacts de la première sur la deuxième, postulant de fait une autonomie propre de la technique. Les positions les plus radicales affirment le caractère prescriptif de la technique - perçue en terme d'offre technique — sur les usages et les pratiques — perçus en terme de demande. Le déterminisme technologique repose sur un schéma de causalité linéaire depuis la technique jusqu'au social, similaire à celui qui fait découler le demande de l'offre. Les recherches qui s'inscrivent dans ce courant partent du principe selon lequel « le repérage des caractéristiques propres d'un média dominant permet d'aborder ensuite ses conséquences sur la culture et le fonctionnement de la société » (Chambat, 1994, p. 251).

Alors que les tenants du déterminisme technologique se font de plus en plus rares ou présentent des positions plus nuancées, les discours médiatiques — et politiques — dominants restent très fortement marqués par cette tendance, révélant ainsi la prégnance des mythes technologiques ancrés dans l'imaginaire social. Dans le cas des technologies d'information et de communication, la fascination envers la technique est d'autant plus grande que les discours s'articulent autour d'une figure de l'utilisateur promu au rang d'un sujet plus libre et plus actif.

Les recherches de McLuhan, notamment sa prophétie du village global et sa théorie de la communication dont on a essentiellement retenu que « le médium est le message », ont

contribué au développement de nouvelles problématiques reliées aux effets et à l'impact des médias sur la société. Les discours actuels sur les autoroutes de l'information permettant de relier les foyers reprennent d'ailleurs la métaphore du village global, elle-même renforcée par les discours institutionnels qui consacrent la « société de l'information »<sup>5</sup>, autrement dit l'idée selon laquelle les technologies de communication sont à l'origine d'un changement de la nature de la société (passage de la société industrielle à la société de l'information).

De la même façon, certains chercheurs, tel Pierre Lévy, qui s'attachent à l'examen des potentialités offertes par les nouvelles techniques, notamment sur le plan cognitif, peuvent témoigner d'une certaine forme de déterminisme technologique dans la mesure où la technique est abordée du point de vue de ses incidences sur les structures mentales et les modes de pensée (Jouët, 1992, p. 374), et considérée comme la source d'une véritable mutation anthropologique. Il semble que ces recherches visent davantage à alimenter les réflexions sur la dimension technique des médias et des technologies en tant que telle, plutôt qu'à rendre compte des usages effectifs (Chambat, 1994, p. 249).

---

5 Les rapports Nora-Minc pour la France ou du Ministère des Communications Canadien pour le Canada s'inscrivent dans cette logique. Voir : NORA, S. et MINC, A. (1978). Rapport au Président de la République : l'informatisation de la société française, Paris : La Documentation Française ; et Ministère des Communications Canadien. 1972. L'arbre de vie, Ottawa : Ministère des approvisionnements et services.

## De l'objet au sujet

Scardigli retrace sur un axe chronologique les grandes étapes du regard porté sur la technique en distinguant différents modèles explicatifs. Les années 70 — pendant lesquelles la priorité était la croissance économique — ont été marquées par « la technicisation progressive de tous les domaines de l'activité industrielle et sociale » (1994, p. 309). Les recherches menées à cette période relèvent, selon Scardigli, d'une « techno-logique du changement social ». Les deux modèles explicatifs dominants de l'époque sont les modèles techniciste (ou volontariste) et évolutionniste qui postulent que les techniques nouvelles transforment inéluctablement la société dans le sens prévu par leurs concepteurs (ibid., p. 299).

Les recherches effectuées dans les années 80-90 vont remettre en cause ce consensus. Les chercheurs vont s'attacher à l'étude « du sens que chaque micro-acteur social entend donner à sa vie » et les comportements de refus, de détournements ou de contournements d'usages imposés vont être questionnés. Scardigli parle d'une « socio-logique du changement social » pour caractériser cette tendance en matière de recherche. Il évoque également Touraine et la « redécouverte du sujet »<sup>6</sup> pour comprendre ce passage « du produit - bien ou services qui intègre la nouvelle technologie - à la personne, à la fois consommateur, travailleur, habitant d'une cité » (ibid., p. 310).

6 TOURAINE, Alain. (1992). *Critique de la modernité*, Paris : Fayard. (Cité dans Scardigli, 1994, p. 310).

Les recherches sont donc progressivement passées d'un questionnement centré sur les techniques à celui sur les usages. Le déterminisme technologique pur semble avoir été abandonné et les positions actuelles sont beaucoup plus nuancées ; certaines peuvent témoigner d'une forme relativisée de déterminisme technologique. Dans la mesure où il les présuppose, le schéma linéaire à la base de ce courant ne permet pas de rendre compte des usages effectifs. Cependant, faire fi des contraintes techniques renvoie à la position symétrique tout aussi réductrice du déterminisme social.

## De la quotidienneté

Actuellement, les pratiques médiatiques et les usages des outils de communication sont indissociables des activités quotidiennes ; elles font partie intégrante de « la vie ordinaire » : « les pratiques de communication, à la différence des pratiques de loisirs souvent perçues comme résiduelles ou compensatrices par rapport au travail aliénant, apparaissent centrales, car les TIC se diffusent dans l'ensemble des activités quotidiennes. » (Chambat, 1994, p. 260). Depuis l'écoute matinale de la radio ou de la télévision, la lecture de la presse, (ou maintenant la consultation du courrier électronique), à l'usage du téléphone, jusqu'au programme télévisé de la soirée, la journée est remplie de ces pratiques communicationnelles.

Les études quantitatives effectuées en sociologie des loisirs sur les pratiques culturelles montrent très-

bien la tendance à l'augmentation du temps passé à l'utilisation de ces machines à communiquer : le téléphone est une pratique quotidienne (accentuée avec l'utilisation du téléphone mobile), la télévision scande le rythme journalier ou hebdomadaire, et l'usage du micro-ordinateur est croissant, notamment avec l'arrivée dans les foyers des ordinateurs multimédias et le phénomène Internet. Les pratiques associées aux technologies de communication viennent renforcer la sphère domestique comme centre de loisirs et d'information (Jouët, 1993a). En effet, les possibilités d'obtention d'information à partir du foyer, de réalisation d'opérations de gestion bancaire, d'achat, etc., « confortent le rôle croissant pris par le domicile dans l'évolution des modes de vie » (ibid., p. 112).

Défini sociologiquement comme « un système organisé de pratiques » selon Chambat (1994, p. 253), le statut de la vie quotidienne oscille entre un déterminisme social qui lui accorde un pouvoir de résistance face aux pressions de l'offre économique, et un déterminisme économique qui lui refuse toute autonomie en le faisant découler directement des conditions de production ou encore en l'ignorant (Rogers, 83). En réalité, les positions sont moins caricaturales. La sociologie des usages a mis en évidence le rôle primordial du quotidien comme véritable « terreau » de formation des usages (Mallein et Toussaint, 1994).

L'ensemble des recherches s'accorde donc pour dire que le quotidi-

en joue un rôle considérable dans la formation des usages et donc dans l'appropriation des technologies, et cela, qu'il soit appréhendé dans des termes reliés au contexte spatial du domicile - avec la notion de « sphère domestique » - ou temporel - la « vie quotidienne » - ou encore dans le terme globalisant du « social ». Parler de « ré-invention » ou de « ré-appropriation » des technologies par les usagers (Rogers, 83), ou encore d'« hybridation » et de « filières d'usage » entre différents objets (Chambat, 1994) interdit de considérer leur diffusion comme une source de changement radical : « la diffusion des TIC n'opère pas dans le vide social ; elle ne procède pas davantage par novations ou substitutions radicales. Elle interfère avec des pratiques existantes, qu'elle prend en charge et réaménage » (ibid., p. 253).

Selon les différentes approches de la sociologie des usages, le quotidien ou le contexte de la vie quotidienne domestique ou résidentielle dans lequel viennent se diffuser, s'approprier, ou se constituer des innovations technologiques est perçu et pris en considération de façon différente. En effet, en fonction des modèles d'analyse, la vie quotidienne est considérée essentiellement en termes de niveau de vie (la variable socio-démographique importante est celle du revenu), de modes de vie ou de styles de vie (les histoires personnelles des sujets ainsi que leurs conditions de vie en termes de revenu sont intégrées dans l'analyse).

Cette réflexion sur le quotidien incite à re-situer l'étude des usages

dans une réflexion plus large sur l'évolution des modes et styles de vie en termes sociaux, économiques voire politiques. Chambat incite à faire le pas entre les « comportements micro-sociaux et les tendances macro-sociales » (ibid., p. 253). Proulx (1996) plaide pour situer l'étude de la réception médiatique dans l'ensemble des conditions sociales, économiques et politiques de production des contenus médiatiques et invite à introduire dans l'analyse le contexte de la mondialisation des médias. L'étude du quotidien implique en effet d'étendre l'analyse à la prise en considération des tendances sociales profondes et des bouleversements plus larges de la société globale qui contribuent à l'évolution des modes de vie.

### **La « mise en objet » de la technique**

Discuter des usages des technologies de communication dans les termes abstraits de la « technique » et du « social » ne doit pas faire oublier que ces technologies se présentent aux yeux de ceux qui les utilisent avant tout sous la forme d'objets. Le rapport qu'entretiennent les usagers avec leurs téléviseurs, téléphones, ou micro-ordinateurs est d'abord un rapport concret et physique. Ainsi, comme l'a précisé Chambat, « on ne saurait raisonner abstraitement à partir de schémas techniques envisagés indépendamment de leur objectivation sous forme d'objets relevant de la culture matérielle » (1994, p. 252).

Ces objets qui prennent la forme de boîtiers électroniques, de termi-

naux informatiques, d'appareils téléphoniques ou de téléviseurs, constituent les interfaces entre la technique — audiovisuelle, informatique, télématique — et les usagers. Le choix de telle ou telle interface pose la question de la « mise en objet » de la technique, directement liée à l'acculturation technique (Chambat, 1992, p. 104). Cette idée suggère l'existence de différents types de rapports aux objets, en fonction de leurs caractéristiques d'une part, et, d'autre part, selon les différentes significations auxquelles ils renvoient chez les usagers.

### **L'objet « outil », l'objet « signe social », et le « dispositif »**

On retrouve d'ailleurs dans les recherches qui traitent des usages sociaux des technologies, différentes façons de définir les objets techniques, qui varient selon les problématiques. Trois modes d'appréhension des objets qui sous-tendent trois conceptions différentes de la notion d'usage peuvent être distingués. Les objets envisagés comme « outils » conduisent à une conception de l'usage comme une utilisation plus ou moins fonctionnelle et performante. Les recherches qui les envisagent comme des « signes sociaux » définissent l'usage comme l'expression plus ou moins distinctive du statut social. Enfin, la substitution de la notion d'objet par celle de « dispositif » témoigne d'une conception de l'usage comme l'assujettissement plus ou moins accentué à des normes sociales (Chambat, 1994, p. 252). Par ailleurs, différentes recherches

ont mis en évidence le parallèle entre les notions de « filière d'objets » et de « filière d'usage » (Pronovost, 1994 ; Chambat, 1994) et ont montré que les usages que l'on pourrait qualifier de « banalisés » véhiculent un certain rapport à l'objet. Pronovost notamment, questionne la possibilité d'intégrer des usages de nature instrumentale à une technologie apparemment dédiée au divertissement, la télévision.

Les technologies interactives viennent complexifier cette problématique dans la mesure où elles apportent avec elles des modes opératoires spécifiques, qui impliquent non seulement une présence continue de l'utilisateur pour fonctionner, mais également sa participation active. L'ordinateur ne fonctionne qu'en réponse à une action de l'utilisateur, et s'inscrit ainsi en rupture avec le modèle de la réception dans lequel on regroupe les « anciens » médias. Ces objets interactifs peuvent devenir des partenaires au quotidien, de véritables prothèses, qui accompagnent l'utilisateur dans sa vie de tous les jours. Les téléphones et ordinateurs portatifs en constituent de bons exemples. D'autre part, à la différence des appareils ordinaires présents au foyer, ces technologies offrent une gamme diversifiée d'usages, tour à tour compagnon de jeux, gardien d'enfants, objet de décoration, etc. Leur utilisation peut viser l'illusion d'une présence ou bien la possibilité de communiquer avec d'autres personnes situées à l'extérieur du foyer.

## Des objets aux contenus

Réfléchir sur les technologies de communication en tant qu'objets techniques pose également le problème de leur nature, directement liée à leur contenu. La tendance actuelle est marquée par une évolution vers des sortes de « terminaux branchés sur des réseaux et qui délivrent des services » (Chambat, 1994, p. 253). C'est le cas de la dernière des technologies arrivée dans les foyers, l'Internet, les systèmes de télévision interactive ou de terminaux télématiques comme le Minitel en France constituaient les premiers exemples. Le développement des objets technologiques s'inscrit en effet dans le contexte plus large de la montée du secteur des services. Chambat pose la question d'une possible remise en cause des analyses centrées sur les objets, au bénéfice d'analyses centrées sur les services, qui aboutiraient à « disqualifier les approches en terme d'équipement, de consommation et de demande au profit de réflexions centrées sur les services, la commutation et le lien social » (ibid., p. 253). Cette prise en compte de la nature des technologies, à travers les services qu'elles délivrent, renouvelle le problème de la prescription des usages dans la mesure où on distingue l'offre technique (les objets) de l'offre de services (les contenus) ; et également dans la mesure où les services deviennent plus importants que l'équipement lui-même (ibid., p. 260). L'exemple de l'ordinateur branché sur l'Internet est particulièrement intéressant, et montre bien comment un même objet peut

servir une visée instrumentale (à travers la gestion de la comptabilité personnelle), ludique (utilisation de jeux) ou encore sociale (utilisation du courrier électronique ou participation à des groupes de discussion ou des MOO<sup>7</sup>).

### **L'évolution des approches théoriques**

L'évolution des approches théoriques et des méthodologies qui traitent de la question des usages des médias et des technologies est marquée par un déplacement conceptuel similaire à celui que l'on retrouve en sociologie des médias de masse, à savoir le passage de l'analyse des effets à celle de la réception (Chambat, 1994, p. 249). Ainsi, après s'être penché sur l'analyse de la diffusion des médias et des technologies en termes d'« adoption » et d'« acceptabilité » de la technologie par les usagers, qui part de l'antériorité de la technique et, selon un schéma linéaire, en fait découler les usages<sup>8</sup>, les recherches se sont attachées à l'analyse des innovations techniques comme des construits sociaux<sup>9</sup> et à l'étude de leur

7 Les MOO (Multiple Oriented Object) sont des environnements virtuels dans lesquels l'utilisateur circule et participe à des discussions, des jeux ou des aventures en compagnie d'autres internautes.

8 Signalons tout de même que la théorie de la diffusion des innovations d'Everett M. Rogers à laquelle il est fait allusion, a connu quelques aménagements, notamment avec l'introduction de la notion de réinventions de la technologie par les usagers dans la dernière édition (1983).

9 Citons notamment le courant de recherche né autour du paradigme de la traduction au Centre de sociologie des innovations (CSI) de l'École des Mines de Paris (Calon, Latour, Akrich).

appropriation du point de vue des usagers, autrement dit à l'analyse de la formation des usages sociaux à travers leur mise en œuvre<sup>10</sup>. On observe ainsi un déplacement de l'intérêt centré sur la technologie vers les usagers, qui s'accompagne d'un recours croissant aux méthodologies de type ethnographique ou microsociologique.

### **L'approche de la diffusion**

#### **Le paradigme diffusionniste**

Les recherches qui relèvent de ce type d'approche s'attachent à l'analyse de l'adoption d'une innovation technologique au moment de sa diffusion, c'est-à-dire sans prêter attention à l'étape de la conception du produit qu'elle étudie. Les questions de recherche s'attachent d'une part à savoir comment se diffusent les innovations et qui en sont les adoptants, en élaborant des modèles comportementaux, et, d'autre part, à mesurer l'impact de leur adoption à travers les changements opérés dans les pratiques.

L'approche de la diffusion est née de la théorie de la diffusion des innovations de Everett M. Rogers (dont la première publication date de 1962), qui a insufflé un certain nombre de recherches<sup>11</sup>. Les travaux

10 Cette approche — relativement récente — regroupe un grand nombre de recherches empiriques, nées dans le contexte de la profusion des innovations médiatiques et technologiques (magnétoscopes, téléphones mobiles, vidéotex, télévision interactive, etc.), qui sont caractérisées par des positions tant théoriques que méthodologiques assez éclatées.

11 Deux études en particulier sont souvent citées : l'une analysant la diffusion du maïs hybride dans l'Iowa (RYAN, B. 1943).

de Rogers s'inscrivent dans une longue tradition anthropologique connue sous le nom de « diffusionnisme », dont le principal instigateur est un anthropologue, Kroeber (1923)<sup>12</sup>, qui s'est intéressé à la pénétration des innovations techniques dans le tissu culturel. Bien qu'ayant fait l'objet de nombreuses critiques et de quelques aménagements, les recherches de Rogers ont contribué de façon considérable à alimenter les connaissances sur la façon dont une innovation circule à travers les réseaux sociaux.

Dans le modèle diffusionniste, l'adoption est perçue comme un processus caractérisé par plusieurs phases, depuis la première exposition de l'utilisateur à l'innovation, jusqu'à la confirmation ou le rejet de l'adoption<sup>13</sup>. Selon Rogers, ce sont les <sup>14</sup>caractéristiques de l'innovation

« The Diffusion of Hybrid Seed Corn in Two Iowa Communities », *Rural Sociology*, 8 : 15-24) et l'autre traitant de la diffusion d'un médicament (KATZ, E. 1971. « The Social Itinerary of Technical Change : Two studies of the Diffusion of Innovations », dans *The Process of Effects of Mass Communication*, sous la direction de W. Schramm et D. Roberts, University of Illinois Press).

12 KROEBER, A.L. *Anthropology : Culture Patterns and Processes*, New York : Harcourt, Brace & World. (Cité dans Bélanger, 1992)

13 Les cinq phases du modèle de l'adoption défini par Rogers (83) sont : 1. la connaissance (l'individu est exposé à l'innovation et acquiert quelques notions sur son fonctionnement) ; 2. la persuasion (l'individu amorce une prise de position au sujet de l'innovation) ; 3. la décision (l'individu s'engage dans des activités lui permettant d'adopter ou de rejeter l'innovation) ; 4. l'implantation (l'individu utilise l'innovation au quotidien et l'évalue) ; 5. la confirmation (l'individu tente d'obtenir des informations venant renforcer son choix)

14 Citons notamment la thèse de Pierre Bélanger (1992) sur les modalités

telles qu'elles sont perçues par les individus, qui déterminent son taux d'adoption. Cinq attributs caractérisent une innovation : son avantage relatif, sa compatibilité avec les valeurs du groupe d'appartenance, sa complexité, la possibilité de la tester, et sa visibilité. Les usagers sont classés selon cinq profils types : les innovateurs, les premiers utilisateurs, la première majorité, la seconde majorité et les retardataires.

Rogers établit sa théorie sur un ensemble de typologies dans le but de suivre l'évolution du taux d'adoption (qui décrit une courbe en S), considéré comme la variable descriptive essentielle de la diffusion. Ainsi, ce classement des adoptants en différentes catégories est intégré dans le processus de diffusion sur une échelle de temps : le profil des adoptants passerait d'un groupe restreint et marginal à un groupe plus large d'adoptants, puis à un bassin de plus en plus représentatif de la population en général.

Les recherches qui s'inscrivent dans ce paradigme présentent en général une finalité prescriptive. Sur le plan de la démarche méthodologique, ces travaux cherchent à faire état, dans un premier temps, des disparités en terme de taux d'équipement selon les groupes d'adoption du système de télévision interactive Vidéoway au Québec, qui constitue une bonne illustration de ce type d'approche. En effet, parmi les objectifs fondamentaux de sa thèse, figure l'identification des « principales dimensions à partir desquelles il devient possible de prédire l'adoption de cette technologie auprès d'un échantillon qui en a fait l'essai pendant une période de six mois ». Signalons également le fait que cette recherche a permis de répertorier un ensemble de données à une très grande échelle.

sociaux (qui possède quoi) puis à analyser les conditions et les disparités d'utilisation (qui fait quoi, avec quelle fréquence). On cherche ensuite à expliquer ces disparités en les corrélant avec les variables socio-démographiques classiques pour définir les groupes sociaux : âge, sexe, profession, revenu, habitat, taille de la famille, etc. Des techniques statistiques sophistiquées sont mobilisées pour permettre de cerner la ou les variables explicatives des écarts constatés. De la même façon, les corrélations entre les taux d'équipement et la fréquence d'usage, ainsi que les pratiques de sociabilité, de loisirs, de déplacement, etc., permettent d'obtenir des données sur les éventuels changements dans les pratiques (Chambat, 1994, p. 254). Les techniques employées dans cette approche sont des méthodes sociologiques essentiellement quantitatives et se présentent sous la forme d'enquêtes avec utilisation de questionnaires.

En plus d'avoir suscité de nombreuses recherches empiriques, l'intérêt majeur du modèle diffusionniste est d'avoir permis de décrire tout le réseau social de circulation d'une innovation au sein d'une société (Flichy, 1995, p. 30). De plus, les recherches qui se sont penchées en particulier sur les facteurs déterminants dans la décision d'adoption ont permis de mettre en avant le rôle des contacts interpersonnels dans la décision, c'est-à-dire le réseau d'influence, qui est au cœur de la théorie de Rogers<sup>15</sup>.

15 Citons à titre d'illustration la recherche de André H. Caron, Luc Giroux et

Néanmoins, ce modèle de la diffusion a fait l'objet de nombreuses critiques. Parmi les plus courantes, on peut citer le caractère pro-innovateur de cette théorie, en particulier en ce qui concerne la typologie des adoptants en « types-idéaux » (Bardini, 1996, p. 130). La présence de ce biais empêche de tenir compte des phénomènes d'abandon après l'adoption, pourtant très importants dans l'analyse ; l'utilisateur peut décider en effet de rejeter l'innovation à n'importe quel moment, et pas seulement lors de la prise de décision.

La critique majeure faite au modèle diffusionniste concerne le statut de la technique. Selon Bouldier (1989), Rogers a contribué à propager une conception fautive de la notion de diffusion, à savoir celle selon laquelle la diffusion d'une innovation interviendrait seulement lorsque l'innovation est achevée et prête à être adoptée. Cette « vision positiviste de la technologie » révèle une passivité chez les usagers, qui acceptent ou non l'innovation. Ce n'est qu'à la troisième édition de sa théorie que Rogers a intégré la notion de « réinvention » pour rendre compte de la façon dont les usagers modifient le dispositif qu'ils adoptent. Sur le plan méthodologique, il faut signaler que les données récoltées restent des déclarations de pratiques, et non des pratiques effec-

Sylvie Douzou (85) sur la diffusion et l'adoption du micro-ordinateur domestique au Québec. Cette étude a révélé l'importance des contacts interpersonnels dans la décision d'adoption de l'ordinateur, notamment en mettant en avant le rôle du milieu de travail et du milieu familial dans la création de l'intérêt chez l'adoptant.

tives constatées. D'autre part, la taille des échantillons ne permet pas toujours de repérer les tendances émergentes.

En ce qui concerne la façon d'appréhender les usagers, l'insuffisance des variables socio-démographiques habituellement retenues pour décrire les innovateurs a été maintes fois soulignée<sup>16</sup>. Par ailleurs, les contraintes liées au caractère souvent extrêmement versatile des technologies étudiées rendent difficiles toutes tentatives de discernement des dimensions communes des adoptants. La solution serait dans la mobilisation de démarches complémentaires, qui allieraient aux approches traditionnelles empiriques de nature quantitative, une dimension ethnographique dans le but d'examiner comment s'opère l'appropriation de nouveaux outils technologiques à l'intérieur des sphères domestique et sociale.

### **L'approche de l'innovation**

Les recherches que nous regroupons sous le label de la sociologie de l'innovation s'attachent à l'étude des

processus d'innovation technique, c'est-à-dire au moment particulier de la conception des innovations, qui implique des prises de décision et des choix d'ordre technique, social, économique, et politique.

Le courant dominant actuellement, car relativement novateur dans les modèles qu'il propose, est représenté par les sociologues (Callon, Latour et Akrich pour les plus connus) du Centre de sociologie de l'innovation (CSI) de l'École des Mines de Paris, dont les recherches s'inscrivent dans l'école de la traduction. Pour la plupart, ces travaux s'appuient sur des études de cas d'innovations techniques qui n'ont pas réussi à s'implanter<sup>17</sup>.

Les travaux de Flichy (1994, 1995) s'inscrivent dans la même mouvance même s'ils s'en distinguent en ce qui concerne notamment sa position sur les compétences des acteurs (concepteurs et usagers) inégales selon lui. Flichy se distingue également par son approche socio-historique et par l'introduction dans l'analyse des notions d'« imaginaire technique » et d'« imaginaire social », à l'oeuvre dans le processus d'élaboration du dispositif technique.

Dans une autre perspective, Védal et Vitalis (1994) ont développé une socio-politique des usages qui plaide pour une réintégration - au

16 Dans sa thèse de doctorat sur les modalités d'adoption du système Vidéoway, Bélanger a souligné que « la décision d'adopter découlerait essentiellement de la qualité de l'expérience in situ avec l'objet » et que « la prédiction d'adoption ne peut s'établir directement ni à partir des caractéristiques socio-démographiques des usagers ni à partir de leurs habitudes de vie ou de la variété des appareils technologiques qu'ils possèdent » (Bélanger, 1992, p. iv). D'après ses conclusions, les principaux déterminants sont davantage liés aux attitudes et aux comportements exhibés lors la phase d'implantation, inhibant ainsi, dans une certaine mesure, les barrières socio-démographiques.

17 Citons notamment l'étude de Michel Callon sur le véhicule électrique. CALLON, Michel. (1986). « The Sociology of an Actor- Network: the Case of the Electric Vehicle », dans *Mapping the Dynamics of Science and Technology: Sociology of Science in the real world*, sous la direction de Callon et al., Basingstoke: Macmillan, 19-34.

moment de la conception — de la figure du citoyen dans le modèle de l'usager. Leur analyse pose les questions de la représentation institutionnelle de l'usager dans le processus d'innovation technique et du rôle des institutions publiques dans les choix concernant l'offre technique. Cette approche se démarque par le fait qu'elle tente de lier la dimension macro-sociale d'analyse de l'offre technique avec la dimension micro-sociale de l'étude des usages en pratique. En ce sens, cette approche tente de faire le pont entre les démarches centrées exclusivement sur l'analyse des processus d'innovation et celles basées exclusivement sur l'analyse des usages en situation, et réussit, en fin de compte, à dresser un tableau intéressant des différentes « logiques » qui président à la formation des usages. Nous reviendrons plus en détail sur la socio-politique des usages de Vedel et Vitalis dans la partie qui concerne l'approche de l'appropriation.

### L'école de la traduction

Les principales questions de recherche auxquelles se proposent de répondre les recherches qui s'inscrivent dans ce paradigme consistent d'une part à démontrer la dimension sociale de l'innovation technique, et, d'autre part, à identifier le jeu d'interactions des divers acteurs qui participent à l'élaboration de l'innovation. Les tenants de ce courant parlent de « système socio-technique » (Akrich, 1993a, 1993b) ou de « cadre socio-technique » (Flichy, 1994, 1995). Même

si ceux-ci reconnaissent l'antériorité de l'offre sur la demande et une certaine autonomie de la technique dans les pratiques, les dispositifs techniques sont perçus comme étant des construits sociaux ; et « ni des nécessités purement techniques, ni l'imposition de certaines formes socio-politiques ne peuvent expliquer la forme prise par les innovations » (Akrich, 1993b, p. 36).

Le courant développé au Centre de sociologie de l'innovation prend ses racines dans celui du socio-constructivisme, qui s'attache à l'analyse des controverses scientifiques et dont la figure de proue est le chercheur américain D. Bloor.<sup>18</sup> Les socio-constructivistes se sont attachés à montrer en quoi la validité d'une proposition scientifique ne relevait pas seulement d'arguments techniques, mais résultait également de négociations et de débats au sein de la communauté scientifique<sup>19</sup>. Par la suite, cette approche a été étendue à l'étude des innovations techniques, notamment avec les travaux de T. Pinch et W.E. Bijker<sup>20</sup>. Les objets

18 BLOOR, D. (1976). *Knowledge and social imaginery*, Chicago : University of Chicago. L'approche du socio-constructivisme s'inscrit en continuité d'un ensemble de travaux menés en sociologie de la connaissance au début des années 70, connus sous le nom d'EPOR (Empirical Program of Constructivism)

19 Voir à ce sujet l'ouvrage de Bruno Latour et de Steve Woolgar : LATOUR, B., WOOLGAR, S. 1979. *Laboratory Life : The Social Construction of Scientific Facts*, Beverly Hills : Sage.

20 Citons comme ouvrages de référence : BIJKER, W. E. et al. 1987. *The Social Construction of Technological Systems*, Cambridge : MIT Press ; BIJKER, W. E. et LAW, J. 1992. *Shaping Technology / Building Society. Studies in Sociotechnical Change*, Cambridge : MIT Press.

techniques y sont définis comme des construits résultant des interactions entre les différents acteurs ou groupes sociaux. Dans cette perspective, et à la manière des faits scientifiques, « un processus d'innovation technique se présente [...] comme une compétition entre différents projets et s'achève lorsque l'un d'eux s'impose sur les autres » (Vedel, 1994, p. 21).

Le courant développé au CSI a essentiellement cherché à examiner « la nature des interactions sociales dont les technologies faisaient l'objet » (ibid., p. 21). L'examen des controverses qui accompagnent tout processus d'innovation a montré l'imbrication étroite des contenus techniques et sociaux ; ce qui explique que deux projets en compétition impliquent en général la confrontation de deux conceptions du monde et de la société. L'idée est qu'un système socio-technique se stabilise après qu'une série d'opérations de traduction, d'enrôlement, ou d'intéressement aboutisse à la constitution d'alliances et/ou d'oppositions entre divers acteurs<sup>21</sup>.

Dans cet ordre d'idées, l'élaboration des techniques peut être vue comme « l'élaboration d'un scénario constitué d'un programme

<sup>21</sup> Citons le travail de Hugh Aitken qui, dans son histoire de la radio, avait déjà montré le rôle spécifique de traducteur joué par les différents acteurs (Hertz, Lodge et Marconi), notamment en mettant à jour les opérations de traduction prenant place entre les différents domaines de compétence de chacun. Voir : AITKEN, H. 1993. « Science, technique et économie, pour une problématique de la traduction », *Réseaux*, 60, 61- 85 (traduction d'une partie de l'ouvrage de Aitken paru en 1985 chez Princeton University Press).

d'action, de la répartition de ce programme d'action à des entités diverses ([les] dispositifs techniques qui font l'objet de l'innovation, mais aussi d'autres dispositifs auxquels l'innovation va être associée, [les] utilisateurs bien sûr, mais encore [les] techniques, installateurs, distributeurs, etc.) et enfin d'une représentation de l'environnement dans lequel le programme d'action peut ou doit se réaliser » (Akrich, 1993a, p. 91). En résumé, le processus d'innovation est défini comme une succession d'épreuves et de transformations où une série d'acteurs (humains et non-humains) se trouvent en relation.

« Le travail du sociologue consiste alors à décrire les opérations par lesquelles le scénario de départ, qui se présente essentiellement sous une forme discursive, va progressivement, par une série d'opérations de traduction qui le transforment lui-même, être approprié, porté par un nombre toujours croissant d'entités, acteurs humains ou dispositifs techniques. » (Akrich, 1993a, p. 92). Autrement dit, il s'agit d'étudier les transformations successives d'un énoncé (ou d'un programme d'action), qui débouche sur un objet final.

Ces opérations de transformation sont analysées en terme d'« inscription » et de « description » de l'environnement dans l'innovation (c'est-à-dire le dispositif technique). Les tests techniques (tests d'utilisabilité par exemple), les associations avec d'autres acteurs, les expérimentations auprès des usagers peuvent être interprétés comme des « confrontations entre l'environnement in-

scrit dans le dispositif et l'environnement décrit par [le] déplacement [du dispositif] » (*ibid.*). Les acteurs, les éléments naturels et les dispositifs techniques sortent transformés de ces confrontations. C'est en ce sens que les innovations produisent à la fois des savoirs, des dispositifs techniques et des formes d'organisations, par le biais de la médiation technique (*ibid.*).

Les notions d'« in-scription » et de « de-scription » renvoient au modèle texte-lecteur, utilisé plutôt comme métaphore dans les différentes analyses. Woolgar (1991) notamment, considère la technologie comme un texte, et montre comment la conception d'une innovation technique (en l'occurrence une nouvelle gamme d'ordinateurs) revient à configurer ses usagers, c'est-à-dire à intégrer dans le dispositif une définition de l'identité des usagers ainsi que différentes contraintes susceptibles d'intervenir lors de l'utilisation. Dans l'utilisation, les usagers font un travail d'interprétation (de lecture) sur la technologie, guidé par la façon dont la technologie a été conçue (écrite).

La notion de médiation est centrale dans l'approche de la traduction, elle permet de montrer l'enchevêtrement de la technique et du social, notamment à travers les diverses représentations de l'usager, inscrites dans le dispositif technique. L'objet technique est appréhendé comme « une suite de compromis entre différents acteurs sociaux porteurs d'un projet social inscrit dans leurs propositions techniques » (Chambat, 1994, p. 257).

Sur le plan méthodologique, les techniques ethnographiques sont privilégiées pour « le suivi de l'innovateur au travail », afin de décrire les mécanismes par lesquels il mobilise différentes entités (Akrich, 1993b, p. 35), et l'analyse des discours permet de discerner les différentes transformations des énoncés.

Une des principales limites de l'approche de l'innovation — d'ailleurs reconnue par les tenants eux-mêmes (*ibid.*, p. 36-37) — tient à son absence de considération du rôle des pratiques, c'est-à-dire de l'action de l'usager sur le façonnage de l'objet technique. Comme le souligne Akrich : « (...) dès que l'objet technique devient objet de consommation ou d'utilisation, il cesse d'intéresser l'analyste qui ne voit dans l'utilisateur que le prolongement non problématique du réseau constitué par l'innovateur. Autrement dit, [la sociologie des techniques] a certes redonné de l'épaisseur aux objets, mais cela, au détriment des acteurs qui s'en saisissent. » (*ibid.*, p. 36).

Akrich s'est penchée sur ce problème de l'absence de la prise en compte du rôle des pratiques des usagers. Elle a montré notamment comment les innovateurs avaient une définition riche de l'action, qui, selon elle, ne peut être réduite à l'abstraction du face-à-face de l'objet et de son utilisateur détachée de tout contexte : « l'environnement dans lequel l'action est susceptible de prendre son sens se trouve spécifié, et un certain nombre de compétences psychomotrices mais aussi proprement sociales sont imputées aux acteurs. » (*ibid.*, p. 38). La relation de l'usager

avec le dispositif est perçue comme une coopération : « [il y a une] inscription de l'utilisateur dans le dispositif, [ainsi qu'une] inscription — par la pratique — du dispositif dans le corps de l'utilisateur par le recours à des intermédiaires : modes d'emploi, instruments annexes, formes socialisées d'apprentissage. » (ibid., p. 56). Cependant, même si cette approche réussit à démontrer comment le dispositif prend en charge les actions futures de l'utilisateur, elle ne permet pas d'en restituer les pratiques effectives.

Bardini s'est penché sur la pertinence de la notion d'inscription, et propose de la remplacer par celle d'affordance<sup>22</sup> pour « réintroduire la matérialité des objets dans l'analyse » (1996, p. 128). Selon Bardini, l'utilisation de la notion d'affordance permet d'appréhender les objets à travers leur rapport concret et matériel avec les usagers et, par là, de dépasser l'unique dimension symbolique à l'oeuvre dans l'étude des usages dans les termes du modèle texte - lecteur. Les objets technologiques ainsi considérés sont plus que des textes à lire : au-delà de la dimension symbolique d'analyse, le rapport qu'ils entretiennent avec les individus est d'abord concret et relève de la perception. Bardini parle ainsi de la « virtualité de l'usager » (représentations de l'usager que le concepteur traduit en affordances dans le dispositif)

<sup>22</sup> La notion d'« affordance » a été utilisée pour la première fois en 1977 par J.J. Gibson. Voir GIBSON, J.J. 1977. « The Theory of Affordances », dans *Perceiving, acting, and knowing. Toward anecological psychology*, sous la direction de R. Shaw et J. Bransford, Hillsdale, NJ : Lawrence Erlbaum, 67-82.

et de la « virtualité du concepteur » (limites à l'usage fixées sous forme d'affordances que l'usager rencontre dans son utilisation du dispositif), qui sont toutes deux présentes dans le dispositif technique et qui peuvent être actualisées ou non dans l'usage.

Les travaux de Flichy (1994, 1995) sur l'innovation s'inscrivent dans le même paradigme, même s'ils se distinguent des travaux entrepris au CSI sur un certain nombre de points. En s'inspirant des notions de « cadre naturel » et de « cadre social » de Goffman, Flichy définit un « cadre de fonctionnement », qui renvoie aux fonctionnalités de l'objet et à l'usage technique, et un « cadre d'usage », qui réfère à l'usage social. L'alliage de ces deux cadres aboutit à la constitution d'un nouveau « cadre socio-technique », mélange de technique et de social, une fois l'innovation stabilisée. La mise au point du cadre de fonctionnement implique plusieurs acteurs, et pas seulement les innovateurs (les usagers peuvent participer à la création de ce cadre) ; le cadre d'usage n'est pas fixe, il peut être transformé via les premières utilisations (exemple du Minitel français) ou modifié selon les époques (exemple du téléphone). Tous deux s'élaborent au cours de processus complexes (1994, p. 412).

Flichy introduit dans l'analyse un modèle des acteurs basé sur les notions de « concepteurs-stratèges » et d'« usagers-tacticiens », qui reprend la distinction entre stratégie et tactique qu'on trouve chez de Certeau<sup>23</sup>.

<sup>23</sup> La stratégie chez de Certeau est définie comme « le calcul des rapports de

Cette notion de concepteurs stratégiques permet à Flichy de rendre compte de l'inégalité des positions entre les différents acteurs. En effet, certains peuvent acquérir un avantage compétitif par rapport à d'autres en mettant au point une bonne stratégie d'innovation. Les usagers peuvent également, dans certains cas, être des stratèges ; il reste qu'ils sont le plus souvent des tacticiens. L'exemple du groupe de pression constitué en réaction à l'implantation du nouveau système de réservation de billets de trains en France<sup>24</sup> en est un contre-exemple : les usagers ont obtenu la modification du système et un retour au cadre d'usage déjà en place. Toutefois, Flichy précise avec raison que ce genre de situation est assez rare quand il s'agit d'usagers du grand public dans la mesure où les concepteurs sont le plus souvent confrontés à leurs propres représentations des usagers (ibid. p. 424).

Par ailleurs, Flichy dépasse le niveau d'analyse micro-social et insiste sur l'importance de l'imaginaire technique, qui renvoie aux

représentations de l'objet technique, autant chez les concepteurs que chez les usagers, et qui alimentent le développement du « cadre de fonctionnement » d'une nouvelle technique. De la même façon, à travers son histoire des télécommunications, Flichy a mis à jour les différents « cadres d'usages » des outils de communication notamment, en fonction des grandes représentations dominantes d'une époque<sup>25</sup>. Lorsqu'il est appréhendé d'un point de vue historique, le rôle des représentations liées à la technique, les valeurs et les mythes qui l'entourent, apparaissent essentiels dans les processus d'innovation, en ce qu'ils contribuent à la création des significations d'usages d'une part, et dans la mesure où ils véhiculent un certain projet de société d'autre part. L'exemple de l'intelligence artificielle est d'ailleurs particulièrement révélateur de la dimension idéologique de la technique et de la communication (Breton et Proulx, 1989, cité dans Chambat, 1994, p. 257).

---

forces qui devient possible à partir du moment où un sujet du vouloir et de pouvoir est isolable d'un « environnement ». [La stratégie] postule un lieu susceptible d'être circonscrit comme un propre et donc de servir de base à une gestion de ses relations avec une extériorité distincte ». Au contraire, la tactique est « un calcul qui ne peut pas compter sur un propre, ni donc sur une frontière qui distingue l'autre comme une totalité visible. La tactique n'a pour lieu que celui de l'autre. », (de Certeau, 1980, p. xlvi).

<sup>24</sup> Il s'agit du système de réservation SOCRATE implanté par la SNCF, qui se voulait analogue à celui de la réservation aérienne ; les usagers ont refusé cette implantation et préféré la conservation de l'ancien système, basé sur des principes de type service public. (Exemple tiré de Flichy, 1994, p. 424).

---

<sup>25</sup> Au XVIII<sup>e</sup> siècle, le téléphone à ficelle était associé à la correspondance intime. À partir de la Révolution, la télécommunication est apparue comme un nouveau moyen de gestion de l'État. Dans les années 1830, le nouveau cadre d'usage des outils de télécommunication était la transmission des informations boursières (Flichy, 1995, p. 411).

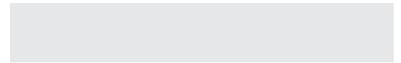
## LISTE DE RÉFÉRENCES

- AKRICH, M. (1993a). Les formes de la médiation technique. *Réseaux*, 60, 87-98.
- AKRICH, M. (1993b). Les objets techniques et leurs utilisateurs. De la conception à l'action. *Raisons Pratiques*, 4, 35-57.
- BELANGER, P. (1992). *Le système Vidéoway - Les modalités d'adoption d'un système interactif de télévision*. Thèse de doctorat inédite, Département de communication, Université de Montréal.
- BARDINI, T. (1996). Changement et réseaux socio- techniques : De l'inscription à l'affordance. *Réseaux*, 76, 126-155.
- BOULLIER, D. (1994). Construire le téléspectateur: récepteur, consommateur ou citoyen. Dans A. Vitalis (dir.), *Médias et nouvelles technologies. Pour une socio-politique des usages*, (pp. 63-74.). Rennes : Éditions Apogée.
- BOULLIER, D. (1989). Du bon usage d'une critique du modèle diffusionniste : discussion-prétexte des concepts de Everett M. Rogers. *Réseaux*, (36), 31-51.
- BRETON, P. et PROULX, S. (1989). *L'explosion de la communication*, Paris, Montréal : La Découverte/Boréal.
- CARON, A. H., GIROUX, L. et DOUZOU, S. (1985). Diffusion et adoption des nouvelles technologies : le micro-ordinateur domestique. *Canadien Journal of Communication*, 11(4), 369-389.
- CERTEAU (de), M. (1980). *L'invention du quotidien*. Paris : UGE.
- CHAMBAT, P. (1994). NTIC et représentation des usagers. Dans de A. Vitalis-Sans (dir.), *Médias et nouvelles technologies. Pour une socio-politique des usages* (pp. 45-59). Rennes : Éditions Apogée.
- CHAMBAT, P. (1994). Usages des technologies de l'information et de la communication. *Technologies et Société*, 6(3), 249-270.
- CHAMBAT, P. (1992). Technologies à domicile. *Esprit*, 186, 99-112.
- FLICHY, P. (1995). L'action dans un cadre sociotechnique. Comment articuler technique et usage dans une même analyse ?. Dans J.-G. Lacroix et G. Tremblay (dir.), *Les autoroutes de l'information, un produit de la convergence* (pp. 405-433). Sainte-Foy : Presses de l'Université du Québec.
- FLICHY, P. (1995). *L'innovation technique. Récents développements en sciences sociales vers une nouvelle théorie de l'innovation*, Paris : La Découverte.
- GIBSON, J. J. (1977). The Theory of Affordances. Dans R. Shaw et J. Bransford, *Perceiving, Acting, and Knowing. Toward an Ecological Psychology*, (pp. 67-82). Hillsdale, NJ : Lawrence Erlbaum.
- JOUËT, J. (1993a). Pratiques de communication et figures de la médiation. *Réseaux*, 60, 99-120.
- JOUËT, J. (1993b). Usages et pratiques des nouveaux outils de communication. Dans L. Sfez (dir.), *Dictionnaire critique de la communication*. Paris : PUF.

- LACROIX, J.-G., TREMBLAY, G., et PRONOVOST, G. (1993). La mise en place de l'offre et la formation des usages des NTIC. Le cas de Vidéoway et de Téléétel. *Cahiers de recherche sociologique*, 21, 80-122.
- LACROIX, J.-G. (1994). Entrez dans l'univers merveilleux de Vidéoway. Dans J.-G. Lacroix et G. Tremblay (dir.), *De la télématique aux autoroutes électroniques. Le grand projet reconduit* (pp. 137-162). Sainte-Foy : Presses de l'Université du Québec, Grenoble : Presses Universitaires de Grenoble.
- LEVY, P. (1990). *Les technologies de l'intelligence*. Paris : La Découverte.
- MALLEIN, P. et TOUSSAINT, Y. (1994). L'intégration sociale des TIC : une sociologie des usages. *Technologie de l'information et société*, 6(4), 315-335.
- MORLEY, D. (1986). *Family Television. Cultural Power and Domestic Leisure*. London : Routledge.
- MORLEY, D. (1992). *Television, Audience and Cultural Studies*. London : Routledge.
- NORMAN, D. A. (1994). Les artefacts cognitifs. *Raisons Pratiques*, 4, 15-34.
- PERRIAULT, J. (1989). *La logique de l'usage. Essai sur les machines à communiquer*. Paris : Flammarion.
- PRONOVOST, G. (1994). Médias : éléments pour l'étude de la formation des usages. *Technologie de l'information et société*, 6(4), 377-400.
- PROULX, S. et LABERGE, M.-F. (1995). Vie quotidienne, culture télévisuelle et construction de l'identité familiale. *Réseaux*, 70, 121-140.
- PROULX, S. (1983). Une lecture de l'oeuvre de Michel de Certeau : l'invention du quotidien paradigme de l'activité des usagers. *Communication*, 15(2), 171-197.
- ROGERS, E. M. (1983). *Diffusion of innovations*. New York: Free Press.
- ROGGE, J. U. (1989). The media in everyday family life: Some biographical and typological aspects. Dans E. Seiter et al. (dir.), *Remote Control. Television, Audiences, and Cultural Power* (pp. 168-179). London : Routledge.
- SAMMER, C. et COMBES, Y. (1994). Évolutions structurelles : des espaces temps revisités à travers l'étude de pratiques d'outils mobiles en milieu professionnel. *Technologie de l'information et société*, 6(4), 353-374.
- SANTERRE, L. (1994). L'informatisation de la production et le bouleversement des modes de vie : des rapports d'interdépendance. *Technologie de l'information et société*, 6(4), 337-359.
- SCARDIGLI, V. (1994). Déterminisme technique et appropriation culturelle : évolution du regard porté sur les technologies de l'information. *Technologie de l'information et société*, 6(4), 299-314.
- SILVERSTONE, R., HIRSCH, E., & MORLEY, D. (1992). Information and communication technologies and the moral economy of the household. In R. Silverstone, E. Hirsch et D. Morley (Eds.), *Consuming Technologies. Media and Information in Domestic Spaces* (pp. 15-31). New York : Routledge.

- SILVERSTONE, R. et al. (1989). Families, Technologies and Consumption: the Household and Information and Communication Technologies. *ESRC Program on Information and Communication Technologies Conference*, Brunel University.
- TOUSSAINT, Y. (1992). La parole électrique. Du minitel aux nouvelles “machines à communiquer. *Esprit*, 186, 127-139.
- VEDEL, T. (1994). Sociologie des innovations technologiques des usagers : introduction à une socio-politique des usages. Dans A. Vitalis, *Médias et nouvelles technologies. Pour une socio-politique des usages* (pp. 13-43). Rennes : Éditions Apogée.
- VITALIS, A. (1994). La part de citoyenneté dans les usages. Dans A. Vitalis, *Médias et nouvelles technologies. Pour une socio-politique des usages* (pp. 35-44). Rennes : Éditions Apogée.
- WOOLGAR, S. (1991). Configuring the user. Dans J. Law, *A Sociology of Monsters: Essays on Power, Technology and Domination* (pp. 57-102). London : Routledge.

**Luc BONNEVILLE**  
Réflexion sur la temporalité et Internet



**Luc BONNEVILLE**  
Temporalité et Internet : réflexion sur la psychologie  
du temps à la lumière des pratiques domiciliaires (2001)

## Réflexion sur la temporalité et Internet

**Luc BONNEVILLE**

Je sortais à ce moment d'une maîtrise en sociologie tout en entamant un doctorat dans la même discipline, au sein de ce qui s'appelait à l'époque le Groupe de Recherche sur les Industries Culturelles et l'Informatisation Sociale (GRICIS) codirigé par Jean-Guy Lacroix (Département de sociologie – UQAM) et Gaëtan Tremblay (Département de communication – UQAM). La maîtrise avait été l'occasion d'aborder la question de l'usage de ce qu'on appelait dans les années 90 les « nouvelles technologies de l'information et de la communication (NTIC) ».

Le projet était alors ambitieux : mieux comprendre l'impact que l'usage de ces NTIC avait sur le quotidien des usagers — de plus en plus nombreux à partir du tournant des années 90 — et notamment sur le rapport qu'ils ont au temps (à la temporalité). L'intuition de départ était la suivante : les NTIC — compte tenu de ce qu'elles permettent et de leurs potentialités futures — ont la capacité de changer, de manière qualitative, le rapport que les individus ont au temps et à l'espace. Ma posture de jeune étudiant d'alors était plutôt « déterministe », et l'on a vite compris que cette posture comportait plusieurs faiblesses et limites et qu'il fallait creuser plus en profondeur la relation complexe entre l'humain (l'utilisateur) et la technique (NTIC). Il faut toutefois se rappeler que les années 1990 étaient en quelque sorte tributaires des nombreux travaux déterministes, voire

euphoriques, des années 1980 qui, devant la montée de l'informatique de bureau, puis de la numérisation et du modem, annonçaient l'émergence d'une nouvelle économie et d'une nouvelle société. La mode était ainsi à la prospective, à la futurologie, que l'on signifiait à coups de grands discours, de rapports et de recommandations de toutes sortes, une révolution technologique sans précédent. Certes, dans une certaine mesure, cette « révolution » a bel et bien eu lieu. Mais encore nous fallait-il pouvoir en faire l'analyse de manière critique, approfondie et détaillée. Car au-delà de ces discours, la sociologie autant que les sciences de l'information et de la communication avaient, elles aussi, des choses à dire sur les soi-disant transformations en cours. C'était d'une certaine manière le mandat que nous nous étions donné, nous-mêmes fascinés à l'époque par ce qui se mettait progressivement en ligne sur le web (le nombre croissant de données qui commençaient alors à circuler via le WWW) et par la popularité croissante de la messagerie électronique (le courriel, entre autres). Mon mémoire de maîtrise avait été l'occasion de développer une problématique sur les transformations de la représentation de la temporalité au sein de notre société/culture et d'élaborer une méthodologie fondée sur l'entretien en profondeur auprès d'utilisateurs (des internautes) quotidiens du réseau Internet (des étudiantes et étudiants universitaires, pour les besoins de

la cause à l'époque). Plusieurs constats ressortaient des dix-sept entretiens réalisés, regroupés autour de ce que nous interprétions comme une transformation qualitative du rapport que les usagers quotidiens des TIC ont au temps et à l'espace. Ces constats avaient d'ailleurs été présentés dans un premier article publié dans *COMMposite* (2000).

Avec le recul, force est de le constater, et nous voudrions le dire en toute modestie, les observations et constats effectués à l'époque étaient annonciateurs de ce qui allait prendre de l'ampleur dans nos sociétés industrielles avancées à partir des années 2000. Le temps semble en effet s'être raccourci, dans la mesure où nous avons désormais l'impression que tout va très vite et de plus en plus vite. La vitesse de circulation de l'information mise à disposition dans les réseaux s'est accrue, et avec elle le sentiment de devenir maître et possesseur de son quotidien grâce à la possibilité de communiquer et d'obtenir de l'information en temps réel et à distance. Nous parlions déjà dans l'article de la présentification du temps, de l'instanternité du temps. D'autres auteurs avant nous en parlaient, bien évidemment. Mais l'intérêt d'en discuter à l'époque et d'articuler ces concepts autour de l'usage quotidien des TIC s'avérait hautement pertinent. C'était sans doute pour cette raison que notre texte avait alors suscité un intérêt chez les jeunes chercheurs et chercheuses en communication, nombreux et nombreuses à s'intéresser à ce que les TIC changeaient, ou

allaient changer, au sein de nos sociétés, organisations, milieux de travail, activités sociales, etc. Par contre avec le recul, certains concepts mobilisés dans notre texte auraient pu être mieux définis. Qu'on pense au concept de « pathologie » du temps, ou à celui de « quotidienneté ». N'empêche, l'idée d'avoir pu lier certaines observations à certains concepts comme celui — justement — de pathologie du temps était selon moi fort intéressante. En effet, force est de constater que ce que nous présentions à l'époque comme des pathologies sont plutôt devenues aujourd'hui des « normes ». L'« impatient » de l'époque, de moins en moins incapable d'attendre, d'apprécier « le temps qui passe », de donner un sens à l'épaisseur du temps, s'est généralisé aujourd'hui. Les travaux sur l'urgence — pensons à ceux de Jauréguiberry (1998), d'Aubert (2003), de Carayol (2005) ou de Rosa (2012) — en témoignent : tout est maintenant urgent, extra-urgent, voire ultra-urgent ! Le temps presse, il faut le rentabiliser le plus possible et coûte que coûte. Nous avons en effet assisté à la généralisation du « multitâches » (le multitasking, comme disent les anglophones), au papillonnage ou au « zapping mental ». Autant de phénomènes qui renforcent l'idée d'une appropriation individuelle, subjective, de la temporalité, et qui donnent l'impression que l'on contrôle « SON » temps.

Le passage à ce que plusieurs auteurs (Aubert, 2008a et 2008b) ont pu considérer comme une société

hypermoderne s'est fait de manière progressive, mais néanmoins violente. L'hypermodernité, en grande partie issue de la mondialisation capitaliste, peut se concevoir comme une radicalisation de la modernité. Une radicalisation essentiellement fondée sur l'exacerbation des valeurs associées au productivisme, à la performance, à la réactivité, etc. Partout, c'est-à-dire dans toutes les sphères d'activités sociales et humaines, on a pu observer des comportements d'excès : au travail, dans les loisirs, dans les relations interpersonnelles, etc. Les TIC, leur usage quotidien, ont accéléré ce vieux rêve de l'être humain d'être maître et possesseur de la nature comme nous y faisons allusion un peu plus haut. Maître et possesseur de son propre « temps ». Ce sentiment de toute-puissance que procure la maîtrise de son agenda, de pouvoir montrer aux autres qu'on « existe » par sa « présence » permanente dans les réseaux de communication. Car l'individu branché est celui qui est à l'affût, qui est réactif, toujours là, et qui s'attend aussi à ce que les autres le soient. Mais dans ce « jeu », la « chronocompétition » est féroce : on se valorise à travers la vitesse d'exécution qui est une valeur typiquement néolibérale et qui a aujourd'hui réussi à devenir non seulement triomphante, mais hégémonique. Avec tous les problèmes auxquels conduit cette valeur : surcharge informationnelle, communicationnelle et cognitive, infobésité, conduites addictives, implosion personnelle, burn-out, etc.

Bien entendu, à l'époque où nous avons rédigé pour *COMMposite*,

nous n'avions ni le bagage conceptuel ni la maturité pour articuler nos constats et observations à certaines structures socioéconomiques beaucoup plus larges. En cela, notre texte sur les pathologies du temps aurait pu être étayé bien davantage. D'autant qu'il était quand même prétentieux de vouloir développer perspective dite « psychologique » au travail sociologique que nous avions fait. Par ailleurs, une meilleure revue de littérature, une meilleure conceptualisation par endroit et quelques nuances apportées aux constats effectués voire quelques précautions méthodologiques auraient certes pu améliorer la teneur de la démarche d'analyse et d'écriture qui s'en est suivie. Mais écrire, publier des résultats, ce n'est qu'apprentissage.

Pour conclure — et je voudrais ici profiter de l'occasion pour le mentionner — la rédaction et la publication de ce texte ont été pour moi, avec le recul, une expérience fort enrichissante, comme jeune chercheur en communication à l'époque. D'abord, rédiger permet de synthétiser sa pensée de même que ses observations et constats. Ensuite, être publié permet bien évidemment d'être lu et de favoriser la réflexion, les idées, le débat, etc., dans la communauté. Et ce texte en a été la preuve, puisqu'il m'a permis d'élargir mon réseau et de me faire progressivement connaître comme apprenti chercheur, et ensuite, chercheur. La revue *COMMposite*, en ce sens, a été pour moi un véritable tremplin.

## LISTE DE RÉFÉRENCES

- AUBERT, N. (2003). *Le culte de l'urgence, la société malade du temps*. Paris : Flammarion.
- AUBERT N. (2008a). Violences du temps et pathologies hypermodernes. *Cliniques Méditerranéennes*, 78, 23-38.
- AUBERT N. (2008b). Les pathologies hypermodernes : expression d'une nouvelle normalité ?. *International Review of Sociology*, 18(3), 419-426.
- CARAYOL V. (dir.). 2005. *Vivre l'urgence au quotidien*, Bordeaux, GREC/O.
- JAURÉGUIBERRY, F. (1998). Télécommunications et généralisation de l'urgence. *Sciences de la société*, 44, 83-96.
- ROSA, H. (2012). *Aliénation et accélération. Vers une théorie critique de la modernité tardive*. La Découverte.

# Temporalité et Internet : réflexion sur la psychologie du temps à la lumière des pratiques domiciliaires

Luc BONNEVILLE

Au cours d'une recherche sur la représentation de la temporalité chez les utilisateurs du réseau Internet à domicile, dont les principaux constats ont été présentés dans le cadre d'un article précédent, nous avons posé comme hypothèse que la représentation du temps des utilisateurs interrogés se dissociait de la temporalité dominante propre à la modernité fondée essentiellement sur un temps objectif et quantifiable.

L'objet général de cette recherche<sup>1</sup> découlait d'un questionnaire sociologique qui visait à comprendre, d'une part, la signification que les utilisateurs du réseau Internet à domicile accordaient au temps dans le cadre de leurs activités quotidiennes et, d'autre part, la représentation qu'ils en avaient par rapport à la représentation plus globale extra-quotidienne. En poussant plus loin l'analyse des constats réalisés, en débordant par conséquent sur les limites de la so-

ciologie, il est possible de dégager certains éléments qui suscitent une réflexion générale sur ce qui semble être une nouvelle appréhension-construction du temps chez les utilisateurs interrogés. Une telle perspective, de par la nature descriptive qu'elle met en jeu du point de vue de la conscience de l'individu, ne peut être qu'une réflexion à caractère psychologique. C'est précisément dans une telle perspective que s'inscrit notre réflexion dans cet article<sup>2</sup>. Nous montrerons ainsi que le « temps vécu » des utilisateurs interrogés, compte tenu de l'utilisation récurrente et de certains usages qu'ils font d'Internet, peut s'interpréter dans le sens d'une « pathologie du temps présent<sup>3</sup> ».

Notre réflexion procédera en trois principaux moments qui structureront le plan de l'article. Dans un premier temps, nous allons tenter de mettre en contexte le foyer à par-

1 Rappelons d'entrée de jeu qu'il s'agissait d'une recherche de nature qualitative durant laquelle nous avons interrogé dix-sept étudiantes et étudiants des universités montréalaises, considérés comme de grands utilisateurs d'Internet au domicile, comme en témoignent leur ancienneté d'utilisation d'environ deux ans, leur fréquence journalière d'utilisation (de 1 à 10 fois par jour) et le temps quotidien moyen passé sur Internet (de 15 minutes à 4 heures par jour). Cf. BONNEVILLE, Luc. mai 2000.

« La représentation de la temporalité des utilisateurs du réseau Internet », *COMPOSITE*, V2000.1, en ligne: <http://composite.uqam.ca/2000.1/articles/bonnev.htm>

2 Mentionnons que cet article résulte, en grande partie, d'une réflexion générale qui a été entamée en mai 2000 lors du Congrès annuel de l'ACFAS. À cette occasion, nous avons réalisé une présentation dans la section de « Psychologie » où nous avons eu l'occasion de discuter sur de nombreux points relatifs à la psychologie du temps. BONNEVILLE, Luc. 19 mai 2000. « Les distorsions du temps vécu chez les utilisateurs quotidiens du réseau Internet à domicile », Université de Montréal, ACFAS, Montréal.

3 Notons cependant que notre objectif réside davantage dans la perspective de mettre en jeu certaines interprétations des constats auxquels nous sommes arrivés dans le cadre de notre recherche. C'est pourquoi notre article empruntera le style d'un essai.

tir duquel émergent les nouvelles représentations de la temporalité chez les utilisateurs d'Internet pour, en deuxième temps, discuter de la problématique générale des « pathologies temporelles ». Finalement, nous montrerons en quoi certains constats effectués nous conduisent à penser que certains éléments propres aux représentations de la temporalité des utilisateurs sont de l'ordre du pathologique. Nous serons par la suite en mesure de mettre en branle un certain nombre de questionnements qui peuvent donner, à notre avis, le coup d'envoi à de nouvelles avenues de recherche en psychologie du temps.

### **Des pratiques sociales aux pratiques quotidiennes**

Les innovations technologiques qui voient le jour à partir des années cinquante sur le plan de l'informatique, à partir du passage des systèmes analogiques aux systèmes numériques, vont être la base des premiers micro-ordinateurs capables d'analyser de façon automatique de l'information et de stocker d'innombrables données sur support numérique. De telles innovations ont débouché sur des bouleversements majeurs dans plusieurs sphères sociales qui sont venus modifier plusieurs comportements en matière d'information et de communication, notamment par le biais du processus de formation des usages<sup>4</sup>.

4 Voir LACROIX, Jean-Guy, MIÈGE, Bernard, MOEGLIN, Pierre, PAJON, Patrick et TREMBLAY, Gaëtan. 1993. « La convergence des télécommunications et de l'audiovisuel, un renouvellement de perspective s'im-

De tels phénomènes motivent certains questionnements quant au rôle de l'utilisateur qui effectue de nouvelles pratiques de plus en plus récurrentes dans le cadre de l'utilisation des technologies informatiques. On peut penser que le réseau Internet, étant donné le niveau d'utilisation que certaines gens en ont, provoque une modification des rapports de l'utilisateur à son univers quotidien à partir du moment où il dispose d'outils lui permettant d'accomplir plusieurs activités à son domicile. C'est précisément ce que nous pensons avoir montré en faisant ressortir trois principaux constats relatifs à la représentation de la temporalité des utilisateurs d'Internet au domicile<sup>5</sup>. À titre de rappel, le premier constat concernait la constitution d'un temps enfermé dans un « moment présent » marqué par une représentation de « l'instantanéité ». Le deuxième référerait à l'idée d'une représentation d'un temps sans espace, conçu en lui-même sans égard aux déplacements pour effectuer certaines activités quotidiennes. Dans le troisième constat, nous avons mis en jeu l'idée selon laquelle le temps était de plus en plus « subjectivé » par l'utilisateur à travers ses pratiques quotidiennes.

L'analyse de tels constats nous conduit à réfléchir aux conséquences psychologiques de

---

pose », *Technologies de l'information et société*, vol. 5, no. 1.

5 Pour une vue plus complète, voir BONNEVILLE, Luc. mars 2000. *L'impact des nouvelles technologies d'information et de communication (NTIC) sur la représentation de la temporalité*, Mémoire de maîtrise en sociologie, Montréal, Université du Québec à Montréal.

la conception du temps des utilisateurs dont les représentations entrent en contradiction avec la temporalité objective globale qui est propre à la modernité. Mentionnons à ce sujet que la temporalité moderne, qu'on peut également appeler la « modernité temporelle », pose le temps à travers l'objectivité du déroulement des états successifs et de la quantification de l'espace.

C'est donc à partir de la portée de ces constats que nous voulons, dans cet article, insister sur la façon dont est vécu le temps chez les utilisateurs interrogés, pour déboucher sur une réflexion particulière qui s'ouvre sur un domaine d'analyse nouveau issu de la sociologie de la quotidienneté. Celle-ci suggère une démarche particulière en initiant une réflexion critique sur la nature de la représentation quotidienne du temps, dans le sens où Henri Lefebvre en fait référence dans les termes suivants :

La critique de la vie quotidienne étudie la persistance des temps rythmiques dans le temps linéaire, celui de la société industrielle moderne. Elle étudie les interférences entre le temps cyclique (naturel, irrationnel en un sens, encore concret) et le temps linéaire (acquis, rationnel, abstrait en un sens et anti-naturel). Elle examine les déficiences et malaises qui résultent de cette interaction encore peu et mal connue. Elle envisage enfin les métamorphoses possibles, du fait

de cette interaction, dans la quotidienneté<sup>6</sup>.

C'est de ce point de vue que la réflexion que nous voulons développer trouve son sens, car elle nous conduit à interpréter plus profondément les conséquences psychologiques des représentations particulières des utilisateurs interrogés qui se construisent dans leurs univers quotidiens.

### **Du temps abstrait au temps concret : et la quotidienneté ?**

Le temps tel qu'on en fait perpétuellement l'expérience est fondé sur l'idée de quantification qui lui donne un caractère objectif, permanent et immuable. On le mesure, on le constate et on le matérialise. Il s'agit d'un temps essentiellement abstrait, qui dépasse les limites de notre perception subjective. Ce type de temporalité peut être qualifié de « moderne », en ce sens qu'il se généralise avec les balbutiements de l'industrialisation pour se cristalliser dans l'ensemble des rapports sociaux où émerge un « temps dominant<sup>7</sup> » représenté par le temps de travail, lequel constitue le foyer à partir duquel s'orientent toutes les représentations possibles du temps des individus. Parmi celles-ci se retrouve le temps quotidien qui échappe par nature à cette temporalité objective, même s'il demeure plus souvent qu'autrement soumis au « temps dominant » de la société qui tente de l'englober par

6 LEFEBVRE, Henri. 1961. *Fondements d'une sociologie de la quotidienneté*, Paris, L'Arche, p. 54.

7 SUE, Roger. 1994. *Temps et ordre social*, Paris, Presses Universitaires de France.

l'effet des représentations individuelles. Or, les pratiques sociales mises en jeu de façon récurrente dans le cadre de l'utilisation du réseau Internet, compte tenu des possibilités que celui-ci offre, provoquent de nouveaux rapports au temps dans la quotidienneté des utilisateurs. Par un processus lent, mais réel, les utilisateurs en viennent à développer des adaptations à partir desquelles le temps sera vécu d'une façon particulière, puisque sa caractéristique centrale est d'entrer en contradiction avec le temps dominant de la modernité, lequel se caractérise entre autres par la présence d'un « temps-pivot<sup>8</sup> », objectivant, qui oriente l'ensemble des représentations de la temporalité. Tel est le fondement des constats que nous avons effectués dans le cadre de notre recherche<sup>9</sup>. La question qui se pose maintenant est de cerner les spécificités psychologiques de tels contacts. Ce sera notre principale préoccupation dans le prochain point.

### De retour au temps vécu

Conformément à l'analyse de la représentation du temps chez les utilisateurs que nous avons interrogés, l'utilisation régulière du réseau Internet amène, de façon générale, un changement de perspective du point de vue du rapport de l'individu aux différents attributs temporels (attributs linguistiques, tels que le présent, le passé, l'avenir, le maintenant, l'instant, etc.) dans le sens d'une représentation

orientée fondamentalement sur le « présent », voire sur « l'immédiat ». L'origine de ce phénomène se situe au niveau de l'utilisation récurrente que les utilisateurs font du réseau Internet, lequel possède la caractéristique centrale de créer des rapports communicationnels fondés sur l'instantanéité<sup>10</sup>. Une telle possibilité implique que le réseau Internet puisse être en mesure, dans sa forme phénoménale, de proposer une temporalité différente de celle qui a cours depuis le début de la modernité compte tenu de son caractère objectif. Or, comme en témoigne notre analyse, la signification que les utilisateurs réguliers d'Internet à domicile accordent au temps entre en conflit avec les cadres temporels qui entourent la quotidienneté, ce qui veut dire que le temps est vécu d'une façon différente de la « norme » proposée, c'est-à-dire la « normalité temporelle » de la modernité.

C'est précisément ici que nous pouvons concevoir un élément pathologique, « hors-norme », qui suppose un conflit permanent entre un « temps concret » (vécu par l'individu) et un « temps abstrait » (celui de la modernité). L'origine de cette « pathologie temporelle » viendrait de la modernité, compte tenu du type de temporalité qui lui est associé, c'est-à-dire l'obsession de

8 Pour une analyse plus exhaustive du temps de la modernité, voir SUE, Roger, ouvrage cité.

9 BONNEVILLE, Luc. ouvrage cité.

10 Précisons ici que nous n'adoptons point une vision déterministe de la technologie où celle-ci déterminerait les rapports sociaux. Au contraire, nous pensons que c'est au sein d'une dialectique complexe, entre plusieurs phénomènes tels que le réseau Internet, les pratiques quotidiennes récurrentes, les usages particuliers, etc., que se construit la représentation de l'utilisateur.

la quantification du couple temps/espace, de la mesure de la vitesse par la quantité d'activités réalisées dans un temps donné, d'un horizon temporel orienté vers l'avenir, etc., lesquels ne peuvent faire autrement que de provoquer de multiples tensions avec le temps tel qu'il se dégage de certaines pratiques récurrentes sur Internet (les achats à distance, la communication par courrier électronique, la réservation en ligne, la quête d'informations de toutes sortes)<sup>11</sup>.

### La question des pathologies temporelles durant la modernité

Essentiellement, on retrouve trois types de pathologies qui ont pour fondement la confrontation des représentations du temps des individus avec la représentation objective d'un temps fixe et immuable qui obéit, rappelons-le, aux contraintes du temps de travail et de l'espace à l'origine d'une structure téléonomique<sup>12</sup> du temps. Cette structure, compte tenu du temps concret — tel que perçu par l'individu — est sujette à être distorsionnée par une série de causes extra-subjectives (le social) et subjectives (le psychologique)<sup>13</sup>.

11 Ce qui irait dans le sens des propos tenus dans l'ouvrage dirigé par Alain Renberg pour qui « l'homme est malade du temps » (*L'Homme malade du temps*, Paris, Stock, 1979). Il est « malade du temps » puisqu'il cherche constamment à le défier par l'accomplissement d'activités de façon toujours plus rapide.

12 Nous entendons par « structure téléonomique du temps » la représentation du temps chez l'individu qui le pose dans un cadre linéaire.

13 C'est précisément dans le cadre de la confrontation du temps objectif et subjectif

Pour l'illustrer, prenons l'exemple des pathologies temporelles propres à la modernité, lesquelles peuvent prendre des formes différentes selon l'orientation temporelle spécifique d'un individu, c'est-à-dire sa capacité à s'orienter dans le temps en portant son attention soit sur le passé, le présent ou le futur. Trois types de pathologies se présentent : les pathologies du passé, les pathologies du futur et, les plus importantes pour notre réflexion, les pathologies du présent<sup>14</sup>.

Les pathologies du passé concernent, par exemple, toutes les formes de mélancolie. Le sujet se trouve ainsi confronté à un temps objectif orienté vers le devenir et à son propre temps vécu qui, lui, reste orienté vers le passé, c'est-à-dire vers quelque chose qui n'est présent que dans le souvenir mais dont le sujet a perpétuellement conscience. On pourrait par exemple prendre l'exemple sur les religions ascétiques qui se fondent sur l'idée d'un point d'origine, le péché originel, qui doit cependant être racheté perpétuellement.

Les pathologies du futur constituent, quant à elles, les attitudes d'un sujet envers le rejet conscient

---

que se construisent les rapports intersubjectifs de l'individu au temps, à travers lesquels la modernité a façonné une représentation globale de la temporalité modelée autour de la quantification-rationalisation du temps. On peut penser que l'utilisation du réseau Internet, sur une base récurrente, viendrait reconfigurer le temps tel qu'il se construit dans les rapports intersubjectifs.

14 Nous nous inspirerons quelque peu ici des propos généraux tenus par le Groupe de synthèse de Louvain (1984. *Temps et devenir*, Louvains-la-Neuve, Presses universitaires de Louvain-la-Neuve).

ou inconscient d'un passé et éventuellement d'un présent qui ne trouverait son sens que par un futur envisageable et souvent souhaité, comme dans le cas de l'utopie ou de certaines croyances religieuses.

Les pathologies du présent sont les plus intéressantes sur le plan d'une psychologie du temps vécu, car elles permettent d'envisager une certaine dynamique comportementale qui caractérise un individu par rapport à ses actes. Comme pathologies du présent, on peut faire référence aux problèmes liés à la toxicomanie et à certaines formes de criminalité où l'individu investit tout son désir dans le moment présent, dans l'action immédiate indépendamment des effets que cela pourra avoir dans un avenir rapproché. On peut également penser à la dépression qui renvoie à l'idée d'un rejet de l'avenir devant lequel le sujet se sent désespéré. Tout est ramené dans ce cas au seul moment présent qui englobe toute la conscience du sujet pris dans l'immédiateté du temps.

C'est justement dans le sens d'une pathologie du présent qu'émerge ce qu'on pourrait concevoir, à la lumière de nos recherches et analyses, une signification particulière du temps dans le sens d'un moment présent, instantané, qui oriente un ensemble de comportements quotidiens. Le sujet se trouverait, de par la récurrence qui s'est installée dans ses comportements quotidiens, enfermé dans un instant présent qui fait qu'une action doit être toujours réalisée « tout-de-suite » et, par conséquent, sans

attentes concrètes. Les usages liés à la quête d'informations continuellement mises à jour de même que les possibilités d'interaction offertes à tout instant contribuent à ce type de représentation de la temporalité.

### **Fondements subjectifs de la représentation de la temporalité : au seuil d'une nouvelle pathologie du présent ?**

L'une des caractéristiques centrales de la représentation de la temporalité chez les utilisateurs interrogés réside dans l'obsession qu'ils développent face au « moment actuel », le « maintenant », dans lequel la durée<sup>15</sup> se ramène à l'instant présent.

Une telle représentation de la durée fait que le temps est refermé sur lui-même, contribuant ainsi à comprimer « l'avant » (le passé) et « l'après » (le futur) dans l'immédiat. Voyons plus précisément en quoi cela consiste à la lumière de notre réflexion.

### **Le changement sans la durée**

L'analyse des représentations de la temporalité des utilisateurs montre une dimension particulière du « changement » en tant que modalité temporelle. Nous assisterions tout simplement à la disparition de la représentation du changement, laquelle trouverait son origine dans une dialectique individu-machine

<sup>15</sup> La durée représente le temps vécu par le sujet tel qu'il est impossible de le mesurer puisqu'il échappe à l'objectivité du déroulement temporel. Il n'a de sens que pour l'individu qui le vit, en toute relativité. BERGSON, Henri. 1948. *Essai sur les données immédiates de la conscience*, Paris, Presses universitaires de France.

(Internet) qui fait en sorte que certaines pratiques quotidiennes sont vécues en fonction d'une instantanéité, d'une actualisation et d'une présentification. Dans un tel contexte, la représentation du changement est structurellement modifiée et renvoie maintenant à la négation du déroulement d'états successifs qui pourtant constituent les références « normales » de la société.

Le « temps instantané » perçu comme tel, qui est la cause de la représentation du non-changement, se caractérise par la suppression de « l'avant » et de « l'après » d'où ressort un temps quotidien « présentifié ». L'attitude significative à l'égard de ce phénomène consiste à vouloir perpétuellement obtenir une information « tout-de-suite<sup>16</sup> ». Ce qui implique qu'une action est effectuée à une vitesse si rapide que l'utilisateur ignore consciemment les différents instants qui constituent les changements d'états linéaires entre un « avant » et un « après ». En ce sens, la perception du changement ne peut que relever du pathologique car, poussée à son comble avec cette

obsession de la vitesse, elle se situe en dehors du « normal temporel » de la société globale qui est modelée autour d'une représentation du changement comme succession d'états dans le temps<sup>17</sup>.

Mentionnons en exemple la différence fondamentale qu'il existe entre le temps tel qu'il se déploie par certains usages du réseau Internet et le temps tel qu'il se déploie dans le cadre des rapports sociaux englobés par la modernité temporelle. Dans le cadre de celle-ci, les activités dans le temps se réalisent nécessairement à partir d'un « présent » vers un devenir que l'on qualifie de « futur », d'où l'origine linguistique des attributs temporels spécifiant les « temps de verbe » (« j'irai à cet endroit », « je mangerai au restaurant », « j'achèterai des vêtements », etc.). Dans le cadre de l'utilisation quotidienne du réseau Internet, et notamment du système de courrier électronique, la représentation que les usagers ont du changement ne suppose plus une coupure aussi précise entre les états dans le temps, car l'usager peut envoyer par exemple un

16 C'est pourquoi la plupart des usagers affirment qu'ils laissent en permanence leur ordinateur ouvert, de façon à ce qu'ils puissent prendre connaissance d'une information, si l'envie se fait sentir, le plus rapidement possible. Il en va de même pour les usagers qui sont branchés par le câble où la vitesse d'exécution est beaucoup plus rapide que par modem. Les usagers n'ont plus besoin, à la limite, d'entamer une procédure de branchement à chaque fois qu'ils veulent utiliser Internet. De plus, les usagers que nous avons interrogés ont mentionné à maintes reprises que le branchement par câble permettait d'avoir accès au réseau Internet de façon permanente et très rapide.

17 C'est notamment pour cette raison que le temps de la société globale, commun à tous les individus d'une même société, est quantifiable. Car sa représentation est fondée sur l'idée du changement d'états, lesquels peuvent s'objectiver pour éventuellement se mesurer de façon homogène. On a donc des secondes, des minutes, des heures, etc. De même que pour l'espace, on a des centimètres, des mètres, des kilomètres, etc. On peut par la suite mesurer le temps nécessaire pour se déplacer en voiture de Québec à Montréal en termes temporels (3 heures) ou en termes spatiaux (300 km). Les deux mesures se valent et ne font qu'une, ce pourquoi le temps est intimement lié à l'espace dans les rapports conventionnels de la société moderne.

message à quelqu'un quand bon lui semble indépendamment de contraintes objectives fixées hors de lui. On pourrait penser qu'il n'y a plus de représentation consciente d'un changement des états dans le temps. Traditionnellement, un individu devait se déplacer pour envoyer un message à quelqu'un, conformément aux actions suivantes qui correspondent à des états temporels : écrire une lettre, se déplacer pour la poster, revenir chez-soi, etc. Le système de courrier électronique permet à l'utilisateur d'envoyer un message quand il le juge nécessaire, sans égard à des états percevables dans le temps. On pourrait évidemment contredire cette idée d'une représentation d'un « temps instantané », en montrant qu'il y a mathématiquement un temps qui peut se quantifier à partir du doigté sur le clavier, de la vitesse de l'ordinateur, du temps d'exécution et du temps de transport du signal. Cette démonstration ne peut être véridique qu'en théorie, car le temps effectivement mesuré s'établit sur la base d'une vitesse si rapide entre les états qu'il échappe à la construction subjective de la durée. La différence fondamentale réside dans le fait qu'il y a un changement de l'ordre du qualitatif. En ce sens, les utilisateurs se trouvent à la fois confrontés à des changements d'états dans le temps dans leurs rapports sociaux de tous les jours et à des représentations de non-changement dans leurs rapports à la quotidienneté. L'aspiration qu'ils développent dans le cadre de ces derniers, de par la

réurrence avec laquelle certaines activités sont réalisées, fait en sorte que la représentation de la temporalité des utilisateurs devient complètement « hors norme ».

On peut penser que la pathologie du présent dont nous parlons s'illustre lorsque la représentation du temps des utilisateurs se fonde sur l'idée d'un temps « immédiat », lequel fait en sorte que la représentation du changement tend à disparaître. Cette disparition résulte de la volonté des utilisateurs de « sauver » constamment du temps dans leurs activités quotidiennes, de façon à ce que « l'avant » et « l'après » ne forment qu'un.

Une telle recherche constitue une tendance évocatrice de la pathologie du présent dont sont victimes certains utilisateurs, puisqu'ils en viennent à ne plus tolérer les « délais » qui sont pourtant fondamentaux dans la représentation globale de la société. Plus précisément, cela consiste à ignorer les rythmes temporels de la société qui constituent pourtant la base de la mesure du temps tel que nous l'affirons plus haut. De cette façon, étant donnée la possibilité qu'ils ont d'accomplir une activité quotidienne sur Internet sans délais, les utilisateurs ont une représentation de la temporalité qui considère celui-ci comme un « déjà ».

### Une représentation du « déjà »

D'un point de vue linguistique, le « déjà » exprime l'attitude de l'utilisateur envers une activité quotidienne qui se réalise à l'extérieur de la « normalité temporelle » des délais. C'est à

partir du « déjà » que les utilisateurs accordent une signification au temps qui correspond au niveau de productivité qu'ils recherchent dans le cadre de leur quotidienneté. Ce niveau de productivité correspond au but à atteindre qui ne peut se réaliser que dans la perspective de « sauver du temps », voire « d'économiser du temps ». Celle-ci réfère concrètement à la présentification<sup>18</sup> des activités sur Internet, dans le sens où les utilisateurs peuvent obtenir, par exemple, des mises à jour régulières<sup>19</sup> tout en mettant en marche des procédures de traitement automatique<sup>20</sup>. De telles possibilités font en sorte que les

18 LACROIX, Jean-Guy. 1998. « Sociologie et transition millénariste : entre l'irraison totalitaire du capitalisme et la possibilité-nécessité de la conscientivité », *Cahiers de recherche sociologique*, no. 30, p. 92.

19 Par exemple, les bulletins de nouvelles peuvent être mis à jour à toutes les secondes, évitant ainsi que les utilisateurs attendent à des heures fixes pour prendre connaissance d'une information comme le veut la télévision. Cette tendance à présentifier les informations sur Internet résulte, en fait, d'une demande qui manifeste sa volonté de ne point attendre, d'avoir le sentiment que les nouvelles sont toujours « déjà » là.

Quelques chaînes télévisées ont rapidement saisi ce changement dans la représentation du temps des utilisateurs d'Internet, en offrant des bulletins de nouvelles en temps continu. C'est le cas de LCN et, dans une moindre mesure, de RDI. Notons cependant que CNN pratiquait ce genre de diffusion avant la venue du réseau Internet.

20 La plupart des institutions financières offrent la possibilité, via un système informatisé, d'enclencher une procédure à la demande du client par laquelle les factures mensuelles de celui-ci sont réglées automatiquement, ponctuellement, tous les mois, selon une date précise. L'utilisateur voit donc ses transactions bancaires « présentifiées » du fait que tout se fait dans un temps qui lui est indépendant et qui fonctionne en parallèle à ses préoccupations.

utilisateurs en viennent à ignorer les délais, l'attente voire la prévision relative à une activité quotidienne. Ce qui, d'après nous, les situe dans une sorte d'« anormal » temporel qui pose son rapport au temps en contradiction avec la temporalité globale de la société qui est fondée, justement, sur les délais, l'attente et la prévision. L'efficacité serait le lot des utilisateurs d'Internet à domicile, dans le projet d'éliminer leur sentiment d'attente envers un résultat à venir. Vouloir éliminer l'attente, c'est éliminer le temps mesurable. C'est se réapproprier un temps subjectif qui est de l'ordre de la durée au sens bergsonien du terme.

### La question de l'attente : aux sources d'une pathologie du présent ?

L'une des modalités de la représentation de la temporalité des utilisateurs se situe au niveau de la conscience de « l'attente ». Celle-ci constitue l'effet de la temporalité globale qui pose le temps dans un rapport où interviennent des délais, des temps contraints, des déplacements, etc. Le sujet est par conséquent toujours impliqué dans un rapport au temps qui fait qu'il doit « attendre » un événement<sup>21</sup>. Comme nous le disions plus haut, lorsque pour certaines activités quotidiennes, le temps devient quelque chose qui réfère à l'immédiateté, au « déjà », les utilisateurs tendent à ne plus concevoir d'attente concrète. Ils sont donc

21 Ce qui fait notamment que le temps moderne est fondamentalement un temps linéaire qui est représenté en fonction du couple cause-effet signifiant un présent vers un futur en devenir.

tirillés entre un temps qui se prête à l'attente et un temps qui ne s'y prête plus, d'où l'émergence selon nous d'une pathologie du temps.

Celle-ci s'illustrerait lorsque les utilisateurs tendent à tout ramener au présent pour annuler les différents moments d'une activité qui réfèrent conventionnellement à une action pour ensuite enclencher un délai et enfin un résultat. Il en résulterait un temps qui est vécu, consciemment ou inconsciemment, dans une durée qui exclut toutes les références au temps mesurable de translation entre un moment antérieur et un moment postérieur. L'absence d'attente est ici absence de délais. Ceux-ci sont évacués de la représentation des utilisateurs par une tendance quotidienne à effectuer en permanence une opération à réaliser « tout-de-suite ». Mentionnons en exemple l'envoi d'un message à quelqu'un au moment où l'utilisateur le souhaite indépendamment d'un horaire fixé *a priori*.

C'est donc la nature de l'attente qui est structurellement modifiée, du fait qu'une temporalité instantanée surgit. Une telle transformation n'implique pas une augmentation de la vitesse avec laquelle une opération est réalisée et corollairement une diminution de l'attente vécue. Elle suppose plutôt un changement qualitatif qui fait que les utilisateurs se placent en dehors de la « normalité temporelle » qui admet toutefois la perception des attentes qui sont vécues comme étant courtes ou longues.

Dans ce contexte, l'élément pathologique surgirait dès lors qu'une attente vécue par le sujet,

pour quelque activité que ce soit, déboucherait sur une impatience chronique face à laquelle l'utilisateur se sentirait de plus en plus désespéré<sup>22</sup>. Cela viendrait confirmer l'une des lois fondamentales de la psychologie du temps énoncées par Paul Fraïsse selon lequel l'attente est toujours perçue comme étant trop longue dans les différents rapports sociaux d'un individu<sup>23</sup>.

Devant l'incapacité d'accomplir une activité de façon immédiate, dans le sens du « déjà » dont nous avons parlé, les utilisateurs développent un sentiment d'impuissance face à un temps qu'ils n'arrivent plus à maîtriser. Cependant, il y aurait un paradoxe du fait qu'en dehors de leur quotidienneté le temps échappe pourtant à leur maîtrise puisque sa caractéristique fondamentale est d'être objectif. Cette caractéristique fait en sorte que le temps moderne possède une signification qui associe l'attente avec un « temps perdu », d'où l'obsession permanente de vouloir « sauver du temps » dans leurs activités quotidiennes.

L'attente est donc conçue chez les usagers d'Internet à domicile comme

---

22 Plusieurs psychologues ont d'ailleurs démontré qu'un sujet a tendance à être beaucoup plus impatient devant une activité qu'il déteste. Inversement, en situation d'amusement, le sujet a tendance à trouver que le « temps passe rapidement » (Voir, à ce sujet, Alain Reinberg, op. cit.). Tel est toujours le cas pour les usagers interrogés, dans la mesure où ceux-ci ont affirmé qu'il ne « voyait pas le temps passer » lors d'une séance de « chat#160; », et qu'il trouvait toujours trop long une opération de nécessité tel que le renouvellement de livres, le paiement de factures, etc.

23 FRAÏSSE, Paul. « Avoir trop ou pas assez de temps », Alain Reinberg, Ibid., p. 70.

trop étendue dans le temps, ce qui révèle un certain degré d'anormalité dans la réalisation efficace de telle ou telle activité. Conçue ainsi, l'attente est vécue avec intolérance par les utilisateurs qui finissent par développer une angoisse constante lorsque des délais surgissent. Une telle angoisse se manifeste lorsque les utilisateurs ne parviennent pas à effectuer une opération dans le cadre du « déjà », lequel ne peut s'absenter qu'en fonction d'un bris d'équipement, de l'engorgement du site Internet convoité, de la lenteur d'un téléchargement, etc. Pour éviter de tels scénarios, les utilisateurs préfèrent mettre en fonction des applications par lesquelles les opérations qu'ils veulent accomplir se font automatiquement sans leur intervention, comme par exemple un correcteur grammatical automatique ou un logiciel de courrier électronique relevant les messages automatiquement sans que l'utilisateur en fasse la demande. De cette façon, les utilisateurs peuvent effectuer une autre activité en parallèle pendant que s'effectue par exemple un téléchargement. Cela leur donne l'impression que l'opération qu'ils enclenchent se fait, imaginativement, de façon instantanée. Ainsi, dans de telles circonstances, les utilisateurs ont l'impression que l'attente qui existerait « normalement » n'est plus, puisqu'elle perd son aspect formel en n'étant plus vécue. Le délai n'a donc plus la même signification qu'une attente, car il est anticipé et englobé dans une certaine gestion du temps où ce dernier est en fait

un « non-temps ». Le non-immédiat devient par conséquent un immédiat qui cadre avec la représentation du « déjà ». Tout est ici une question de vitesse, véritable catalyseur de cette quête obsessionnelle de performance par la recherche d'une économie de temps fondée sur les idées mêmes du taylorisme<sup>24</sup>. Arrivée à un certain seuil, une telle recherche déferait, nous le pensons, les limites du « raisonnable », du « normal », propre à la société globale par rapport au temps qui lui est associé.

### **En guise de conclusion**

Les représentations de la temporalité que nous venons de mettre en lumière chez les utilisateurs d'Internet à domicile illustrent, à notre avis, un cas typique de « pathologie du présent », dans le sens où nous l'avons définie. On peut penser qu'une telle pathologie provient d'une obsession sans cesse grandissante de l'efficacité personnelle qui passe par la vitesse avec laquelle une opération ou une activité est réalisée dans le temps. Le foyer d'origine est sans aucun doute la société moderne avec la généralisation de l'idée tayloriste encourageant la performance individuelle, la concurrence entre les individus et valorisant la vitesse d'exécution. La venue des technologies d'information et de communication, avec la possi-

<sup>24</sup> Rappelons que le taylorisme correspond à la généralisation de la quantification des rythmes de travail dans le but de transformer le temps en « temps productif », conformément aux grandes structures du système productif-reproductif. Voir notamment ATTALI, Jacques. 1982. *Histoire du temps*, Paris, A. Fayard.

bilité d'accéder à Internet à partir du domicile, a concrétisé le rêve capitaliste de la vitesse et de la rapidité<sup>25</sup>. Il y aurait deux conséquences majeures sur le plan comportemental : d'un côté l'être humain se trouverait prisonnier d'un style de vie obsessionnel favorisant la performance et la vitesse<sup>26</sup>, et de l'autre il viserait à se sortir de cette fatalité en vivant le temps quotidien comme il l'entend mais toujours dans le cadre de l'idéal temporel moderne. De là émerge à notre avis une contradiction qui se reflète au niveau des représentations. On pourrait dès lors penser que c'est l'orientation temporelle des utilisateurs qui est déstabilisée. Dans la modernité, cette orientation posait le rapport de l'individu au temps dans sa capacité à se situer dans le présent ou dans le futur (qui est toujours en « voie d'être »). Les utilisateurs d'Internet

à domicile, de par la récurrence avec laquelle certaines activités quotidiennes sont réalisées, ne se posent qu'en rapport avec le présent qui est de l'ordre du « déjà » et qui implique une impatience chronique pour les délais. De telles caractéristiques représentationnelles ne peuvent à notre avis qu'entraîner des désordres au niveau de la signification accordée au temps, car celui-ci se construit autour de contradictions fondamentales qui relèvent à la fois de la société globale et de la quotidienneté. C'est pourquoi nous pensons que la réflexion autour du concept de « pathologie temporelle », appliquée aux utilisateurs d'Internet à domicile, ne peut que contribuer de façon positive au débat sur l'origine des représentations de la temporalité et sur leur dynamique.

---

25 Il y a de fait un culte de la vitesse qui transparait de plus en plus dans les messages publicitaires des différentes compagnies, dont celles liées aux services de câblodistribution (« accédez à Internet plus rapidement »), aux stations de service (« payez à la pompe pour sauver du temps »), aux institutions financières (« effectuer des transactions de façon à économiser du temps et de l'argent »), etc.

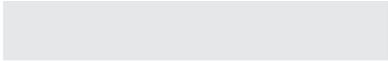
26 La pathologie temporelle qui correspond à la représentation qui s'y dégage est sans l'ombre d'un doute le stress, véritable plaie des sociétés modernes et industrielles.

## LISTE DE RÉFÉRENCES

- ATTALI, J. (1982). *Histoire du temps*. Paris : A. Fayard.
- BERGSON, H. (1948). *Essai sur les données immédiates de la conscience*. Paris : Presses universitaires de France.
- BONNEVILLE, L. (2000). *L'impact des nouvelles technologies d'information et de communication (NTIC) sur la représentation de la temporalité*, Mémoire de maîtrise en sociologie, Montréal, Université du Québec à Montréal.
- BONNEVILLE, L. (2000). La représentation de la temporalité des utilisateurs du réseau Internet. *COMMposite*, 2000(1), [En ligne] <http://commposite.uqam.ca/2000.1/articles/bonnev.htm>
- BONNEVILLE, L. (2000). Les distorsions du temps vécu chez les utilisateurs quotidiens du réseau Internet à domicile. Communication au 68e congrès de l'ACFAS, Montréal, 15-19 mai 2000.
- GROUPE DE SYNTHÈSE DE LOUVAIN. (1984). *Temps et devenir*, Louvains-la-Neuve, Presses universitaires de Louvain-la-Neuve.
- LACROIX, J.-G. et al. (1993). La convergence des télécommunications et de l'audiovisuel, un renouvellement de perspective s'impose. *Technologies de l'information et société*, 5(1), 81-105.
- LACROIX, J.-G. (1998). Sociologie et transition millénariste : entre l'irraison totalitaire du capitalisme et la possibilité-nécessité de la conscientivité. *Cahiers de recherche sociologique*, 30, 79-152.
- LEFEBVRE, H. (1961). *Fondements d'une sociologie de la quotidienneté*. Paris : L'Arche
- REINBERG, A. (1979). *L'homme malade du temps*. Paris : Stock.
- SUE, R. (1994). *Temps et ordre social*. Paris : Presses Universitaires de France.



Section 4  
**ÉCRITURES**



**Owen ROSE**  
L'ethnographie et l'espace frontalier en architecture

**Marie-Claude PLOURDE**  
Une approche communicationnelle de l'interdisciplinarité :  
regard ethnographique sur l'espace frontalier (2015)

# L'ethnographie et l'espace frontalier en architecture

Owen ROSE

En tant qu'architecte fondateur et principal concepteur chez **rose architecture**, mais aussi fortement sensibilisé par ma longue implication au Centre d'écologie urbaine de Montréal (CÉUM), je soutiens depuis plusieurs années une pratique de l'architecture sensible et responsable. Alors, lorsque Marie-Claude — que je connais à travers ses interventions professionnelles au Bureau du design de la Ville de Montréal — m'a approché pour une relecture d'un de ses textes académiques sur l'architecture durable, j'ai accepté sans hésitation. Dans son texte, Marie-Claude, diplômée en Architecture à l'Université de Montréal, se propose d'approfondir en tant que doctorante en communication, la collaboration interdisciplinaire en architecture. Son objectif est qu'ultimement ce regard approfondisse la connaissance sur les étapes d'un processus architectural (de la conception à la réalisation) afin de faciliter la collaboration.

Au premier abord, le texte de Marie-Claude m'a fait peur et m'a donné l'impression de lire un *Star Trek*. C'est pourquoi je me donne la mission, ici, de mettre en lumière sa thèse sur les processus de conception intégrée (PCI) en regard de l'expérience d'être « sur terre ». À travers mon vécu professionnel, je reformule la problématique de Marie-Claude afin de la rendre accessible ; pour ensuite présenter en quoi

cette lecture est un apport intéressant au domaine de l'architecture.

Après quelques expériences de PCI, j'ai eu la chance à l'automne 2016, d'enseigner un atelier interdisciplinaire à l'École d'Architecture en collaboration avec l'École Polytechnique. Jeantet, Tiger, Vinck et Tichkiewitch (1996), pour reprendre des références du texte, définissent le PCI comme étant :

une nouvelle méthode de travail qui vise à prendre en compte dès l'origine l'ensemble du cycle de vie du produit, depuis sa production, son usage et sa maintenance jusqu'à son recyclage. Ceci conduit à associer au processus de conception l'ensemble des acteurs ayant compétence pour intervenir aux différents moments et sur les différents aspects de ce cycle de vie, et à les faire travailler autant que possible simultanément et de façon concourante [sic] (p. 87).

Dans cet esprit et à un niveau universitaire, ce cours intitulé « Archi-Poly », consistait en la création de six équipes interdisciplinaires de conception. L'objectif était de proposer un agrandissement écologique d'une école primaire de la CSDM dans l'Arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville. C'est d'ailleurs peut-être la seule et dernière fois que je travaillerai sur un projet d'école publique (comme je n'en ai pas cinq à mon actif, mais cela est

un autre sujet de discussion<sup>1</sup> !) Le texte de Marie-Claude m'a permis de reconsidérer avec un vocabulaire nouveau plusieurs de mes observations sensibles issues de ces expériences.

Marie-Claude postule que le PCI (considéré d'un point de vue de la communication) aide à améliorer les projets d'architecture, voire les rendre plus écologiques. Je suis d'accord avec cette idée, car un PCI est l'occasion de faire entendre les points de vue de tous pour mieux appuyer les décisions prises dans le projet et, idéalement, sortir de nouvelles solutions hybrides à travers les échanges. Par exemple, l'animation d'un PCI est semblable à celle d'un *talk show* de plusieurs épisodes. L'animateur ou l'animatrice doit accueillir les invités, faire leur connaissance, établir un climat propice à la conversation et laisser la place à chacun de se

dévoiler. En même temps, il travaille à faire sortir le meilleur de chaque participant et il les met au défi pour qu'ils imaginent d'autres façons de voir les choses.

Le texte m'a permis de me rendre compte que le PCI n'est pas nécessairement du design par consensus. En effet, l'objectif est d'animer un « conflit sain » entre les participants pour que les idées soient exprimées, examinées et mises à l'épreuve dans le contexte du « faire ensemble » (Plourde, 2015). Cette expérience est dirigée de manière à ce que « des équipes se sentent liées, au point d'en oublier leur différence disciplinaire » (Plourde, 2015, p. 151); c'est-à-dire qu'il faut faire sortir les professionnels de leurs zones de confort et de compétences pour éliminer les barrières. C'est dans cette zone d'indiscernabilité que commence à se dessiner un « espace frontalier » (Plourde, 2015); autrement dit, un espace où tâches et expertises disciplinaires sont floutées dans l'activité interactionnelle.

Dans le cours d'Archi-Poly, nous mettons les étudiants (architectes et ingénieurs) au défi de présenter leurs projets par rapport à une autre discipline que la leur. Ce test permet de voir si l'équipe s'est bel et bien approprié les stratégies et les décisions dans le développement du projet : les ingénieurs sont-ils en mesure de présenter les décisions de nature conceptuelle ? Les architectes peuvent-ils expliquer les stratégies structurelles derrière ces choix ? Nous cherchons l'innovation et les découvertes surprises qu'un travail en silo n'aurait pas donné.

---

1 Au Québec, depuis une dizaine d'années, les interventions architecturales de type institutionnel procèdent généralement par la voie de concours afin de déterminer le maître d'œuvre. Alors que ce mode d'attribution de mandat se veut par définition plus « démocratique » (OAQ, 2015), lors de la rédaction des appels à proposition, de nombreuses exigences professionnelles sont requises afin d'être éligible au concours. Par conséquent, ces exigences limitent le nombre de firmes d'architecture qualifiées à participer aux compétitions.

Dans le cas des écoles au Québec, pour pouvoir concourir sur les appels d'offres, une firme doit avoir réalisé cinq écoles par le passé. Par conséquent, les dernières années, ce sont toujours les mêmes firmes qui ont pu concourir et réaliser les projet, remettant sérieusement en cause l'aspect « démocratique ». Pour plus d'informations sur les concours d'architecture au Québec: [https://www.oaq.com/travailler\\_avec\\_un\\_architecte/pourquoi\\_un\\_concours.html](https://www.oaq.com/travailler_avec_un_architecte/pourquoi_un_concours.html)

Ainsi, ultimement, comme l'écrit Marie-Claude, le PCI doit « matérialiser la communication » (Plourde, 2015, p. 160). À terme, il faut construire un bâtiment et les idées discutées doivent se traduire par des dessins. C'est pourquoi le processus s'étire sur plusieurs séances. Les membres d'une équipe se réunissent, ils exposent leurs travaux et leurs idées pour ensuite combiner, remettre en question et sortir d'autres pistes de solution en groupe. Pendant et après, il faut prendre le temps de mettre les idées sur papier (dessins et calculs) afin de vérifier les hypothèses et confirmer des synergies.

Souvent, dans la réalisation de vrais projets, l'espace frontalier se dissipe au moment où l'on doit attribuer à une personne la responsabilité d'une décision. C'est là où l'on doit « gérer des frontières » et revoir le rôle et la responsabilité de chacun selon leurs attaches surtout pour des questions d'assurances et des enjeux économiques. Les frontières disciplinaires se redessinent et solidifient. Cette réalité n'est malheureusement pas abordée par Marie-Claude. Pourtant, elle est cruciale d'un point de vue professionnel. De plus, les contraintes de temps et/ou d'honoraires ont un effet important sur la volonté des membres de l'équipe à continuer à explorer les innovations possibles.

Je terminerai en traitant de la deuxième partie du texte de Marie-Claude, sur son rôle d'observatrice — ou d'ethnographe — qui étudie le PCI afin d'en documenter

son évolution et d'en proposer son amélioration.

Elle cite Van Maanen (1988, p. 3), « culture is not itself visible, but is made visible only through representation » qui confirme que le rôle de l'architecture est de « matérialiser la communication ». C'est souvent un défi dans les PCI de s'assurer que les membres de l'équipe retournent à leur table à dessin et fassent leurs recherches en préparation de la séance suivante. Cette étape plus solitaire, représente l'aboutissement du « faire ensemble » qui confirme que la direction du projet reste sur les rails. Marie-Claude projette donc de s'insérer dans un PCI pour observer la matérialisation de la communication et tenter de constater « ce que les gens font vraiment ».

Quoiqu'à première vue complexe, cette lecture m'a permis de voir sous un jour nouveau le PCI ; d'en souligner les forces tout en constatant les réelles contraintes à ce que l'on puisse le mener dans sa version pure à terme. La définition du PCI a peu changé dans les dernières décennies alors que dans une perspective de développement durable on tente aujourd'hui d'en faire un mode de conception de choix<sup>2</sup>. Ainsi, la réflexion de Marie-Claude tombe à point dans l'optique d'accroître son utilisation ; un regard « extérieur » et critique s'impose pour améliorer la formule du PCI. Cependant, comme je l'ai noté plus haut, à ce jour sa réflexion n'est pas suffisamment liée à la réalité

<sup>2</sup> Par exemple, pensons à la nouvelle version du guide de construction LEED, qui vise à mettre de l'avant l'importance de la partie conceptuelle de tout projet vert.

professionnelle. C'est pourquoi j'encourage sa démarche de recherche ethnographique afin que sa réflexion puisse réellement contribuer à la pratique architecturale.

En conclusion, je cite mon mentor de thèse, Ricardo Castro, qui nous a toujours rappelé la valeur du *learning by making* dans nos cours d'architecture et, par la suite, dans

la vie professionnelle. Le PCI nous donne cette occasion d'apprendre dans le « faire ensemble » pour pousser les projets plus loin *where no one has gone before*. Le texte de Marie-Claude m'a donné l'occasion de réfléchir sur mes expériences et de mettre en mots mes propres impressions.

# Une approche communicationnelle de l'interdisciplinarité : regard ethnographique sur l'espace frontalier

**Marie-Claude PLOURDE**

Construire des bâtiments est une activité complexe requérant nombre d'intervenants (architectes, ingénieurs, entrepreneurs, urbanistes, gestionnaires, etc.) et d'outils (plans, devis, maquettes, modélisations, contrats, agenda, permis, etc.). Notre formation en architecture et notre incursion dans le milieu professionnel dans ce domaine particulier nous a permis d'expérimenter un manque crucial de collaboration entre ses intervenants, ainsi qu'une utilisation non efficiente des multiples outils dont ils disposent pour communiquer, une constatation soutenue par la littérature (Chadoin et Evette, 2010 ; COAC, 2005 ; Dufaux, 2011 ; Hamel, 2010 ; Lucuik, 2005).

Intéressée à intervenir sur ces enjeux, nous avons effectué une première recherche exploratoire sur la collaboration interdisciplinaire pour la réalisation de projets d'architecture écologique (Plourde, 2015) et, plus particulièrement, sur les thèmes des lieux et des objets de la communication (Ashcraft, Kuhn et Cooren, 2009) et du projet-objet-frontière<sup>1</sup>.

Au terme de cette première recherche, nos analyses et nos interprétations ont révélé une prépondérance du « faire ensemble » comme facteur de cohésion des groupes interdisciplinaires – dans le cas étudié, il s'agissait d'étudiants des domaines de l'architecture et de l'ingénierie. En

effet, c'est dans l'action en train de se faire, avec l'aide d'objets matériels (maquettes, dessins, la matière bois, etc.) et par l'émergence de lieux communicationnels contextualisés que les participants des équipes se sont liés, au point d'en oublier leur différence disciplinaire. Autrement dit, lors de situations où il y a présence d'un amas hétérogène d'acteurs (un ensemble sociomatériel), les frontières disciplinaires s'effacent (Plourde, 2015, 2014).

Cependant, ces résultats ne correspondent pas à ce que nous retrouvons généralement dans la littérature sur la collaboration. Par exemple, Strauss (1993) note que, lors de la coordination du travail de professionnels, il y a un réajustement de la position des acteurs les uns par rapport aux autres dans leurs actions disciplinaires, ce qu'il a nommé le travail d'articulation. Nos résultats présentent aussi une lecture différente de celle développée par Rennstam (2012) autour de l'objet du savoir ; ce dernier avance que les processus communicationnels entourant un problème matériel mèneraient plutôt à reconnaître l'expertise des uns et des autres. Dans notre cas, nous avons plutôt assisté à une disparition des rôles disciplinaires.

Qu'est-ce qui pourrait bien expliquer ces résultats divergents ? Sont-ils le fait d'un regard théorique limité ou d'un choix méthodologique inapproprié à l'observation et à la prise en

<sup>1</sup> Pour plus de détails sur le concept d'objet frontière, voir Star (2010) et Star et Griesemer (1989).

compte de la diversité d'acteurs dans les analyses ?

Initialement, pour notre recherche de maîtrise, nous nous sommes inspirée de l'approche ethnographique comme méthode. En effet, à l'instar des techniques qui lui sont associées, nous avons procédé par observation participante, tenu un journal et effectué des entrevues enregistrées par voie audio. Cette expérience nous incite aujourd'hui à réfléchir davantage à cette méthode qui nous a permis de faire des constats sur la prédominance du « faire » comme facilitateur de la collaboration interdisciplinaire, ainsi que sur l'utilisation des objets matériels et l'émergence des lieux dans les processus communicationnels, des constats qui, par d'autres méthodes (comme la tenue d'un simple questionnaire) (Star, 2010), auraient pu nous échapper complètement. C'est à partir de ce bagage expérientiel, et de notre désir de mieux expliquer le rôle effectif de l'action dans la collaboration interdisciplinaire, que nous nous demandons comment étudier les organisations interdisciplinaires caractérisées par un amas hétérogène d'acteurs et de pratiques.

Ainsi, l'objectif de cet article est de présenter une approche ethnographique cohérente avec la perspective communicationnelle que nous adoptons pour interroger l'interdisciplinarité<sup>2</sup>. Pour ce faire, nous débutons par des explications sur ce qu'est la collaboration interdisciplinaire. S'ensuit une présentation de l'approche communicationnelle

choisie, laquelle reconnaît l'apport de la matérialité et de l'action en communication organisationnelle. Enfin, nous proposons diverses méthodes issues de l'ethnographie permettant de rendre compte de la matérialité et du « faire » dans les organisations.

## **Une approche communicationnelle de l'interdisciplinarité**

### **Regard sur l'interdisciplinarité (et les frontières)**

De manière générale, la complexité des techniques d'aujourd'hui rend indispensable le travail conjoint de différents types de professionnels pour la résolution de problème, et ce, concernant de multiples enjeux d'actualités, dans tous les secteurs de notre réalité contemporaine (Barley, Leonardi et Bailey, 2012 ; Bechky, 2003 ; Carlile, 2002 ; Dossick et Neff, 2011 ; Gray, 2008 ; Gray, 1989 ; Nicolini, Mengis et Swan, 2012 ; Olsen et Heaton, 2010). Un exemple pour représenter cette nécessité de collaboration professionnelle est celui du système de santé : pour aboutir à un diagnostic complet ou encore pour procéder à une chirurgie, la participation conjointe de plusieurs spécialités de la médecine est vitale. Toutefois, la littérature sur le travail collaboratif dans le milieu de la santé affirme qu'actuellement, il n'y a pas de méthode prouvée pour mettre en place des groupes interdisciplinaires efficients (Corbin et Strauss, 1993 ; Fourez, 1993). En concordance avec les postulats de Strauss (1993)

<sup>2</sup> En architecture plus spécialement, c'est pourquoi nous utiliserons ponctuellement des exemples liés à ce domaine particulier.

et de Rennstam (2012), Fourez (1993) avance « [qu']il n'y a pas de norme disponible pour savoir quel point de vue disciplinaire privilégier : il s'agit là d'une décision qui se négocie sur le terrain » (p. 3).

À cela, Gray (2008) ajoute que ce qui fait défaut à la collaboration est l'absence de compétences chez les acteurs à engendrer un processus réflexif vers l'atteinte d'un but commun. Gray associe à la notion de processus les activités communicationnelles suivantes : la prise de décision, la résolution de problème, la résolution de conflit, l'échange d'information, la coordination et la gestion des frontières (Gray, 2008). Cette même auteure définit la collaboration « [as] a process through which parties who see different aspects of a problem can constructively explore their differences and search for solutions that go beyond their own limited vision of what is possible » (Gray, 1989, p. 5). Nous retrouvons, dans cette définition, le besoin de l'apport de savoirs distincts afin de résoudre des problèmes et d'aller au-devant des situations dans le but d'innover. Autrement dit, la collaboration interdisciplinaire est au cœur d'une réalité contemporaine où réside un désir d'avancement et d'innovation.

Dans un article prônant l'approche interdisciplinaire pour l'innovation, Carlile (2002) fait écho à ce problème d'arrimage des disciplines en le liant directement à des questions de savoir disciplinaire et de savoir pratique. Il associe ces difficultés de transfert des savoirs à

leur développement trop bien ancré au cœur d'une seule spécialisation. Autrement dit, les savoirs, étant développés au sein d'une organisation partageant les mêmes pratiques et destinées à résoudre des problèmes similaires au fil des jours (Carlile, 2002), se caractérisent par leur nature située, ce qui les teinte d'un certain déterminisme. Carlile qualifie ces savoirs d'« implicites » (tacites) et « visqueux », car acquis par l'expérience (la pratique) dans un domaine spécifique, soit une conjoncture participant à la création des frontières disciplinaires (et à leur maintenance). Paradoxalement, pour reprendre les termes de Carlile, pour faire advenir l'innovation et résoudre efficacement des problèmes, plusieurs types de savoir sont requis, alors que nos modes d'apprentissages nous amènent à acquérir des connaissances limitées à des champs disciplinaires spécifiques.

Les sociologues Gyerin (1983) et Abbott (1995) explorent cette question de « gestion des frontières ». Le premier se penche sur la légitimation du savoir scientifique et de son spectre d'action, alors que le second s'attarde à la répartition et au départage des tâches professionnelles. Tous deux suivent l'objectif d'identifier les mécanismes dessinant un territoire, mais surtout les mécanismes de sauvegarde à sa périphérie, qu'il s'agisse du territoire d'un savoir disciplinaire ou professionnel. Ainsi, nous associons les travaux de ces deux auteurs à la notion de juridiction : détenir une juridiction est un droit, plus ou moins exclu-

sif, de dominer une partie particulière d'un secteur professionnel (Abbott, 1995) – ou disciplinaire.

Selon Abbott, ces juridictions émergent dans des contextes conflictuels, de différenciation et en transformation. Les territoires professionnels sont constamment confrontés à des perturbations externes, si bien que leurs contours sont perpétuellement redessinés. Cela suivant la supposition que le territoire d'une profession, peu importe la stabilité (et la dureté) de ses frontières, se définit autour d'un noyau – une supposition tirée de l'expression « au cœur d'une profession<sup>3</sup> » (Abbott, 1995, p. 554). Est-ce en ce cœur que repose le « savoir » (scientifique, fondamental ou disciplinaire) d'une profession ? C'est ce qu'Abbott semble suggérer : « [I]ike many other occupations, social work has emphasized rationalisation and 'scientific' knowledge as its foundation » (1995, p. 561). C'est pourquoi, pour les soins de cet article et dans le but d'user de l'espace alloué à de meilleures fins, nous nous appuyons sur cette avancée d'Abbott pour esquiver l'opposition entre l'utilisation des termes discipline et profession.

Cette définition que propose Abbott d'un territoire au contour instable fait écho aux suppositions de Gyerin (1983). En effet, selon lui, les scientifiques utilisent trois mécanismes rhétoriques pour délimiter le champ d'action de leur savoir spécifique : (1) l'expansion de son autorité et de son expertise par des efforts de différenciation des

savoirs ; (2) la monopolisation sur un savoir en usant de tactiques d'exclusion et de discréditation ; ou encore (3) l'affermissement de son autonomie en renforçant son emprise sur ses ressources et son champ d'activité. Ces mécanismes étant performés quotidiennement, ceux-ci entraînent nécessairement un mouvement continu à la périphérie des territoires épistémiques, c'est-à-dire des gains et des pertes d'autorité sur des branches de connaissances.

Abbott (1995) précise que ces frontières émergent d'une multitude de points de divergences à une échelle locale, créés par les acteurs sociaux. Autrement dit, ce sont les tâches quotidiennes de l'activité professionnelle qui sont à l'origine des divergences, ce sont elles qui construisent et transforment les frontières à la périphérie des champs d'action professionnelle. En résumé, les frontières se forment là où prennent place des mécanismes de différenciation : expansion d'un savoir (disciplinaire ou professionnel) sur un autre, monopolisation/exclusion et affermissement de son autonomie (Gieryn, 1983).

Ainsi, et pour revenir aux propos de Fourez (1993) et de Gray (1989, 2008), l'interdisciplinarité nécessite des activités de coordination entre les membres d'un groupe aux allégeances juridictionnelles différenciées pour en ordonner les actions – que nous avons définies plus haut comme étant essentiellement communicationnelles. La coordination suggère la mise en place de moyens d'interactions permettant la fluidité et la transparence des échanges pour le

3 Traduction libre de : « at the core of a profession » (Abbott, 1995, p. 554).

bon fonctionnement de l'organisation – ou, en d'autres termes, pour l'émergence de processus organisants<sup>4</sup> (Weick, 1995).

En résumé, les territoires et les frontières sont créés et maintenus par ces éléments interactionnels à la fois pour « trouver des solutions<sup>5</sup> » vers un but commun et pour maintenir son droit juridictionnel, des éléments interactionnels qui sont en continuelle actualisation aux frontières des juridictions (Gyerin, 1983; Abbott, 1995). Ces processus interactionnels sont, pour ainsi dire, inévitables, perpétuels et nécessaires au déroulement d'activités organisationnelles interdisciplinaires. Voilà ce qui nous a incitée à étudier l'organisation sous la loupe des approches processuelles en communication. Ci-dessous, afin de justifier ce choix, nous développons ce que nous entendons par une approche processuelle de la communication organisationnelle.

---

4 Notamment l'ouvrage publié en 1969 et réédité en 1979, *The Social Psychology of Organizing*, ainsi que *Sensemaking in Organizations*, celui-ci publié en 1995. Nous reviendrons sur la définition de « processus organisant » plus tard.

5 Ce que Corbin et Strauss (1993) nomment « *working things out* », c'est-à-dire un processus usant des mêmes opérations interactionnelles suggérées par Gray (1989) : « *Working things out is the interactional process through which arrangements are established, kept going, and revised. This process consists of a series of interactional strategies and counter strategies taken by participants, in response to what is said or done by others during the process of making of arrangements [...]* » (p. 73) ; « *Strategies include negotiating, making compromises, discussing, educating, convincing, lobbying, domineering, threatening, and coercing* » (p. 82).

## La communication, un processus qui organise

Une organisation émerge lorsque des personnes ont la possibilité d'interagir les unes avec les autres, tout en étant prêtes à s'engager dans l'action, cela afin d'achever un but commun (Ashcraft et al., 2009). Au sens de Weick (1995), l'organisation n'est pas seulement le résultat d'une volonté institutionnelle, sa constitution va bien au-delà de sa signification commune (entreprise, famille, équipe de sport, etc.) : une organisation, c'est la réunion d'acteurs participant à une chaîne d'opérations rétroactives, afin d'ordonner et de faire sens d'une situation – un processus organisant – reposant essentiellement sur la communication.

Tout comme Ashcraft et al. (2009) et Weick (1995) l'avancent, nous soutenons cette vision de la communication comme étant ce qui crée, transforme et maintient l'organisation, soit une vision de l'organisation en continuel état d'advenir à travers les activités de la communication, car la communication est le lieu de la négociation constante des activités de l'organisation vers un objectif commun. En résumé, ces auteurs considèrent la communication comme étant le « mode d'organizing<sup>6</sup> » des réalités organisationnelles, car la communication est constamment en train de créer l'organisation (dans les conversations et les actions), tout en étant ce qui nous permet de l'expérimenter lorsqu'elle est vue com-

---

6 Néologisme de Weick (1969; présenté en note 4) afin d'exprimer plus simplement « processus organisant ».

me une entité rationnelle (par son institutionnalisation et sa matérialisation dans les textes). Cette perspective nous amène à mettre l'organisation en parallèle aux territoires juridictionnels, puisque, comme nous l'avons souligné, tous deux sont le fruit de perpétuels processus interactionnels qui en changent la nature et en font des réalités continuellement en émergence, jamais terminées.

Tsoukas et Chia (2002), théoriciens des organisations appartenant à la tendance processuelle, argumentent que le changement, quel qu'il soit, est une propriété constitutive de la réalité. De fait, la stabilité se trouve plutôt dans le mouvement constant du repositionnement des acteurs et, donc, le résultat de négociations successives quant à la nature d'une réalité, notamment des réalités organisationnelles (Tsoukas et Chia, 2002). Regarder un objet sous l'angle processuel signifie être conscient d'observer une chose en perpétuel état d'advenir : toujours en évolution et jamais clause.

Poursuivons avec la définition du terme processus issue du dictionnaire Larousse (s.d.) :

Enchaînement ordonné de faits ou de phénomènes, répondant à un certain schéma et aboutissant à quelque chose [...]. Suite continue d'opérations, d'actions [interactions, dialogues, confrontations, négociations, consensus, pratiques, routines, etc.] constituant la manière de faire, de fabriquer quelque chose.

À la lumière de cette définition,

à laquelle nous avons intégré les processus interactionnels préalablement identifiés, nous proposons qu'une approche processuelle de la communication sur un objet signifie que nous sommes consciente d'observer un objet en continue fabrication par et dans les activités de la communication. Dans notre cas, cela signifie que nous devons observer le mouvement incessant des frontières juridictionnelles, lesquelles sont, en fait, le cœur d'un regroupement interdisciplinaire. En effet, ce dernier type d'organisation, en plus de devoir administrer quotidiennement la coordination entre des individus pour la réalisation d'un but commun<sup>7</sup>, doit, de surcroît, gérer les différenciations juridictionnelles de ses membres. De fait, nous souhaitons aiguïser notre compréhension des mécanismes qui facilitent ou nuisent à la collaboration entre les membres d'un groupe aux appartenances juridictionnelles diverses.

### **La matérialité et l'action dans les phénomènes communicationnels**

Jusqu'à maintenant, nous avons évoqué les activités communicationnelles comme relevant principalement de la forme langagière pour simplifier notre démonstration. Toutefois, nous sommes d'avis qu'une communication organisante peut prendre une panoplie de formes autres que la simple interaction verbale.

Immanquablement, à travers la

<sup>7</sup> Une activité régulière à toute organisation suivant notre définition inspirée de Weick (1995).

littérature sur la collaboration interdisciplinaire, le support matériel apparaît comme une infrastructure pour faciliter ce travail dans l'espace de la frontière (Nicolini et al., 2012)<sup>8</sup>. Barley et al. (2012) soutiennent que l'emploi d'objets est chose courante pour transmettre des idées entre des acteurs aux savoirs différents, les études ayant démontré que les objets possèdent des sens différents d'un territoire à l'autre. Nicolini *et al.* (2012), dans une revue de littérature sur le rôle des objets lors de collaborations interdisciplinaires, ont répertorié trois types d'apports des objets : (1) ils sont un motif pour l'émergence de la collaboration ; (2) ils permettent aux acteurs de traverser les frontières ; (3) ils constituent l'infrastructure des activités. Mais qu'entendons-nous par « matérialité », et comment celle-ci est liée à la communication et à l'organisation ?

Ashcraft *et al.* (2009) se penchent sur la place de la matérialité dans la communication afin de démontrer qu'une alliance est possible entre matérialismes et symbolismes. Par le bris de ce dualisme matière/social dans l'élaboration d'une définition de la communication comme étant constitutive des organisations, les auteurs se

positionnent pour une approche sociomatérielle des communications. À ce sujet, Orlikowski et Scott (2008) avancent que la matérialité n'est pas qu'instrument, comme nous l'avons laissé entendre précédemment, mais également constitutive des activités et des identités : « entities (whether humans or technologies) have no inherent properties, but acquire form, attributes, and capabilities through their interpenetration » (p. 455). La reconnaissance de l'apport fondamental de la matérialité dans la performativité de nos activités quotidiennes est ce qui révèle les relations entre les acteurs.

Les auteurs explorent l'association matérialisme/symbolisme à l'aide de trois éléments matériels : l'objet, le lieu et le corps humain. Ils tentent de définir comment, en envisageant le matériel articulé au symbolique, il peut être possible de modifier la définition de la communication organisationnelle, dans leurs termes, de « matérialiser la communication ». À la suite de cette typologie de Ashcraft et al. (2009), nous ajoutons les pratiques comme quatrième élément, celles-ci étant le site privilégié pour l'observation des dynamiques sociomatérielles. En effet, la matérialité est activement (re)configurée dans les pratiques, car les pratiques sont le site d'émergence d'un sens situé et performé (Suchman, 2007). C'est pourquoi, pour terminer ce point, nous définirons davantage cette notion de performativité, comme cinquième élément, laquelle englobe le phénomène communicationnel.

Pour s'interroger sur *l'objet*, Ash-

8 Cette référence est une recension des écrits sur le sujet, mais nous avons consulté de nombreux autres ouvrages corroborant Nicolini et al. (2012) et nous ayant aidé à construire notre argumentaire : Barley et al., 2012 ; Bechky, 2003 ; Bruni, 2005a ; Bucciarelli, 2002 ; Carlile, 2002 ; Dossick et Neff, 2011 ; Fujimura, 1992 ; Groleau et Demers, 2012 ; Ingold, 2013 ; Jeantet et al., 1996 ; Lamont et Molnár, 2002 ; Star, 2010 ; Star et Griesemer, 1989 ; Vinck, 2009.

craft et al. (2009) suggèrent que la matérialité s'expérimente à travers les artefacts et les technologies tout comme elle peut se vivre à travers des preuves tangibles de la culture. Ainsi, grâce à la mobilité que leur octroie leur qualité d'être concrets, ces artefacts peuvent véhiculer à travers le temps et l'espace des valeurs et des normes collectives. Pour fortifier leur propos, les auteurs se penchent sur la notion d'émotion, la définissant comme étant l'articulation entre les artefacts et l'organisation: « artefacts can be analyzed through multiple dimensions (e.g., instrumentality, aesthetics, and symbolism) that stimulate diverse emotional reactions as encountered » (Ashcraft et al., 2009, p. 28). Ils concluent en énumérant les implications de la relation matérialité-symbolisme pour les théories de la communication : percevoir les objets comme matériels et symboliques à la fois ; considérer qu'une interdépendance émerge de l'interaction humain-objet ; admettre que les objets ont une force d'action par l'émotivité qu'ils peuvent susciter ; donc la capacité d'agir ne peut être strictement qu'humaine.

De plus en plus de chercheurs se penchent sur la question des pratiques discursives situées. D'une part, Ashcraft et al. (2009) soulignent que la réunion de ressources matérielles contribue à l'activité dans le lieu ainsi qu'aux interactions. Keenoy et Oswick (2003) recommandent, eux, de se centrer sur les possibilités multiples de la nature d'un lieu du discours, c'est-à-dire qu'ils considèrent

qu'un cadre physique pour la tenue d'interactions n'est pas un lieu géographique précis, mais plutôt le point de rencontre de plusieurs contextes. Vásquez et Cooren (2013) ajoutent à cela que la communication est constitutive des lieux. Ces auteurs définissent les lieux comme des processus d'espace-temps résultant de l'entrelacement de relations sociomatérielles hétérogènes. Ainsi, au sens des différents auteurs associés à cette approche, les activités constitutives de notre réalité sociale offrent des repères reconnaissables permettant de dessiner les contours d'un espace (lieu).

Le *corps* est l'outil nous permettant d'expérimenter la réalité qui nous entoure, tout en étant la matière avec laquelle nous travaillons et nous engageons dans les pratiques. D'ailleurs, les approches genrées ont démontré « how communication generates real corporal effects and how the body becomes both resource for and resistance to organizational identities » (Ashcraft et al., 2009, p. 34). Ainsi, le corps humain considéré comme une matière « communicatrice » interfère dans les processus organisationnels par sa limitation physique à accomplir certaines pratiques quotidiennes, tout en influençant la manière dont une personne va expérimenter une activité.

Nicolini (2009) considère l'organisation comme le résultat de processus organisationnels émergent de la combinaison d'acteurs humains et non-humains, de symboles, mais aussi des actions composant les activités quotidiennes,

car ces activités sont ce qui fait intervenir le corps. Les *pratiques quotidiennes* constituant les organisations sont elles-mêmes composées d'un tissage de matière et de social – ce sur quoi repose leur qualité d'être pérennes –, tout en étant à l'origine de cet entrelacs matière/social (la sociomatérialité). Les pratiques sont le site de cet assemblage et, de fait, sont génératrices des lieux.

Nous pouvons aussi nommer les pratiques « habitudes » et les lier aux routines organisationnelles : ce sont des activités significatives, socialement acceptées et communes (reconnaissables) (Lorino, 2013). De fait, elles favorisent la création des liens de confiance (Olsen et Heaton, 2010 ; Barley *et al.*, 2012) recherchés lors d'une collaboration. Le sens dont les routines sont porteuses participe aussi à la création de sens des processus organisants : « Habits appear as 'the language of action' involved in the discursive process of meaningful social action » (Lorino, 2013, p. 77). Enfin, en raison de cet ancrage fort dans les activités quotidiennes organisantes (les tâches opérationnalisées), les pratiques sont le manifeste des contextes sociohistoriques des organisations (Groleau et Demers, 2012).

La notion de performativité fait référence à celle que développe Barad (2003). La performativité désigne ainsi le processus par lequel émergent les diverses composantes des phénomènes sociaux. Nous pouvons qualifier ceux-ci de mélange fusionnel d'éléments hétérogènes se constituant les uns par rapport aux autres, où rien ne préexiste : savoir

et devenir sont entrelacés (Barad, 2003). Cependant, leur observation s'opère précisément (et seulement) là où nous désirons nous interposer, car les phénomènes de causes à effets ne peuvent être identifiés qu'à l'endroit où l'observateur « coupe<sup>9</sup> » (Barad, 2003).

Ainsi, notre réalité « is an ongoing open process of mattering through which 'mattering' itself acquires meaning and form » (Barad, 2003, p. 817) selon où nous couperons dans le phénomène. Enfin, Barad considère les phénomènes comme l'unité à analyser, et c'est à travers les pratiques collectives que nous pouvons dessiner les contours des divers éléments qui contribuent à ces phénomènes. Nous l'avons précisé, c'est dans l'action et les pratiques que les objets se meuvent et émeuvent, c'est à leur croisement que les lieux se forment et que les corps sont stimulés et stimulent ; bref, c'est dans l'action que, tous, ils apparaissent.

---

9 La « vue en coupe » (ou « coupe ») est une expression intimement liée au domaine architectural. Ce type de dessin y est crucial à des fins de représentation et de compréhension d'un concept constructif, et il nous semblait convenir parfaitement au propos de Barad, par rapport à son idée de phénomène aux composantes indissociables, soit un tout à première vue lisse et impénétrable. En effet, la coupe permet de « rendre les détails intérieurs d'une pièce [un bâtiment, un objet ou, encore, un phénomène] visibles à l'observateur, de mettre en évidence les épaisseurs de matière [matter as well as what matters] et de donner plus de lisibilité au dessin, on ouvre la pièce dans un plan bien déterminé qui la traverse et qui en sélectionne une partie intéressante, de la même façon qu'on coupe une pomme ou un melon » (Giesecke, Mitchell, Spencer, Hill et Dygdon, 1987, p. 207).

## **L'organizing de l'espace frontalier**

Nous avons proposé l'effacement des frontières disciplinaires en introduction de cet article. À la lumière de ce tissage argumentaire sur la collaboration, l'interdisciplinarité, les frontières, les processus communicationnels et l'organisation, voici le fruit de notre réflexion quant à cette prémisse introductive : considérant qu'une organisation interdisciplinaire se crée à la jonction des frontières juridiques, nous proposons que ces démarcations soient plutôt le lieu de la matérialisation d'un espace frontalier accueillant la collaboration interdisciplinaire. Donc, les acteurs habitent l'espace de la frontière, lequel est composé d'une multitude de démarcations. Nous proposons que ces acteurs soient, en fait, aveuglés par le mouvement continu de ces démarcations, ce qui floute l'espace frontalier, et non pas par la disparition de ces démarcations. Ainsi, la gestion constante des divergences disciplinaires et professionnelles (s'effectuant à travers les activités de la communication) crée, transforme et maintient à la fois les démarcations juridiques et l'organisation interdisciplinaire elle-même.

Enfin, nous retenons de cette première partie qu'il est nécessaire de se pencher sur le développement des méthodes de travail favorisant l'avènement de la collaboration interdisciplinaire afin de favoriser l'innovation aujourd'hui, cela à travers les processus d'organizing analysés

en utilisant les objets, les lieux, le corps, les pratiques et l'action comme objets d'études, lesquels apparaissent dans la découpe des phénomènes visés.

Dans la section qui suit, nous tenterons d'articuler une démarche méthodologique appropriée à notre positionnement théorique et ontologique, dans l'optique qu'elle nous permettra de mieux comprendre le rôle positif de l'action – du « faire » – dans les processus communicationnels interdisciplinaires lors de notre prochain terrain.

## **L'ethnographie organisationnelle**

À l'origine, le terme ethnographie se réfère principalement au produit d'une recherche anthropologique, soit la représentation écrite d'une culture ou de l'un de ses aspects (Van Maanen, 1988). Aujourd'hui, cette expression s'est élargie pour englober toute la méthodologie de recherche l'entourant. Selon Van Maanen (1988), l'objectif d'une ethnographie est de peindre les contours d'une culture d'un groupe donné, laquelle s'exprime dans leurs gestes, leurs paroles et leurs référents symboliques. Cette culture se définit comme étant le savoir partagé par les membres d'une communauté ordonnant leurs activités et les rassemblant. Ce savoir est continuellement en construction, négocié, altéré et renouvelé, il est décidément changeant, mais aussi intangible et susceptible aux innombrables interprétations. Dans les termes de Van Maanen (1988) « culture is not itself visible,

but is made visible only through representation » (p. 3). Le savoir partagé d'une communauté, peu importe la forme qu'il revêt, est une pure construction contextualisée, et l'ethnographie est l'un des moyens de le révéler.

Même si cette approche « ancienne » a fait son entrée comme méthode de recherche dans les études des organisations et de la gestion depuis les années soixante-dix, l'observation telle qu'elle est appliquée par les anthropologues en fut longtemps la technique principale. Toutefois, de plus en plus, « elle donne [...] lieu à une diversité de nouvelles formes et pratiques de recherche adaptées au contexte organisationnel contemporain » (Rouleau, 2013, p. 27). C'est pourquoi, dans les pages suivantes, nous présenterons quelques-uns des aspects de l'ethnographie organisationnelle qui sied à une perspective sociomatérielle de la communication, et particulièrement accolés à une organisation interdisciplinaire.

### **De l'observation à la participation**

Comment faire la différence entre ce que disent les gens sur ce qu'ils font et ce qu'ils font vraiment (Moeran, 2009) ? Une question non sans importance dans une réflexion sur la manière de rendre compte de l'action comme facteur de « faire ensemble ». Ainsi, Moeran (2009) nous propose de passer d'une position d'observateur, un mode de recherche classique de l'ethnographie où le chercheur s'immerge totalement dans une communauté

pendant une longue période, à celui de participant observateur. Dans cette dernière optique, le chercheur n'est pas qu'un observateur externe du terrain, il y possède un rôle actif. Moeran (2009) argumente que nous ne sommes pas limités à notre seule conscience quand nous tentons de comprendre des phénomènes, nous apprenons aussi avec notre corps et tous nos sens. Moeran nous recommande plutôt d'être pleinement conscients de notre présence et des apprentissages émergeant de nos interactions avec les éléments d'un terrain, peu importe leur nature.

Nicolini (2009) abonde en ce sens dans son plaidoyer sur l'importance de s'interroger sur les pratiques organisationnelles. Il suggère lui aussi de s'intéresser aux éléments hétérogènes dont ces pratiques sont composées, afin de révéler la nature de leur participation dans l'accomplissement des activités « organisantes » et la manière dont ces éléments relient les pratiques entre elles. Enfin, il nous rappelle que la mobilisation d'objets demande la participation du corps humain. Ainsi, en tant que chercheur, performer les pratiques organisationnelles requérant la participation d'artéfacts permet de comprendre comment ces pratiques s'accomplissent à travers le corps et comment le corps répond à la réalisation des activités (Nicolini, 2009).

Appliquée à notre objet de recherche, nous en retirons qu'un chercheur engagé dans l'élaboration d'un concept architectural en compagnie d'individus aux expertises connexes, et impliqué dans la

réalisation de maquettes et de dessins, sera beaucoup plus à même de comprendre l'activité de ceux qu'il observe. Cela lui permettra de mieux comprendre leur cheminement intellectuel, mais, surtout, de mieux saisir leurs usages d'outils de représentation dans la gestion des frontières. Ainsi, cette perspective du participant observateur offre la possibilité au chercheur de faire la distinction entre « what people say they do and what they actually do » (Moeran, 2009, p. 147).

Cet engagement du chercheur par rapport à son terrain soulève des questionnements de pertinence et de validité des données. D'ailleurs, Moeran aborde le danger pour le chercheur de devenir « native<sup>10</sup> » en adoptant un statut de participant observateur. Dans une brève revue sur l'évolution des pratiques anthropologiques postcolonialistes vers l'ethnographie organisationnelle, Bruni (2005b) soutient que, malgré le désir de certains chercheurs de n'avoir aucune influence sur le terrain à l'observation, « it has grown increasingly clear that the data presented in an ethnography are influenced by the (subjective) perspective of the researchers and by the rhetorical style adopted during the stage of writing up the data » (p. 356). Suivant Bruni, nous souhaitons adopter une approche intégrée, subjectiviste et empreinte de réflexivité pour la réalisation de

notre terrain.

Pleinement consciente des mises en garde de Moeran (2009), nous visiterons, au prochain point, la stratégie envisagée pour se préserver de devenir « native ». En outre, nous soulignons que la participation observante comme seule technique de collecte de données ne peut rendre compte de toutes les activités d'une organisation. Des approches complémentaires sont donc requises pour multiplier les observations des activités des acteurs (de quelques natures qu'ils soient) de l'organisation, elles aussi en concordance avec une vision du chercheur visible et actif, c'est-à-dire qui se meut, tâche et expérimente.

### **Une multiplication des lieux d'observation**

Afin de construire l'environnement rapproché de l'objet à l'étude, tout en contribuant à la construction du contexte macroscopique dans lequel il évolue, Marcus (1995) propose d'examiner (de filer) les associations et les correspondances d'un objet à travers une multitude de sites. Ce qu'il nomme l'ethnographie « à sites multiples » et qui sied à une recherche sur les lieux de la communication tels que nous les avons définis. Ce déploiement entre les sites s'opère en cours de recherche, les différentes associations et correspondances de l'objet se révélant au cours des situations en-train- d'advenir.

Nicolini (2009) fait aussi référence à un déplacement du chercheur lors d'un terrain en parlant de *zooming in/zooming out*. Ce

<sup>10</sup> Cette expression signifie que le chercheur, par une immersion trop concernée dans un terrain, prend le risque de devenir un membre de la communauté sous sa loupe. Selon les objectivistes, cela implique une invalidité du jugement du chercheur.

mouvement, quant à lui, consiste à mettre l'accent sur les pratiques locales d'une organisation, dans un premier temps, ce qui permet, dans un deuxième temps, d'élargir le spectre d'examen des pratiques observées et à leurs produits/effets. De plus, une telle stratégie demande au chercheur d'être constamment éveillé et de procéder à des déplacements incessants. Cette constante vigilance et l'activité requises du chercheur est, de notre point de vue, ce qui nous permettra d'éviter de devenir « native ».

Nicolini soutient que ce mouvement d'aller et retour entre le local et le global permet de rendre compte des pratiques quotidiennes, mais aussi, plus largement, de leurs effets sur les processus d'organisation. Le va-et-vient entre les pratiques locales d'une organisation à leurs produits/effets permet au chercheur de discerner les correspondances entre les diverses pratiques, leurs effets à plusieurs niveaux et, par le fait même, l'identification de la durabilité (ou non) de ces effets et des pratiques elles-mêmes (Nicolini, 2009). Cette approche nous permettra de catégoriser les pratiques existantes dans les regroupements de nature interdisciplinaire, cela, par exemple, par un déplacement de l'espace frontalier vers le cœur d'une juridiction particulière.

La combinaison de ces deux perspectives est un apport riche à une collecte de données. Elle permet une contextualisation aux échelles micro et macro de l'activité organisationnelle et, par rebond, une meilleure compréhension des répercus-

sions des diverses pratiques. Dans une situation d'interdisciplinarité en architecture, il devient possible de mieux cibler les effets du travail d'une discipline sur l'autre, d'identifier l'intensité d'utilisation d'outils (par rapport à d'autres) et selon le champ disciplinaire, etc., de même que d'identifier les répercussions des pratiques appartenant à l'espace frontalier sur les organisations qui le composent, ou vice versa. Les exemples peuvent être nombreux.

Enfin, Marcus (1995) propose une stratégie de « construction » de la recherche à sites multiples, principalement à l'aide du *shadowing* ; il propose de suivre les gens, les choses, les métaphores, les histoires, une vie et les conflits... Il est du ressort du chercheur de préférer certaines associations selon sa question de recherche.

### Le shadowing

Concrètement, le *shadowing* implique la filature<sup>11</sup> d'acteurs durant leurs activités et leurs interactions quotidiennes dans leur contexte organisationnel. Règle générale, les observations issues de cette filature sont archivées sous forme d'enregistrement vidéo ou audio, par la prise de note (Vásquez, Brummans et Groleau, 2012), par des clichés photographiques et par la tenue d'un journal de bord contenant des faits observés, les narratifs du déroulement des activités quotidiennes et les notes réflexives du chercheur,

11 « Action de filer, de suivre à la piste un individu, pour surveiller ses faits et gestes » (Larousse, s.d.). Le Larousse donne l'exemple du détective pour illustrer l'action de « filer ».

donc par une présence régulière et de longue durée dans une organisation, mais surtout par le ciblage d'un acteur particulier pendant de grande période. Cette technique est très nourrissante pour un chercheur, car l'observation à répétition des activités d'un acteur facilite l'identification des récurrences, des comportements spécifiques, des liens avec d'autres acteurs, etc., mais aussi des événements<sup>12</sup> dans les processus d'*organizing*.

De plus, Vásquez et al. (2012) soulignent que « [a] subjectivist stance presumes that both the researcher's and actor's understanding of what is going on is constituted contextually, situated in practice, and often tacit » (p. 145). Ils ajoutent que la relation prenant forme entre les *shadowees* et le *shadower*, une relation évolutive au fil des interactions qui occurrent en cours de terrain, modifie nécessairement cette construction de sens contextualisée chez les deux partis. Suivant cette perspective, le *shadowing* se présente lui aussi comme possédant le potentiel de révéler la manière dont les acteurs font sens de leurs activités en-train-de-se-faire, par ce qu'ils expriment en paroles, mais aussi grandement par ce qu'ils expriment à travers leurs pratiques (qu'ils partagent avec le chercheur) (Vásquez et al., 2012).

De prime abord, user du *sha-*

<sup>12</sup> Le terme événement est ici utilisé au sens de l'approche sémiotique, soit une perturbation singulière dans une situation ordonnée et connue. « Un événement est ce qui, survenu du dehors, du réel de la société, vient mettre à l'épreuve la sociabilité et les logiques de l'appartenance et de l'identité » (Lamizet, 2011, s.p.).

*drawing* dans l'étude d'une collaboration interdisciplinaire nous permettra de suivre plusieurs acteurs affiliés à différentes disciplines. De cette manière, nous pourrions comprendre les motivations derrière chacune des disciplines et, possiblement, et par la suite, de saisir les réactions des uns et des autres (par rapport aux uns et aux autres) lorsqu'ils doivent agir de manière commune. Procéder au *shadowing* des acteurs d'un groupe interdisciplinaire permet de tracer chacune des trajectoires (et ainsi de découvrir les nuances dans l'interprétation de l'objectif commun par chacun) pour ensuite expliquer, lors de leur croisement, les facteurs de cohésion ou de dissension.

Entre autres choses, le *shadowing* nous interpelle énormément pour sa mobilité. Nous avons souligné que la matérialité, par sa qualité d'être tangible, a la capacité de transporter les preuves symboliques de nos cultures/organisations à travers le temps et l'espace ; le *shadowing* nous permet de suivre ces trajectoires matérielles qui, dans une visée ontologique relationnelle, sont constitutives de l'être de tout acteur.

Dans un article méthodologique sur le *shadowing*, Bruni (2005a) considère que les méthodes pour étudier les objets dans les sciences sociales sont encore très peu développées. Dans une perspective relationnelle des processus d'*organizing* composés d'acteurs aux ontologies multiples, Bruni propose l'esquisse d'une méthode de nature ethno-

graphique, inspirée du *shadowing*, à partir de la prémisse que les objets, tout autant que les sujets, always stands in relation to a social world, so that 'observing' an s- object means looking at the relations of which it is part, the contexts in which it is located, the practices that construct it socially, and the other s-objects that cross its trajectory (p. 362).

Au cours des premières semaines d'un terrain, les observations de Bruni lui ont fait revoir complètement sa stratégie de recherche. Alors qu'il s'intéressait aux pratiques du personnel d'un centre hospitalier, il a constaté qu'une technologie nouvellement intégrée au sein des modes de travail de l'hôpital semblait essentielle à la réussite du travail des uns, alors qu'invisible aux yeux des autres (Bruni, 2005a). De fait, c'est d'une manière plutôt intuitive qu'il a entamé le *shadowing* de cet objet technologique afin de découvrir de quelle façon celui-ci interférerait dans les pratiques quotidiennes d'*organizing* de cet hôpital. Ce *shadowing* d'une chose lui a permis de réaliser les constats suivants (Bruni, 2005a) :

- l'absence d'un objet dans un contexte organisé a des effets observables ;
- les relations entre divers objets matériels organisent le temps ;
- organisationnel (elles ordonnent les actions) ;
- l'ordonnance des actions permet, par la suite, de vérifier la présence ;
- d'autres objets indispen-

sables ;

- les objets sont internalisés dans les pratiques quotidiennes.

En conclusion, Bruni (2005a) nous dit que l'approche ethnographique permet de révéler que la matière n'est pas inerte, donc qu'elle est digne d'investigation dans nos recherches sur les modes d'organisation.

Équipée des résultats de notre recherche de maîtrise, suivant ces recommandations et les conclusions de Nicolini et al. (2012) sur le rôle des objets, il nous semble primordial de consacrer une partie des observations d'un terrain aux « choses » qui interviennent dans un contexte de travail interdisciplinaire en architecture. En effet, nous l'avons soulevé en introduction de cet article, énormément de choses matérielles interfèrent lors de la collaboration autour d'un projet architectural. Le *shadowing* des objets architecturaux nous permettra de comprendre comment ceux-ci sont mobilisés par chacun des intervenants dans leur processus de travail et donc de saisir les concordances et les différences dans l'appropriation qu'ils en font. Suivre ces objets nous permettra de surcroît de mettre en lumière d'autres acteurs (humains, non-humains, pratiques) qui auraient pu nous échapper.

### **Conclusion : étudier la collaboration interdisciplinaire en architecture par l'ethnographie organisationnelle**

En première section, nous avons identifié les objets, les lieux, les corps, les pratiques et l'action com-

me éléments communicationnels additionnels à la subjectivité humaine, proposant dans un même temps une vision sociomatérielle de la communication afin de rendre compte des processus organisants dans un groupe, particulièrement d'une organisation émergeant d'un espace frontalier. Puis, tout au long de la dernière section, nous avons répondu à la question initiale (comment étudier les organisations interdisciplinaires caractérisées par un amas hétérogène d'acteurs et de pratiques ?) en présentant l'ethnographie organisationnelle comme l'approche la plus appropriée à l'étude des éléments organisationnels liés à notre perspective sociomatérielle des phénomènes sociaux, mais, particulièrement, en tant que participant observateur afin de pénétrer dans l'espace frontalier même.

Nous avons proposé l'approche à sites multiples pour contrer une immersion trop profonde du cher-

cheur et afin de dresser le portrait à échelle macro du contexte dans lequel évoluent les organisations interdisciplinaires attachées à la réalisation de projets d'architecture. Le *shadowing* s'est ainsi avéré pertinent, plus largement, pour visiter les différents sites et juridictions de l'organisation interdisciplinaire, plus précisément le *shadowing* des choses pour rendre compte des objets mobilisés lors des moments collaboratifs, dans le domaine architectural plus particulièrement. Qu'en est-il de l'action ? Ce que ce survol de l'ethnographie nous a permis, c'est de constater que les pratiques sont imbriquées dans chacun des éléments de la communication, car ils sont le fait de l'action collective. C'est de cela qu'émerge la position participante du chercheur pour comprendre comment le corps intervient dans ces divers processus d'*organizing*.

## LISTE DE RÉFÉRENCES

- ASHCRAFT, K. L., KUHN, T. R. et COOREN, F. (2009). Constitutional Amendments: "Materializing" Organisational Communication. *The Academy of Management Annals*, 3(1), 1-64.
- BARAD, K. (2003). Posthumanist Performativity: Toward an Understanding of How Matter Comes to Matter. *Signs: Journal of Women in Culture and Society*, 28(3), 801-831.
- BARLEY, W. C., LEONARDI, P. M. et BAILEY, D. E. (2012). Engineering Objects for Collaboration: Strategies of Ambiguity and Clarity at Knowledge Boundaries. *Human Communication Research*, 38(3), 280-308.
- BECHKY, B. A. (2003). Object Lessons: Workplace Artifacts as Representations of Occupational Jurisdiction. *American Journal of Sociology*, 109, 720-752.
- BRUNI, A. (2005a). Shadowing Software and Clinical Records: On the Ethnography of Non-Humans and Heterogeneous Contexts. *Organization*, 12(3), 357-378.

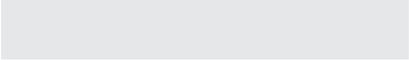
- BRUNI, A. (2005b) An Ironic Shadow on Organizational Ethnography. Dans U. Johansson et J. Woodilla (dir.), *Irony and Organizations* (pp. 354-380), Liber, Danemark : Copenhagen Business School Press.
- BUCCIARELLI, L. L. (2002). Between Thought and Object in Engineering Design. *Design Studies*, 23(3), 219-231.
- CARLILE, P. R. (2002). A Pragmatic View of Knowledge and Boundaries: Boundary Objects in New Product Development. *Organization Science*, 13, 442-455.
- CHADOIN, O. et EVERETTE, T. (2010, février). *Statistiques de la profession d'architecte, 1998-2007 : socio-démographie et activités économiques*. Paris, France : Ministère de la Culture et de la Communication de la République française. Récupéré de [http://www.culture.gouv.fr/culture/politique-culturelle/MCC\\_Statistiques%20profession%20architecte\\_fev\\_2010.pdf](http://www.culture.gouv.fr/culture/politique-culturelle/MCC_Statistiques%20profession%20architecte_fev_2010.pdf)
- COAC (COL·LEGI D'ARQUITECTES DE CATALUNYA) INTERNACIONAL. (2005). *Architectural Practice Around the World*. Barcelone, Espagne: UIA (Professional Practice Commission of the International Union of Architects). Récupéré de <http://www.coac.net/internacional/ang/docs/APAW.pdf>
- CORBIN M. J. et STRAUSS L. A. (1993). The Articulation of Work through Interaction. *The Sociological Quarterly*, 34(1), 71-83.
- DOSSICK, C.S. et NEFF, G. (2011). Messy Talk and Clean Technology: Communication, Problem Solving and Collaboration Using Building Information Modeling. *The Engineering Project Organization Journal*, 1(2), 83- 93.
- DUFAUX, F. (2011) Affirmer son existence: l'architecture comme projet politique. *Argument: Politique, société et histoire*, 13(2). Récupéré de <http://www.revueargument.ca/article/2011-03-01/523-affirmer-son-existence-lar-chitecture-comme-projet-politique.html>
- FOUREZ, G. (1993, 29 octobre). *Méthodologies de l'interdisciplinarité : séminaire sur la représentation*. [Guide d'enseignement]. Montréal, Québec : Université du Québec à Montréal.
- FUJIMURA, J. H. (1992). Crafting Science: Standardized Packages, Boundary Objects, and "Translation". Dans A. Pickering (dir.), *Science as practice and culture* (pp. 168-211), Chicago, IL : University of Chicago Press.
- GIERYN, T. F. (1983). Boundary-Work and the Demarcation of Science from Non-Science: Strains and Interests in Professional Ideologies of Scientists. *American sociological review*, 781-795.
- GROLEAU, C. et DEMERS, C. (2012). Pencils, Legos, and Guns: A Study of Artefacts Used in Architecture. Dans P. M. Leonardi, B. A. Nardi et J. Kallinikos (dir.), *Materiality and Organizing. Social Interaction in a Technological World*, (pp. 259-284). Oxford, GB : Oxford University Press.
- GRAY, B. (2008). Enhancing Transdisciplinary Research through Collaborative Leadership. *American Journal of Preventive Medicine*, 35(2S), 124S-132S.
- GRAY, B. (1989). *Collaborating: Finding Common Ground for Multiparty Problems*. San Francisco, CA : Jossey-Bass.
- HAMEL, P. J. (2008). Les mirages du partenariat public-privé. *Revue Agone*, 38-39. Récupéré de <http://revueagone.revues.org/210>

- INGOLD, T. (2013). *Making: Anthropology, Archaeology and Architecture*. New York, NY : Routledge.
- JEANTET, A., TIGER, H., VINCK, D. et TICHKIEWITCH, S. (1996). La coordination par les objets dans les équipes intégrées de conception de produit. *Coopération et conception*, 87-100.
- KEENOY, T. et OSWICK, C. (2003). Organizing Textscapes. *Organization Studies*, 25, 135-142.
- LAMONT, M. et MOLNÁR, V. (2002). The Study of Boundaries in the Social Sciences. *Annual review of sociology*, 167-195.
- LAMIZET, B. (2011, 29 juin). *La sémiotique de l'événement*. Récupéré de <http://archivesic.ccsd.cnrs.fr/halshs-00604452/document>
- LORINO, P. (2013). Management Systems as Organizational 'Architextures'. Dans F.-X. de Vaujany et N. Mitev (dir.), *Materiality and Space. Organizations, Artefacts and Practices* (pp. 62-95), Basingstoke, GB : Palgrave Macmillan.
- LUCUIK, M. Canada Green Building Council. 2005 (31 mars). *Analyse de rentabilité pour les bâtiments écologiques au Canada* (Rapport n° 2052223.00). Montréal, Québec : Industrie Canada. Récupéré de [http://www.cagbc.org/AM/PDF/Business%20Case%20for%20Green%20Bldgs%20in%20Canada\\_FRENCH.pdf](http://www.cagbc.org/AM/PDF/Business%20Case%20for%20Green%20Bldgs%20in%20Canada_FRENCH.pdf)
- MARCUS, G. E. (1995). Ethnography in/of the World System: The Emergence of Multi-Sited Ethnography. *Annual Review of Anthropology*, 24, 95-117.
- MOERAN, B. (2009). From Participant Observation to Observant Participation. Dans S. Ybema, D. Yanow, H. Wels et F. Kamsteeg (dir.), *Organizational Ethnography: Studying the Complexities of Everyday Life* (p.139-155), Thousand Oaks, CA : Sage Publications.
- NICOLINI, D. (2009). Zooming In and Zooming Out: A Package of Method and Theory to Study Work Practices. Dans S. Ybema, D. Yanow, H. Wels et F. Kamsteeg (dir.), *Organizational Ethnography: Studying the Complexities of Everyday Life* (pp. 120-138), Thousands Oaks, CA : Sage Publications.
- NICOLINI, D., MENGIS, J. et SWAN, J. (2012). Understanding the Role of Objects in Cross-Disciplinary Collaboration. *Organization Science*, 23(3), 612-629.
- OLSEN, P. B. et HEATON, L. (2010). Knowing through Design. Dans J. Simonsen, J. O. Bærenholdt, M. Büscher et J. D. Scheuer (dir.), *Design Research: Synergies from Interdisciplinary Perspectives* (pp. 79-94), New York, NY : Routledge.
- ORLIKOWSKI, W. J. et Scott, S. V. (2008). Sociomateriality: Challenging the Separation of Technology, Work and Organization. Dans J. P. Walsh et A. P. Brief (dir.), *The Academy of Management Annals*, vol. 2 (p. 433-474), Londres, GB : Routledge.
- PLOURDE, Marie-Claude. (2015). *Le projet : lieu et objet. Communication, lettres et sciences du langage.*.
- PLOURDE, Marie-Claude. (2014, septembre). *Regard sur la collaboration interdisciplinaire pour la réalisation de projets d'architecture durable* (Mémoire de maîtrise). Université du Québec à Montréal.

- PROCESSUS. (s.d.). Dans *Dictionnaire Larousse* en ligne. Récupéré de <http://www.larousse.fr/dictionnaires/francais/processus/64066?q=processus#63349>
- QUÉRÉ, L. (1991). D'un modèle épistémologique de la communication à un modèle praxéologique. *Réseaux*, 9(46-47), 69-90.
- RENNSTAM, J. (2012). Object-Control: A Study of Technologically Dense Knowledge Work. *Organization Studies*, 33(8), 1071-1090.
- ROULEAU, L. (2013). *L'ethnographie organisationnelle d'hier à Demain. Revue internationale de psychosociologie et de gestion des comportements organisationnels*, Supplément (HS), 27-43.
- STAR, S. L. (2010). This is Not a Boundary Object: Reflections on the Origin of a Concept. *Science, Technology & Human Values*, (35), 601-617.
- STAR, S. L. et J. Griesemer. (1989). Institutional Ecology, 'Translations', and Boundary Objects: Amateurs and Professionals on Berkeley's Museum of Vertebrate Zoology. *Social Studies of Science*, 19, 387-420.
- STRAUSS, L. A. (1993). *Assumptions of a Theory of Action. Dans Continual Permutations of Action* (p. 19-46). New York, NY : Aldine de Gruyter.
- SUCHMAN, L.A. (2007). *Human-Machine Reconfigurations: Plans and Situated Actions*. Cambridge, GB : Cambridge University Press.
- TSOUKAS, H. et CHIA, R. (2002). On Organizational Becoming: Rethinking Organizational Change. *Organization Science*, 13(5), 567-582.
- VAN MAANEN, J. (1988). *Tales of the Field: On Writing Wthnography*. Chicago, IL : The University of Chicago Press.
- VÁSQUEZ, C., BRUMMANS, B. H. J. M. et GROLEAU, C. (2012). Notes from the Field on Organizational Shadowing as Framing. *Qualitative Research in Organizations and Management*, 7(2), 144-165.
- VÁSQUEZ C. et COOREN, F. (2013). Spacing Practices: The Communicative Configuration of Organizing Through Space-Times. *Communication Theory*, 23(1), 25-47.
- VINCK, D. (2009). De l'objet intermédiaire à l'objet-frontière. *Revue d'anthropologie des connaissances*, 31(1), 51-72.
- WEICK, K.E. (1995). *Sensemaking in Organizations*. Thousans Oaks, CA : Sage Publications.
- WEICK, K.E., SUTCLIFFE, K.M. et D. OBSTFELD. (2005, juillet-août). Organizing and the Process of Sensemaking. *Organization Science*, 16(4), 409-421.

**Cynthia NOURY**

Infléchir le regard : retour réflexif et dialogue sur l'écriture  
autofictionnelle comme méthode de recherche-crédation



**Karine BELLERIVE**

L'écriture créative et collaborative autofictionnelle  
comme méthode de recherche : une exploration

## Infléchir le regard : Retour réflexif et dialogue sur l'écriture autofictionnelle comme méthode de recherche-création

**Cynthia NOURY**

*La nuit tombée, une camionnette blanche garée près d'un parc provoque l'affolement de deux adolescentes. Elles s'emballent, s'imaginent un enlèvement, une agression. Les mots paniqués de Karine et de son amie s'entremêlent sous mes yeux. Je ne sais plus qui est qui. Qui dit quoi ? Qui dit vrai ? Loin des salles de séminaires que nous avons partagées, je me demande quelle Karine j'apprends à connaître à travers ce texte. Ou pas. Je ne peux plus démêler la réalité de la fiction, mais est-ce nécessaire ou même possible ?*

*Je clique sur l'hyperlien qui s'offre à moi et me retrouve soudain à écouter une version enfantine un peu quêtaine desANGES dans nos campagnes. Cassure de ton. Moment de dissonance cognitive. Entre drames et légèreté, je reconnais l'exubérance d'une adolescence qui aurait pu être la mienne.*

\*\*\*

**Cynthia Noury (C.N.)** – D'entrée de jeu, il faut que je te dise que j'étais ravie quand *COMMposite* m'a approchée pour que je rédige le commentaire accompagnant ton texte dans cette anthologie. Non seulement est-ce l'un des premiers articles de recherche-création publiés dans la revue, mais j'ai surtout eu du plaisir à le lire... et à l'écouter, ce qui n'est pas banal pour un texte !

**Karine Bellerive (K.B.)** — Merci !

Ça me touche beaucoup : ce n'est pas banal non plus de recevoir « à chaud » l'avis d'une lectrice ! Toutes deux engagées dans un processus de recherche-création, on s'était dit à la fin d'un séminaire qu'on aimerait bien travailler ensemble sur un projet. Tu t'en souviens ? Notre souhait a été exaucé.

C.N. — Tout à fait ! D'ailleurs, je n'aurais pu espérer mieux pour notre première collaboration qu'un dialogue sur une écriture créative dialogique... C'est tellement « méta » ! Haha. Parlons de ton texte, justement. Posant les jalons de ta démarche de recherche-création, tu as choisi d'explorer l'émergence de savoirs situés à travers un processus d'écriture créative autofictionnelle sur le thème du vieillissement. C'est une chose d'affirmer, à l'instar de Richardson et St. Pierre (2005) que tu cites, que l'écriture peut être une méthode de recherche à part entière. C'en est une autre de l'employer comme telle. Dès les premières phrases de ton article, je me suis donc demandé comment tu avais vécu cette expérience d'écriture, autant d'un point de vue personnel qu'en termes d'acceptation institutionnelle. À la quatrième page, un mot m'a sauté au visage : « insécurité ».

K.B.—Oui, l'insécurité, je vais y revenir... Mais d'abord, t'ai-je dit que c'est la possibilité de réaliser une recherche-création dans le champ des

études en communication qui m'a convaincue de m'inscrire au doctorat ? Le caractère cloisonné des univers artistique et scientifique m'avait toujours agacée : j'allais enfin pouvoir brouiller les frontières.

C.N.—Je partage ta vision : le fameux tiret qui (re)lie recherche et création est pour moi synonyme d'ouverture vers une multiplicité de nouveaux possibles.

K.B. — C'est exactement ça ! Mais la réalité m'a vite rattrapée... L'insécurité dont il est question dans mon texte réfère à la peur d'enfreindre la norme institutionnelle en sciences sociales. En fait, le problème se situe moins dans la norme que dans ma propre attitude par rapport à la recherche. Tout au long de mon parcours scolaire, j'avais été bonne élève, j'avais respecté les consignes, suivi « le plan ». Comment faire autrement, alors qu'il n'existe pas vraiment de règles en matière de recherche-création ? C'était comme me jeter dans le vide. J'étais effrayée de devoir me mettre à l'avant-plan, de fonder mon travail sur ma propre réflexion, sans suivre une démarche stricte et attestée.

C.N. — Ce que tu dis reflète également mon apprentissage de la recherche-création. Je crois cependant qu'il existe certaines balises avec lesquelles nous devons composer et qui — sans être intouchables — sont renforcées par le contexte académique dans lequel nous inscrivons notre pratique. On sait que (presque) tout est possible en matière de recherche-création, mais qu'il nous faudra sans cesse justifier les règles du jeu... alors même qu'on est en train de l'inventer !

K.B. — Tu as raison : il y a une grande part de création dans nos questionnements et dans nos façons d'aborder la recherche-création. En ce qui me concerne, j'arrive de plus en plus à me faire confiance sur les plans épistémologiques et méthodologiques, je ressens moins le besoin de tout justifier continuellement. En cela, le fabuleux ouvrage de Mieke Bal, *Travelling Concepts in the Humanities : A Rough Guide* (2002), m'a beaucoup inspirée.

En ce moment, c'est davantage la valeur artistique de mon travail qui m'angoisse... M'assumer comme écrivaine, sans craindre de paraître présomptueuse, je trouve que c'est difficile. L'auteure française Virginie Despentes exprime bien le sentiment qui m'habite : « Je me demande si cette conversation sur l'angoisse d'écrire, je ne l'ai pas plus fréquemment avec les femmes. Je ne sais pas si c'est parce qu'elles confessent plus facilement leurs moments de vulnérabilité ou si un inconscient collectif nous rend plus sujettes à l'angoisse de s'autoriser à écrire et publier. [...] Raconter des histoires et l'Histoire a été une prérogative masculine pendant des siècles et des siècles. Nous héritons de ça. » (Cojean, 2017)

C.N. — Tu mets le doigt sur l'un des grands questionnements reliés à cette approche : que sont les chercheurs et chercheuses-créateurs et créatrices ? Des chercheurs ou chercheuses ? Des artistes ? Les deux ? Les deux à moitié ! ? Au-delà des ouvertures permises par la recherche-création, il y a aussi la difficulté à réconcilier ces deux postures. Je crois

que la façon d'y parvenir est propre à chacun et chacune et implique, dans ce cas-ci, la nécessité de faire face à l'angoisse « féminine » d'écrire.

K.B. — Je suis tout à fait d'accord avec toi. En adoptant une posture réflexive, on peut observer ce qui accroche, ce qui nous pose problème, mais aussi ce qui est porteur, ce qui nous fait avancer.

C.N. — L'équilibre entre la recherche et la création sur les plans des contenus et des savoirs produits pose également son lot de défis. Non seulement cet arrimage varie-t-il d'un projet à un autre, comme le démontrent Chapman et Sawchuck (2012) dans leur article, mais il s'expose également aux limitations du langage que tu mentionnes dans ton texte. Dans ce cas-ci, je serais aussi tentée d'évoquer les contraintes formelles de la publication. L'écriture créative est-elle à risque d'être noyée dans la justification théorique néanmoins attendue en contexte académique? Quelle latitude nous laissent les exigences de mise en page d'une revue pour mettre en valeur la création? De quelle ouverture les lectrices et lecteurs feront-ils preuve par rapport à ces nouveaux formats? Il faut m'arrêter, haha! Je pourrais m'étendre là-dessus longtemps.

K.B. — En effet! Je sais que certaines personnes ont un point de vue radical sur la question, comme Patricia Leavy, une sociologue américaine qui a déserté le cadre académique et qui publie des romans inspirés de ses expériences de recherche et d'enseignement. Pour ma part, je ne saurais me passer de la réflexion théorique

et méthodologique qui contribue à donner du sens à ma démarche artistique... et qui la nourrit! En ce qui concerne les contraintes de la publication, de beaux défis se présentent. Ce qui est fantastique, c'est que nous avons les moyens technologiques pour les relever — et pour emprunter de nouvelles avenues de production et de diffusion de savoirs. J'imagine très bien des textes qui se superposent en transparence, des propos d'ordre théorique joutés à des récits fictionnels, des écrits dans les profondeurs desquelles on pénètre littéralement. J'ai mille idées!

C.N. — Moi, j'imagine déjà les nombreuses conversations que les éditrices et éditeurs de revues auront avec les auteurs et auteures à ce propos lorsque les publications de recherche-crédation se multiplieront. Le dialogue entre recherche et création ne fait que commencer!

D'ailleurs, j'ai particulièrement apprécié que ton texte donne toutes les clés aux lectrices et lecteurs, ton souci de situer ta posture. Je ne sais pas si c'est juste moi, mais des fois j'ai l'impression que la recherche-crédation — parce qu'elle est relativement nouvelle dans le contexte académique — demande encore un effort de légitimation supplémentaire par rapport à d'autres approches. On questionne son ontologie, ses méthodologies, la nature et la validité des savoirs produits, la posture dans certains cas plus personnelle des chercheuses et chercheurs... C'est un débat porteur, mais épuisant par moment. Je me demande parfois si ce sera toujours comme ça.

K.B. — Mon article a été rédigé au tout début de mon parcours doctoral. C'est probablement pour cette raison qu'il peut sembler « pédagogique » : je donnais les clés que je venais tout juste d'ajouter à mon propre trousseau, au moment où j'entreprenais une réflexion épistémologique qui m'a fait (re)visiter les classiques. Cela dit, ma posture de chercheure en communication s'est affinée et en partie transformée depuis... et elle n'a pas fini de l'être ! C'est ce qui fait la richesse du processus.

Est-ce la relative nouveauté de la pratique qui implique que l'on s'astreint à créer de la cohérence, que l'on a parfois l'impression de devoir lutter davantage pour faire reconnaître la légitimité de notre travail ? Peut-être... Mais j'ai l'impression que chaque courant doit tracer ses voies — et je suis heureuse de mettre mon grain de sel dans le développement de la recherche-crédation québécoise. Selon moi, il ne faut pas trop chercher à l'encadrer de balises, ce qui serait en quelque sorte « contre nature », mais demeurer exigeants en ce qui concerne la rigueur de la démarche.

C.N. — Ah ! Ah ! Tu soulèves un autre enjeu central de la recherche-crédation : celui de la validité d'une telle démarche. Appuyée par la théorie, tu choisis d'ailleurs de la remettre dans les mains des lecteurs et lectrices de ton texte. Il est alors difficile de prévoir ce qui les touchera et de quelle façon. En tant qu'auteure, crois-tu qu'il te soit permis d'avoir des attentes ?

K.B. — À mon avis, toute recherche suscite des attentes, de dif-

férentes formes. J'espère pour ma part que ce que je produis comme auteure-chercheure résonne chez certaines personnes, contribue à ouvrir de nouveaux possibles. C'est ce qui motive mon travail. Mais je ne crois pas qu'il soit important de savoir à l'avance comment elles seront touchées. L'intérêt est là, justement : voir ce qui fait écho — et pourquoi. Les avancées technologiques nous permettent certainement d'amorcer plus facilement des échanges avec nos publics — et d'intégrer ces points de vue extérieurs dans nos recherches. Il s'agit d'une autre forme de décroissement du savoir que permet, entre autres, la recherche-crédation.

C.N. — Henk Borgdorff (2013) écrit à ce propos que la validité des « objets épistémologiques » tels que ceux issus de la recherche-crédation réside dans leur capacité à incarner et à ouvrir de nouveaux questionnements plutôt qu'à les résoudre. La possibilité de générer des savoirs et de proposer des pistes de réponses à des questions tout en suscitant de nouvelles interrogations m'inspire ! C'est ça, la recherche, quoi ! Et tant mieux si on peut utiliser une part de création pour y parvenir.

K.B. — D'ailleurs, puisque j'ai la chance de dialoguer avec une lectrice, j'en profite illico : dis-moi, qu'est-ce qui a résonné en toi ? Quelles questions sont survenues ? Quelles pensées ont jailli ?

\*\*\*

*Ma réflexion sur le texte de Karine se poursuit bien au-delà de no-*

tre échange. De retour dans mon bureau, je me replonge dans son écriture créative, cette fois-ci en faisant abstraction de la théorie. Sous mes yeux, deux femmes tentent de faire sens du temps qui passe, alors que dans mes oreilles se succèdent Loreena McKennitt, Metallica, puis enfin les paroles de Michel Sardou. Il serait tentant, dans ce contexte académique, de remettre en question conceptuellement la notion de vieillissement ou de poursuivre le débat sur la place de la recherche-création ou encore celle des femmes dans l'institution, mais en toute franchise ce n'est pas ce qui m'anime dans l'immédiat.

Je relance plutôt la dernière chanson, me laissant emporter par le cou-

plet : « Mes chers parents, je pars. Je vous aime, mais je pars. Vous n'aurez plus d'enfant, ce soir. » Aussi belles soient ces paroles, je ne suis pas d'accord. Tantôt emportée par mes souvenirs adolescents, je me retrouve maintenant à revisiter mon parcours d'un regard adulte. Je me questionne sur le fait de devenir parent, sur ce que ça implique de vivre sa propre vie et de laisser sa marmaille vivre la sienne à son tour. Je ne peux que spéculer, à ce stade. Je me dis qu'on peut bien vieillir, mais qu'on est toujours l'enfant de quelqu'un, qu'on a toujours une part de gamin en soi. Ça me fait penser : il faudrait que je téléphone à mes parents !

## LISTE DE RÉFÉRENCES

- BAL, M. (2002). *Travelling Concepts in the Humanities: A Rough Guide*. Toronto : University of Toronto Press.
- BELLERIVE, K. (2016). « L'écriture créative et collaborative autofictionnelle comme méthode de recherche : une exploration », *COMMposite*, 19(1), 70-93.
- BORGdorFF, H. (2013). Artistic Practices and Epistemic Things. Dans M. Schwab (dir.), *Experimental systems: future knowledge in artistic research* (pp. 112-120). Leuven : Leuven University Press.
- CHAPMAN, O. et SAWCHUK, K. (2012). Research-Creation: Intervention, Analysis and "Family Resemblances". *Canadian Journal of Communication*, 37, 5-26.
- COJEAN, A. (2017, 12 juillet). Virginie Despentes : « Cette histoire de féminité, c'est de l'arnaque ». *Le Monde*. Récupéré de [http://www.lemonde.fr/culture/article/2017/07/09/virginie-despentes-devenir-lesbienne-c-est-perdre-40-kilos-d-un-coup\\_5158037\\_3246.html](http://www.lemonde.fr/culture/article/2017/07/09/virginie-despentes-devenir-lesbienne-c-est-perdre-40-kilos-d-un-coup_5158037_3246.html)
- RICHARDSON, L. et ST. PIERRE, E. A. (2005). Writing: A Method of Inquiry. Dans N. K. Denzin et Y. S. Lincoln (dir.), *The Sage Handbook of Qualitative Research* (3e éd.) (pp. 959-978). Thousand Oaks, CA : Sage Publications.

# L'écriture créative et collaborative autofictionnelle comme méthode de recherche : une exploration

**Karine BELLERIVE**

Cet essai part de réflexions sur les savoirs et les « régimes de vérité » suscitées par ma lecture des textes de plusieurs auteures et auteurs associés au courant postmoderne : Judith Butler (2007), Owen Chapman et Kim Sawchuk (2012), Sylvie Fortin et Émilie Houssa (2012), Donna Haraway (2007), Michel Foucault (1980) et Laurel Richardson et Elizabeth Adams St. Pierre (2005). Je propose, ici, une exploration de l'écriture créative et collaborative comme méthode de recherche permettant de *produire* des savoirs particuliers – peu courants dans le milieu académique. Ainsi, je ne conçois pas que les savoirs sont en eux-mêmes préexistants à mes questionnements et à mes réflexions de chercheure ; j'estime que différentes méthodes de recherche produisent différents savoirs. L'enjeu consiste donc à observer ce qui émerge du processus d'écriture créative et collaborative et d'interroger l'effectivité de ce processus dans le cadre d'une recherche-crédation<sup>1</sup>.

Concrètement, j'ai produit avec Émilie<sup>2</sup>, une grande amie que je côtoie depuis près de 30 ans, un

1 Cette introduction, qui anticipe en partie sur les issues de l'article, a été rédigée après coup. Elle peut de fait apparaître paradoxale pour la lectrice ou le lecteur, considérant que le texte vise justement à remettre en question les dogmes de l'écriture scientifique. Cependant, dans le cadre de cette publication, cette restructuration vise à favoriser la compréhension des objectifs poursuivis par l'auteure.

2 Dans le souci de préserver son anonymat, son prénom a été changé.

récit sur le mode de la conversation épistolaire. Nos échanges, qui se sont déroulés sur cinq semaines à l'automne 2015, se sont vus nourris par mes réflexions épistémologiques, théoriques et méthodologiques, et les ont eux-mêmes alimentées. De fait, ma démarche s'est déroulée dans l'interaction, à la fois avec Émilie et avec les textes des auteures et auteurs que j'ai mobilisés.

Amies de longue date, toutes deux au tournant de la quarantaine, Émilie et moi avons choisi de construire notre récit sur le thème du vieillissement, conçu comme une performance relationnelle et sociale, une trajectoire marquée par de multiples transitions, un mouvement qui implique de continues redéfinitions de soi (Browne, 1998 ; Gaudet, 2013 ; Divay, 2002). Dans cette optique, le vieillissement ne saurait être réduit à cette étape ultime de la vie que serait la « vieillesse ». D'abord, l'avancée en âge s'effectue, plus ou moins consciemment, dès la naissance. Ensuite, les expériences du vieillissement sont à la fois singulières et plurielles : elles sont liées aux multiples réalités individuelles et sociales, de même qu'aux multiples rôles – genrés et performés (fille/fils, mère/père, travailleuse/travailleur, amie/ami, etc.) – qui s'informent, s'entrechoquent, se traversent et se transforment tout au long de l'existence humaine.

Émilie et moi nous sommes par ailleurs interrogées sur la nature de notre création : prendrait-elle une forme autobiographique ou fictionnelle ? Convenant que notre accès à la « vérité » de nos expériences respectives était nécessairement limité, notamment par l'acte même de nous révéler à travers l'écriture, nous avons fait le choix du récit autofictionnel. Le statut générique de l'autofiction a suscité plusieurs débats dans le milieu littéraire depuis que l'écrivain français Serge Doubrovsky a inventé ce terme et qu'il l'a défini dans les premières pages de *Fils* en 1977<sup>3</sup>. Dans leurs ouvrages qui lui sont consacrés, Vincent Colonna (2004) et Philippe Gasparini (2004) définissent l'autofiction comme une « nébuleuse » peuplée de formes hétérogènes, un genre littéraire hybride, entre autobiographie et fiction, dans lequel l'auteur et le narrateur autodiégétique se confondent et qui établit d'emblée – ou qui revendique – la part fictionnelle de tout récit de soi. Ainsi, tout au long du récit qu'Émilie et moi avons produit, il importe nullement de savoir qui de nous deux s'exprime. La référentialité des instances narratives est voilée, mais le caractère conversationnel s'exprime par l'utilisation de couleurs de police distinctes : le bleu et le vert.

Mon article se présente sous la forme d'un *sandwich text* (Richardson et St. Pierre, 2005) formé d'al-

3 En plus de se référer aux auteurs mentionnés (Doubrovsky, Colonna et Gasparini), la lectrice ou le lecteur peut consulter la section du cadre théorique de mon mémoire de maîtrise qui porte sur la théorie des genres littéraires et l'autofiction (Bellerive, 2012, p. 26-32).

lers-retours entre mes réflexions épistémologiques, théoriques et méthodologiques<sup>4</sup> et le récit autofictionnel, qui brouille à dessein les frontières conventionnelles séparant les formes canoniques d'écriture littéraire et scientifique. L'ensemble du texte ne se présente donc pas comme le rendu après coup d'une recherche, puisque l'écriture participe elle-même de ma démarche d'exploration. Les propos des auteures et auteurs mobilisés se manifestent ponctuellement au sein de la conversation épistolaire qu'Émilie et moi avons entretenue : les citations qui font office d'intertitres s'inscrivent dans cette conversation en introduisant les éléments épistémologiques, théoriques et méthodologiques sur lesquels je me suis interrogée au fil du processus. La narration ne saurait, par conséquent, suivre une trajectoire rectiligne et orthodoxe. De fait, mon essai s'inscrit dans une volonté de remettre en question les naturalités et les régimes de vérité en utilisant l'écriture créative sur le mode de la conversation épistolaire comme façon de produire de nouveaux savoirs, d'inventer de nouveaux possibles.

### « A writing autobiography » – Laurel Richardson

L'insécurité que j'ai éprouvée, en tant que chercheuse, à produire cet essai sur l'effectivité d'un processus d'écriture créative et collaborative

4 Bien qu'Émilie possède une formation universitaire de deuxième cycle, elle ne s'est pas impliquée dans la réflexion analytique concernant le processus d'écriture créative et collaborative.

autofictionnel en tant que méthode de recherche met brutalement en lumière la force normative des cadres disciplinaires et institutionnels en sciences sociales. De fait, ces cadres prescrivent une forme d'écriture scientifique homogène et standardisée, dont plusieurs philosophes et chercheurs en sciences sociales ont exposé les limites (Chapman et Sawchuk, 2012 ; Fortin et Houssa, 2012 ; Richardson et St. Pierre, 2005). Ceux-ci ont de fait remis en cause le postulat selon lequel ce type d'écriture académique dominant permettrait d'accéder à « LA vérité » sur des questions et des enjeux sociaux par l'emploi d'un vocabulaire précis et dénotatif et par le respect d'un protocole et d'une structure formatée, la problématisation étant suivie de la présentation des cadres théoriques et méthodologiques conventionnels, des résultats, puis de l'analyse thématique et des conclusions.

En plus d'être confrontée à la crainte d'écrire « à l'extérieur des cadres », alors que j'ai intériorisé la « bonne façon » de faire de la recherche, je me suis trouvée hésitante à faire entendre ma propre voix, davantage que par l'utilisation du « je » et l'adoption d'une réflexivité minimale qui m'incitait déjà à exposer les biais dont je suis nécessairement porteuse. Je me suis vue lutter contre ma croyance, bien ancrée, voulant qu'il s'avère présomptueux de m'impliquer subjectivement comme chercheuse, de prétendre avoir moi-même quelque chose à dire, quelque chose à créer. Cela dit, malgré mes résistances, j'ai tenté d'assumer pleinement ma posture postmoderne, part-

ant des principes que « tout discours est une construction » et que « le langage objectivant est inadéquat, ou du moins insuffisant, pour saisir la complexité du monde » (Fortin et Houssa, 2012, p. 63). Loin d'invisibiliser mon expérience subjective de chercheuse (Haraway, 2008), je postule donc qu'elle est révélatrice, qu'elle constitue un instrument de production de savoirs :

Nous ne cherchons pas les savoirs réglés par le phallogocentrisme (nostalgie de la présence du Monde vrai unique) et une vision désincarnée, mais ceux qui sont réglés par une vue partielle et une voix limitée. Nous ne cherchons pas la partialité pour le plaisir, mais pour trouver les connexions et les ouvertures inattendues que les savoirs situés rendent possibles (Haraway, 2008, p. 127).

Ma recherche-crédation en construction (puisque le processus ne connaît pas de fin absolue) est née de l'union de deux « familles » identifiées par Chapman et Sawchuk (2012) : « creative presentations of research » et « creation-as-research ». Je m'engage ainsi, d'une part, dans des formes d'expression qui m'apparaissent plus évocatrices et plus poétiques que le langage objectivant et qui sont encore peu exploitées en sciences sociales (Fortin et Houssa, 2012) afin d'observer ce qui peut émerger dans un contexte scientifique. D'autre part, ma recherche se construit dans et par un processus d'écriture créative et collaborative.

Comme le gâteau naît de la fusion, ou de la synthèse (et non du collage), des oeufs, de la farine, du lait, du beurre, du sucre, de la poudre à pâte et de la chaleur, les processus créatif et analytique s'informent l'un et l'autre jusqu'à se confondre, jusqu'à se fondre en une seule matière. Ainsi, c'est l'acte créatif et réflexif qui sous-tend mon travail, lequel s'inscrit dans ce que Laurel Richardson (1994) nomme, dès la première publication de son article « Writing: A Method of Inquiry », les « CAP », pour « ethnographies (creative analytical practices/processes) » : « Nurturing our own voices releases the censorious hold of “science writing” on our consciousness as well as the arrogance it fosters in our psyche; writing is validate as a method of knowing » (Richardson et St. Pierre, 2005, p. 962).

**« What else might writing do except mean? » – Elizabeth Adams St. Pierre**

La question « What else might writing do except mean? » posée par Elizabeth Adams St. Pierre (2005) constitue le pivot de ma réflexion. Que peut faire l'écriture créative, au sein d'un processus de recherche, en plus de *signifier*? D'emblée, le verbe *faire* me guide vers le concept de *performativité* (Butler, 1990). En délaissant le domaine de la représentation, de la signification et du déchiffrement herméneutique (Fortin et Houssa, 2012), je conçois le processus d'écriture créative en tant qu'acte performatif au sens derridien, c'est-à-dire qu'il « n'a pas son référent [...] hors de lui, ou en tout cas avant lui et en face de lui. Il

ne décrit pas quelque chose qui existe hors langage et avant lui. Il produit ou transforme une situation, il opère; [...] cela constitue sa structure interne, sa fonction ou sa destination » (Derrida, 1972, p. 384). Aussi, j'observe *dans l'action* ce que l'engagement dans un processus d'écriture créative et collaborative autofictionnelle *produit*, ce qu'il fait, ce qu'il *fait advenir*.

Dans cet essai, mon objectif ne consiste donc pas à extraire le sens de ce récit en construction, soit à identifier les enjeux liés aux vieillissements genrés, à la maternité, à la transmission des valeurs, par exemple. Il ne s'agit pas non plus de broser le portrait d'une époque ou d'une génération de femmes, dont Émilie et moi faisons partie, qui entreraient dans une période transitionnelle de la vie, le « midlife », déterminée par les tenants d'une conception du développement psychosocial de l'individu qui suit les différentes étapes d'un cycle de vie (Houde, 1999). Je souhaite plutôt rendre compte de mon expérience subjective de chercheuse investie dans un processus d'écriture créative et collaborative en observant le processus lui-même ainsi que la forme du récit (et de l'exposé que j'en fais), lesquels éclairent sa dimension performative.

**« [V]iew of infinite vision is an illusion » – Donna Haraway**

Dès le début du processus d'écriture, des questionnements ont surgi, d'abord concernant le genre littéraire qu'Émilie et moi allions privilégier. Ce sont à la fois des contraintes de temps et d'éloignement physique, ainsi que la difficulté de s'exprimer

conjointement, à travers une démarche créative sur nos « visions » singulières du vieillissement – j’emprunte ici la métaphore visuelle de Donna Haraway, théoricienne et militante féministe américaine – qui nous ont incitées à opter pour la conversation épistolaire : « L’objectivité [scientifique] féministe est affaire de place circonscrite et de savoir situé, pas de transcendance et de division entre sujet et objet. Ainsi seulement pourrons-nous répondre de ce que nous avons appris à voir » (Haraway, 1988, p. 117).

Dans leurs formes, chacune de nos interventions, chacune de nos perspectives partiales et partielles, se manifestent ainsi contre toute prétention à l’universalité des expériences, chacune illustre la multiplicité et l’hétérogénéité de nos points de vue, de nos sensibilités, de nos préoccupations et de nos désirs. Ci-dessous, les premiers fragments, qui dévoilent comme ceux qui suivent les consonances et les dissonances dans nos expériences à la fois respectives et communes du vieillissement, constituent déjà en eux-mêmes une remise en question des savoirs homogènes et figés.

\*\*\*

C’était un samedi soir d’automne, dans la banlieue des années 1980. J’étais débarquée chez toi après une bonne heure et quart d’autobus : la 29, transfert au métro Longueuil, la 1. On n’avait pas de plan ; on avait 14 ans. On avait juste le goût d’être ensemble. Ta mère nous avait laissé votre appart pour la soirée. Est-ce

que c’était cette fois-là qu’on avait piqué des tangchí au restaurant chinois d’en face, pour garder un souvenir de notre Numéro 2 pour 2 ? Après souper, on était allées se promener dans le parc, quelque part dans ton quartier. On se balançait ; on a probablement fumé une cigarette ; même deux : encore enfants ; un peu femmes.

Il commençait à faire noir quand on a vu une auto, une camionnette blanche (dans les histoires d’enlèvement, le meurtrier conduit toujours une camionnette blanche), rôder aux alentours. On a couru pour se cacher dans un buisson, dans le jardin d’une des maisons de riches dressées devant le parc. Innocemment, je t’ai lancé : « Au moins, j’ai un tampon (ça devait être mon premier), je ne peux pas me faire violer. » Après un long moment, on s’est dit qu’il fallait sortir pour demander de l’aide. La vieille dame qui a ouvert sa porte nous a vues planquées derrière son pot à fleurs en granit. J’étais à genoux, les mains jointes, implorante, pendant que tu la suppliais, dans un anglais douteux, de nous laisser entrer chez elle. Tu as téléphoné à ta mère, qui t’a engueulée. On était parties depuis trop longtemps ; il était passé minuit ; elle s’était inquiétée ; elle allait appeler la police. Je t’ai enviée.

\*\*\*

En fait, ma mère n’était pas là, il me semble. Elle était je ne sais pas où, mais je me souviens que c’est son chum numéro 1402 qui était

venu nous chercher chez la vieille Anglaise. Je savais que cet homme, comme tous les autres (1401-1400-1399), marchait en file, aveugle, vers un précipice : le trou où vont mourir les hommes de la vie de ma mère. J'avais appris à ne pas m'attacher à eux. C'était gentil, malgré tout, de la part de 1402, d'être venu nous chercher. Sur le chemin du retour, on avait chacune le nez collé sur nos vitres et on a revu une dernière fois l'auto du monstre, l'auto de violeur, l'auto qui aurait pu nous enlever de force notre virginité – et peut-être même faire rouler ton tampon plein de sang dans un buisson. C'était une auto, pas une camionnette. Oui, blanche, tu t'en souviens ?, avec des petits triangles rouges et lumineux sur le côté ?

Je crois que ma mère nous avait rejointes plus tard. Je ne me souviens pas des menaces de police ni de l'engueulade. Je me souviens juste d'avoir eu peur qu'elle meure si jamais je mourais.

\*\*\*

**« Le discours n'est pas la vie, son temps n'est pas le vôtre » – Michel Foucault**

Nombre d'auteurs et d'auteures, depuis les *Confessions* de Rousseau, ont mis en lumière le caractère illusoire de toute tentative autobiographique et interrogé le « pacte autobiographique » théorisé par Philippe Lejeune (1975). Mobilisant une perspective foucauldienne dans *Le récit de soi* (2007), la philosophe féministe américaine Judith Butler souligne que la narration de soi est

toujours fragmentaire, que nous sommes en partie « opaques » à nous-mêmes :

lorsque je rends compte de moi-même par le discours, mon moi vivant n'est jamais pleinement exprimé ou porté par ce discours. Mes mots s'effacent à mesure que je les livre, interrompus par le temps d'un discours qui n'est pas celui de ma propre vie. Cette « interruption » remet en cause le sens du compte-rendu de ma vie qui ne serait fondé que sur moi seul, puisque les structures rendant ma vie possible appartiennent à une socialité qui me dépasse (p. 36).

Les formes possibles du soi et de la narration de soi sont donc, notamment, contraintes par les normes sociales – et morales – et les normes du discours, par les codes culturels dominants, ce qui ne nie pas que nous disposons par ailleurs d'une agentivité, d'une capacité d'agir qui n'est pas entièrement déterminée.

Considérant que tout récit de soi est, dans une certaine mesure, une fictionnalisation de soi, Émilie et moi nous sommes détournées de toute prétention à la « vérité », c'est-à-dire que nous avons assumé la part de fiction dans notre récit. « [L]e mot “fiction” vient du latin  *fingere*  et signifie forger, c'est-à-dire construire, élaborer » (Fortin et Houssa, 2012, p. 66). Je découvre de fait, dans notre recherche esthétique, dans notre création littéraire, un travail réflexif de re-

connaissance de soi, une tentative de compréhension et d'expression de soi, de nos expériences du réel. Mais ce que je discerne surtout, ce sont les mécanismes conscients et inconscients de construction et de déconstruction, de transformation de soi, qui se manifestent à travers l'écriture.

En ce qui me concerne, c'est par l'écriture que j'apprivoise (ou que je développe ?) une part plus créative de moi que j'exprimais peu, entre autres par pudeur et par crainte du jugement, et que je réfléchis en profondeur à ma condition de femme qui vieillit. C'est, selon moi, ce à quoi Elizabeth Adams St. Pierre, chercheuse féministe postmoderne américaine, réfère quand elle affirme que l'écriture est la pensée ; que la pensée advient dans l'écriture, et qu'à travers elle – l'auteure reprend les mots de Michel Foucault – on peut se libérer de l'emprise des sens reçus qui limitent notre travail et notre vie et examiner dans quelle mesure l'exercice de penser sa propre histoire peut libérer la pensée de ce qu'elle pense silencieusement et lui permettre de penser autrement (Richardson et Adams St. Pierre, 2005). Dans le cas de l'écriture créative, en plus d'insuffler un certain rythme au récit, la forme poétique et métaphorique constitue une façon alternative d'appréhender et de représenter le monde, laquelle ouvre à de multiples interprétations. Le sens n'est pas figé, il n'est pas révélé a posteriori comme le résultat « objectif » d'une recherche : le lecteur ou la

lectrice participe à la production du sens et, ainsi, à la production du savoir.

\*\*\*

Qu'est-ce qui leur serait arrivé, à nos mères (dont l'une s'inquiétait trop ; l'autre, pas assez) si on était mortes toutes les deux, à peu près un an plus tard, sur l'autoroute des Cantons-de-l'Est ? Je me souviens d'une époque où on exigeait sans compromis notre liberté, une liberté que je refuserais à ma fille si, à 15 ans, elle voulait partir sur le pouce avec nos doubles adolescentes... Il pleuvait (est-ce qu'il neigeait ?), à Brossard, quand on a enjambé le parapet de la 10 en espérant ne pas attendre trop longtemps avant que quelqu'un s'arrête et nous embarque. Combien de lifts on a eus pour se rendre jusqu'au chalet ? Les quidams qui nous embarquaient, ils ne nous faisaient pas la morale ? Manifestement, on n'avait pas eu notre leçon ! On ne surveillait pas les autos blanches ni les triangles lumineux.

Au chalet, on s'est nourries des restes qui traînaient dans les armoires. On n'avait pas pensé à se faire une épicerie. On a invité le voisin, le Julien de mes rêves, avec son ami Antoine, à souper : des morceaux de lasagne et de la sauce à spag' (ou une poitrine de canard desséchée avec des patates grelots pas assez cuites ?). Je ne sais pas trop comment c'est arrivé, mais tu t'es retrouvée au lit avec Julien, et moi avec Antoine. Il ne s'est pas passé grand-chose. Je pense qu'on a résisté, pressentant que ça aurait

été un peu pathétique de la perdre à ce moment-là, avec les mauvais gars, notre virginité.

On n'est pas mortes sur l'autoroute des Cantons-de-l'Est, mais on a peut-être fait le deuil de quelque chose. Sur la 10, à notre retour, c'est un croque-mort dans son corbillard qui nous a embarquées pour nous ramener chez nous.

\*\*\*

Un corbillard ! C'est vrai que c'est une image forte, quand même ! Faire du pouce pour rentrer chez nous et être embarquées par un corbillard ! Je me souviens tellement bien de ce moment-là. C'était l'automne, on avait 14 ans, c'était avant ma fête, donc avant novembre. On était terriblement romantiques. On avait déboulé dans ton chalet en apportant juste de l'alcool, on n'avait pas pensé à la nourriture parce que dans notre monde, à ce moment-là, ce sont nos mères qui pensent à ça. Preuve par leur absence qu'elles étaient là quand même dans nos vies !

Des lasagnes, on les avait cuites avec de la sauce en can.

Tu avais dragué le petit blond, à mon grand étonnement, pas Julien, celui que tu aimais. Il paraissait plus doux, moins cruel. Au lit, Julien m'a poussé avec insistance sur la tête pour la diriger vers son sexe. Il voulait que je lui fasse une pipe. J'ai fait la saoule, me suis retournée, et j'ai fait semblant de dormir. Je me souviens d'avoir ressenti une profonde angoisse.

Est-ce qu'on savait qu'on s'amu-

sait à jouer avec Thanatos ? Est-ce qu'il y avait vraiment QUELQU'UN à l'intérieur de nous ?

Je crois que je n'avais pas peur parce que tu étais là et que tu faisais la même chose que moi. Je crois que tu n'avais pas peur parce que j'étais là et que je faisais la même chose que toi.

\*\*\*

### « [An] exemple of crystallization practice » - Laurel Richardson

L'intersubjectivité inhérente à tout récit de soi se révèle dans la production du récit autofictionnel : « Lorsque j'essaie de rendre compte de moi, c'est toujours en m'adressant à quelqu'un – à quelqu'un qui, je suppose, peut recevoir ces mots d'une certaine façon, même si je ne sais pas ni ne peux [exactement] savoir de quelle façon. » (Butler, 2007, p. 68.) En nous adressant l'une à l'autre dans la création, Émilie et moi avons aménagé un lieu de partage. Notre démarche découle d'un désir commun d'à la fois saisir les contours mouvants de nos expériences d'amies vieillissantes et de se construire par la narration. Nos existences singulières se dévoilent ainsi à travers nos récits respectifs, mais elles sont aussi façonnées à partir de ce que l'on interprète de l'expérience de l'autre, dans l'échange. Nos voix, nos points de vue et nos croyances s'entrecroisent. « La découverte du monde "réel" ne dépend plus alors d'une logique de la "découverte", mais d'une relation sociale forte de conversation. » (Haraway, 1988,

p. 131.) Ce qui est exprimé et créé ne peut l'être que dans l'interaction, que dans cette conversation conçue comme un acte performatif qui crée un point de vue particulier sur la réalité et sur le soi – et qui transforme notre relation.

Ici comme ailleurs, le transfert produit un scénario à partir du passé, mettant précisément en place ce qui ne pourrait trouver une autre forme expressive. En même temps, une nouvelle relation, éventuellement altérée, est ouvragée à partir de cette ressource plus archaïque. Plus précisément, le transfert est une preuve vivante du fait que le passé n'est pas passé, puisque la forme que prend le passé est l'orchestration présente de la relation à l'autre. (Butler, 2007, p. 68.)

Ainsi, le scénario de notre passé, formé par la résurgence et l'expression conjuguée, mais visiblement hétérogène, de nos souvenirs plus ou moins anciens se transcrit dans le présent. À l'instar de Kristin M. Langellier et Eric E. Peterson (2004), professeurs de communication américains qui concluent que les storytelling créent des identités familiales, je constate que nos récits contribuent à forger notre identité d'amies de longue date. Par l'écriture, nous insistons sur des aspects (une certaine marginalité revendiquée, une audace, une hypersensibilité) qui forment et nourrissent cette identité.

Les narrations concordantes et discordantes de nos coexistences nous confrontent par ailleurs aux limites de nos mémoires, bien sûr, mais aussi au fait que les événe-

ments que nous avons vécus ensemble, Émilie et moi, n'ont pas laissé les mêmes traces en chacune de nous. À quelques reprises dans le récit, l'une revient sur ce qui a été précédemment raconté, corrigeant un détail, apportant une précision, s'étonnant d'avoir oublié un sentiment ou un événement jugé fondamental par l'autre<sup>5</sup>. Nos échanges illustrent la valeur des témoignages subjectifs, par opposition à l'adoption d'une posture de recherche objective et distanciée, de même que l'importance, pour les chercheurs, d'observer les différences et d'éviter toute conclusion généralisante. « Si le regard est multiple, si on opère une "diffraction", le monde qui se dessine est différent : il y a un déplacement conjoint des objets de l'investigation, de ce qui est regardé, et de la façon de produire de la connaissance » (Haraway, 1988, p. 16). L'écriture créative et collaborative autofictionnelle permet de rendre visibles les multitudes, les hétérogénéités, les marginalités.

\*\*\*

Notre aplomb de jeunesse était une audace partagée. Viens avec moi, à l'intérieur de moi, combler le vide qui donne le vertige, réponds par ta seule présence à mes questions sans réponses, rassure-moi sur mon existence. Je ne me souvenais pas que tu avais été angoissée, cette fois-là. Me l'avais-tu dit ? Tu ne me parlais pas beaucoup de tes

<sup>5</sup> Ces apartés se manifestent dans l'échange par l'insertion de commentaires rédigés après la lecture de nos interventions respectives et sont placés entre crochets.

peurs. Il faut dire que les miennes occupaient pas mal de notre espace. Mais c'est arrivé quelques fois. J'en restais toujours troublée : je ne savais pas si j'arrivais vraiment à les apaiser.

Au matin, je me souviens d'avoir été fière de nous ; on avait bien appliqué la leçon de nos cours de « sexe » en FPS ! On n'avait pas cédé à la pression. [Hé ! Hé ! Hé ! C'est bien toi, ça !] Jusqu'à ce qu'on se fasse des « vrais » chums, il y en a eu quelques-uns, des hommes (des jeunes, mais aussi des vieux) qui réclamaient ce qu'on leur refusait. Ça se passait souvent sur la route, comme dans un hôtel sur le bord de la 20. Aujourd'hui, quand je repense à Marcel (Marcel ? le numéro quoi ?), je me dis qu'il aurait fallu le faire soigner ! Mais à l'époque, je ne nous voyais pas en victimes.

Ont-ils hanté à notre insu nos consciences en éveil ? Ou leurs manigances s'évanouissaient-elles quand on chantait à l'unisson la mélodie d'un canon à deux voix ?

Les Anges dans nos campagnes, c'était nous ! Gloria<sup>6</sup> !

\*\*\*

Avec quelles lunettes regarde-t-on les adolescentes qu'on était ?

Définitivement avec nos lunettes de mères, et toi, de surcroît, avec celles de mère d'une fille : l'enjeu semble plus élevé. On est inquiètes pour la santé, la salubrité mentale et la sécurité des ados fofolles qu'on était. On ne veut pas porter toute notre vie les choix imbéciles qu'elles

6 [www.youtube.com/watch?v=m-kz8\\_dNYn7E](http://www.youtube.com/watch?v=m-kz8_dNYn7E)

vont faire. On a envie de leur dire : « Hé, oh ! Il n'y a rien qui s'efface ! Tout ce que tu vas faire là, ici, maintenant, dans ton corps d'ado, moi, l'adulte qui va pousser en toi, malgré toi, comme une pousse qui finit par manger toute la fève, je vais être pognée pour vivre avec ! Toutes les niaiseries que tu vas faire pour te sentir aimée, désirée, vivante, je vais les porter en moi jusqu'à ma mort. » Mais même si ce regard sur l'ado que nous étions semble plus mature, plus adulte, reposant sur une expérience à plus long terme, je pense qu'il faut réaliser que ce sont quand même... des lunettes !

Toi, en plus (je ne sais pas si tu veux parler de ça), t'as des lunettes grossissantes qui t'ont fait voir d'un peu trop près des vieux cochons. C'est certain que ça teinte ta perspective. Pour moi, les frontières sont plus floues. Je suis heureuse de n'avoir jamais couché avec Gérard, propriétaire du glorieux Motel Prestige de St-Hélène de Bagot, mais pas parce qu'il était vieux, et moi ado, juste parce que je n'avais aucun désir pour lui. J'ai respecté ça, malgré mon désir brûlant de plaire et de faire plaisir au premier tata venu (oui, comme ils nous l'ont appris en FPS). Pour moi, le moteur, c'est le désir, et il faut évidemment qu'il soit réciproque... Je sais que ce que j'écris là, là, est vachement subversif... Pas besoin de me rappeler qu'on peut abuser d'une personne consentante... Mais je pense qu'il y a des zones de gris, même dans une chose aussi taboue que la sexualité entre adulte et ado. Ouf, je sens que je suis lourde là ! « Dans la bouche nous avons,

des chansons comi-QUES, dans la bouche nous avons... »

[Ho ! Ho ! Ah ! Ah !, des chansons comi-QUES... Hé ! Je ne la retrouve nulle part, celle-là !]

\*\*\*

### **L'exploration d'une « écriture cyborgienne » – Donna Haraway**

La pensée post-structuraliste pose le langage comme une construction sociale. En observant ses liens avec l'organisation sociale et le pouvoir, elle en expose le caractère performatif : ce processus qui produit du sens, qui crée un point de vue particulier sur le réel, sur le social, sur le soi, implique toujours des valeurs (Richardson et St. Pierre, 2005). Dans l'exercice d'écriture créative et collaborative autofictionnelle, Émilie et moi faisons face aux limites des formes dominantes de langages parlé et écrit (le philosophe allemand Walter Benjamin parle de « lack of language »), qui ne peuvent exprimer parfaitement nos expériences du monde et du vieillissement sur tous les plans : intellectuels, corporels et émotionnels. Ainsi, une forme hybride s'est imposée, que l'on pourrait qualifier de scrapbooking littéraire ou d'« écriture cyborgienne », en ce sens qu'elle se joue, à l'instar de la figure du cyborg conceptualisée par Donna Haraway (1988), des frontières rigides instituées entre les diverses formes artistiques. Cet hybride admet des ruptures dans la narration par l'insertion de documents audio-numériques et vidéo-numériques

(pièces musicales et vidéos) qui arrivent mieux à traduire nos sentiments. Ainsi, même si elle mobilise d'autres productions issues de la culture dominante, notre écriture défie les codes institués.

\*\*\*

Tu as raison, il y a certainement des vieux boucs qui ont noirci mes souvenirs, que je regarde de loin, en prenant peut-être parfois ma longue-vue à l'envers. Quoique ce n'est pas tant l'âge qui m'achale, que le pouvoir et l'espèce de chantage qui y étaient associés, les paroles fielleuses de Gérard (Gérard !) quand il a compris qu'il nous avait payé la traite pour rien... [Ark, c'est vrai !]

Évidemment, le travail de reconstruction qui m'occupe n'est pas non plus étranger à ces réminiscences. Tu sais que ce n'est pas la première fois que je revisite mon passé trouble (on pourrait m'octroyer un doctorat honorifique en thérapies !). Si j'ai vu des avancées à chaque époque, des angoisses qui se sont tues, j'ai l'impression que de nouvelles portes peuvent s'ouvrir, que je peux espérer délivrer une partie plus lumineuse de moi, tapie sous de multiples croûtes de protection (tu m'as d'ailleurs souvent conjuré de la libérer). C'est l'ultime cliché de la quarantaine : la quête de la réalisation de soi !

Quand je regarde mes fondations, je vois des fissures que je tente de colmater, mais je vois aussi des pierres précieuses. Les moments que nous avons passés ensemble à chanter, à marcher, à créer et à rêver *All souls*

*night* sont autant de pierres précieuses qui les ont rendues plus solides. J'espère que ma fille rencontrera moins de nids de poule sur sa route, mais je ne regrette rien de nos folies, ni même de nos jeux de roulette russe. Je les trouve touchantes, et inspirantes, les aspérités de notre « devenir adulte », de notre quête maladroite de liberté. Et puis, on était (on est encore ?) pas mal *drama queen* !

\*\*\*

Wow, c'est drôle que tu me *swing* cette chanson !!! Elle m'est revenue, il n'y a pas longtemps. Je me rappelle de m'être dit quelque chose comme : « Je ne pourrais plus jamais hurler cette *toune* avec quelqu'un, cette époque de ma vie est finie. Je suis seule. » Mais peut-être pas, finalement. T'es là, et je suis heureuse de partager ce moment de gribouillis émotifs avec toi. Je me souviens de comment je me sentais vivante en écoutant ça (ouf ! Il ne faudrait pas que Vincent nous lise !). Il n'y a que le voyage et la musique qui me donnent cette sensation de façon si viscérale.

Je me souviens, quand on écoutait ça, j'avais cette certitude qu'on était des sortes de concombres des mers en *stand-by*, mais qu'un jour, la vie arriverait pour vrai, s'arrêterait devant nous comme un autobus céleste, s'ouvrirait, et là, ma fille, on en ferait des choses extraordinaires ! Voyager partout avec les cheveux au vent, marcher pieds nus dans le désert, vivre dans une maison sur le bord de la mer, aimer un prince, écrire une trilogie, danser au Japon devant

7 [www.youtube.com/watch?v=eKfb-VAO6VGA](http://www.youtube.com/watch?v=eKfb-VAO6VGA)

une foule en délire, faire un concert surprise sur un toit à New York, faire crever d'amour un million d'hommes, sauver l'Afrique et surtout, surtout, ne jamais mourir.

Qu'est-ce qui a fait de nous ces créatures si romantiques ? Loreena McKennitt ?

\*\*\*

Bah... Tsé, c'est pour ça qu'il t'aime, Vincent : parce qu'il te voit voyager partout, marcher dans le désert, embrasser la mer, aimer un prince et soulever les foules. Espérer tout ça, c'est peut-être une façon de faire reculer la mort, justement, tu ne crois pas ?

Elle est arrivée pour vrai, la vie. Elle nous est rentrée dedans plusieurs fois. Comme quand j'avais 27 ans et qu'elle s'est pointée dans mon ventre. J'étais la première de notre déjà vieille bande à vivre ça. Ça t'a étonnée. J'habitais à des kilomètres, partie (me) découvrir (dans) le mouvement des marées, entre Rimouski et Gaspé. Mais vous étiez en même temps tout près, Julie et toi, mes deux amies de toujours. Sur la carte que vous m'avez donnée pour accueillir la petite chose à naître, il y a des mots phares qui scintillent et que j'ai conservés précieusement, dont le plus important : amour. Cet amour-là est un cristal qui retient et qui explose, féroce, viscéral, lumineux et sombre à la fois, coupable, parfois, et majestueux, souvent.

Un peu plus de trois ans plus tard, ton Henri chamboulait vos vies.

O.k., je me retiens pour ne pas brailler. Je ne savais pas que ça don-

nerait des gribouillis émotifs, je ne m'attendais à rien, je voulais laisser venir. À bien y penser, comment aurait-il pu en être autrement ? On ne change pas (tant que ça, il faut croire). Ça, c'est pour remplacer Loreena McKennitt dans tes oreilles<sup>8</sup>.

\*\*\*

J'adore qu'on s'échange des liens YouTube en s'écrivant... trop fille ! Ou postmoderne ? Bon, notre maternité, tu amènes ça... C'est tellement chargé, pour moi ! J'aurais envie de m'excuser (encore) parce que je n'ai pas été assez là, pour toi, quand Sofia est née. J'aurais envie aussi de me justifier (encore) parce que je ne savais pas à quel point c'était quelque chose d'important, ça, mettre au monde un enfant. Mais je n'ai pas envie d'aller là, ici, avec toi.

Tiens, pour notre scrapbooking littéraire, une photo de Sacha, ton filleul, à sa première journée de maternelle. Il s'était choisi un *kit*. J'ai pensé : « Ils vont nous proposer le service de petits déjeuners pour les enfants défavorisés. » Tout ce que j'ai envie de dire sur ma maternité en ce moment est : « Les enfants sont magnifiques ! Si je n'avais pas été maman, je n'aurais jamais su à quel point. »

Victor m'a réveillé hier en me disant : « Maman, je t'aime de mille feux !!! »

\*\*\*

On n'y va pas. Je préfère penser au bonheur que j'ai d'être la mar-

8 [www.youtube.com/  
watch?v=uqSvoaAkl44](http://www.youtube.com/watch?v=uqSvoaAkl44)

raine de Sacha – et en secret un petit peu de Victor aussi, parce que tsé... Ça m'a profondément touchée, tu le sais, hein ? Et puis je préfère penser à notre bedaine en canon, à l'amitié toute simple, spontanée, qui unit mon Polo et ton Henri.

Il y a 10 ans, tu ne savais pas trop si tu en voulais, en fait, un enfant. Tu voulais pouvoir dire que ça se pouvait, que tu n'en aies pas, que tu n'en veuilles pas. Et que c'était correct. Et puis ton prince remettait cette immense décision entre tes mains. Au BilyKun, un autre soir de fête, tu m'as confié avec une couple de verres de vin dans le nez que tu aurais bien aimé, paradoxalement, qu'il te dise qu'il en voulait, un enfant, avec toi... C'est une autre grande demande qui est venue, quelques années plus tard !

Je la trouve belle, notre vieille bande d'ados postmodernes, avec sa trâlée de petits qui courent partout, avec ma Sofia qui les regarde, attendrie, du haut de ses 12 ans. J'aimerais ça, être plus proche, des fois, pour qu'on puisse en profiter plus.

J'ai en tête un de tes plus beaux anniversaires, au Pang Pang Karaoke, il y a un an. Je nous entends encore hurler en chœur *We are young*<sup>9</sup>. Et je me rappelle vous avoir écrit quelque chose comme ça, le lendemain : s'il faut vieillir, j'aime que ça soit avec vous – *And Nothing else matter*<sup>10</sup>.

\*\*\*

9 [www.youtube.com/watch?v=S-v6dMFF\\_yts](http://www.youtube.com/watch?v=S-v6dMFF_yts)

10 [www.youtube.com/watch?v=Hyr-Wd\\_gfQnQ](http://www.youtube.com/watch?v=Hyr-Wd_gfQnQ)

## « The split and contradictory self » – Donna Haraway

Donna Haraway (1988) soutient qu'il faut « recontextualiser le sujet en tant qu'entité mouvante et multiple » (p. 24). Le processus d'écriture autofictionnelle illustre en ce sens le caractère non figé, performatif de notre expérience du monde. La coexistence de nos multiples identités se manifeste dans la durée du récit à travers nos paradoxes, nos rectifications et nos reconfigurations. Ainsi, Émilie et moi nous racontons nous-mêmes de diverses façons. Nos subjectivités, dynamiques, n'apparaissent ni fixes ni rigides. Il serait donc illusoire de tenter d'accéder, par la narration de soi, à une vérité unifiée. C'est ce que souligne Judith Butler (2007) lorsqu'elle évoque le récit de son origine : « je la raconte de différentes manières, qui ne sont pas toutes cohérentes les unes avec les autres. [...] Chacune de ces histoires est une narration possible, mais je ne peux dire d'aucune avec certitude qu'elle est la seule vraie » (p. 38). Ainsi, nous nous révélons dans nos ambivalences et dans nos continues reconfigurations. La réponse à la question « Qui suis-je ? » nous fait performer et exposer un nouveau soi chaque fois qu'elle est posée.

\*\*\*

Je pense que je suis en *midlife crisis*.

En même temps, si c'est ça, c'est assez intéressant comme état. Symptôme 1 : peur du vieillissement physique

Je vois ma face qui tombe, litté-

ralement. Chaque jour, quelque chose de nouveau se creuse, quelque chose de nouveau s'affaisse. Je suis une version perpétuellement fatiguée de moi-même. Le premier réflexe est de vouloir remonter tout ça avec des crèmes magiques ou des pinces à linge. Je n'aime pas devenir vieille, ça ne faisait pas partie du plan!!! Les autres, oui ; mais moi, non !

L'autre jour, j'ai vu Bjork en entrevue<sup>11</sup>. Elle avait l'air d'une femme mûre, une vraie, pas un petit elfe hirsute née et élevée dans un volcan. J'étais choquée. Bjork ! Une petite fille ou, à la limite, une petite vieille, d'accord ! Mais pas le truc mou et fondant entre les deux qu'on appelle la fin quarantaine !

La deuxième pensée, elle est que je ne peux absolument rien faire ! Bien sûr, il y a toutes ces chirurgies et tous ces bidules, mais tôt ou tard, ça tombe, ça gonfle, ça chie. C'est comme essayer de retenir une coulée de boue avec des petits murs en bâtons de *Popsicle* ! (O.K., je sais que l'image est *weird*.) Donc, quand cette seconde pensée arrive, il y a une sorte de lâcher-prise, une sensation de libération, un tout nouveau-moi s'en vient, libéré du poids des apparences... mini-extase.

Mais c'est un perpétuel va-et-vient entre ces deux états.

Symptôme 2 : régression/déni

Hier, j'ai essayé un *skate* dans un magasin. J'ai adoré ça et je me suis dit : « Hé, je devrais m'y mettre ! » Ça et plein d'autres petits détails me disent que je suis peut-être dans une petite régression qui me permet de rester dans le déni de ma condi-

11 [www.youtube.com/watch?v=sCN628VWkEI](https://www.youtube.com/watch?v=sCN628VWkEI)

tion de femme vieillissante.

En même temps, entre 31 et 35 ans, j'ai eu trois enfants... une sorte de tsunami qui m'a donné l'impression par moments d'avoir 103 ans. Donc, chaque instant d'autonomie et de liberté que je gagne me rend euphorique et me donne l'illusion que je pourrais, genre, apprendre la trompette et partir en tournée d'ici six mois avec des artistes underground. Dieu que le voyage me manque !

\*\*\*

#### Symptôme 1

C'est drôle parce qu'en nous relisant, dimanche, je constatais avec surprise – et un certain orgueil – qu'on n'avait pas parlé de nos rides, de nos cernes, de notre peau qui se relâche, de nos ventres qui gardent les traces des bébés qu'on a portés. Voilà, me disais-je, la preuve qu'on se fait sourdes face aux discours qui nous noient, aux sermons qui nous étouffent ; la preuve que ce qui nous préoccupe est ailleurs ; l'intuition qu'il y en a d'autres, comme nous, invisibles résistantes dans le flot des pin-up botoxées et chirurgicalisées que toutes envient secrètement, mais que l'on méprise, individuellement et collectivement ; la preuve que nous, on ne vieillit pas comme elles.

La vraie preuve, celle qui révèle en majuscules et en caractères gras, celle qui souligne à larges traits que j'avais tout faux, elle m'a narguée quelques minutes plus tard devant le miroir de ma salle de bain, alors que j'ai croisé mon propre regard en

train de traquer tous les signes dont tu parles. Bordel !

Qu'est-ce qu'on perd ? Ce qu'on perd, est-ce qu'on l'a déjà vraiment eu ?

J'aimerais que nos projets de voyage ici et là nous aident à combler ce qui se creuse sur nos fronts et aux coins de nos yeux.

#### Symptôme 2

Je n'ai pas encore pogné le 40 (!), c'est peut-être pour ça que je n'ai pas le sentiment de vivre une régression. C'est peut-être aussi parce que je n'ai jamais réellement été une vraie adulte, dans le sens d'une adulte accomplie. Si j'apprenais le piano, est-ce que je pourrais aller donner une couple de shows avec toi pendant ta tournée ?

Je suis peut-être dans le déni : j'ai l'impression que tout est encore possible. Sauf peut-être la séduction. Bordel ! Je m'en fais, mais en même temps, je ne m'en fais pas trop... Après tout, il n'y en a qu'un seul que je veux vraiment encore séduire...

#### **Mise au jour des « savoirs assujettis » – Michel Foucault**

Le processus d'écriture auto-fictionnelle peut, à mon avis, constituer un espace de remise en cause des « discours de vérité » (Foucault, 1980) qui sont produits dans la société, à travers les luttes de pouvoir. Si les narrations construisent le monde, si la fiction est déjà « dans toutes nos représentations sociales et politiques du monde qui nous entoure » (Fortin et Houssa, 2012, p. 66), il importe de multiplier les possibles, de multiplier les vérités. C'est sans contredit à un projet politique

que nous convient tous les auteurs cités dans cet essai.

Owen Chapman et Kim Sawchuk (2012) reprennent l'expression foucauldienne pour poser la recherche-création comme une façon d'intervenir épistémologiquement par rapport aux « régimes de vérité » des universités. Par la constitution désordonnée de ses « généalogies », Michel Foucault entendait lui-même participer à la mise au jour des « savoirs assujettis », des savoirs d'en dessous, non légitimes, qui ne correspondent pas aux normes de la scientificité, qui résistent à toute tentative d'unification :

Ce savoir que j'appellerais le « savoir des gens » [...] n'est pas du tout un savoir commun, un bon sens, un savoir particulier, un savoir local, un savoir différentiel, incapable d'unanimité [...] qui ne doit sa force qu'au tranchant qu'il oppose à tous ceux qui l'entourent. (Foucault, 1980, p. 164.)

Appelant elle aussi à l'édification de « savoirs situés », partiels et multiples, la perspective critique féministe de Donna Haraway ne laisse aucun doute quant à son objectif de dénoncer le caractère totalitaire des « récits rationnels » qui participent des phénomènes de domination. « Les codes du monde ne restent pas immobiles à attendre qu'on les déchiffre » (Haraway, 1988, p. 131) : ils sont dynamiques, mouvants, produits et perpétuels dans un mouvement perpétuel. Dans la foulée, Laurel Richardson et Elizabeth Adams St. Pierre (2005) estiment que les *CAP ethnographies*,

en permettant de produire de nouveaux savoirs, sont corollaires d'un engagement éthique, social et politique :

How can I make my writing matter? How can I write to help speed into this world a democratic justice? I do not have catchy or simple answers. I know that when I move deeply into my writing, both my compassion for others and my actions on their behalf increase. My writing moves me into an independent space where I see more clearly the interrelationship between and among peoples worldwide. Perhaps other writers have similar experiences. Perhaps thinking deeply and writing about one's own life has led, or will lead, them to action that decrease the inequities between and among people and peoples and that decrease the violence. (p. 967.)

Je reprends à mon compte les questions posées par Laurel Richardson en conclusion de l'article qu'elle a coécrit avec Elizabeth Adams St. Pierre : en quoi l'écriture de soi a-t-elle de l'importance ? Comment peut-elle contribuer à réduire les iniquités sociales ? Je vois dans le processus d'écriture créative et collaborative une façon de remettre en question les naturalités universalisantes, les « régimes de vérité » qui nous contraignent, j'y découvre une façon d'agir et d'inventer de nouveaux possibles. J'estime que c'est ce que

Judith Butler (2007) signifie quand elle parle de l'importance pour le « je » de « s'approprier les normes de façon vivante » (p. 9). Ces normes ne sont pas conçues comme étant pleinement déterministes ou structurantes, mais elles résultent néanmoins des luttes de pouvoir et participent de notre définition de nous-mêmes. L'écriture de soi permet de dévoiler ses singularités, de s'inscrire dans le monde comme sujet, d'avoir une certaine prise sur sa vie et de s'ouvrir aux autres. Cette prise de conscience nous a menées, Émilie et moi, à poursuivre le processus de recherche-crédation.

\*\*\*

Bon, cessons de nous traiter de vieilles ! Vraiment ? 39 ? 40 ? Si on commence maintenant, avec de la chance, on risque de se traiter de vieilles encore une bonne quarantaine d'années !!! Comme toi, je porte l'enfant que je suis tout près de mon coeur et, vraiment, tant pis si les autres ne le voient pas. Il est là, mon *kid*, il me souffle à l'oreille que tous les gens sont gentils, au fond, que toi et moi on va la faire, notre tournée, et que je peux, si je veux, couper mon gâteau d'anniversaire en faisant avec ma main un coup de karaté. *Ya !* Et mon adulte intérieur fait du progrès. Ça fait deux ans que je porte des bikinis. Et j'adore ça ! Je me sens de plus en plus sexy, par paresse, juste parce que c'est trop fatigant d'être complexée ! Je me promène des fois sur la plage, cheveux et vêtements au vent, je me sens *full* belle, tatam, me voilà !!!

L'ado que nous étions était vraiment truite ; l'adulte que nous sommes n'est plus très ferme, mais à l'extérieur de ces clichés qu'il fallait nommer, je crois, pour avancer, il y a toute une zone floue et en mouvement.

J'ai l'intuition (ou l'illusion) que la liberté, la vraie, est devant nous. À prendre ou à voler. Apprendre à voler (O.K., je suis kétéine, là)<sup>12</sup>.

\*\*\*

À écrire...

\*\*\*

### **Does this piece « affect you emotionally Richardson or intellectually »? – Laurel Richardson**

Laurel Richardson (2005) identifie quatre critères d'évaluation d'une CAP ethnography : apporte-t-elle une contribution substantielle à la compréhension de la vie sociale ? Est-elle esthétiquement riche ? L'auteur fait-il preuve de réflexivité ? La recherche affecte-t-elle le lecteur ou la lectrice émotionnellement ou intellectuellement ?

Cet essai appelle à de multiples lectures. Il y a, dans la réception comme dans la réalisation, une performance. En ce sens, la production du savoir est partagée entre moi, comme chercheuse, et le lecteur ou la lectrice. C'est à lui ou à elle, en définitive, de juger de sa validité et de sa pertinence.

12 [www.youtube.com/watch?v=9keP-TJ9Rrk](http://www.youtube.com/watch?v=9keP-TJ9Rrk)

## LISTE DE RÉFÉRENCES

- BELLERIVE, K. (2011). *Discussions sur les genres : des lectrices de la génération X parlent d'autofiction au féminin* (Mémoire de maîtrise inédit). Université de Sherbrooke.
- BROWNE, C.V. (1998). *Women, Feminism and Aging*. New York, NY : Springer Publishing Company.
- BUTLER, J. (2005). *Le récit de soi*. Paris, France : Presses universitaires de France.
- CHAPMAN, O. et SAWCHUK, K. (2012). Research-Creation: Intervention, Analysis and "Family Resemblances". *Canadian Journal of Communication*, 37(5), 5-26.
- COLONNA, V. (2004). *Autofiction et autres mythomanies littéraires*. Auch, France : Éditions Tristram.
- DERRIDA, J. (1972). *Marges de la philosophie*. Paris, France : Éditions de Minuit.
- DIVAY, S. (2002). Vincent Caradec, Sociologie de la vieillesse et du vieillissement. *Sciences sociales et santé*, 20(2), 120-122.
- DOUBROVSKY, S. (1977). *Fils*. Paris, France : Éditions Galilée.
- FORTIN, S. et HOUSSA, É. (2012). L'ethnographie postmoderne comme posture de recherche : une fiction en quatre actes. *Recherches qualitatives*, 31(2), 52-78.
- FOUCAULT, M. (1980). Two Lectures. Dans *Power/Knowledge : Selected Interviews and Other Writings, 1972-1977* (pp. 78-108). New York, NY : Vintage.
- Gasparini, P. (2004). *Est-il je? Roman autobiographique et autofiction*. Paris, France : Éditions du Seuil.
- GAUDET, S. (2013). Comprendre les parcours de vie à la croisée du singulier et de la structure sociale. Dans N. Burlone, S. Gaudet et M. Lévesque (dir.), *Penser la famille, penser les transitions de vie. Repenser les politiques publiques* (pp. 15-50). Québec, Québec : Presses de l'Université Laval.
- HARAWAY, D. (1988). Situated Knowledges: The Science Question in Feminism and the Privilege of Partial Perspective. *Feminist Studies*, 14(3), 575-99.
- HOUDE, R. (1999). *Les temps de la vie: le développement psychosocial de l'adulte*. Montréal, Québec : Gaëtan Morin Éditeur.
- LANGELLIER, K. M. et PETERSON, E. E. (2004). *Storytelling in Daily Life: Performing Narrative*. Philadelphie, PA : Temple University.
- LEJEUNE, P. (1975). *Le pacte autobiographique*. Paris, France : Éditions du Seuil.
- RICHARDSON, L. et SAINT-PIERRE, E. A. (2005). Writing: A Method of Inquiry. Dans N. K. Denzin et Y. S. Lincoln (dir.), *The Sage Handbook of Qualitative Research* (3e éd.) (pp. 959-978). Thousand Oaks, CA : Sage Publications.

## CONCLUSION

**Daphnée BOISVERT**

**Sophie DEL FA**

**Nina DUQUE**

**Lena A. HÜBNER**

**Anne-Sophie LETELLIER**

**Lisiane LOMAZZI**

**Dishani SAMARASINGHE**

En nous lançant dans la réalisation de cette anthologie, nous avons à l'esprit un objectif précis : célébrer une longue histoire et rendre hommage au chemin parcouru par *COMMposite* depuis sa création en 1997. Même si en qualité de comité éditorial, nous sommes familiers et familières avec la mission de la revue, le travail réalisé ici nous a permis de renouer avec l'histoire de son aventure éditoriale et avec vingt années de recherche étudiante en communication.

Au commencement du processus, nous nous demandions comment faire sens du temps passé depuis la publication des premiers articles. Comment éviter la nostalgie ? Comment nous ancrer dans

le présent et regarder aussi vers le futur ? Les textes réflexifs nous ont semblé être un moyen d'arrimer les temporalités et de donner une voix à la relève. En créant ainsi un espace de dialogues entre générations, approches et objets d'étude, cette anthologie honore la vivacité de la recherche passée et introduit celle de demain.

Elle démontre également la diversité de la recherche en communication qui fait la richesse et la longévité de *COMMposite*. Et ce, que ce soit dans la manière d'appréhender l'actualisation de la notion d'intelligence collective (Weygand, 2004) à travers le spectre des données ouvertes et des villes intelligentes (Gélinas, 2017) ; l'apport de la théorie critique (George, 1999) pour enrichir les approches ethnographiques sur les études sur les réseaux numériques (Seraiocco, 2017) ; l'évolution et l'institutionnalisation des travaux sur l'approche constitutive de la communication (Fauré, 2007; Li Vigni, 2013; Boivin, 2017) ; ou encore sur les discussions entourant l'émergence

de la recherche-création (Bellerive, 2015; Noury, 2017).

  l'image de cette anthologie, *COMMposite* a été au cours des vingt dernières années, un lieu d'apprentissage et d'accomplissement pour beaucoup d'étudiantes et d'étudiants francophones aux cycles supérieurs en communication : on a vu l'implication de dizaine de doctorantes et doctorants dans le comité éditorial et près de 120 jeunes chercheuses et chercheurs y ont vu naître leurs premières publications. L'objectif principal de la revue à sa fondation, celui de créer un médium de diffusion académique rigoureux marqué par l'indépendance des jeunes chercheuses et chercheurs par rapport à l'implication des professeuses et professeurs, a produit un lieu précieux de formation et d'excellence académique.

L'excellence, on la retrouve tout d'abord à travers un processus méticuleux de sélection, d'évaluation à double-aveugle et de révision des articles. Elle transparait également à travers l'accompagnement humain et pédagogique tant des auteures et auteurs, des évaluatrices et des évaluateurs que des membres des équipes éditoriales. *COMMposite* a permis — et permet toujours — une introduction au monde de la publication universitaire dans un environnement bienveillant où il est important d'être critiques, constructifs et encourageant.

Nous sommes extrêmement fières de ce legs et des valeurs qui meuvent cette revue et qui continuent à structurer son évolution. Nous croyons fermement qu'il est plus que jamais pertinent de maintenir

un lieu de publication à la fois sécuritaire et pédagogique où les jeunes chercheuses et chercheurs se familiarisent avec les enjeux de la publication scientifique universitaire de qualité.   travers cette anthologie, nous avons donc souhaité rendre hommage à cette mission, mais aussi paver la voie pour les futures cohortes éditoriales qui la porteront dans les années à venir.

Nous aimerions conclure sur un enjeu difficile à adresser, mais dont il faut ouvertement parler aujourd'hui : comment faire face au « publier ou périr » (« publish or perish ») qui parcourt le milieu académique ? Comment *COMMposite* doit-elle se comporter ? Devons-nous, nous, professeuses et professeurs de demain, freiner cette course, pour faire en sorte que le milieu universitaire ne produise pas que des « papiers », mais aussi du savoir et de la pensée ? Nous aimerions que cette anthologie, au-delà de l'hommage qu'elle rend aux publications, nous engage à réfléchir à ce que ces articles mis en ligne représentent et dans quel système ils s'insèrent, en espérant que cela nous permette de repenser notre relation aux publications et la façon dont nous imaginons nos carrières académiques.

## REMERCIEMENTS

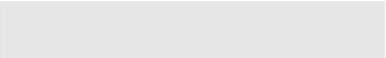
Tout d'abord, nous ne pourrions jamais assez remercier celles et ceux qui ont rendu possible l'épopée inénarrable de la revue *COMMposite*. S'échelonnant sur plus de vingt années, leur travail remarquable et soutenu de lecture, de rédaction, d'édition, de production, d'organisation, de graphisme, de codage, d'accompagnement de tout.e.s les chercheur.e.s en début de parcours a contribué à faire de *COMMposite* une institution incontournable des études en communication. Notre éternelle reconnaissance et nos plus sincères remerciements vont donc à tout.e.s les membres, artisans, auteurs, travailleurs, contributeurs de près ou de loin des comités éditoriaux de *COMMposite* depuis 1997.

Notre gratitude va également à toutes les personnes qui nous ont accompagné dans le processus de réalisation de cette anthologie: le comité de lecture (Mathieu Bégin, Nicolas Bencherki, Renaud Carbasse, Simon Claus, William Grondin, Philippe-Antoine Lupien, Josianne Millette, Mélanie Millette, Bachir Sirois-Moumni, Ghislain Thibault, Sarah Thibault, et Dominique Trudel),

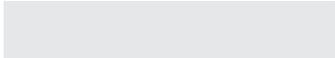
le comité de éditorial (Daphnée Boisvert, Sophie Del Fa, Nina Duque, Lena Alexandra Hübner, Anne-Sophie Letellier, Lisiane Lomazzi et Dishani Samarasinghe). Puis des remerciements tout particuliers sont adressés à toutes les auteures et tous les auteurs ayant participé au travail réflexif ainsi qu'à Francis Therrien qui a rendu possible la mise en page et la partie graphique de cette anthologie.

Pour finir, nous tenons à remercier chaleureusement nos subventionnaires sans qui la parution de cet ouvrage n'aurait pas pu avoir lieu. Nous présentons donc ces remerciements à l'Association facultaire des étudiantes et étudiants en communication de l'UQAM (AFELC-UQAM), l'Association étudiante de la maîtrise et du doctorat en communication de l'UQAM (AéMDC-UQAM), l'Association des baccalauréats interdisciplinaires en champs d'étude politique de l'UQAM (ABICEP-UQAM), l'Association facultaire étudiantes des arts de l'UQAM (AFÉA-UQAM) et l'Association facultaire étudiantes en science humaine de l'UQAM (AFESH-UQAM).





## **BIOGRAPHIES**



## Auteur.e.s réflexif.ve.s

### Marie BÉNÉJEAN

Marie Bénéjean est maîtresse de conférences en Sciences de l'Information et de la Communication à l'université Rennes 2, membre du PREFICS. Ses recherches s'inscrivent dans le champ de la communication organisationnelle et visent principalement à saisir l'articulation entre technologie, organisation et communication. En prenant acte des transformations socio-techniques actuellement à l'œuvre dans différents contextes organisationnels (notamment médicaux et aéronautiques), elle s'intéresse à la façon dont les technologies numériques informationnelles viennent équiper les productions d'information et les situations de communication. Dans le domaine de la navigation aérienne, ses travaux portent plus spécifiquement sur le processus d'informatisation des échanges entre pilotes et contrôleurs aériens au regard des conceptions qui sont faites de leurs activités respectives ainsi que de leurs inter-relations.

### Stéfany BOISVERT

Stéfany Boisvert est chercheuse postdoctorale au sein du département d'histoire de l'art et d'études en communication de l'université McGill (bourse FRQSC). Se spécialisant dans l'étude de la télévision, du cinéma, de la sérialité et de la culture populaire, elle travaille actuellement à une recherche portant sur les discours identitaires de genre dans les nouvelles formes de sérialité audiovisuelle (télévision, cinéma, jeux vidéo, Internet). Elle a publié entre autres dans la *Revue canadienne d'études cinématographiques*, *Télévision*, *Genre en séries*, *Cinéma & Cie* et *Screen*.

### Geneviève BOIVIN

Geneviève Boivin est candidate au doctorat au Département de Communication de l'Université de Montréal. Dans le cadre de ses recherches doctorales, elle s'intéresse aux approches constitutives de la communication, aux théories institutionnelles et au champ d'étude de la communication organisationnelle. Ses travaux ont récemment été publiés dans le journal *Management Communication Quarterly*.

### Luc BONNEVILLE

Luc Bonneville est professeur titulaire au Département de communication de l'Université d'Ottawa. Il est aussi co-responsable du Groupe de recherche interdisciplinaire sur la communication organisationnelle (GRICO), chercheur à l'Institut du Savoir de l'Hôpital Montfort (Ottawa), chercheur associé au centre CRICIS de l'UQAM et Vice-Président du RC14 *Sociology of Communication, Knowledge and Culture* de l'Association internationale de sociologie. Les travaux de Luc Bonneville portent sur les contraintes et pressions en contexte organisationnel, et il s'intéresse particulièrement à l'usage des TIC dans les organisations publiques.

### **Tara CHANADY**

Tara Chanady est doctorante et chargée de cours au Département de communication de l'Université de Montréal. Sa recherche doctorale s'intéresse aux processus d'identifications des femmes qui aiment les femmes de 18-35 dans le contexte montréalais (FRQSC, 2015-2018). En mobilisant une conception phénoménologique de l'orientation sexuelle, Tara cherche à explorer l'articulation des points de repères mobilisés par 20 femmes dans leur recherche de socialisation et d'orientation dans le contexte à la fois physique et médiatique. Elle travaille également depuis son mémoire de maîtrise sur une critique de la commodification des représentations lesbiennes à la télévision populaire nord-américaine, ces dernières créant malgré tout des sites d'identification malléables et négociables chez les jeunes fans (Université Queens, Political Studies, 2012). Tara est également la fondatrice et éditrice de la revue *Minorités Lisibles*, la première revue sur les enjeux féministes, de genres et de sexualités de l'Université de Montréal.

### **Jean-Claude DOMENGET**

Jean-Claude Domenget est maître de conférences HDR en Sciences de l'Information et de la Communication à l'Université de Bourgogne Franche-Comté. Membre du laboratoire ELLIADD, il est également membre associé à l'ISCC et membre collaborateur du LabCMO. Ses recherches portent sur les usages professionnels des médias socionumériques, les identités professionnelles numériques, la professionnalisation des communicateurs, les temporalités en information-communication et l'éthique de la recherche en ligne. Il a récemment soutenu une habilitation à diriger des recherches portant sur *Des usages des dispositifs socionumériques à la reconfiguration des identités professionnelles : une approche des temporalités en SIC*.

### **Fabien DUMAIS**

Fabien Dumais (Ph. D.) est professeur en médias en communication sociale à l'Université du Québec à Trois-Rivières. Il s'intéresse aux questions philosophiques entourant les études en communication, en mettant de l'avant ce qu'il appelle l'étude des devenirs. Il s'attarde entre autres aux médias numériques et plus particulièrement à la photographie humaniste contemporaine. Il a notamment publié un essai de sémiologie (*L'appropriation d'un objet culturel : une réactualisation des théories de C.S. Peirce à propos de l'interprétation*) – 2010 et de philosophie (*Le renversement de la communication. Vers une philosophie de l'immanence* – 2015).

### **Gabrielle Silva Mota DRUMOND**

Diplômée à la maîtrise en communication, concentration en médias socionumériques, à l'UQAM, auparavant journaliste, Gabrielle Silva Mota Drummond est agente de recherche au centre de recherche sur la communication et la santé (ComSanté), webmestre au Laboratoire de communication médiatisée par ordinateur (LabCMO) et membre du comité de direction de la Chaire de recherche sur les usages des technologies numériques et les mutations de la communication, à l'UQAM. Elle s'intéresse aux usages des médias sociaux, aux systèmes de recommandation et aux enjeux du traitement de données.

### **Joëlle GÉLINAS**

Joëlle Gélinas est doctorante en communication à l'UQAM. Elle s'intéresse aux rôles destechologies numériques dans les représentations contemporaines du politique, en particulier en ce qui a trait à l'espace urbain. Elle a notamment écrit *Le discours de la « ville intelligente et numérique » de Montréal comme actualisation de nouvelles frontières politiques, économiques et culturelles*. Au sein du GRISQ, elle travaille également à l'analyse de l'économie politique et culturelle du *Big Data*, des logiques d'accélération sociale inhérentes aux technologies mobiles et des processus de surveillance issus des médias socionumériques.

### **Sklaerenn LE GALLO**

Étudiante au doctorat conjoint en communication à l'UQAM sous la direction d'Oumar Kane, Sklaerenn Le Gallo s'intéresse au réinvestissement discursif de la démocratie dans le discours de Marine Le Pen en questionnant notamment la place accordée aux « invisibles » dans le modèle de représentation politique mis de l'avant par la cheffe du Front national. Plus généralement, ses intérêts de recherche tournent également autour des études de genre, des questions de normes, de pouvoir et de subjectivité.

### **Cynthia NOURY**

Cynthia Noury détient une formation en communication et en journalisme qui l'a amenée à collaborer avec plusieurs médias canadiens et irlandais. Poursuivant un doctorat en communication recherche-crédation à l'Université du Québec à Montréal (UQAM), elle s'intéresse notamment à l'entrevue médiatique en tant que pratique performative et à la conduite responsable en recherche-crédation. Ses champs d'expérimentation incluent également l'entrevue de rue, la création radiophonique et les pratiques relationnelles et contextuelles.

## **Owen ROSE**

Originaire de Vancouver, Owen Rose habite Montréal depuis 1996. Architecte fondateur de rose architecture, concepteur principal et professionnel agréé LEED, il a complété une maîtrise en architecture à l'Université McGill en 2001, et depuis, il poursuit le développement de ses connaissances en design durable, autour du concept « écosensuel ». Owen cumule depuis plusieurs années diverses expériences d'implication sociale et citoyenne. Il a été membre du Conseil d'administration du Centre d'écologie urbaine de Montréal (CÉUM, 2004-2015, président 2007-2012 et 2013) et du Comité de l'Agora métropolitaine dans le cadre du Plan métropolitain d'aménagement et de développement (PMAD, 2011-2016). Avec le CÉUM, il a participé à la réalisation de quatre rapports de recherche sur l'implantation des toitures végétales à Montréal et un guide sur les plantes grimpances. Owen a également siégé sur le conseil d'administration du Conseil régional de l'environnement de Montréal (2009-2015) et a été vice-président du Comité consultatif d'urbanisme de l'Arrondissement du Plateau Mont-Royal (2010-2016). Il est présentement coordonnateur du Groupe de travail sur les toitures végétalisées (GTTV) du Conseil du bâtiment durable du Québec.

## **Emre SÜNTER**

Emre Sünter est doctorant en communication à l'Université de Montréal. Dans sa recherche, il s'intéresse à l'utilisation des microbes dans les milieux artistiques comme entités esthétiques. Il est titulaire d'une licence en philosophie de l'Université de Galatasaray et une maîtrise en philosophie de l'Université Paris Ouest Nanterre La Défense, avec une thèse sur l'archéologie foucauldienne. Il a traduit *l'Économie libidinale* de Jean-François Lyotard, *Les lois sociales* de Gabriel de Tarde, *Deux leçons sur l'animal et l'homme* de Gilbert Simondon, et *What Animals Teach Us about Politics* de Brian Massumi en turc. Il a des articles et chapitres de livre sur la philosophie de Gilles Deleuze, publiés en turc.

## **Nadia SERAIOCCO**

Nadia Seraiocco, diplômée de la maîtrise en histoire de l'art de l'UQAM, est étudiante au doctorat en communication de l'UQAM et depuis 2013, chargée de cours à l'École des médias de l'UQAM. Elle a pratiqué le journalisme culturel pour quelques médias, dont Voir Québec, Ici Québec, CKRL et le FM93. Puis, elle a travaillé en relations publiques dont comme porte-parole pour la ville de Montréal, le Musée des beaux-arts du Canada et la société RECYQ-Québec. Blogueuse depuis 2002 (cheznadia.com), elle est chroniqueuse techno à la Première chaîne de Radio-Canada dans les émissions de fin de journée de plusieurs villes canadiennes et à La sphère.

## **Siavash ROKNI**

Siavash Rokni est un candidat au doctorat en communication à l'université de Québec à Montréal (UQAM). Sa recherche s'intéresse à l'intersection entre culture et politique dans l'industrie de la musique Iranienne. Siavash a présenté plusieurs de ses sujets de recherche, notamment ceux relatifs à la foule manifestante durant le mouvement vert Iranien de 2009, ceux sur le féminisme islamique Iranien, et ceux portant sur l'histoire de la musique rock après la révolution iranienne de 1979. Ses présentations ont été effectuées en anglais ainsi qu'en français au sein de plusieurs événements internationaux au Canada, le Portugal, en Autriche ainsi qu'en Angleterre.

## Contributeur.rice.s

### France AUBIN

Professeure au Département de lettres et communication sociale de l'Université du Québec à Trois-Rivières (UQTR) et membre du Centre de recherche interuniversitaire sur la communication, l'information et la société (CRICIS). Après avoir mené différents travaux sur la gouvernance de la culture, des communications et de l'information, abordée majoritairement du point de vue des politiques publiques, France Aubin concentre ses travaux actuels au triptyque qui était au centre de son projet doctoral, à savoir l'espace public, les intellectuels et l'analyse de discours. Sa recherche s'inscrit dans une perspective multidisciplinaire essentiellement ancrée en philosophie et en sociologie politiques.

### Karine BELLERIVE

Doctorante au Département de communication de l'Université de Montréal, Karine Bellerive s'intéresse à la force performative des écritures de soi, à leurs spécificités et à leur valeur comme mode de production de la connaissance ainsi qu'aux enjeux liés au vieillissement et à la mémoire. À travers une démarche de recherche-crédation qui s'inscrit dans une perspective féministe, elle questionne l'écriture par l'écriture — observant ce que le processus d'écriture fait émerger. En plus d'avoir publié quelques articles et recensions critiques dans des revues scientifiques, elle est l'auteure d'un texte intitulé « Discussions sur les genres : des lectrices de la génération X interprètent l'autofiction au féminin » paru dans le collectif *Femmes désirantes. Art, littérature, représentations* (Remue-ménage). Elle a aussi cosigné un chapitre portant sur l'apport des études féministes aux recherches en communication médiatique, lequel fait partie de l'ouvrage pédagogique *Perspectives critiques en communication. Contexte, théories et recherches empiriques* (Presses de l'Université du Québec). Karine Bellerive est également chargée de cours au Département des lettres et communications de l'Université de Sherbrooke, où elle enseigne les théories de la communication et la rédaction depuis 2008.

### Sarah CHOUKAH

Sarah Choukah est candidate doctorale au département de communication de l'Université de Montréal, sous la direction du professeur Thierry Bardini. Ses recherches portent sur les mouvements de démocratisation des nouvelles biotechnologies, ainsi que sur la convergence des codes informatiques et génétiques.

### **María Eugenia DOMÍNGUEZ**

María Eugenia Domínguez-Saul est professeure adjointe à l'Université du Chili à Santiago. Elle est membre et actuellement directrice de la recherche de l'Institut de la communication et de l'image (*Instituto de la Comunicación*). Sa thèse en communication, soutenue en 2010 à l'Université de Montréal, s'intitule « Les éditeurs indépendants au Chili (2000-2005). Un développement contemporain des industries culturelles ». Son enseignement au baccalauréat porte sur la culture de masse et l'industrie culturelle, la communication et l'identité, la communication politique et l'espace public, celui à la maîtrise sur l'élaboration de projets de gestion audiovisuelle.

### **Bertrand FAURÉ**

Bertrand Fauré est maître de conférences habilité à diriger des recherches en Sciences de l'Information et de la Communication à l'Université Toulouse Paul Sabatier. Spécialisé dans la communication des organisations (Fauré & Arnaud, 2014), il s'intéresse depuis une dizaine d'année à la performativité du langage des chiffres dans les organisations (Fauré, Brummanns, Giroux, & Taylor, 2010). Depuis un an, il développe une « théorie de l'amour comme meilleur calcul pour les organisations » (Fauré & Deville, 2017).

### **Éric GEORGE**

Docteur en communication de l'UQAM et en Sciences de l'information et de la communication de l'ÉNS de Paris, Éric George est professeur titulaire à l'École des médias (Faculté de communication) à l'UQAM. Il est également, entre autres, directeur du Centre de recherche interuniversitaire sur la communication, l'information et la société (CRICIS) et membre du Collège des nouveaux chercheurs et créateurs de la Société royale du Canada. À partir de la mobilisation des perspectives critiques en communication, il est l'auteur d'une centaine de textes (articles, chapitres de livres et actes de colloques) avec évaluation par les pairs.

### **Emma GOYETTE**

Diplômée du baccalauréat en Communication (relations humaines) et de la maîtrise en communication avec mentions d'honneur, Emma Goyette est récipiendaire des bourses CRSH et FQRSC. L'essentiel de ses recherches porte sur les mutations des sphères publiques suite à l'arrivée des technologies d'information. Elle s'est en particulier attardée sur leur potentiel en termes de reconnaissance sociale pour les lesbiennes à Montréal. Elle met aujourd'hui ses compétences à profit dans le domaine du développement organisationnel.

### **William GRONDIN**

William Grondin est étudiant à la maîtrise en communication à l'Université du Québec à Montréal en plus d'y avoir effectué un baccalauréat en communication, politique et société. Ces sujets d'intérêts sont le capitalisme informationnel et les théories critiques. Son mémoire en cours de rédaction porte sur la relation entre le big data et la production scientifique. Dans le cadre de son travail, il est assistant d'enseignement à l'UQAM et assistant de recherche au Groupe de recherche sur l'information et la surveillance au quotidien (GRISQ).

### **Guillaume LATZKO-TOTH**

Guillaume Latzko-Toth est professeur agrégé au Département d'information et de communication de l'Université Laval. Titulaire d'un doctorat en communication de l'Université du Québec à Montréal (2010), il consacre ses recherches et une partie de ses enseignements aux aspects sociaux des usages des médias numériques. Il codirige avec Florence Millerand le Laboratoire de communication médiatisée par ordinateur (LabCMO). Il est aussi membre régulier du Centre interuniversitaire de recherche sur la science et la technologie (CIRST) et cofondateur du groupe d'intérêt « Technologie et médias émergents » de l'Association canadienne de communication (ACC).

### **Fabrizio LI VIGNI**

Fabrizio Li Vigni a une licence en Philosophie de l'Université de Palerme (Italie) et un master en Philosophie contemporaine de l'Université de Barcelone (Espagne). Par la suite, reconverti à la sociologie et à l'histoire, grâce à un master en Sciences, techniques et sociétés et un autre en Sociologie générale menés à l'EHESS de Paris, il fait une thèse de doctorat dans cette même école sur les sciences des systèmes complexes, dans leur émergence et dans leurs effets épistémiques et socio-politiques.

### **Florence MILLERAND**

Florence Millerand est professeure titulaire au Département de communication sociale et publique à l'UQAM. Elle est titulaire de la Chaire de recherche sur les usages des technologies numériques et les mutations de la communication, codirectrice du Laboratoire de communication médiatisée par ordinateur (LabCMO) et membre du Centre interuniversitaire de recherche sur la science et la technologie (CIRST). L'étude des mutations sociales liées à l'essor du numérique est au cœur de son programme de recherche. Elle s'intéresse, entre autres, aux plateformes collaboratives dans les sciences et à la montée des savoirs amateurs, aux cultures numériques émergentes, aux pratiques jeunes de consommation de contenus médiatiques et aux enjeux sociopolitiques de la production et l'usage de « mondes de données ».

### **Marie-Claude PLOURDE**

Marie-Claude est d'abord diplômée au baccalauréat en Architecture de l'Université de Montréal et, est actuellement doctorante en Communication à l'UQAM. C'est en réponse à quelques années de pratique au sein de la firme de génie-conseil Nordic qu'elle a opté pour un retour aux études, non pas en architecture, mais vers les cycles supérieurs en communication afin d'approfondir sa réflexion sur les processus collaboratifs dans le milieu de l'aménagement.

Son passage dans l'équipe de l'Association du design urbain du Québec (ADUQ), de 2012 à 2015, a fortement alimenté sa problématique de recherche en la sensibilisant à la présence des citoyens et des usagers comme acteurs de premier plan dans toute démarche d'aménagement. C'est notamment ce qui explique, aujourd'hui, sa réflexion doctorale sur le développement des bases d'une démarche créative en aménagement, considérant l'ensemble des dimensions d'un contexte local – de l'identité culturelle à ses caractéristiques biotopiques, ainsi qu'à la mise à contribution du corps et du jeu avec la matière.

Parallèlement à ses études, elle entame actuellement sa carrière de Conseillère professionnelle en concours de design et vous pouvez aussi la lire sur *Huffington Post Québec* et en tant que blogueuse invitée sur *D'ici et d'ailleurs*, plateforme de diffusion adressée aux professionnels de l'aménagement.

### **Marie-Michèle SAUVAGEAU**

Marie-Michèle Sauvageau est détentrice d'un doctorat en sociologie de l'Université d'Ottawa depuis mai 2016 et d'une maîtrise en communication publique de l'Université Laval (2009). Sa thèse de doctorat porte sur l'analyse de l'action militante des citoyens et citoyennes issues de l'immigration dans les partis politiques québécois. Elle a obtenu différentes bourses tout au long de son parcours universitaire, notamment du Conseil de recherche en sciences humaines du Canada (maîtrise et Joseph-Armand-Bombardier), du Fonds de recherche du Québec - Société et Culture, du Régime de bourses d'études supérieures de l'Ontario (doctorat) et du Centre pour l'étude de la citoyenneté démocratique (maîtrise). Elle s'intéresse en outre aux questions qui touchent la gestion de la citoyenneté et de la diversité, et a notamment publié des articles sur l'interculturalisme québécois et le multiculturalisme canadien.

### **Bachir SIROIS-MOUMNI**

Bachir Sirois-Moumni est doctorant en communication à l'Université du Québec à Montréal (UQAM). Ses recherches se focalisent sur le sport-spectacle et l'hybridité culturelle. Plus spécifiquement, il s'intéresse au rôle de la star-sportive dans la recomposition des identités.

### **Karolina SWIDEREK**

Karolina Swiderek est Docteure en Sciences de l'Information et de la Communication, chercheuse attachée au laboratoire CERTOP (Centre d'Étude et de Recherche, Travail, Organisation, Pouvoir). Ses recherches relèvent du champ de la communication organisationnelle. Elle s'intéresse aux médiations sociotechniques dans les processus organisationnels. Elle interroge le travail d'appropriation des technologies par les utilisateurs en étudiant la manière dont les règles, les scripts associés et les équipements technologiques contribuent à la rationalisation des productions d'information et des activités d'information-communication. Dans son travail de thèse, elle s'est concentrée sur l'analyse des dispositifs spécifiques mis en place dans le cadre du "système de traitement des événements sécurité" dans le domaine du contrôle aérien.

### **Dominique TRUDEL**

Dominique Trudel est professeur adjoint au Department of Communication Studies de l'Université Concordia, à Montréal. Après avoir complété son doctorat en communication à l'Université de Montréal (2013), il a effectué un stage postdoctoral au Department of Media, Culture, and Communication de la New York University (2013-2015) et a été chercheur à l'Institut des sciences de la communication du CNRS, à Paris (2016-2017). Ses recherches portent principalement sur l'histoire de la communication et des médias et ses travaux ont notamment été publiés dans *l'International Journal of Communication*, le *Canadian Journal of Communication*, *l'International Journal of Zizek Studies*, *Communiquer* et *Communication*.

### **Félix WEYGAND**

Après des études d'économie et de contrôle de gestion, Félix Weygand a travaillé pendant les 20 premières années de sa vie professionnelle dans des entreprises de l'informatique, de la TV par câble et des télécommunications, tantôt comme consultant, tantôt dans des responsabilités opérationnelles de maîtrise d'ouvrages, de management de forces de vente et de direction de projets. Créateur d'une *start-up* dans la "bulle de l'Internet" de la fin des années 90, il se reconvertisse comme enseignant-chercheur après l'explosion de celle-ci.

Docteur en Sciences de l'Information et de la Communication en 2003, il enseigne depuis lors au sein de l'École de Journalisme et de communication d'Aix-Marseille Université et de Kedge Business School où il a créé un incubateur en faveur de l'entrepreneuriat étudiant et de l'innovation, la Business Nursery. Ses travaux de recherche et ses cours portent aujourd'hui sur les nouveaux modèles d'affaires de l'économie numérique et l'innovation.

## **François YELLE**

François Yelle est professeur titulaire au Département des lettres et communications de l'Université de Sherbrooke. Ses intérêts de recherche portent sur les théories de la communication (généalogie, évolution et épistémologie), l'histoire des sciences humaines et sociales, les études sur les périodiques au Québec, les intellectuel.le.s et les médias au Québec de 1940 à 1970, ainsi que les *Cultural Studies* dans la francophonie. En collaboration avec Karine Bellerive, il a rédigé le chapitre « Contributions des féminismes aux études en communication médiatique » publié dans *Perspectives critiques en communication. Contextes, théories et recherches empiriques*, livre codirigé par France Aubin et Julien Rueff, paru aux Presses de l'Université du Québec en 2016.

## Comité éditorial

### Daphnée BOISVERT

Étudiante au doctorat conjoint en communication de l'UQAM et chargée de cours à l'École des médias, Daphnée Boisvert a complété un baccalauréat en piano classique ainsi qu'un DESS en pédagogie musicale à l'Université du Québec à Montréal. Après de nombreuses années à œuvrer comme pianiste classique et populaire, elle s'est intéressée aux stratégies employées dans la présentation des concerts musicaux. C'est ainsi qu'elle a obtenu une maîtrise en communication dont le mémoire portait sur la médiation des concerts classiques. Détentrice d'une bourse d'études du CRSH, elle travaille actuellement sur sa thèse doctorale. Ses recherches s'articulent autour de la musique dans le cinéma québécois des années 1960 dans une perspective de décloisonnement disciplinaire.

### Sophie DEL FA

Sophie Del Fa est doctorante à l'Université du Québec à Montréal. Sa thèse porte sur les universités alternatives qu'elle explore à la lumière d'une approche constitutive de la communication pour comprendre comment l'alternatif émerge et se constitue. Elle réalise pour ce faire une étude ethnographique dans deux institutions. Elle travaille également sur la construction de l'image de marque des universités (*branding*), et dans le cadre d'un projet de recherche connexe, à la marketization des organisations à but non lucratif. Elle a présenté son travail dans plusieurs conférences internationales (Danemark, France, Chili), a publié dans plusieurs revues (*Communication et organisation*, *Communication*, *Lettres et Sciences du langage*) et a participé à l'écriture d'un chapitre de livre publié dans la collection Routledge.

### Nina DUQUE

Nina Duque est candidate au doctorat en communication à l'Université du Québec à Montréal (UQAM) où elle est aussi chargée de cours. Sa thèse porte sur la « culture de la chambre numérique ». Elle s'intéresse aux pratiques numériques des adolescent.e.s, à la construction identitaire et la socialisation des jeunes en ligne et, aux espaces numériques qu'ils et elles « habitent ». Boursière du FRQSC, elle est assistante de recherche au Centre de recherche sur la communication et la santé (ComSanté) travaillant sur le projet de recherche « Jeunes et visionnement connecté » dirigée par Christine Thoër et Florence Millerand. Elle est membre étudiante du Laboratoire de communication médiatisée par ordinateur (LabCMO), de la Chaire de recherche sur les usages des technologies numériques et les mutations de la communication et du Réseau de recherches sur le numérique.

### **Lena A. HÜBNER**

Lena A. Hübner est étudiante au doctorat en communication à l'Université du Québec à Montréal (UQAM). Après son B.A. en Études francophones (concentration médias) à l'Université Albert-Ludwig à Freiburg (2012) et des expériences de travail en relations publiques, elle choisit une carrière universitaire. Depuis son mémoire de maîtrise (UQAM, 2014), elle étudie la communication politique sur les réseaux socionumériques. Elle est notamment l'auteure de l'article « Opinion Regulation or Civic Dialogue? Seeking New Analytical Frameworks to Study Digital Politics » publié dans *ESSACHESS – Journal For Communication Studies* (décembre 2016). En dehors de ses études, elle est coordonnatrice des activités scientifiques du centre de recherche interuniversitaire CRICIS (*Centre de recherche interuniversitaire sur la communication, l'information et la société*) et chargée de cours à l'École des médias de l'UQAM.

### **Anne-Sophie LETELLIER**

Anne-Sophie Letellier est étudiante au doctorat et chargée de cours à l'Université du Québec à Montréal. Détentrice d'une bourse d'études supérieures du Canada Joseph-Armand Bombardier, ses recherches portent sur la militance numérique, les médias alternatifs et les réformes législatives touchant à la régulation de l'information. Elle est également adjointe de recherche au Groupe de recherche sur l'information et la surveillance au quotidien, à la Chaire de recherche en éducation aux médias et droits humains. Elle a dirigé avec Normand Landry de l'ouvrage *L'éducation aux médias à l'ère numérique : entre fondations et renouvellement*.

### **Lisiane LOMAZZI**

Lisiane Lomazzi est étudiante au Doctorat Conjoint en Communication à l'UQAM et membre du Centre de recherche interuniversitaire sur la communication, l'information et la société (CRICIS) et du Groupe de recherche sur l'information et la surveillance au quotidien (GRISQ). Sa thèse, réalisée sous la direction de Marc Ménard, porte sur le libre accès aux résultats de la recherche en sciences humaines et sociales en France et au Québec. Ses travaux qui portent notamment sur le droit de la propriété intellectuelle et sur les communs de la connaissance s'inscrivent en économie politique de la communication ainsi qu'en études culturelles. Elle a co-écrit avec Marc Ménard « Où en est la théorie du/des communs? Vers une économie politique culturelle », *TIC & société* vol.11, n°2, janvier 2018.

### **Dishani SAMARASINGHE**

Doctorante en cotutelle de thèse en esthétique et cinéma à l'Université de Paris Nanterre et l'Université du Québec à Montréal, Dishani Samarasinghe s'intéresse à la représentation du corps humain à travers les cadres picturaux d'Edward Hopper et les cadres cinématographiques de James Gray. Elle a eu un double parcours universitaire, à la fois dans le domaine du cinéma mais aussi en arts plastiques. Elle a travaillé sur la construction de décors pour le cinéma mais aussi pour des pièces de théâtre.

CONCEPTION GRAPHIQUE  
Francis Therrien

ACHEVÉ D'IMPRIMER EN DÉCEMBRE 2017  
PAR QuadriScan  
À MONTRÉAL

Imprimé au Québec.